HAL
archives-ouvertes.fr

Le rôle complexe des migrations dans les reconfigurations des systèmes d'activités des familles rurales : la circulation comme ressource ? Localité de Leonzoane, Mozambique 1900-2010

Sara Mercandalli

To cite this version:

Sara Mercandalli. Le rôle complexe des migrations dans les reconfigurations des systèmes d'activités des familles rurales : la circulation comme ressource ? Localité de Leonzoane, Mozambique 1900-2010. Economies et finances. Université Paris Sud - Paris XI, 2013. Français. <NNT : 2013PA111009>. <tel-01124201>

HAL Id: tel-01124201

https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01124201

Submitted on 6 Mar 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE PARIS-SUD XI

Ecole Doctorale 263- Faculté Jean Monnet

Thèse de Doctorat en Sciences Economiques

mention économie du développement

Le rôle complexe des migrations dans les reconfigurations des systèmes d'activités des familles rurales : la circulation comme ressource ?

Localité de Leonzoane, Mozambique 1900-2010

Sara MERCANDALLI

Soutenue le 4 décembre 2013

Jury :

M. Philippe HUGON, économiste, Professeur émérite, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Président du jury

Mme Geneviève CORTES, géographe, Professeur, HDR, Université Montpellier III, UMR ART-Dev, Rapporteur

M. Vincent GERONIMI, économiste, Maître de conférences, HDR, Université Versailles Saint Quentin / CEMOTEV, Rapporteur

Mme Aurélia SEGATTI, politiste, Chercheur, Witwatersrand University/ACMS, Examinateur

M. Bruno LOSCH, économiste, Chercheur, UMR ART-Dev/CIRAD, Examinateur

M. Ward ANSEEUW, Chercheur, Pretoria University, UMR ART-Dev/CIRAD, Co-directeur de thèse

M. Jean-Jacques GABAS, économiste, Maître de conférences, HDR, Université Paris-Sud XI, UMR ART-Dev/CIRAD, Directeur de thèse

Résumé:

Dans le contexte de transition démo-économique en Afrique subsaharienne, l'évolution des stratégies des ménages ruraux vers des systèmes d'activités composites et la reconnaissance des modalités renouvelées des migrations soulèvent les enjeux liés aux recompositions des économies rurales. Cette thèse interroge le rôle renouvelé des mobilités des ménages ruraux mozambicains pour comprendre dans quelle mesure celles-ci constituent un élément central de recomposition de leurs systèmes d'activités dans le contexte régional postapartheid et de libéralisation.

Ce travail apporte un éclairage sur les articulations conceptuelles entre approches institutionnelles en économie et la notion de circulation, pour une analyse du rôle des mobilités dans les stratégies et systèmes d'activités sur le long terme. La démarche analytique est basée sur la reconstitution par enquêtes de biographies de 97 ménages et combine méthodes quantitatives et qualitatives.

L'analyse met à jour l'évolution de mobilités circulaires intenses vers l'Afrique du Sud des familles de Leonzoane pendant la période coloniale, vers des formes de mobilités plus complexes dévoilant plus de flexibilité professionnelle, dans des espaces plus larges au sein et en dehors du secteur historique minier. Ces mobilités s'accompagnent d'une diversité d'arrangements portés par les réseaux, attestant d'un contrat migratoire en formation, fondé sur une ressource circulatoire dans les stratégies des familles. La mise en regard de ces mobilités avec les recompositions des systèmes d'activités des ménages, met à jour une situation actuelle à Leonzoane très diversifiée. Pour une partie elle donne lieu à la complexification des ajustements au sein des systèmes d'activités dans lesquels le poids relatif de l'agriculture tend à diminuer, pour d'autres elle assure la reproduction de systèmes d'activités très stables non diversifiés. Elément fondamental des stratégies des familles, la migration peut aussi bien constituer une ressource stratégique qu'un facteur de précarisation ou de dépendance.

Mots clés : systèmes d'activités, migrations, trajectoires professionnelles et de mobilités, Mozambique, Afrique du Sud

Abstract:

In the context of the demo-economic transition in Sub-Saharan Africa, changes in rural household strategies towards more complex livelihoods, together with the recognition of renewed forms of migration, raise issues around the restructuring of rural economies. This thesis questions the renewed role of Mozambican rural households' mobilities to understand to what extent they represent a key factor with regards the reshaping of livelihoods in the present post-Apartheid and liberalization context.

This work sheds light on the conceptual links between institutional approaches in economics and the notion of circulation in geography in order to analyze the role of mobilities in livelihoods' strategies in the long term. The analytical approach is based on biographical surveys of 97 Mozambican rural households, and includes both quantitative and qualitative methods.

The analysis shows the evolution of intense and circular migration of Leonzoane families to South Africa during colonial times towards more complex forms of mobilities, with a higher degree of working flexibility, in more extended geographical areas within and beyond the historical mining sector. These mobilities rely on a diversity of arrangements embedded in networks, showing evidence of a migration contract in the making, based on household strategies' circular resources. The analysis of these migration forms together with the reshaping of households' livelihoods illustrates a highly diversified situation in Leonzoane. While some households show a growing complexity of adjustments of their livelihoods, in which the relative share of agricultural activities tends to decrease, others perpetuate very stable non-diversified livelihoods. Being a fundamental livelihood asset, migration can certainly act as a strategic resource for rural households, but can also be a factor of insecurity or dependency.

Keywords: livelihoods, migration, workers trajectories and mobility, Mozambic, South Africa.

Aos Urongas

Remerciements

Tout d'abord je tiens à remercier le CIRAD au sein duquel j'ai été accueillie avec une allocation de recherche de 3 ans, me permettant de travailler dans de bonnes conditions. Je remercie également les membres de l'UMR ART-Dev qui m'ont aidée grâce à des échanges et des appuis techniques à différentes étapes de ce travail, en particulier Corinne Calvet, Evelyne Defort, Christiane Lagarde et Lala Razafimahefa.

De même, j'exprime ma reconnaissance aux équipes de l'IESE, de l'ACMS et du département d'agriculture et développement rural de l'Université de Pretoria, pour leur appui logistique et scientifique pendant les mois passés au Mozambique et en Afrique du Sud. Je remercie aussi les nombreux professionnels et interlocuteurs mozambicains rencontrés qui m'ont aidée dans la recherche de sources d'informations primaires et secondaires. Enfin, je remercie sincèrement toutes les familles de Leonzoane qui m'ont accueillie avec une grande gentillesse et accepté de me confier une partie de leurs expériences, et sans qui le travail de terrain au cœur de cette recherche n'aurait pas été possible. Merci aussi aux personnes et autorités qui m'ont permis de travailler et de vivre à Massinga.

Mes plus vifs remerciements s'adressent à Jean-Jacques Gabas, directeur de ce travail, pour son encadrement de qualité, ses commentaires et questions qui ont stimulé ma réflexion, et son implication dans l'aboutissement de ce travail. Je suis aussi tout particulièrement reconnaissante à Ward Anseeuw, qui a assuré une partie de l'encadrement de cette recherche, notamment sur le terrain. Sa connaissance approfondie du contexte, son soutien sans faille et ses nombreux conseils m'ont permis de structurer et d'enrichir cette thèse. Ma reconnaissance va également à Aurélia Segatti, Geneviève Cortes et Denis Pesche, pour les orientations profitables qu'ils m'ont fournies, notamment lors des comités de pilotage de cette thèse.

Par ailleurs, je souhaite remercier Geneviève Cortes et Vincent Geronimi d'avoir bien voulu évaluer ce travail en tant que rapporteurs. J'adresse également mes meilleurs remerciements à Philippe Hugon en tant que président du Jury, à Aurélia Segatti, et à Bruno Losch qui ont accepté de faire partie du Jury.

Enfin, j'exprime toute ma gratitude à mes proches et mes amis qui ont contribué d'une façon ou d'une autre à ce travail. Merci de m'avoir accueillie chez vous lors de mes passages en France, au Mozambique et en Afrique du Sud, d'avoir accepté le long travail de relecture et de votre appui moral et financier durant les moments les plus difficiles. Ces soutiens m'ont donné le courage nécessaire pour approfondir et achever ce travail.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE 1

PARTIE 1- LES FONDEMENTS DE L'ANALYSE 13

I - Recompositions des économies rurales et migrations : enjeux renouvelés dans le contexte de mondialisation 15

II - Positionnements théoriques, cadre d'analyse et hypothèses 115

III - Dispositif méthodologique de collecte et de traitement des données 153

PARTIE 2- DES MOBILITES CIRCULAIRES BIPOLAIRES ENCADREES PAR L'ETAT VERS DES FORMES VARIEES DE CIRCULATION SOUTENUES PAR LES RESEAUX : GENESE ET EVOLUTION DE L'INSTITUTION MIGRATION 203

IV - Les migrations circulaires bipolaires encadrées par le régime colonial 215

V - Migrations contraintes de la période de conflit et affaiblissement ou rupture avec les règles communautaires (1978-1993) 240

VI - Circulations flexibles soutenues par les réseaux de la période contemporaine (1994-2010) ... 260

PARTIE 3- POIDS ET ROLE DES MOBILITES DANS LES RECOMPOSITIONS DES SYSTEMES D'ACTIVITES : LA CIRCULATION COMME RESSOURCE ? 295

VII - L'idéal du type du paysan-mineur sous le système migratoire colonial : une diversification limitée des activités liée à la migration 307

VIII - Circulations, diversification et diminution relative des activités agricoles du contexte post apartheid : la mobilité comme ressource 346

CONCLUSION GENERALE 407

Lexique des termes en xitsua et changana 417

Bibliographie 420

Listes des tables et illustrations 442

ANNEXES 450

Table des Matières 492

Liste des sigles

AHM : Arquivo Historico de Mozambique
AIM : Approche Institutionnelle de la Migration
APD : Aide Publique au Développement
ASS : Afrique Subsaharienne
BM : Banque Mondiale
COSATU : Congress of South African Trade Unions
DHA : Department of Home Affairs
AEC : African Economic Community
EU : Etats-Unis
FAO : Food and Agriculture Organisation
FIDA : Fonds international de développement agricole
FMI : Fonds Monétaire International
IAF : Inquérito aos Agregados Familiares
IDE (FDI) : Investissement Direct Etranger (Foreign Direct Investment)
FRELIMO : Frente de Libertação de Moçambique
MT: Metical
NEI: Nouvelle Economie Institutionnelle
PRE : Programma Restructura Economico
RENAMO : Resistência Nacional Moçambicana
ODM : Objectifs du Millénaire
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OIT: Organisation Internationale du Travail
PARPA :
PEA : Population Economiquement Active
PIB : Produit Intérieur Brut
PED : Pays en développement
PRSP : Poverty Reduction Strategy Plan
RD : Rand (ZAR)
SACU : South African Customs Union

SADC : South African Development Community
TIA : Trabalho Inquerito Agricola
UNDP : United Nations Development Programme
UNHCR : United Nations High Commissioner for Refugees
WENELA : Witwatersrand Native Labour Association

Ha : hectare
1Chicuela = 10 m x 50 m
1 tambor ~ 200 kg
1saco ~ 50 kg
1 lata ~ 20 kk

Introduction générale

Les questionnements à l'origine de ce travail sont issus de différents constats sur l'évolution des stratégies des familles rurales en lien avec les migrations et les restructurations des économies rurales dans le contexte de globalisation, dont les enjeux sont mis à l'ordre du jour en Afrique subsaharienne face à la spécificité de la situation démographique de la région.

La restructuration des économies rurales africaines dans le contexte de globalisation : des systèmes d'activités des familles de plus en plus composites

La période de globalisation se distingue par des transformations économiques au niveau national ou régional qui s'articulent avec le contexte mondial. On identifie trois dimensions dans les évolutions structurelles au sein des sociétés rurales : la restructuration des systèmes agroalimentaires (Reardon *et al*., 2007), celle des systèmes agricoles mis en concurrence sur les mêmes marchés internationaux, et celle des systèmes d'activités familiaux, dont témoignent les études apparues à la fin 1990 mettant en évidence l'importance croissante des stratégies de diversification des activités et des revenus des familles rurales, y compris en dehors de l'agriculture ou par recours à la migration (Reardon, 1997 ; Ellis, 2000 ; Bryceson, 2000 ; 2002a). Dans ce cadre, l'emploi dans le monde rural, et particulièrement celui des petites agricultures familiales est soumis à de fortes mutations et reconversions (Labazee *et al.,* 2007). Ces processus répondent aux trois voies complémentaires de sortie de la pauvreté décrites par la Banque mondiale (2007): une grande partie des ménages ruraux, en plus de leur activité agricole, est engagée sur le marché du travail agricole, dans l'auto-emploi ou l'emploi salarié au sein de l'économie rurale non agricole, et peuvent recevoir des transferts monétaires de membres du ménage qui ont migré. En Afrique subsaharienne un processus de « désagrarisation », c'est-à-dire d'ajustement des activités, de réorientation des sources de revenus et l'identification sociale et la relocalisation spatiale des ménages ruraux loin de modes d'existence strictement basés sur l'agriculture a aussi été mis en évidence (Bryceson 1996, 2002). Les ménages ruraux qui ne reposent que sur l'agriculture pour leurs moyens d'existence sont aujourd'hui une minorité, et on estime qu'environ 40% des revenus des ménages ruraux africains proviennent de sources non agricoles (Bryceson et Jamal, 1997 ; Bryceson, 2002). Ainsi, bien que les stratégies de diversification, y compris la migration ne soient pas un phénomène récent et faisaient déjà partie de logiques traditionnelles de reproduction économique et sociale des sociétés rurales à des périodes plus ou moins anciennes (Boutiller *et al*., 1977 ; de Janvry, 1994) l'évolution actuelle des économies rurales et des stratégies des ménages se différencie dans le contexte de globalisation en termes de

diversité et de complexité (Bryceson, 1996 ; Barrett *et al.,* 2001). L'importance de ces différents niveaux de restructuration est très variable selon les pays et régions; et elle renvoie aux alternatives d'emploi existantes pour les populations rurales qui continuent de croître au regard des tendances démographiques de la région, et pour qui la voie de la diversification hors agriculture tend à se généraliser. Malgré deux décennies de libéralisation des marchés en Afrique subsaharienne, les transformations structurelles progressent de façon extrêmement lente, accompagnée d'une distribution très inégale du bien être […] les individus voire des ménages sortent souvent de l'agriculture plutôt que d'un mode de subsistance agricole vers une agriculture commerciale (Boughton et *al.*, 2006).

Au cœur de ces problématiques, ce travail a surgi en lien avec le programme RuralStruc[1] (2008-2012) dont les objectifs étaient d'améliorer les connaissances relatives aux changements structurels dans l'agriculture, à la place et aux rôles de l'agriculture dans les économies rurales des PED et aux dynamiques sectorielles, plutôt qu'aux seules thématiques transversales telle que la pauvreté. Le besoin d'une analyse sur le rôle spécifique des migrations dans ces processus a été identifié, donnant lieu à la formulation de la recherche sur l'entrée « dynamiques migratoire et recompositions agricoles en Afrique». Après une revue bibliographique soulignant la complexification des marchés du travail rural et des systèmes d'activités, et une mission en Afrique du Sud et au Mozambique montrant la faiblesse des restructurations agricoles dans les zones concernées par les dynamiques migratoires, la recherche s'est élargie à l'analyse du rôle de la migration au niveau du système d'activités des familles dans son ensemble.

Le poids et le rôle croissants des migrations dans les stratégies de diversification des familles

Au sein des restructuration propres à la période de globalisation, il est par ailleurs de plus en plus reconnu que la migration représente une stratégie importante de diversification en Afrique subsaharienne (Black *et al.*, 2004) et dans les régions les plus pauvres (Skeldon, 2002). Les études mettent en évidence qu'à certains endroits les transferts associés aux activités migratoires comptent pour une large part dans les revenus des ménages ruraux. Dans les économies minières d'Afrique australe, les transferts représenteraient jusqu'à la moitié des

[1] Le programme RuralStruc (2008-2012) sur les «Dimensions structurelles de la libéralisation pour l'agriculture et le développement rural » est issu d'un programme de recherche associant le Cirad et la Banque mondiale.

revenus des ménages ruraux. Dans la plupart des régions rurales, cependant, le commerce local et les revenus salariés représentent la majorité des revenus non agricoles, alors que les transferts constituent 15 à 20% des revenus non agricoles (Barrett *et al.*, 2001 ; Carletto *et al.*, 2007, Haggblade, 2009).

Cette dimension monétaire de la migration dans les revenus des familles, confirme le mythe de la sédentarité paysanne (de Haan, 1999, 2006) et vient questionner le rôle de ces migrations dans les stratégies des familles. En effet, les liens entre la migration et les stratégies des familles et en particulier l'intensification et la diversification sont mal connus (Taylor, 2005). Au Maroc, De Haas (2007) met en évidence que l'accroissement des activités migratoires a coïncidé avec l'accroissement de la pluriactivité et la multi-localisation des moyens d'existence contemporains. Bien que l'agriculture reste une source importante de revenu monétaire ou en nature, son rôle s'est déplacé de celui du pilier de l'économie à celui d'une source de revenus parmi d'autres. Dans la lignée de ces études, dans le cas du Mozambique, Cramer et Pontara (1998), avancent que le courant dominant sur le développement rural sous-estime l'importance des dynamiques au sein de la société rurale, le rôle du travail salarié et les mouvements de population à grande échelle ou locale.

L'importance des pratiques migratoires dans les stratégies familiales, dont la contribution à leurs moyens d'existence, va dépendre de différents facteurs : la régularité des mouvements, le temps passé hors du village, les structures sociales et les institutions permettant aux femmes (si l'homme migre) et à ceux qui restent de mener des activités etc. (Mac Dowell, 1996). Dans ce sens, Guilmoto (1998), affirme que l'essentiel des travaux tend à se focaliser sur les migrations de long terme, davantage visibles que les circulations de migrants faisant la navette entre leurs villages d'origine et leur lieu de résidence temporaire. Il souligne qu'un grand nombre de caractéristiques locales donnent aux pratiques migratoires des spécificités propres à chaque contexte, mais ces institutions migratoires complexes ont en général été reléguées au statut de « boîte noire ».

Ainsi, selon Mc Dowell et al., (1997) un point décisif sur la façon dont on considère la migration comme une stratégie alternative à part entière, est lié à la nature des formes migratoires et au fait que dans de nombreuses parties du monde la migration prend une forme circulaire ; l'essentiel des migrations n'implique pas un mouvement unilatéral, les personnes continuent à maintenir de forts liens avec leur zone d'origine et les réseaux familiaux et personnels sont cruciaux dans le maintien de ces liens. Selon eux, la migration constitue essentiellement une série d'échanges entre des lieux prenant place sur des périodes plus

longues qu'il n'est supposé dans la littérature. Faisant écho aux travaux sur les économies en archipels (Viard, 1994; Arrault, 2005). Tacoli (1998) fait référence au caractère « multi-spatial » des familles avec certains membres résidant en zone rurale et d'autres en ville, mais aussi engagés dans l'agriculture au sein de zones urbaines ou dans des activités non agricoles à la campagne. Une constante en Afrique subsaharienne est que la migration et la diversification des activités va de pair avec de forts liens avec la famille et les proches dans les zones d'origine et avec l'accès à la terre comme un élément important d'identité et de statut social (Tacoli, 2002). Ces aspects des liens rural-urbain sont souvent négligés, mais leur contribution aux échanges de ressources matérielles et sociales et aux stratégies des familles mérite d'être mieux appréhendée

Intensification et complexification des formes de migration dans le contexte de globalisation

Ces observations sur la place des migrations et l'importance des pratiques migratoires dans les stratégies des familles et les restructurations en cours, font écho à une autre dimension de la globalisation, encore peu soulignée dans la littérature économique, celle de la globalisation des migrations. Différents travaux ont considéré de façon renouvelée les mobilités contemporaines, révélant à la fois la complexification des formes migratoires et l'intensification des logiques de circulation et d'échange entre les pôles des espaces de déplacement. Tentant de résumer ces évolutions, Ma Mung *et al.* (1998) avance que la mondialisation des migrations recouvre trois phénomènes principaux: une circulation accrue des individus, le développement des diasporas et des réseaux communautaires et le passage du retour définitif au retour alternatif.

D'une part, le besoin des individus migrants de multiplier les stratégies de réponse à des situations de crise et leur nécessité de s'adapter ont conduit à la multiplication des formes de déplacement : élargissement des profils des individus (en termes d'âge, de qualification professionnelle ou de statut migratoire) ; complexification des temporalités du déplacement (durée, fréquence) et des formes spatiales du mouvement (diversification des parcours et élargissement des destinations, multiplication des lieux successifs, etc.) (Cortes et Faret, 2009). Concernant les pays du sud, dans les années 1980, les études de Prothero et Chapman, (1984) et Standing (1985) ont souligné l'importance de formes de circulations suffisamment évidentes pour appuyer l'idée que la migration de long terme ou définitive est une forme relative de mobilité au regard des très nombreux mouvements de population circulaires. Plus récemment, d'autres travaux ont continué à mettre en évidence la complexité des formes de

migration africaines dans le contexte de globalisation (Bonnassieux, 2009). A un niveau macro, au-delà du mouvement unilatéral d'émigration du Sud vers le Nord, un autre changement est marqué dans l'analyse des facteurs clés de la mondialisation: la densité des migrations sud-sud (Costa, 2004). L'Afrique subsaharienne répond à ces dynamiques avec le taux de croissance de migration internationale nette le plus élevé au monde (Naude, 2008) avec une majorité de migrations sud-sud (69%) (Ratha et Shaw, 2006). D'autre part, cela donne lieu à des pratiques innovantes de la part de migrants qui ont aujourd'hui plus de facilité à rester inscrits dans la mobilité. S'ancrant alors dans des espaces socio-économiques différenciés, ils tirent avantage de multiples opportunités, même précaires, sur des territoires de plus en plus vastes et partagent alors leur existence entre leur région d'origine et les espaces où ils s'arrêtent pour travailler. Enfin, un grand nombre d'études notamment sur les migrations transnationales mais aussi dans le domaine de l'économie institutionnelle, ont souligné le fait que les migrants sont reliés à leur famille non seulement parce qu'il est plus aisé de le faire grâce aux technologies modernes d'information, communication et de transport, mais aussi parce que dans de nombreux cas leur situation incertaine dans le pays d'accueil rend important pour les migrants le fait de maintenir le lien avec leurs réseaux en cas de crise (Basch *et al.*, 1994; Levitt, 2001; Vertovec, 2001 dans Mazzucato, 2009). Ainsi, les unités telles que les réseaux transnationaux, les communautés, ou circuits semblent plus des mobilités contemporaines (Guarnizo *et al.*, 2003; Rouse, 1992; Smith, 2001 dans Mazzucato, 2009).Dès lors, se pose la question des modes d'organisation socio-économiques liés à ces mobilités. Ces processus se caractérisent par des dispersions qui ne sont ni passagères ni ponctuelles mais donnent lieu à des stratégies où la dispersion dans l'espace est lui-même utilisé comme ressource (Ma Mung *et al.*, 1998). Ils soulèvent des interrogations relatives aux mobilités, en des termes différents de ceux des années 1970, qui opposaient arrêt ou reprise de l'immigration, intégration ou retour. L'analyse centrée sur les sociétés de résidence a certes sa légitimité, mais elle trouve ses limites dans le contexte de mondialisation. Au cours des 20 dernières années, un constat partagé a émergé sur les limites des différentes approches face aux mobilités observées qui remettent en cause les catégories traditionnelles utilisées et donnent lieu à de nouvelles dont le fonctionnement reste encore flou (Wa Kabwe et Landau, 2009).

La question démographique, dimension incontournable du processus de développement en Afrique subsaharienne

Enfin, les constats ci-dessus sont à mettre en perspective avec la question de la transition démo-économique de la région. L'Afrique subsaharienne est la dernière région du monde à s'être engagée dans le processus de transition démographique avec un taux de croissance de 2 à 3% par an selon les pays (Guengant, 2007). La conséquence est qu'elle devra encore faire face à la hausse de sa population active dans les prochaines décennies avec un accroissement de 250 000 à 400 000 personnes par an pour un pays moyen d'ici 20 ans (Giordano et Losch, 2007). Sa situation est également particulière car son intégration dans l'économie mondiale a été tardive et a eu lieu dans un rapport de dépendance à l'Europe. La plupart des Etats ont accédé à l'indépendance dans les années 1960 et 1970 et ils ont rapidement été pris par la globalisation, ce qui s'est traduit par un fort processus d'urbanisation sans industrialisation (Davis, 2006). Cette confrontation s'est faite dans un contexte de politiques d'ajustements structurels avec des structures économiques caractérisées par la prépondérance de l'agriculture. Aujourd'hui, les Etats doivent faire face à une arrivée massive de jeunes sur le marché du travail. Or, la réalisation des bénéfices associés à la transition démographique semble dépendre des institutions et politiques publiques, et requiert l'emploi des travailleurs et de l'épargne que la transition génère. Le secteur agricole et l'économie informelle n'ont pas les capacités de répondre au flux de travail (Giordano et Losch, 2007). Ainsi, à la différence des pays émergents d'Asie et d'Amérique latine, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne restent confrontés à une croissance économique insuffisante et une croissance démographique mal contrôlée et ils n'ont toujours pas trouvé leur voie de développement (Vimard, 2007). Cette perspective démographique place la question de la population, y compris le phénomène des migrations[2], comme une question cruciale pour l'avenir des pays concernés, et apparaît comme élément déterminant de l'évolution de l'agriculture et des sociétés rurales.

Questionnements

L'importance des processus d'adaptation des stratégies et de recomposition des systèmes d'activités des familles rurales en lien avec les migrations dans le contexte de globalisation et les enjeux soulevés justifient la thèse ici développée. Les différents constats

[2] Au cours des 20 dernières années, des cinq régions africaines, trois ont connu un accroissement de la population de migrants internationaux (MPI DataHub, 2010)

ci-dessus posent la question de l'évolution des mobilités des familles rurales en tant que telles et de leur rôle dans les stratégies des familles et les transformations des systèmes d'activités et les processus de changement des sociétés rurales. Les questions qui guident cette recherche sont les suivantes :

- dans quelle mesure les modalités des migrations économiques des familles rurales ont-elles évolué et répondent à des formes renouvelées dans le contexte de globalisation, en termes de durée, rythmes, diversification des destinations et des secteurs d'insertion et conditions de travail ? Ces formes de mobilité répondent-elles à de nouvelles pratiques et règles dans lesquels les réseaux jouent un rôle renouvelé ?

- de quelle manière les évolutions de ces mobilités contribuent-elles à une recomposition des systèmes d'activités et à de nouveaux modes d'organisation socio-économiques des stratégies des familles rurales ?

- les systèmes d'activités de la période récente se caractérisent-ils par une plus grande diversification du fait de la mobilité ? Cette diversification se fait-elle davantage hors agriculture, contribuant à un glissement relatif de la fonction développement sociétal et de sécurité alimentaire de l'agriculture ? Dans quelle mesure la migration est-elle source d'une plus grande diversité des situations économiques entre familles ?

En d'autres termes, dans quelle mesure les formes et règles renouvelées de la migration dans le contexte de globalisation, donnent-elles lieu à des interactions et des agencements complexes au sein des systèmes d'activités des familles ruraux contemporains et tendent à constituer une ressource croissante des stratégies et un élément important de différenciation et de l'évolution des sociétés rurales ?

L'hypothèse que nous avançons est la suivante: les évolutions des mobilités des familles vers des formes de circulation associées à des règles renouvelées dans le contexte de mondialisation, en font une ressource croissante de leurs stratégies. La migration devient un élément central d'ajustement des systèmes d'activités de par son poids et ses articulations avec la diversification et la réduction relative des activités agricoles, source de diversité économique entre familles et d'évolution des sociétés rurales.

Un cadre théorique croisant économie institutionnelle et géographie sociale pour analyser les interactions entre mobilités et systèmes d'activités

La partie de la littérature économique qui a commencé à éclaircir les rouages complexes par lesquels la migration et les transferts restructurent les économies rurales et en particulier les liens entre les mobilités des familles rurales et la transformation des systèmes d'activités est encore très empirique et embryonnaire (Taylor, 2005 ; de Haas, 2007). Situés au sein de ces travaux nos questionnements viennent alimenter à la fois les insuffisances théoriques et méthodologiques suivantes:

- la compréhension limitée du rôle précis de la migration au sein des stratégies et des systèmes d'activités des familles et a un niveau macro, de son rôle dans les processus de changement globaux (De Haas, 2007).

- la prise en compte de la diversité des pratiques migratoires dans l'analyse des stratégies et la reconfiguration des systèmes d'activités composites. « La migration circulaire n'est pas le phénomène transitoire que de nombreuses théories supposent, en particulier les théories de la modernisation. Davantage d'attention doit être portée aux effets de ces schémas migratoires, à la fois sur les zones rurales et urbaines en termes de développement et de moyens d'existence » (De Haan, 2002 : p115 ; Mac Dowell et de Haan, 1997 ; de Haas, 2007).

- le besoin d'analyser la transformation des schémas de mobilité dans une perspective de long terme et en partant d'une vision intégratrice de ses différentes formes, dans une approche quantitative qui permet une connaissance des formes de mobilités et d'aller au-delà de la conception classique de la migration (Taylor, 1986).

La nature de nos questionnements nous a amenée à différents positionnements théoriques. Notre recherche s'inscrit dans le champ de l'économie institutionnelle dont les énoncés de pluralité des logiques d'action des individus et de défaillances des marchés prennent en compte plusieurs réalités des pays du sud. De plus, le changement est interprété comme un processus qui se déroule dans le temps long, où jouent des causalités circulaires et cumulatives, où s'opèrent des modifications qui peuvent être irréversibles. D'autre part, les phénomènes émergents sont considérés comme essentiels. Dans ces approches, le terme moins déterministe de «transformation» est préféré à la notion conventionnelle de «°transition°» (Chavance, 2001). Enfin, ces analyses ont été appliquées à l'étude des

migrations afin d'examiner dans quelle mesure l'intensité et la régularité des échanges migratoires sont associées à la formation d'une institution spécifique (Guilmoto, 1998, 1999 ; McDowell et de Haan, 1997).

Par ailleurs, dans la mesure où le changement de perspective analytique des migrations n'est pas visible au sein des approches et théories en économie, afin de mieux appréhender la réalité des mobilités et ses liens avec les recompositions des systèmes d'activités des familles, nous proposons d'articuler notre champ principal avec la notion de circulation, qui apparaît mobilisée aujourd'hui comme composante analytique des migrations, sous des formes variables et s'inscrit dans un champ d'investigation situé au carrefour de plusieurs disciplines. L'étude des modalités de la circulation migratoire permet de tenir compte des logiques de circulation, de mobilités répétées et d'échanges associés qui sont au cœur de l'analyse actuelle (Spaan, 1999 ; Tarrius, 2002 ; Cortes et Faret, 2009). Elle tente de saisir la migration dans une perspective dynamique à l'encontre des approches en termes d'insertion ou d'intégration. L'originalité du travail réside ainsi dans les articulations conceptuelles entre approches institutionnelles et la notion de circulation, pour l'analyse des stratégies et systèmes d'activités et des mobilités sur la longue période.

Le terrain de recherche et le dispositif d'observation et d'analyse

Pour passer d'une appréhension globale du phénomène de transformation et de recomposition des systèmes d'activités en liens avec les mobilités, à son étude systématique, cette recherche s'est fondée sur des observations au sein de la localité rurale de Leonzoane dans la région sud du Mozambique (cf. carte1). Ce choix répond tout d'abord aux enjeux de transition économique et démographique auxquels la région est confrontée. En particulier l'Afrique australe a connu une hausse de 50% de sa population de migrants internationaux. Le pays le plus concerné est l'Afrique du Sud, comptant presque 1,9 million de migrants internationaux en 2010, confirmant sa place de pôle majeur d'attraction régionale (MPI data hub, 2011). Par ailleurs, le Mozambique a été le flux migratoire historique dominant vers l'Afrique du Sud au début du 20ème siècle et est considéré aujourd'hui comme l'un des principaux flux de migrations économiques (SSA, 2001). C'est aussi un choix intéressant au regard de notre problématique, par son histoire coloniale et migratoire pour partie similaire à d'autres pays de la région, et par sa rapide intégration à l'économie de marché et son ouverture au processus de mondialisation après-guerre, terminée en 1992. Dans la région sud du Mozambique, la migration est un phénomène ancien et le prolongement de ces mobilités

selon des modalités renouvelées fait l'objet d'études qui soulignent la complémentarité des activités dans les logiques de production des populations rurales (Massingarela *et al*., 2005 ; Cramer, 1998).

Carte 1 : Mozambique, situation géographique

Source : Nations Unies, 2004

D'un point de vue méthodologique, notre questionnement conduit d'une part à s'intéresser aux comportements micro-économiques individuels et du ménage, et d'autre part à l'articulation entre ces derniers et les mécanismes dont le champ d'action se situe au niveau national ou régional. Ces deux étapes resituées dans un contexte historique seront réalisées aux niveaux des systèmes de mobilité et des systèmes d'activités. Il s'agit de prendre en

compte l'observation des pratiques des individus et des groupes en migration au sein des stratégies, tout en tenant compte des logiques structurelles et des évolutions historiques dans lesquelles ces mobilités s'inscrivent, afin de mener une lecture dialectique de l'évolution des réalités migratoires et des enjeux et reconfigurations qui leur sont associées. La recherche a été basée sur un travail de terrain avec des entretiens effectués entre juin 2009 et janvier 2011, essentiellement au Mozambique et ponctuellement en Afrique du Sud. Les méthodes de collecte ont combiné techniques de récits de vie via un questionnaire semi-ouvert sur les trajectoires professionnelles et migratoires auprès d'un échantillon raisonné de 97 ménages, et des entretiens thématiques ouverts. Les données ont été traitées à partir d'analyses qualitatives et quantitatives sur l'ensemble des périodes de temps considérées et à différents niveaux allant de l'individu au ménage et à l'ensemble de l'échantillon.

Plan

Ce travail s'articule en trois temps. Dans la première partie, en accord avec le choix d'une approche institutionnelle prenant en compte les dimensions historiques, le chapitre I pose le contexte et fournit les clés de lecture de l'économie politique au Mozambique et dans la région au prisme de notre problématique. Ce sont les éléments de compréhension préalables indispensables auxquels nous nous réfèrerons au fur et à mesure de la démonstration. Nous complétons ensuite les fondements de la recherche à travers une présentation de nos choix théoriques (chapitre II) et du dispositif méthodologique mis en place (chapitre III). Dans les parties 2 et 3 nous présentons les résultats qui traitent respectivement nos deux hypothèses sur l'évolution de l'institution migration dans ses formes et ses règles (chapitres IV, V, VI) et les stratégies et recompositions associées des systèmes d'activité des ménages et familles rurales (chapitres VII et VIII). En conclusion nous mettons en perspective nos résultats avec les débats en cours sur la façon dont sont considérées les migrations dans les politiques de développement rural au Mozambique et en Afrique subsaharienne.

Partie 1- Les fondements de l'analyse

Cette première partie expose les éléments de contexte qui fondent la problématique et sont à l'origine de cette recherche et rend compte du cadre conceptuel élaboré et de l'orientation méthodologique dans lesquels elle s'inscrit.

Le premier chapitre fournit les principaux éléments du contexte des recompositions des économies rurales en lien avec les migrations et leurs enjeux renouvelés en Afrique sub-saharienne et au Mozambique. L'ensemble de ces constats et observations nous permet de formuler notre question de recherche par rapport à la problématique régionale. A partir d'une revue de la littérature, le second chapitre analyse la manière dont les différentes théories économiques et d'autres disciplines des sciences humaines (géographie sociale), permettent d'aborder nos questionnements. Il nous amène à nous positionner au sein des différentes approches et théories et à proposer un cadre d'analyse pour formuler et traiter notre hypothèse principale. Enfin, le troisième chapitre justifie le choix de la zone d'étude au Mozambique et présente le dispositif méthodologique construit pour mettre en œuvre notre proposition.

I - Recompositions des économies rurales et migrations : enjeux renouvelés dans le contexte de mondialisation

Il s'agit ici de situer les éléments de contexte qui fondent notre problématique et les enjeux socio-économiques dans lesquels elle s'inscrit. Pour cela, une revue de la littérature factuelle et empirique met en évidence les principaux constats et questionnements autour des restructurations des agricultures et économies rurales et des réorientations des stratégies des ménages, en soulignant les enjeux des mobilités dans le contexte de mondialisation. Nous illustrons les grands traits de ce contexte à la fois pour l'Afrique au sud du Sahara, comme région inscrite dans une dynamique particulière commune que ce travail cherche à éclairer, et pour l'Afrique australe et le Mozambique, comme sous région et pays d'étude choisis.

Dans un premier temps (A), nous rappelons le rôle de l'agriculture et des migrations dans le processus historique standard de développement pour en souligner les dimensions nouvelles du contexte actuel. Puis, en mettant en perspective les implications de ce contexte global, avec les caractéristiques des transitions économiques et démographiques de l'Afrique subsaharienne, nous montrerons la situation singulière « d'impasse de transition »[3] de la région, interrogeant la place des migrations comme voie de sortie, de par leurs volumes croissant et leurs modalités renouvelées dans le contexte de mondialisation.

Au regard de ces processus en cours et des enjeux sociétaux qu'ils soulèvent pour la grande majorité de la population rurale de la région, nous dressons un état des lieux des travaux sur les stratégies des ménages ruraux au cours des dernières décennies pour mettre en évidence l'orientation des stratégies vers des systèmes d'activités complexes et le poids relatifs croissant des activités de migrations, ainsi que des pratiques migratoires et formes organisationnelles innovantes. Nous observons par ailleurs comment ces stratégies donnent lieu à des situations très variées en termes de développement, soulignant l'importance fondamentale du contexte et l'intérêt des analyses sur le temps long. L'ensemble de ces constats nous amène ainsi à souligner les insuffisances des connaissances quant aux

[3] Le terme d'impasse de transition (Giordano et Losch, 2008) fait référence à l'impossibilité de reproduire le schéma de développement suivi par l'Europe au 19e siècle dans le contexte actuel de mondialisation, c'est-à-dire l'absorption de la croissance de la population dans la phase initiale de transition démographique des pays, par les secteurs secondaires et tertiaires des marchés du travail national et international.

mécanismes et liens par lesquels les pratiques associées aux activités migratoires interfèrent dans les stratégies des ménages.

Dans une deuxième section (B), en réponse à l'importance de la prise en compte du contexte pour l'analyse des liens entre mobilités et stratégies des ménages, nous retraçons les principales évolutions de l'économie politique du développement et des migrations entre le Mozambique et l'Afrique du Sud. Ces éléments fournissent des points de repères et clés de lecture indispensables pour nos analyses.

Sur la base de cette problématique et enjeux régionaux, dans une dernière section (C), nous posons les questionnements soulevés dans le cas du Mozambique tout en soulignant les spécificités de ce pays, caractérisé par des migrations anciennes vers l'Afrique du Sud, associées à une forte différenciation régionale des trajectoires de développement au sein du pays. Pour cela, nous resituons le contexte national de transition démo-économique et faisons une revue des études empiriques récentes qui montrent l'insuffisante attention portée à l'importance des stratégies de diversification et au rôle des migrations des ménages ruraux, notamment dans la région sud du pays.

Encadré 1 : recueil de données statistiques et cartographiques pour la contextualisation de la recherche.

La collecte de données pour construire et étayer la problématique de la recherche a été soumise à plusieurs difficultés. Les statistiques officielles sur le travail, l'emploi et les migrations en ASS et au Mozambique, sont parmi les moins développées. Elles sont aussi dispersées et comportent de fortes limites méthodologiques, communes à l'ensemble des PED africains (Berriane et de Haas, 2012). Au Mozambique, malgré un appareil statistique quasi inexistant au lendemain de la guerre civile, au milieu des années 1990 le Système National de Statistique a disposé d'un important appui. En peu de temps il a pu produire un ensemble de données considérables et de qualité et poursuit cette dynamique (Par ex., la série d'enquêtes nationales aux ménages biannuelles « trabalho inquerito agricola » TIA et « inquerito agregados familiares » IAF, menées depuis 1988 sont une source précieuse pour le pays). Au-delà du caractère limité de la couverture temporelle et sectorielle des statistiques officielles, la difficulté majeure réside dans le fait que les phénomènes qui nous intéressent sont essentiellement intégrés à l'économie informelle et ne sont pas captés par les statistiques officielles. Par exemple, le « boletim de estadisticas do trabalho » ne contient pas de données sur le chômage ni de données sur le travail migratoire hors emploi minier (et non disponible sur internet). Concernant les statistiques sur la migration, les données disponibles sont fragmentées et limitées, ce qui limite la fiabilité des estimations (Truen, 2012). Les flux de transferts semblent largement sous estimés : seul environ la moitié des pays d'ASS collectent régulièrement des données sur les transferts, et certains des principaux receveurs de transferts ne rapportent aucune données. Les enquêtes aux migrants et receveurs de transferts et les autres sources secondaires suggèrent que les flux de transferts informels, non inclus dans les estimations du FMI, pourraient être égaux ou plus élevés que les chiffres officiels pour l'ASS (IFAD, 2009 ; Page et Plaza, 2006 dans World Bank, 2011). Ainsi, les travaux de recherche et d'expertise, tant qualitatifs que quantitatifs, plus fiables et plus précis pour rendre compte des réalités des caractéristiques des activités des familles rurales et de leurs migrations, ont constitué les principales sources pour construire notre problématique. De même, le système cartographique mozambicain (SENACARTA) offre peu de sources au delà du niveau de la province, et les cartes disponibles sont de qualité limitée.

A - Les enjeux des migrations dans les processus de développement : une spécificité Subsaharienne

Après avoir rappelé le rôle de l'agriculture et des migrations dans le processus historique standard de développement et de changement structurel des économies, nous en soulignons ici les dimensions nouvelles du contexte actuel de mondialisation. Puis, la mise en perspective des implications de ce contexte global, avec les caractéristiques des transitions économiques et démographiques de l'Afrique subsaharienne, montrera la situation d'impasse singulière de la région (1), interrogeant la place des migrations comme voie de sortie, de par leurs volumes croissant et leur modalités renouvelées dans le contexte de mondialisation, et en particulier dans l'Afrique australe post apartheid (2). Au regard de ces processus en cours et des enjeux sociétaux qu'ils soulèvent pour la grande majorité de la population rurale de la région, nous parcourons les travaux sur les stratégies des ménages ruraux au cours des dernières décennies pour mettre en évidence l'orientation des stratégies vers des systèmes d'activités complexes et le poids relatifs croissant des activités de migrations, ainsi que des pratiques migratoires et formes organisationnelles innovantes. Nous interrogeons par ailleurs la façon dont ces stratégies donnent lieu à des situations très variées en termes de développement, soulignant l'importance fondamentale du contexte et l'intérêt des analyses sur le temps long. L'ensemble de ces constats nous amènera ainsi à souligner les insuffisances et la nécessité d'approfondir les connaissances quant au rôle renouvelé des migrations de travail dans les reconfigurations des systèmes d'activités des familles rurales, et de façon plus générale dans le processus de changement structurel et les enjeux de développement de la région (3).

1) Les recompositions des agricultures dans le contexte de mondialisation et les défis de la transition démo-économique en Afrique subsaharienne

La transformation structurelle des économies est un sujet central qui apparaît comme un fil directeur dans l'évolution historique du processus de développement. Les données statistiques de longue période montrent un basculement progressif de l'agriculture, activité primaire originelle de toute population sédentaire, vers l'industrie ou activités secondaires, puis vers les services ou activités tertiaires. La dynamique sous-jacente de ce changement structurel - dite transition économique - repose sur des gains de productivité dans l'agriculture basés sur l'innovation, qui stimule le changement technique et permet des transferts de travail

et de capital vers d'autres activités. Ce processus est accompagné par une restructuration spatiale progressive depuis des activités extensives vers d'autres plus concentrées, avec des migrations de travail et de personnes de la campagne vers les villes (Timmer et Akkus, 2008). De la sorte, des effets push et pull ont accéléré la rapidité du changement et ont joué un rôle croissant : des effets push issus des surplus de travail dans l'agriculture et des effets pull créés par l'attraction des villes.

Dans ce « modèle de développement », observé dans différentes régions du monde, à commencer par les révolutions agricoles et industrielles en Europe à la fin du 18ème siècle, suivie par les Etats-Unis, la majeure partie de l'Amérique latine et plusieurs régions d'Asie, les migrations nationales puis internationales ont joué un rôle dans la gestion du différentiel entre la transition démographique et les capacités d'absorption des économies. Ainsi, « dès la moitié du 19ème siècle jusqu'au début du 20ème, pour nombre de pays européens (et avec des séquences historiques successives) les migrations ont été une option de sortie à la pression croissante de l'exode rural et de l'insuffisante rapidité de création d'emploi, cela malgré le phénomène de forte industrialisation » (Losch, 2008). Cette transformation économique de l'Europe de l'Ouest est clairement liée à son hégémonie politique au 19ème siècle, remplacée progressivement par les Etats-Unis d'une manière relativement similaire. Cette hégémonie était notamment marquée par la colonisation, ce qui a facilité les migrations internationales, mais a aussi largement éliminé la concurrence et permis une situation avantageuse à la fois pour l'offre et la demande, à partir de marchés captifs (Chang, 2002; Gabas, 2010).

Ces transformations, qui reflètent une vision évolutionniste du développement, ont fourni pendant longtemps une lecture généralement acceptée du changement structurel dans le processus de développement. La migration des ruraux y est perçue comme un phénomène relativement transitoire d'ajustement des économies. Cependant, elle a été progressivement discutée par des approches globales et les tendances observées dès le début du 20ème siècle, puis par le phénomène de mondialisation qui vient renouveler profondément la donne et comme nous allons le voir, questionne le devenir des sociétés rurales des Suds.

En effet, la mondialisation, dans sa forme apparue depuis le début des années 1980[4] se caractérise par l'intégration croissante d'un monde global avec de nouveaux instruments

[4] Le processus en cours de globalisation est trop souvent banalisé comme une «°seconde globalisation°» en référence à l'époque entre 1860 et la 1ere Guerre mondiale caractérisée par une croissance des flux de biens, de travail et de capital entre l'Europe et sa périphérie (Russie, Empire Ottoman) et surtout avec les nouveau mondes, principalement les Etats-Unis (Berger, 2002).

financiers, une plus grande concentration des actifs au sein d'entreprises globales et d'investisseurs institutionnels, et le développement du commerce intra-industrie (Berger, 2002). La situation se distingue car les transformations économiques au niveau national ou régional doivent être articulées avec le contexte mondial global. Le résultat émergent de cette intégration est une interconnexion plus profonde à la fois des marchés et des sociétés, laquelle a un impact sur leurs structures. La conséquence est la confrontation entre différents niveaux de développement économique et social, issus de trajectoires de développement spécifiques et de différentes modalités et séquences d'intégration à l'économie mondiale (Losch *et al.*, 2008). Dans ce contexte fondamentalement différent, on observe deux dimensions majeures des restructurations du secteur agricole des pays du Sud :

- la conséquence directe d'une économie globale plus ouverte, stimulée par des échanges à longue distance, se traduit par des systèmes agricoles ayant des niveaux différents de compétitivité et de soutiens publics, mis en concurrence sur les mêmes marchés internationaux. Les agriculteurs doivent y gérer des écarts de productivité allant de 1 à 1 000. Ces écarts constituent un problème crucial car la compétitivité ne repose pas uniquement sur des avantages en termes de coûts et de qualité des produits, mais aussi sur les capacités de production qui déterminent les parts de marché ainsi que la capacité à approvisionner les marchés tant locaux qu'internationaux (Losch *et al.*, 2008) ;

- à un niveau méso, une profonde restructuration des systèmes agroalimentaires, au sein desquels des processus d'intégration verticale et horizontale (entre filières de produits ou à travers les réseaux de distribution) changent progressivement et parfois rapidement les règles du jeu. Ces restructurations sont notamment incarnées par la « révolution des supermarchés » c'est-à-dire la rapide expansion des supermarchés dans les régions en développement selon plusieurs vagues entre 1980 et 2000 (Reardon *et al.*, 2005; Reardon *et al.*, 2007).

Ces différenciations sont fonction des atouts des agriculteurs face à un contexte évolutif en termes de compétences (techniques et organisationnelles), de capitaux et de leur accès aux marchés, où la fourniture en biens publics est décisive. Ainsi, le développement de ces processus est très variable selon les pays, régions et filières, et on observe une division en cours entre les pays en développement intégrés et ceux en marge de la mondialisation, en

partie lié au succès passé des révolutions vertes dans certaines zones et des progrès plus lents ailleurs (Kydd, 2002; FAO, 2004) [5] (cf. figures 1 et 2).

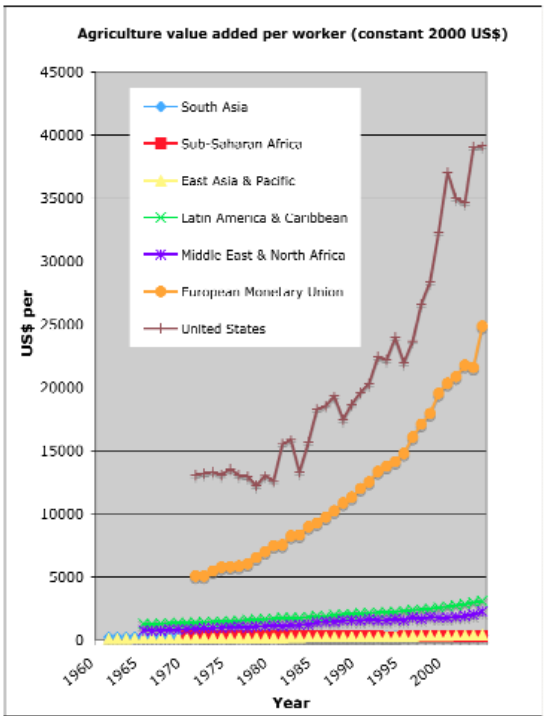


Figure 1 : valeur ajoutée par travailleur 1960-2000 par région ($ constant EU, 2000)

Source : Bryceson *et al.*, 2009

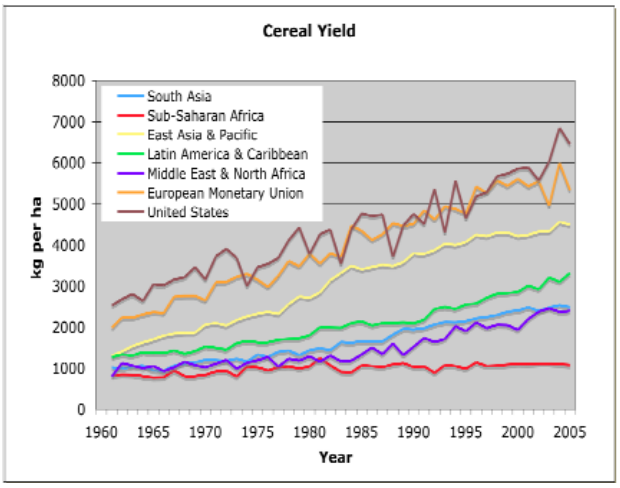


Figure 2 : rendements des céréales 1960-2005 par région (kg/Ha)

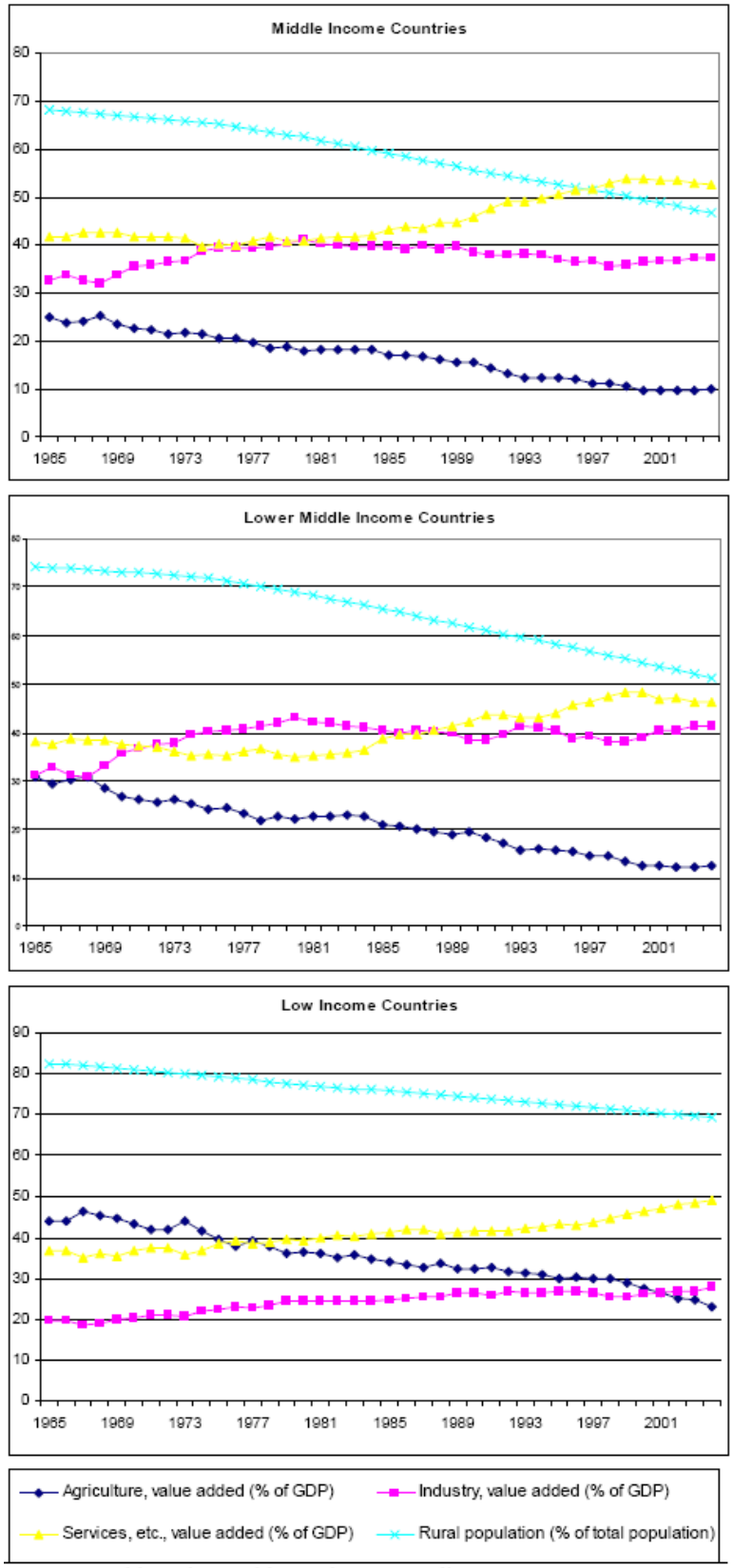
Source: Bryceson *et al.*, 2009

[5] Pour que les pays en marge rattrapent les autres, il faudra plus que de simple avancées technologiques car ces zones font face a une entrée tardive et doivent faire face à des marchés de plus en plus exigeants et sophistiqués (Kydd, 2002).

La situation de l'Afrique subsaharienne se distingue par rapport à d'autres régions du monde car son intégration dans l'économie mondiale à été tardive et a eu lieu dans un rapport de dépendance à l'Europe. La plupart des Etats ont accédé à l'indépendance seulement au début des années 1960, ils n'ont pas été en mesure de bénéficier des trois décennies décisives de fort développement autocentré (1950-1970) et ont rapidement été pris par la mondialisation, ce qui s'est traduit par un fort processus d'urbanisation[6] sans industrialisation (UN-Habitat, 2003; Davis, 2006 dans Losch, 2008).

Cette rapide confrontation s'est donc faite dans un contexte avec des structures économiques faiblement diversifiées et caractérisées par la prépondérance de l'agriculture et des exportations primaires. Aujourd'hui encore, le poids de l'agriculture est déterminant avec en moyenne, 65% de la Population Economiquement Active (PEA) toujours occupée dans l'agriculture et un secteur agricole qui contribue pour plus de 20% au PIB (Losch, 2008; Gabas, 2010 ; Losch 2011) (cf. figure 3).

[6] Inertie structurelle des économies de la sous-région, alors que leur population a fait preuve d'une très forte mobilité exprimée par la vitesse de l'urbanisation : avec un taux proche des 40 %, la population urbaine a été multipliée par 12 depuis 1960 sans que pour autant une dynamique d'industrialisation n'ait été engagée. Cette urbanisation « à bas régime », sans industries, contraste avec les autres régions en développement, notamment l'Asie, où les évolutions ont été très rapides (Losch, 2011).



Source: World Bank, World Development Indicators.

Figure 3 : parts sectorielles dans le PIB et population rurale (1965-2004)

Pendant cette période, la région a aussi entamé un vaste Programme d'ajustement structurel et n'a pas pu affronter le marché mondial : coûts de transports accrus du fait du renchérissement du prix des carburants, baisse des cours mondiaux des matières premières, retrait des subventions agricoles comparé aux subventions des agriculteurs occidentaux et déclin de l'Aide Publique au Développement (APD) pour l'agriculture (Bryceson *et al.*, 2010).

De fait, en Afrique subsaharienne, le développement de systèmes agro-industriels intégrés reste relativement limité, à l'exception de l'Afrique du Sud (Reardon *et al.*, 2005). L'émergence de la contractualisation - marquée par les normes et standards - liée au nouveau fonctionnement et aux exigences croissantes des marchés reste relativement limitée et contrastée, et concerne principalement les produits horticoles au sens large [7] (Barrientos *et al.*, 2003). Ainsi, dans cette région, ce sont quelques dizaines de milliers d'agriculteurs au maximum qui sont concernés par ces nouvelles filières dans chaque pays, tandis que des centaines de milliers d'autres - voire des millions - sont toujours engagés dans les productions vivrières ou les produits traditionnels d'exportation (Barrett, 2007; Losch *et al.*, 2008).

Cette situation se reflète en partie dans la participation au commerce régional et mondial des pays d'Afrique subsaharienne. Malgré la multiplication des accords bilatéraux ou multilatéraux (SADC, SACU, EAC etc.), les processus d'intégration régionale sont restés limités et n'ont globalement pas permis une hausse significative des flux commerciaux entre pays (Hugon, 2003), ni servi comme étape vers la mondialisation (Losch *et al.*, 2012).

Ces évolutions sont à mettre en regard avec le fait que l'Afrique subsaharienne, où l'incidence de la pauvreté rurale est la plus forte, est parmi les régions les plus durement frappées par la pauvreté et la faim (FIDA, 2011; Losch *et al.*, 2012)[8]. En particulier, la région de l'Afrique Australe et de l'Est (« East and Southern Africa ») présente la plus importante

---

[7] Durant les deux dernières décennies, les exportations horticoles en ASS ont doublé, dépassant en valeur les exportations régionales de café et de coton, et tout autre produit autre que le cacao pour la fin de cette période. La majorité de l'emploi dans ce secteur est informel et une part importante des travailleurs sont des femmes (Thoen, Jaffee, & Dolan, dans Barrientos *et al.,* 2003)

[8] Plus de 80% des ménages ruraux pratiquent l'agriculture sous une forme ou sous une autre, et les ménages les plus pauvres sont, en général, ceux qui dépendent le plus de l'exploitation familiale et du travail salarié agricole. Les niveaux de pauvreté varient considérablement, toutefois, non seulement entre les régions et les pays, mais aussi à l'intérieur des pays. (Fida, 2011). Les résultats des analyses du programme RuralStruc sur les niveaux de revenus des pays d'ASS montrent que la plupart des revenus moyens régionaux sont inférieurs ou proches de la ligne de pauvreté absolue (1$EU PPA/jour).

concentration de pauvreté dans le monde et devra continuer à lutter pour surmonter l'insécurité alimentaire et la précarité[9]. Dans cette région, la brève période de croissance connue à la fin des années 1990 n'a pas été maintenue. Actuellement, les taux de croissance économique varient considérablement à travers la région. Mais dans de nombreux pays, la pauvreté et la malnutrition sont en hausse. La proportion de personnes vivant avec moins de 1$ EU par jour ne diminue que marginalement, alors que le nombre absolu continue à croître. Le Burundi, l'Ethiopie et le Mozambique sont parmi les pays en dernière position dans l'atteinte de plusieurs des Objectifs du Millénaire (ODM). Ainsi, à travers la région, la pauvreté est avant tout un phénomène rural. Environ 70% de la population de la région, soit 230 millions de personnes vivent en zone rurale et plus de la moitié d'entre elles vivent avec moins d'1$ EU par jour. Ces chiffres n'ont pas changé de façon significative au cours de la dernière décennie, à part une légère diminution du fait qu'un grand nombre de personnes se sont déplacées vers les centres urbains. Les zones rurales continuent à être marquées par la stagnation, la faible productivité, de faibles revenus et une vulnérabilité qui ne diminue pas (FIDA, 2011).

« Ainsi, malgré deux décennies de libéralisation des marchés en Afrique subsaharienne, les transformations structurelles attendues progressent de façon extrêmement lente et sont accompagnées d'une distribution très inégale du bien être »[10] (Boughton *et al.*, 2006 : 2). Des individus voire des ménages entiers sortent souvent de l'agriculture plutôt que d'un mode de subsistance agricole à une agriculture commerciale (Barrett, 2007).

Si les voies d'adaptation telles que la spécialisation et/ou la diversification agricole constituent des schémas historiques, elles sont confrontées aux réalités des contraintes existantes au niveau national et mondial qui soulignent la difficulté des alternatives et la question centrale de l'emploi. Le manque d'opportunités de travail en dehors du secteur agricole se traduit par la création d'activités dans l'économie informelle, seule source de revenus dans un contexte de quasi-inexistence de protection sociale (Beaujeu *et al.*, 2011) [11].

---

[9] De plus, l'Afrique de l'Est et Australe sont devenues les premières destinations de l'aide alimentaire mondiale au cours des deux dernières décennies, venant questionner son impact sur les marchés les producteurs locaux (Barrett, 2007).

[10] Traduction non officielle de l'auteur.

[11] Pour plus de précisions sur le marché du travail en ASS, voir Beaujeu *et al.* (2011). « L'analyse des évolutions actuelles, tant sur le plan démographique que sur le plan économique, témoigne de l'urgence qu'il y a, pour les bailleurs de fonds, à soutenir les pays africains face à ce défi de l'emploi,

Cela pose directement la question de la place réservée aux paysans des Sud dans les processus de globalisation et de transformation des agricultures (Kydd, 2002; Bryceson *et al.*, 2009; Bryceson *et al.*, 2010). Malgré la préoccupation générale exprimée, on sait relativement peu sur les impacts actuels de la mondialisation sur les moyens d'existences des différents types de petits producteurs. Il y a un besoin urgent de caractériser les effets de la mondialisation sur différents types de producteurs (FAO, 2004).

Les modalités d'adaptation reposent donc sur les alternatives économiques existant au niveau local, régional et national, mais aussi à l'étranger, par le biais de migrations internationales (de Haas, 2007). Or, un phénomène commun s'observe dans les pays du Sud : là où l'agriculture est souvent la seule activité professionnelle possible, les politiques étatiques ou régionales négligent la question de l'emploi en milieu rural ou, plutôt, elles laissent le soin au marché de régler ce problème (Gana, 2003).

La conséquence des changements en cours est donc le processus progressif de différenciation ou segmentation au sein du secteur agricole qui permet une insertion et inclusion potentielle d'un petit nombre et la possible marginalisation voir exclusion de beaucoup d'autres (Losch, 2008). Or, cette marginalisation pose question car elle renvoie aux alternatives d'emploi existantes pour la population agricole et rurale qui continue de croitre au regard des tendances démographiques de la région.

En effet, la situation de l'Afrique subsaharienne se distingue également des autres régions du monde car c'est la dernière à être engagée dans le processus de transition démographique (cf. cartes 2 et 3), avec un taux de croissance de sa population de 2,5% par an durant quatre décennies et un pic à 3% pendant les années 1980 (Guengant, 2007). En conséquence, le continent devra encore faire face à la croissance de sa population dans les prochaines décennies (cf. tableau 1). Un accroissement d'un milliard est attendu d'ici 2050 (UNPD, 2007). Notamment, la population active devrait passer de 54% à 69% en 2050 (Beaujeu *et al.*, 2011) et sera majoritairement rurale jusqu'en 2035 (cf. fig. 4).

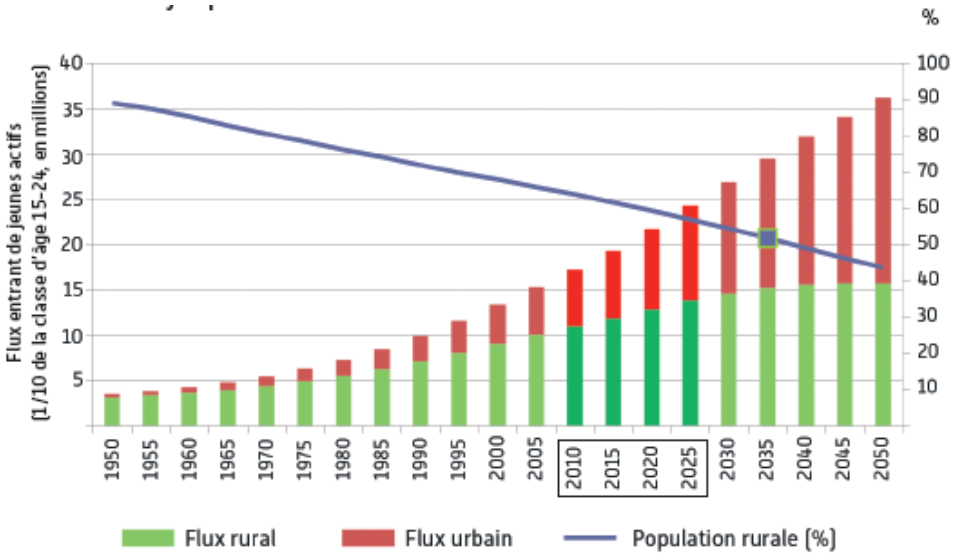
---

faute de quoi cette croissance démographique pourrait constituer un facteur de déstabilisation pour le continent, engendrant des tensions aussi bien sur les plans économique, que social et politique ».

Tableau 1 : évolution de la population par région, scénario médian, de 1950 à 2050

	1950		1990		2000		2010		2050	
	Millions	%	Millions	%	Millions	%	Millions	%	Millions	%
Afrique	227	9	639	12	819	13	1033	15	1998	22
dont Afrique subsaharienne	183	7	518	10	675	11	863	12	1753	19
Amérique du Nord	172	7	283	5	319	5	352	5	448	5
Amérique latine et Caraïbes	167	7	442	8	521	9	589	9	729	8
Asie	1402	55	3179	60	3698	60	4167	60	5231	57
Europe	547	22	721	14	727	14	733	11	691	8
Océanie	13	1	27	1	31	1	36	1	51	18
Population mondiale	2529	100	5290	100	6115	100	6909	100	9150	100

Source : The 2008 Revision of World Population Prospects, ONU, 2009.

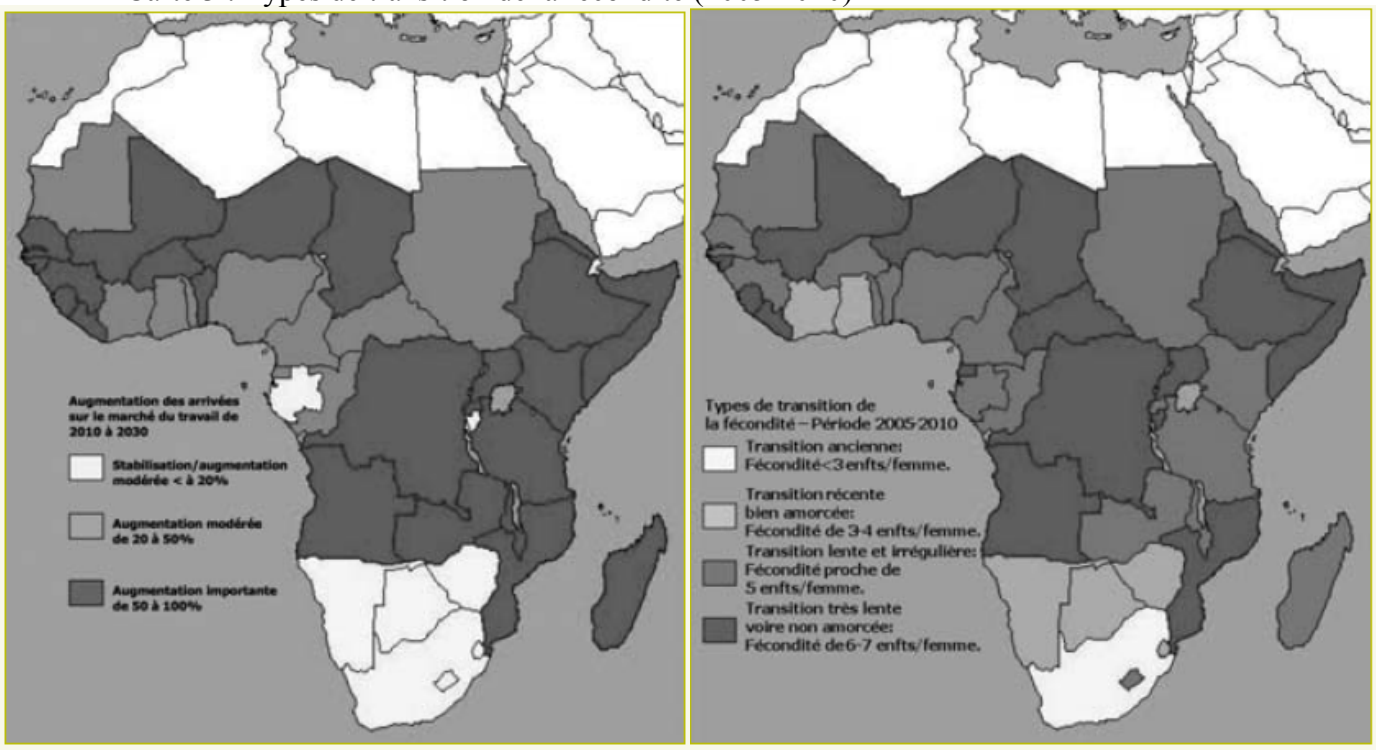


Sources : United Nations, *World Urbanization Prospects, 2011 revision*, et *World Population Prospects, 2010 revision* ; Losch, Fréguin-Gresh, White (2012).

Figure 4 : les demandeurs d'emploi en Afrique subsaharienne seront majoritairement ruraux jusqu'en 2035

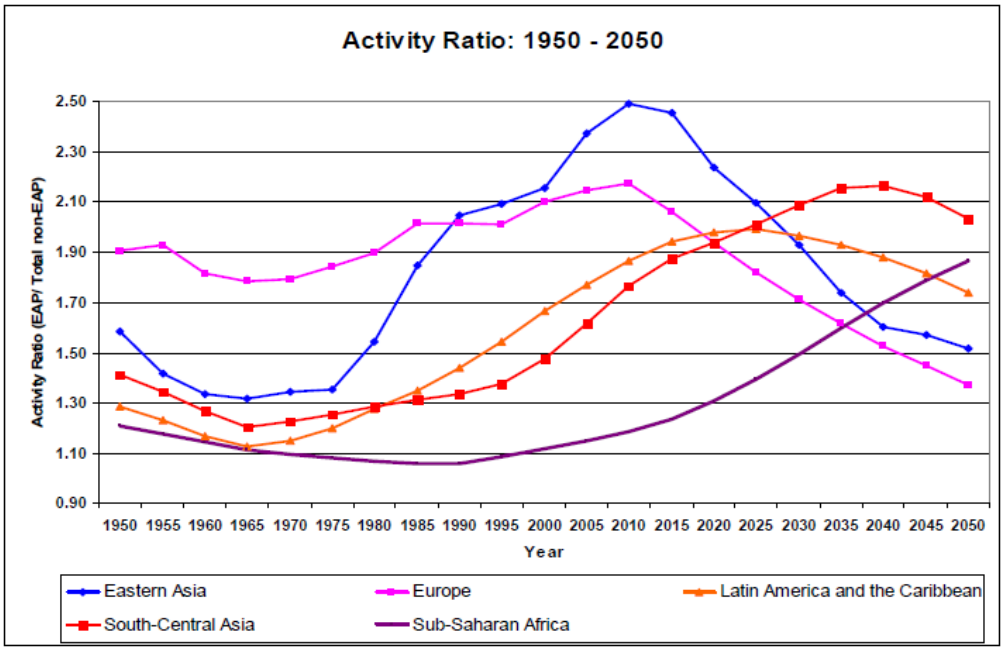
Carte 2 : Augmentation des arrivées sur le marché du travail entre 2010 et 2030

Carte 3 : Types de transition de la fécondité (2005-2010)



Source : Iram à partir de Guengan, 2011 dans Beaujeu *et al.*, 2011.

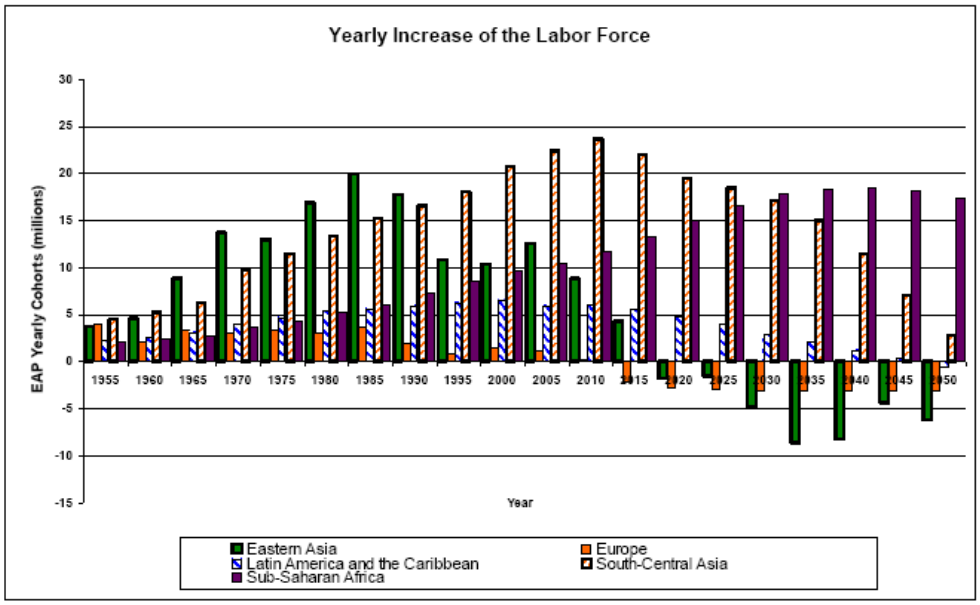
Or, il existe un consensus autour de l'idée qu'une rapide croissance de la population exerce de sévères contraintes sur les pays et régions à faible niveau de développement (Birdsall et Sinding, 2001). Pendant la période où une importante proportion de la population d'un pays arrive dans le groupe en âge de travailler (PEA), la productivité supplémentaire de ce groupe peut produire une fenêtre d'opportunité économique. Cependant, la réalisation des bénéfices associés à la transition démographique - appelé bonus ou dividende démographique - dépend des institutions et politiques publiques, et requiert l'emploi productif des actifs potentiels et de l'épargne que la transition génère. Dans ce sens, (Giordano et Losch, 2007) soulignent qu'en Afrique subsaharienne, les Etats doivent faire face à une arrivée massive de jeunes gens sur le marché du travail. Or, comme le soulignent (Dubresson et Raison, 2002), après avoir fonctionné comme machine intégratrice, la ville est désormais un lieu sinon d'exclusion, du moins d'éviction en particulier du marché du travail. Le secteur agricole et l'économie informelle n'ont pas forcément les capacités à répondre au flux de travail puisque le continent se caractérise déjà par un ratio de dépendance extrêmement élevé (autour de 1 inactif pour 1 actif) et doit assumer d'importantes cohortes annuelles de nouvelle PEA : pour un pays moyen d'Afrique subsaharienne, 250 000 personnes par an aujourd'hui, et autour de 400 000 personnes par an dans 20 ans (cf. figures 5 et 6).



Source : UN, world population prospects, 2006 revision

Figure 5 : taux de dépendance par régions (1950-2050)

Cohortes annuelles de population active selon les régions



Source : graphique tiré du Programme Ruralstruc.

Figure 6 : cohortes annuelles de population active selon les régions

Ce contexte démographique offre des opportunités en termes de croissance des marchés domestiques mais dans un contexte d'économies très faiblement diversifiées avec peu d'alternatives, et confrontées à une concurrence croissante. Cette situation est tout à fait nouvelle et originale dans l'histoire mondiale[12] et la question fondamentale qui en ressort est : quelles sont les alternatives et quelles sont les options pour les populations marginalisées face à ce contexte nouveau ? Cela peut entraîner une accélération importante pour les migrations qui remettrait alors en question l'ordre politique du continent[13] (Losch, 2008, 2011).

De fait, concernant l'Afrique subsaharienne, les résultats d'un panel de 45 pays couvrant la période de 1965 à 2005 montrent que les principales raisons des migrations internationales depuis cette région sont les conflits armés et le manque d'opportunité de travail (Naude, 2008). Par ailleurs, (Hatton et Williamson, 2003) rappellent que les deux principales forces qui ont impulsé les migrations au 19ème siècle - les écarts de salaires réels entre pays et l'explosion démographique dans les pays d'origine - sont aujourd'hui encore plus importantes en Afrique qu'elles ne l'étaient à l'époque en Europe et la pression des migrations devrait continuer à augmenter (Naude, 2008). De même Beaujeu et al. (2011) soulignent l'importance des migrations régionales comme forme de régulation du marché du travail. En dehors des écarts de salaires et de la pression démographique, un troisième motif non négligeable de la migration, de plus en plus souligné, est le changement climatique (The Government Office for Science, 2011).

Ainsi, la mise en perspective des implications du contexte de mondialisation avec les caractéristiques des transitions démo-économiques de l'Afrique subsaharienne, soulignent le « risque d'impasse de transition » de la région (Giordano et Losch, 2007). L'Afrique subsaharienne ne pourra pas compter sur la voie historique des migrations internationales définitives ou de long terme, à l'instar des migrations de masse qui ont accompagné les transitions européennes entre le milieu du XIXe siècle et l'entre-deux guerres mondiales

---

[12] « Le référentiel évolutionniste qui sous-tend le modèle canonique de la transition économique est insuffisamment questionné aujourd'hui en regard de la nouvelle configuration de l'économie internationale » (Losch 2011: 34-39).

[13] « L'arrivée massive de jeunes en majorité peu éduqués (environ 14 millions par an au début des années 2000 et 27 millions au début des années 2030) dans un contexte de migrations intra régionales plus ou moins en panne et de migrations de plus en plus contrôlées vers les pays du Nord vont entraîner une intensification des mobilités. L'ampleur de ces mouvements risque fort de créer de nouvelles tensions, aux niveaux local, national, sous-régional et international, qu'il faudra bien gérer » (Guengant, 2012).

(Losch et Freguin Gresch, 2011 dans Beaujeu : 39) [14]. Au regard de l'intensification et de la constance des migrations dans le contexte de mondialisation, cette voie semble prendre la forme de migrations inscrites dans la circulation, comme un important mécanisme d'adaptation et un élément important de l'équation[15]. Les dynamiques migratoires à l'œuvre en Afrique subsaharienne et australe depuis une vingtaine d'années vont dans ce sens.

2) Mondialisation des migrations : intensification et renouvellement des formes de circulations subsahariennes

Cette autre dimension de la mondialisation, celle des migrations[16] vient également questionner la nature des restructurations en cours et les enjeux qui leur sont associés. Les espaces ruraux des pays du sud semblent suivre le processus global d'une intensification des mobilités et d'une complexification de leurs formes (Dureau et Hily, 2009) ou encore celui de la mondialisation migratoire (Simon, 2008).

Dans cette perspective, de nombreuses études soulignent le caractère spécifique des migrations internationales actuelles : volume croissant, des migrations plus «globales» dans des espaces plus complexes, des migrations à durées et itinéraires variables, plus «flexibles» et une multiplication des formes de mouvements (Guegant 1996, 2005 ; Simmons, 2002 ; de Sall, 2005). Selon Ma Mung *et al.*, (1998), la mondialisation des migrations induit trois phénomènes principaux : le passage du retour définitif au retour alternatif, le développement des diasporas et des réseaux communautaires et une circulation accrue des individus[17].

---

[14] L'exemple des pays comme le Mexique ou le Maroc aujourd'hui, qui comptent 10% de leurs ressortissants à l'extérieur, n'est pas reproductible : en conservant la même proportion, ce sont plus de 80 millions d'Africains au Sud du Sahara qui devraient partir à l'étranger. Ainsi, les migrations feront assurément partie de l'équation, dans des proportions qui résulteront des besoins des pays les plus riches, de leur croissance économique et du vieillissement de leur population (Losch, 2011)

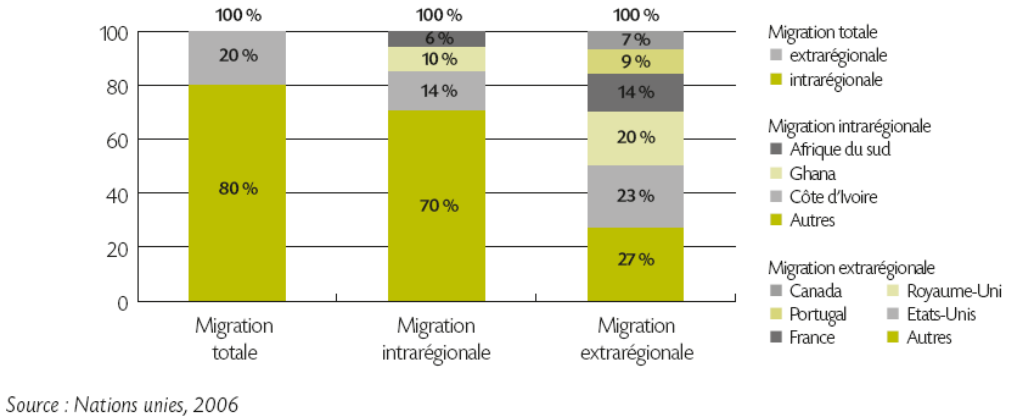
[15] Soulevant aussi la question des conditions, du coût social et de l'équité de ces processus.

[16] La globalisation peut être définie comme la mobilité à travers les frontières. La mobilité du capital pour financer des activités productives et la mobilité des marchandises pour diminuer les prix et accroître le choix du consommateur sont vus comme des bénéfices clés du processus d'intégration économique. Mais la globalisation signifie également la mobilité des personnes à travers les frontières. La création d'une force de travail global, différenciée sur la base du capital humain est aussi vitale pour l'efficience économique et constitue un élément clé de la globalisation (Castels, 2007).

[17] Symbolisant le «Va-et-vient », les «allers et retours» des populations migrantes, la circulation migratoire est un processus favorisé par non seulement l'installation définitive de groupes migrants dans leurs pays d'accueil, mais aussi par le développement de la mobilité lié à la circulation entre les différents pôles d'une diaspora ou à des migrations temporaires répétées dans le cadre de contrat de travail à l'étranger à durée déterminée (Ma Mung *et al.*, 1998).

L'Afrique subsaharienne semble particulièrement concernée par ces dynamiques tant du point de vue des volumes de migrants et flux de transferts que de celui de nouvelles pratiques liées à la circulation accrue des personnes.

Déjà à la fin des années 1980, sur un total estimé de 80 millions de migrants internationaux dans le monde, presque la moitié concernait l'Afrique subsaharienne (avec seulement 10% de la population mondiale), soit entre 17 et 35 millions. Les flux migratoires ont augmenté dans les années 1980, alors que les conditions économiques et politiques ont accru les disparités interrégionales (de Haan, 2000). Aujourd'hui, l'Afrique subsaharienne a le taux de croissance le plus élevé de migration internationale nette au niveau mondial (Naude, 2008; The World Bank, 2011)[18]. En plus de ces volumes croissants, une autre spécificité de la période actuelle est la destination des migrations internationales. Le focus sur les migrations hors Afrique masque l'existence de différents sous systèmes migratoires centrés sur des pôles de migration continentaux comme la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Gabon et l'Afrique du Sud (Bakewell et De Haas, 2007). Une étude récente au niveau mondial montre que les migrations sud-sud sont au moins aussi importantes que les migrations sud-nord dans trois des six régions en développement et représentent 69% des migrations en Afrique subsaharienne (Ratha et Shaw, 2006), mais d'autres chiffres vont jusqu'à 80% (Nations Unies, 2006) (cf. figure 7). Le flux le plus important est donc celui des migrations intra-régionales de travailleurs migrants, de migrants illégaux, nomades, travailleurs frontaliers, réfugiés mais aussi de professionnels qualifiés (Adepoju, 2000).



Source : Nations unies, 2006

Figure 7 : principales destinations des migrants, Afrique subsaharienne (2000-2005)

[18] « Des efforts pour gérer les migrations en Afrique vont demander des améliorations et un accroissement significatif de notre information sur la nature et l'impact des schémas migratoires ».

Une part importante est constituée des migrations de travail, ce qui fait de ce type de migrations un instrument de régulation du marché du travail particulièrement efficace et dont les retombées sur le marché de l'emploi dans les pays d'origine sont évidentes. C'est le cas notamment pour les migrations à destination de l'Afrique du Sud, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, du Ghana ou du Nigeria.

Alors que jusque dans les années 1980 les migrants internationaux présents en Afrique subsaharienne représentaient près de 3,5 % de la population totale, ils n'en représentent plus que 2% en 2005, ce qui fait dire à certains auteurs que les mobilités intra régionales sont aujourd'hui « en panne » (Ferry, 2007). Cette évolution provient en partie de la diminution du nombre de réfugiés. Par ailleurs, si l'on effectue l'analyse hors réfugiés, le stock de migrants intra régionaux a augmenté de 250 000 par an entre 1995 et 2005, mais représente, sur la même période, moins de 2 % des arrivées annuelles sur les différents marchés du travail en Afrique subsaharienne (ONU, 2006). Or, avec le développement des moyens de transport et de communication, les va-et-vient entre pays voisins, sur lesquels sont davantage fondées les migrations intra régionales, s'intensifient, réduisant d'autant le stock de migrants durablement présents sur le territoire. Une analyse en flux serait donc plus adaptée pour saisir la nature des mouvements migratoires intra-régionaux (Beaujeu *et al.*, 2011). Cela souligne la difficulté de qualifier un phénomène en partie « invisible » du fait du biais méthodologique des données standards sur lesquelles sont basées l'essentiel des analyses sur la question.

Concernant l'Afrique australe, malgré une intensification ces dernières années, il est important de souligner la longue histoire de migration de travail intra régionale, datant du milieu du 19e siècle qui caractérise la zone. La migration a été le facteur sous jacent le plus important de l'émergence d'un marché du travail régional (Black et Crush, 2006). La région a donc depuis longtemps été marquée par des taux élevés de mobilités de populations sud-sud, et les politiques coloniales et d'apartheid ont fortement déterminé les migrations[19].

Cependant, la fin de l'apartheid, l'intégration de l'Afrique du Sud à la SADC et la reconnexion de la SADC avec l'économie globale ont amené un accroissement important des

[19] Dans les années 1980, il était estimé que les femmes constituaient 65% de la population rurale en Zambie. Concernant les zones rurales au Botswana à la fin des années 1970, un tiers des hommes adultes et un quart des femmes adultes étaient absents. En 1980, 8 % de la population du Lesotho avait migré vers l'Afrique du Sud, et 13% de la population de 1986 était enregistrée comme absente. L'Afrique de l'Est à une longue histoire de migration de travail, du Rwanda, du Burundi et du Zaïre vers l'Uganda, le Kenya et la Tanzanie, du Malawi et du Mozambique vers l'Afrique du Sud. Dans les années 1980, environ un tiers des chefs de ménages ruraux kenyans avaient migré (de Haan, 2000).

flux migratoires internationaux, légaux et illégaux, et de nouvelles formes de mobilités intra régionale (Crush et MacDonald, 2002 ; Black *et al.*, 2006a). Selon (Crush et McDonald, 2000), « l'ère de la migration globale » n'est parvenue que plus tard en Afrique du Sud, du fait de l'effet d'isolement engendré par l'apartheid, et la fin officielle de ce dernier a créé de nouvelles opportunités de migration vers l'Afrique du Sud, mais celles ci sont encore assez mal comprises. La (ré)insertion de l'Afrique du Sud dans l'économie mondiale a vu de nouvelles vagues de travailleurs itinérants, certains légaux, d'autres sans papiers, venus de la SADC. Les lois d'entrée légale ou non autorisée ayant été assouplies, le pays est devenu une nouvelle destination pour des Africains en quête d'un asile, pour ceux pratiquant le commerce avec les pays voisins, ou encore les étudiants et les hommes d'affaires.

Associé à ces migrations, le montant des transferts monétaires s'est accru au niveau mondial, et pour ce qui est des pays africains, a augmenté de façon significative entre 1995 et 2011 (OCDE, 2005; The World Bank, 2010). Malgré leur importance, ces chiffres sont sous-estimés car la majorité des migrants africains sont intra-régionaux et les transferts, surtout effectués au travers de canaux informels ne sont pas comptabilisés (Horst, 2004; Vargas-Lindus, 2007; The World Bank, 2011). Cela se traduit par un montant de transferts moindre en Afrique subsaharienne (autour de 5%) par rapport à d'autres régions (cf. tableau 2).

Tableau 2 : flux de transferts vers les PED (2010-2011)

Table 1: Outlook for remittance flows to developing countries, 2010-11

	2006	2007	2008	2009e	*2010f*	*2011f*
$ billion						
Developing countries	**235**	**290**	**336**	**316**	***335***	***359***
East Asia and Pacific	58	71	86	86	*94*	*103*
Europe and Central Asia	37	51	58	46	*48*	*52*
Latin America and Caribbean	59	63	64	57	*60*	*64*
Middle-East and North Africa	26	32	35	32	*33*	*34*
South Asia	43	54	72	75	*79*	*83*
Sub-Saharan Africa	13	19	21	21	*22*	*23*
Low-income countries	20	25	32	32	*35*	*37*
Middle-income countries	215	265	304	283	*301*	*322*
World	317	385	443	414	*437*	*465*
Growth rate (%)						
Developing countries	**18.4%**	**23.1%**	**15.9%**	**-6.0%**	***6.2%***	***7.1%***
East Asia and Pacific	14.2%	23.8%	20.7%	-0.4%	*9.8%*	*9.2%*
Europe and Central Asia	24.1%	36.0%	13.3%	-20.7%	*5.4%*	*7.6%*
Latin America and Caribbean	18.1%	6.9%	2.1%	-12.3%	*5.7%*	*7.9%*
Middle-East and North Africa	4.6%	21.4%	9.8%	-8.1%	*3.6%*	*4.0%*
South Asia	25.3%	27.1%	32.6%	4.9%	*4.7%*	*5.2%*
Sub-Saharan Africa	34.8%	48.5%	14.1%	-2.7%	*4.4%*	*5.8%*
Low-income countries	23.9%	24.0%	29.4%	1.0%	*7.2%*	*7.7%*
Middle-income countries	17.9%	23.0%	14.7%	-6.7%	*6.1%*	*7.0%*
World	15.6%	21.4%	15.0%	-6.7%	*5.7%*	*6.3%*

e= estimate; f=forecast

Source: : Authors' calculation based on data from IMF Balance of Payments Statistics Yearbook 2009 and data releases from central banks, national statistical agencies, and World Bank country desks. See Annex 1 for the methodology for the forecasts. Remittances are defined as the sum of workers' remittances, compensation of employees, and migrant transfers – see www.worldbank.org/prospects/migrationandremittances for data definitions and the entire dataset.

Source: Migration and development brief 12, avril 2010, World Bank

Les données disponibles sur l'Afrique australe montrent que l'Afrique du Sud joue un rôle central comme pôle d'attraction dans la migration intra régionale avec 86% du total des migrants de la SADC qui y travaillent. La proportion atteint les 95% si on exclue le Zimbabwe (Pendleton *et al.*, 2006) sur un total estimé de 3,3 millions de migrants dans le pays (Truen, 2012). En corollaire, le premiers pays d'où sont issus les transferts est l'Afrique du Sud[20] et dans une moindre mesure le Botswana (Pendleton *et al.*, 2006), reflet des fortes disparités de développement[21]. Au regard de l'importance de ces flux, l'ampleur selon laquelle les ménages ruraux et urbains s'engagent dans la migration interne ou internationale pour maintenir des revenus et réduire les risques a sérieusement été sous-estimée en Afrique australe. La migration est une stratégie de survie d'une importance cruciale pour des milliers de ménages à travers la région, mais cette réalité est rarement reconnue par les politiques de réduction de la pauvreté et des inégalités (Black *et al.*, 2006a).

Enfin, derrière la réorientation des flux migratoires et de leurs volumes, il existe un certain nombre de constats sur des pratiques innovantes de la part des migrants.

Après des travaux précurseurs dans les années 1980 (Amselle *et al.*, 1978; Le Bris *et al.*, 1985), les années 1990 ont vu se multiplier les recherches remettant en cause la sédentarité et l'immobilité paysannes (Skeldon, 1990; de Haan, 1999), en parallèle d'autres travaux qui ont restitué la formation de territoires-archipels (Veltz, 1996; Viard, 1998). Dans les années 1990-2000, des travaux en Asie du Sud (Landy, 1994; Racine, 1994; Brusle, 2006), en Amérique Latine (Quesnel et Vimard 1991; Cortes 2000; Reardon, Berdegue *et al.*, 2001; Eloy, 2005; Baby Collin *et al.*, 2009) ou en Afrique (Lesourd, 1997; Tacoli,1998; Lima 2000; Guétat-Bernard 2003, 2005)[22], ont mis en évidence des dispositifs réticulaires basés sur une

---

[20] Le marché total des transferts depuis l'Afrique du Sud est estimé à 11.2 milliards de Rand, desquels 6.7 milliard sont envoyés au Zimbabwe et environ 7.6 milliards empruntent des canaux de transfert informels (Truen 2012, p57).

[21] En Afrique du Sud, qui représente près de la moitié du PIB de la région, la croissance a été freinée par l'appréciation réelle de 40 % du rand depuis 2002. Celle-ci a entraîné une faiblesse des exportations et une vigueur des importations et, malgré une demande intérieure soutenue (en hausse d'environ 5%), le PIB n'a progressé que de 2,7% environ. La plupart des autres pays de la région sont importateurs de pétrole et pauvres. Ces pays représentent plus des deux tiers de la population de l'Afrique subsaharienne, mais moins d'un tiers du PIB.

[22] À travers ces études, le caractère circulaire, qui se traduit par des allers et retours entre le pays de départ et celui d'accueil avec des temporalités différentes, a été mis en évidence (Coulibaly, Gregory et Piché 1981, Ouédraogo 1993; Ouédraogo 2002, Zongo 2003) in Neya 2010.

dispersion spatiale des individus, ne signifiant pas pour autant une rupture entre les lieux et une fragmentation de la cohésion de la famille. Les migrations ne sont plus regardées comme un transfert définitif d'individus d'un lieu vers un autre, mais comme une composante d'un système global de circulations migratoires. Celui ci s'agence selon des flux complexes, qui articulent un ensemble de lieux dans un continuum temporel de mobilités quotidienne, temporaire, saisonnière ou permanente (Ma Mung *et al.*, 1998; Cortes et Faret, 2009).

Par ailleurs, une part croissante de la littérature sur les migrations transnationales[23] a souligné le fait que les migrants sont reliés à leur famille non seulement parce qu'il est plus aisé de faire ainsi grâce aux technologies modernes d'information, communication et de transport, mais aussi parce que dans de nombreux cas leur situation incertaine dans la société du pays d'accueil rend important pour les migrants le fait de maintenir le lien avec leurs réseaux de support en cas de crise imprévue (Glick Schiller *et al.*, 1995; Levitt, 2001; Mazzucato, 2007; Vertovec, 2001 dans Mazzucato, 2009). Une contribution majeure de ces études a ainsi été de reconnaitre le migrant comme un membre d'un ensemble plus large qui s'étend au delà des frontières géographiques. Ainsi, ces études se centrent sur des unités telles que les réseaux transnationaux, les communautés, ou circuits (Portes, 1999 ; Guarnizo *et al*., 2003; Levitt, 2001; Rouse, 1992; Smith 2000 dans Mazzucato, 2009). Ces travaux ont d'abord porté sur l'Amérique Latine ou l'Asie et plus récemment sur l'Afrique subsaharienne (Crush et McDonald, 2000; Kane, 2002; Horst, 2004; Newitt et Tornimbeni, 2008; Lubkemann, 2009; Mazzucato, 2009).

Concernant l'Afrique australe, l'existence de migrations circulaires n'est pas nouvelle et a été déjà mise en évidence pendant la période d'apartheid par les travaux de Chapman et Prothero (1983)[24] ou de Wilson (1942), dans le cadre de politiques coloniales du marché du

---

[23] Le transnationalisme, selon la définition classique de Glick Schiller (1995), désigne les processus à partir desquels les migrants construisent des champs sociaux entre leurs pays d'origine et de destination. Il traite des activités transfrontalières conduites par des acteurs de la société civile indépendamment et parfois contre les Etats nationaux. Le phénomène, auparavant plutôt occasionnel, a acquis une régularité et une intensité inédites (Glick Schiller, 1995 ; Portes, 1999).

[24] L'idée de circulation émergeant en réponse à un déséquilibre socio-économique dérive de recherches en anthropologie sur le travail salarié dans les sociétés et des économies duales d'Afrique Australe. Cette perspective est née dans les années 1920-1930 mais a été cristallisée dans l'étude de travailleurs migrants de Broken Hill, Rhodésie du Nord (Kabwe, Zambia). "La structure sociale de Broken Hill aujourd'hui est caractérisée par la présence disproportionnée de jeunes hommes et par une constante circulation de population entre celle-ci et les zones rurales, celle-ci et d'autres villes de Rhodésie et entre celle-ci et d autres territoires" (G. Wilson, 1941-42:3 dans Chapman, 1983).

travail régional et des mesures de contrôle de la mobilité résidentielle sous l'apartheid (Influx control et Group Areas Act, abrogés à la fin des années 1980).

Dans le contexte actuel de mondialisation, de nouvelles formes de mobilité intra régionales apparaissent (Black *et al.*, 2006a). Selon une étude représentative au niveau de la SADC, les migrants maintiennent de forts liens avec leurs foyers d'origine, bien que leur capacité à revenir régulièrement soit influencée par de nombreux facteurs tels que la distance du lieu où ils doivent voyager, le coût et la disponibilité des transports. En moyenne 30% des migrants reviennent chez eux tous les mois, 13% une fois tous les trois mois, 19% reviennent seulement une fois par an et 11% encore moins souvent. Les migrants mozambicains semblent retourner chez eux moins souvent que ceux des autres pays (43% une fois par an) (Crush et Pendelton, 2006). Par ailleurs, plusieurs tendances de plus en plus visibles devraient se poursuivre : la restructuration des systèmes de travail contractuels traditionnels, la croissance en volume et la complexité des mobilités internationales, la croissance du commerce frontalier intra régional informel et la reconfiguration des liens rural urbain (Black *et al.*, 2006a).

Ainsi, en Afrique australe « au cours des deux dernières décennies, les formes et dynamiques migratoires ont connu des restructurations majeures avec des implications considérables pour la gestion des migrations, les stratégies de moyens d'existence des familles pauvres et les politiques de lutte contre la pauvreté et les inégalités » (Black et Crush, 2006 : 69)[25]. Ces nouveaux migrants africains en Afrique du Sud interrogent la nature de la mosaïque migratoire de la sous région: quelles sont les formes fluctuantes de l'immigration en Afrique du Sud ? Qui sont les nouveaux itinérants internationaux et les migrants en Afrique du Sud? Quelles circonstances modèlent leurs modes de migration ? Et quelle est la nature de leurs relations avec les sud-africains et avec leurs pays d'origine ? (Crush, 2000).

Ces processus caractérisent des dispersions qui ne sont ni passagères ni ponctuelles mais donnent lieu à des stratégies où l'éclatement dans l'espace est lui-même utilisé comme ressource et interroge comment aborder les problèmes actuels du passage à des formes d'organisation et de développement à des échelles transnationales. Si ces dispositifs s'inspirent de logiques anciennes d'ancrage et de mobilités (Augustins, 1989), « leurs formes contemporaines relèvent d'un processus d'intensification des migrations et des transferts induits, de diversification des profils migratoires et de complexification des formes de

[25] Traduction non officielle de l'auteur.

mobilité dans un contexte à la fois de flexibilisation et de dérégulation des marchés du travail, de meilleurs accès à l'information, d'amélioration des transports et de maturation des réseaux transnationaux » (ART-Dev, 2012).

Ainsi, la migration s'est elle intégrée de différentes façons comme partie des processus de reconfigurations socio économiques en cours (Castles et Delgado Wise, 2007; Castels, 2008).

Dans le sens où ces mobilités comme « systèmes d'allers retours entre régions de départ et de destination constituent un mode d'articulation socio spatiale transfrontalier reposant sur la mise en réseau de liens et des lieux dans un espace de circulation élargi » (Baby Collin *et al.,* 2010), la nature et les formes de mobilités dans le contexte de globalisation questionnent leur rôle dans le processus de développement. En effet, de par leur nature mouvante et interconnectée, plus qu'une sortie d'impasse « par défaut » dans un sens et limitée, comme le proposent les analyses fondées sur des visions orthodoxes, dans quelle mesure et dans quelles conditions participent elles à de nouveaux schémas du processus de développement ?

Or, on en sait relativement peu sur la façon dont les migrations refaçonnent les économies rurales (Taylor, 2005). Au regard des enjeux sociétaux soulevés ci dessus pour la grande majorité de la population rurale d'Afrique subsaharienne, dans les paragraphes qui suivent nous nous attachons à faire le point sur les formes d'adaptation des stratégies des ménages ruraux, notamment en lien avec la migration, face aux processus de mondialisation en cours.

3) Réorientation des stratégies des familles rurales : poids, modalités et rôle des migrations au sein des systèmes d'activités dans le contexte de mondialisation

Les changements dans les conditions d'accès aux différentes ressources, résultant des mouvements de libéralisation et de privatisation, imposent une réorganisation des stratégies économiques et de reproduction sociale des ménages ruraux. Ces réorganisations des stratégies économiques prennent des formes diverses en fonction des contextes socioculturels, économiques et politiques régionaux et nationaux et revêtent par là même des aspects contradictoires : repli sur l'autoconsommation ou intégration plus poussée au marché, spécialisation ou diversification des activités, renforcement de la base familiale du travail agricole ou migration, témoignant du caractère contrasté des processus de restructuration en cours et les divergences par rapport aux dynamiques qui ont caractérisé l'agriculture en

Europe de l'Ouest (Gana et Streith, 2003). Ainsi, les évolutions des modes de production, transformation et distribution du monde agricole décrits ci-dessus affectent aussi la recomposition du travail salarié. Selon une étude comparative sur les reconfigurations socio-économiques face aux défis de mondialisation, l'emploi dans le monde rural, et particulièrement celui des petites agricultures familiales, est également soumis à de fortes mutations et reconversions (Labazee *et al.*, 2007).

Le rapport sur le développement de la Banque mondiale de 2008 résume la diversité de ces recompositions : certains sont en mesure de tirer parti simultanément des opportunités et faire face aux contraintes ; d'autres sont obligés de diversifier leurs activités et leurs sources de revenus en dehors de l'agriculture pour assurer leur subsistance ; d'autres encore ne sont pas en mesure de s'adapter et tentent de s'engager dans des activités non agricoles et les migrations (The World Bank, 2007). Il est important de noter que ces trois voies sont complémentaires puisque une grande partie des ménages ruraux sont engagés dans une activité agricole, mais tirent aussi une part importante de leurs revenus à partir d'activités extra-agricole et des migrations. En plus de l'agriculture, ils sont engagés sur le marché du travail agricole, dans l'auto-emploi ou l'emploi salarié au sein de l'économie rurale non agricole, et enfin ils peuvent recevoir des transferts monétaires de membres du ménage qui ont migré. Ainsi, des composantes rurales de stratégies urbaines (achat de plantations, de bétail, par exemple) et des composantes urbaines de stratégies rurales (achat de parcelles, constructions pour la rente locative) ont renforcé les liens fonctionnels de sorte que, à l'échelle d'un individu, d'un lignage, voire d'un groupe culturel ayant « un pied dedans, un pied dehors », il est souvent difficile de distinguer ce qui relève de la ruralité ou de la citadinité (Dubresson et Raison, 2002). En Afrique subsaharienne, une revue comparative des tendances et schémas changeants au sein d'une variété de zones d'agriculture familiale (Kenya, Tanzanie, Ouganda, Malawi), met en évidence l'émergence de schémas de systèmes d'activités multiples et complexes (Bryceson, 2002a; Bryceson, 2005). Ainsi, de ce contexte renouvelé de mondialisation, plusieurs constats et débats ont émergé autour des réorientations des stratégies des familles rurales et des recompositions des systèmes d'activités au cours des deux dernières décennies.

Premièrement, à partir de la fin des années 1990, des études de synthèse sur le marché du travail dans les PED, tendent à mettre en évidence l'importance croissante des stratégies de diversification des activités et des revenus des familles rurales (Reardon, 1997; Bryceson,

1999; Ellis, 2000; Carletto *et al.*, 2007) [26]. Ce phénomène de diversification des moyens d'existence est défini par (Ellis, 1998) comme le processus par lequel les familles rurales construisent un portefeuille d'activités diversifiées et des compétences de soutien social afin de survivre ou d'améliorer leur niveau de vie.

En effet, alors que les activités liées à l'agriculture constituent toujours la part la plus importante du revenu total des ménages ruraux, plusieurs études empiriques montrent l'importance croissante des activités non agricoles[27] dans les PED. Elles indiquent que les revenus non agricoles représentent en moyenne 32% des revenus ruraux en Asie, 40% en Amérique Latine, 42% en Afrique[28] et 44% en Europe de l'Est et dans les Etats indépendants du Commonwealth (Davis, 2004; (FAO, 1998; Reardon *et al.*, 2001), dans (Carletto *et al.*, 2007). Ces études suggèrent également que l'économie rurale non agricole est en expansion, et devrait continuer à accroître sa part dans le revenu total des ménages dans le futur (Carletto *et al.*, 2007; FIDA, 2011) [29]. Concernant l'Afrique subsaharienne, les tendances sont davantage marquées et les études empiriques montrent qu'entre 30 et 50% des revenus des ménages ruraux proviennent de sources extra agricoles (Chum et Liedholm, 1990 dans (Reardon, 1997). Dans certaines régions comme en Afrique Australe cela peut même atteindre 80 à 90% (Baber, 1996; May, 1996 dans Ellis, 2000).

---

[26] Comme cela a été démontré par différentes études comparatives (Haggblade et al., 1989 ; Von braun et Pandya-Lorsch, 1991 ; Sahn, 1994 ; Reardon 1997), c'est le maintien et la continuelle adaptation d'un portefeuille d'activités hautement varié qui est un trait de distinction des stratégies de survie rurales dans les pays pauvres contemporains (Ellis, 2000 : 2).

[27] Les activités générant des revenus ruraux comprennent la production agricole (culture, élevage) le travail salarié agricole, le travail salarié non agricole, les activités indépendantes hors ferme, les transferts et les sources de revenus non liés au travail. Les activités rurales hors exploitation (Rural non farm) sont synonyme de non agricole et inclue toutes les activités économiques rurales en dehors de l'agriculture. Comme tel, elle n'inclue pas les revenus du salariat agricole (Carletto *et al*., 2007).

[28] La part des revenus non agricoles dans le revenu des ménages agricoles en Afrique est substantielle. Cela a été montré par de rares études dans les années 1970 puis par bien plus dans les années 1980 et 1990. La part des revenus gagnés dans le secteur non agricole varie entre 22 et 93% des revenus totaux (cash and in-kind income). La part moyenne sur 25 études de cas est de 45%. Le revenu non agricole est défini ici comme les revenus des emplois salariés locaux non agricole, auto-emploi local non agricole et revenus des migrations. Les revenus agricoles sont les revenus des cultures et de l'élevage. (Reardon 1997 ; Bryceson et Jamal, 1997; Little et al., 2001 ; Barret *et al.*, 2001).

[29] Les sources de revenus extra-agricoles occupent une place croissante dans les régions, et les augmentations de revenus des ménages sont généralement associées à la progression de la part de revenus provenant du travail salarié ou indépendant non agricole (FIDA, 2011).

Un deuxième consensus croissant a émergé plus récemment sur le fait que la migration représente une stratégie de diversification importante en Afrique subsaharienne et pour nombre de nations parmi les plus pauvres (Nyberg-Sorensen *et al.*, 2002; Skeldon, 2002; Black *et al.*, 2004 dans Black *et al.*, 2006b). Dans cette lignée, plusieurs travaux montrent que les migrations et les transferts font partie des stratégies de diversification développées par les ménages et les familles pour réduire les risques et s'assurer collectivement contre la perte de moyens d'existence (Gubert, 2002; de Haas, 2007; Mazzucato, 2009).

Les montants des transferts dans les PED reflètent ces points de vue malgré leur très probable sous estimation comme souligné (cf. ci-dessus, 2). Ainsi, il a été observé que les transferts comptent pour une large part des revenus ruraux à certains endroits. Dans les économies minières d'Afrique australe, les transferts représenteraient jusqu'à la moitié de l'ensemble des revenus des ménages ruraux. Dans la plupart des zones rurales cependant, le commerce local et les revenus salariés représentent la majorité des revenus non agricoles, alors que les transferts constituent 15-20% des revenus non agricoles et 5-10% du revenu global (Haggblade *et al.*, 2005; Haggblade *et al.*, 2009)[30](cf. tableau 3)

Tableau 3 : Part non agricole du revenu rural

	Part non agricole du revenu rural		
Région	**Total des revenus non agricoles**	**Emplois et commerces locaux non agricoles**	**Transferts**
Afrique	34	28	6
Asie	51	40	11
Amérique Latine	47	41	6

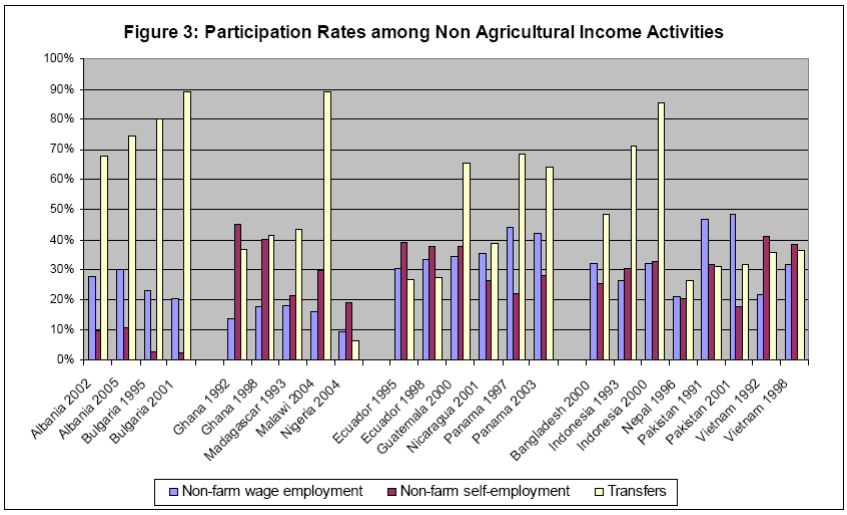
Source : Haggblade, Hazell et Reardon (2007)

Une revue du secteur rural non agricole africain a montré que dans des zones loin de grandes villes, les revenus de la migration constituent 20% du total des revenus non agricoles, contre 75% dans des zones proches de grandes villes (de Haan, 2000). En Afrique, les transferts urbain-rural ont été évalués entre 10% et 13% des revenus des travailleurs migrants.

Derrière ces chiffres généraux, les estimations des transferts varient fortement. Une des études récentes les plus complètes à partir de données internationales (Carletto *et al.*, 2007),

[30] Les revenus de la migration sont souvent montrés comme comptant pour une faible part des revenus, même dans les pays à forts taux de migrations. Dans certains cas cependant, la migration peut représenter une part considérable du revenu total, comme dans le cas des pays d'Afrique australe ou la proximité d'activités minières génère d'importantes migrations et des transferts significatifs (Haggblade et al. 2005 in Carletto et al. 2007).

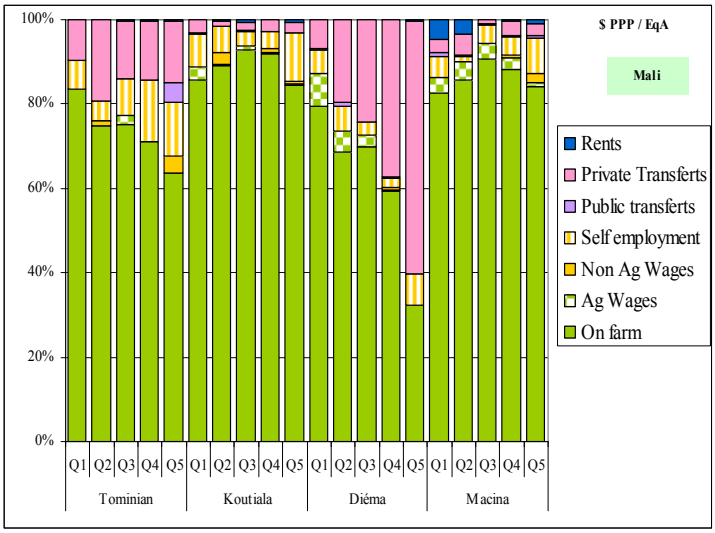
montre le caractère contextuel des niveaux de transferts d'un pays et d'une région à l'autre, soulignant aussi leur importance en Afrique australe à travers le cas du Malawi (cf. figure. 8)



Source: Carletto *et al.*, 2007

Figure 8 : part des ménages ayant des revenus issus d'activités non agricoles (1992-2005)

Des analyses plus détaillées au Mali illustrent par ailleurs la grande hétérogénéité des situations et les différenciations qui peuvent coexister entre régions et au sein d'une même région (Losch *et al.*, 2012) (cf. figure 9). Diéma illustre le cas d'une zone de migration importante avec une part relative de revenus agricoles significative mais moindre qu'ailleurs.



Source : Losch et al., 2012

Figure 9 : composition des revenus des ménages ruraux, par type de source, sous zone et quintile- Mali (2009)

Malgré ces constats, il est important de rappeler que les stratégies de diversification, et notamment les migrations ne sont pas un phénomène récent et faisaient déjà partie des logiques traditionnelles de reproduction économiques et sociales des sociétés rurales africaines à des périodes plus ou moins anciennes. Ces pratiques ont fait l'objet de nombreux travaux de sociologues et d'économistes sur l'économie des familles et les recompositions agraires en Afrique, (Boutillier *et al.*, 1977; De Janvry, 1994). « L'engagement dans de multiples activités par les familles paysannes, n'est donc pas nouveau, ni réservé au secteur agricole des PED. Ce qui est différent par rapport à la diversification dans nombre des PED les plus pauvres, parmi lesquels on compte quasiment tous les pays d'Afrique subsaharienne c'est son caractère général et constant »[31] (Ellis, 2000 : 4).

Ainsi, l'évolution actuelle des économies rurales et des stratégies des ménages se différencie dans le contexte de globalisation en termes de diversité, de complexité et du poids des migrations dans les systèmes d'activités et de revenus des ménages (Barrett *et al.*, 2001; Carletto *et al.*, 2007; Vargas-Lindus, 2007). La croissance des flux migratoires et des transferts associés, semblent caractériser la période récente ; ils constituent un facteur qui tend à modifier la composition des activités et des revenus des ménages (de Haan *et al.*, 2002; Taylor et Mora, 2006; Carletto *et al.*, 2007).

En perspective avec ces deux constats, des analyses du changement rural ont été menées depuis la fin des années 1990. Une des plus complètes a été réalisée par (Bryceson, 1996 ; Bryceson et Jamal, 1997 ; Bryceson, 2002b), et suggère que les ménages ruraux qui reposent uniquement sur l'agriculture pour leur moyens d'existence sont aujourd'hui une minorité en Afrique subsaharienne[32]. Elle fait référence à des études antérieures de la littérature sur la diversification des revenus estimant qu'en moyenne, environ 40% des revenus des ménages ruraux africains proviennent de sources non agricoles. Selon elle, ces chiffres démontrent une tendance claire en Afrique vers une diminution de la production de biens agricoles et la participation accrue à des activités non agricoles. Bryceson (1996) utilise la notion de « désagrarisation » pour décrire ces processus. Elle définit la désagrarisation

[31] Traduction non officielle de l'auteur.

[32] Dans la littérature sur les causes de changement des moyens d'existence ruraux, l'agriculture est toujours perçue par certains comme l'activité première de la majorité de la population rurale en Afrique. Il est aussi avancé que l'agriculture connait une transformation au fil des réformes, et est de moins en moins en mesure de fournir des moyens de subsistance suffisants à la population rurale.

comme « un processus de long terme d'ajustement des activités, la réorientation des sources de revenus, et l'identification sociale et la relocalisation spatiale des ménages ruraux loin des mode d'existence strictement basés sur l'agriculture »[33]. Des manifestations mesurables de ce processus sont : la baisse du niveau d'autosuffisance alimentaire et besoins fondamentaux des ménages ruraux, le déclin du travail agricole en relation au travail non agricole au sein des ménages et dans les dépenses en travail au niveau national, une réduction de la production agricole par tête dans l'économie nationale et une proportion réduite de la population totale résidant en zone rurale. L'ensemble de ces tendances est observable en Afrique subsaharienne (Bryceson, 1996; Reardon, 1997; Bryceson, 2000; Bryceson, 2002b)[34]. La situation actuelle se traduit par des économies nationales qui forment un amalgame des trois secteurs avec des agents économiques qui ont mis au rebus les frontières sectorielles et s'engagent opportunément dans des activités ad hoc, basées sur leur disponibilité en capital et en travail. La vitesse de changement et le manque de clarté sur ces formes appellent à mettre l'accent sur la compréhension des processus dynamiques plutôt que d'emboiter ce changement dans des catégories théoriques en partie dépassées (Bryceson, 2000).

Bien que la définition de Bryceson ne mentionne pas directement un mouvement de sortie de l'agriculture, le discours utilisé le rend implicite et ses références sur les données empiriques en Afrique tendent vers cela. Ce faisant, elle étend la notion de diversification des revenus et la relie à la détérioration de l'agriculture. Malgré la reconnaissance du fait que la désagrarisation peut être une réponse volontaire à de nouvelles opportunités, l'argument principal est centré sur comment la diminution des possibilités de développer des moyens d'existence au sein de l'agriculture a mené à la diversification des revenus dans des activités non agricoles (Bryceson, 1996; 2002b; Bryceson et Jamal, 1997 dans Helt Knudsen, 2007).

Or, Yaro (2006) avance que la désagrarisation devrait être vue comme un processus imbriqué dans le changement social, en gardant en tête la réversibilité des stratégies d'existence agricoles et non agricoles utilisées par les ménages (réagrariasation). Contrairement à la thèse de la désagrarisation, ses études trouvent que l'adaptation des moyens d'existence impliquant à la fois une diversification vers une nouvelle ou une seconde activité et un changement de forme, nature et contenu du secteur agricole, caractérisent les

[33] Traduction non officielle de l'auteur.

[34] Selon elle, cette évolution est avant tout liée aux conséquences des programmes d'ajustement structurel, qui combinées au retrait de subventions ont miné les possibilités de production commerciale des paysans.

moyens d'existence de sa zone. Le processus d'adaptation n'implique pas seulement un mouvement du secteur agricole vers le secteur non agricole, mais aussi une intensification ou des efforts dans le secteur agricole avec une diversification saisonnière vers d'autres activités. Le supposé boom du secteur non agricole n'est pas entièrement réel en raison de la marginalisation et de l'exclusion de la paysannerie pauvre, résultat de limites spatiales, d'infrastructures et de marchés. Par ailleurs, une carence de la thèse de la désagrarisation, est de ne pas expliciter suffisamment le rôle des migrations dans ces processus et d'assumer implicitement un mouvement de sortie définitif plutôt que de considérer les formes contemporaines de mobilités (Helt Knudsen, 2007)[35]. Les revenus des ménages ne sont pas uniquement diversifiés entre secteurs mais aussi à travers l'espace. La question de comment des stratégies de différentes nature sont créées, reproduites ou érodées par différentes formes de mobilité reste masquée au sein d'études cherchant à observer les effets à un niveau macro et dont les catégories d'analyses ne sont pas toujours adéquates.

Cela fait écho à certains travaux précurseurs des années 1990, qui ont remis en question le schéma de la migration comme marginale et transitoire dans les PED. De Haan (1999)[36], Mc Dowell et De Haan (1997) et Skeldon (1990) avancent que l'essentiel de la littérature sur le développement fait la fausse supposition que les schémas sédentaires de la société rurale sont la norme, au lieu de supposer que la migration est souvent la règle plutôt que l'exception. Ils concluent que la migration devrait être vue juste comme une stratégie parmi les autres, ouverte aux ménages, souvent combinée à d'autres stratégies. Selon Mc Dowell et de Hann (1997) la migration est souvent un processus à double sens dans lequel le migrant maintient des relations étroites avec sa zone d'origine sur une période plus longue que ce qui est fréquemment assumé. Selon eux, un point crucial sur la façon dont on conceptualise la

[35] Certains auteurs remettent en cause le point de vue selon lequel l'importance croissante des revenus issus d'activités non agricoles est une expression directe d'un processus de désagrarisation. Selon (Helt Knudsen, 2007), ce qui à une échelle générale pourrait ressembler à un processus de désagrarisation au cours de la dernière décennie peut être expliqué dans une large mesure par le fait de migrants sans accès à la terre qui s'engagent à plein temps dans le secteur non agricole et par des producteurs diversifiant leurs revenus, mais ne quittant pas une agriculture détériorée.

[36] Les travaux de (De Haan, 1999) centrés sur les relations entre moyens d'existence et pauvreté et le rôle des migrations vont dans le même sens. La revue de la littérature conclue que les études de développement n'ont pas porté suffisamment attention aux migrations de travail et fait un appel pour intégrer les analyses de la migration au sein des analyses sur l'agriculture et le développement rural. Il met l'accent sur le fait que la mobilité des populations est beaucoup plus commune que ce qui est assumé généralement.

migration comme une stratégie alternative, réside dans la nature des formes migratoires et vient du fait que dans de nombreuses parties du monde elle prend une forme circulaire : pour plusieurs raisons, l'essentiel des migrations n'implique pas un mouvement unilatéral, les personnes continuent à maintenir de forts liens avec leur zone d'origine et les réseaux familiaux et personnels sont cruciaux dans le maintien des liens. La migration constitue essentiellement une série d'échanges entre des lieux. Ces liens prennent place sur des périodes plus longues qu'il n'est assumé dans la littérature, ce qui met en évidence l'importance des stratégies de migration pour les communautés d'origine. Ils concluent que l'analyse et la prise en compte de ces liens devrait être cruciale pour la compréhension des moyens d'existence et pour les options politiques visant à les améliorer (Mc Dowell et De Haan, 1997).

En lien avec cette vision, faisant écho aux travaux sur les économies en archipels (Viard, 1994; Arrault, 2005) et sur l'émergence de dispositifs réticulaires basés sur une dispersion des personnes sans nécessairement rompre entre les lieux et fragmenter la cohésion de la famille (cf. 2 ci dessus) (Tacoli, 1998) avance que lorsqu'un ou plusieurs membres du ménage migrent, mais restent étroitement liés à leurs proches en zone rurale, ils peuvent être considérés comme des unités multi-spatiales, combinant activités agricoles et non agricoles et résidence urbaine et rurale.

En mobilisant ce concept dans le cas du Maroc, de Haas (2007) met en évidence que l'accroissement des activités migratoires a coïncidé avec l'accroissement de la pluriactivité et la multi-localisation des moyens d'existence contemporains (caractérisés par une diversification générale et une désagrarisation des schémas d'activités). Bien que l'agriculture reste une source importante de revenu monétaire ou en nature, son rôle s'est déplacé de celui de pilier de l'économie à celui d'être une des sources de revenus parmi d'autres.

En Afrique subsaharienne et australe Foeken (2001) et Francis, (2002), avancent que les changements liés à la mondialisation et leurs conséquences ont un impact sur les liens rural-urbain. Une des conséquences est la diversification des risques à travers une recherche multi spatiale pour leur alimentation et leurs revenus. Dans ce sens Tacoli (2002) avance qu'il est important de ne pas ignorer la migration à grande échelle des familles à la recherche de meilleurs moyens d'existence, bien que cela ait jusqu'à présent reçu moins d'attention de la part des gouvernements et décideurs. Ses travaux en Afrique autour de ces questions basés sur des études de cas au Mali, au Nigéria et en Tanzanie soulignent que la diversification des

activités en zone rurale est souvent inextricablement liée à la mobilité. Cette étude montre qu'entre 50 et 80% des ménages ruraux a au moins un membre migrant, cela toutes catégories confondues et avec une participation croissante des femmes comme migrant autonome. Ainsi, les liens rural-urbain issus de la mobilité attirent l'attention croissante des chercheurs du fait de leur apparente importance dans la diversification des revenus des ménages ruraux (Bah *et al.*, 2003; Baker et Wallevik, 2003 dans Helt Knudsen, 2007).

Dans une perspective similaire de Haan et al. (2002) ont souligné l'importance de la structuration des flux de migration, la façon dont les personnes migrent en utilisant leurs réseaux, et comment leurs mouvements migratoires sont déterminés par des règles de leur société d'origine. Selon eux, la migration n'est pas une réaction atomiste aux pressions économiques ou environnementales, mais elle est imbriquée avec les normes et règles sociales. Deux sortes d'institutions sont identifiées comme ayant un impact particulièrement fort sur la migration (et sont à leur tour structurées par celle-ci) : les réseaux au travers desquels les migrants obtiennent l'accès aux ressources, et la gestion et les structures des ménages. « Ces institutions déterminent la contribution que la migration peut faire dans l'amélioration des systèmes d'activités, mais ce lien n'est en aucune façon directe ou simple » (de Haan *et al.*, 2002)[37].

D'autres travaux soulignent aussi l'importance de la dimension fonctionnelle et des pratiques migratoires dans les stratégies familiales. Ils notent que les liens entre la migration et les stratégies familiales, et en particulier l'intensification et la diversification sont mal connus. L'intensification agricole requiert généralement davantage de travail. La migration devrait donc placer une restriction sur l'intensification. Les stratégies de diversification des moyens d'existences devraient bénéficier de l'opportunité qu'un migrant établit ailleurs peut fournir, comme un « outlet » pour des services ou des produits hors ferme. Cependant, la contribution des migrations aux moyens d'existence va dépendre de différents facteurs, y compris la régularité des mouvements, la durée de temps passée hors du village et les structures sociales et institutions permettant aux femmes (si l'homme migre) et à ceux qui restent de mener des activités aux chefs de ménages (McDowell, 1996). Les ménages peuvent combiner différentes stratégies, et les stratégies tendent à s'influencer l'une l'autre. La migration tend à affecter les possibilités de diversification et d'intensification : les migrants

[37] Traduction non officielle de l'auteur.

partants tendent à affecter les pratiques agricoles, et les transferts et/ou les migrants de retour tendent à changer ces pratiques (Mc Dowell et de Haan, 1997).

Concernant les pratiques migratoires, Guilmoto (1998) affirme que l'essentiel des travaux tend à focaliser sur les migrations de long terme davantage visibles que les circulations de migrants faisant la navette entre leurs villages d'origine et leur lieu de résidence temporaire. Il mène ainsi une analyse des différentes pratiques et formes migratoires au sein d'une même société pour en décrire les facteurs communs et différentiateurs. Il souligne qu'un grand nombre de caractéristiques locales donnent aux pratiques migratoires des caractéristiques distinctes propres à chaque contexte, mais ces institutions migratoires complexes ont en général été reléguées au statut de boite noire[38].

Ces travaux sont à mettre en regard avec les analyses cherchant à déterminer le sens des relations entre migration, moyens d'existence des familles rurales et développement. Elles se distinguent selon deux positions tranchées qui ressortent des études, les visions développementalistes et les visions pessimistes, alors qu'une autre partie de la littérature emprunte une voie pour fournir une synthèse entre les deux approches.

L'Afrique australe compte parmi les premiers travaux. Depuis la publication de « Essay on the Economics of detribalisation in Northern Rodhesia » (Wilson, 1941), le monde académique en Afrique australe est engagé dans un débat presque continu sur les relations entre apartheid, développement capitaliste inégal, travail migratoire et la nature du changement en Afrique rurale. A la suite de Wilson, de nombreuses études montrent la façon dont les migrations circulaires (entre zone rurale d'origine et lieux de travail) ont défait la fabrique sociale de la vie africaine en bouleversant les structures de pouvoir traditionnelles, la famille et ce qu'on appelle aujourd'hui les institutions informelles et le capital social. L'étude de (Murray, 1981) sur l'impact du travail migratoire au Lesotho a ajouté à la liste des effets négatifs « l'insécurité économique rurale générale ».

D'autres recherches avancent que les visions pessimistes de la migration sur-interprètent leurs résultats. Les études en Zambie parmi les Mambwe révèlent que la participation à l'économie coloniale renforçait la cohésion sociale et, de par la relative

[38]La prise en compte des interactions complexes entre les structures sociales et les individus dans le façonnement des comportements migratoires demande le recours à des éléments de différents niveaux pour rendre compte des effets des caractéristiques personnelles, familiales et communautaires sur les décisions migratoires et les formes de migrations.

interchangeabilité des tâches agricoles entre sexes, des relations de travail basées sur la coopération pouvaient persister en l'absence de l'homme (Watson,1958).Van Velsen (1959), ajoute que les hommes absents jouaient un rôle important dans le maintien des pratiques traditionnelles en zones rurales car c'était dans leur intérêt de neutraliser l'instabilité d'une résidence urbaine temporaire en partie à travers l'achat continu de terre mais aussi à travers le maintien de réseaux sociaux. Plus récemment (Davis *et al.*, 2010) font un bilan à partir d'analyses dans sept pays différents qui testent la relation entre transferts et dépenses productives au sein de ménages ruraux. Ils concluent à une vision assez pessimiste sur le rôle de la migration et des transferts publics et privés sur l'agriculture, la migration facilitant une transition hors de l'agriculture ou vers des schémas d'agriculture moins intensive en travail. Selon de Haan (1999), avec les effets négatifs en termes d'absence des membres productifs, et des possibles effets positifs des transferts monétaires et idées ramenées par le migrant de retour, les faits suggèrent que la migration ne mène généralement pas à une transformation de l'agriculture, mais qu'elle occupe souvent une part centrale dans le maintien des moyens d'existence des populations rurales[39].

La réalité est peut être que les deux sont vrais. Une étude a montré une baisse de la production dans les familles d'origine de migrants en Afrique du Sud à la suite de la perte de main d'œuvre dans les activités agricoles ; elle a néanmoins noté une réaction positive de cette même production face aux envois de fonds des émigrants (Lucas, 1987 dans Taylor, 2005). Dans la littérature sur les déplacements-réinstallation, il est largement reconnu que la relocalisation involontaire de communautés ou ménages en période de conflit peut mener d'un coté à une désarticulation sociale chronique et d'un autre à la création de nouvelles institutions guidant le nouvel établissement ou la ré-articulation de la communauté (Scudder, 1997). La recherche sur les migrations a besoin de répondre aux apparentes contradictions entre transformations fondamentales et continuité dans le contexte de la migration et du changement (Mac Dowell et de Haan., 1997).

[39] Pour de Haas (2007), à un niveau micro, la migration est partie d'une tendance plus générale des ménages à diversifier leurs moyens d'existence.

D'une façon générale, la revue de la littérature montre que la spécificité du contexte est une composante clé de l'analyse (de Haas, 2010)[40] et suggère qu'il existe un manque quand à la compréhension des interrelations de la migration avec les processus de développement, notamment au sein des zones d'origine (de Haan, 2006). Pour résumer, la revue des études empiriques montre que les effets de la migration sur les économies rurales sont à la fois complexes et variés. La partie de la littérature qui a commencé à éclaircir les rouages complexes par lesquels la migration et les envois de fonds restructurent les économies rurales est encore très empirique et embryonnaire (Taylor, 2005)[41]. Malgré le récent regain d'intérêt pour les migrations internationales et les transferts, la recherche sur les mobilités humaines particulièrement les mobilités de travail des pays pauvres, n'a pas la place qu'elle mérite (de Haas, 2010). Par ailleurs, l'analyse et la prise en compte des formes contemporaines de mobilité et les liens et institutions associées qu'elles établissent devraient être cruciales pour la compréhension des moyens d'existence et pour les options politiques visant à les améliorer (McDowell et de Haan, 1997). En termes de politiques de développement, le caractère diversifié des systèmes d'activités et le poids des activités migratoires sont un réel défi pour les politiques de réduction de la pauvreté typiquement nationales ou sectorielles dans leur formulation et mise en œuvre (Ellis, 2004), avec peu ou pas de prise en compte du caractère inter sectoriel et parfois international des systèmes d'activités des ménages.

[40] La revue de la littérature empirique suggère qu'en fait il existe de nombreuses connaissances sur la relation migration-développement, à condition d'être prudent sur les définitions, et montre que la spécificité du contexte doit être une composante clé des analyses (de Haas, 2010).

[41] Il y a une compréhension limitée du rôle précis de la migration au sein des stratégies globales des familles de Haas (2007) et le besoin de prendre en compte la diversité des pratiques migratoires dans l'analyse des stratégies de reconfiguration des systèmes d'activités (Mc Dowell, 1996; de Haas, 2007).

La question de recherche au niveau global

La constance et l'importance des processus d'adaptation et de recomposition des moyens d'existence des familles rurales en lien avec les mobilités dans le contexte de mondialisation en font un sujet éligible de recherche. Les différents constats ci-dessus, soulignent la compréhension limitée des mécanismes sous jacents du rôle des mobilités dans les stratégies des familles et les transformations des systèmes d'activités, et au-delà dans les processus de changement des sociétés rurales. Ainsi, la question de recherche est la suivante : dans quelle mesure les modalités contemporaines des mobilités du contexte de globalisation, donnent-elles lieu à des interactions et des agencements complexes avec les systèmes d'activités des ménages ruraux et tendent à constituer une ressource croissante des stratégies des familles et un élément de différenciation et de l'évolution des sociétés rurales ?

- Dans quelle mesure les modalités des migrations économiques des familles rurales ont-elles évoluées et répondent à des formes renouvelées sur la période contemporaine ?

- Ces formes répondent elles à de nouvelles règles de gestion des actifs dans lesquels les réseaux jouent un rôle renouvelé ?

- De quelle manière les évolutions de ces mobilités contribuent-elles à une recomposition des systèmes d'activités et à de nouveaux modes d'organisation socio-économiques des stratégies des familles rurales : Y a-t-il un recours accru à des activités délocalisées à un niveau national ou international dans les stratégies des familles ? Les systèmes d'activités de la période récente se caractérisent-ils par une plus grande diversification du fait de la mobilité ? Cette diversification se fait-elle davantage hors agriculture, contribuant à un glissement relatif de la fonction de sécurité alimentaire de l'agriculture ? Dans quelle mesure la migration est-elle source d'une plus grande diversité des situations économiques entre familles ?

Ces questionnements seront reformulés et détaillés en les appliquant au cas précis du Mozambique, en montrant l'intérêt de ce pays en écho à la problématique régionale. Pour cela, nous resituons d'abord les spécificités de l'économie politique du développement et des migrations entre le Mozambique et l'Afrique du Sud.

B - Economie politique du développement et des migrations entre le Mozambique et l'Afrique du Sud

La revue de la littérature dans le premier point de ce chapitre (A) a souligné l'importance de prendre en compte le temps long et les spécificités du contexte pour la compréhension des liens entre les mobilités et les stratégies des familles. Il s'agit ici de faire état des principaux changements et des orientations politiques sud-africaines et mozambicaines depuis la colonisation européenne, tant en matière de politiques nationales et sectorielles que de migration.

Ce cadrage de l'économie politique est présenté en trois moments selon le découpage classique des travaux historiques sur le Mozambique, à savoir : la période coloniale jusqu'en 1975, la phase de guerre civile postindépendance (1975-1992) et la période contemporaine de démocratie et d'économie de marché. D'une part cette perspective vient alimenter la problématique des liens entre migration et développement, spécifique aux deux pays. D'autre part, elle fournit les éléments de contexte nécessaires à la compréhension des résultats qui suivront. En effet, nous ferons référence à ces différents éléments et à leurs interactions avec le contexte local de notre district d'étude dans les analyses des parties suivantes sur les mobilités et leur rôle dans les stratégies des ménages.

1) La migration instrument économique d'une relation de dépendance entre les Etats coloniaux portugais et du Rand : origine d'une trajectoire de développement différenciée du sud Mozambique

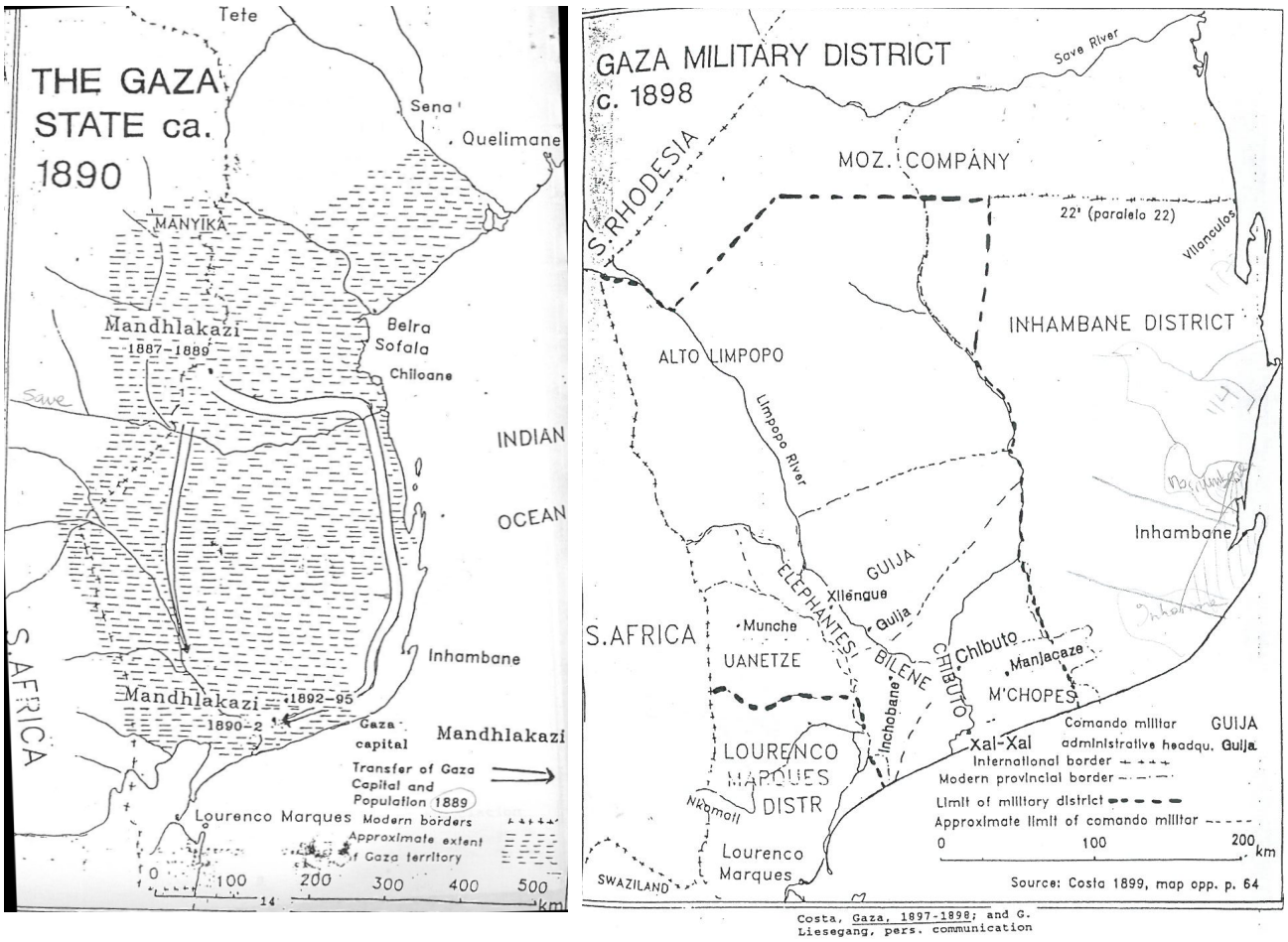
Nous faisons un bref retour sur l'histoire précoloniale et coloniale en resituant les principaux pouvoirs en présence et les routes migratoires existantes dans la région. Cela met en évidence la migration de longue date qui préexistait comme pratique des familles rurales au Mozambique bien avant l'arrivée de la colonie portugaise et la façon dont cette dernière a fortement marqué la trajectoire de développement de la région sud par rapport au reste du pays. Les principaux évènements du contexte sociopolitique au niveau national et régional, en interaction avec le contexte local, éclaireront les évolutions des formes de mobilités et leur place au sein des stratégies et systèmes d'activités des ménages au cours de la période coloniale (cf. chap. IV et VII).

a) La conquête Zulu de l'Etat de Gaza et la politique coloniale portugaise : origines d'un développement régional différencié du sud Mozambique

Au cours du 19ème siècle, l'essentiel du sud du Mozambique était dominé par l'Etat centralisé de Gaza[42] suite à la conquête de la zone en 1820 par le chef zulu Nguni (cf. carte 4 Etat de Gaza). A partir du milieu du 19ème siècle, (Junod, 1974) présente un ensemble d'hypothèses pour expliquer le développement du travail migratoire, en balayant les principaux développements socio économiques et politiques au niveau national et régional, tels que les désastres naturels, les épidémies de bétail, le décimage de la population des éléphants (qui fournissaient l'ivoire pour l'acquisition de biens importés apportés par les commerçants portugais et indiens), les conflits militaires entre ethnies et la monétarisation des systèmes d'impôt et de mariage. Dans ce contexte, la migration a pris différentes formes : vers 1850, l'agriculture a été graduellement complétée avec des migrations vers les plantations de canne des colonies anglaises du Natal et du Cap. En 1860-1861, la sècheresse et la famine ont contribué à l'expansion des migrations, et à partir des années 1870-80 en même temps que le déclin du commerce de l'ivoire, de nouveaux flux de travail migratoire se sont initiés vers les mines de diamants du Witwatersrand et de Kimberly (Covane, 2001).

[42] Selon Pélissier (2000), avant 1895 l'actuel district de Massinga faisait aussi partie de l'empire de Gaza, hors du territoire portugais. Pélissier R., (2000), *Historia de Moçambique- formação e oposição 1854-1918*, Lisboa,

Carte 4 : Etat de Gaza1890/1898 Sud du Mozambique, période précoloniale.



Encadré 2 : L'économie coloniale (FAO, 1997).

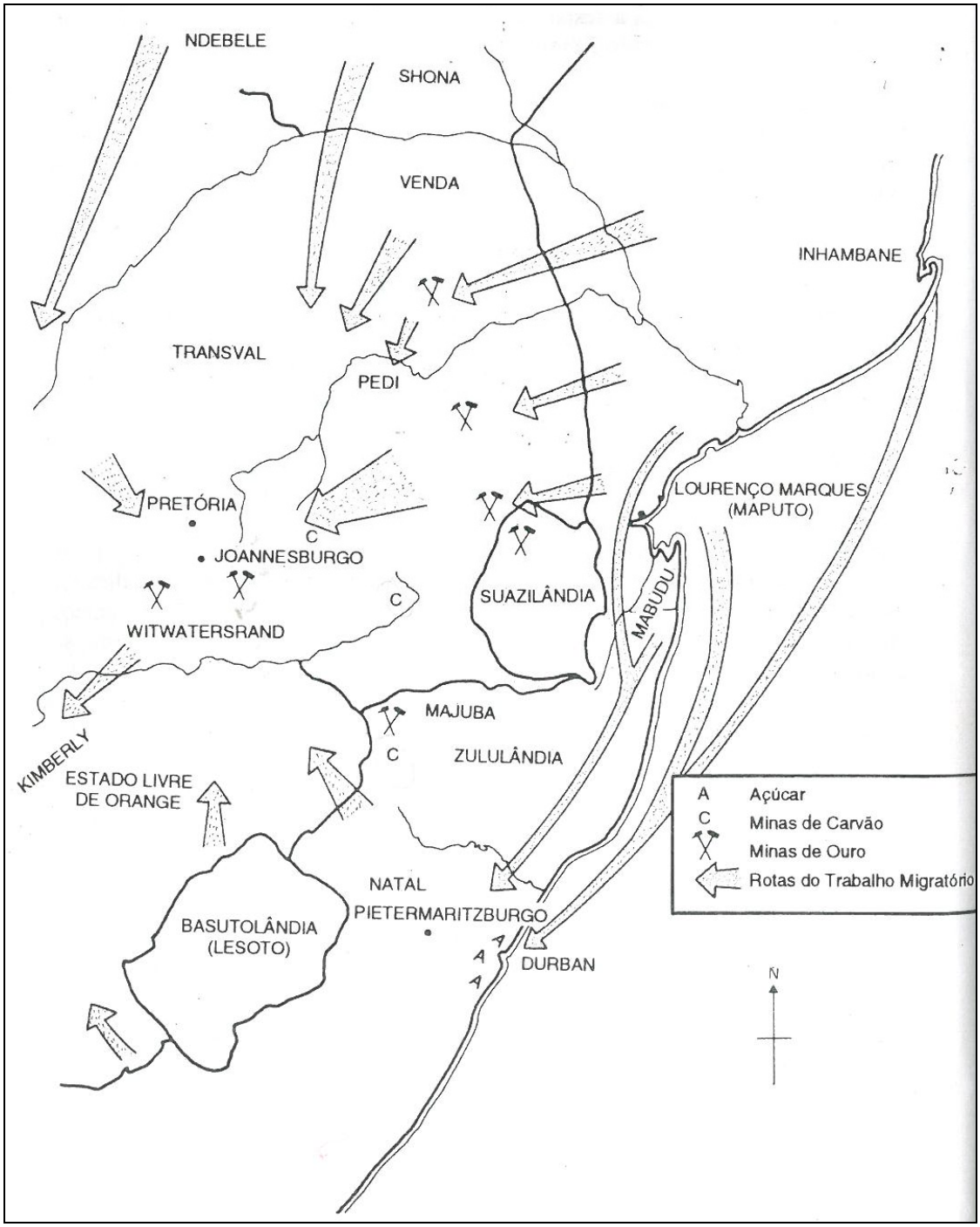
L'économie mozambicaine était marquée du sceau du colonialisme : elle produisait principalement des matières premières destinées aux agro-industries portugaises (coton, coprah, thé, sisal et noix de cajou), avec quelques exceptions importantes telles que le sucre, transformé localement. Le secteur agricole comprenait quelques plantations, plusieurs milliers de concessions commerciales (exploitations concédées à des colons à des conditions généreuses d'usufruit à long terme) et environ 1,5 million de petites exploitations africaines. L'économie coloniale reposait sur le travail forcé. Les paysans étaient obligés de travailler gratuitement à la production de coton et de riz ou à des travaux publics dans diverses régions du pays, souvent loin de leur village. L'institution d'impôts ruraux a poussé beaucoup de Mozambicains à travailler dans les plantations et les mines de l'Afrique du Sud voisine. Outre l'exploitation de l'agriculture, le pouvoir colonial tirait des recettes importantes des services de transport fournis aux colonies britanniques sans littoral, ainsi que de l'exportation de crevettes.

En 1895, après que l'Etat colonial portugais ait affirmé sa conquête et son pouvoir sur l'Etat de Gaza, l'option politique pour exploiter les nouvelles possessions de cette région au sud du pays a été complètement différente de celle choisie pour les régions du Nord et du Centre en 1890. En effet, différentes politiques ont été adoptées du fait du sous développement de l'Etat portugais et de son manque de capital. En résumé, les ressources de la colonie mozambicaine étaient gérées pour des intérêts extérieurs : une exploitation étrangère des ressources dans le nord et le centre par des compagnies concessionnaires[43] et la migration de travail pour les mines et l'agriculture sud-africaine, de Rhodésie et Malawi au sud (Jackson et Lyster, 1990). Ces politiques ont aussi à voir avec le fait que l'installation des colons portugais au Mozambique a été un échec. Vers 1940, seulement 27 000 blancs étaient installés, pour atteindre les 225 000 au cours des 30 années suivantes et chuter à 20 000 après l'indépendance (Jackson et Lyster, 1990).

Ainsi, pour la région sud, l'option a consisté en la systématisation de l'exportation de la force de travail vers les mines des colonies voisines suivant les routes migratoires précoloniales (cf. carte 5), alors que dans le Centre et le Nord, après la conférence de Berlin de 1884, les portugais avaient décidé d'accorder une combinaison de droits d'administration économiques et politiques à de grandes compagnies concessionnaires. La région sud et l'actuelle province d'Inhambane étaient alors restées en dehors de cette administration du fait qu'elles étaient toujours sous le contrôle de l'empire de Gaza.

[43] Le gouvernement portugais décida de confier l'exploitation de la majeure partie du pays pour cinquante ans à trois compagnies privées qui se voyaient attribuer les pouvoirs d'un État sur un territoire et le monopole de son exploitation en échange d'une redevance versée au Portugal. Ces 3 compagnies étaient : La Companhia de Moçambique, basée à Beira, qui contrôlait les districts de Manica et Sofala soit 135 000 km2. Ses capitaux étaient essentiellement français mais aussi portugais, britanniques et sud-africains. La Compagnie de Zambézie, qui contrôlait les districts de Tete et Quelimane soit 155 000 km2. Ses capitaux étaient essentiellement portugais, allemands, français, sud-africains et britanniques. La Compagnie de Niassa, enfin, qui était détenue par des capitaux britanniques et contrôlait tout le nord du territoire mozambicain.

Carte 5 : Principales routes migratoires du sud Mozambique vers l'Afrique du Sud (1960-92)



Source : First et al. 1998

Ces stratégies de développement régional différencié au sein du pays, soulignées par (Wuyts, 1978; Abrahamsson et Nilsson, 1995; Castel-Branco, 1995), constituent un point important pour comprendre les spécificités des enjeux de la migration dans les stratégies des familles et le développement de la région sud. Selon (Newitt et Tornimbeni, 2008) de 1890 aux années 1930, la colonie portugaise du Mozambique s'est développée comme un ensemble de régions institutionnellement et économiquement distinctes. Du fait de la domination des compagnies concessionnaires et des liens économiques tissés avec les colonies britanniques avoisinantes, les relations entre les régions au sein du pays étaient souvent non existantes. Après 1930, dans le district de Beira, le régime colonial est parvenu à consolider et modifier les liens entre la population d'une part et l'État et le territoire d'autre part. Au régime du travail forcé vinrent s'ajouter des restrictions de mouvement et la mise en place de réserves de main-d'œuvre accentuant à leur tour les déséquilibres dans l'économie politique et créant ainsi des « frontières intérieures » qui étaient souvent plus difficiles à franchir que celles rencontrées sur les parcours traditionnels de la main-d'œuvre migrante. Cette séparation était visible dans la division coloniale interne du travail entre les différents intérêts économiques, dans les types d'emplois réservés aux travailleurs africains, et enfin dans le statut différent des Africains dans les entreprises coloniales (Newitt, 1995).

(Munslow, 1984) estime qu'à la fin de la période coloniale, 55% du total de la production agricole était allouée à la subsistance des familles, la différence était commercialisée de façon proportionnelle entre plantations, colons et paysans. Les estimations de Wuyts (1981) sur les schémas de production régionaux montrent la plus faible participation de la région sud au produit agricole national (cf. annexe 1 : Structure du produit agricole 1970). Trois zones distinctes ont émergé : une économie paysanne prédominante dans le nord où le coton était produit pour la vente, une économie de plantation dans le centre et une réserve de travail pour la migration dans le sud (cf. tableau 4) [44].

[44] Il y a un legs historique important associé à cette observation: avant l'indépendance le sud et le nord du pays n'étaient pas intégrés dans un seul marché de produits agricoles. En fait, la zone sud, centrée sur Maputo, importait les produits de l'extérieur et les payait avec les recettes du travail des migrants en Afrique du Sud. En contraste, les zones d'agriculture du Centre et du Nord qui produisent des surplus, ne les commercialisaient pas au sud du pays mais vers les pays déficitaires voisins. Ce schéma continue, on peut penser que les producteurs ont un avantage comparatif à produire pour les centres urbains nationaux, en particulier au regard de l'amélioration des routes après 2000. Il semble que les zones les plus favorables de production de grains du centre et du nord vont continuer à exporter vers les pays voisins alors que le commerce nord-sud continue de croitre (Kyle, 2003a).

Tableau 4 : structure de l'économie rurale coloniale vers 1970, Mozambique

Table 1
Mozambique: The Structure of the Colonial Rural Economy around 1970

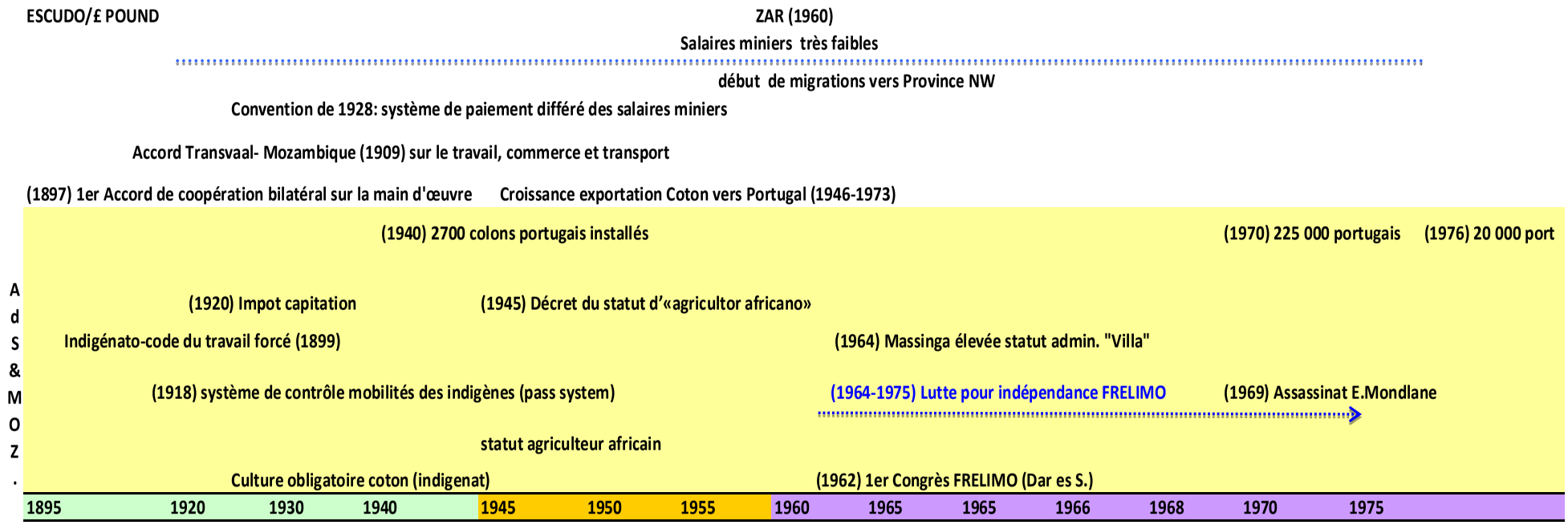
Region	*Plantations*	*Settler Farms*	*Peasantry*			*Dominant Aspects of Rural Economic Historical Development*
			(1) Marketed Output	*(2) Own Consumption*	*(3) Sale of Labour*	
1. The North (Cabo Delgado, Niassa and Nampula)	Sisal (67%) [2%]	Cotton (17%) Tobacco (50%) [12%]	Cashew (78%) Cotton (37%) Food crops (see 2) [26%]	Cassava (67%) Groundnuts (56%) (also sorghum, millet and maize) [60%]	Seasonal labour to local plantations and settler farms, and also to plantations in Tanzania	Cash cropping peasantry (in part under forced cultivation). Later, accelerated development of settler cotton farms.
2. The Centre (Zambezia, Manica, Sofala and Tete)	Sugar (73%) Copra (69%) Tea (100%) Sisal (33%) [28%]	Potatoes (67%) Tobacco (27%) (also maize, cotton and vegetables) [11%]	Cotton (28%) Cashew (9%) Food crops (see 2) [9%]	Rice (28%) Maize (64%) Groundnuts (17%) Cassava (25%) (and other minor crops) [48%]	Seasonal labour to plantations, and (particularly in Tete and Manica) contract labour to Zimbabwe and Malawi	Plantation economy in Zambezi Valley, relying on the peasantry for labour and marketed food.
3. The South (Maputo, Gaza and Inhambane)	Sugar (27%) [2%]	Rice (56%) Potatoes (32%) (vegetables and wheat) [39%]	Cashew (13%) Food crops (see 2) [10%]	Maize (16%) Groundnuts (27%) Cassava (8%) [49%]	At any time, 20 to 30% of male adult peasants was out working in South African mines on contract periods of, on average, 1½ years each. Seasonal and casual labour to settler farms	Labour reserve for South African mining industry and (settler-farm based) granary to feed the towns.
Country	[15%]	[15%]	[15%]	[55%]		

Source: Wuyts (1978).

Notes: 1. Percentages in rounded brackets refer to percentage shares of national production of specific crop.

2. Percentages in square brackets (at bottom of their respective cells) refer to percentage share in the regional (and, in the bottom row, national) gross value of agricultural production.

3. Meat and dairy products (mainly South and parts of the Centre) are not included.



Source : élaboration personnelle, 2011

Figure 10 : éléments d'économie politique période coloniale (1895-1975)

b) La légalisation du système d'exportation de main d'œuvre comme principale politique de coopération entre Etats coloniaux (1897-1975)

Après que les portugais aient pris possession de l'Etat de Gaza en 1895, la politique d'exportation de travail est pour la première fois formalisée officiellement en 1897 et la règlementation adoptée cette même année est la première d'une série d'accords internationaux avec les autorités Sud-africaines (Covane, 1989). De cette façon, le gouvernement colonial renforce le rôle de la région Sud du Mozambique comme réserve de travail en signant de nouveaux accords[45] plus sophistiqués avec son voisin, tel que la convention de 1928, qui introduit le système de paiement différé[46] et assure à la fois le retour des travailleurs migrants et le prélèvement de revenus par une voie rentable et contrôlée (cf. figure 10).

(Pevenne, 1982) explique pourquoi la migration a continué à être une option importante de gain monétaire pour les africains sous l'administration coloniale portugaise au Sud du Mozambique. Elle analyse le processus par lequel l'économie portugaise sous-capitalisée en est venue à être basée essentiellement sur l'exploitation du travail forcé sous-payé ou gratuit. Selon elle, les conditions de travail et salaires étaient souvent plus désavantageuses que celles existants dans les mines d'Afrique du Sud. Ainsi, il est assez clair que de nombreux paysans optaient pour travailler dans les mines et plantations voisines à des niveaux de salaires de 200% à 300% plus élevés que ceux offerts par les plantations et entreprises portugaises. Cela, malgré le fait que « le travail des mines est dur et dangereux, et la plupart des travailleurs ne l'aurait pas choisi s'il y avait eu d'autres alternatives possibles » (Yuldeman et Jeeves, 1986). A Inhambane, d'où venaient de nombreux travailleurs miniers, les salaires étaient encore plus bas, ne laissant aucun arbitrage possible. Le rapport entre les salaires à Inhambane et dans les mines Sud-Africaines étaient de 1 à 18 (Pélissier, 2000)[47].

---

[45] Sur les négociations et accords au début du siècle, voir Jeeves A. H., (1995), The failure of stabilisation experiments on South African Gold Mines *Crossing boundaries, mine migrancy in democratic South Africa*. Crush Johnatan and Willmot James: 2-13. (Jeeves, 1986:73-92; Katzenellenbogen, 1982:120-143).

[46] La Convention de 1928 établit que « après qu'un homme ait travaillé pendant 9 mois - la période initiale de contrat ayant été étendue jusqu'à 18 mois, renouvelable pour 6 mois - la moitié de ses revenus était retenue et transférée au gouvernement Mozambicain au taux de change officiel, pour être remis au travailleur par les représentants officiels à son retour dans le pays » (Diario do Governo, Convenção 30-11-1928; dans Katzenellenbogen, 1982).

[47] L'offre de main d'œuvre aux pays voisins a un profond effet sur les zones rurales avant la réduction du nombre de mineurs mozambicains à 40 000 employés par la chambre des mines sud-africaine avec l'indépendance. Comme dans de nombreuses parties d'Afrique du sud, les opportunités d'emploi hors

On trouve aussi d'autres sources à l'Archive Historique du Mozambique (AHM) qui mettent en évidence le fait que les fermiers colons n'étaient pas en mesure de payer des salaires compétitifs et que le manque de main d'œuvre à été partiellement résolu par l'introduction du travail forcé (Covane, 2001). En effet, de manière quasi simultanée avec la règlementation sur le travail dans les mines, le « code du travail indigène » de 1899 ou Indigénato, pose un cadre juridique pour le système de travail forcé, connu sous le nom de Xibalo, et qui a continué à fonctionner sous diverses formes au Mozambique jusqu'en 1975[48].

Par ailleurs, la stratégie d'occupation rurale dans les dernières années d'occupation portugaise doit être vue dans le cadre du mouvement de lutte mozambicain pour la libération nationale (1964) mené par le Frelimo. L'intention était avant tout d'intensifier les lieux d'installation portugais et de contrôler les zones rurales. Associé à cet objectif, il y avait l'effort de promouvoir une classe rurale intermédiaire noire (statut d'agriculteur africain), et une pseudo bourgeoisie afin de réduire les alliances sur lesquelles le Frelimo pourrait compter (Hermele, 1988); dans Jackson, 1990).

La période après la 2e Guerre Mondiale et le contexte industriel sud africain (1945-1978) constituent d'autres éléments clés de l'évolution du système migratoire entre les deux pays. Après 1945, les profonds changements structurels de l'économie en Afrique du Sud vont refaçonner les possibilités des migrants économiques mozambicains. La transformation de l'Afrique du Sud en une société industrielle amorcée dans les années 1930, s'est accélérée pendant et immédiatement après la 2e Guerre Mondiale.

Des salaires de plus en plus élevés encouragent la population noire indigène sud-africaine à sortir du secteur minier en faveur d'emplois dans l'industrie, la manufacture ou des services. En 1943, le secteur de la manufacture a déjà dépassé le secteur minier dans le nombre moyen total de travailleurs noirs employés. En même temps, le nombre de travailleurs noirs sud-africains participant au travail minier à diminué pendant la période de guerre de

---

ferme ont l'effet de fournir des revenus monétaires pour financer l'activité agricole. Cependant, cela a aussi l'effet de priver l'économie locale de la main d'œuvre masculine et a causé une dislocation sociale. Le résultat de cette dernière a été l'émergence du paysan mineur, la différenciation sociale avec une classe de producteurs indépendants qui s'est développée et davantage de dépendance des états voisins (Jackson, 1990).

[48] Importance particulière de la production de culture forcée, bien qu'elle ait largement cessé dans le reste des colonies africaines au milieu des années 1940, elle a continué officiellement jusqu'en 1961 au Mozambique et a été réintroduite par le Frelimo à la fin des années 70 (Jackson, 1990).

192000 en 1941, à 110 654 en 1952 et diminue encore davantage à 86 399 en 1972 (Crush *et al.*, 1992).

Ces changements structurels dans l'économie sud-africaine ouvrent une possibilité pour les régions situées au Nord du fleuve Save, officiellement exclues du système de recrutement minier depuis 1913[49], qui vont s'engager dans les secteurs industriels en expansion. Cette réallocation à la fois des travailleurs sud-africains et mozambicains, renforce indirectement la spécialisation de la région Sud comme réserve de main d'œuvre, qui devient la source principale pour répondre aux besoins du secteur minier déficitaire[50]. Un exemple frappant de ce processus est celui du District de Machaze de la région centre du Mozambique décrit par (Lubkemann, 2009), et qui contraste avec les données recueillies à Massinga qui ne présente aucun cas de migration du travail vers une autre industrie que l'industrie minière au cours de cette période.

Dans ce contexte et comme souligné dans la littérature, en général, en tant que fournisseur de travail pour les mines sud africaines, la région sud du Mozambique n'a pas connu de changement marquant (Newitt, 1981; Wuyts, 1981; Clarence-Smith, 1982). Au long de la période coloniale, une des plaintes les plus courantes de l'agriculture capitaliste de la région était que le système du travail migratoire drainait l'offre de travail la plus adéquate, contraignant sa croissance (Roesch, 1986).

2) Embargo économique et migratoire et l'asphyxie de l'économie rurale de la région sud durant la période socialiste (1978-1992)

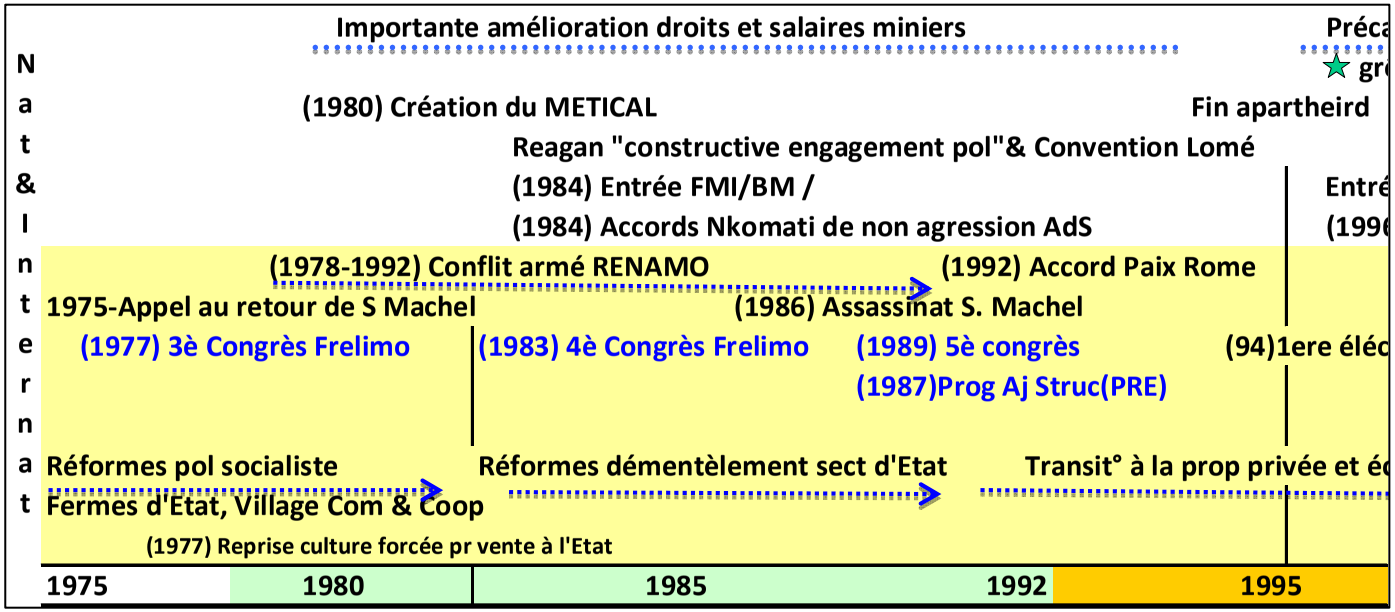
Après l'indépendance en 1975, le Mozambique n'a connu que quelques années de paix et de stabilité sociale. Les temps de paix sont accompagnés de changements majeurs des relations de pouvoir, dans la région et entre le nouveau gouvernement communiste du Frelimo et l'Afrique du Sud, associés à une période de déstabilisation économique et militaire, qui a affecté le système de migration antérieur, et mené à d'importants déplacements nationaux et internationaux. En parallèle, les difficultés de gestion, de gouvernance et de mise en œuvre de la stratégie socialiste de développement basée sur la « socialisation des zones rurale » du 3e

[49] Mais avec un nombre effectif important de travailleurs qui passent cette ligne pour rejoindre les centres de recrutement de WENELA.

[50] Sur la composition de la force de travail du secteur, voir tableau « South Africa mining labour force » dans First et al., (1998).

congrès Frelimo de 1977 (cf. figure 11), doublées de sècheresses périodiques, ont contribué à d'importantes mutations des mobilités ; l'ensemble de ces facteurs a influencé les activités agricoles et les migrations des familles rurales.

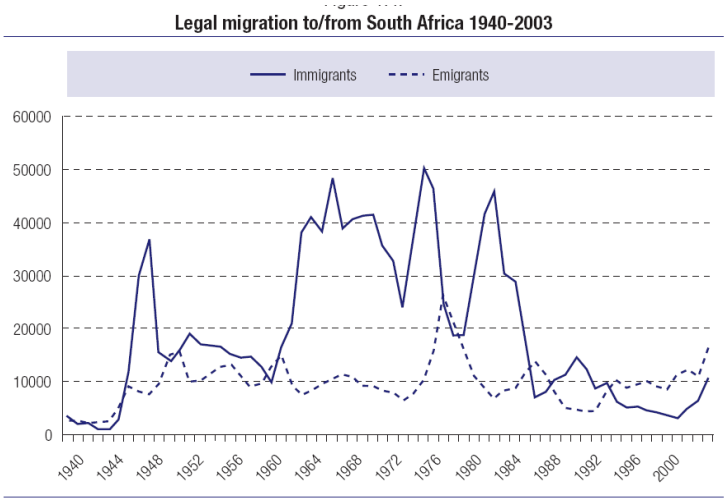
Avec l'indépendance, le système colonial de migration de travail a officiellement pris fin, et comme premier signe de la campagne de déstabilisation économique de la part du régime d'apartheid, les migrations de travail vers les mines ont été brutalement restreintes. Cela est lié à la fois à la réduction du recrutement de travailleurs pendant les années 1980 et 1990 du fait des tensions entre les deux pays, et à l'importante crise du secteur minier (Whitaker, 1985; De Vletter, 2000). Au cours de la seule période de 1975 à 1976, le nombre de mineurs recrutés dans la région sud du Mozambique a diminué d'environ deux tiers, passant de 128 381 à 43 488 (First *et al.*, 1998).



Source : élaboration personnelle, 2011

Figure 11 : éléments d'économie politique période de conflit et socialiste (1978-1992)

Tableau 5 : migration légale de/vers l'Afrique du Sud (1940-2000)



Source: Annual Reports, Department of Home Affairs; Statistics South Africa Tourism and Migration Reports, 1973-2004.
NB: Since 2004, departure forms are not required from South African citizens leaving South African territory. Home Affairs has not yet released figures regarding legal immigration since 2004.

Encadré 3: l'indépendance et l'agriculture sous le régime socialiste (FAO, 1997)

Après plus de 10 ans de multiples luttes pour l'indépendance, le Portugal a accordé l'indépendance à toutes ses colonies africaines en 1975. Une grande partie des colons portugais ont quitté les colonies libérées en détruisant délibérément les biens fonciers et les troupeaux qu'ils étaient obligés d'abandonner. L'exode des Portugais a donc laissé un énorme vide économique et administratif. Le Mozambique s'est d'abord doté de régimes marxistes-léninistes à parti unique de type soviétique : le Frelimo. Les fabriques et les usines ont été nationalisées, les plantations ont été transformées en fermes d'Etat, les prix et les marges commerciales étaient administrés à presque toutes les étapes de la filière de la production et de distribution et toute la commercialisation des produits et des intrants agricoles était centralisée et contrôlée par des offices publics ou paraétatiques. Le pays a créé des magasins vendant des rations à des prix fixés par le gouvernement, les « lojas do povo ». Le Frelimo a tenté de collectiviser l'agriculture en regroupant les communautés rurales très dispersées dans des « villages communaux » et des coopératives de production. Le régime socialiste privilégiait les fermes d'Etat aux dépends du secteur paysan et puisait dans les maigres ressources en devises pour importer des machines et des intrants pour les fermes d'Etat hautement mécanisées. Le pays manquait de capacités de gestion pour conduire les fermes d'Etat, et la productivité et la production ont vite baissé. La production de noix de cajou, de riz et de maïs a diminué de plus de moitié entre 1975 et 1980.

En plus des arrêts dans le recrutement du secteur minier, l'utilisation des chemins de fer et ports Mozambicain par l'Afrique du Sud diminuèrent considérablement. De façon générale, la fin de la politique extérieure sud-africaine a contribué à affaiblir l'économie mozambicaine et les bases du projet de développement socialiste du FRELIMO. La stratégie de développement qui a émergé avec l'indépendance reposait sur le besoin de transformer les structures économiques à travers une rapide industrialisation basée sur le surplus agricole. Pour cela, l'agriculture devait être modernisée à une vitesse rapide et sa productivité croître. Le secteur des fermes d'Etat a été la priorité, et entre le 3e et 4e congrès 90% de l'ensemble des investissements d'Etat ont été alloués à ce secteur (Roesch, 1986). Ces fermes devaient ainsi être la pierre angulaire de la stratégie agricole, en produisant des biens d'exportation et en couvrant une large part de l'ensemble des besoins en alimentation du pays après le départ des portugais. La mécanisation rapide au sein de l'agriculture était avant tout motivée par l'intention d'accroître la production, mais également par le besoin de remplacer le travail forcé (Xibalo) par une agriculture mécanisée en mesure d'offrir du travail aux mineurs de retour d'Afrique du Sud (Abrahamsson et Nilsson, 1995)[51].

Néanmoins, la stratégie de modernisation pour le développement rural n'a jamais pu être véritablement mise en œuvre. Des facteurs économiques et politiques ont contribué à l'échec des fermes d'Etat, ainsi qu'à celui des coopératives agricoles et des villages communaux, à attirer et stabiliser le travail masculin dans la zone. Les fermes d'Etat ont montré une production stagnante. A peine 50% de la superficie qui avait été cultivée à des fins commerciales durant la période coloniale a été mise en culture. L'échec économique des fermes d'Etat n'a par ailleurs pas fourni les capacités financières pour soutenir la mécanisation des coopératives[52]. Sur le total des 15 000 coopératives prévues, en 1983

[51] Avant l'indépendance de 1975, le Frelimo a administré les provinces du nord libérées. Ainsi il a développé des modèles agricoles, qui ont servi de base à la stratégie post indépendance, impliquant différents types de collectivisation et de travail forcé et source de conflits majeurs au sein du pouvoir (mort de E. Mondlane en 1969). Les premiers modèles adoptés par le Frelimo pendant cette période ont souffert de contradictions similaires à celles de la politique coloniale. L'intérêt de la lutte de libération entrait clairement en conflit avec ceux des leaders traditionnels et des paysans sur lesquels le Frelimo a compté. A de nombreux égards, ni l'administration coloniale ni le Frelimo n'ont réussi à entrer dans des alliances durables avec le secteur paysan. Ainsi, la conversion du Frelimo en un parti marxiste en 1977 a davantage aliéné la paysannerie en leur refusant l'accès à la terre qu'ils attendaient de recevoir à travers la lutte pour la libération (Jackson et Lyster, 1990).

[52] Entre 1977 et 1981, seulement 2% de l'investissement total du secteur agricole était investi dans les coopératives et la fourniture de services d'appui était faible (Munslow, 1984).

seulement 350 avaient été créées (Abrahamsson et Nilsson, 1995). Le mouvement vers les villages communaux pour regrouper une population rurale dispersée et fournir des services sociaux et des infrastructures est rapidement arrivé au point mort : des 6 millions planifiés, il a été estimé qu'au mieux 1,4 million de personnes vivaient dans les villages communaux en 1983, c'est-à-dire à peine 20% du nombre prévu (Araujo, 1988)[53]. A Inhambane, leur mise en place a été encore plus réduite, atteignant 7% de la population rurale en 1983, un des niveaux les plus bas du pays (cf. annexe 2 : distribution des villages communaux, 1978-83). L'histoire locale à Massinga et Leonzoane atteste bien de l'absence de projet de village communal et une courte expérience d'organisation de coopérative initiée en 1978 qui a été abandonnée en 1985 (communication personnelle, 2010).

La production et les surplus agricoles nationaux ont peu à peu diminué à mesure que les commerçants portugais partaient. Le fait que le gouvernement, au lieu de reconstruire le réseau commercial et de stimuler l'agriculture familiale pour accroître la production commerciale via l'accès à des biens de consommation, ait concentré l'essentiel de ses efforts sur la modernisation des fermes d'Etat, a fragilisé l'économie basée sur la production nationale. Le manque de houes et autres matériels pour le semis, a progressivement réduit la capacité de production des paysans pour leur consommation. Face au manque de biens de consommation, ils ont réduit encore plus leur production commerciale ou l'ont canalisée vers le marché au noir. Les commerçants tiraient toujours de meilleurs prix pour les biens de consommation dans les zones rurales plutôt que dans les villes, et souvent les achats de produits agricoles étaient effectués en dessous du prix minimum fixé par l'Etat. Ces conditions ont affecté la motivation des paysans. La réduction de la production agricole familiale destinée à la vente après 1982 n'a pu être compensée par un accroissement de la production des fermes d'Etat. En conséquence, l'offre alimentaire mozambicaine en a été fortement réduite.

Les décisions prises au cours du 4e Congrès du Parti en 1983 concernant la politique agricole et la réorientation de la stratégie pour le développement rural, à travers le Programme d'Action Economique ont été à peine mises en œuvre (Roesch, 1988). En réalité, la mise en œuvre d'une politique agricole intensive en capital et dépendante des importations a continué, même si l'attention principale a été progressivement tournée des fermes d'Etat vers des

[53] Seulement 18% de la population a été concernée alors que 230 sur 1 300 Villages communaux ont organisé des coopératives, 60% desquels étaient dans les provinces du nord et certainement déjà installées avant l'indépendance (Jackson et Lyster, 1990).

agriculteurs privés, perçus comme plus enclins à la production commerciale. Malgré la part croissante de l'investissement agricole, peu de ressources étaient allouées à l'agriculture familiale. L'échec de l'économie rurale (essentiellement l'agriculture de grande échelle)[54] à créer suffisamment d'opportunités de travail dans les zones rurales, ainsi que des villages communaux à stimuler le développement rural, a accru le nombre de personnes à la recherche d'un emploi et ceux-ci ont commencé à trouver d'autre opportunités en zones urbaines ou au-delà des frontières, contribuant à l'essor de la migration rural-urbain (Lattes, 1990; De Vletter, 2000; Raimundo, 2002).

Ainsi, durant les premières années d'indépendance, la réduction du recrutement de mineurs mozambicains, associée à l'effondrement des réseaux commerciaux, ont créé une vulnérabilité dont le pays a vu les effets au début des années 1980. Les migrations et une nouvelle stratification au sein des zones rurales ont réduit les capacités de production dans une spirale descendante. Enfin, le changement dans le schéma d'installation des populations a accru la fragilité écologique et réduit encore plus rapidement les superficies cultivables (Abrahamsson et Nilsson, 1995).

Les fermes d'Etat, de par leur nature, n'ont pas pu prendre en compte les connaissances des techniques de cultures locales détenues par les familles rurales qui ont eu accès à de petites exploitations durant les dernières années de la période coloniale et ont été en mesure d'amorcer leur propre accumulation privée. Au moment où il est devenu clair que la stratégie rurale ne serait pas en mesure de satisfaire les attentes associées à l'indépendance, l'opposition politique pour mettre en œuvre la modernisation s'est formée. Le gouvernement a alors perdu cette opportunité d'augmenter la production et la commercialisation des denrées alimentaires nationales. Au milieu des années 1980, presque toute l'activité commerciale en dehors des villes les plus importantes est passée au troc. Les paysans refusaient de vendre leurs surplus contre de la monnaie et demandaient plutôt à échanger directement sous forme de troc. Au delà des producteurs des vallées fertiles et des parties pluvieuses du pays, un million supplémentaire de familles de petits agriculteurs ont été affectées le plus durement par le manque d'intrants, de matériel et de biens de consommations de base.

---

[54] Le rôle des zones rurales dans le déclin de l'économie ne peut être vu séparément de celui de l'industrie. L'échec de la politique agricole du Frelimo est généralement présenté comme la principale cause des difficultés rencontrées pendant les années 1980. Il est important de noter que la part de l'agriculture dans le PIB a augmenté entre 1981 et 1986 à 45% alors que celle de l'industrie a diminué de 40% à 27% durant la même période (Abrahamson et Nilson, 1995).

En plus de la déstabilisation économique, au début des années 1980, une déstabilisation militaire, appuyée par l'intensification de la guerre froide par les Etats-Unis dans la région, a été dirigée contre deux cibles principales. La première est constituée par les importantes infrastructures nationales et économiques tels les ponts et chemins de fer connectées aux pays voisins. La seconde sont les infrastructures sociales en zones rurales, principalement les écoles et centres de santé. Cette déstabilisation a aussi affecté le réseau et la structure sociale de la société dans la violence. L'organisation de la RENAMO par l'Afrique du Sud, dont la campagne de terreur en zone rurale impliquait l'impossibilité de maintenir une production agricole, chapeautait le tout (Abrahamson et Nilsson, 1995).

Lorsque la déstabilisation est devenue davantage tangible en zone rurale, au début de 1982, l'économie s'est effondrée et les mouvements de population se sont accrus au Mozambique. En 1984, des centaines de milliers de personnes se déplaçaient en zones rurales, fuyant la violence. En 1986, leur nombre avait atteint les 3 millions. Progressivement, jusqu'à un tiers des populations ont été forcées de quitter leurs terres et de se diriger vers les villes, ou de fuir vers les pays voisins ou des zones plus sûres à l'intérieur du pays (Abrahamson et Nilsson, 1995). A la fin de la guerre, on estime qu'1 million de mozambicains ont péri, environ 1,5 million se sont réfugiés dans les pays voisins, et entre 4 et 5 millions (sur une population de 12 millions en 1980) ont été déplacés au sein du pays[55] (UNDP, 1998). L'ensemble de ces personnes, en dehors de leur statut de réfugiés, sont également devenues des migrants économiques potentiels ou effectifs sur leurs lieux d'arrivée.

Cette déstabilisation du Mozambique a mené à la destruction quasi totale des activités économiques et des infrastructures rurales. La production agricole s'est effondrée[56] et le surplus commercialisé a chuté brutalement de 75% ; environ la moitié de la population est devenue dépendante de l'aide alimentaire (Abrahamson et Nilsson, 1995).

Les migrations continues et la concentration des populations dans des zones où la sécurité était jugée meilleure ont exercé de sévères pressions sur les terres existantes et une importante déforestation ; la vulnérabilité écologique s'en est accrue.

En effet, presque au même moment, la sècheresse de quatre ans qui a frappé toute l'Afrique australe entre 1982 et 1985 a eu un très fort impact dans le sud du Mozambique en

---

[55] Pour des détails sur l'histoire des mouvements de réfugiés nationaux dits "deslocados" voir le travail de Vivet (2010).

[56] Cf annexe 3 : production agricole commercialisée (1980-1986).

1983 et a aggravé la situation des populations rurales. Ce n'est pas uniquement le manque de pluies qui a causé la famine (la région connait de fortes variations pluviométriques), mais au cours du 2XXè siècle, la vulnérabilité écologique s'est accrue de façon marquée du fait des changements dans les pratiques culturales. Comme nous l'avons vu, depuis l'époque coloniale la main d'œuvre masculine était recrutée dans les mines. L'agriculture était laissée aux femmes et les conditions nécessaires à la culture sur brûlis pour le repos des sols, se sont dégradées. Les sols se sont appauvris, entraînant une diminution de la production (Abrahamson et Nilsson, 1995). En 1992, le Mozambique, comme le reste de l'Afrique australe, a connu la pire sècheresse depuis le début du siècle.

Durant cette période de troubles politiques et économiques, les opportunités d'emploi au niveau national étaient essentiellement informelles et sous rémunérées, et les zones rurales dominées par le troc. Avant les accords de paix de 1992, le programme d'ajustement structurel de 1991 a réduit les salaires du service public (Hanlon et Mosse, 2010).

A la même période, les migrations des hommes vers l'Afrique du Sud offraient de meilleures conditions générales du fait des pénuries sectorielles dans les mines, et continuaient à représenter la meilleure option économique pour les mozambicains. En effet, la hausse de la demande de travail sud-africaine a mené à une hausse des taux de salaires de 320% entre 1980 et 1985, afin d'être compétitive avec d'autres secteurs intensifs en travail (Wilmot, 1992). De plus, la valeur montante de l'or et le pouvoir croissant des syndicats depuis le début des années 1980[57], ont mené à des accords sectoriels sur la distribution de la valeur ajoutée et à des conditions de travail améliorées. En plus de salaires plus élevés comparé à d'autres secteurs, les mineurs bénéficiaient généralement de contrats bien définis, à plein temps et à durée indéterminé. Des avantages indirects et une protection sociale étaient également importants, protégeant mieux les mineurs contre le chômage, la maladie ou les accidents (Pons-Vignon et Anseeuw, 2009). De la sorte, les revenus de la mine tendaient à constituer la seule source monétaire de nombreux ménages. Comme avancé par Abrahamson et Nilsson (1995), les revenus que les mineurs envoyaient dans leurs villages à leur famille permettaient de compenser la faible production en achetant l'alimentation sur le marché. Les familles de la province d'Inhambane étaient en grande partie dépendantes des revenus des mines en Afrique du Sud pour leurs besoins de base. Les salaires des mines ont accru la

[57] La concentration des travailleurs à facilité l'organisation de puissants syndicats. Le « National Union of Mineworkers", crée en 1982 pour allier les mineurs était le syndicat le plus actif d'Afrique du Sud pendant une longue période et un élément clé du COSATU

stratification et ont façonné de nouvelles stratégies de survie qui paradoxalement ne mettaient pas l'accent sur l'agriculture dans les années 1970 et 1980. Peut être était-ce à cause du peu de valeur accordé aux investissements agricoles que les paysans ne parlaient pas d'acheter des intrants. Le lien entre migration et innovation agricole était très fragile (Covane, 2001).

En synthèse, à partir de la deuxième moitié du 20ème siècle, la région a été engagée dans l'un des plus importants conflits du continent[58]. La guerre de libération au Mozambique (ainsi qu'en Angola, Zimbabwe et Namibie) et la lutte contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud ont déplacé des milliers de personnes de la région (Bakewell et De Haas, 2007).

Par ailleurs, le projet de développement socialiste (1975-1983) porté par le Frelimo a été un épisode court de l'histoire nationale, du fait de la guerre civile, de l'effondrement économique, de la mauvaise gestion politique et des sècheresses qui ont caractérisé la première décennie de l'Independence mozambicaine. Ce changement de contexte soudain et rapide après l'indépendance a profondément altéré le système politique colonial et de migration antérieurs.

Dépourvu de pétrole ou d'autres sources de revenus et dans une situation d'asphyxie économique, le gouvernement du Frelimo en est venu à la décision d'abandonner sa stratégie d'économie planifiée. Au cours du 4ème congrès du parti en 1983, le Président Samora Machel, concède l'échec du socialisme et le besoin de réformes politiques et économiques majeures. Son successeur, Joaquim Chissano, continue les réformes et entame les négociations de paix avec le Renamo. Au moment où la guerre fait rage, en 1987 le Mozambique introduit un Programme d'Ajustement Structurel de la Banque mondiale (PRE)[59], qui incluait un vaste programme de privatisations (Hanlon et Mosse, 2010). En 1984, le Mozambique signe les accords de Nkomati de non agression avec l'Afrique du Sud, et intègre la convention de Lomé (UE-ACP) et rejoint le FMI. La nouvelle Constitution de 1990 donne les bases d'un système politique multiparti, d'une économie de marché et adopte le principe d'élections libres. La guerre civile prend fin en octobre 1992 avec les accords généraux de paix signés à Rome.

---

[58] Selon l'ONU, à la fin de la guerre en 1992, la Renamo occupait 25% du territoire mais contrôlait 6% de la population. Plus d'1 million de personnes (7% de la population) est décédé ; l'économie a été dévastée et les dommages se chiffrent à 20 Milliards de $US (Hanlon et Mosse, 2010).

[59] Paquet du FMI comme condition à de nouveaux crédits. Ce programme mettait l'accent sur la responsabilité fiscale, la hausse des prix des biens de consommation, la dévaluation de la monnaie et un soutien spécifique aux producteurs familiaux comme priorité.

3) Economie de marché et l'ambivalente libéralisation des migrations (1992-2012)

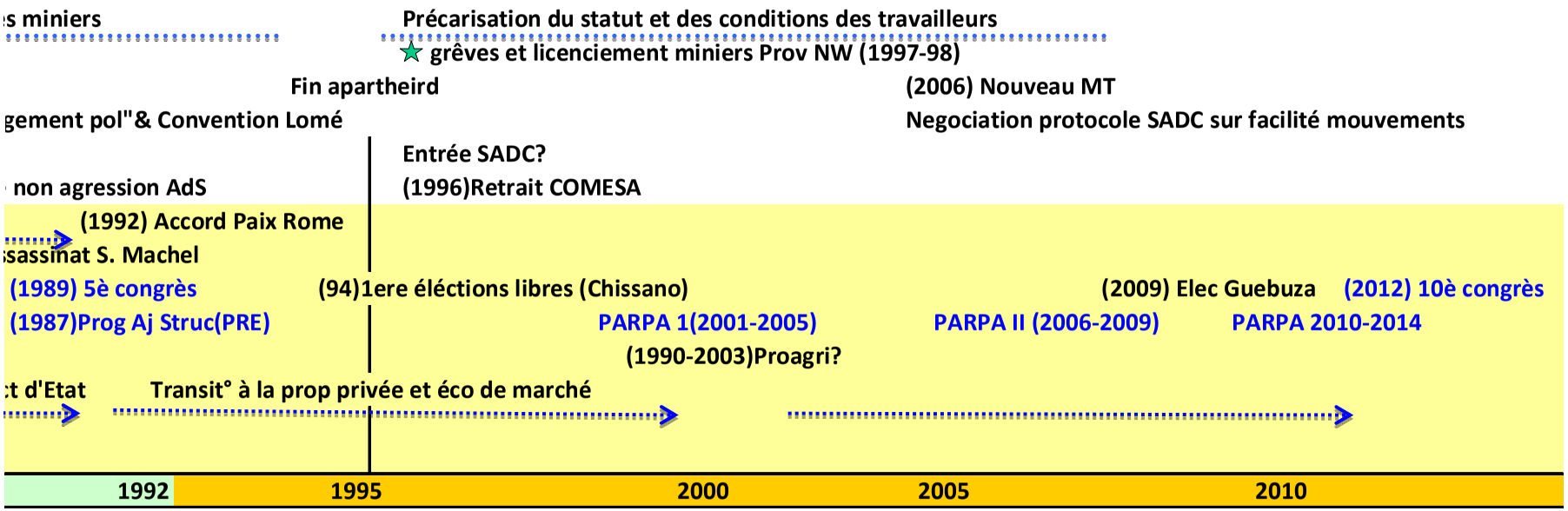
Depuis le début des années 1990, les contextes politique et migratoire en Afrique australe ont connu des changements décisifs. La fin des conflits en Namibie (1990), au Mozambique (1992) puis ultérieurement en Angola (2002) ainsi que la transition du régime d'apartheid vers la démocratie en Afrique du Sud ont donné lieu à de nouvelles motivations et d'opportunités de migrations dans la région. Réfugiés et exilés sont en partie retournés dans leurs pays, et des milliers d'autres ont profité de cette opportunité de paix pour changer de lieu de travail et de vie. Dans ce contexte, plusieurs facteurs clés ont influencé à la fois les opportunités de migrations économiques et les formes de mobilités associées.

En effet, si l'Afrique du Sud s'est orientée vers un système de droit du travail progressiste avec de nouvelles opportunités pour les populations noires, après la première décennie de mise en œuvre de politiques libérales générales et de croissance ralentie, le pays a été limité dans sa capacité à créer suffisamment d'emplois. En conséquence, l'expansion du travail informel, combiné à la restructuration du secteur minier, a entrainé d'importants changements quant aux caractéristiques des activités des migrants. En réaction à cette pression croissante sur le marché du travail, la politique migratoire est devenue plus contrôlée. Enfin, dans le Mozambique indépendant, la remarquable croissance économique s'est accompagnée d'importantes inégalités (cf. C) ; malgré les intentions affichées de politique agricole volontariste, le vaste secteur familial, notamment de la région sud n'a pas bénéficié du soutien attendu. La migration s'est maintenue comme une option non négligeable pour de nombreuses familles.

a) Mouvements incertains de retours de refugiés nationaux et internationaux

Le premier point en ce qui concerne les migrations dans l'immédiat après guerre est le retour de nombreux individus dans leur localité d'origine. Bien que l'étendue du phénomène soit difficile à évaluer, on estime que la guerre civile à provoqué plus de 4 million de déplacés internes et 1,7 million de réfugiés dans les pays voisins (Raimundo, 2009). En 1993, l'UNHCR à évalué qu'il y avait 250 000 Mozambicains refugiés en Afrique du Sud, dont environ 1/3 seulement avait des papiers d'identité (DHA, 1996). En 1995, à la fin du programme de repatriation, seulement 32 000 de ces réfugiés seraient revenus au Mozambique (Minaar et Hough, 1996). Selon d'autres sources, mi 1995, l'ensemble des 1,7 million de refugiés Mozambicains qui avaient trouvé asile en Afrique du Sud et dans les pays

voisins, étaient revenus, formant la plus importante vague de rapatriement connue en Afrique Sub-saharienne. Par ailleurs, il est estimé qu'une grande partie des 4 millions de déplacés internes sont revenus dans leur zone d'origine en particulier dans le sud (cf. annexe 4, taux de migrations interne 1997). Au Mozambique, au delà de la divergence des chiffres (Raimundo, 2009), la migration qui a eu lieu après la guerre est la plus complexe à saisir dans l'histoire du pays. Probablement des individus qui vivaient hors du pays durant la guerre civile sont retournés dans leur pays après la signature des accords de paix de 1992, mais d'autres sont certainement restés dans les pays d'asile.



Source : élaboration personnelle, 2011

Figure 12 : éléments d'économie politique (1992-2010)

b) Démocratie et libéralisation économique en Afrique du Sud : déclin des secteurs primaires et crise de l'emploi

En plus de la question initiale des mouvements de réfugiés, depuis 1994, de profonds changements politiques et économiques sont entrés en jeu en ce qui concerne les migrations économiques vers l'Afrique du Sud. Un des changements importants est la hausse d'offre de travail de la part des populations actives non blanches, résultat du passage de droits du travail ségréguant à un régime de travail davantage progressiste. En effet, la population en âge de travailler a augmenté d'environ 2,2% par an entre 1995 et 2002, alors que la population économiquement active a augmenté de 4,8% par an. Cela signifie une hausse massive de la participation de la force de travail (Burger et Woolard, 2005).

Cela doit être mis en perspective avec le fait qu'après 1994, l'orientation vers une libéralisation économique a mené à un choix de production intensive en capital et en main d'œuvre qualifiée, délaissant des secteurs primaires au profit des services, en partie initié dans les années 1970. Or, cette configuration s'est rapidement avérée problématique car la majorité de la population active noire présentait de faibles niveaux d'éducation, adaptés à de l'emploi non spécialisé. Ainsi, bien que l'économie post apartheid ait enregistré des taux de croissance élevés (2,7% par an en moyenne entre 1995 et 2002) celle-ci n'a pas pu fournir des emplois pour la force de travail non qualifiée en rapide augmentation. A partir de là, le taux de chômage élargi a augmenté passant de 30% à 41% de la population active et le taux de chômage officiel a également augmenté de 17% à 29% (Burger et Woolard, 2005). En 2008, les personnes sans emploi ont atteint officiellement 4,5 millions soit 25,5 % - plus de 40 % si le secteur informel est pris en compte- et les taux d'inégalités sont en hausse[60].

Les deux secteurs primaires, agriculture et mine, fournissant traditionnellement de l'emploi à une large part de la main d'œuvre non qualifiée - ont tous les deux connu d'importants déclins. La baisse des prix internationaux des minerais s'est traduite par des difficultés des compagnies à couvrir leurs coûts de travail, qui ont augmenté de 25% à plus de 50% sur le total des coûts de production, provoquant une substitution entre travail et capital (Hayem, 2000). Au cours de cette période, le nombre de travailleurs sud africains dans le

[60] Statistics South Africa (SSA), the South African Survey 2008 (Pretoria, SSA, Statistical release, 2008).

secteur minier est passé de 750 000 en 1990 à 402 000 en 1999 pour atteindre 288 400 en 2005[61].

Dans ce contexte, les améliorations des conditions de travail enregistrées dans les années 1980 ont commencé à s'effriter, suite à la restructuration du secteur entreprise après la grève de 1987 et au processus de libéralisation. Dans les années 1990, le secteur a vu l'émergence de compagnies adoptant de nouveaux modèles organisationnels externalisant massivement la main d'œuvre (Webster et Von Holdt, 2005). Dans ce sens, dans une analyse sectorielle incluant la mine, Pons-Vignon et Anseeuw (2009), affirment que la période post apartheid a connu une forte hausse de la précarisation du statut et des conditions des travailleurs. Malgré la réglementation du marché formel du travail, les processus d'externalisation se sont généralisés, faisant basculer les travailleurs salariés en situation précaire dans la pauvreté, et les travailleurs occasionnels à la recherche de travail dans une économie libéralisée.

En accord avec la restructuration du secteur primaire, une part importante de la croissance de l'emploi qui a eu lieu entre 1997 et 2003 s'est réalisée dans le secteur informel dont l'agriculture de subsistance. Au cours de cette période, le pourcentage officiel de travailleurs employés dans le secteur informel[62] a augmenté de 23% à 28% (Burger et Woolard, 2005). Casale et Posell (2004), notent que ces emplois sont mal rémunérés et dangereux, et la qualité des emplois a dû se détériorer, même si la quantité ne l'a pas été. Les travailleurs du secteur informel sont également majoritairement non qualifiés ou semi qualifiés, et les Africains forment autour de 85% de la force de travail (Devey *et al.*, 2004).

Ces évolutions du marché du travail sud-africain concernent aussi les migrants économiques des zones rurales mozambicaines et d'autres pays de la SADC dans la mesure où ils répondent aux mêmes segments au sein du marché du travail, que la majorité des travailleurs sud-africains sans emplois ou engagés dans le secteur informel. Pour gagner leur vie, les travailleurs étrangers du secteur minier recourent à la migration illégale et aux compagnies sous traitantes (cf. tableau 6), pour lesquelles ils représentent de la main d'œuvre bon marché et maniable, souvent sur les sites miniers les plus dangereux[63]. Les générations

---

[61] Statistics South Africa, Labour Force Survey 2005.

[62] Incluant les services domestiques et l'agriculture de subsistance.

[63] Un point marquant est la spécialisation des mineurs étrangers selon leur origine: les mineurs basothos occupent les postes les plus qualifiés alors que les sud-africains sont sur des postes intermédiaires et les jeunes mozambicains occupent les postes les plus risqués et moins qualifiés.

les plus jeunes, durement touchées par les importantes suppressions d'emplois dans les années 1990 -on estime que 150 000 emplois on été supprimés entre 1991 et 1999 dans le secteur minier et 500 000 emplois tous secteurs confondus- n'ont pas d'autre choix que celui d'intégrer le nouveau cycle d'instabilité, au travers de la migration économique illégale, sous contractée et précaire (Wa Kabwe et Landau, 2008).

Tableau 6 : Nombre d'employés des mines par origine SADC et contrats 2011

	Swaziland	Mozambique	Lesotho	Botswana	Total
Direct mining employees	7 945	55 331	52 988	5 016	121 280
Sub-contractor employees	2 620	18 249	17 476	1 654	40 000
Total	10 566	73 580	70 465	6 670	161 280

Source: DNA calculations

Ainsi, il semble que depuis les quinze années de démocratie, le système de migration de travail antérieur ait progressivement évolué. Il tend à être substitué par un système de sous-traitance; avec des conséquences importantes pour les communautés locales voisines des mines et pour les communautés d'origine des migrants. Dans les régions d'origine, ce système peut entraîner un cycle de pauvreté. Certaines des régions les plus pauvres en Afrique australe sont précisément celles qui fournissent le travail migratoire (Bench-Marks-Foundation, 2008).

c) Croissance des inégalités dans le Mozambique post-conflit (1992-2012) et l'explosion des migrations illégales

En effet, à l'autre bout de la chaine migratoire, la croissance économique dans le Mozambique indépendant (1975) s'est caractérisée par de fortes inégalités, et malgré des intentions de politiques agricoles volontaristes, la majorité du vaste secteur familial du pays n'a pas bénéficié du soutien attendu, maintenant la migration comme une option pour de nombreuses familles.

Si le Mozambique a connu des réductions de ses niveaux de pauvreté entre 1996 et 2002[64], malgré ces gains de bien être pour les ménages, l'essentiel de la population du pays est restée sous la ligne de pauvreté en 2002/03 avec 51,5% en zone urbaine et 55,3% en zone rurale. L'Enquête Agricole Nationale de 2008[65] montre que loin de diminuer, la pauvreté est

[64] Le taux de pauvreté nationale, selon l'enquête nationale sur la consommation des ménages – IAF - est passé de 69,4% en 1996/97 à 54,1% en 2002/03. Néanmoins, l'IAF 1996/97 deux chiffres alternatifs : 63% basé sur la même ligne de pauvreté; ou 54% basé sur des schémas de consommation différents qui diminuent la ligne de pauvreté (MPF/IFPRI/PU, 2004).

[65] Trabalho de Inquérito Agrícola, TIA 2008.

en fait entrain d'augmenter, ainsi que l'écart entre pauvres et riches. Le revenu moyen était de 10 % inférieur en 2008 par rapport à 2002 (Cunguara et Hanlon, 2010)[66].

Officiellement, 70% de la population mozambicaine vit en zone rurale et l'agriculture est l'activité économique prédominante. Le secteur des petites exploitations compte pour 99%, ce qui signifie a priori que la réduction de la pauvreté souhaitée par le PARPA II[67] dépend de l'amélioration des revenus des agriculteurs. Le PARPA II (2000-2009) reconnaît cette nécessité et le développement agricole devient la priorité pour accroître les revenus ruraux et réduire le niveau de pauvreté absolue ; une transformation de l'agriculture est souhaitée grâce à la promotion des services agricoles et une augmentation de la productivité de la production. Cependant, comme le soulignent (Cunguara et Hanlon, 2010) cela ne s'est pas produit ; la production et la productivité ont stagné et les paysans les plus pauvres sont revenus à des modes de production de subsistance. De fait, dans sa lettre d'intention au FMI, le gouvernement annonce qu'il se centrera sur les grands projets et le secteur des minerais. L'agriculture est uniquement mentionnée en termes de "dépenses sociales". Rien n'est dit sur le soutien aux entrepreneurs mozambicains (Moz news n°169)[68].

Deux décennies d'une stratégie de développement rural libérale, guidée par les bailleurs ont échouées dans leurs objectifs de réduction de la pauvreté. Une étude récente publiée par l'OCDE sur les états fragiles et post conflits (Putzel, 2010) note que « l'assistance des bailleurs au développement des capacités des Etats fragiles pour gérer leur économie à largement été limitée à des programmes pour l'amélioration de la gestion macro économique. Le manque d'attention aux secteurs productifs est particulièrement important en ce qui concerne l'agriculture. Les marchés entièrement laissés à leurs propres instruments ne semblent pas pouvoir impulser de nouvelles trajectoires de croissance, en particulier dans le contexte risqué rencontré dans la plupart de ces Etats fragiles »[69]. Rogério Sitoe, éditeur en chef du quotidien du gouvernement, « Noticias », écrit que l'origine profonde est « la façon

---

[66] Le revenu rural moyen en 2002 était de 8626 Meticais ($329) par famille par an, mais il a baissé à 7815 Meticais ($298) en 2008 – moins de 1 $1 par jour par une famille.

[67] Action Plan to Reduce Absolute Poverty 2006-2009 (Plano de Acção para a Redução da Pobreza Absoluta, PARPA II)

[68] Sur le différentes politiques et stratégies au Mozambique et leurs champ d'action, voir UNDP, (2006), *National Human Development Report-Mozambique. Human development to 2015-Reaching for the Millenium development Goal*, UNDP, INE, Southern African Research and Documentation Centre (SARDC), Mozambique.Maputo. UNDP.

[69] Traduction non officielle de l'auteur.

religieuse dont nous applaudissons et acceptons les prescriptions de la BM et du FMI », alors qu'elles sont réellement des « prescriptions empoisonnées ». Elles ont détruit de l'emploi et ont échoué dans la promotion du développement agricole, ce qui a « largement contribué à l'appauvrissement des zones rurales et forcé la migration vers les villes, particulièrement des plus jeunes »[70] (Cunguara et Hanlon, 2010).

Les inégalités et la pauvreté croissantes, en particulier pour les producteurs les plus vulnérables, coïncident avec la demande grandissante de travail informel à bas coûts dans le contexte de crise en Afrique du Sud, stimulant indirectement la migration. En effet, depuis 1999, la proportion de mineurs étrangers a représenté entre 40 et 50%, pas aussi élevée qu'elle a pu l'être dans les années 1970 mais toujours significative (Wa-kabwe-Segatti, 2008). D'une façon générale, selon Truen et al. (2011), la migration (légale ou non) des mozambicains vers les secteurs minier et agricole est la plus importante parmi les pays de la SADC avec 10 000 à 80 000 travailleurs agricoles en 2001 et plus de 52 000 mineurs en 2011 (cf. tableau 7). Ainsi, malgré les lois telles que le « Group Areas Act », la persistance partielle du système de travail migratoire a affecté l'emploi des sud-africains (Bench-mark, 2008) créant des tensions sociales envers les étrangers, tels que les événements de 2005 et 2008 l'ont montré[71].

Tableau 7 : nombre de travailleurs étrangers employés par les mines d'or, d'argent et de charbon sud-africaines (1996-2007)

Année	Swaziland	Mozambique	Lesotho	Botswana	Total
1996	14 371	55 022	81 357	7 932	158 682
1997	12 960	55 027	76 360	7 536	151 883
1998	10 338	52 011	60 450	6 223	129 022
1999	9 307	46 890	52 436	5 139	113 763
2000	8 160	44 014	51 351	4 343	107 868
2001	7 794	45 254	49 599	3 651	106 298
2002	8 587	50 589	54 390	3 551	117 117
2003	7 885	52 205	54 202	4 246	118 538
2004	7 521	48 099	48 437	3 923	107 980
2005	6 878	46 256	43 693	3 257	100 084
2006	7 124	46 709	46 082	2 992	102 907
2007	7 099	44 879	45 608	2 845	100 431
2008/10	**données manquantes**				
2011*	**7 567**	**52 696**	**50 465**	**4 777**	**115 505**

Source: Truen, 2011

[70] Notícias, February 15, 2008

[71] En avril et mai 2008, une vague d'attaques xénophobiques contre les africains étrangers en Afrique du Sud a choqué le monde, faisant 62 morts et des milliers de blessés et provoquant le départ de centaines de milliers de personnes de leur maison ou parfois du pays. CORMSA (Consortium for Refugees and Migrants in South Africa), Protecting Refugees and Asylum Seekers in South Africa (Johannesburg, 19 June 2008), available at www.cormsa.org.za, retrieved on 27 October 2008.

Ces faits doivent également être mis en perspective avec l'évolution de la politique migratoire sud-africaine[72] et régionale. Depuis 1990 jusqu'à nos jours, l'Afrique du Sud a peut être connu plus de changements politiques et économiques qu'à travers le reste de son histoire. En particulier, les changements constitutionnels introduits avec les amendements de lois ont crée un cadre dans lequel différents groupes d'intérêt ont su se positionner, identifiant la question de la migration comme un nouveau champ de bataille. En conséquence, un nouveau paradoxe apparaît : malgré le cadre légal d'ensemble qui offre aux migrants davantage de droits et de garanties, leur situation en termes de droits humains, économiques et sociaux restent préoccupante (Wa Kabwe-Segatti, 2009). Il semble en effet que le relâchement des migrations légales (amnistie de 2005) et l'amélioration des droits dans le contexte de crise favorise indirectement l'explosion des migrations illégales et en conséquence les risques d'exploitation de ces migrants (de Vletter, 2006).

Par ailleurs, il y a eu plusieurs tentatives d'harmonisation des politiques migratoires au sein de la région, mais sans succès jusqu'à présent. La SADC[73] a tenté d'introduire un protocole sur la liberté de mouvements mais cela à été rejeté essentiellement par l'Afrique du Sud, le Botswana et la Namibie. Un protocole plus léger sur la facilitation des mouvements a été adopté en 2005 mais doit toujours être signé par un nombre suffisant d'Etats membres pour être mis en vigueur (Williams et Carr, 2006). A l'exception de certaines mesures ponctuelles appliquées par le gouvernement Sud Africain telle que l'amnistie[74] concernant les migrants ressortissants de la SADC, offrant la résidence permanente à tous les mineurs étrangers en mesure d'attester d'au moins 10 ans de service (De Vletter, 1998), l'attitude des différents pays de la région vis-à-vis de la migration tend à être de plus en plus stricte avec davantage de contrôles sur l'immigration et des restrictions aux droits des migrants. Quant au positionnement du gouvernement mozambicain depuis 1990, selon Raimundo (2009) la gestion de la migration est toujours une question que personne n'a examinée sérieusement.

Plus que de réduire la migration, le résultat a été de la masquer et le nombre de migrants illégaux a fortement augmenté (Bakewell et De Haas, 2007). En effet, un consensus

---

[72] Pour un détail des dynamiques et de l'économie politique des migrations internes en Afrique du Sud depuis le début du XXe siècle voir Kok P., J. Oucho, et al., (2006), *Migration in South and Southern Africa: Dynamics and Determinants*, Publié par HSRC Press.

[73] Southern African Development Community.

[74] Aliens Control Amendment Act, 1995.

s'est fait autour du fait que cette période est caractérisée par la hausse des migrations, et particulièrement les migrations illégales [75](Wentel et Tlabela, 2006).

Selon les chiffres officiels, concernant les migrants légaux, le dernier recensement sud-africain (2001) indique qu'il y avait 345 161 non nationaux en Afrique du sud. Ceci est une sous-estimation et d'autres sources évaluent le nombre total d'étrangers entre 500 000 et 850 000. Pour une population de 47 millions en 2006, cela représente un peu moins de 5% (Wa Kabwe-Segatti et Landau, 2008). Toujours selon le recensement sud-africain de 2001, le groupe le plus important de personnes nées à l'étranger sont de loin les mozambicains avec 270 000 individus enregistrés légalement dans le pays (cf. cartes 6 et 7). Ce chiffre peut être pris comme un proxy pour avancer qu'ils étaient alors la communauté étrangère la plus importante, avant que la crise politique zimbabwéenne n'ait renversé ce scenario. En effet, une étude récente au niveau des pays de la SADC positionne le Mozambique comme second pays d'origine des migrants en Afrique du Sud avec 15% du total (soit environ 500 000 personnes) (cf. tableau 8). Le Zimbabwe se situe bien devant avec presque 60% des migrants en Afrique du Sud, mais avec un profil relativement opposé à celui des mozambicains, c'est à dire des personnes davantage qualifiées et peu insérées dans les secteurs primaires minier et de l'agriculture (Truen et Chisadza, 2012).

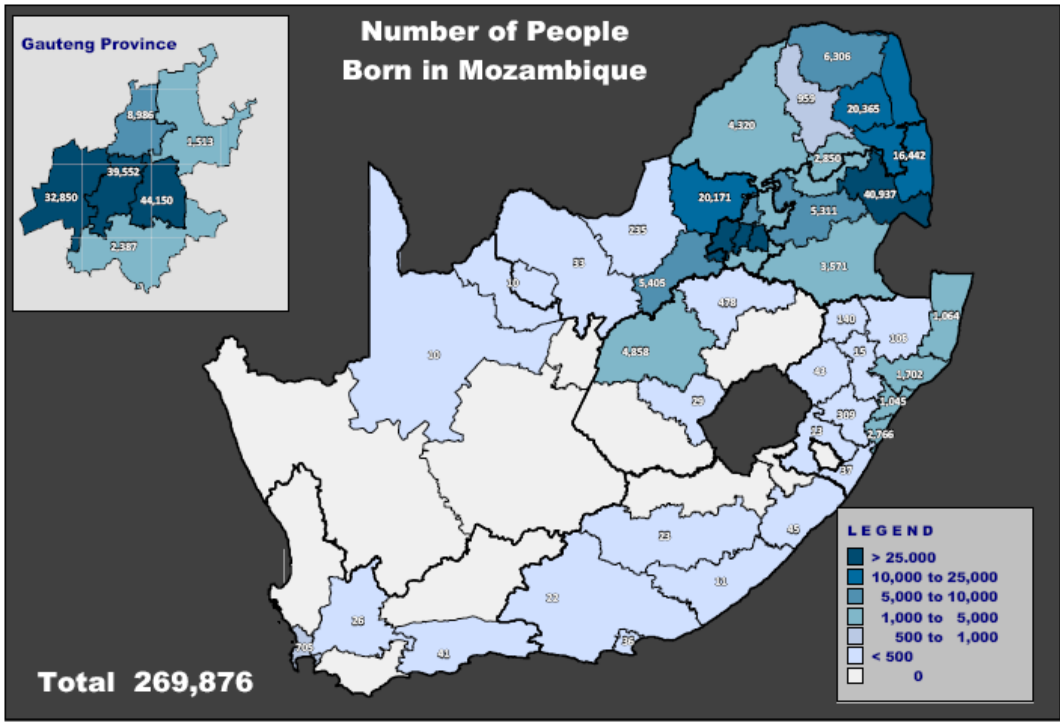
Tableau 8 : taille estimée de la population migrante en Afrique du Sud 2012

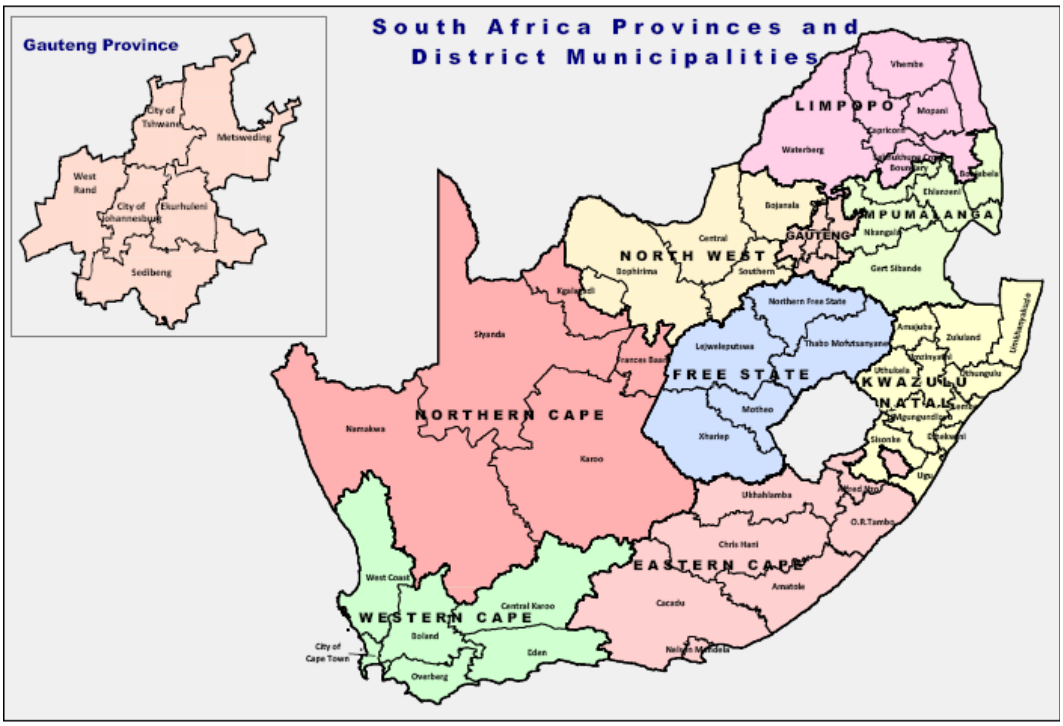
Country of origin	Right to enter – Right to stay & work	No right to enter – Right to stay and work	No right to work	Total SADC immigrants
	A	B	C	D=A+B+C
Angola	61	6 125	4 016	10 202
Botswana	7 017	-	45 515	52 533
Dem. Rep. of Congo	797	28 309	52 293	81 399
Lesotho	79 132	-	317 938	397 070
Madagascar	-	-	-	-
Malawi	1 077	-	70 616	71 693
Mauritius	563	-	36 898	37 460
Mozambique	81 692	160 000	245 147	486 839
Namibia	163	-	21 419	21 582
Seychelles	-	-	-	-
Swaziland	14 473	-	103 079	117 552
Tanzania	79	-	5 187	5 267
Zambia	972	-	63 755	64 727
Zimbabwe	12 597	646 484	1 250 000	1 909 081
Total	198 624	840 918	2 215 863	3 255 406

Source: DNA calculations, drawing on various sources

[75] Trois catégories de personnes peuvent être considérées comme étrangers illégaux : les entrants en règle qui dépassent la durée de leur permis; les entrants qui ne sont pas en règle et qui restent sur le territoire; certains ex réfugiés mozambicains qui peuvent avoir obtenu ou le statut de réfugiés ou avoir été amnistiés, mais n'ont pas rempli les formalités et sont sans papiers (Wa kabwe et Landau, 2009).

Cartes 6 et 7 : Distribution des personnes nées au Mozambique par Province-municipalité en Afrique du Sud





Source : South Africa census 2001

En ce qui concerne les migrations illégales, les sources disponibles présentent de très fortes disparités de 2 millions (DHA, 1994) à 8 millions (SA Police, 1995) et même 12 million (HSRC 1995). L'évaluation la plus fiable semble se situer autour de 5 à 6 millions d'illégaux (Wa Kabwe-Segatti et Landau, 2008)[76]. En complément de ces données, des études récentes d'autres champs académiques portent sur les migrants « invisibles » des zones périurbaines et estiment qu'ils constituent la vaste majorité des étrangers en Afrique du Sud (Minaar et Hough, 1996; McDonald, 2000; Crush et McDonald, 2002; Landau, 2006).

Cette section B a montré l'importance et la diversité des éléments du contexte qui sont intervenus dans l'économie politique de la sous-région, et de positionner le Mozambique et la région sud comme une zone d'étude pertinente et répondant à notre problématique.

De par son histoire, le Mozambique concentre sur une période relativement courte, le passage d'un Etat colonial à une économie de marché, coupée par une période socialiste et de guerre civile, qui permet de saisir les adaptations des stratégies des familles sur un laps de temps relativement court, quasiment à l'échelle d'une vie. Le Mozambique, de par ces traits, est aussi représentatif d'autres pays de la région qui ont constitué des réserves de main d'œuvre pendant la période coloniale, et dont la trajectoire de développement est marquée par la migration et des problématiques démo-économiques proches (Malawi, Angola, Swaziland…).

C - Migration et stratégies des ménages ruraux mozambicains: enjeux pour un développement rural inclusif de la région sud

Nous présentons ici le contexte socio-économique actuel du Mozambique tout en situant ses spécificités afin d'illustrer la façon dont elles font écho aux questions soulevées dans la problématique de la sous région (cf. section A). Ainsi, nous verrons que dans le contexte « d'impasse de transition » et de pression des migrations, l'étude des stratégies et des recompositions des systèmes d'activités des familles mozambicaines en lien avec les migrations est intéressante de plusieurs points de vue. D'une part, au regard de l'histoire nationale et régionale (cf. section B), nous verrons que le Mozambique est entré tardivement mais brusquement dans les processus d'insertion à l'économie mondiale. Cette insertion s'est

[76] La plupart des estimations semblent se baser sur une enquête menée par le "*Centre for Socio-Political Analysis of the HSRC"* entre décembre 1994 et juin 1995. Plus récemment, des travaux du *Southern African Migration Project* et d'autres organisations ont généré des estimations plus modestes. Ainsi le nombre total d'étrangers -légaux ou non- serait estimé entre 1 et 3 millions.

accompagnée par une croissance économique et de fortes inégalités, tout en présentant une transition démographique parmi les moins avancées du sous continent et une croissance de sa PEA parmi les plus fortes, soulevant la question de l'emploi. D'autre part, nous soulignerons les particularités d'une mondialisation tardive des migrations, mais également leur intensité actuelle au niveau international vers le pôle régional qu'est l'Afrique du Sud et au niveau national, sur fond de différenciation régionale héritée. Enfin, au regard de ce contexte socio-économique renouvelé, nous présentons les antécédents des travaux au Mozambique sur les systèmes d'activités et stratégies des familles rurales et les formes d'organisation socio-économiques en lien avec la migration, pour souligner à la fois leur importance et leur faible visibilité. L'ensemble de ces éléments permettra d'aboutir sur la formulation de la question factuelle qui a guidé la recherche.

1) Croissance, inégalités et pauvreté rurale dans le contexte de libéralisation économique : une transition démo économique « désamorcée » (1992-2012)

Après les premières impulsions en 1983 avec le 4e congrès du parti (Cf. section B, 2), le gouvernement mozambicain est depuis engagé dans une politique de libéralisation et d'intégration à l'économie mondiale. Il a poursuivi les réformes de marché et a démantelé presque tous les appareils de planification et de contrôle qui caractérisaient le pays jusqu'au milieu des années 1990[77] (Kyle, 2003a), suivi d'un passage à la propriété privée et à l'économie de marché (Pitcher, 2002). Le pays a également initié un processus d'intégration commerciale avec l'entrée dans la SADC en 2008. L'élimination des barrières commerciales est prévue d'ici 2015 (Castel Branco, 2005). Les années post-guerre ont ainsi été marquées par un capitalisme agressif avec un retrait de l'Etat de l'économie. La période est caractérisée par la mise en œuvre d'un processus de privatisation généralisé[78] - les petites entreprises sont cédées aux membres de l'élite du Frelimo et les plus importantes aux compagnies étrangères - et par une corruption croissante (Hanlon et Mosse, 2010). En corollaire, avec une place dominante du FMI puis de la Banque Mondiale dans la politique économique nationale[79], le

[77] Par exemple, fermeture des industries de noix de cajou et de coton.

[78] Pour plus de détails sur les politiques de privatisation, cf. Pitcher M. A., (2002), *Transforming Mozambique: The Politics of Privatization, 1975-2000*, Cambridge University Press., chap 3-5.

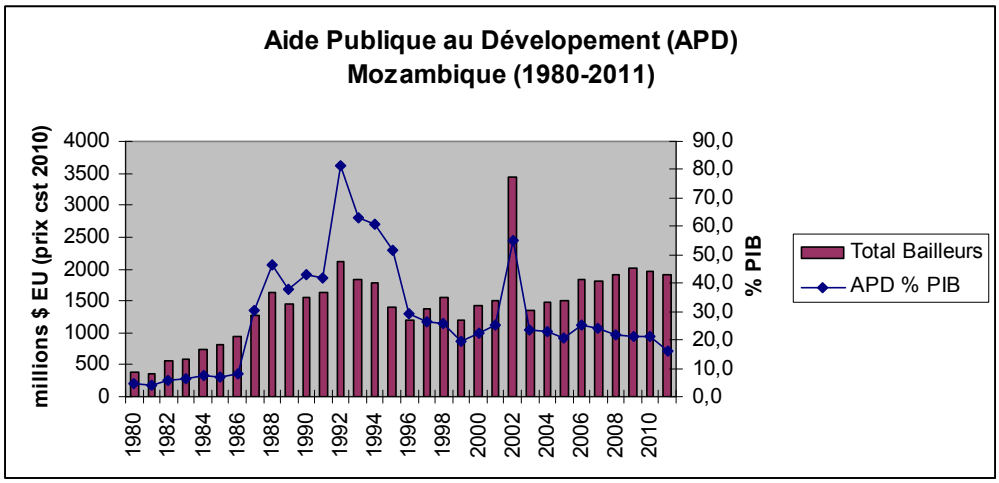
[79] Dans les années 1990, le FMI a éclipsé la BM comme principale institution influente sur la politique économique. Celui ci a imposé un dur programme d'ajustement structurel qui incluait des limites à la reconstruction post guerre et des limites sur les dépenses en santé et éducation. Le FMI contrôlait aussi le montant de l'aide que pouvait recevoir le Mozambique.

pays est rapidement devenu un élève favori des bailleurs (« donnor darling ») (Hanlon et Mosse, 2010). L'APD représentait jusqu'à 80% du Revenu National Brut ou 48% du budget de l'Etat en 2004 (De Renzio et Hanlon, 2007). En 2011, elle en représente à peine 20% (cf. figure 13 et tableau 9).

Tableau 9 : aide par habitant, Mozambique et voisins (Aide hors appui à la dette)

	$ per capita ODA			HDI Rank	GDP Rank
	2006	2007	2008		
Rwanda	58	71	90	167	168
Mozambique	**64**	**79**	**89**	**172**	**169**
Zambia	63	70	87	164	152
Malawi	42	48	56	160	172
Tanzania	43	51	54	151	157
Uganda	48	53	52	157	163
Zimbabwe	22	37	49		
Swaziland	39	46	49	142	109
Africa South of Sahara	32	37	44		

Source: OECD 2010; UNDP 2009 dans Cungara et Hanlon (2010).



Source: OCDE, data extracted on 18 Feb 2013 09:37 from OECD.Stat

Figure 13 : aide publique au développement (APD), Mozambique (1980-2011)

Les résultats de ces réorientations en matière de politique économique ont été frappants. Avec un revenu moyen par habitant de 154 US$ en 2000, le Mozambique était l'un des pays les plus pauvres du monde mais il a également été l'une des économies à croissance la plus rapide pendant les années 1990 (Kyle, 2003b). Des taux de croissance de 10% ont été enregistrés jusqu'au début des années 2000, malgré des catastrophes naturelles qui ont causé plusieurs périodes de croissance négative (Kyle, 2003b). Ainsi, la croissance du Mozambique

est l'une des plus longues enregistrées des pays à faibles revenus. Depuis la dernière enquête ménage l'économie a continué sa croissance vigoureuse avec une croissance du PIB d'environ 7% par an depuis 2003 (5% per capita) (The World Bank, 2008). Aujourd'hui le PIB par habitant atteint les 2 000 US$ (cf. figure 14).

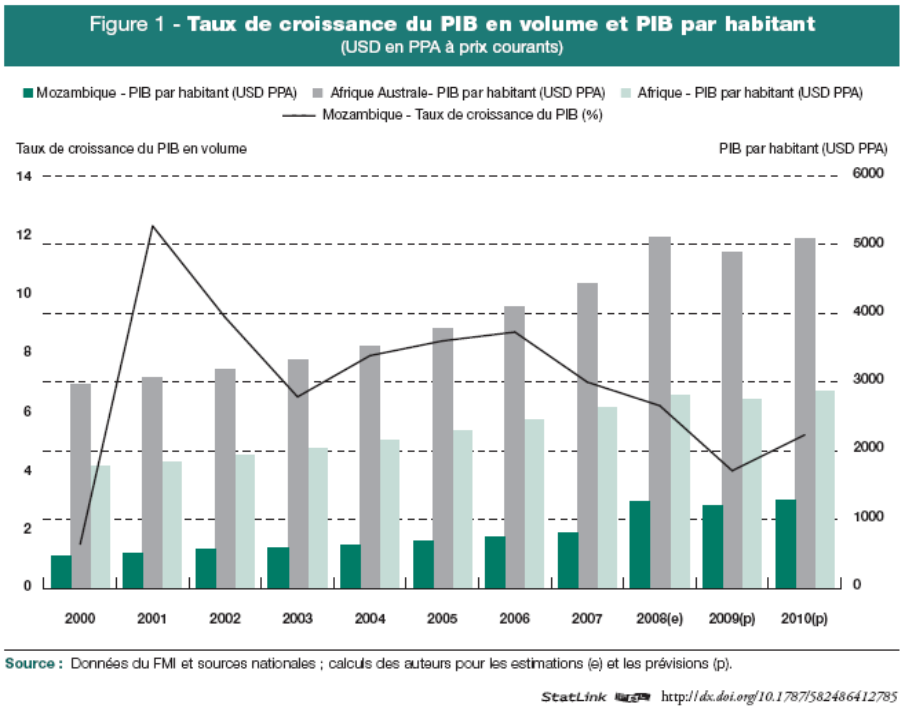
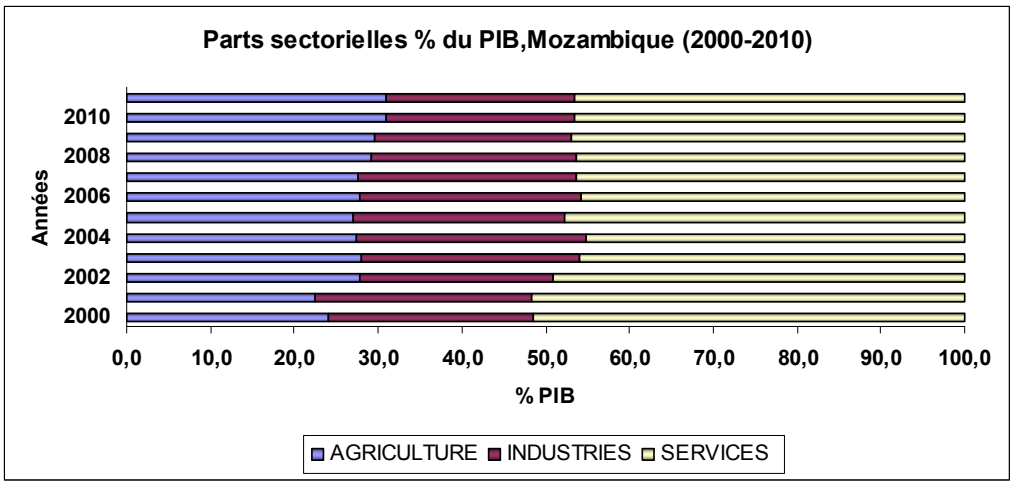


Figure 14 : taux de croissance du PIB en volume et par habitant (2000-2010)

Malgré ses fondamentaux positifs, la remarquable croissance du Mozambique n'a pas donné lieu à une véritable transition économique. De fait, 70% de la population mozambicaine vit en zone rurale. Malgré une progression des secteurs industriels et des services, le secteur agricole représente encore le secteur d'insertion de l'essentiel de la population (plus de 80% de la force de travail et 70% des ménages en 2003 identifiaient toujours l'agriculture comme leur principale activité économique) et environ ¼ du PIB (27,4% en 2007, 32% en 2011) (cf. figure 15).



Source : Estimations sur la base des données de l'Institut national de statistique

Figure 15 : parts sectorielles dans le PIB % (1996-2004) et 2007

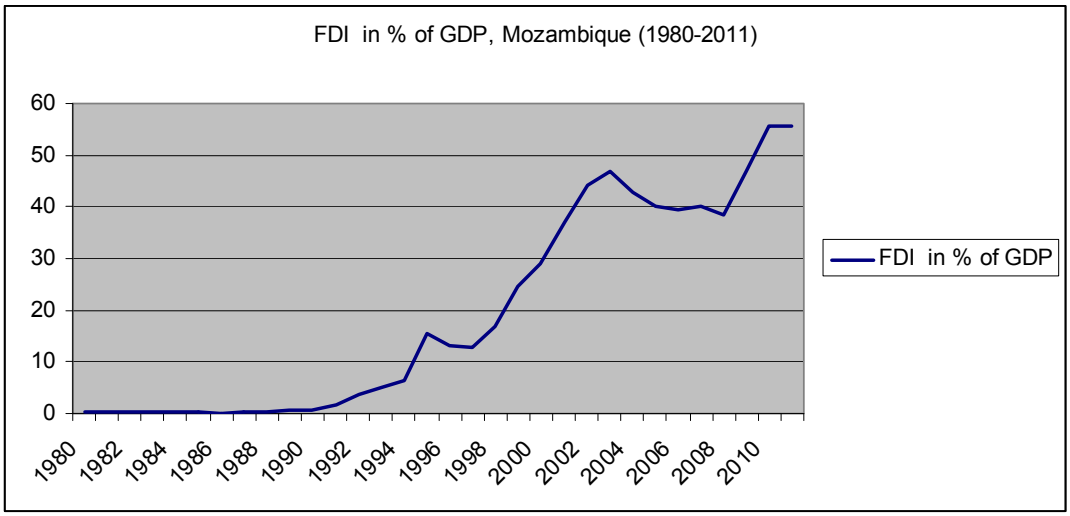
Cette croissance soutenue - d'abord guidée par des investissements en capital physique - a réduit la pauvreté monétaire de 69% de la population en 1997 à 54% en 2003[80] (Cf. section B 3). Cependant, la majorité de la population du pays est restée sous la ligne de pauvreté en 2002/03 avec 51,5% en zone urbaine et 55,3% en zone rurale. En 2008, l'Enquête Agricole Nationale montre que loin de diminuer, la pauvreté et les inégalités continuent d'augmenter (Cunguara et Hanlon, 2010). Ces éléments ont amené à remettre en cause le consensus de Washington et la fin de la période du capitalisme promu par les bailleurs, pour laisser place à un capitalisme d'élite politique (Hanlon et Mosse, 2010).

C'est là le problème du développement au Mozambique aujourd'hui. Le développement capitaliste est inégal et les investissements favorisent certaines zones et secteurs alors que les moins bien dotés sont délaissés (Kyle, 2003b).

Bien que la croissance économique du Mozambique soit l'une des plus fortes en Afrique au cours des dernières années, l'essentiel de cette croissance est liée au

[80] La vie de la plupart des mozambicains s'est améliorée de façon drastique dans la décennie qui a suivi la guerre civile et les premières élections libres de 1994. Les revenus des ménages et la possession d'actifs (asset holdings) a augmenté, ainsi que l'accès et la qualité des services publics. Malgré ces améliorations, nombre de mozambicains sont toujours parmi les plus pauvres au monde. Plus de la moitié de la population vit dans la pauvreté, avec des écarts persistants entre les résidents urbains et ruraux, les hommes et les femmes et les pauvres et les riches (The World Bank, 2008).

développement de « méga projets » [81] (Castel Branco, 2008) largement appuyés par le stock d'IDE (investissements directs étrangers) qui ont augmenté de façon fulgurante, de 29,1% du PIB en 2000 à 44,8% et 55% en 2002 et 2010 (cf. figure.16), mais avec une absorption limitée de travailleurs non qualifiés (Castel-Branco, 2008 ; Castel Branco, 2008b).



Source: elaborated from http://unctadstat.unctad.org/TableViewer/tableView.aspx

Figure 16 : investissement étranger direct au Mozambique (1980-2011)

Pour créer des emplois salariés, le Mozambique a besoin d'IDE dans les industries intensives en travail. Or, les IDE jusqu'alors largement orientés vers des grands projets industriels intensifs en capital ne créent pas les emplois nécessaires[82]. Même avec un accroissement des emplois salariés dans le secteur industriel, le Mozambique ne peut créer des emplois suffisamment rapidement pour absorber les nouveaux entrants de la PEA, qui devrait plus que doubler d'ici 2030 (The World Bank, 2008). Cette lente transition économique est en effet à mettre en regard avec le fait que la population mozambicaine continue d'augmenter à un rythme élevé, problématique pour être accompagné des capacités physiques et institutionnelles nécessaires afin de garantir un niveau de vie décent à tous (cf. figure 17) (Francisco, 2012).

[81] Sur les caractéristiques des mégaprojets et leurs contributions et effet d'entraînements sur l'économie mozambicaine voir (USAID, 2004b).

[82] Le secteur mozambicain manufacturier est très réduit, concentré sur la transformation agro-alimentaire et celle du bois, à forte intensité capitalistique.

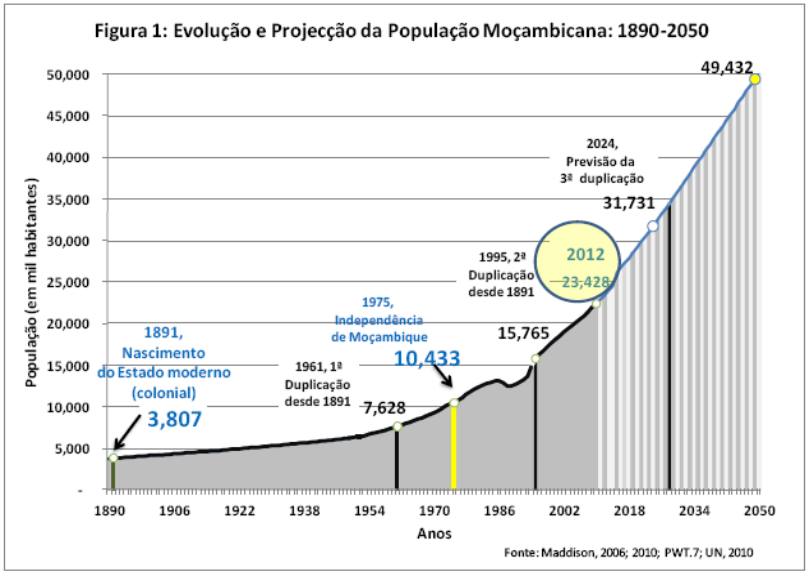


Figure 17 : évolution et projection de population du Mozambique : 1890-2050

Par ailleurs, le secteur urbain informel, qui a jusque là absorbé une partie considérable des personnes sans emploi, est devenu moins favorable pour le surplus de travail rural du fait de la compétition croissante (Castel Branco, 2008). L'ensemble de ces éléments illustrent les limites de l'économie domestique et la situation d'impasse dans laquelle se trouve le pays, doublée d'inégalités croissantes.

Ajouté à ce contexte national, une des spécificités du Mozambique est que les inégalités de distribution de la croissance au niveau national (notamment rural et urbain) sont doublées de la différenciation régionale, produit à la fois de l'histoire politique coloniale basée sur le clivage agro écologique du pays (cf. section B, 1) et des orientations de politiques de développement actuelles.

Nous l'avons vu, de 1890 aux années 1930, la colonie portugaise du Mozambique s'est développée comme un ensemble de régions institutionnellement et économiquement distinctes. Du fait de la domination des compagnies concessionnaires et des liens économiques tissés avec les colonies britanniques avoisinantes, les relations entre les régions au sein du pays étaient souvent inexistantes (Newitt et Tornimbeni, 2008). A la fin de la période coloniale trois zones distinctes coexistaient : une économie paysanne prédominante dans le nord où le coton était produit pour la vente, une économie de plantation dans le centre et une réserve de travail pour la migration dans le sud (Munslow, 1984). Malgré les évolutions et réorientations politiques effectuées depuis 1975, il existe un legs historique important (Kyle, 2003) visible à plusieurs niveaux.

Premièrement, au-delà des traits généraux de l'agriculture mozambicaine[83]qui est avant tout une agriculture de subsistance familiale et de petites structures[84] (90% entre 1 et 1,5 Ha) en pluvial et presque sans accès aux intrants et aux marchés financiers du crédit et de l'assurance (De Vletter, 2006), le sud se différencie toujours en termes de structures et de type d'agriculture. D'abord, au niveau de la répartition des exploitations, le sud comprend 18% des exploitations du pays, par rapport à la région Nord et à la région Centre qui représentent 58% et 24% des exploitations, dont une grande partie des moyennes et grandes exploitations (INE, 2011, cf. chap. III). Par ailleurs, le sud présente une prédominance de cultures de subsistance sans mécanisation et en pluvial, avec des rendements en céréales parmi les plus faibles du pays.

Deuxièmement, le sud se différencie aussi par son degré d'intégration au marché. Avant l'indépendance, les zones sud et nord du pays n'étaient pas intégrées dans un seul marché de produits agricoles et alimentaires. En fait, la zone sud, centrée sur Maputo, importait les produits alimentaires de l'extérieur et les payait essentiellement avec les recettes du travail des migrants en Afrique du Sud. En contraste, les principales zones d'agriculture du centre et du Nord étaient en mesure de produire des surplus, mais ne les commercialisaient pas au sud du pays, mais davantage vers les pays déficitaires de la région d'Afrique australe. Alors que ce schéma continue à l'heure actuelle, les producteurs nationaux auraient à priori un avantage comparatif à produire pour les centres urbains nationaux demandeurs, particulièrement au regard des programmes d'amélioration des routes au début des années 2000. Il semble cependant que les zones les plus favorables de production de grains du centre et du nord vont continuer à exporter vers les pays voisins alors que le commerce nord sud continu de croître (Kyle, 2003a). Ces schémas se retrouvent en partie dans les niveaux de commercialisation des régions ; dans les provinces du nord et du centre (excepté Sofala) entre 20 et 30% des familles ne vendent aucune de leur production alors que dans les provinces du Sud entre 38% à plus de 60% des familles produisent uniquement pour l'autoconsommation (cf. annexe 5 : nombre de cultures vendues 2002).

---

[83] Avec 3,8 million d'exploitations dans le pays, Le Mozambique possède 80 millions d'hectares, dont 36 millions sont cultivables-ce qui laisse un potentiel pour une expansion substantielle. Moins de 15% des terres arables est cultivé avec des rendements très faibles. Voir (INE 2011) et USAID 2004.

[84] Pour la définition des facteurs de classification des types exploitations (petite, moyenne, grande) voir le recensement agricole 2009-10, Résultats définitifs, p11.

Cette différenciation régionale est en partie entretenue par les stratégies de lutte contre la pauvreté incarnée par les différents PRSP. Basées sur une logique coût-bénéfice, elles favorisent les zones à forts taux de rentabilité et tend à accroître les inégalités entre territoires (Kyle, 2004). A ce titre, les projets de développement rural, les investissements publics et étrangers (ou les joints-ventures) tendent en partie à accentuer les trajectoires antérieures basées sur les dotations naturelles, favorisant les provinces greniers du nord (Nampula et Zambezia) et le centre (Sofala) du pays et la province de Maputo qui regroupe à elle seule plus de 30% des projets et montants investis, essentiellement agroindustriels[85]. En revanche, la province d'Inhambane n'a reçu que 5% des projets et 2% des financements (Benfica *et al.*, 2002; Bias et Donovan, 2003).

Enfin, en contrepartie de ces divisions entre régions, à la fois liées à l'héritage de la politique migratoire coloniale et aux orientations des politiques de développement actuelles, la migration internationale et interne est aussi clairement différenciée géographiquement avec le sud du pays fortement intégré dans les flux de migration régionale, et le centre et le nord très peu (Black et al., 2006; De Vletter, 2007). La migration, à ce titre, a été qualifiée d'élément vital pour l'économie de la région (De Vletter, 2000). Cette caractéristique, bien que largement connue des acteurs des sphères politiques et de la société civile n'est pas ou peu détectable et quantifiable dans les statistiques nationales, ni visible au travers de la formulation des plans stratégiques de développement locaux ou nationaux.

Par ailleurs, l'ensemble de ces caractéristiques répond aussi à des différences de niveaux de pauvreté. Notamment, dans la province d'Inhambane, la seconde province la plus pauvre en 1997 après Sofala, la pauvreté n'a diminué que très faiblement, faisant d'Ihnambane la province la plus pauvre du pays en 2003 (The World Bank, 2008).

Ces trajectoires de développement régional différencié au sein du pays, soulignent les spécificités des enjeux de la migration dans les stratégies des familles et pour le développement inclusif de la région sud. Malgré des intentions affichées de politique agricole volontariste, le vaste secteur familial, notamment de la région sud n'a pas bénéficié du soutien attendu. Cela maintient la migration comme une option non négligeable pour de nombreuses familles. Les limites au sein de l'économie domestique, doublées de clivages entre régions, ont amené nombre de ruraux à chercher un emploi en Afrique du Sud (De Vletter, 2007). La prévision d'un nombre croissant de ménages ruraux ayant recours à ce type de migration

[85] Cf. annexe 6 : distribution des investissements par province (1985-2011)

professionnelle en Afrique du Sud devrait retenir l'attention du Gouvernement en termes de priorité actuelle de réduction de la pauvreté (De Vletter, 2006; Cunguara et Hanlon, 2010). La voie des migrations comme sortie d'impasse, loin de se réduire malgré les tensions sur le marché du travail (cf. point B, 3) apparaît ainsi comme une alternative constante mais dans un contexte et des dynamiques renouvelées[86].

Cependant, malgré les forts liens entre les marchés du travail mozambicains et sud-africains, très peu d'études systématiques existent sur les schémas de migrations et leurs implications dans les zones d'origine (Black et al., 2006a; Gallego et Mendolaz,. 2011).

2) Dynamiques migratoires post apartheid renouvelées (1994-2012)

En effet, en parallèle de ce contexte économique national, et en écho aux mutations des migrations à l'œuvre en Afrique australe après la fin de l'apartheid (cf. B, 3 et A, 2), la période récente montre de nouvelles dynamiques et réorientations des migrations mozambicaines, venant interroger leur rôle dans les processus de développement et dans les stratégies des familles.

Nous l'avons vu (Cf. B, 3) la (ré)insertion de l'Afrique du sud dans l'économie globale a vu de nouvelles vagues de travailleurs itinérants, certains légaux, d'autres sans papiers, venus de la région de la SADC. Les lois d'entrée, légale ou non-autorisée ayant été élargies, l'Afrique du Sud est devenue une destination pour les Africains en quête d'un asile, ceux pratiquant le commerce avec les pays voisins, les étudiants et les hommes d'affaires, associé à de nouvelles motivations et opportunités de migrations encore assez mal comprises (Crush et McDonald, 2000).

Malgré son caractère limité et peu visible au sein des statistiques officielles, les quelques recherches représentatives à grande échelle permettent de caractériser et d'estimer ce que représente la migration pour l'économie mozambicaine. Depuis 1992, et la fin de l'apartheid et la guerre civile, réfugiés et exilés sont en partie retournés dans leurs pays, et des milliers d'autres ont profité de l'opportunité pour changer de lieu de travail et de vie ; les schémas établis de migration internationale et interne se sont intensifiés et modifiés de façon

[86] L'accord de 2005 entre le Mozambique et l'Afrique du Sud pour l'abolition des visas conditionnels (Octroi de visas d'entrée automatique sans conditions et valide un mois pour tous les mozambicains) est un indice du relâchement graduel (du contrôle) du mouvement de mozambicains à la recherche de revenus en Afrique du Sud.

diverse (Black *et al.*, 2006a), associés à l'émergence de nouvelles pratiques davantage inscrites dans la circulation.

Tout d'abord, à l'instar de la sous région, la migration mozambicaine est essentiellement une migration intra-régionale vers le pôle principal qu'est l'Afrique du Sud (95% des migrants) et masculine (Pendleton *et al.*, 2006). Par ailleurs, les données montrent une hausse du stock de migrants depuis l'indépendance et particulièrement sur les 20 dernières années, de 60 000 en 1980 à 450 020 en 2010. Cela représente 1,92% de la population en 2010, proportion restée assez stable depuis la fin de la guerre (UNDP, Trends in Total Migrant Stock, 2009 Revision). Selon (Black *et al.*, 2006a) environ 500 000 migrants mozambicains travaillent en dehors du pays, plus que dans n'importe quel secteur de l'économie nationale. Environ 80 000 d'entre eux sont employés légalement dans l'industrie minière sud africaine, les autres travaillent dans les secteurs de la manufacture, de l'agriculture commerciale, les services et dans le secteur informel (Black et al., 2006a). Une autre caractéristique majeure de la migration mozambicaine post guerre en Afrique du Sud est sa nature illégale, liée à l'attraction du marché du travail sud africain pour nombre de mozambicains (Black et al., 2006). L'importance de cette migration de travail a un impact significatif sur le schéma de développement du Mozambique, particulièrement dans les régions rurales du Sud (Gallego et Mendolaz, 2011)[87].

Cet accroissement du nombre de migrants s'est aussi accompagné de celui du volume de transferts. Des travaux estiment que les transferts annuels à travers les canaux formels représentent 32 millions de dollars $ EU. De plus, les transferts informels et les transferts en nature font que la valeur globale représente une contribution majeure pour les moyens d'existence des mozambicains et pour les gains du commerce extérieur du pays (Black *et al.*, 2006a, Black *et al.*, 2006). Dans ce sens, une étude plus récente évalue le montant annuel de transferts vers le Mozambique à 1,588 milliard de Rand (210 million $EU) sur un total moyen

[87] Avec les opportunités réduites de créations de revenus, les implications d'un plus grand nombre de chercheurs d'emploi peuvent se traduire par une plus grande propension à l'exploitation. A la différence des mines et d'autres secteurs, les mozambicains engagés dans le travail agricole ou l'emploi informel tendent à faire face à des situations et conditions rendant les visites régulières à leur foyer difficiles et l'accumulation d'épargne à partir de très bas salaires quasiment impossible (de Vletter, 2006).

de 11 milliards Rand (1,47 milliard $EU) pour la SADC[88](Truen et Chisadza, 2012). Par ailleurs, environ la moitié de ces transferts seraient informels (cf. annexe 7 : estimation transferts informels), en partie du fait que le coût de transferts entre les deux pays est l'un des plus élevés au monde avec des frais moyens de 36 dollars pour l'envoi de 200 dollars (cf. tableau 11).

Tableau 10: estimations des transferts depuis l'Afrique du Sud vers la SADC, 2012

Country of origin	Migrant population estimate	% remitting estimate	Total remittances - high end estimate R million	Total remittances - low end estimate R million	Total remittances – mid- point estimate R million
Angola	10 202	40.0%	29.2	20.2	24.7
Botswana	52 533	55.0%	216.0	149.5	182.7
Dem. Rep. of Congo	81 399	35.0%	148.1	102.6	125.4
Lesotho	397 070	55.0%	1 994.5	1 514.0	1 754.3
Madagascar	-	35.0%	-	-	-
Malawi	71 693	35.0%	146.8	101.6	124.2
Mauritius	37 460	35.0%	98.0	67.8	82.9
Mozambique	486 839	55.0%	1 781.8	1 395.4	1 588.6
Namibia	21 582	40.0%	61.7	42.7	52.2
Seychelles	-	35.0%	-	-	-
Swaziland	117 552	55.0%	462.3	320.0	391.2
Tanzania	5 267	35.0%	12.0	8.3	10.1
Zambia	64 727	35.0%	147.3	101.9	124.6
Zimbabwe	1 909 081	75.0%	7 910.8	5 476.7	6 693.7
Total	3 255 406		13 008.4	9 300.9	11 154.6

Source: DNA calculations

[88] Pour ce calcul, on estime le total des migrants mozambicains en Afrique du Sud à 519 000 individus. Si les 456 500 qui ne sont pas des mineurs transfèrent 15% moins que la moyenne, en accord avec le faible PIB par habitant du Mozambique et donc les gains à priori moindre des individus, et que 55% des migrants effectuent des transferts (1$EU=7,5681 ZAR au 1/03/2012).

Tableau 11 : les 10 couloirs de transferts les plus chers, 3e trimestre 2011

Rank	Sending country	Receiving country	Total cost of remitting $200
Top 10 most expensive country pairs			
1	Tanzania	Rwanda	$ 49.19
2	Tanzania	Uganda	$ 49.19
3	Tanzania	Kenya	$ 47.20
4	South Africa	Zambia	$ 44.66
5	Japan	Korea	$ 38.01
6	Japan	China	$ 36.91
7	South Africa	Mozambique	$ 36.11
8	Japan	India	$ 35.93
9	South Africa	Botswana	$ 35.81
10	South Africa	Angola	$ 35.77
South African country pairs outside the top 10			
13	South Africa	Zimbabwe	$ 34.07
26	South Africa	Malawi	$ 29.80
31	South Africa	Lesotho	$ 28.59
32	South Africa	Swaziland	$ 28.59
116	United Kingdom	South Africa	$ 16.07

Source: http://remittanceprices.worldbank.org/Country-Corridors, accessed 3 February 2012

Tableau 12 : caractéristiques des migrations et transferts Mozambique

	Mozambique
% migrants in South Africa	96.4%
% migrants working as mineworkers	31%
% migrants working as professionals	1.7%
Average cash remittances per annum	R 2 606.84
Money sent by taking it personally	43.0%
Money sent with friends	35.9%
Money sent via taxis or buses	8.1%

Source: Pendleton et al 2006

Ainsi, si on prend en compte les estimations incluant la migration informelle et en supposant que 90% de la migration et des transferts concernent la région sud du Mozambique (de Vletter, 2007), nous sommes en présence d'un corridor important et ancien avec un poids très important pour l'économie locale en termes de pourcentage du PIB régional et du taux de migration de la population active. Ces chiffres sont peut-être comparables à ceux de pays d'autres continents avec des réseaux migratoires plus visibles et structurés, comme en l'Amérique Latine, mais dans un contexte démo-économique complètement différent.

En plus des migrations internationales vers l'Afrique du Sud, une forte dynamique de migrations nationales est à l'œuvre depuis l'indépendance (Lacharte, 2000). Si ces mouvements concernent l'ensemble du pays, là encore la région sud semble se distinguer. En

effet, selon l'étude de (de Vletter, 2006) malgré la forte dépendance du marché du travail sud-africain, le développement économique au sein du sud Mozambique a réussi à absorber presque la moitié (47%) des travailleurs provenant des zones rurales de la région sud. La plupart de ces travailleurs sont situés en dehors de leur district d'origine, en contraste avec la large majorité des travailleurs situés proches de leur foyer dans le centre et le nord.

Enfin, au-delà de la constance et de l'importance des migrations et des transferts, les études portant sur la période récente soulignent l'émergence de nouvelles pratiques des migrants mozambicains répondant au processus de mondialisation et à des formes variées de circulations.

Sans nier l'existence de formes de réseaux antérieurs comme pendant la période coloniale (Newitt et Tornimbeni, 2008) on assiste à un renouvellement et un renforcement de ceux-ci. Selon Ramos Cardoso et Maharaj, (2010) en Afrique du Sud les migrants mozambicains illégaux ont été l'objet de forts niveaux de xénophobie, exploitation et reconduite, forces sociopolitiques contre lesquelles les réseaux sociaux sont largement inefficaces. Cependant, à travers les réseaux sociaux, la migration des mozambicains sans papiers en Afrique du Sud devient un processus circulaire auto-entretenu difficile à contrôler. Ainsi, ces réseaux facilitent la migration illégale entre le Mozambique et l'Afrique du sud. Les réseaux de migrants peuvent être considérés comme des convoyeurs spatiaux de capital social, et opérer transnationalement à trois endroits : dans les communautés d'origine, aux frontières et dans les zones d'arrivées (Ramos Cardoso et Maharaj, 2010).

Par ailleurs, et en lien avec l'expansion des réseaux, Lubkemann, (2000) montre l'émergence d'une communauté immigrante transnationale reliant la région de Machaze du Mozambique avec les communes du Vaal en Afrique du Sud. Depuis le début du XXe siècle, Machaze compte sur l'immigration. Mais la guerre civile au Mozambique a radicalement altéré la structure et les implications de la migration machazienne ainsi que les stratégies de mariage. Pendant la guerre et depuis, la polygamie transnationale est devenue plus évidente. Par l'intermédiaire de la transnationalisation, la polygamie a émergé comme une stratégie visant à faire face à l'instabilité politique et à l'insécurité économique. La polygamie transnationale a fondamentalement altéré la structure des ménages machaziens et la signification du mariage, de la migration, de la communauté et de l'identité. Dans le même sens, (Black *et al.*, 2006a) avancent qu'un nouveau phénomène observé récemment est le

maintien par les migrants d'un foyer et de dépendants simultanément en Afrique du Sud et au Mozambique avec des implications considérables pour les familles mozambicaines dépendant des gains du migrant[89].

L'ensemble de ces observations témoigne du processus de mondialisation des migrations à l'œuvre dans le pays et la sous région (cf. section A, 2). Face à l'importance des flux migratoires entre les deux pays et à ces pratiques renouvelées, et au fait que la migration joue un rôle crucial pour les moyens d'existence de milliers de familles (Black *et al*., 2006) et pour une grande partie de la population rurale du sud, quel est le rôle de ces mobilités au sein des stratégies des familles ? Dans quelle mesure cela est-il pris en compte dans les analyses des stratégies des ménages ?

3) Stratégies des familles rurales, diversification et migrations, faible visibilité et timide débat

De même que nous l'avons souligné pour l'Afrique subsaharienne, la diversification des activités dans les stratégies des familles rurales mozambicaines, y compris la migration, ne sont pas nouvelles. Une littérature non négligeable sur l'économie rurale mozambicaine a porté, il y a déjà quelques années, sur l'incidence et le rôle du travail salarié agricole, la croissance du phénomène migratoire dans l'articulation des économies de la région et dans le système de production colonial, l'articulation entre l'économie de plantations et l'économie paysanne et les effets de la commercialisation croissante de la production paysanne (Head, 1980; Head, 1981; O'Laughlin, 1981; Wuyts, 1981; CEA, 1982; Castel-Branco, 1983; Van Den Berg, 1987; Wuyts, 1989; Castel-Branco, 1994). Certains travaux plus récents ont réinvesti ces débats avec des informations sur les structures sociales en zones rurales et les formes de production différenciées (O'Laughlin, 1996; Wuyts, 2001). Bien que cette littérature soit essentielle pour comprendre l'évolution historique des processus de changement agraire, des structures sociales rurales et des dynamiques de l'emploi rural, aujourd'hui peu de travaux sur les thèmes agraires au Mozambique en font usage (Massingarela *et al.*, 2005). Concernant les 15 dernières années, peu d'études (représentatives

[89] « Une des contre stratégies a été pour les femmes d'aller en Afrique du Sud pour être avec leur époux et réduire la possible émergence de ménages transnationaux. De fait, la migration permanente en Afrique du sud est contreproductive pour le Mozambique. En même temps, dans la mesure où les migrants ont des motivations et des voies pour maintenir le contact, une part des bénéfices reviendront toujours de l'autre coté de la frontière ».

ou non) ont analysé les marchés du travail rural au Mozambique (Tschirley et Benfica, 2000; Massingarela *et al.*, 2005) et les stratégies d'adaptation des ménages correspondantes, en lien ou non avec la migration. L'OIT souligne par là le manque de données sur le travail salarié agricole dans les PED et le besoin de statistiques avec une meilleure couverture et plus désagrégées (OIT, 2003). De fait, les antécédents sur ces questions regroupent trois types d'études : les enquêtes ménages nationales, seules sources permettant une comparaison dans le temps, des études représentatives au niveau de districts ou provinces et des études de cas qualitatives. Nous les abordons successivement afin de situer le Mozambique au sein des constats régionaux sur la diversification et le poids et le rôle des migrations (cf. A, 3) tout en signalant leurs limites et insuffisances et les questions que cela soulève.

Parmi les quelques études comparatives représentatives récentes, une des plus détaillée est celle de (Boughton *et al.*, 2006). Elle analyse la façon dont l'économie rurale a changé au cours d'un laps de temps de six ans. Ils comparent le niveau, les sources et la distribution des revenus des ménages ruraux à partir des enquêtes nationales de travail agricole (TIA 1995-6 et 2001-2). Ils considèrent notamment l'importance relative de l'agriculture par rapport aux activités non agricoles dans les sources de revenus et la combinaison des activités agricoles pour différents groupes de revenus. Ils identifient ainsi plusieurs schémas d'évolutions des revenus des ménages ruraux. Premièrement, les revenus moyens réels par ménage étaient 65% plus élevés et les revenus médians 30% en 2001-02 par rapport à 1995-96. Alors que les ménages, tous niveaux de revenus confondus, ont vu leurs revenus augmenter, le revenu médian pour les 20% du quintile supérieur des ménages était plus du double de ceux du second quintile le plus élevé, et 15 fois le revenu des 20% les plus pauvres. Ainsi à l'exception du premier quintile, les revenus des ménages sont restés très bas. Deuxièmement, les hausses de revenus pour les ménages les plus riches sont venus en premier lieu de salaires et d'auto-emploi qualifiés hors agriculture. Cette voie de sortie de la pauvreté ne sera pas disponible pour la majorité des ménages ruraux à court terme du fait de la croissance limitée prévue de l'emploi, le niveau d'éducation requis, et de la concentration de l'emploi proche de la capitale. Troisièmement, la participation à des activités indépendantes s'est accrue pour tous les groupes de revenus, mais l'essentiel de cette hausse s'est faite autour d'activités d'extraction de ressources naturelles, problématiques du point de vue environnemental. Quatrièmement, la hausse des revenus des cultures a joué un rôle dominant pour les 60% des ménages aux revenus les plus bas, et ont eu la même importance que la croissance des revenus hors ferme pour les 20% des ménages suivants (4e quintile). Cette hausse des revenus

des cultures a été associée à une diversification importante des schémas de production pour tous les groupes de revenus. Cependant, ils soulignent que cette hausse des revenus agricoles a été portée quasi exclusivement par une hausse des prix : la production de la plupart des cultures a chuté, par hectare et par membre du ménage[90], mais les prix ont augmenté plus qu'assez pour compenser. Selon les auteurs ce résultat soulève des questions. L'amélioration de bien être des ménages présentant un accroissement des revenus agricoles est certainement surestimée du fait qu'une part de ce revenu prend la forme de cultures autoconsommées. De plus, une étude montre qu'au moins 61% des ménages ruraux au Mozambique sont acheteurs net de mais (sous forme de grain ou repas) (Boughton *et al.*, 2006)[91]. Enfin, un autre résultat montre que dans l'ensemble, la part relative du revenu des cultures a diminué entre les deux périodes (malgré la hausse des prix), mais est restée de loin la part de revenu la plus importante, contribuant à plus de 80% au revenu total des 60% des ménages les plus pauvres (les trois premier quintiles). La part de revenus salariés a augmenté de 9% en général, mais presque tout l'accroissement concernait les deux quintiles de revenus les plus hauts. Les auto-emplois ont aussi légèrement augmenté leur part générale à 15%, ne concernant que le quintile supérieur et inférieur (cf. tableau 13).

Tableau 13 : part moyenne du revenu total brut des ménages par source de revenu et quintile de revenu 1995-96 et 2001-02

Quintiles of Net HH Income/AE	Gross Crop Income (%)		Livestock Sales Value (%)		Wage Income (%)		Net MSE Income (%)	
	1996	2002	1996	2002	1996	2002	1996	2002
(low) 1	93	86	2	3	3	2	3	8
2	88	85	2	3	1	2	9	10
(mid) 3	81	81	1	3	2	5	16	12
4	79	70	1	3	2	11	17	16
(high) 5	76	45	1	2	2	25	21	27
Total	83	73	1	3	2	9	13	15

Source : Boughton *et al.* 2006

Par ailleurs, pour les 60% des ménages les plus pauvres (quintiles 1-3), les revenus des cultures contribuent entre 77% et 80% de la hausse totale de revenu moyen, porté par la hausse des prix. Pour le quintile le plus haut, par contraste, les revenus des cultures ont

[90] Ils avancent aussi, sur la base d'informations du TIA et d'autres sources, que la productivité agricole du Mozambique n'augmente pas et serait stagnante.

[91] D'autre part, la croissance de la productivité agricole est un élément fondamental pour des accroissements de revenus ruraux durables. Du fait que la plupart des activités non agricoles dépendent de l'agriculture pour générer une demande effective pour leurs biens et services, une productivité agricole stagnante affecterait les possibilités de croissance du secteur rural non agricole.

diminué alors que les revenus de l'emploi salarié des activités de petites entreprises ont augmenté considérablement (cf. tableau 14).

Tableau 14 : changement dans le revenu net du ménage par famille entre 1996 et 2002, et pourcentage de contribution de chaque activité

Quintiles of Net HH Income/AE	Change in Mean Total Net HH Income/AE (2002 contos)	Percent of Change in Mean Total Income Coming from Each Source			
		Net Crop Income	Livestock Sales	Wage Income	Net MSE Income
(low) 1	83	78	5	-3	21
2	141	77	6	5	12
(mid) 3	205	80	8	14	-1
4	431	39	9	38	13
(high) 5	2,362	-8	4	55	49
Total	644	10	5	47	39

Source : Boughton *et al.* 2006

Dans la lignée de ces analyses, les études de (Cunguara, 2008; Mather *et al.*, 2008) prolongent la comparaison avec les enquêtes de TIA 2002-03 et 2005-6 soulignant l'accroissement de la part des revenus hors ferme en le reliant à la sècheresse de 2005. Selon eux, sur la dernière période, la diversification vers des opportunités de revenu hors ferme est importante dans la réduction de la pauvreté des ménages ruraux mozambicains. Selon eux, étant donné la sècheresse généralisée de 2005, il n'est pas surprenant que les revenus hors ferme aient joué un rôle important dans le changement de statut de pauvreté des ménages.

Une seconde source est l'enquête nationale sur les revenus et dépenses des ménages dite IAF. L'enquête de 2002 présente des données selon lesquelles en zones rurales, la production agricole pour compte propre représente en moyenne 65% des revenus totaux (incluant l'autoconsommation qui représente 51% du total), alors que les ventes d'autres produits non agricoles constituent 7%, les recettes du travail salarié (en monnaie ou en espèce) sont presque de 12% (contre 47% en zone urbaine), les bénéfices de négoces 8%, 5% de locations et le reste de recettes extraordinaires (INE, 2003: 57).

En se basant sur les enquêtes IAF (96-97) et IAF (02-03) et la « Poverty & Vulnérability Survey 2006 » une étude comparative sur les voies du développement inclusif au Mozambique (The World Bank, 2008) aborde en partie les questions de stratégies des ménages ruraux et de diversification. Selon les auteurs, la plupart des petits producteurs ont augmenté leurs revenus issus de l'agriculture en 2003 à travers un usage de la terre plus extensif. Cette augmentation du produit par personne a été le facteur le plus important de réduction de la pauvreté en zone rurale, mais a donné lieu à une productivité de la terre parmi

les plus faibles de la région[92]. Selon eux, il y a des limites naturelles à ce processus de production. Notons que cette analyse contredit celle de Boughton *et al*. (2006), qui justifie ces revenus par la hausse des prix plus que par celle de la production. Par ailleurs, ils soulignent que dans les communautés enquêtées, ne pas avoir diversifié était une des caractéristiques importantes de pauvreté. Les petits producteurs qui n'ont pas atteint cette transformation devront compter sur des sources non agricoles (travail salarié ou auto emploi) pour sortir de la pauvreté. Selon eux, la diversité et la complexité des stratégies de moyens d'existence des ménages, bien qu'importante pour l'augmentation des revenus, a aussi accru les risques, notamment, la diversification des activités des ménages vers l'auto-emploi non agricole en zone rurale. Les revenus moyens sont élevés mais les faibles gains sont courants parmi ceux qui diversifient. Nombre de ménages entrés dans le secteur des petites entreprises ou qui commencent à vendre leur travail contre salaire sont restés pauvres - souvent car ils sont entrés sur le marché du travail journalier peu qualifié, comme stratégie de survie. Ceux qui ont perdu leur source de revenu non agricole sont souvent tombés dans la pauvreté.

Des études plus localisées adoptant une méthodologie similaire, voir plus détaillée, viennent corroborer les tendances observées par les enquêtes nationales. Par exemple, une étude dans le district de Boane (région sud). Montre que la majorité des ménages continuent à compter sur l'agriculture comme leur principale source de revenu, elle montre aussi que la proportion de ménages reposant sur des sources non agricoles est plus élevée dans le district de Boane que dans la plupart des autres districts ruraux du Mozambique (certainement lié au biais des enquêtes nationales ci dessous) (Bila, 2009).

En résumé, les résultats généraux issus des enquêtes statistiques représentatives nationales ou plus locales tendent à témoigner d'un certain processus de diversification des activités des ménages, notamment agricole, ainsi que de la complexification des stratégies des ménages ruraux au Mozambique et de la croissance de la part relative de la part des revenus issus d'activités non agricoles. Un autre des aspects important et consensuel à partir de ces études sont les processus de différenciation et d'accroissement des inégalités associés à ces diversifications. Malgré leur importante plus value, ces études présentent de très fortes limites pour rendre compte des réalités du marché du travail rural et des stratégies familiales sous-

[92] Pour des détails sur la productivité agricole au Mozambique, voir le rapport "Tenure (In)security and Agricultural Investment of Smallholder Farmers in Mozambique", IFPRI, 2012

jacentes. En partie du fait de biais conceptuels et méthodologiques, ces enquêtes ne permettent pas de rendre compte de la réalité à différents niveaux : elles ne saisissent pas la grande majorité des activités informelles[93], ni celles à temporalité courte ou occasionnelles ; elles n'enregistrent que partiellement les activités liées à la migration[94] et les revenus issus des transferts, elles restent statiques et ne nous renseignent pas sur l'évolution des activités au cours de l'année, enfin elles ne permettent pas de comprendre les liens entre les différentes activités et le rôle des unes et des autres dans une stratégie globale.

Dans le sens de ces critiques, Massingarela *et al.* (2005) avancent qu'en ce qui concerne l'emploi, les résultats de l'IAF (02) présentent l'image à laquelle nous sommes déjà habitués. C'est l'image d'une grande majorité de la population (environ 50%) vivant d'une activité indépendante, normalement l'agriculture, résultat dans de nombreux cas de l'interprétation problématique des questions sur « l'activité principale au cours des 7 derniers jours », peu pertinente pour les zones rurales ou la saisonnalité et le nombre de petites activités (dites « biscatos » ou « ganho-ganho ») sont des éléments importants des stratégies des familles. Ils avancent que la multiplicité des occupations est un phénomène commun, en zone urbaine ou rurale, mais la nature de cette multiplicité et la quantité de ces occupations peut varier d'un groupe de population à un autre selon l'époque de l'année, l'âge, le lieu et d'autres facteurs. Dans des enquêtes de grande échelle avec des questionnaires sur l'emploi, il est très difficile de capter cette multiplicité. Ainsi, les résultats montrent qu'au Mozambique, 79% en zones rurales et 86% en zones urbaines, ont seulement une activité et 19% et 13% en ont respectivement deux. Or, selon des micro-enquêtes approfondies quali-quantitatives, au Mozambique et dans d'autres pays d'Afrique, il s'agirait d'une approximation incomplète de la réalité de la multiplicité des activités, particulièrement des individus les plus pauvres qui doivent trouver constamment différentes sources irrégulières de subsistance. Par ailleurs, par rapport au statut d'occupation, l'IAF02 n'est pas très différent de l'IAF(97): la grande majorité des individus ruraux apparaissent classés, en termes d'occupation "principale" comme travailleurs familiaux sans rémunération (42%) ou pour compte propre (54%), presque tous, normalement dans l'agriculture (93% du total). Les salariés sont à peine 4% (et

[93] Dans le contexte mozambicain, la notion d'économie rurale informelle est à peine émergente (Massingarela *et al*. 2005).

[94] Ce phénomène est difficile à étudier par enquête représentative unique par questionnaire, qui offre une photo instantanée de la réalité sans montrer les processus et mécanismes de changements. Les récits de vie et autres entretiens approfondis aident à expliquer certains de ces processus et les relient aux réalités actuelles de l'emploi auxquelles se confrontent les familles de cette enquête.

à peine 0.6% comme occasionnels) en zones rurales et 31% en zones urbaines. Selon l'IAF02, l'emploi salarié occasionnel est simplement marginal en zones rurales, ce qui contraste avec la forte prévalence du « ganho-ganho » ou « biscato », comme activités des plus pauvres comme souligné par des études qualitatives (MPF 2001; Whiteside, 2000) et il y a certainement une sous estimation importante de l'emploi occasionnel ou saisonnier. Selon eux, demander à quelqu'un qui a des terres (comme la majorité de la population rurale), son occupation principale et « occasionnelle » est absurde car l'éventualité même de cette occupation la fait difficilement apparaitre comme « principale ». Ainsi, il n'est pas surprenant que cette notion implicite de travail salarié (formel, permanent, urbain, etc.), issue des questions de l'IAF (02) sur l'emploi, soit plus commune parmi les individus des quintiles les moins pauvres[95].

L'étude la plus importante et complète sur le marché du travail rural au Mozambique, conduite dans la région nord par (Massingarela *et al.*, 2005)[96] permet d'aller plus loin en dépassant certains de ces biais méthodologiques et en détaillant sur des aspects déterminants pour mieux saisir la réalité[97]. Pour cela, le groupe cible sélectionné est constitué de travailleurs salariés en zone rurale, c'est à dire d'individus qui travaillent en zone rurale pour une autre personne ou une entreprise (permanents, saisonnier, occasionnels) et qui ne sont pas couverts d'une façon ou d'une autre par les statistiques nationales. Cette étude permet ainsi d'apprécier et de fournir des informations sur: le rôle du travail salarié dans les stratégies de survie des familles pauvres; les différences entre les diverses formes de travail salarié, en distinguant les conditions de travail, la fréquence et la rémunération, qui mènent d'un côté à la reproduction de situations de pauvreté extrême ou d'un autre à une sortie de celle-ci; le degré et les formes de segmentation du marché du travail rural, par zones géographiques, secteurs et types d'employeurs ; et enfin l'importance de la mobilité pour l'accès au travail salarié.

---

[95]Ces résultats sont consistants avec le type d'activités liées au travail salarié permanent ou occasionnel tel la construction (42% des hommes salariés occasionnels) et les services (42% des femmes salariées permanentes et 28% des hommes).

[96]Les résultats sont issus de la combinaison d'une enquête quantitative avec échantillon raisonné et d'autres techniques incluant des entretiens avec de grands producteurs dans les provinces de Manica, Nampula et Zambézia.

[97]A travers l'utilisation de méthodes de collecte de données élaborées pour capter la complexité de la participation au marché du travail rural, les modalités de contrats, la multiplicité des activités, la diversité des conditions de travail et les dynamiques de changement qui affectent les travailleurs, qu'ils soient saisonniers, permanents ou simplement occasionnels.

Les informations sur les membres des ménages des travailleurs cibles de l'étude, montrent qu'une proportion très importante d'entre eux participe de fait au marché du travail salarié rural, même d'une manière irrégulière. Cette participation varie d'un ménage à l'autre et en général les moins pauvres ont plus de membres avec un accès à des emplois plus réguliers et des revenus plus stables. La définition plus large du ménage adoptée dans cette étude, a par ailleurs permis de capter des individus tout à fait pertinents pour le maintien économique du ménage, qui seraient restés hors de l'enquête avec une définition résidentielle conventionnelle. Une proportion non marginale de ces derniers participe aussi activement au marché de l'emploi rural. L'étude présente ainsi des résultats sur l'incidence de différentes formes de travail salarié et les différences par régions et zones, en signalant la différenciation entre travailleurs saisonniers de moyennes et grandes exploitations et ceux qui font des activités de « biscato » pour les agriculteurs voisins. Elle présente aussi la fréquence et nature des autres activités de revenus qui complètent le travail salarié agricole. En général, ces résultats donnent une approximation du rôle significatif du travail salarié dans les stratégies de survie des familles pauvres et des formes de différenciation sociales à l'œuvre en zone rurales à travers l'accès à diverses modalités d'emploi permanent, saisonnier ou occasionnel. Un constat important est que la diversification des activités est claire mais l'ensemble d'activités est plus réduit que ce que suggèrent certaines micro-études (et plus important que ce que montrent les enquêtes nationales). De fait, la grande majorité des travailleurs vit normalement de deux activités et typiquement l'une est le travail salarié et l'autre le travail sur leur terre. Ainsi, concernant les travailleurs salariés, les enquêtes nationales conventionnelles indiquent qu'il s'agit d'un sous-groupe de 20% de la population rurale, (avec des différences importantes entre Provinces). Or, avec un ensemble de questions plus spécifiques et dirigées à l'identification des multiples sources de revenu et de la présence du travail salarié rural, la proportion des familles avec des membres participant au marché du travail rural est plus élevée que les estimations actuelles de l'IAF2002-03.

Ils notent par ailleurs que ces activités sont complémentaires et l'agriculture pour compte propre joue un rôle bien spécifique dans la plupart des cas, permettant aux travailleurs de survivre avec des salaires irréguliers et extrêmement bas, et de fait créant les conditions pour que les employeurs, surtout les plus petits, aient un accès à de la main d'œuvre à coût très bas. Mais il existe des différences notables d'insertion au marché du travail entre travailleurs, en particulier sur les aspects relatifs aux conditions de ces emplois, entre ceux qui travaillent pour des exploitations privées (moyennes ou grandes), pour des locaux ou pour des étrangers

venu investir dans le pays. Par conséquent, le degré et les formes de segmentation du marché du travail rural, par zone géographique, secteurs, type d'employeur, est un des principaux résultats de la recherche. Les différences entre les formes de travail salarié, relatives aux conditions de travail (primes, horaires…), à la fréquence, aux modalités et niveaux de rémunération, ont un intérêt car leur existence signale des processus différents, d'un côté, de reproduction de situation de pauvreté extrême, et de l'autre de formes de sortie de la pauvreté.

Concernant la migration, de par le choix du groupe cible (travailleurs en zone rurale), les auteurs soulignent que le questionnaire ne constitue pas une méthodologie adéquate pour capter ce phénomène et les réponses des individus nous donnent uniquement des éléments sur les migrations nationales de long terme[98]. En revanche, à partir des données quantitatives, mais surtout de la recherche qualitative comme les trajectoires des individus sélectionnés, l'étude vérifie l'importance des expériences de la migration pour l'accès au travail salarié, particulièrement les expériences antérieures d'emplois et les connaissances acquises.

Enfin, les résultats font ressortir que si la segmentation par genre, localisation géographique, agricole versus non agricole et par tâches spécifiques, expliquent une partie des différences de conditions de travail et de bien être parmi les 2 600 travailleurs, des aspects plus spécifiques et idiosyncratiques liés au type d'employeur et aux relations spécifiques entre employeur et travailleur, constituent des facteurs essentiels de la segmentation et différenciation du marché du travail salarié rural[99].

Finalement, ils notent que l'hétérogénéité et la segmentation du marché du travail rural ont lieu dans un contexte de changements considérables et en même temps sont distribuées de façon inégale entre les zones rurales du pays. Ainsi, pour comprendre certaines réalités observées aujourd'hui au sein de ces marchés du travail rural, il est nécessaire de connaître et de tirer les leçons de l'histoire longue des profondes transformations sociales ainsi que de l'économie politique des années post indépendance et du conflit qui a suivi (Sender et Cramer, 2006). Mais il faut aussi considérer sérieusement d'autres processus dynamiques de transformations économiques et sociales depuis la fin du conflit en 1992, qui ont eu des effets

[98] A ce sujet, les réponses suggèrent que du total des membres des familles, 17% proviennent d'un lieu différent de l'actuel lieu de résidence ; si on regarde le groupe cible, 28% ont migré à partir de leur localité et 22% viennent déjà d'un autre district ou province du pays.

[99] Cela a des implications. Les interventions qui visent à améliorer la quantité et surtout la qualité de l'emploi salarié en zones rurales doivent se focaliser également du côté de la demande, donc sur la promotion des employeurs qui offrent les meilleures conditions et sur la fourniture d'appuis adéquats pour que les meilleurs employeurs créent plus d'emploi.

sur la demande de travailleurs en zone rurale et la structure segmentée du marché du travail[100].

Même si l'étude de Massingarela *et al*. (2005) donne une vision plus précise de la réalité et de la complexité du marché du travail salarié et des stratégies de diversification des familles à l'œuvre, la visibilité et la connaissance des migrations économiques nationales et surtout internationales au sein de ces stratégies reste très limitée. Ainsi, malgré l'importance et les dynamiques renouvelées des mouvements nationaux et internationaux soulignée par les études migratoires, et leurs conclusions sur son importance pour les stratégies économiques des ménages (cf. C.2), ces études ne permettent pas d'évaluer la place de ces activités dans les stratégies, de comprendre les liens rural-urbain issus de la mobilité et leur rôle dans la diversification des revenus des ménages ruraux mozambicains, ni comment les stratégies de différentes nature sont créées, reproduites ou érodées par la migration.

Nous l'avons dit, concernant la période coloniale et jusqu'à la fin des années 1980, il existe une importante littérature autour du rôle du travail salarié et de la migration dans l'économie rurale et les stratégies socio-économiques des familles, largement ignorée par les travaux récents. Concernant la période de conflit et surtout l'après guerre et la période actuelle, un ensemble de travaux, encore très limité, s'est intéressé à l'importance de la migration et à la place des pratiques liées à celle-ci dans les stratégies des familles rurales au Mozambique.

Une des première études à avoir cherché à comprendre en détail le rôle de la migration dans l'économie rurale et les stratégies des familles est celui de Covane (1996) dans la province de Gaza, couvrant la période coloniale jusqu'à la fin de la guerre (1920-1992). Dans sa revue de la littérature il souligne que parmi les nombreuses études sur la migration, aucune n'examine l'impact des liens socio-économiques entre l'Afrique du Sud et les zones rurales du Mozambique. Parmi les points importants de ses observations, essentiellement qualitatives, il avance que chaque famille avait à tout moment un membre ou davantage, engagé dans le

[100] Ces transformations incluent la réhabilitation des infrastructures dans certaines zones, le flux des investisseurs nationaux et étrangers dans l'agriculture commerciale, l'arrivée de grands producteurs d'Afrique du Sud ou du Zimbabwe (surtout dans les zones à fort potentiel de Manica), la réhabilitation des plantations de thé dans la province de Zambézia, l'intégration de petits et moyens producteurs agricoles aux filières (tabac et coton essentiellement). Dans la mesure où ces transformations et leurs implications pour les marchés du travail rural ont aussi lieu dans d'autres pays d'ASS, certains résultats peuvent être pertinents au-delà des frontières mozambicaines.

travail salarié en dehors de la zone, principalement en Afrique du Sud, et que les transferts constituaient une part essentielle des revenus des ménages. Par ailleurs, il met en évidence les différentes façons dont les travailleurs migrants incorporaient la migration dans leurs activités sociales et économiques dans leur communauté d'origine. Une attention particulière est donnée aux expériences et activités portées par les migrants, dont il conclue qu'elles ne sont pas particulièrement ni directement reliées à l'agriculture.

Concernant l'immédiat après guerre et le début de la période d'économie de marché, Cramer et Pontara (1998) en se basant sur la littérature historique du Mozambique rural et sur les résultats d'une petite étude de cas illustrative de femmes travailleuses salariées sur les champs de coton de la joint-venture de « Lomaco » dans la province de Gaza, avancent que le courant dominant sur le développement rural sous-estime l'importance des forces dynamiques au sein de la société rurale y compris la différenciation sociale et le rôle du travail salarié et les mouvements de population à grande échelle ou plus locaux, dont les évolutions sous jacentes sont peu claires. Selon eux, l'emploi salarié en agriculture, particulièrement impliquant les femmes, et les migrations de travail sont plus importantes que ce que reconnaît la littérature dominante pour la subsistance des plus pauvres au Mozambique.

L'étude nationale[101] plus récente menée par De Vletter (2006) (cf. C, 2) vient conforter ces observations et nous renseigne avec plus de recul sur la période contemporaine, quinze ans après la fin de la guerre. D'une part, les résultats montrent qu'un quart des ménages enquêtés ont au moins un membre engagé dans le travail salarié, et que la distribution des ménages est fortement disparate géographiquement. Plus de la moitié des ménages ruraux de la région sud (55%) ont des membres engagés dans un emploi salarié, comparé à 18% dans le centre et 7% au nord. D'autre part, les opportunités d'emploi salarié au sud sont majoritairement situées à une distance considérable dans un district différent de celui du ménage[102]. Enfin, il trouve que l'ensemble des actifs économiques d'un ménage rural moyen de la région sud est bien plus important que ceux des autres régions du pays. Cette différence peut largement être expliquée

[101] Basé sur l'enquête nationale ANE incluant 4 000 ménages ruraux des régions Centre Nord et Sud du Mozambique. L'enquête MARS a été conduite en 2004 et a impliqué 726 ménages de la région Sud.

[102] Dans le nord et le centre, plus de la moitié des travailleurs salariés sont employés dans le même district que leur famille (73% et 58%, respectivement). Parmi les ménages avec des salaries, 75% dans le sud étaient absents de leur résidence (compare à 32 % au Centre et 41% au Nord).

par le phénomène de migrations économiques. Sa conclusion est que les zones rurales du sud du Mozambique, avec une agriculture moins productive que les autres régions, sont aujourd'hui plus développées et ont de meilleures conditions de bien être que les autres zones rurales.

D'une part ces conclusions interpellent fortement quant au biais de l'enregistrement des activités de migration des enquêtes nationales. Bien que les niveaux de couverture, les méthodes et les indicateurs de mesure des revenus et de la pauvreté utilisés ne soient pas exactement les mêmes, les résultats et conclusions sur les niveaux de bien être et de pauvreté des ménages des analyses de De Vletter, vont dans un sens opposé à celles des enquêtes IAF, réalisées presque au même moment. En effet, selon l'IAF, la pauvreté à Inhambane, la seconde province la plus pauvre en 1997 après Sofala, n'a diminué que légèrement, et est devenue la province la plus pauvre du pays en 2003 (The World Bank, 2008). D'autre part, si on met les résultats de De Vletter pour la région nord, en perspective avec ceux de l'étude de Massingarela *et al.* (2005), dont le groupe cible ne comportait pas de chefs ménages migrants, la proportion du groupe des travailleurs salariés évaluée par De Vletter est beaucoup moins importante (7% contre environ 25%). Cela souligne les difficultés et la fiabilité relative de ces études et le manque de consensus qui prévalent à ce sujet.

Dans ses analyses concernant la région sud, montre que les transferts d'argent sont la source de revenu la plus fréquente (75% des ménages) suivie de transferts de biens (64%) (cf. tableau 15 et annexe 7). Les revenus du travail salarié (national) sont cités par 1/3 des ménages (34%). Les contributions des migrants fournissent la part de loin la plus importante des revenus des ménages, bien que presque un quart (22%) des ménages de migrants ne reçoivent pas de transferts monétaires (De Vletter, 2007).

Tableau 15 : revenus des ménages par sources (région Sud,Mozambique, 2004)

	Responses	% of households	% of responses
Wage work	243	33.5	13.6
Casual work	103	14.2	5.8
Remittances – money	548	75.5	30.6
Remittances – goods	466	64.2	26
Income from farm products	161	22.2	9
Income from formal business	30	4.1	1.7
Income from informal business	157	21.6	8.8
Pension/disability	23	3.2	1.3
Gifts	22	3.0	1.2
Other	23	3.2	1.3
Refused to answer	11	1.5	0.6
Don't know	4	0.5	0.2
Total	1791		100

Source: MARS.

Selon lui, depuis la fin de la guerre, il y a une tendance à investir les revenus de la migration dans des activités de commerce du secteur informel tenus par des membres de la famille sur place[103]. Les mozambicains en Afrique du Sud peuvent bénéficier de services de distribution d'une large variété de biens, services qui permettent des envois fiables et à un coût accessible, directement vers leur communauté d'origine. Le travail minier en particulier a toujours offert la meilleure des options économiques pour la majorité des chercheurs d'emploi ruraux du sud et leur a permis de construire et d'établir leur foyer de base en zone rurale, mais à un coût social considérable. Ainsi, les mineurs mozambicains peuvent être vus collectivement comme une élite salariale. Certains ménages avec plusieurs générations de mineurs semblent avoir accumulé des actifs et une capacité de production domestique qui les mettraient au dessus du statut économique d'autres ménages engagés plus récemment dans la migration vers le secteur minier. Cependant, une proportion significative de ménages avec un membre migrant dans les mines peut être considérée comme pauvre. Il souligne également que la différenciation entre ménages est encore plus marquée lorsqu'on regarde l'ensemble des ménages avec migrants. Les opportunités de travail à l'étranger et les conditions des migrants, particulièrement depuis la fin de l'apartheid, sont devenues beaucoup plus variées, menant à un plus fort degré de différenciation entre ménages que celui qui prévalait jusqu'en 1990 (de Vletter, 2000). Enfin,

[103] Il note que bien qu'un grand nombre de ménages présentent des migrants et des membres faisant des navettes comme travailleurs salariés au sein de l'économie nationale (surtout dans l'enclave industrielle de Maputo-Matola), le flux le plus important de travailleurs à la recherche d'un salaire continue de se faire vers l'Afrique du Sud, resté le choix favori comme source de revenu des hommes mozambicains des zones rurales (et souvent urbaines).

l'étude montre que la nature des migrations a considérablement changé au cours des 15 dernières années avec l'effacement de la migration minière et le nombre croissant de jeunes hommes mozambicains face à un nombre limité d'emplois. Selon lui, dans les années à venir, avec des montants de transferts de plus en plus réduits (du fait de gains moins importants) et des mécanismes pour effectuer les transferts plus limités qu'ils ne le sont pour les mineurs et les travailleurs dans d'autres secteurs, plus privilégiés, les bénéfices économiques des mozambicains de s'engager dans une activité en Afrique du sud devraient diminuer substantiellement.

Ce point de vue, fondé sur la crise du marché du travail sud-africain et un durcissement potentiel du contrôle migratoire, ne semble pas tenir compte de l'importance des liens rural-urbain liés à la mobilité (cf. C, 2), à travers les phénomènes de réseau migratoires, de l'émergence de formes d'organisations transnationales des familles ainsi que la transformation ou l'apparition d'institutions en lien avec la migration qui soutiendraient la pérennité des migrations économiques dans les stratégies des ménages. Ces pratiques et institutions émergentes liées à la migration, différentes de celles documentées dans la littérature coloniale et post coloniale, questionnent leur rôle renouvelé dans l'évolution des stratégies des familles.

En effet nous l'avons vu, à travers les réseaux sociaux, la migration de travail des mozambicains sans papiers en Afrique du Sud devient un processus circulaire auto entretenu difficile à contrôler (Ramos Cardoso et Maharaj, 2010).

En lien avec l'expansion des réseaux, (Black *et al.*, 2006a) avancent qu'un phénomène observé récemment est le maintien par les migrants d'un foyer et de dépendants simultanément en Afrique du Sud et au Mozambique avec des implications considérables pour les familles mozambicaines dépendant des gains du migrant. Dans le même sens, Lubkemann (2000) a montré l'émergence d'une communauté migrante transnationale reliant la région de Machaze du Mozambique avec les communes du Vaal en Afrique du Sud. Pendant la guerre et depuis, la polygamie transnationale est devenue plus évidente. Par l'intermédiaire de la transnationalisation, la polygamie a émergé comme une stratégie visant à faire face à l'instabilité politique et à l'insécurité économique. La polygamie transnationale a fondamentalement altéré la structure des ménages machaziens et la signification du mariage, de la migration, et de la communauté.

Plus récemment, Gallego et Mendolaz (2011) avancent qu'il y a peu de travaux sur la façon dont la migration exerce un coût social au sein des économies d'origine. Ils soulignent en particulier le besoin d'analyser le rôle de la migration dans la participation des familles aux réseaux sociaux de leurs communautés, particulièrement dans le sud Mozambique, où les arrangements et les relations sociales, souvent étendus au delà de la famille, constituent un objet d'investissement essentiel pour les moyens de subsistance. A partir d'une étude quali-quantitative représentative dans deux districts de la région sud, ils analysent le rôle des migrations de travail dans la participation des ménages à des groupes et à la coopération entre ménages au sein de la communauté d'origine, tout en montrant les liens avec les stratégies et les moyens d'existence des ménages migrants. Ils trouvent que les ménages avec migrants « qui ont réussi » (recevant des transferts ou dont les migrants reviennent) s'engagent davantage dans les réseaux sociaux communautaires. Les résultats suggèrent que des liens migratoires stables ou une plus grande stabilité de revenus via les transferts tendent à diminuer les contraintes de participation et à accroître l'engagement du ménage dans des arrangements de coopération dans leur communauté d'origine. Selon eux, ces résultats fournissent de nouvelles avancées sur la façon dont la mobilité professionnelle, comme élément clé du processus de développement, affecte les institutions au sein des communautés d'origine. Ceci a des implications importantes pour les futures recherches questionnant dans quelle mesure la migration peut générer des externalités positives à un niveau agrégé. Par ailleurs, ils soulignent que bien que l'analyse soit conçue pour le contexte du Sud Mozambique, les résultats ont des implications pertinentes plus générales si on considère la nature de plus en plus circulaire et temporaire des flux de migrations dans différentes parties du monde et les liens persistants que les migrants contemporains maintiennent avec leur communauté d'origine.

Les observations ci-dessus sur les conclusions et sur les limites des différentes sources d'informations quant au marché du travail rural, notamment quant au travail salarié, aux migrations professionnelles et en général aux stratégies de diversification des familles, ont des implications en matière de politique publique avec des visions sont souvent polarisées

D'un coté, une partie dominante de la littérature s'entend sur le besoin de prioriser la stabilisation de la population rurale au sein d'une petite agriculture familiale, avec des droits fonciers assurés. Des hypothèses économiques et présupposés politiques sous-tendent ce consensus, ainsi qu'une antipathie commune pour l'agriculture de grande échelle, qu'il s'agisse des plantations coloniales, les fermes d'Etat socialistes ou les entreprises agricoles

capitalistes représentant des intérêts extérieurs (Cramer et Pontara, 1998). Ces visions s'appuient surtout sur les enquêtes statistiques nationales, sources principales pour la formulation des politiques agricoles et de développement rural. Cela peut être problématique car la potentielle sous estimation du marché du travail rural non agricole de ces enquêtes relativise l'importance des processus de diversification agricole et tend à favoriser des visions agrarienne de développement prônant avant tout un secteur agricole familial diversifié (Boughton *et al,* 2006).

D'un autre côté, un courant plus récent[104] souligne que les marchés du travail rural sont centraux pour les besoins d'un grand nombre de ruraux africains pauvres ; les résultats de ces enquêtes plus détaillées contrastent avec l'idée qu'ils sont d'une pertinence limitée pour les politiques de réduction de la pauvreté en Afrique (Cramer *et al.*, 2006, 2008). Selon Bila (2009), le rôle du secteur non agricole dans la contribution à la réduction de la pauvreté dans le pays semble avoir été survolé dans les stratégies de développement actuelles, or l'expérience internationale a montré que les sources de revenu rural non agricoles, principalement au sein du secteur familial, sont cruciales pour fournir de l'emploi productif et des opportunités de gains aux personnes pauvres. Par ailleurs, Massingarela *et al*. (2005) avancent que ceux qui travaillent pour autrui en zone rurale ou en ville ne font pas tous partie des plus pauvres, mais nombre des individus et familles les plus pauvres du pays ont une plus grande tendance à chercher des formes de travail salarié éventuel, rémunéré en espèce ou en nature. Leur recherche montre que ces derniers sont particulièrement pauvres mais montre également qu'ils sont hétérogènes, et qu'ils se rencontrent facilement dans l'ensemble du pays. De là, l'importance de l'identification des groupes de population pauvres qui requièrent une attention particulière, c'est à dire qui ont des caractéristiques et des mécanismes de sortie de la pauvreté qui diffèrent du reste de la population.

Empruntant une voie intermédiaire, Tschirley et Benfica (2001) soulignent que la question du développement rural au Mozambique et ailleurs en Afrique subsaharienne ne devrait pas être considérée comme un choix artificiel entre la promotion d'opportunités de travail salarié, ou de l'agriculture commerciale, ou de l'agriculture familiale. La question est quelle est la combinaison des approches nécessaire pour développer une économie rurale diversifiée avec

[104] Les études ci-dessus questionnent le rôle du marché du travail rural et en particulier des activités non agricoles dans la réduction de la pauvreté. Le rôle du secteur non agricole en zones rurales est de plus en plus reconnu, et certains décideurs voient même le développement du secteur rural non agricole comme une des voies de réduction de la pauvreté.

des revenus globaux croissants, améliorant la sécurité alimentaire et une réduction rapide de la pauvreté. Ils avancent que l'agriculture commerciale et l'accroissement du travail salarié rural sont des composantes importantes de telles stratégies, mais que cette stratégie échouera sans un accroissement substantiel de la productivité et rentabilité de l'agriculture familiale.

Notons que dans l'ensemble, ces positions rejoignent ce qu'avançait déjà Hermele (1988, 2001), à savoir que les visions des politiques économiques de la transition vers l'économie planifiée, et de la reconstruction, autant l'une que l'autre ont ignoré l'importance selon laquelle les moyens d'existence des paysans dépendaient de liens complexes et variés entre marché du travail et production domestique. Sous l'impulsion des réformes, les différenciations à la fois sociales et régionales des zones rurales se sont accentuées.

Conclusion chapitre I : La question de recherche dans le contexte du Mozambique

Dans le contexte de différentiel de développement entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, et la position de pôle d'attraction économique régional de cette dernière depuis la fin de l'apartheid, nous avons montré les enjeux des recompositions des systèmes d'activités en lien avec les migrations, en particulier au sud Mozambique. Ces enjeux sont à relier à la fois à l'économie politique entre les deux pays, à l'importance des flux concernés, et à la situation particulière en termes de transition économique et démographique du pays. Par ailleurs, les différents constats ci-dessus soulignent la compréhension limitée des mécanismes sous jacents au rôle des mobilités dans les stratégies des familles et les transformations des systèmes d'activités, et justifient cette recherche.

La question qui guide cette recherche est la suivante : dans le contexte régional post apartheid et démo-économique du Mozambique, les modalités des mobilités des familles rurales sont-elles un élément d'ajustement et d'évolution des systèmes d'activités de par leur poids et la complexification de leurs articulations avec la diversification des activités ? Cela fait appel à plusieurs dimensions :

- dans quelle mesure les migrations économiques des familles rurales mozambicaines ont-elles évoluées et répondent à des formes renouvelées au cours de la période contemporaine, en termes de rythmes, diversification des destinations et des secteurs d'insertion et des conditions de travail ?

- ces formes répondent-elles à de nouvelles règles d'accès et de gestion des actifs dans lesquels les réseaux jouent un rôle renouvelé ?

- de quelle manière les évolutions de ces mobilités contribuent-elles à une recomposition des systèmes d'activités et à de nouveaux modes d'organisation socio-économiques des stratégies des familles rurales : Au delà de l'ancienneté des logiques d'ancrage et de mobilité dans les sociétés rurales les systèmes d'activités de la période récente se caractérisent-ils par une plus grande diversification du fait de cette mobilité ? Cette diversification se fait-elle davantage hors agriculture? Dans quelle mesure la migration est-elle source d'une diversité accrue des situations économiques entre familles ?

II - Positionnements théoriques, cadre d'analyse et hypothèses

Les constats et les questions soulevées au Mozambique dans le chapitre I renvoient à différentes insuffisances au sein des théories économiques pour traiter des liens entre migrations et processus de développement ; selon Taylor (2005), ils constituent un domaine peu étudié en économie. Par ailleurs, si l'attention portée à la migration au sein de la littérature sur le développement date du début des années 1990 (Skeldon, 2008 ; Mc Dowell et de Haan, 1997)[105] elle y est encore considérée de façon marginale (de Haan, 2006)[106].

Au cours de cette histoire récente, le débat s'est en premier lieu essentiellement centré sur les causes ou les conséquences de la migration et le sens de la relation entre migration et développement. Or, les études empiriques passées (Taylor *et al.*, 1996a; Taylor *et al.*, 1996b), et récentes (Özden et Schiff, 2005; Rapoport et Docquier, 2005; Agunias, 2006; Katseli *et al.*, 2006; de Haas, 2007a), montrent que le rôle de la migration et des transferts dans les processus de transformations sociales et économiques dans les sociétés et communautés d'origine sont à la fois complexes et variés (de Haas, 2010) et « la théorie économique n'apporte pas d'indications précises quant à l'orientation de ses effets » (Taylor, 2005 : 230). La nature fondamentalement hétérogène des relations entre migrations-transferts et développement, ainsi que le fait qu'elles varient selon les grilles d'analyse spatio-temporelles choisies, devrait prévenir toute affirmation générale sur la question (de Haas, 2007).

Cette orientation initiale du débat est en partie due au fait que celui-ci a été biaisé par certaines difficultés conceptuelles. On constate une tendance à étudier les causes et les impacts de la migration séparément; et plus généralement, le débat académique a eu tendance à séparer artificiellement les déterminants et effets de la migration des processus plus larges de changement social et économique (de Haas, 2010). « De fait, la migration est considérée comme une variable isolée, marginale ou transitoire » (de Haan, 2006 : 18). Alors que la nature interdépendante ("*interlinked*") des migrations et du développement a été reconnue par le terme "*nexus*" (Nyberg-Sorensen *et al.*, 2002), l'impression est toujours celle de deux

[105] Attention croissante illustrée par les nombreuses recherches essentiellement sur les migrations internationales -souvent guidées par des préoccupations sécuritaires- et la reconnaissance croissante de la migration par les agences de développement.

[106] Malgré le poids des évidences, il semble toujours difficile d'intégrer une compréhension de la mobilité dans les courants dominants des études de développement (De Haan, 2006).

phénomènes indépendants en interaction, plutôt que la migration comme composante intégrante du développement (Skeldon, 1997; Skeldon, 2008).

Une autre difficulté est liée au terme « développement » et au fait que dans les débats autour de migration et développement, la croissance économique est toujours considérée comme étant centrale dans toute analyse sur le développement [107](Skeldon, 2008 ; Taylor, 2005). Cela est en partie lié à une tendance à la normalisation de la pensée du développement depuis les années 1990. Celle-ci s'opère via un double mouvement, à la fois théorique (autour des hypothèses standard) et politique (autour de l'ODM 1 de lutte contre la pauvreté comme critère de l'APD). Cela se traduit par une tendance à l'atténuation des spécificités de l'économie du développement, qui rentrerait ainsi dans le rang du courant dominant, aussi bien du point de vue théorique que des recommandations de politiques économiques (Geronimi, 2008). Or, plusieurs autres variables sont aussi fondamentales, et « le point clé est que le développement doit être désagrégé en des composantes spécifiques avant que tout rôle de la migration dans le processus puisse être évalué de façon pertinente » (Skeldon, 2008 : 4). Notamment du fait qu'il existe entre le développement et les différentes composantes des moyens d'existence des familles rurales un rapport empirique indirect, ceux-ci devraient aussi être considérés comme centraux pour une compréhension des mécanismes en jeu, au-delà du simple effet mesurable de la croissance.

Face à la relation mal établie (*« unsettled relation »*) entre migration et développement (Papademetriu et Martin, 1991; de Haan, 2006) [108], le débat académique s'est élargi et déplacé au cours des années 2000. La littérature met fortement l'accent sur la spécificité du contexte et suggère qu'il existe des insuffisances quant à la compréhension des interrelations entre migration et processus de développement, notamment au sein des zones d'origine (Guilmoto, 1998; de Haan, 2006; Black *et al.*, 2006a) ; les études qui cherchent à éclaircir les rouages

[107] Les économistes se sont peu préoccupés d'estimer les effets de la migration sur la pauvreté tant dans les zones d'origine que de destination des émigrants. Plutôt que d'étudier la pauvreté rurale, ils ont centré leur attention sur l'étude des effets de la migration et des envois de fonds sur les marchés ruraux du travail et sur les revenus des ménages dans les économies d'origine des migrants, et de la façon dont l'immigration influe sur les différentes variables du marché de l'emploi dans les pays d'accueil, telles que la croissance économique globale, le chômage et les salaires (Taylor, 2005:224).

[108] La relation entre le « choix » de la pauvreté et de la migration reste irrésolue. Alors que la pauvreté tend à accroître les incitations à migrer, la pauvreté peut répondre à un manque de ressources pour migrer. De plus, bien que les migrations et transferts devraient stabiliser les revenus du ménage, il y a toujours un débat pour savoir s'ils peuvent durablement améliorer les moyens d'existence et ne mènent pas une dépendance à sens unique envers les transferts (de Haas, 2004).

complexes par lesquels la migration et les envois de fonds restructurent les économies rurales sont encore très empiriques et sommaires (Taylor, 2005).

L'évolution du débat tend donc à s'accompagner d'un changement de paradigme dans la conceptualisation de la migration, orienté vers une vision de « la migration comme une partie intégrante de processus de transformations plus larges, compris (*« embodied »*) dans le terme « développement » mais qui a aussi ses dynamiques internes propres et influe sur ces processus de transformation selon ses propres règles. Ce caractère contextuel (« *contextuality* ») a d'importantes implications théoriques. La migration n'est pas une variable exogène, mais fait partie de processus sociaux, et ses effets sont fondamentalement hétérogènes » (De Haas, 2010 : 2).

Ce nouveau de paradigme est aussi soutenu par des travaux d'autres disciplines s'appuyant sur les théories plus larges de changement social (Castels, 2008) [109]. Appuyées par une convergence d'apports disciplinaires variés et un élargissement des dispositifs méthodologiques, ces approches ont permis de re-questionner la signification des mobilités et leur lien avec le changement social. En particulier, un ensemble d'approches s'est organisé autour de la notion de circulation migratoire (cf. chapitre I). Celle-ci est sous-tendue par l'idée de la mobilité comme un élément organisateur fort des dynamiques sociales pour des individus et des groupes en situation migratoire (Cortes et Faret, 2009). Le terme renvoie aux mobilités des individus, mais aussi des biens et des valeurs, dans un espace structuré antérieurement par des flux migratoires (Simon, 1981). L'élément important est qu'en mettant l'accent sur la dimension répétitive et durable des flux, la notion de circulation vise à ne restreindre l'analyse de la migration, ni aux seules problématiques du départ ou de l'installation, ni à les placer dans des temporalités dont seraient exclues la persistance et la «réversibilité» des mouvements (Domenach et Picouet, 1987; Picouet, 1991).

Les observations et questions empiriques soulevées au Mozambique (cf.chap. I) nous amènent à nous positionner au sein de ce paradigme en construction et notamment en tension face aux trois insuffisances majeures relevées dans la littérature théorique en économie. La

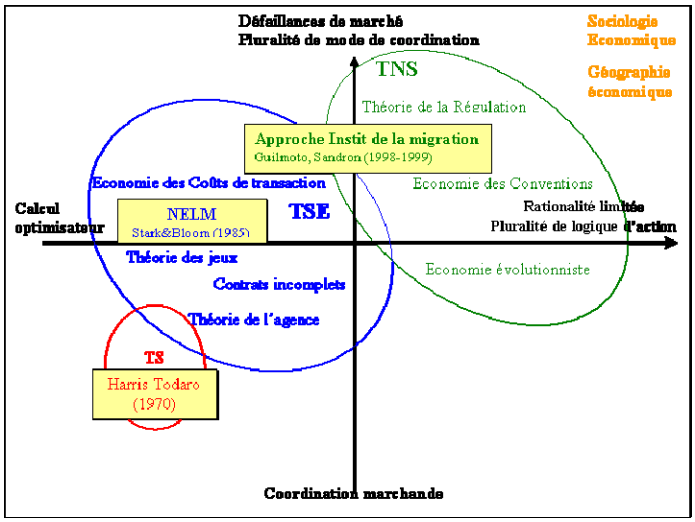
[109]Un cadre conceptuel des études de la migration devrait prendre les transformations sociales comme catégorie centrale, afin de faciliter la compréhension de la complexité, l'interconnexion, la variabilité, le caractère contextuel et multi niveau des processus de migration dans un contexte de changement global rapide (Castels, 2008).

première, comme abordé plus haut, est de ne pas considérer la migration comme une décision individuelle isolée et se centrer sur les liens continus entre les migrants et leurs zones d'origine. A partir de là, la seconde et la troisième sont de prendre en compte les pratiques migratoires et leurs dimensions institutionnelles (de Haan, 1996) et développer les tentatives théoriques et méthodologiques pour améliorer notre compréhension de la migration en situant différents types de mouvements, résidence et d'échanges dans un ensemble de processus liés à la durabilité des moyens d'existence (McDowell et de Haan, 1997).

Pour justifier ce positionnement, dans un premier temps (A) nous présentons les approches et conceptualisation de la migration des théories économiques néo-classiques et structuralistes-historiques en soulignant les paradigmes sous jacents et les divergences (cf. figure 18). Cela sera fait en expliquant dans quelle mesure elles permettent ou non de concevoir la migration comme une partie intégrante des processus de restructuration et de développement et en mettant en évidence leurs faiblesses quant à la prise en compte de la spécificité des mobilités dans le contexte de mondialisation. Dans un deuxième temps (B), en nous basant sur certaines innovations théoriques issues des approches institutionnelles de la migration, nous élaborons un modèle conceptuel pour analyser l'hétérogénéité des interactions entre mobilités et les transformations des systèmes d'activités. Celui-ci permettra de repositionner la migration dans une perspective plus large au sein des sciences sociales en faisant appel aux travaux sur les systèmes d'activités et ceux sur la circulation en lien avec le développement.

A - Sortir des paradigmes déterministes et de la sédentarité

Dans les points qui suivent nous présentons et discutons la conception de la migration au sein de l'approche standard néoclassique et de l'approche structuraliste. Traditionnellement opposées, nous soulignons leurs principales faiblesses pour aborder les interrelations entre migrations et transformations économiques des communautés d'origine et en particulier des systèmes d'activités. Nous concluons, en soulignant leurs liens avec les courants fonctionnalistes et structuralistes de la théorie sociale, leurs visions à la fois individualiste et déterministe.



Source : élaboration à partir de Favereau, 1998

(TS : théorie standard, TSE: théorie standard étendue, TNS : théorie non standard)

Figure 18: positionnement des théories de la migration dans l'histoire de la pensée économique[110]

1) L'approche standard néo classique (1955-1970)

La théorie néo classique conçoit la migration comme une forme d'allocation optimale des facteurs de production à la fois dans le pays de départ et d'arrivée. Dans cette perspective, connue par le modèle de Todaro, le migrant évalue la différence entre les gains attendus du secteur de l'emploi urbain formel et les gains au village ; la réallocation de travail depuis les zones rurales agricoles vers les secteurs urbains industriels, est considérée comme un pré-requis de la croissance économique et du processus de développement (Todaro, 1969; Harris et Todaro, 1970).

Ce modèle dual Harris Todaro est largement basé sur celui du surplus de travail de (Lewis, 1954)[111]. En mettant l'accent sur la modernisation et la transformation de l'agriculture, Lewis prédisait l'accroissement de l'emploi non agricole sans une hausse initiale des salaires réels jusqu'à absorption du surplus de travail. L'égalisation des prix des facteurs (Heckscher-Olin) fait cesser la migration une fois que les salaires des lieux d'origine et de départ convergent (Massey *et al.*, 1998).

---

[110] L'approche structuraliste historique n'apparaît pas car elle ne développe pas de théorie des agents comme telle. Nous la développons du fait de son influence dans les analyses de la relation migration-développement et la pertinence de ses fondements pour la prise en compte du contexte global.

[111] Lewis (1954: 400-49). Voir également Fei et Ranis (1964).

Alors que ce modèle peut aider à analyser les évolutions des marchés du travail en processus de changements structurels (rural-urbain, industriel), il est a priori de valeur limitée en dehors du contexte de telles transformations et pour expliquer les observations d'où sont issues nos questions. Cela pour plusieurs raisons liées :

- tout d'abord, la prise en compte des transferts et de leurs effets sur les communautés d'origine est plus ou moins reconnue mais reste très insatisfaisante. Comme souligné par (Djajic, 1986), la théorie de la migration néo-classique ne considère pas la possibilité de gains pour les individus non migrants, sauf au moment du retour définitif de leur proche. De fait, elle ne fait pas de place aux flux inversés de ressources tels les transferts d'argent vers les pays d'origine (Taylor, 1999 : 65). En effet, elle considère que les migrants sont guidés par le seul principe de rationalité et de maximisation de leur revenus et ne prend pas en compte d'autres motifs de migration, ni l'appartenance des migrants à des groupes sociaux plus larges comme le ménage, la famille ou la communauté (de Haas, 2010). Ce faisant, cette approche exclut aussi tout rôle des réseaux. Selon Taylor (2005), ces modèles de migration à l'échelon individuel n'expliquent pas pourquoi les émigrants devraient partager leurs revenus avec leur foyer d'origine. Le modèle de Todaro ne précise pas pourquoi les pays les moins avancés se caractérisent par des familles dispersées du point de vue géographique (Rosenzweig, 1988) et abordent d'une façon très superficielle les incidences de la migration et des remises de fonds dans les économies rurales. Dans ce type de modèle, les transferts des migrants sont considérés comme de simples transferts de ressources. Ceux-ci exercent, certes, un effet sur la consommation en allégeant les contraintes budgétaires, mais n'ont aucune incidence sur la production, un transfert de fonds ne modifiant pas les revenus des agriculteurs (Taylor, 2005). Ainsi, ils n'étendent pas les effets de l'envoi de fonds à l'aspect productif de l'économie rurale de ces ménages, ni sur leurs systèmes d'activités.

- par ailleurs, le modèle de Todaro considère la migration comme un phénomène transitoire et marginal du processus de développement qui cesse dès que le surplus de travail est absorbé ; mais les capacités limitées des marchés du travail urbain sont sous estimées (de Haan, 2006).

- s'il est a priori pertinent dans le cas de taux de salaires très divergents entre secteurs, ce cadre ignore certaines formes migratoires au moins aussi importantes que celles liées à la modernisation, en particulier les migrations intra-sectorielles rural-rural qui constituent selon nombre d'observateurs une forme de migration très importante dans les pays du sud (de Haas,

2006). De même, il ignore les migrations circulaires, comme celles largement observées en Afrique subsaharienne (Chapman et Prothero, 1983).

- le niveau d'analyse privilégié est celui du marché du travail avec une conceptualisation restreinte aux mouvements hors agriculture, réduisant sa pertinence dans les débats en Afrique, du moins pour les régions où l'urbanisation est restée lente, pour les périodes où les retours en zones rurales ont dominé et lorsque les mouvements au sein de l'agriculture ou du secteur rural ont été prédominants (de Haan, 2006).

En résumé, alors que les théories des années 1960 se situaient au sein de débats sur le changement structurel, « la focale d'analyse du type de celle de Todaro a été les motivations individuelles, ce qui l'a totalement exclu dès son origine des débats sur les transformations économiques et sociétales » (De Haan, 2006 : 12-13).

2) L'approche structuraliste historique et les théories de la dépendance (1960-1980)

A la fin des années 1960, l'approche néo-classique de la migration et son rôle dans le développement sont fortement remis en cause sous l'influence d'un changement de paradigme en sciences sociales. Cela est lié à une évolution vers des visions structuralistes historiques (Frank, 1966), mais aussi suite à un nombre croissant d'études empiriques et de politiques ne soutenant pas leurs visions optimistes (Penninx, 1982 dans de Haas, 2010).

Une interprétation radicalement différente du rôle de la migration est alors donnée par le paradigme historico-structurel sur le développement, lequel puise ses racines dans l'économie politique marxiste (Castels et Miller, 1993). Ce paradigme n'a pas élaboré une théorie de la migration en tant que telle. A partir de théories néo marxistes connexes - théorie de la dépendance (Frank, 1966), la théorie du Système monde (Wallerstein, 1974) et la théorie des causalités cumulatives (Myrdal, 1957) - ils perçoivent la migration comme un résultat naturel des perturbations intrinsèques au processus d'accumulation capitaliste dont les conséquences sont la déstructuration et la dépendance des économies d'origine à l'égard des pays développés. Dans ces perspectives, la migration n'est pas une question de libre choix, mais se caractérise par des individus qui sont forcés de migrer car les structures économiques traditionnelles dont ils font partie ont été minées du fait de leur intégration à l'économie marchande (de Haas, 2007).

Frank (1966), précurseur de la théorie de la dépendance, avance que le capitalisme global contribue au « développement du sous-développement ». De même, les structuralistes

interprètent la migration comme l'une des manifestations de l'expansion capitaliste et des termes de l'échange de plus en plus inégaux entre pays développés et en développement (Massey *et al.*, 1998). Dans la perspective associée de la théorie du système monde (Wallerstein, 1974), l'incorporation des régions périphériques dans l'économie capitaliste est associée à la privation de main d'œuvre qu'elles subissent. Enfin, la théorie des causalités cumulatives (Myrdal, 1957), qui soutient que le développement capitaliste accroît les inégalités spatiales de bien être, peut être appliquée au niveau national et international et se rapproche donc des modèles centre-périphérie et de la théorie du développement néo marxiste. Elle a ainsi été transposée aux visions des structuralistes sur le lien entre migration et développement. La migration est censée bloquer, voir détruire les économies régionales et locales en les privant de leurs ressources humaines, (Massey, 1990; Massey *et al.*, 1993), accroissant leur dépendance à l'égard des pays industrialisés du centre (dont les transferts en sont une manifestation) et incitent à davantage de migration. Les structures productives des zones d'origine seraient progressivement minées, contribuant à une croissance asymétrique - opposé au modèle d'équilibre standard d'égalisation des prix des facteurs (Almeida, 1973). A son tour, cette paupérisation est censée encourager davantage de migration (effet cumulatif).

Malgré la croissance du nombre d'études empiriques dans les années 1970 et 1980 soutenant ces visions structuralistes (Almeida, 1973; Lipton, 1980; Rubenstein, 1992)[112], cette perspective présente des limites pour aborder les questions liées à notre problématique. Ces limites sont en partie reconnues par des travaux récents plaidant pour la construction d'une nouvelle synthèse de l'approche historico structurelle.

Afin de parvenir à une théorie davantage compréhensive des migrations de travail qui prend en compte et relie, le micro et le macro ainsi que le pouvoir de décision individuel et les structures, l'élément manquant serait une théorie du pouvoir de décision des migrants ; Il est assez évident que les revenus futurs jouent dans le processus de décision, ainsi que l'adversité au risque, la relative privation et l'introduction de changements soudains en termes de moyens d'existence. Il est aussi clair que la question de la prise de décision est reconnue être

[112] En fait, ces approches ont retourné l'argument des approches néo-classiques et développementalistes : la migration ne diminue pas mais plutôt renforce les disparités spatiales et interpersonnelles de développement (de Haas, 2007).

complexe, dans laquelle les aspirations et décisions des individus interagissent avec les dynamiques des familles et de la communauté (Abreu, 2010).

En corollaire, un aspect sur lequel cette approche a certainement besoin d'amélioration théorique concerne l'analyse des conséquences de la migration pour les zones d'origine des migrants, un sujet qui a reçu une attention croissante du fait des effets contrastés du « *brain drain* » (fuite des cerveaux) et des flux toujours croissants de transferts (Abreu, 2010). Largement lié aux influences centrales du courant néo-marxiste (« *dependency* » et « *world-systems* »), la perspective historico structurelle a certainement échoué pour répondre à cette question d'une façon suffisamment complexe et dialectique. Au contraire, la tendance a été d'assumer qu'en vertu de la position hiérarchique défavorable dans laquelle se trouvent les zones de production des migrants participant au système global d'offre de travail, cette participation doit inévitablement être néfaste (Petras, 1981).

Enfin, tout comme le modèle standard, l'approche structuraliste privilégie les migrations rural-urbain et les associent à l'installation et l'intégration dans les sociétés d'accueil, ce qui implique la coupure progressive des liens économiques et sociaux avec les sociétés d'origine. En effet, la migration est souvent tenue comme responsable de la rupture des systèmes de parenté traditionnels, la perte de solidarité communautaire ou l'intégrité socioculturelle, et la destruction d'institutions traditionnelles et d'organisations régulant la vie au village et l'activité agricole (de Haas, 1998). La dépendance vis à vis des transferts des migrants est aussi problématique, car cela considère que les transferts vont rapidement diminuer après le retour des migrants ou leur installation et intégration dans les sociétés d'accueil. Ceci implique la coupure progressive des liens économiques et sociaux avec les sociétés d'origine.

Ainsi, la perspective historico-structurelle n'a pas su concilier avec les réalités complexes des interactions entre migration et développement liés à chacun des contextes particuliers (Abreu, 2010).

3) Dépassement des approches déterministes de la relation entre migration et développement ; émergence d'un nouveau paradigme (1990 - 2013)

Jusqu'aux années 1980 les théories économiques de la migration présentaient donc des positions assez polarisées dans leurs fondements et approches (structuralistes vs fonctionnalistes) et niveaux d'observations. Elles ne permettaient de rendre compte que de façon très partielle et superficielle des liens entre les mobilités et la transformation des sociétés rurales, et à fortiori de leurs moyens d'existence. En fait, les deux approches fonctionnent sans prendre en compte les capacités et marges de manœuvre des migrants (De Haas, 2007)[113]. Par ailleurs, reflétant l'idéologie politique dominante de la migration comme un phénomène négatif à contrôler, les études ont négligé les effets de la migration sur les régions de départ (de Haan, 2006).

Dans les années 1980 et 1990, un nombre croissant de recherches empiriques ont émergé, reconnaissant de plus en plus la nature différenciée, non déterministe des effets de la migration (McKee et Tisdell, 1988; Keely et Tran, 1989; Adams, 1991; Jones, 1998 dans de Haas, 2008). Cela n'est à priori le fait de différences de paradigmes - menant à différentes interprétations de mêmes données (de Haas, 2010). Dans ce sens, (Stark, 1982a) pose la question de savoir si le monde académique pendant la dernière décennie a basé ses efforts de recherche sur un ensemble de présupposés inappropriés ou pire sur des postulats invalides.

En parallèle, confortant les travaux d'autres disciplines (Amselle J.L. *et al.*, 1978 ; Le Bris *et al.*, 1985; Skeldon, 1990) sur le mythe de la sédentarité rurale, Mc Dowell et de Haan (1997) et de Haan (1999) font état de la controverse selon laquelle l'essentiel de la littérature sur le développement fait la fausse hypothèse que les schémas sédentaires au sein de la société sont la norme, au lieu de considérer que la migration est souvent la règle plutôt que l'exception.

L'ensemble de ces insuffisances liées à des observations empiriques, a ainsi amené un renouvellement des questionnements mettant en lumière le manque de compréhension des

[113] Alors que les perspectives néo-classiques développementalistes sur le lien entre la migration et le développement tendent à sous-estimer, les perspectives structuralistes tendent à surestimer l'importance des contraintes structurelles et de ce fait fonctionnent également largement sans reconnaitre le rôle des marges de manœuvre individuelles (*agency*). Une perspective théorique améliorée du lien migration-développement doit être capable de rendre compte du rôle des structures - le contexte politique, institutionnel, économique et culturel général contraignant ou favorable dans lequel la migration a lieu - ainsi que les marges de manœuvre des individus - les capacités limitées mais réelles des individus à dépasser les contraintes et a redéfinir les structures (de Haas, 2010)

facteurs expliquant l'hétérogénéité des interactions entre migration, transformations structurelles et développement (de Haas, 2010). Ainsi, la littérature tout « en soulignant fortement l'importance du contexte, souligne un manque particulier quant à la compréhension des interrelations entre la migration et les processus de développement dans les zones d'origine » (De Haan, 2006 : 16 ; Taylor, 2005), notamment « la compréhension limitée du rôle précis de la migration au sein des stratégies des familles, et à un niveau macro, de son rôle dans des processus de changement globaux » (de Haas, 2007 : 5).

Ainsi, les recherches sur la migration, mises dans un contexte de changement social plus large, devraient éclairer comment la dimension développement de la migration affecte les possibilités des personnes pour parvenir à des moyens d'existence durables. « Les moyens d'existences (et la pauvreté) affectent clairement, et sont affectés par la migration, et il n'y a pas de généralisation simple et directe. Il est donc essentiel que la recherche analysant la durabilité des moyens d'existence se penche sur la complexité des processus migratoires, dépendant des contextes locaux » (Mc Dowell, 1997 : 18).

Ces débats sont aussi directement liés à la reconnaissance croissante de l'étendue et de l'importance des mouvements de population au niveau national et international et leur contribution à des moyens d'existence diversifiés (Cramer et Pontara, 1998; Ellis, 2003; Ellis et Freeman, 2004), et à la faible visibilité de la diversification des systèmes d'activités dans les théories du changement agraire (Ellis, 2000).

Face à ces nouvelles questions, l'enjeu est d'élaborer un cadre théorique approprié suffisamment précis pour traiter de l'hétérogénéité et de la complexité des interactions migration développement. Cela passe par des recherches qui doivent « nous aider à donner du sens à des processus et structures sociales qui ne se reproduisent jamais sous la même forme, mais expriment des principes communs de causalité » (Tilly, 1984 dans Skeldon, 1997 : 13). Il s'agit donc de démêler les principes qui déterminent l'hétérogénéité spatiale et inter temporelle des interactions entre migration et développement (de Haas, 2010).

Pour une contribution dans ce sens, depuis les années 1990 et jusque récemment, différentes approches « pluralistes »[114] ont identifié et tenté de dépasser, de façon plus ou moins aboutie, trois dimensions et insuffisances des théories déterministes de la migration:

[114] Terme utilisé par de Haas (2007, 2010).

(i) tout d'abord, sortir du biais de l'isolement et *dépasser la conception du migrant comme un décideur individuel* (actif ou passif) détaché de son environnement. Nous l'avons vu, la focale du type d'analyses suivant celle de Todaro, ne considère pas les raisons pour lesquelles les migrants devraient partager leurs revenus ou autres ressources avec leurs foyers, et les échanges et flux associés à ces décisions. Cela les exclue totalement des débats sur les transformations socio-économiques. Dans ce sens (McDowell et De Haan, 1997) avancent que les décisions de migration ne sont pas prises dans un monde de libre choix dans lequel les individus rationalisent pour maximiser leurs avantages. Dans le comportement humain, il y a des degrés d'autonomie et de contraintes qui influencent les décisions individuelles et de groupe quant à la migration. Ces degrés d'autonomie et de contraintes pourraient être positionnés le long d'un gradient depuis les migrations proactives vers les migrations réactives, où une plus grande liberté dans les situations de migrations proactives permet un plus grand choix au niveau individuel et du groupe (Richmond, 1994). Pour les recherches qui observent différents types de migrations et les facteurs institutionnels qui structurent ces mouvements, cette approche en continuum peut être utile.

En lien avec ce premier point, apparait le besoin de prendre en compte les pratiques migratoires et de se centrer sur les liens continus entre les migrants et leurs zones d'origine (Mc Dowell et de Haan, 1997). La contribution des migrations aux moyens d'existence va dépendre de différents facteurs, tels que la régularité des mouvements, les périodes de temps passées hors du village ainsi que les structures sociales et institutions permettant à ceux qui restent de mener des activités auparavant rattachées au migrant. Ainsi, « de nouvelles recherches devraient développer davantage les tentatives théoriques et méthodologiques pour améliorer notre compréhension de la migration en situant différents types de mouvements, résidence et d'échanges dans un ensemble de processus liés à la durabilité des moyens d'existence » (Mc Dowell et de Haan, 1997:10). Cela implique de prendre en compte les effets de la circulation à deux niveaux, répondant aux deux autres insuffisances théoriques.

(ii) *le manque d'attention aux facteurs institutionnels* pour comprendre les liens entre migration et systèmes d'activités (McDowell et de Haan, 1997; de Haan *et al.*, 2002). Au delà des recherches sur les effets des transferts sur les revenus et la consommation des ménages (Adams, 2004; Lucas, 2005a), on doit davantage comprendre la façon dont les systèmes d'assurances informels fonctionnent entre les migrants et leurs familles (Doss, 2001; Mazzucato, 2009). De plus, les analyses sur la migration et systèmes d'activités tendent à être

statiques, portant une attention limitée aux différents rôles que la migration peut jouer au cours les étapes successives des cycles de vie des ménages (de Haas, 2007).

(iii) *l'insuffisante considération la diversité des pratiques migratoires dans l'analyse des stratégies* et la reconfiguration des systèmes d'activités. « La migration circulaire n'est pas le phénomène transitoire que de nombreuses théories supposent notamment celle de la modernisation. Ainsi davantage d'attention doit être faite aux effets de ces schémas de migration, à la fois sur les zones rurales et urbaines […] en termes de développement et de moyens d'existence » (de Haan, 2002 : 115). Dans le même sens, Guilmoto (1998) affirme que l'essentiel des travaux tend à focaliser sur les migrations de long terme davantage visibles que les circulations de migrants faisant des allers-retours entre leurs villages d'origine et leur lieu de résidence temporaire. Enfin les rôles de la migration nationale et internationale au sein des systèmes d'activités sont rarement vus dans une perspective comparative. Les études tendent à se focaliser sur chacune de ces formes de mobilité, bien que les deux mouvements soient reconnus pour être souvent reliés et pour être une partie des mêmes processus de transformation global (Zelinsky, 1971; Skeldon, 1997 dans de Haas, 2007).

Les efforts pour combler ces trois insuffisances des théories économiques de la migration répondent à l'émergence d'un paradigme considérant la mobilité comme partie intégrante du processus de développement (de Haas, 2010 ; Skeldon, 2008; de Haan, 2006; McDowell et de Haan, 1997). C'est au sein de ce paradigme que nous nous positionnons pour construire notre cadre théorique.

B - Vers une approche plurielle pour l'analyse des interactions entre migrations et processus de développement

Dans un premier temps, nous présentons les fondements des approches alternatives « pluralistes » (de Haas, 2007a),2010) plus élaborées, issue des approches institutionnalistes, avec la Nouvelle Economie des Migrations du Travail (NEMT) et l'analyse institutionnelle de la migration (AIM)[115]. Cela nous amènera à définir les positionnements que nous avons empruntés à ces approches, en soulignant leurs atouts mais aussi leurs limites.

---

[115] Sur les approches institutionnelles de la migration et notamment le rôle de l'assurance et des réseaux dans la dynamique migratoire voir Aknin A., (2001), *Dynamiques migratoires et développement durable : vers de nouvelles réflexions*, UMR IRD-UVSQ, Versailles, Université de Versailles Saint-Quentin, PhD,

Dans un deuxième temps, en nous basant sur des propositions théoriques récentes (de Haas, 2010; Abreu, 2010; de Haan 2006), nous intégrons et amendons les énoncés de l'approche institutionnelle de la migration, celle des moyens d'existence et l'approche de la circulation au sein des théories de la migration, qui partagent des parallèles conceptuels. Ainsi, nous proposons un modèle qui fourni une perspective plus nuancée, et donne plus de marge analytique pour expliquer la nature hétérogène des interactions entre migration et processus de reconfiguration des moyens d'existence.

1) Les apports des approches institutionnelles en économie

Apres avoir exposé les grands principes et focus des différentes voies empruntées par l'analyse institutionnelle, nous identifions quels concepts et définitions nous retenons pour traiter nos questions.

a) La Nouvelle Economie des Migrations de Travail (NEMT)

Dans les années 1980, à la suite d'un essoufflement de ses travaux de recherche et sous l'influence des approches institutionnelles renouvelées, le courant néo-classique cherche à étendre sa méthode et ses concepts aux questions institutionnelles (Chavance, 2007). Il forme la Nouvelle Economie Institutionnelle (NEI) qui va avoir une forte influence dans les études sur le développement[116].

Au moins deux voies d'innovation théoriques – en partie liées et toutes deux connues sous le nom de la NEMT ont permis d'amener l'étude de la migration au delà des motivations individuelles considérant les ménages plutôt que les individus comme unité d'analyse (insuffisance i :*le migrant comme un décideur individuel*). La première voit la migration comme une stratégie d'atténuation des risques en diversifiant les sources de revenus. La seconde considère la migration comme un moyen de pallier aux imperfections de marchés.

La migration est donc analysée comme une stratégie d'atténuation des risques. Cette voie se retrouve dans une littérature économique assez récente mettant l'accent sur la famille et les stratégies familiales comme des éléments décisifs des processus migratoires. Alors que Todaro considérait les individus comme des acteurs rationnels isolés, la NEMT prend la famille comme unité d'analyse : « même si les entités qui s'engagent dans la migration sont

[116] Pour plus de précisions sur les implications de la NEI dans les études sur le développement, voir Nabli M. K. and J. B. Nugent, (1989), *The new institutional economics and its applicability to development*, World Development, 17 (9): 1333-1347.

souvent des agents individuels, la migration économique est plus qu'un comportement d'optimisation individuel. La migration d'une personne peut être liée, cohérente avec, ou mise en œuvre par un groupe de personnes, comme la famille » (Stark, 1991 : 3). La famille est conceptualisée comme une coalition vis à vis du reste du monde, les membres partagent les coûts et les bénéfices de la migration. La migration est perçue comme une forme de diversification de leur portefeuille d'activités par les familles, dans laquelle ils mettent en œuvre des « arrangements contractuels inter temporels » choisis (De Haan, 2006). Les transferts sont l'exemple des « arrangements contractuels inter-temporels » entre le migrant et sa famille, les familles investissant pour le migrant et le migrant pour la famille et les deux espérant des retours de ces investissements. La proposition est que les personnes ou les familles agissent non seulement pour maximiser le revenu mais aussi pour minimiser et étaler les risques. La migration interne et internationale est une réponse du ménage au risque de revenu, et les transferts fournissent une assurance de revenus aux membres de la famille restée sur le lieu d'origine (de Haas, 2010).

La migration est également perçue comme une façon de desserrer les contraintes d'imperfection des marchés. La NEMT place en effet les ménages dans des marchés financiers et d'assurances imparfaits et d'accès limités qui prévalent dans les pays en développement (Stark et Levhari, 1982; Stark et Bloom, 1985; Taylor et Wyatt, 1996c ; Taylor, 1999). De tels marchés sont souvent peu développés ou difficiles d'accès pour les ménages défavorisés. A travers les transferts, la migration peut être considérée comme une stratégie des ménages pour pallier à ces contraintes permettant aux ménages d'investir dans des activités productives et d'améliorer leur bien être (Stark, 1980).

Cette approche présente plusieurs avantages. En effet, le choix du ménage (élargi ou non) comme niveau central d'analyse et la définition de la migration proposée par la NEMT, semblent appropriés pour comprendre la contribution des migrants au processus de transformation des moyens d'existence pour différentes raisons :

- d'abord en conceptualisant la migration comme une forme de diversification des activités de la famille à travers des arrangements entre ses membres migrants et non migrants, elle propose un niveau d'observation opérationnel des processus de transformation des économies des zones d'origine (insuffisance i). Cela fait davantage écho à nombre d'analyses sociologiques ou anthropologiques (et en termes de livelihoods) comme le concept de ménages multi actifs (Krokfors, 1995) ou les études montrant les familles qui investissent dans l'éducation pour la migration vers le secteur urbain formel (Adepoju et Mbugua, 1997) ;

- en second lieu, de par son niveau d'analyse et la conceptualisation de la migration comme un échange inter-temporel, cette approche est mieux placée pour prendre en compte le fait que beaucoup, si ce n'est l'essentiel de la migration est circulaire- c'est à dire constitue des interactions continues avec les zones d'origine plus qu'un mouvement à sens unique d'aller ou de retour - permettant de dépasser la vision « transitoire » de la migration (insuffisance iii : *diversité des pratiques migratoires dans l'analyse des stratégies*). Conceptuellement, la contribution des migrants au processus de transformation des moyens d'existence n'est plus nécessairement liée à la migration de retour (de Haas, 2010). Cependant, comme nous le voyons plus loin, bien qu'elle reconnaisse la nature circulaire de la migration, la NEMT ne s'intéresse pas à ses modalités et logiques dans la stratégie des familles ;

- enfin, l'introduction de la dimension temporelle permet de mieux comprendre les facteurs de répétition migratoire dans le cadre d'un programme d'optimisation inter temporelle. Elle permet également l'intégration de la migration dans une vision globale des mobilités et du capital humain (Jayet, 1996). Dans ce schéma, les échanges entre les membres du ménage ne sont pas censés être réciproques et simultanés, comme lors d'une transaction instantanée, mais ils peuvent être étalés dans le temps et partagés entre les composantes du groupe. Les échanges recouvrent en réalité plusieurs étapes du cycle de vie de ses membres, voire plusieurs générations (Guilmoto, 1998).

Cependant, la NEMT présente certaines limites pour rendre compte des interactions entre mobilités et moyens d'existence.

Si comme nous l'avons dit, l'unité d'analyse est plus satisfaisante que celle de l'individu, la NEMT reste fermement ancrée dans un cadre fonctionnaliste et individualiste (De Haan, 2006). La migration est avant tout vue en termes de fonction économique au sein du ménage (Stark, 1980), sans attention aux facteurs non économiques qui guident les décisions (insuffisance ii : *manque d'attention aux facteurs institutionnels*). Or, les déterminants culturels des formes et compositions des ménages sont décisifs dans la structuration des processus de migration et vice versa (Findley, 1997). (Epstein, 1973) a développé le concept de familles partagées *(« share families »*), comme des unités qui vivent séparément mais s'accordent pour partager la responsabilité de leurs revenus ainsi que leurs dépenses.

Comme dit plus haut, la migration est aussi vue comme une solution aux défaillances de marché de systèmes d'assurances locaux. Les transferts aident ainsi les ménages à gérer l'imperfection ou l'inexistence des marchés d'assurance (chômage, maladie..) en leur fournissant une source extérieure de revenus non soumise aux mêmes risques que les revenus obtenus localement. Alors que cela élargit considérablement l'approche de la simple considération du taux de salaire du modèle de Todaro, cela met l'accent sur une fonctionnalité de la migration qui peut fournir une explication uniquement partielle des mouvements des personnes et donnent peu d'indication sur les liens multiples et bidirectionnels des migrations et transferts avec les processus de développement plus larges (De Haan, 2006).

Alors que les modèles de migrations des ménages semblent une extension appropriée de ceux centrés sur les individus, soulignant la nature circulaire de nombre de migrations contemporaines, ils continuent à isoler les ménages et leurs mouvements des processus larges de développement, sous estimant l'importance des liens bidirectionnels (De Haan, 2006 : 18). Bien qu'ils conçoivent le caractère circulaire des mobilités, en considérant le ménage comme indépendant de son environnement, ils ne permettent pas d'observer la diversité des pratiques migratoires et les structures sociales et institutions associées, entre migrants et ceux qui restent contribuant à la transformation des moyens d'existence (insuffisances ii et iii).

Dans la NETM, trois arguments sont discutés sur les motivations des migrants à respecter le contrat migratoire alors qu'une fois qu'ils ont migré, ils pourraient facilement couper les liens avec la famille et utiliser leurs revenus pour eux. Il s'agit de l'altruisme envers la famille, le désir d'être éligible pour l'héritage familial et l'assurance mutuelle, c'est à dire que le migrant est également assuré par le contrat (Lucas et Stark, 1985; De la Brière *et al.*, 2002). Alors que les deux premiers ont été vérifiés empiriquement, le dernier n'a pas été testé à cause de l'absence de données car très peu d'études systématiques intègrent les migrants eux mêmes (Fafchamps et Gubert, 2007; Mazzucato, 2009). La question reste de savoir comment les arrangements informels fonctionnent sur de larges distances. Hors mis les études de Rosenzweig et Stark, (1989) et Grimard, (1997) peu ont regardé ces arrangements au delà des frontières de la communauté (Mazzucato, 2009), laissant le rôle des réseaux en dehors de l'analyse de la NEMT. Cette conception assume que le migrant sait quelles conditions il trouvera sur le lieu de destination et qu'il est capable de négocier les termes d'un contrat avec la famille. Il est aussi établit que la famille est un ménage, situé à un seul endroit, dont les intérêts et les objectifs vis-à-vis des transferts sont consensuels. Les études économiques de la migration mentionnent la mise en commun des risques (*risk pooling*)

comme motivation possible pour l'envoi de fonds, mais elles se centrent principalement sur la façon dont les migrants assurent leur famille au lieu d'origine, laissant un manque de connaissances sur la façon dont les migrants s'arrangent pour la mise en commun des risques à l'arrivée (Mazzucato, 2009).

En résumé, la NETM n'observe pas l'ensemble des décisions comme les contrats d'assurance mutuels liant le migrant et sa famille quant à la gestion de leurs moyens d'existence (insuffisance ii). Comme stratégie d'étalement des risques de revenus, la NEMT se limite aux arrangements concernant les transferts. Par ailleurs, elle analyse avant tout les effets de ces arrangements et transferts sur la consommation (Mazzucato, 2009).

Ainsi, même si plusieurs des critiques ci-dessus ne semblent pas clairement tranchées, selon ses opposants, la NEMT permet de soutenir les principes fondamentaux de l'économie néoclassique dans le contexte de l'étude et de l'interprétation de différents phénomènes sociaux (Abreu, 2010).

Pour notre démarche, nous retenons l'apport essentiel du choix du ménage comme niveau central d'analyse et la proposition de la migration comme stratégie familiale de dispersion des risques au moyen de la diversification des activités à travers des arrangements entre ses membres migrants et non migrants. Cependant, nous avons mis en avant les limites de la NEMT concernant l'analyse des pratiques migratoires (notamment les effets des réseaux) et les aspects institutionnels et multidimensionnels qui jouent dans les interactions avec les moyens d'existence des familles (insuffisances ii et iii). Nous complétons donc la démarche avec des apports de l'approche institutionnelle de la migration (Guilmoto et Sandron, 1999), voie encore peu développée, qui fait des propositions pour aller plus loin, plaidant pour une recherche qui observe différents types de migrations et les facteurs institutionnels qui la structurent, et permettant de dépasser certaines limites de la NEMT.

b) Approche Institutionnelle de la Migration (AIM) comme processus social multidimensionnel

L'AIM considère que de nombreuses sociétés rurales sont régies par des logiques plurielles, découlant aussi bien des mises en contact avec les mécanismes anonymes du marché que des logiques réputées « traditionnelles ». Dans ce cadre, les différents arrangements institutionnels existants entre groupes ou individus (dont la migration) sont des

supports à la production et à l'échange, et non pas des survivances, supposées irrationnelles, du passé[117]. Ainsi, l'AIM vise avant tout à analyser la diversité des facteurs institutionnels qui interviennent dans les décisions migratoires. Sans mobiliser l'important arsenal institutionnaliste, nous complétons notre cadre d'analyse en adoptant certains positionnements et concepts de cette approche qui nous permettent de mieux appréhender les pratiques migratoires : institution migration, organisation, règles, normes et réseau migratoire.

Partant des mêmes principes que la NEMT, cette approche conçoit la migration comme un contrat implicite inter-temporel liant sédentaires et migrants par lequel les migrants s'engagent à compenser les non-migrants des coûts d'investissements de la migration que ces derniers ont supportés, ainsi que des coûts d'opportunité liés à leur absence (Stark, 1991; Hoddinott, 1994; Lambert, 1994). De telles relations contractuelles sont en général fortement contingentées par un système de normes, règles et conventions, ce qui replace l'étude du contrat migratoire dans un cadre plus vaste : l'institution migratoire.

Ainsi, la nature du contrat migratoire conduit à élargir cette perspective au vaste système de règles, coutumes et conventions dans lequel il s'insère. A partir de la notion de contrat migratoire l'AIM s'intéresse aux individus et aux organisations, à leur mode d'échange et de contrôle, à leurs aspects intergénérationnels. La définition de la migration est ainsi complétée comme « une transaction inter temporelle complexe entre le migrant et sa famille qui correspond à un ensemble de conventions, règles, normes, routines, systèmes de valeurs » (Guilmoto et Sandron, 1999) servant les objectifs des organisations.

On définira les organisations, formelles ou informelles, comme « des ensembles de personnes partageant un objectif commun » (ménage, famille, clan). Plus une organisation est importante, plus elle peut facilement lisser les risques dans le temps et dans l'espace. C'est une des raisons pour lesquelles on observe dans nombre de sociétés en développement une hiérarchie d'organisations (ménage nucléaire, famille élargie, lignage, village, etc.) aux interactions complexes mais en général très bien codifiées.

L'idée centrale est donc de distinguer des individus et des organisations dont les objectifs sont servis par la migration, considérée alors comme une institution.

---

[117] De manière peut-être encore plus prégnante en milieu rural dans les pays en développement, la décision de migrer, même si elle apparaît comme individuelle, prend ses racines dans une stratégie familiale plus vaste, elle-même guidée par une appartenance communautaire ou villageoise.

Par institution, on entendra « un ensemble de règles socio-économiques [...] qui visent à définir les conditions dans lesquelles les choix, individuels ou collectifs, d'allocation et d'utilisation des ressources pourront s'effectuer» (Ménard, 1990 : 15).[118]

Ainsi, L'AIM suggère d'examiner dans quelle mesure l'intensité et la régularité des échanges migratoires sont associées à la formation d'une institution spécifique (Guilmoto et Sandron, 1999). En effet, la migration, comme tout échange, n'est pas un simple déplacement de main-d'œuvre « sans friction ». Au contraire, ce sont les coûts liés à cette transaction qui conduiront progressivement à la formation d'une institution régulant la migration. C'est précisément cette institutionnalisation qui permet de comprendre comment se met en place, dans un contexte donné, un système de contrats tacites entre migrants et sédentaires. Les conséquences qui découlent de l'institutionnalisation seront nombreuses. Elles répondent à l'établissement d'un système parallèle aux mécanismes de marché dans lequel un grand nombre de services requis par les migrants et leurs proches est assuré (Guilmoto, 1999).

Cette approche élargit donc la perspective de la transaction migratoire à l'institution migratoire dans toute sa complexité, c'est-à-dire l'ensemble des phénomènes associés à la migration, tant du point de vue individuel du migrant qu'au niveau collectif des communautés d'accueil ou de départ.

Elle met en évidence les différentes articulations entre la migration proprement dite et les organisations sociales qui y prennent part, comme l'individu, le ménage ou encore le clan. Dans les sociétés rurales en développement, la sphère économique étant rarement dissociée d'autres sphères de l'échange (politique, symbolique, matrimoniale, etc.), la migration vient précisément s'insérer dans un jeu institutionnalisé de pratiques sociales (Guilmoto et Sandron, 1999).

Elle permet d'examiner comment les caractéristiques principales de l'institution migratoire se combinent à la lueur des interactions entre les différents niveaux de décision impliqués. Dans cette perspective, il est important de montrer quels types d'articulation entre les agents et les organisations peuvent créer une institutionnalisation de la migration. Sans cette étude conjointe et imbriquée des stratégies de ces différentes entités, on risque de ne pas comprendre certains comportements que l'on étudierait à un niveau organisationnel particulier. Selon cette acception, la migration est alors perçue comme un processus

[118] Autre définition de Carswell (1997; Leach et al. (1997) : « schémas réguliers de comportement structurés par des règles qui ont un usage largement répandu dans la société » dans (Ellis 2000 : 9).

dynamique qui participe au programme d'optimisation de l'affectation des ressources d'un agent et d'un ensemble d'organisations (Guilmoto et Sandron, 1999).

L'entrée principale de l'AIM est donc avant tout la compréhension de la diversité des types de migrations et des facteurs institutionnels qui la structurent. Ce faisant elle permet aussi de saisir comment à son tour la migration structure le fonctionnement socio-économique des familles et des communautés d'origine. En effet, quelques travaux mobilisant l'AIM ont porté sur l'analyse des liens entre les institutions traditionnelles des sociétés d'origine et les stratégies économiques et migratoires. Par exemple, Lauby et Stark (1988) montrent que les décisions et implications de la migration ne sont pas neutres par rapport aux besoins et contraintes de la famille du migrant qui est restée, et le choix des migrants et des destinations sont largement déterminées par les caractéristiques et règles familiales. Mazzucato (2009), se penche sur les arrangements institutionnels informels entre migrants et non migrants et montre que (a) les migrants (comme ceux qui restent) font également face à des risques et leurs stratégies pour étaler ces risques impliquent des services de la part de la famille et amis à l'origine et (b) dans un contexte transnational de longues distances, il y a des mécanismes de suivi et contrôle. Au Sénégal, Guilmoto (1997) met en évidence que les deux principales formes de mobilité (migration longue et courtes) répondent à des caractéristiques familiales et structurelle communes.

Cette approche est donc utile pour saisir comment les institutions locales structurent le processus migratoire et leurs implications dans les stratégies des ménages. Si l'objectif du ménage et des individus qui le composent, est le maintien ou l'expansion de ses moyens d'existence, cet objectif servi par la migration va concerner l'ensemble des actifs-ressources du ménage, au delà des seuls aspects de diversification et dispersion de risque de revenus.

Le second avantage offert par l'AIM est de permettre l'analyse des réseaux comme une des formes institutionnelles privilégiée de la migration. La migration, en s'institutionnalisant, ne repose pas que sur une idéologie et des routines de comportement. Elle peut aussi s'appuyer sur le réseau migratoire, une institution sociale très puissante dont le rôle crucial a été mis à jour par des travaux de synthèse (Skeldon, 1990; Massey *et al.*, 1993 dans Guilmoto et Sandron, 2000). Les réseaux de migrants sont définis comme des « ensembles de liens interpersonnels, qui relient migrants, anciens migrants et non migrants dans les pays d'origine

et de destination, à travers des liens de parenté, d'amitié et une origine communautaire partagée » (Massey, 1993). Le réseau comprend donc une part d'organisation humaine, englobant tous les relais de la migration des zones de départ aux zones d'arrivée; il comporte aussi un aspect proprement institutionnel, formé d'un système de règles pratiques de fonctionnement du réseau (Guilmoto, 2000).

Puisque l'existence de régularités est une caractéristique primordiale de l'institution, dans le cas des migrations, ceci se traduit par l'existence de « parcours type » des migrants. Dans un cas extrême, les formes de l'échange migratoire couvert par un réseau migratoire local peuvent être essentiellement conventionnelles et correspondre à diverses routines conditionnant la trajectoire des migrants et que décrit la littérature socio-anthropologique sur la question : sélection des migrants, mode de financement du trajet, accueil et insertion selon certaines filières, transferts communautaires d'une part des revenus, sélection de conjoints pour le migrant de retour etc.[119]

Si le ménage, en tant qu'organisation autonome, est perçu de plus en plus comme une unité permettant de se prémunir collectivement contre le risque économique, notamment à travers la migration de ses membres (Rosenzweig, 1988; Lambert, 1994), il n'en reste pas moins qu'il s'inscrit dans une logique communautaire plus vaste (qui va aussi jouer dans les décisions relatives aux moyens d'existence). Pour la collectivité, la famille doit alimenter en migrants le réseau migratoire. Des règles plus ou moins strictes lui suggèrent une répartition de ses membres, par sexe, par âge, qu'il lui appartient de gérer. Un grand nombre de facteurs, réputés exogènes, vont aussi intervenir pour modifier les termes de l'échange migratoire: fermeture de frontière, développement économique, changement des prix et salaires relatifs, conflits sociaux, etc. Il s'agit des changements politiques, économiques et sociaux qui peuvent avoir des effets rapides et profonds sur l'incitation à migrer. De la capacité du réseau à répondre à ces évolutions dépendra l'évolution des dynamiques migratoires locales.

Ce sont principalement ces organisations collectives qui définissent les modalités de la migration, les règles et les sanctions, à travers un contrôle qui vise à la fois à maintenir la cohérence du groupe sur place et à éviter les comportements opportunistes de la part des absents. Leur rôle est donc de parvenir à canaliser une part de l'épargne des migrants vers des

[119] Pour plus de détails sur le rôle des réseaux voir Gurak et Caces (1992), Massey (1988) ou Kritz (1992) et Isabelle Taboada-Leonetti (1994) dans Ma Mung, (1998 : 41).

investissements collectifs et vérifier que l'effet global de la déperdition migratoire ne soit pas trop pénalisant pour la communauté.

Des instruments décisifs pour la préservation des liens socio-économiques entre migrants et sédentaires doivent donc être mis en place au niveau de la communauté. Ils agissent plus précisément sur le système de préférences qui oriente le choix des agents et leur stratégie sur le long terme. Leur articulation avec le seul phénomène migratoire est rarement mise en évidence dans des analyses synchroniques, car l'effet des normes sociales n'apparaîtra clairement que sur l'ensemble du cycle de vie individuel. Par exemple, l'endogamie ethnique ou régionale qui, en encourageant le migrant à trouver son conjoint dans sa région d'origine, consolide ses liens avec sa communauté.

Un dernier avantage de l'AIM est qu'elle permet de saisir les dynamiques temporelles. A travers la mise en place de règles, normes, ou coutumes, l'existence des mécanismes de contrôle évoqués ci-dessus a pour corollaire une certaine rigidité dans les comportements. Or, si l'aspect dynamique des institutions est primordial, il semble que selon (North, 1993), cette question n'ait pas retenu suffisamment l'attention des économistes, qui ne prennent pas assez en compte les analyses historiques. L'analyse institutionnelle ne devrait pas se contenter de rester statique, c'est-à-dire d'expliquer les traits d'un système migratoire fonctionnant au temps t, mais doit permettre d'en comprendre la dynamique temporelle.

Dans le cas des migrations, la stabilité observée se manifeste par un ensemble d'usages concernant l'âge et le statut des migrants, les lieux de destination et les types d'emploi obtenus, la réaffectation d'une part du revenu à la communauté et à la famille, etc. Au sein de l'institution elle-même, ce n'est que dans le cas d'un changement de préférences qu'il y a une remise en cause du système. Un changement graduel des valeurs des agents et des organisations, peut aboutir à des modifications des formes contractuelles et des autres arrangements déjà institutionnalisés. On peut penser que la tendance générale est celle d'une érosion des préférences pour les mécanismes de solidarité collective, du fait de la mise en contact avec de nouveaux systèmes de valeurs plus individualistes, mais la logique collective de ces systèmes reste souvent assez prononcée pour que cette transition endogène soit très lente (Guilmoto, 1997; Guilmoto et Sandron, 1999). Il est également important de noter que l'observation de l'intensité et de la régularité des échanges liés à la migration nous informe aussi sur les situations d'effacement ou de résurgence. Dans la littérature sur les déplacements-réinstallation, il est reconnu que la relocalisation involontaire de communautés ou ménages en période de conflit peut mener d'un coté à une désarticulation sociale chronique

et d'un autre à la création de nouvelles institutions guidant le nouvel établissement ou la ré articulation de la communauté (Scudder, 1997). La recherche sur les migrations a besoin de répondre aux apparentes contradictions entre transformations fondamentales et continuités dans le contexte de la migration et du changement (Mc Dowell et de Haan, 1997).

En conclusion, malgré les innovations théoriques fondamentales des approches institutionnelles par rapport aux approches standards, celles-ci restent incomplètes pour aborder la complexité des interactions entre mobilité et moyens d'existence des familles. Comme présenté ci-dessus, l'AIM s'intéresse avant tout à la compréhension de la structuration des processus migratoires dans ses aspects institutionnels. Alors que la reconnaissance de la migration comme une institution en fait une variable endogène du fonctionnement des communautés, elle ne questionne pas directement les implications des contrats inter-temporels, ou de l'institution migration sur les moyens d'existence et les stratégies des familles. La NEMT quant à elle, fait référence à la migration uniquement en termes d'une catégorie d'actifs des ménages, le travail, dont la mobilité permet la diversification des activités et la réduction des risques liés aux revenus. Cependant les liens entre la migration et l'évolution des actifs et ressources des familles vont plus loin que cela. Les transferts et savoirs envoyés par les migrants à leurs familles, sont décisifs pour maintenir ou accroître le niveau d'autres actifs : épargne, foncier, équipements, élevage, éducation etc. La migration élargit également les réseaux sociaux et accroit le capital social (Ellis, 2003). Les approches en termes de systèmes d'activités (ou livelihoods) qui présentent des parallèles conceptuels avec les approches institutionnelles (de Haas, 2007) vont nous permettre de compléter notre démarche.

2) La migration comme une stratégie de moyens d'existence multi localisés des ménages

L'essentiel des études empiriques sur les « *livelihoods* »[120] (que nous appelons ici moyens d'existence ou systèmes d'activités[121]) se sont attachées à montrer l'importance des

---

[120] Ces approches ont émergé dans les années 1970 parmi les géographes, anthropologues et sociologues menant des micro recherches dans les PED, observant que leurs résultats divers et contradictoires n'entraient pas dans les schémas des approches structuralistes, et soulignaient le rôle fondamental des marges de manœuvres des personnes (« agency ») (Lieten et Nieuwenhuys, 1989).

[121] Il permet d'intégrer deux éléments essentiels : les résultats de l'étude des systèmes de productions agricoles d'une part (Felix, 2004) ; et un concept qui considère la pluriactivité, inscrit ses acteurs dans des espaces différenciés, élargit le champ des ressources que l'on reconnaît comme étant disponibles pour la famille et qui enrichit les registres de rationalité des acteurs. Dans le sens où les différentes

processus de diversification (agricole et non agricole) et ont plus récemment reconnu l'importance de la migration comme une stratégie des ménages (cf. chap. I). Cependant, peu cherchent à expliciter le rôle des migrations dans ces processus de diversification des systèmes d'activités ; les travaux de (de Haan *et al.*, 2000; Ellis, 2003; Ellis et Harris, 2004), ont commencé à aborder ces questions.

En corollaire, les études sur les livelihoods établissent des liens avec les théories économiques du changement agraire (Bryceson, 1999; Ellis, 2000; Bryceson, 2005) mais rarement avec les théories économiques de la migration. (ex. : de Haas, 2007). Or, les approches institutionnelles de la migration et en particulier la NEMT présentent des parallèles conceptuels notables avec les approches en termes de « livelihoods » (de Haas, 2007, 2010). Nous retenons les définitions suivantes de ces approches :

Les *systèmes d'activités* comprennent les capacités[122], les actifs (incluant ressources matérielles et sociales), et les activités requises pour vivre (Carney, 1998). Ils englobent non seulement les activités génératrices des revenus du ménage, mais aussi les institutions sociales, les relations intra ménage et les mécanismes d'accès aux ressources à travers le cycle de vie (Ellis, 1998).

Une stratégie de moyens d'existence peut ainsi être définie comme un « choix stratégique de combinaison d'activités par les ménages et leurs membres pour maintenir, assurer et améliorer leurs moyens d'existence. Ce choix particulier est basé sur un accès (sélectif) aux actifs, la perception d'opportunités ainsi que la nature des facteurs. Comme ceux-ci diffèrent d'un ménage à l'autre et d'un individu à l'autre, les stratégies des ménages tendent à être hétérogènes » (De Haan, 2010 : 17).

Par ailleurs, « la diversification de systèmes d'activités ruraux est définie comme le processus par lequel les ménages ruraux construisent un portefeuille d'activités et d'actifs de

---

activités d'une famille sont en interactions car elles mettent en jeu notamment des capitaux communs dans la plupart des cas limités et parfois des productions, il est possible de parler de système d'activités. C'est donc bien ce système élargi, qui permet d'analyser la cohérence des pratiques et des choix de la famille.

[122] Pour traduire le terme anglophone de *capabilities* nous utilisons ici le mot « capacités ».

plus en plus divers afin de survivre ou d'améliorer leurs standards de vie » (Ellis, 2000 : p17)[123]

Malgré sa fréquente instrumentalisation, surtout dans les études menées en Afrique australe (O'Laughlin, 2001), l'émergence du concept de livelihoods a accompagné la sortie des visions structuralistes historiques relativement rigides vers des approches plus empiriques. Cela va avec l'idée que les personnes - en particulier dans des contextes d'incertitude économique, politique et environnementale - organisent leurs moyens d'existence, non pas individuellement, mais au sein d'unités comme les ménages, les communautés villageoises ou les groupes ethniques (McDowell et de Haan, 1997).

La migration a de plus en plus été reconnue comme l'un des principaux éléments des stratégies des ménages, utilisée pour diversifier, sécuriser, et potentiellement améliorer durablement leurs moyens d'existence, souvent combiné avec d'autres stratégies, comme l'intensification et les activités locales hors agriculture (Bebbington, 1999; Ellis, 2000), (cf. chap I).

Ainsi, il a été reconnu que la migration est souvent plus qu'une stratégie de survie de court terme des populations rurales. Les études empiriques ont mis en évidence que la migration est souvent une décision délibérée pour améliorer les moyens d'existence, permettre des investissements (Bebbington, 1999), et aider à réduire les fluctuations des revenus de la famille, souvent dépendants des aléas climatiques (McDowell et de Haan, 1997; de Haan *et al.*, 2000). La migration peut ainsi être vue comme un moyen d'acquérir un éventail plus large d'actifs qui préviennent contre de futurs chocs (de Haan *et al.*, 2000). Bien que cela ait été principalement appliqué à la migration interne rural-urbain des PED, il n'y a pas de raison à priori pour que cet argument de diversification ne puisse aussi être étendu à la migration internationale.

Cela rejoint fortement les prémisses de la NEMT (et de l'AIM). Les approches peuvent être facilement intégrées si on voit la migration - interne et internationale - comme partie d'une stratégie de moyens d'existence multi-localisés des ménages, pour diversifier leurs revenus et répondre aux contraintes de marchés et autres contraintes structurelles institutionnelles de développement, on se retrouve très proche des prémisses de la NEMT (de

[123] La diversification « comprend la création de diversité comme un processus économique et social en cours, reflétant les facteurs à la fois de pression et d'opportunité qui amènent les familles à adopter des stratégies de plus en plus complexes et diverses » (Ellis 2000 :16).

Haan, 2007). Cela nous amène aussi à questionner la notion de ménage (cf. encadré 4) définie ici comme l'unité qui regroupe un ensemble de personnes engagées les unes envers les autres, par choix ou habitude, à agir comme une unité (Stark, 1991 ; Preston ,1994). L'unité d'analyse est alors le système d'activités conçu comme l'ensemble des actifs et activités des ménages, tant au niveau local qu'en dehors de la communauté. Dans ce cas, il s'agit alors d'un système d'activité multi-localisé.

Encadré 4 : la notion de ménage

Le ménage est conçu conventionnellement comme le groupe social qui réside au même lieu, partage les mêmes repas et prend des décisions conjointes ou concertées sur l'allocation des ressources et la distribution des revenus (Meillassoux, 1981 ; Ellis, 1993). Cela met l'accent sur la co-résidence comme caractéristique clé du ménage. Une conception alternative est l'idée que le ménage regroupe un ensemble de personnes engagées les unes envers les autres, par choix ou habitude, à agir comme une unité (Stark, 1991 ; Preston 1994). Cela met moins l'accent sur la co-résidence et permet la reconnaissance explicite du rôle de membres non résidents à contribuer au bien être du groupe résident.

Une conception davantage étendue dans l'espace du ménage est mieux adaptée que celle fournie par la définition conventionnelle. Les ménages avec des membres travaillant dans les centres urbains ou à l'étranger sont souvent mentionnés comme familles divisées (« *split families* ») et leur stratégies de livelihoods sont décrites comme « chevauchant » les secteurs urbains et ruraux (Rempel et Lobdell ,1978 ; Murray, 1981; Heyer, 1996 dans Ellis, 2000). Les migrants vers les centres urbains continuent habituellement à maintenir de fortes connexions avec la famille rurale, même après plusieurs générations de résidence urbaine (Lucas et Stark, 1985; Stark et Bloom, 1985 ; Valentine, 1993; Hoddinott, 1994). La migration circulaire, à travers laquelle les membres de la famille travaillent durant des périodes dans l'économie urbaine et retournent alors à leur exploitation agricole, a été observée dans plusieurs études (Bigsten, 1988, 1996; Andrae, 1992 dans Ellis, 2000:19).

Comme l'ont reconnu Lucas et Stark (1985), la NEMT a adopté une approche ménages, précisant que les économistes ont commencé à répondre à des questions de composition des ménages traditionnellement abordées par des anthropologues ou sociologues. Ils ont alors proposé « d'étendre la récente vision intergénérationnelle des ménages à une dimension spatiale […] et les théories duales du développement doivent être révisées : au lieu d'un secteur urbain et un secteur rural, chacun avec sa propre population bénéficiant de rythme de développement sectoriels spécifiques, la famille recouvre les deux. Les classes ne sont plus seulement des paysans ou des travailleurs et un groupe de paysans travailleurs apparaît. Cette perception n'est pas nouvelle pour les anthropologues mais n'a pas été intégrée auparavant avec l'économie des ménages » (Lucas et Stark, 1985:915).

Ainsi, au sein d'une approche ménage, il n'y a pas soit la migration soit les activités à l'origine, mais souvent les deux. Cela indique aussi que les effets d'une stratégie de migration ne peut être correctement évaluée en dehors de ses liens avec d'autres stratégies de moyens d'existence multi-secteurs et multi-localisées, c'est à dire l'ensemble du portefeuille d'activités du ménage (Stark, 1991). Les recherches isolant la migration et les migrants de leur contexte socio-économique plus large ne sont pas en mesure d'appréhender la relation entre mobilités et processus de transformation repris sous le terme développement (De Haan, 2010).

Les migrants nationaux et internationaux tendent à maintenir des liens étroits avec leurs communautés d'origine sur de plus longues périodes qu'il était présumé auparavant (Mc Dowell et de Haan, 1997). Cela illustre aussi que la contribution des migrations au développement n'est pas nécessairement liée au retour des migrants. Migrations et activités économiques à l'origine ne sont pas mutuellement exclusives mais sont de fait souvent combinées. Sans une approche ménage, de telles stratégies multiples ne peuvent pas être saisies.

En conceptualisant la migration comme une stratégie de moyens d'existence des ménages, on reconnaît que les forces macro laissent des marges aux initiatives individuelles, bien qu'avec différents degrés[124]. Les approches ménages semblent particulièrement applicables aux PED où pour nombre de personnes il n'est pas possible d'assurer le revenu de

[124] Le choix du ménage comme unité centrale d'analyse peut être vu comme un compromis entre les approches individualistes et structurelles, reconnaissant que la forme des ménages change à travers le temps, l'espace et les groupes sociaux.

la famille à travers des marchés d'assurance privés ou des programmes d'Etat, accroissant l'importance de contrats implicites au sein des familles et des communautés (De Haas, 2010).

En synthèse, pour comprendre la façon dont la migration se lie aux processus de transformation des moyens d'existence et à celui plus large de développement, nous avons vu qu'il est nécessaire de sortir de la littérature économique classique. Notamment, l'approche institutionnelle de la migration ainsi que celle des moyens d'existence, puisent nombre de concepts de la sociologie et de l'anthropologie, qui nous permettent de dépasser les limites de la migration comme processus individuel (cf. insuffisance i), et de souligner l'importance des aspects institutionnels liant mobilité et moyens d'existence (cf. insuffisance ii).

Nous avons également vu que ces approches, de par leur conception de la migration comme un échange inter-temporel, permettent d'intégrer le fait que la migration circulaire n'est pas un phénomène transitoire. Cependant, elles ne questionnent pas les « effets de ces schémas de migration, à la fois sur les zones rurales et urbaines […] en termes de développement et de moyens d'existence » (de Haan, 2002 : p115 ; de Haas, 2007)[125]. Cela renvoie à la nécessité de développer des tentatives théoriques et méthodologiques pour améliorer notre compréhension de la migration en situant différents types de mouvements, résidence et d'échanges dans un ensemble de processus liés à la durabilité des moyens d'existence (Mc Dowell, 1997) (cf. insuffisance iii). Par exemple, les rôles de la migration nationale et internationale au sein des systèmes d'activités sont rarement vus dans une perspective comparative. Les études tendent à se focaliser sur chacune de ces formes de mobilité, bien que les deux mouvements sont reconnus pour être souvent reliés et pour être une partie des mêmes processus de transformation globale (Zelinsky, 1971; Skeldon, 1997). Les analyses de la migration au sein des systèmes d'activités tendent à être statiques, portant peu d'attention aux différents rôles que peut jouer la mobilité au cours des phases successives de cycle de vie du ménage (de Haas, 2007). Pour répondre à cette nécessité de prendre en compte la spécificité des formes de mobilités propres au contexte de globalisation dans l'analyse des stratégies et la reconfiguration des systèmes d'activités, nous choisissons de mobiliser les travaux de la géographie sociale autour du concept de circulation migratoire.

---

[125] Nous l'avons vu dans la problématique (chapitre I), au delà de la mobilité du capital et des marchandises, une dimension de la globalisation peu soulignée dans la littérature économique sur les reconfigurations des économies rurales, est celle de la globalisation des migrations.

« Le débat dominant n'évalue pas pleinement l'importance des avancées de différentes disciplines et traditions et les différentes implications en matière politique [...] pour les recherches à venir portant sur les mobilités et les processus de développement, il est souhaitable que les économistes du développement regardent de près les études anthropologies et d'autres sciences sociales » (de Haan, 2006 : 17-18). Les travaux récents contribuant à la construction d'un paradigme émergent pour une intégration globale de la migration dans les études du développement, confortent ce type d'ouverture prônant la pertinence d'approches plurielles (de Haas 2010; de Haan 2006; Abreu 2010)[126].

3) Une perspective de la circulation dans l'analyse des liens entre mobilités et transformations des systèmes d'activités

L'émergence des perspectives de l'économie institutionnelle et des approches en termes de moyens d'existence a coïncidé avec un troisième courant des études de la migration, incarné par le tournant du transnationalisme [127] (Etats-Unis) et de la circulation (Europe) dans l'étude de l'installation et de l'intégration des migrants dans les pays d'accueil.

La théorisation de la mobilité spatiale s'est longtemps basée sur une définition de la migration comme un déplacement dans l'espace d'un lieu de départ vers un lieu d'arrivée, impliquant des changements de résidence, temporaires ou définitif. Or cette définition comporte deux types d'ambigüités qui faussent l'analyse du fait migratoire : la notion de changement de résidence et celle de migration temporaire ou définitive (Cortes, 1998). De ce fait, elle est limitée pour rendre compte des déplacements contemporains soumis à ces ambigüités car il existe des formes de migration plus complexes qu'un simple changement de résidence (Picouet, 1991). Les dichotomies origine-destination et les catégories de migration permanente, temporaire ou de retour sont de plus en plus difficiles à soutenir dans un monde où la vie des migrants se caractérise par la circulation et l'engagement simultané dans une ou plusieurs sociétés ou communautés (de Haas, 2005). Les analyses associées à cette approche,

---

[126] Sur les limites du cadre Sustainable Rural Livelihoods cf. Bosc P. M., J. M. Sourisseau, et al., (2012). *Ménages et territoires*. Jeudi d'ART-Dev, journée d'animation scientifique. Montpellier, UMR ART-Dev.

[127] Définition donnée au chapitre I. Le postulat transnationaliste présuppose un passage d'un mode migratoire à un autre (Crush et McDonald, 2000; Lubkemann 2000). L'approche s'intéresse au caractère bipolaire de la migration plus qu'à la circulation et privilégie les dynamiques des réseaux au détriment de l'articulation entre les systèmes de contraintes visant à fixer les migrants et les conditions dans lesquelles émergent, dans les sociétés dont ils proviennent, de nouveaux standards de vie.

centrées sur les sociétés de résidence, correspondent à un moment de l'histoire des migrations internationales dominée par les théories du « push and pull » et par l'étude des liens privilégiés des pays européens avec leurs anciennes colonies (Costa, 2004). Elle trouve néanmoins ses limites dans le contexte de mondialisation. De même, les travaux qui se sont placés du point de vue des espaces d'origine, ont révélé aussi la difficulté à appréhender les économies rurales localement à partir d'une réelle prise en compte des migrations comme une dimension structurante, inhérente aux économies familiales.

Ainsi, différents travaux, notamment de sociologues et de géographes, ont considéré de façon renouvelée les mobilités qui traversent le monde contemporain, révélant à la fois la complexification des formes migratoires et l'intensification des logiques de circulation et d'échange entre les pôles des espaces du déplacement. Tentant de résumer ces évolutions Ma Mung *et al.* (1998) avancent que la mondialisation des migrations recouvre trois phénomènes principaux : une circulation accrue des individus, le développement des diasporas et des réseaux[128] communautaires et le passage du retour définitif au retour alternatif.

Ces processus se caractérisent par des configurations qui ne sont ni passagères ni ponctuelles mais donnent lieu à des stratégies où la dispersion dans l'espace est lui-même utilisé comme ressource (Ma Mung *et al*., 1998). Ils soulèvent donc des interrogations relatives aux circulations transnationales, en de tout autres termes que ceux des années 1970, qui opposaient arrêt ou reprise de l'immigration, intégration ou retour. Dans le même sens, (Skeldon, 2012) souligne les difficultés à distinguer et identifier les formes de circulations comme un type de migration. Ainsi, un constat partagé a émergé sur les limites des différentes approches et théories sur la migration, face aux mobilités observées qui remettent en cause les catégories traditionnelles utilisées et donnent lieu à de nouvelles dont l'origine et le fonctionnement sont encore flous (Wa Kabwe-Segatti, 2009). Au-delà, ces mobilités questionnent les outils conceptuels[129] dont nous disposons pour aborder des modes

---

[128] Massey et al., (1993), définissent le réseau comme « l'ensemble des liens interpersonnels qui relient les migrants, les futurs migrants, et les non-migrants dans les espaces d'origines et de destination, à travers les liens de parenté, d'amitié, et une origine communautaire partagée ».

[129] Les débats conceptuels et analytiques sur la migration et la globalisation n'ont pas trouvé de terrain fertile en Afrique du Sud. Par conséquent, la question est de savoir si les outils nécessaires pour comprendre l'ère de la migration peuvent expliquer les données empiriques de l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud et l'Afrique australe peuvent-elles vraiment être la source de théories comme cela a été le cas dans le passé ? Trois thèmes sont discutés : (a) le caractère changeant du passage des frontières vers l'Afrique du Sud; (b) la valeur de l'appareil conceptuel de la transnationalisation pour ce qui est de décrire les formes fluctuantes de l'immigration en Afrique du Sud et de faire des recherches

d'organisation (socio-économiques et des moyens d'existence) liés à ces mobilités (Ma Mung *et al*., 1998).

Dans ce cadre, l'étude des modalités de la *circulation migratoire* s'inscrit dans un champ d'investigation situé au carrefour de plusieurs disciplines qui tentent de saisir la migration dans une perspective dynamique à l'encontre des approches en termes d'insertion ou d'intégration (Ma Mung *et al.*, 1998). Cette approche s'accorde avec les essais de re-conceptualisation du fait migratoire qui constituent un cadre davantage approprié pour les sociétés migrantes, rurales ou urbaines, pour lesquelles le déplacement (même sur de longues distances ou sur la longue durée) ne s'inscrit pas dans un projet de rupture économique et socioculturelle avec l'espace d'origine.

Ainsi, à la suite de Zelinsky (1971) et de Chapman et Prothero (1983)[130], la notion de circulation apparaît nouvellement mobilisée comme composante analytique des migrations. Partant du consensus qu'il est particulièrement difficile de dissocier les dynamiques migratoires de toutes les autres formes de mise en relation qui affectent les groupes humains et les territoires sur lesquels ils vivent, plus que l'émigration au sens traditionnel, ce sont les logiques de circulation, de mobilité répétée et d'échanges associés qui sont au cœur de l'analyse actuelle (Spaan, 1999; Tarrius, 2002; Cortes et Faret, 2009) . De Tapia, (1996), donne du concept le contenu suivant : « La notion de circulation migratoire est conçue comme un ensemble de flux humains, matériels (biens, services, transferts monétaires) et immatériels (normes, valeurs, représentations) irriguant le champ migratoire et l'espace relationnel d'une population donnée, qui vit tous les jours une altérité « interactive » dans son espace de résidence comme dans son espace d'origine ». Il s'appuie sur les travaux de géographes tels Béteille, 1981; Simon, 1981; Poinard, 1991, qui ont conçu le « champ migratoire » comme essentiellement dynamique[131]. Cette mobilité peut passer inaperçue ou sembler anecdotique. En réalité, elle structure un espace véritablement transnational. Elle permet de décrire et de comprendre les différents types de liens qui se créent et se densifient entre deux espaces (ou

---

sur le sujet; et (c) la reconfiguration spatiale et l'émergence de nouveaux espaces pour les ouvriers itinérants dans le pays (Crush et McDonald, 2000).

[130] Premiers auteurs qui ont énoncé le concept de circulation.

[131] G. Simon (1981) définit le champ migratoire comme: « l'ensemble de l'espace parcouru, pratiqué par les migrants. La notion faisant référence à un espace spécifique, structuré par des flux importants, significatifs; appliqué au domaine international, elle englobe à la fois le pays de départ et le pays d'emploi ». Il permet donc de saisir à la fois les aires de départ et d'arrivée et des comportements (flux, organisations, services...).

plus) du fait de la migration. Il traduit ainsi mieux le contexte diasporique que le terme migration et tend à le remplacer [132](Cortes et Faret, 2009).

Au regard de la disparité des formes d'utilisation du concept de circulation par les différentes disciplines et de son caractère globalisant (Faret et al. 2009), il est nécessaire de préciser quelle dimension ou composante de la circulation nous mobilisons de manière privilégiée, tout en soulignant les parallèles conceptuels des définitions choisies avec nos positionnements antérieurs.

Nous proposons donc ici une approche ciblée de la circulation en nous intéressant à sa mesure et aux modalités socio-spatiales des individus pour caractériser les dynamiques spatiotemporelles des pratiques de circulation et resituer la portée de leur signification différenciée dans les trajectoires individuelles et familiales en termes de moyens d'existence. Par ailleurs, suite aux nombreuses observations d'organisations réticulaires liées aux mobilités en Afrique subsaharienne (Locoh, 1991; Foeken et Owuor, 2001; Francis, 2002; Tacoli, 2002) nous étendons les logiques de circulation autant au niveau national qu'international.

Cela nous amène à définir le concept de mobilité spatiale comme tout déplacement de population dans l'espace physique, quels que soient la durée et la distance du déplacement, les moyens utilisés, leurs causes et leurs conséquences. Cette définition englobe donc des comportements comme les migrations internationales, les migrations interrégionales, les mouvements pendulaires, etc. (Brulhardt et Basand, 1981).

Dans ce contexte, les systèmes d'allers et retours entre régions de départ et de destination constituent un mode d'articulation socio-spatiale reposant sur la mise en réseau de liens et de lieux dans un espace de circulation élargi. L'étude des pratiques de circulation - et des parcours de mobilités associés - suppose donc d'identifier les temporalités et les logiques successives de déplacements des migrants qui commandent des trajectoires différenciées et parfois complexes. Avec la multiplication et l'articulation des niveaux possibles de l'analyse, la difficulté réside en partie dans la simultanéité des lieux impliqués, où les pôles de part et d'autre de la frontière, ne sont plus pensés comme ceux du départ ou de l'arrivée. Il devient

[132] Cela à donné lieu à la formulation de nouvelles notions, celle de champs migratoires (Béteille, 1981), d'espace de vie (Courgeau, 1975) ou de multipolarité (Locoh, 1991) contribuant au développement du paradigme de ce que l'on tend à appeler aujourd'hui la circulation migratoire. Voir « repenser la circulation » sur la genèse et les limites de l'approche de la circulation.

difficile d'établir une hiérarchie des lieux au sein des espaces de vie, sinon en se référant à l'usage qu'en font les individus et à leurs propres stratégies. Du point de vue des logiques résidentielles, la notion de « résidence base », à partir de laquelle se déploient et s'organisent les mobilités individuelles et collectives (Behr et Gober, 1982; Domenach et Picouet, 1987) permet cette hiérarchisation.

Nous adoptons deux concepts permettant de mettre en œuvre cette approche, tout en les intégrant à l'analyse des stratégies des ménages en termes de systèmes d'activités multi-localisés (Cf. B. 2 ci-dessus) : celui de *système de mobilité* et de *système familial multi localisé*. La première notion, celle de système de mobilité se défini comme « les liens ou relations qu'établissent les acteurs migrants entre les différents espaces qu'ils fréquentent. Ces espaces ou unités spatiales peuvent être un village, une communauté, une ville, une région, un autre pays. On doit donc prendre en compte les interactions spatiales à plusieurs échelles. Le critère n'est pas le changement de résidence de l'individu, même dit temporaire, mais l'utilisation simultanée ou successive dans le temps de ces différentes unités spatiales à partir d'un espace de référence socio-économique et culturel » (Cortes, 1998). Deux éléments permettent de caractériser un système de mobilité (cf. chap.III). Le premier est l'itinéraire migratoire avec une succession d'étapes migratoires qui vont déterminer non seulement le rythme de mobilité mais aussi le cycle migratoire avec les durées de migration et de retour au lieu d'origine. Le second est la sphère socio spatiale de vie. Elle est définie comme étant l'espace de vie de la famille qui englobe à la fois le lieu d'origine et les lieux de migration.

En appliquant cette notion à l'analyse des moyens d'existence au niveau du ménage ou de la famille, on peut parler de système familial multi-localisé. Le concept permet de comprendre comment s'articulent les lieux qu'une famille mobilise pour diversifier ses activités, assurer sa subsistance quotidienne, et tenter d'améliorer ses conditions d'existence[133] . Ces systèmes reposent sur la capacité de certains collectifs à créer et maintenir des liens de solidarité et d'intérêt avec les membres en « diaspora », entre villes et régions rurales, à différentes échelles, selon une triple logique de dispersion, circulation et articulation

[133] Mortimore (1982) va dans ce sens en proposant une approche système des mouvements de population, considérés avec les flux associés (monnaie, idées, informations), et articulés par la saisie d'opportunités à la fois sur le lieu de résidence et ailleurs (…) « La dispersion spatiale de cet ensemble d'opportunités, et la nature des risques en jeu, sont à l'origine du style de vie bilocal qui tend à devenir courant parmi les populations africaines » (Mortimore, 1982 ; dans Chapman, 1983).

(Cortes *et al.*, en revue); 2008)[134]. Le concept de systèmes familiaux multi-localisés ne renvoie pas seulement à la résidence ou à des formes restreintes de mobilités spatiales, mais embrasse les mobilités spatiales sous toutes les formes les plus complexes (liées au travail, à la quête de revenus, et impliquant ou non un changement de résidence). Par ailleurs, les mobilités sont envisagées dans le cadre d'une « dynamique circulatoire » plus large qui suppose (i) de tenir compte de la complexité des échelles de déplacements (locaux, internes, lointains) et de leurs temporalités (cycliques/linéaire/circulaires, répétitifs ou plus épisodiques); (ii) de les appréhender sous l'angle des échanges matériels et immatériels qui articulent espaces de destination et d'origine et (iii) de leur reconnaître le rôle d'institution capable d'adapter leurs règles à des contextes changeants (Cortes et Faret, 2009).

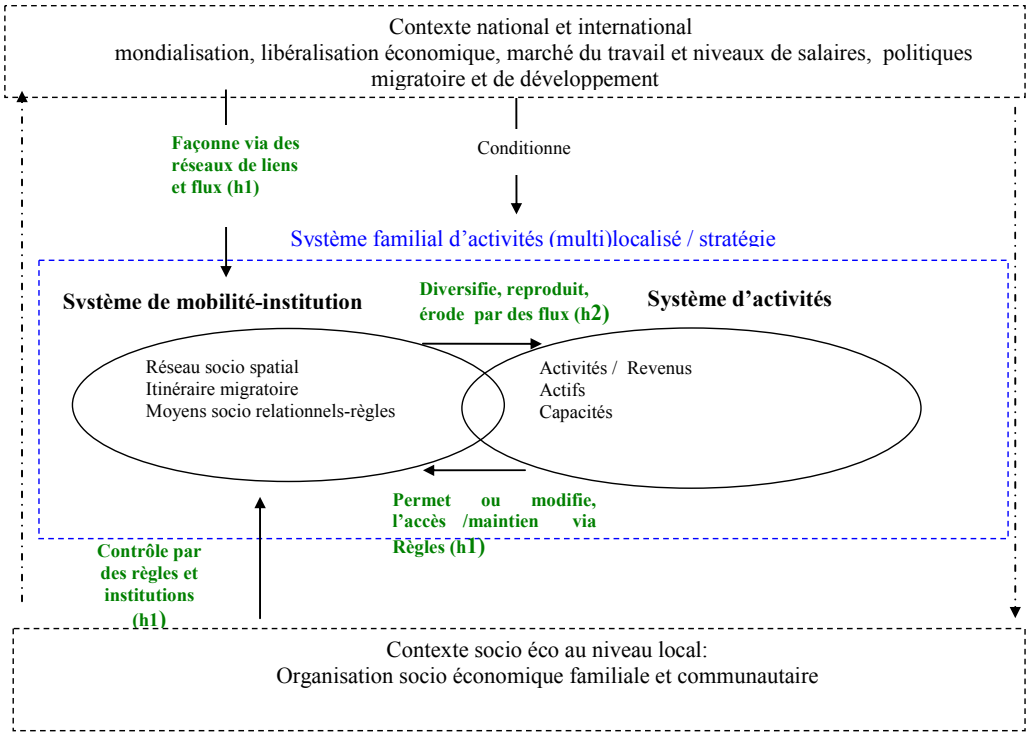


Figure 19 : cadre d'analyse reliant concepts et hypothèses

Il est manifeste que les apports des travaux sur la circulation ont de nombreux parallèles et complètent les approches institutionnelles de la migration et celles de moyens d'existence, tout en permettant d'aller plus loin dans la compréhension des modalités de la circulation et leurs implications dans les recompositions de systèmes d'activités. Elles peuvent être

[134] Dans ce contexte, la « ressource circulatoire » (Cortes, 2008) et les formes d'articulation rural-urbain et local-global qu'elle permet, est inégalement répartie au sein et entre les territoires ruraux, les groupes sociaux et les individus.

combinées si on considère la migration comme partie intégrante de stratégies de moyens d'existence multi localisés des familles[135].

Conclusion Chapitre II: Cadre d'analyse et hypothèses

Au regard de nos questionnements sur les recompositions des systèmes d'activités des familles mozambicaines en lien avec la migration, l'analyse des différentes approches des théories du développement et de la migration nous a permis d'écarter les paradigmes déterministes et de nous situer au sein des approches renouvelées et relativement récentes sur les liens migration-développement. Ces dernières conçoivent la migration comme une partie du processus de développement en reconnaissant à la fois l'importance du contexte et l'hétérogénéité des interactions entre migration et développement. Le point commun de ces approches est de sortir du mythe de la sédentarité rurale et de la vision de la migration comme un phénomène individuel et transitoire. Par ailleurs, ces approches dites pluralistes et souvent complémentaires quant à leurs entrées et objets d'analyses, sortent des analyses économiques classiques pour emprunter les apports théoriques issus d'autres sciences sociales (sociologie).

En nous inscrivant dans la lignée de ces travaux, pour traiter nos questionnements, nous avons tenté de mieux définir le rapport théorique entre migrations et systèmes d'activités. En soulignant les articulations conceptuelles existantes, nous avons proposé d'emprunter et d'intégrer les concepts et définitions à la fois des approches institutionnelles de la migration (NEMT et l'AIM), des approches des moyens d'existence et des approches de la circulation. Cela a permis de formuler un cadre d'analyse qui fourni une perspective plus nuancée et offre une marge analytique pour expliquer la nature hétérogène des interactions entre migration et processus de reconfiguration des systèmes d'activités et développement. Tentant de répondre aux trois principales insuffisances soulevées par ce paradigme en construction, nos principaux positionnements et notre démarche se résument autour des points suivants :

- appréhender la migration comme processus multidimensionnel …

En partant de l'apport essentiel de la NEMT du choix du ménage comme niveau central d'analyse, nous avons souligné ses limites concernant l'analyse des pratiques migratoires

[135]Cela a des implications importantes pour l'étude des liens entre migration et processus de reconfiguration et de développement, car cela signifie que l'intégration au pays d'accueil et les engagements dans les sociétés d'origine ne sont pas nécessairement des substituts, mais souvent des compléments (de Haas, 2010).

(notamment les effets de réseaux) et les aspects institutionnels et multidimensionnels qui jouent dans les interactions avec les moyens d'existence des familles. Nous retenons ainsi la définition de la migration de l'AIM comme « une transaction inter temporelle complexe entre le migrant et sa famille qui correspond à un ensemble de conventions, règles, normes, systèmes de valeurs » (Guilmoto et Sandron, 1999) servant les objectifs des organisations.

-… et partie d'une stratégie de moyens d'existence des ménages multi-localisés.

Afin d'observer les interactions entre migration et systèmes d'activités, nous avons vu que les théories institutionnelles de la migration peuvent être facilement intégrées avec les approches livelihood. En effet, si on voit la migration - interne et internationale - comme partie d'une stratégie de moyens d'existence multi-localisés des ménages, pour diversifier leurs revenus et répondre aux contraintes de marchés et autres contraintes structurelles institutionnelles de développement, on se retrouve très proche des prémisses de la NEMT. L'unité d'analyse est alors le système d'activités conçu comme l'ensemble des actifs et activités des ménages, locaux et en dehors de la communauté.

- appréhender les différentes formes de mobilités et effets de la circulation.

Nous avons également vu que ces approches, de par leur conception de la migration comme un échange inter-temporel, permettent d'intégrer le fait que la migration circulaire n'est pas un phénomène transitoire. Cependant, elles ne questionnent pas les effets de ces schémas de migration en termes de développement et de moyens d'existence. Cela fait écho aux constats sur la mondialisation des migrations : une circulation accrue des individus, le développement des diasporas et des réseaux communautaires et le passage du retour définitif au retour alternatif. Nous proposons une approche ciblée de la circulation en nous intéressant à sa mesure et aux modalités socio-spatiales des individus pour caractériser les dynamiques spatiotemporelles des pratiques de circulation et resituer la portée de leur signification différenciée dans les trajectoires individuelles et familiales en termes de moyens d'existence. Par ailleurs, les mobilités sont envisagées dans le cadre d'une « dynamique circulatoire » plus large (Cortes, Faret, 2009) qui suppose de tenir compte de la complexité des échelles de déplacements et de leurs temporalités (cycliques/linéaire/circulaires, répétitifs ou plus épisodiques); de les appréhender sous l'angle des échanges matériels et immatériels qui articulent espaces de destination et d'origine et de leur reconnaître le rôle d'institution capable d'adapter leurs règles à des contextes changeants.

- Contextualiser les interactions entre migration et évolution des moyens d'existence.

Nous l'avons vu, les avancées empiriques et théoriques faites au cours des dernières décennies soulignent la nature fondamentalement hétérogène des interactions entre migration et développement et leur forte contingence aux échelles spatiales et temporelles d'analyse. Afin de comprendre cette hétérogénéité, il est nécessaire d'appréhender ces interactions dans le contexte de développement desquels ils sont partie (de Haan, 2010). Un grand nombre de facteurs, vont intervenir pour modifier les termes de l'échange migratoire. Il s'agit des changements politiques, économiques et sociaux qui peuvent avoir des effets rapides et profonds sur l'incitation à migrer. De la capacité des familles ou des réseaux à répondre à ces évolutions dépendra l'évolution des stratégies et dynamiques locales.

- une approche historique qui articule les échelles d'analyses spatiales et temporelles.

Dans la problématique nous avons vu l'empreinte de l'histoire coloniale sur la différenciation et la trajectoire de la région sud du Mozambique. Ainsi, au regard du caractère contextuel de la migration, et du choix d'observer les aspects institutionnels, une approche historique se justifie pleinement afin de connaître les modalités passées pour comprendre et observer les persistances ou réversibilités et les spécificités des dynamiques contemporaines.

Notre approche des liens entre mobilité et transformation des systèmes d'activités repose sur le croisement d'échelles spatio-temporelles. L'échelon du local par l'individu et le groupe familial mais aussi par la communauté villageoise au niveau de la localité qui demeure une structure fondamentale de l'organisation sociale. Nous observons aussi les échelles supra locales (régionale, nationale et internationale), indispensables puisque les systèmes locaux sont reliés aux lieux de la mobilité et s'inscrivent plus largement dans la mondialisation.

A partir de là, nous formalisons nos hypothèses de recherche de la façon suivante :

Hypothèse 1) La migration peut être mobilisée comme une institution au sein des stratégies des familles qui évolue dans ses formes et ses règles vers des logiques de circulation, et dans lesquelles les réseaux jouent un rôle renouvelé face aux changements de contexte régional et de mondialisation

Hypothèse 2) Ces évolutions des mobilités répondent à des stratégies et modes d'organisation émergents et sont un élément central d'ajustement des systèmes d'activités de par leur poids et leurs articulations avec la diversification et la réduction relative des activités agricoles.

III - Dispositif méthodologique de collecte et de traitement des données

Les questions posées à l'issue de la problématique cherchent à appréhender dans quelle mesure, dans le contexte régional post apartheid et de libéralisation, les mobilités renouvelées constituent un élément central d'ajustement des systèmes d'activités des ménages ruraux mozambicains et une ressource décisive de leurs stratégies, de par leur poids et leur rôle dans la diversification des activités hors agriculture. Ce questionnement vient des différents constats présentés dans le chapitre I, d'une part de l'évolution des stratégies des ménages dans le contexte de mondialisation en termes de diversité et de complexité ; d'autre part de la reconnaissance progressive de l'importance des migrations dans ces stratégies et de leurs formes et pratiques renouvelées ; et enfin du nombre d'études limitées menées sur le rôle de la migration du point de vue des économies rurales d'origine des migrants. Par ailleurs, nous avons souligné le différentiel de développement entre l'Afrique du Sud et les pays de la SADC et la position de pôle d'attraction économique régional de la première depuis la fin de l'apartheid, malgré le contexte de crise. Enfin, nous avons montré les enjeux des recompositions des systèmes d'activités en lien avec les migrations, en particulier au Mozambique, à la fois de par l'histoire de l'économie politique entre les deux pays et l'importance des flux migratoires concernés, et de par sa situation inédite en termes de transition économique et démographique.

Partant de cette problématique régionale et des positionnements théoriques (cf.chapitre II), pour comprendre l'évolution des mobilités et de leur rôle dans les systèmes d'activités et stratégies des ménages mozambicains entre la période coloniale et aujourd'hui, nous avons décidé d'analyser les stratégies des ménages (migrants et non migrants) d'une localité rurale au Mozambique, en tenant compte des différentes activités de la migration au Mozambique et en Afrique du Sud et de leurs liens ou non avec l'orientation des systèmes d'activités.

Nous avons vu que le modèle proposé au chapitre II pour analyser les interactions entre les mobilités et les recompositions des systèmes d'activités sur le temps long, et répondre à nos questions, ne s'inscrit pas au sein d'une théorie unique ni d'un paradigme stabilisé s'appuyant sur des méthodes de recherche déjà mises en œuvre et confirmées. Nous avons donc proposé une méthodologie de travail, autant pour la conception des enquêtes que pour

celle des grilles d'analyse des données. Pour cela, à partir des travaux existants et au regard de notre objectif d'être représentatifs de la diversité des systèmes d'activités des ménages et du rôle joué par la migration, nous proposons une étude quali-quantitative auprès d'un échantillon raisonné de ménages et basée sur un modèle d'enquête biographique.

Dans les points suivants nous présentons la méthodologie utilisée pour définir, collecter et traiter les données utiles à la vérification des hypothèses proposées dans le chapitre II. Pour cela, nous commençons par justifier la sélection du district de Massinga et de la localité de Leonzoane au regard des différentes dynamiques migratoires et de développement rural et agricole observées au Mozambique (A). Dans un deuxième point (B), nous expliquons notre choix d'une approche biographique et d'une enquête combinant des sources à la fois quantitatives et qualitatives comme outil principal pour identifier et caractériser nos objets d'étude et observer les liens entre recomposition des mobilités et des systèmes d'activités sur le temps long. Nous verrons aussi comment la combinaison avec une démarche de type ethnographique et des entretiens qualitatifs, permet à la fois de collecter les informations de façon systématique pour saisir les temporalités des migrations et des stratégies des familles tout en intégrant les éléments de contexte, et d'aborder les aspects institutionnels à travers les pratiques et processus de décisions, comme proposé dans cadre d'analyse (cf. chap. II).Une fois la zone d'étude et les méthodes et outils de collecte définis, dans le troisième point (C) nous expliquons la manière dont nous avons sélectionné l'échantillon des familles pour assurer nos analyses. Par ailleurs, le choix de travailler sur le long terme implique certaines difficultés de mise en œuvre et cela nous amènera à préciser les unités et échelles d'analyse spatio-temporelles choisies (D). Enfin, nous présentons une vision d'ensemble du dispositif méthodologique et des grilles d'analyses choisies pour tester chaque hypothèse. Chacune de ces grilles d'analyse sera explicitée en détail conjointement aux résultats dans les parties 2 et 3 (E). Tout au long des différentes étapes abordées, nous porterons un regard critique sur les méthodes, contenus et le déroulement de nos enquêtes, mais aussi sur les unités d'analyse et de traitements choisis, en expliquant les limites et difficultés rencontrées.

Encadré 5 : Contexte institutionnel de la recherche

Au départ le projet de thèse est issu et s'inscrit au sein de l'Unité Arena du CIRAD. Il a été identifié par des membres de l'équipe travaillant sur les restructurations de l'agriculture en lien avec la mondialisation (Programme RuralStruc) comme un thème émergeant et stratégique à développer pour l'Unité. L'appel, formulé de manière ouverte sur un certain nombre de points, ne désignait pas de zone d'étude avec un partenariat institutionnel établi. Ainsi, une mission d'exploration en Décembre 2008 en Afrique du Sud a permis de mener des entretiens auprès de personnes clés et une revue de la littérature. Cela a débouché sur le choix d'observer les recompositions dans le lieu d'origine des migrants et sur le choix du Mozambique comme pays d'origine des migrants pour notre cas d'étude. Les premiers éléments de terrain au Mozambique ont aussi fait émerger une problématique complémentaire à celle initialement formulée comme la prolongation du programme RuralStruc, moins ancrée dans une optique agrarienne locale et élargissant à une approche des liens entre mobilités et l'ensemble des activités des familles, localement ou non. En 2009, l'Unité Arena du CIRAD s'est intégrée dans l'UMR ART-Dev avec 5 autres unités d'institutions différentes, permettant ainsi de précieux appuis de chercheurs sur les questions migratoires, complémentaires de l'équipe Cirad. Sur le terrain en Afrique du Sud, la reconnaissance et la présence de longue date du Cirad ont permis des collaborations avec l'ACMS (African Centre for Migration and Society) et l'Université de Pretoria, ce qui a largement facilité les contacts institutionnels, la collecte de données et la logistique en Afrique du Sud, ainsi qu'une première liste de contacts au Mozambique. Au Mozambique en revanche, l'absence d'ancrage institutionnel et de partenaires potentiels a nécessité une phase de prospection auprès des différents centres de recherche locaux (UEM, Centro de demografia, IESE…).Cela a débouché sur le montage d'un partenariat avec l'IESE, indispensable pour le bon déroulement du terrain, notamment d'un point de vue légal et un précieux appui logistique, de contacts et d'orientation dans le choix du terrain d'étude.

A - Choix et caractéristiques de la zone d'étude

Nous l'avons dit, au regard des dynamiques économiques qui placent l'Afrique du Sud comme centre d'attraction de la main d'œuvre de la région, nous cherchons à comprendre l'évolution des migrations et de leur rôle dans les stratégies des familles des zones d'origine au Mozambique. Ainsi, nous avons décidé de nous centrer sur les ménages d'une zone rurale mozambicaine, et de prendre en compte les liens entre les systèmes d'activités de ces ménages et les migrations de leurs membres dans les différents champs migratoires et lieux de travail, au Mozambique et en Afrique du Sud.

Notre choix du district de Massinga et de la localité de Leonzoane comme zone d'étude s'est fait au regard des caractéristiques des différentes régions du pays en lien avec notre problématique. Les critères de sélection de la zone ont été sa représentativité des migrations (nationales ou internationales) et de la problématique agricole de la majorité des producteurs mozambicain (superficies réduites, peu de mécanisation, accès au marché limité). D'autres critères sont ensuite intervenus comme la densité démographique et les dynamiques économiques des districts (cf. figure 20).

Localité	Contacts locaux favorables et autorisations	Leonzaone
	3	
Provinces , districts (Maputo, Gaza, Inhambane)	profils socio économiques et entretiens personnes ressource Conditions agro écologiques et type d'agriculture	Massinga Inhambane
	2	
Région (Nord, centre, sud)	Dynamiques migratoires	Sud
	1	
Echelle géographique	Critères	Choix

Figure 20 : processus de sélection de la zone d'étude

1) La Province d'Inhambane et le district de Massinga, une zone représentative des dynamiques migratoires mozambicaines…

Les sources d'informations secondaires disponibles pour identifier les régions d'origine des migrants internationaux mozambicains indiquent clairement les trois provinces au Sud du pays situées sous le fleuve *Save*, à savoir les provinces de Maputo, Inhambane et Gaza (cf. carte 8). En effet, les données récentes les plus représentatives sont issues d'une étude menée au niveau national sur l'emploi salarié en zone rurale (SAMP, 2006)[136]. Celle ci montre que 53% des salariés issus de ménages de la région Sud travaillaient hors du pays. De façon contrastée, les provinces des régions du Centre et du Nord présentaient relativement moins de travailleurs migrants, avec respectivement 3% et moins de 1% de travailleurs hors du Mozambique. Par ailleurs, la même enquête montre que 94% des migrations se font vers l'Afrique du Sud et que la vaste majorité (93%) sont des hommes (De Vletter, 2007), faisant écho aux faibles taux de masculinité, caractéristique de cette région (cf. annexe.8)[137].

Ces données sont largement corroborées par les éléments de la littérature et l'économie politique des relations avec l'Afrique du Sud présentée dans le chapitre I. En effet, (Katzenellenbogen, 1982; Jeeves, 1985; Harries, 1995), montrent que la région Sud du Mozambique a été une zone importante d'exportation de travail durant plus de 150 ans. Cela s'explique par l'histoire coloniale de recrutement de travailleurs pour l'industrie minière par TEBA (The Employment Bureau of Africa), venant du Lesotho, Mozambique, Malawi, Namibie et Botswana. Ainsi, à l'exception de la migration entre la Province de Tete vers la Rhodésie du Sud début 1900, en comparaison avec le Sud, le reste du Mozambique a peu

---

[136] Les données fournies ici sont issues d'une étude à partir de deux enquêtes : 1) l'enquête « Migration And Remittances Survey » (MARS 2004-05) menée par le Southern African Migration Project (SAMP). Afin de générer des données nationales représentatives sur les migrations et transferts au niveau ménage au sein de la SADC Au total 4700 enquêtes ménages ont été conduites dans 5 pays, fournissant des informations sur environ 30000 personnes. 2) L'enquête "National Roads Administration Survey" (ANE 1999-2001). Enquêtes auprès des ménages ruraux sur l'ensemble du Mozambique le long de parties sélectionnée de route réhabilitée. L'échantillon comprenait environ 4000 ménages visités chaque année durant 3 années successives. L'objectif était de mesurer l'impact socio économique de la réhabilitation des routes. L'enquête a fourni une excellente opportunité de collecter des données économiques détaillées sur les ménages ruraux y compris des informations approfondies sur le travail migratoire (De Vletter, 2007).

[137] Rapport, dans une population ou un groupe d'âge, de l'effectif masculin à l'effectif féminin, exprimé en nombre d'hommes pour 100 femmes. Une valeur inférieure à 100 indique que les femmes sont plus nombreuses que les hommes; une valeur supérieure à 100 indique que les hommes sont plus nombreux que les femmes (Ined, 2013). Dans le sud du Mozambique, le taux varie entre 60 et 80 hommes pour 100 femmes selon le dernier recensement disponible de 1997.

fourni de main d'œuvre de migrants à l'extérieur, et a comparativement connu peu de migrations économiques internes (De Vletter, 2007).

Carte 8 : Mozambique, divisions administratives : Provinces

Source : nations Unies 2004

Au sein de la région Sud, un deuxième critère de sélection s'est fait au regard des tendances des soldes de migrations par province au Mozambique et nous à orienté vers la province d'Ihnambane[138]. Le tableau 16 montre que les provinces de Gaza et d'Inhambane présentent les soldes migratoires négatifs les plus importants, avec respectivement -17,6 et -16,6 reflétant la forte émigration issue de cette partie du pays. En ce qui concerne l'immigration, de 100 individus qui vivaient à Inhambane en 1997, 6,3 sont nés dans une autre province. Pour l'émigration, de 100 personnes nées dans la province d'Inhambane, 18,7 vivent dans une autre province en 1997 (INE, 1997) [139].

Tableau 16 : taux de migration interne sur la durée de vie, par province, Mozambique, 1997

Provinces	Taux d'imigration (x 100)	Taux d'émigration (x 100)	Migration liquide (x 100)
Niassa	4.9	4.3	0.3
Cabo Delgado	2.5	3.3	-0.9
Nampula	2.9	2.4	0.4
Zambézia	2.0	5.2	-3.5
Tete	3.8	7.2	-4.0
Manica	15.7	4.9	10.5
Sofala	13.4	10.1	2.2
Inhambane	6.3	18.7	-16.6
Gaza	6.7	19.5	-17.6
Maputo	49.5	14.9	32.0
Maputo Cidade	60.8	20.9	

Source : INE, 1997

2) …et des dynamiques agricoles et rurales de la région Sud.

Le choix de la province d'Inhambane puis du district de Massinga (cf. figure 21, district n°114) s'est par ailleurs fait au regard d'informations sur les caractéristiques et dynamiques agricoles et socio-économiques au sein des deux provinces présélectionnées (Gaza et Inhambane)[140]. Ces informations sont issues à la fois des données disponibles sur des conditions agro-écologiques et les caractéristiques socioéconomiques de la région, et

[138] Ces données détaillées ne sont pas encore disponibles au public dans dernier recensement de population effectué en 2007. Nous n'avons pas pu renseigner l'évolution pour la période 1997-2007.

[139] Consulté sur : www.ine.gov.mz/censos_dir/recenseamento_geral/estudos_analise/migra

[140] Nous avons fait des entretiens et observations dans les districts de Chibuto, Manjacaze, Xai Xai (province Gaza) et Massinga, Morrumbene, Inhassouro (Inhambane).Cf. annexe 10 et figure 21.

d'entretiens auprès de personnes ressources du secteur public, de la société civile ou de représentants locaux[141].

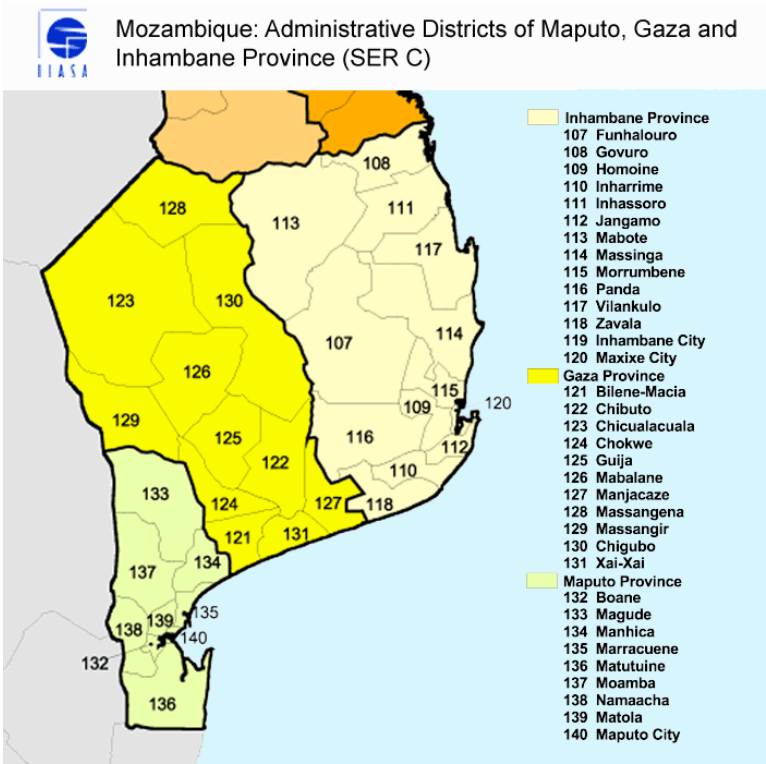


Figure 21 : districts administratifs des Provinces de Gaza, Inhambane et Maputo

Nous l'avons abordé dans le contexte (cf. chap. I), la région sud du Mozambique se différencie par des conditions agro-écologiques moins avantageuses et une agriculture de subsistance extensive qui regroupe 18% des exploitations du pays, par rapport à la région Nord et à la région Centre qui représentent respectivement 58% et 24% des exploitations, dont une grande partie est des moyennes et grandes exploitations (cf. tableaux 18 et 19). En termes de population, les données du dernier recensement disponible (1997) montrent que cela concerne 19,3 % de la population active rurale (cf. tableau 17).

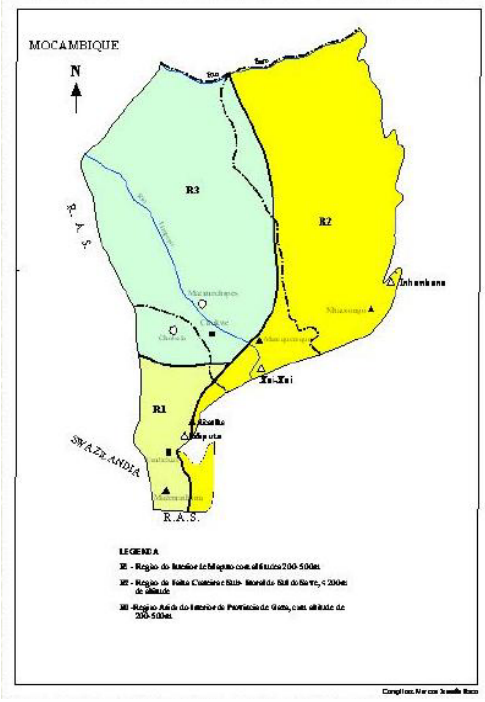
[141] Représentants de la « Direcção Provincial de Migração », « Direcção Provincial e Distrital de Agricultura », « Governo Provincial », « Administração Distrital » (Administrador, chefe do Posto), « Administração local » (chef da localidade), Autorités locales (chef das terras, regulo), « Direcção Provincial do Trabalho », Représentants de société privée « kawena » de transferts internationaux de fonds et de biens, Transporteurs privés et représentants des associations locales de transport, commerçants et familles locales. Cf. Annexe 10 : liste des guides d'entretiens rapides.

Tableau 17 : proportion d'agriculteurs dans la population totale de 15 ans et plus par Province

	Niassa	Cabo Delgado	Nampula	Zambezia	Tete	Manica	Sofala	Inhambane	Gaza	Maputo prov.	Maputo ville
Hommes											
paysans	106,815	241,147	488,316	432,293	156,764	89,781	107,597	124,709	91,904	32,171	3,992
Total	134,513	286,461	643,273	547,111	193,174	149,848	225,823	186,622	143,098	137,878	183,344
%	79,41%	84,18%	75,91%	79,01%	81,15%	59,91%	47,65%	66,82%	64,22%	23,33%	2,18%
Femmes											
paysans	120,108	295,287	589,994	584,796	199,776	132,254	195,081	268,495	260,297	94,286	18,153
Total	125,968	302,882	608,336	600,740	209,391	146,491	217,015	293,117	276,438	136,282	117,615
%	95,35%	97,49%	96,98%	97,35%	95,41%	90,28%	89,89%	91,60%	94,16%	69,18%	15,43%

Source : INE 1997

Le travail de zonage agro écologique initié par (De Carvalho, 1969) puis complété par l'Institut National de Recherche Agronomique (INIA, 1993), met en évidence des conditions assez homogènes au sein de la région Sud, quant à la topographie et aux températures moyennes, et un gradient pluviométrique Est-Ouest de 500 à 1 000 mm/an associé à des sols plus pauvres vers l'intérieur (cf. figure 22). Ce critère n'est donc pas entré en jeu dans notre choix de province.



Légende				
	Altitude (m)	**Précipitations (mm)**	**Temperatures d°**	**Sols**
R1 (région 1)	200-500	500-800	22-26	variés;basaltique et sabloneux
R2 (région 2)	<200	800-1000	24-26	sabloneux rouges de texture fine
R3 (région 3)	<200	500-800	>24	sabloneux
Echelle : 1:800 000 000 (source: INIA 1993)				

Figure 22 : régions agro-écologiques de la région Sud du Mozambique

Au-delà d'une relative homogénéité agro-écologique à un niveau général, on peut cependant distinguer deux principaux types d'agricultures au sein de la région sud

D'une part, la vaste majorité des districts des provinces de Gaza et d'Inhambane présentent des conditions agro écologiques peu favorables avec des sols relativement pauvres, dominés par une agriculture pluviale à partir de précipitations réduites et un élevage extensif, en particulier à l'intérieur des terres. L'agriculture y est développée essentiellement par de petites exploitations très largement représentatives du pays, et dans ces deux provinces elles représentent 97% des exploitations et couvrent plus de 95% des superficies.

D'autre part, la zone assez réduite du bassin du fleuve Limpopo doté d'un potentiel de production élevé (2 parfois 3 saisons de récoltes, des sols riches en alluvions) combiné à une forte propension aux crues (Bourdeau et Libombo, 2000). La problématique de développement s'y démarque par un appui de longue date et un certain niveau d'intervention de projets gouvernementaux et de coopération comme le cas connu du périmètre d'agriculture commerciale de Chokwè. Cette zone inclue entre autre les moyennes et grandes exploitations de la province de Gaza, peu représentatives de la province (2,5%), et où sont menées des cultures de rente (4 900 Ha, surtout de canne à sucre et soja), sur à peine 1,4% des superficies (INE, 2009).

Tableau 18 : nombre d'exploitations agricoles par province, selon la taille

Quadro 1.1 - Número de explorações agro-pecuárias por província segundo o tipo

	Pequenas	Médias	Grandes	Total
Número de explorações	**3 801 259**	**25 654**	**884**	**3 827 797**
Niassa	224 577	568	6	225 151
Cabo Delgado	339 391	403	22	339 816
Nampula	828 788	819	35	829 642
Zambézia	828 123	632	46	828 801
Tete	367 977	8 064	109	376 150
Manica	262 692	2 744	50	265 486
Sofala	269 576	1 595	78	271 249
Inhambane	267 322	1 919	69	269 310
Gaza	211 067	5 516	188	216 771
Maputo	147 725	2 729	252	150 706
Cidade de Maputo	54 021	665	29	54 715
Distribuição por província (%)				
Total	**100.00**	**100.00**	**100.00**	**100.00**
Niassa	5.91	2.21	0.68	5.88
Cabo Delgado	8.93	1.57	2.49	8.88
Nampula	21.80	3.19	3.96	21.67
Zambézia	21.79	2.46	5.20	21.65
Tete	9.68	31.43	12.33	9.83
Manica	6.91	10.70	5.66	6.94
Sofala	7.09	6.22	8.82	7.09
Inhambane	7.03	7.48	7.81	7.04
Gaza	5.55	21.50	21.27	5.66
Maputo	3.89	10.64	28.51	3.94
Cidade de Maputo	1.42	2.59	3.28	1.43

Source : (INE, 2011)

Tableau 19 : superficie cultivée par Province et selon le type d'exploitation

Quadro 1.2 - Área cultivada por província segundo o tipo de exploração

	Pequenas	Médias	Grandes	Total
Área cultivada (ha)	**5 428 571**	**130 651**	**74 628**	**5 633 850**
Niassa	402 633	6 114	726	409 473
Cabo Delgado	487 273	3 194	684	491 151
Nampula	1 010 769	7 771	19 208	1 037 748
Zambézia	1 056 050	6 968	8 152	1 071 170
Tete	590 040	31 727	1 247	623 014
Manica	534 900	18 212	2 788	555 900
Sofala	458 150	10 696	4 702	473 548
Inhambane	403 284	10 553	1 004	414 841
Gaza	337 233	20 131	7 003	364 367
Maputo	119 572	12 714	29 066	161 352
Cidade de Maputo	28 667	2 571	48	31 286
Distribuição por província (%)				
Total	**100.00**	**100.00**	**100.00**	**100.00**
Niassa	7.42	4.68	0.97	7.27
Cabo Delgado	8.98	2.44	0.92	8.72
Nampula	18.62	5.95	25.74	18.42
Zambézia	19.45	5.33	10.92	19.01
Tete	10.87	24.28	1.67	11.06
Manica	9.85	13.94	3.74	9.87
Sofala	8.44	8.19	6.30	8.41
Inhambane	7.43	8.08	1.35	7.36
Gaza	6.21	15.41	9.38	6.47
Maputo	2.20	9.73	38.95	2.86
Cidade de Maputo	0.53	1.97	0.06	0.56

Source : (INE, 2011)

Les deux types d'agricultures se retrouvent en partie au travers du nombre de mois de consommation que le potentiel agricole permet aux familles, et les mois de soudure associés (cf. annexe 11). Afin que les analyses soient représentatives de l'agriculture pluviale extensive dominante de la région Sud nous avons donc choisi d'écarter la zone plus favorisée et limitée des districts du bassin du fleuve Limpopo (province de Gaza), et celle correspondant aux minces franges littorales plus favorisées aux niveaux des sols et de la pluviométrie.

Enfin, les données socio économiques disponibles via les profils des districts (GOM, 2005)[142] et des entretiens rapides dans différents districts de Gaza et d'Inhambane nous ont ensuite permis de choisir le district de Massinga et la localité de Leonzoane (cf. Carte 9) selon plusieurs autres critères[143]. Tout d'abord, nous avons décidé de laisser les districts de

[142] Perfis Distritais de Moçambique 2005 –Ministerio de Administraçao Estatal

[143] Pour plus de détails sur les caractéristiques physiques et naturelles, le climat ainsi que les données socio économiques voir « Perfil Distrital Massinga 2005 » et « Plano Estrategico de Desemvolvimento do Distrito de Massinga 2008-2012 ».

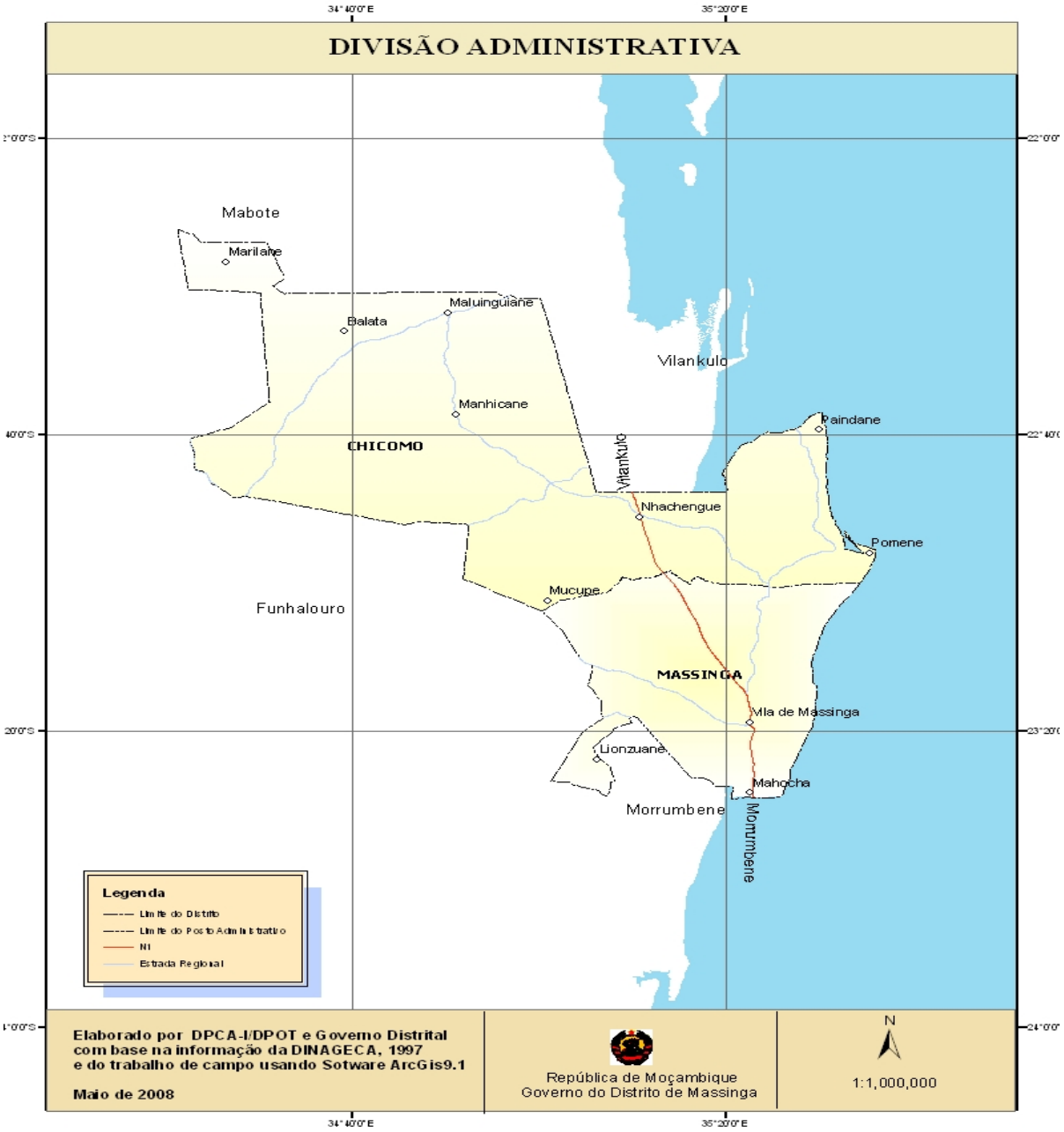
l'intérieur avec les densités de population les plus faibles[144] mais aussi les conditions agricoles les plus extrêmes avec les soudures les plus longues et déficit chronique de sécurité alimentaire.

De plus, le district de Massinga nous est apparu intéressant car il est traversé par un axe routier principal (la route nationale 1) et constitue un pôle local en développement au vu d'informations recueillies au cours des entretiens : croissance démographique de la tête de district (villa Massinga), développement des services publics, installation d'une antenne universitaire, croissance du nombre de transporteurs de passagers et marchandises vers Maputo et l'Afrique du Sud, la création en cours d'une association de transport et la croissance du volume d'activités de l'antenne locale de la société (Kawena) de transferts monétaires et de marchandises (communication personnelle, gérant de Kawena, 2010 ; Republica-de-Moçambique, 2005). Quant à la localité de Leonzoane au sein du district, nous l'avons choisie pour deux raisons. La première a été la réceptivité des représentants locaux (administratifs et des familles entrevues) vis-à-vis de notre sujet d'étude, gage d'un accès et dialogue relativement facile vis-à-vis des familles locales[145]. La seconde a été le temps et les moyens dont nous disposions, délimitant notre aire géographique. Dans ce sens, Leonzoane, à une distance de 25 à 80 km de la Ville de Massinga ou je logeais, était un bon compromis.

[144] Les données du recensement de population 2007 ne sont pas encore disponibles, mais nous avons des indications à partir de résultats préliminaires du tableau « população, superficie et densidade populacional segundo Provincia » de l'annuaire statistique 2007.

[145] Le système administratif ainsi que les codes culturels en zone rurale sont hiérarchisés et rigides. Les premiers entretiens auprès des familles, faits sans présentation ni demande préalables aux représentants locaux nous ont vite fait comprendre la nécessité d'avoir leurs aval pour que les familles acceptent de nous recevoir. Suite au choix de la localité nous avons donc été présentés aux différents représentants des différents « circulos » et une partie des familles de la localité au cours d'une réunion d'assemblée de la localité.

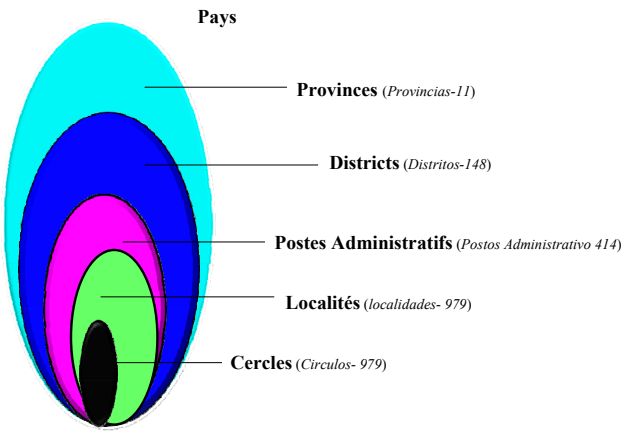
Carte 9 : divisions administratives et situation géographique du district de Massinga



Source : (Governo-Distrital-Massinga, 2009)

Carte 10: découpage administratif et zones d'agglomération de population (circulos)

Poste Administratif	Localités	Nombre d'habitants	Circulo/ Povoação
Massinga (poste siège)	Lionzuane	35.400	Lionzuane
			Marrucua-Sahane
			Bambatela
			Nzilu
			Zunguze
			Marrule
			Uticela
	Guma	46.300	Mapanguela
			Tevele
			Unguana
			Chifuio
			Malembane
			Guma
			Chipongo
			Khova
	Rovene	59.247	Rovene
Chicomo	Chicomo	30.680	Marilane
			Mulubzuane
	Malamba	47.680	Nhachengue
			Mucuácua



Source: élaboration à partir de (Governo-Distrital-Massinga, 2009 et INE, 2007)

3) Caractéristiques sociodémographiques de Leonzoane

La population dominante à Massinga appartient à l'ethnie Tsonga de langue Xitsua basée sur une organisation sociale patrilinéaire polygame et organisée en *regedorias*[146] dirigée par un chef de terre (*regulo ou cabo*). Dans le district de Massinga et la localité de Leonzoane, 3 *regedorias* et leur famille sont à l'origine du peuplement de la zone : les *regedorias* Massinga et Zunguza - qui couvrent le territoire actuel de la localité de Leonzoane - et la *regedoria* Mapera (communication personnelle, entretien histoire, 2010). Cette organisation socio culturelle très forte est présente dans de nombreux aspects de la vie socio économique contemporaine et se retrouve dans le découpage administratif des localités initié en 1994 après la période de guerre civile. En effet, Almeida (1959) met en évidence que les limites des territoires des *regedorias* de la *Circonscription de Massinga*[147] de 1959 correspondent en grande mesure à la localisation spatiale des trois localités du district actuel de Massinga : Leonzoane (essentiellement regulo Zunguza), Guma (Regulo Massinga) et Rovene (regulo Mapera). (cf. annexe 12 : carte des regedorias)

Structure matrimoniale traditionnelle

Les données issues de notre échantillon montrent que la localité de Leonzoane suit un schéma matrimonial traditionnel avec 94% des chefs de ménages de sexe masculin (cf. tableau 20). Parmi les 6% de femmes chef de ménage on retrouve des femmes seules ou des veuves. Les données montrent également une proportion totale de ménages polygames (2 ou trois épouses) de 18% avec cependant une tendance à diminuer pour les dernières générations.

---

[146] Cf. lexique des termes Portugais, Xitsua, Changana à la fin du manuscrit.

[147] Nom de la division administrative de la période coloniale, correspond aux actuels districts.

Tableau 20 : distribution des individus selon le sexe et le lien avec le chef de ménage, Leonzoane 2009-2010

		Sexe de la personne		
		0Féminin	1Masculin	Total
Lien de parenté avec le chef de famille	chef(taine)	6	91	97
		6,2%	**93,8%**	100,0%
	conjoint(e)	89	0	89
		100,0%	0,0%	100,0%
	2eme épouse	16	0	16
		100,0%	0,0%	100,0%
	3eme épouse	2	0	2
		100,0%	0,0%	100,0%
	Total	113	91	204
		55,4%	44,6%	100,0%

source: enquêtes 2009-2010

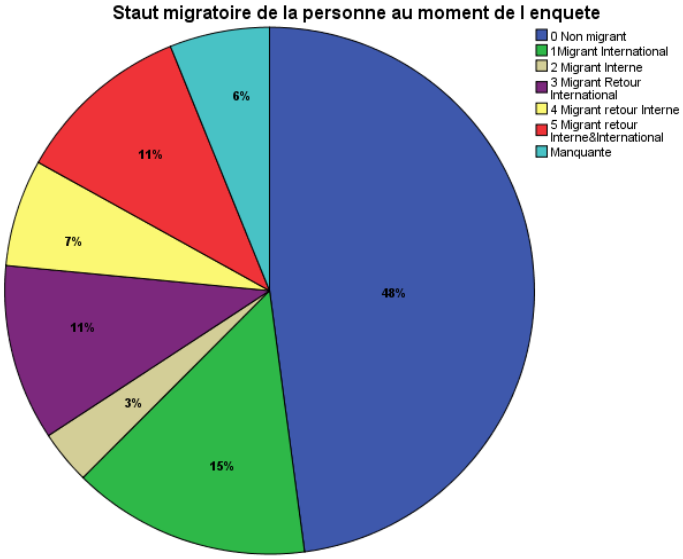
Une zone de fortes migrations largement internationales et masculines

Leonzoane est aussi une zone de fortes migrations avec 18% de migrants internes ou internationaux au moment de notre enquête (tableau 21). Notons que notre échantillonnage attribue le même poids aux différentes classes d'âges et sous-estime la part des actifs entre 20-40 ans au regard de la structure jeune de la population mozambicaine. En ce sens, la proportion de migrants est certainement plus élevée. Un rapide calcul à un niveau plus large, à partir du même tableau, montre que 46 % ont déjà migré au moins une fois au cours de leur vie active et sont potentiellement susceptibles de repartir. La distribution de l'échantillon selon le statut migratoire montre également l'importance des migrations internationales avec 15% des migrants actuels qui travaillent en Afrique du Sud et 22% des personnes qui ont été au moins une fois migrant international.

Tableau 21 : distribution selon le statut migratoire de la personne au moment de l'enquête[148]

Statut migratoire de la personne au moment de l'enquête		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	**0 Non migrant**	102	47,9	51,0	51,0
	1Migrant International	31	14,6	15,5	66,5
	2 Migrant Interne	7	3,3	3,5	70,0
	3 Migrant Retour International	23	10,8	11,5	81,5
	4 Migrant retour Interne	14	6,6	7,0	88,5
	5 Migrant retour Interne&International	23	10,8	11,5	100,0
	Total	200	93,9	100,0	
Manquante	Système manquant	13	6,1		
Total		**213**	**100,0**		

source: enquêtes terrain 2009-2010



Un deuxième type d'analyse montre la faible proportion de conjoints migrants (cf. tableau 22). Comme nous l'avons vu plus haut, 94% des chefs de ménages étant des hommes, cela permet de conclure au caractère largement masculin des migrations de notre zone d'étude, en accord avec les caractéristiques régionales (A, 1).

[148] Les manquants correspondent aux 2e et 3e épouses ou aux conjoints décédés dont le statut n'a pas été renseigné pour cette variable.

Tableau 22 : personnes interrogées selon le lien de parenté avec le chef de ménage et statut migratoire au cours de la vie active

			Statut de migrant ou non au cours de la VA		
			0Jamais migré au cours de la vie active	1A déjà migré au cours de la vie active	Total
Lien de parenté avec le/a chef de famille	1chef(taine)	Effectif	9	88	97
		% ligne	9%	91%	100%
		% colonne	10%	91%	53%
	2conjoint(e)	Effectif	77	9	86
		% ligne	90%	10%	100%
		% colonne	90%	9%	47%
	Total	Effectif	86	97	183
		% ligne	47%	53%	100%
		% colonne	100%	100%	100%

source: enquêtes 2009-2010

B - Une approche quali-quantitative des liens entre mobilités et systèmes d activités : des enquêtes biographiques complétées par une démarche ethnographique

Nous l'avons vu dans le chapitre II, le positionnement proposé pour répondre à notre question ne s'inscrit pas au sein d'une théorie unique ni d'un paradigme stabilisé s'appuyant sur des méthodes de recherche déjà mises en œuvre et confirmées. Etant donné le caractère expérimental du cadre théorique, nous avons proposé une méthodologie de travail, que ce soit pour la conception des enquêtes ainsi que pour l'analyse des données. Pour cela nous avons exploré les méthodes et outils utilisés par différentes études pour l'analyse dynamique des migrations et des systèmes d'activités (Perret *et al.*, 2005; Robin, 2006; Parnaudeau, 2008) mais aussi pour l'analyse de leurs liens directs ou indirects (Golaz, 2005; Chaxel, 2007; de Haas, 2007; Vassas-Toral, 2012). Dans les paragraphes suivants nous expliquons notre choix d'une enquête biographique comme outil principal pour identifier et caractériser nos objets d'étude et observer les liens entre recomposition des mobilités et des systèmes d'activités dans une perspective longitudinale. De plus, nous y avons associé une démarche de type ethnographique et des méthodes qualitatives, rendues possible par les douze mois passé entre

la ville de Massinga et la localité de Leonzoane (cf. encadré 6)[149]. Ainsi, la combinaison de ces deux approches facilite à la fois une collecte d'information systématique pour saisir les temporalités des migrations et des stratégies des familles, tout en intégrant les éléments de contexte, mais permet aussi d'aborder les aspects institutionnels à travers l'étude des pratiques et processus de décisions, comme proposé dans cadre d'analyse. Nous jetterons également un regard critique sur les contenus et le déroulement de nos enquêtes en expliquant les limites et difficultés rencontrées.

Encadre 6 : déroulement du terrain

Cette période inclue la phase de prise de contacts sur place, collecte des informations disponibles et définition de l'échantillon de familles à enquêter à Leonzoane, mais aussi la familiarisation de l'interprète avec les objectifs et contenus de l'enquête (Xitsua-Portugais) puis la phase de test du questionnaire à deux. Concernant l'interprète, une des priorités était de prendre une personne de Leonzoane à la fois pour sa connaissance de la zone et des chemins menant aux différents cercles et pour être plus facilement accueillis par les familles. Il y avait très peu de choix de personnes ayant un niveau scolaire suffisant et nous avons successivement eu recours à 3 personnes. Le premier, recommandée par le représentant administratif de Leonzoane avait un niveau bac et préparait le concours de maitre d'école. Il est aussi fils d'une famille de migrants de Leonzoane dont le père a fait toute sa carrière de façon légale et stable dans la Compagnie minière Kloof en Afrique du Sud. Au moment des concours, il s'est absenté et nous avons alors travaillé avec une jeune femme du même profil scolaire mais venant de la ville voisine de Maxixe. Elle m'a été indiquée par le réseau d'étudiants professeurs de Leonzoane ayant étudié dans cette ville. Celle ci a ensuite trouvé un emploi et nous avons alors choisi travailler avec un des chefs de famille de Leonzoane ancien migrant à Johannesburg, avec un niveau scolaire moindre mais avec une expérience de vie proche de celle de la plupart des familles et qui s'est montré très réceptif au travail.

[149] La durée totale du terrain à été de 18 mois, les 6 mois passés hors de Massinga ont été dédiés à la recherche d'un ancrage institutionnel et à l'installation au Mozambique, à la sélection de la zone d'étude, à la partie des enquêtes en Afrique du Sud et à des moments d'analyse intermédiaires.

1) Le choix d'une enquête biographique comme outil principal

Pour saisir l'évolution des systèmes d'activités et le rôle des mobilités dans les stratégies des familles, en accord avec les concepts proposés dans le cadre théorique (cf. chap. II), il nous fallait un outil adapté à la collecte des données socio-économiques individuelles et familiales sur la longue période. Pour cela, nous avons choisi une approche biographique[150] mise en œuvre à travers une enquête biographique, comme outil principal de collecte d'informations.

La spécificité de l'enquête biographique réside dans la collecte de parcours individuels conjuguant des trajectoires de nature différente : la trajectoire résidentielle, la trajectoire professionnelle, et les événements marquants de la vie familiale (naissance, mariage, décès, co-résidence des conjoints, ascendants et descendants) de la naissance de l'individu au moment de l'enquête. Ce type d'enquête d'abord initié aux Etats Unis est entré dans la démographie française avec l'enquête 3B (Biographie Familiale, Professionnelle et Migratoire), conduite en 1981 par Daniel Courgeau (Antoine *et al.*, 2009). Par la suite, ont principalement succédé d'autres enquêtes nationales, en Afrique de l'Ouest, en Asie et au Mexique (GRAB, 1997) ou encore en Equateur pour l'étude des systèmes de résidence (Dureau, 1991).

Notre questionnaire a été construit sur la base de cette «°enquête 3B°», (Ined-Insee, 1981) dont la méthodologie permet donc de donner une vue rétrospective dans le temps et dans l'espace de trois séries d'événements très souvent interdépendants qui se produisent tout au long de la vie des individus: les événements familiaux, les événements professionnels et les événements résidentiels (Antoine *et al.*, 1999). Sans avoir les mêmes objectifs de modélisation des comportements que les démographes qui utilisent ce type d'enquête, nous avons choisi de l'utiliser pour certains de ses aspects quantitatifs (mesure des temporalités des mobilités et des évolutions des systèmes d'activités) et pour la compréhension qu'elle permet

---

[150] L'approche biographique est transversale à différentes sciences humaines et peut être mise en œuvre de différentes manières qualitative et quantitative. Cette approche peut être définie comme une modalité de production de connaissances centrée sur le récit de vie. Il s'agit d'accéder à une compréhension des phénomènes étudiés par le prisme de production narratives prenant la forme de récits biographiques, d'histoires de vie en collectivité, lettres, correspondances etc. (AAC revue Interrogations, juin 2012). Pour une présentation et critique de l'approche biographique voir les ouvrages de Bertaux D., (1976), *Histoires de vies ou récits de pratiques? Méthodologie de l'approche biographique en sociologie*, Paris, C.O.R.D.E.S. et Bourdieu P., (1986), *L'illusion biographique*, Actes de la recherche en sciences sociales, 62-63

des liens de cause à effet entre les différentes trajectoires de l'individu, tout en le resituant dans son contexte.

Elle offrait l'avantage d'étudier en partie les mêmes objets que ceux qui nous occupent à savoir les logiques migratoires et activités professionnelles et leurs liens. Cependant, elle ne cherche pas à comprendre plus en détail les rapports entre les mobilités et les principaux éléments du système d'activités. Ainsi, tout en gardant sa structure par volets et ses principes (récit chronologique), nous avons adapté le questionnaire au regard de notre question de recherche et de la nature de notre terrain. D'une part nous avons simplifié ou éliminé certaines questions notamment sur les aspects résidentiels. D'autre part nous avons ajouté des parties relatives aux principales décisions économiques et à l'évolution des actifs. Pour cela, nous nous sommes guidés de travaux et enquêtes sur l'étude de trajectoires de systèmes d'activités. Nous avons également intégré une série de questions sur les différentes pratiques au cours des étapes de l'expérience migratoire des personnes interrogées afin d'apporter des éléments à notre hypothèse sur les normes et règles liées à la migration.

Cela nous a amené à proposer un outil original de collecte adapté au mieux à nos objectifs. Sur cette base, ce type d'enquête offrait différents avantages au regard des positionnements de notre cadre théorique pour dépasser les limites de la conceptualisation de la migration et répondre à nos questions :

- tout d'abord, elle apporte aux méthodes qualitatives une contrepartie quantitative, qui permet de mesurer la fréquence de phénomènes et leurs interactions, ainsi que de caractériser l'hétérogénéité des populations étudiées (Courgeau et Lelièvre, 1989) [151]. L'individu et les événements qui jalonnent sa vie ne sont pas décontextualisés, ce qui permet la compréhension et l'interprétation d'une trajectoire individuelle en fonction des événements passés de cette trajectoire, de celle des proches, et du cadre général dans lequel l'individu évolue (lieu de résidence, événements politiques, contexte économique…). Ce nouveau paradigme permet une analyse quantitative des comportements individuels en relation avec les caractéristiques présentes et passées de l'individu et de son milieu (Golaz, 2005). L'objet de l'étude est alors un comportement humain pris dans son contexte. L'introduction du temps dans l'analyse

[151] En ce sens, cette technique quantitative se distingue des méthodes de la démographie classique qui présuppose l'homogénéité des populations étudiées et l'indépendance des évènements survenant au cours de la vie. L'analyse statistique de la répartition au cours de la vie des événements les uns par rapport aux autres permet l'étude de l'interaction entre événements. Elle apporte aussi une mesure de l'hétérogénéité de la population et permet de caractériser cette hétérogénéité.

entraîne une vision diachronique des phénomènes et permet ainsi d'élucider les mécanismes d'action, d'influence, de la même manière que dans les histoires de vie (Bertaux, 1997)[152]. L'intégration de données contextuelles permet d'affiner les résultats par la collecte d'éléments sur la famille directe (ascendants et descendants directs et conjoints) et la mise en relation des dates avec une chronologie des événements importants à l'échelle de la population étudiée – c'est-à-dire la prise en compte de la conjoncture[153]. Pour chacune des périodes nous avons identifié les principaux développements sociopolitiques locaux et régionaux via des sources orales (cf. point 3) ou des sources secondaires bien documentées (cf. chapitre I). La mise en perspective de ces éléments d'économie politique nous permet de proposer une variété d'hypothèses pour expliquer l'évolution des formes de mobilités et les recompositions au niveau des systèmes d'activités ;

- de plus, elle permet l'analyse quantitative des biographies, présentée comme l'une des méthodes les plus satisfaisantes de mesure de la mobilité, depuis son utilisation par les démographes dès les années 1970 (Antoine *et al.*, 2009). Par rapport aux récits de vie plus largement utilisés dans les travaux sur les questions des dynamiques migratoire en lien avec les sociétés d'origine, elle permet donc de saisir les temporalités des migrations (hypothèse 1) pour les mettre en lien avec un ensemble de processus liés aux systèmes d'activités (hypothèse 2) ;

- un autre point intéressant de ce type d'enquête est qu'elle constitue un outil adapté au local. L'approche biographique est adaptée à des objets qui échappent à la démographie classique, comme des populations très mobiles ou très hétérogènes. C'est pourquoi, au départ, l'idée que l'analyse des biographies était particulièrement adaptée à l'étude des dynamiques urbaines s'est imposée. Ceci ne signifie pas que l'analyse des biographies n'est pas utilisable et pertinente pour l'étude des dynamiques rurales ni pour celles de communautés plus restreintes et plus homogènes. Plus qu'une question de rural ou d'urbain, c'est en effet l'échelle de la collecte ou de la population étudiée qui est ici en question. Si certaines enquêtes portent sur un pays ou une ville entière, par nature hétérogène, d'autres peuvent porter sur des populations d'apparence plus homogènes, par exemple en travaillant sur une communauté

[152] Ainsi l'objectif d'une étude biographique se rapproche de celui d'une étude de sociologie ou d'anthropologie sociale, à la différence près que le moyen utilisé pour mener à bien cet objectif demeure quantitatif et peut faire appel à des modèles statistiques, prenant en compte le temps.

[153] Certaines enquêtes sont encore mieux ancrées dans leur contexte, permettant d'envisager des analyses multi-niveau (AMN), c'est-à-dire qui tiennent compte pour expliquer des comportements individuels d'effets de groupe.

particulière. L'enquête biographique est alors envisagée dans une perspective différente : à l'échelle locale, elle permet d'éclairer les changements en cours dans la société, sans tomber dans le piège de l'uniformisation des enquêtes plus larges (Golaz, 2005) ;

- par ailleurs, la finalité quantitative de l'approche biographique s'appuie sur une méthode de collecte de données spécifique, qui laisse facilement la place à une démarche ethnographique et en fait une source de données mixtes (Gollaz, 2005). En effet, l'enquête biographique locale se rapproche de l'ethnographie, dans le sens où les objectifs des deux démarches peuvent être similaires (la compréhension du fonctionnement de la société et ses changements) et l'échelle de travail très proche. Ce qui différencie les deux approches est le mode de collecte et d'analyse des données. Les données biographiques demeurent avant tout quantitatives et représentatives, à la différence d'un corpus de données qualitatives. Malgré ce contraste, certaines enquêtes tirent parti des deux types d'approches. La nature du questionnaire, retraçant la totalité de la vie de l'individu, en fait une version relativement systématisée de l'histoire de vie menée par des sociologues. Cela est bien sûr à nuancer car le mode d'expression et de pensée guidé par questionnaire est très différent de celui la narration libre ou les processus de vécu et les représentations s'expriment pleinement. Ainsi, à la différence des récits de vie par entretiens ouverts, où la personne enquêtée raconte librement et dans l'ordre qu'elle choisi, son histoire, ses activités et mobilités au cours de sa vie (etc.), notre grille d'enquête permettait de ne pas oublier des éléments importants et de recueillir un ensemble d'informations de façon systématique. L'enquête biographique suppose la prise en compte de tous les états qui ont duré plus de six mois au cours de la vie de l'individu, et de tous les événements (changements résidentiels, professionnels, familiaux) qui ont jalonné sa vie[154]. Contrairement aux histoires de vie collectées en anthropologie, elle ne respecte pas le 'silence' des individus sur certaines périodes de leur vie (Randall et Koppenhaver, 2004). Dans la plupart des enquêtes, les étapes citées par la personne sont notées même si elles sont de courte durée, permettant la saisie des commentaires et des conditions de l'enquête (Golaz, 2005). Dans notre cas, nous avons tenté d'intégrer au mieux ces pratiques et nous avons abordé les trajectoires professionnelle et migratoire avec la personne de façon chronologique par période en lui posant des questions semi ouvertes sur lesquelles on la laissait ensuite développer ses idées librement et en prenant des notes si besoin. Puis, toujours pour chaque

[154] On pourrait penser que sur les étapes de la vie, où les événements se succèdent avec trop de rapidité pour satisfaire ce critère de six mois minimum des étapes importantes sont omises. Pour une critique cf. Mamung et Dorai, 1998 dans Neya, 2010 : 8.

période nous clôturions par des questions fermées, de précisions ou de complément. L'observation et l'écoute constante au cours de l'enquête ont facilité l'adaptation permanente de la collecte aux conditions de terrain. Pour identifier les périodes nous les avons définie comme le laps de temps d'au moins six mois au cours duquel une personne exerce un type de travail associé à des compétences précises, à un endroit donné, dans des conditions de travail données (niveau de rémunération, nombre d'heures, avantages sociaux associés...). Lorsqu'un des ces paramètres change nous considérons que l'individu entre dans une nouvelle période d'activité ;

- enfin, au delà des expériences de collecte et d'analyse s'inspirant des techniques qualitatives qui ont été menées[155], une question importante différencie les enquêtes. Il s'agit de l'implication sur le terrain, qui apporte une certaine garantie de qualité de la collecte quantitative. Nous venons de voir que le qualitatif peut occuper une place importante dans l'enquête biographique. Mais comme pour tout travail de terrain, la qualité du résultat dépend aussi beaucoup de l'implication et la présence sur le lieu de collecte. La durée de notre terrain de douze mois en vivant à Massinga[156], nous a permis une insertion sociale et le maintien du contact avec les familles de Leonzoane, ainsi que certains moments d'observation participante lors de fêtes familiales, travaux agricoles ou cérémonies. Au cours de cette période, outre l'enquête elle-même auprès des familles, observations et entretiens semi-directifs ont été menés (cf. point 2 ci-dessous). C'est sur la base des premières semaines de terrain qu'a été finalisé le questionnaire, et en particulier sa partie biographique, et c'est à la lumière des entretiens et observations de l'ensemble de la période que les trajectoires individuelles ont été analysées. Enfin, afin de valoriser au mieux les informations et de donner un caractère plus fluide aux entretiens et discussions, le choix a été fait d'enregistrer les enquêtes. Cela n'a pas

[155] L'exemple de l'enquête à Magenche (Tanzanie) en zone rurale éloignée (Golaz, 2002) illustre bien cette approche. Le travail avait pour objectif l'étude des stratégies de survie et des mécanismes d'adaptation dans une population qui semblait émigrer en faible proportion malgré une croissance démographique extrêmement rapide. Avec une faible déperdition de la population par émigration, l'analyse des biographies est un outil extrêmement pertinent, et la problématique se renforce d'autant : pourquoi les habitants n'émigrent-ils pas ? Comment ont évolué la mobilité et ses facteurs au cours des dernières décennies ? Si cette problématique porte principalement sur la mobilité humaine, l'étude touche l'ensemble des caractéristiques démo-économiques de la population. C'est le fonctionnement de la société dans son ensemble qui pourrait expliquer cette faible mobilité. Ainsi l'étude ne se limite pas à la mobilité sortie de son contexte social, mais concerne tous les aspects de la vie locale.

[156] Pour des raisons pratiques d'accès à l'eau et à l'électricité nous avons fait le choix de rester à la tête de district de Massinga et de faire des allers retours vers Leonzoane pour les enquêtes.

été systématique mais en fonction de l'accord de la personne, et là encore notre temps de présence à Leonzoane a facilité les réactions favorables.

En résumé, l'enquête biographique constitue ainsi une proposition méthodologique en accord avec nos positionnements théoriques, qui ne considère pas la migration comme une décision individuelle et permet de se centrer sur les liens continus entre migrants et leurs zones d'origine ; de prendre en compte les pratiques, en situant différents types de mouvements, résidence et d'échanges dans un ensemble de processus liés aux recompositions des systèmes d'activités.

2) Structure de l'enquête aux familles: un volet biographique principal complété par des volets transversaux

Les informations recueillies auprès des ménages couvrent différents domaines et peuvent être divisées en deux parties principales:

- une partie biographique porte sur différents aspects de la vie des enquêtés : la trajectoire professionnelle (activités pratiquées successivement ou cumulativement, volets 2 et 5), la mobilité résidentielle (changements résidentiels ou statutaires, volet 6), les dépenses et décisions économiques et changements au sein du système d'activités (y compris les changements agricoles, fin du volet 6), et la vie familiale (unions, naissances et décès chez les ascendants, conjoints et descendants directs, partie des volets 1 et 2) ;

- une partie transversale uniquement sur l'année en cours, concernant des informations socio-démographiques ainsi que la situation résidentielle et professionnelles, sur l'individu, son ménage, sa famille élargie (volets 1, volet 2, 3 et 4), sa première et/ou dernière expérience migratoire (volet 7) et le système de production agricole[157] et les revenus du ménage (volet 8). Les données recueillies sur les autres membres de la famille présents ou absents (volet 1 et 3), et avec lesquels l'individu partage toute ou partie de ses moyens d'existence, nous ont permis de reconstituer une *unité sociale d'observation* correspondant au système d'activité familial. Pour un détail sur la définition des unités sociales d'analyse cf. D ci-dessous.

---

[157] La notion de système de production est ici utilisée dans le sens des études sur les diagnostics agraires et se réfère exclusivement aux activités agricoles. Il regroupe ainsi les systèmes de cultures et les systèmes d'élevage. Pour plus de précisions sur les méthodes et techniques du diagnostic agraire voir Appolin F. and C. Eberhardt, (1999), *analisis de los sistemas de produccion en el medio rural: guia metodologica. Quito:* , et Ferraton N. and I. Touzard, (2009), *Comprendre l'agriculture familiale Diagnostic des systèmes de production*,

Ainsi, il est important de noter que même si l'enquête biographique porte sur des individus, l'information recueillie dépasse le cadre de ces individus, puisque l'on y trouve des éléments des trajectoires des parents, des conjoints et des enfants de la personne, ainsi que des informations sur les ménages dans lesquels elle a vécu. Ainsi la division (entre partie transversale et biographique) n'est pas stricte dans la mesure où les volets sont liés entre eux et certaines parties transversales (par ex concernant les enfants) renseignent des éléments de trajectoire du couple. Le tableau 23 présente les principaux contenus des différents volets du questionnaire d'enquête aux familles (cf. annexe 13 et 16)

Tableau 23 : contenus des différents volets du questionnaire et personnes concernées

Volets	Contenus
1, 2 et 4	Données sociodémographiques des deux membres du ménage (présent ou absent) et leur famille: histoire matrimoniale, origine géographique des parents et composition fratrie, niveau d'éducation.
3	Données socioéconomiques sur les autres membres de la famille élargie 2009-2010: statut matrimonial, niveau de scolarité, statut professionnel, localisation résidence et relations économiques avec le ménage.
2, 5 ,6	Trajectoires professionnelles et migratoires des deux membres du ménage (présent ou absent)
6	Évolution des actifs du ménage-stratégie économique
7	Décisions et processus de la première et/ou dernière migration
8	Caractérisation du système de production (cultures et d élevage), organisation du travail et ensemble des revenus 2009-2010

Source : élaboration personnelle

Pour résumer, d'une part les images, transversale et biographique, issues des données quantitatives se complètent, permettant de suivre la vie de la personne et de la replacer, au moment de l'enquête, dans un contexte plus large. D'autre part, s'ajoute à ces données un corpus de données qualitatives au moment de l'enquête, de notes de terrain et d'entretiens.

Les entretiens étaient relativement longs, du fait de la traduction et duraient entre 1h00 et 2h30 selon l'âge de la personne (20-83 ans) et sa trajectoire (cf. encadré 7). La période d'enquêtes s'est déroulée sur 12 mois, entre le 1er Aout et le 10 octobre 2009 et a été complétée entre avril et décembre 2010. Les mois de la deuxième phase de terrain ont notamment été choisis à la fois pour assurer des entretiens lors du retour des migrants, essentiellement en décembre, et pour assister aux principaux travaux agricoles. Dans certaines familles, des enquêtes ont été effectuées auprès de plusieurs membres et ont permis la création de diagrammes de parenté (arbre de la famille avec informations relatives à la résidence, aux

activités et aux relations entre les différents membres notamment en termes de transmission de capital matériel, cf. point E). Cet outil nous a aidés, notamment pour la compréhension des règles de transmission de l'héritage (notamment foncier) ainsi que pour l'organisation spatiale de la famille (établir les relations entre résidents et migrants).

Encadré 7 : principales difficultés et limites sur le déroulement enquêtes

En plus de notre présentation initiale dans les réunions d'assemblées de la localité, à chaque rencontre nous avons du prendre le temps de réexpliquer le contexte et les objectifs du travail afin d'éviter les attentes, comme un appui matériel ou financier. La double démarche quali-quantitative et l'attention requise par ce type d'enquêtes (croisement de l'information à mesure pour vérifier la cohérence et suivre la personne dans son raisonnement) et la nécessité de traduire n'a pas permis de déléguer le travail. Les temps d'enquête étaient longs du fait du recours nécessaire à la traduction : si la plupart des hommes parlent le portugais et à fortiori les migrants (portugais et anglais) les femmes ne le maitrisent pas ou peu, excepté celles de la dernière génération. Nous n'avions pas mesuré l'importance de ce temps de traduction et après une phase de test-ajustement du questionnaire, nous avons dû nous adapter et prioriser selon la disponibilité et capacité d'attention des personnes et les situations. Ainsi, la longueur du questionnaire aurait mérité deux passages par famille ce qui n'a pas toujours été le cas. Dans tous les cas nous avons recueilli les volets de trajectoires migratoires professionnelles et familiales et les décisions socio-économiques liées aux mobilités. Nous avons parfois réduit le volet sur les systèmes de production et souvent la partie sur le montant des revenus et transferts des années antérieures (les changements de systèmes monétaires entre escudo, metical, pound et rand, compliquent de la collecte de données) et le volet sur le récit détaillé de la première et dernière migration.

Le questionnaire se faisait auprès du représentant de la famille présent au moment de l'enquête, en général le mari ou la femme. Par ailleurs, les données les plus complètes seront donc celle du conjoint présent et on aura les informations complémentaires de l'autre conjoint et un set de données générales pour la famille. Enfin, nous avons aussi été confrontés aux dimensions culturelles et aux problèmes des questions mal formulées initialement (p.e sur les notions de résidence et d'emploi entendues comme très formelles ou la situation parfois jugée inopportune de mon statut de femme pour interroger des hommes sur les activités agricoles).

3) Des entretiens ouverts et des observations in situ complémentaires

En dehors du questionnaire principal aux familles nous avons mené des entretiens ouverts et semi-directifs complémentaires autour de thèmes comme l'organisation communautaire et familiale, l'accès et la transmission des terres. L'objectif de ces entretiens auprès d'un nombre réduit de personne était de saisir d'une part des éléments de contexte propre à chaque période et d'autre par des informations sur les pratiques agricoles ou sociales communes à l'essentiel des familles de Leonzoane. Ce type d'entretien nécessite un bon niveau de confiance, ce qui a été facilité par le fait de passer du temps dans la localité et de partager des instants de la vie des familles (repas, discussions informelles,...). Ces discussions informelles échangées lors de « moments de vie » permettent également de réaliser des observations in situ comme par exemple l'organisation du travail agricole de la famille. Les entretiens qualitatifs menés tout au long de la présence sur le terrain ont touché différents groupes de la population, en premier lieu les anciens et les personnes dans des positions sociales importantes (relais de l'administration, professeurs d'écoles, leaders religieux, chefs de terre…). Le reste des entretiens étaient ciblés sur des personnes remarquables, celles pratiquant une activité peu courante ou ayant des attitudes ou des comportements particuliers. Le nombre de personnes interrogées et thèmes des entretiens qualitatifs complémentaires sont les suivants :

- entretiens histoire socio-économique et histoire agraire locale (3)[158]
- entretiens organisation sociale et modes de transmission familiale (3)
- entretiens itinéraires techniques détaillés des systèmes production et élevage (7)
- entretiens circuits commercialisation locaux, marchés et prix localité, Massinga (2)
- entretiens transporteurs et associations de migrants à Rustenburg (2)

4) Recueil d'informations statistiques et sources secondaires

Comme nous l'avons dit dans le chapitre I (cf. encadré 1) nous avons aussi fait un recueil et un traitement de données statistiques et cartographiques. Cela a été utile pour construire la problématique au niveau de l'Afrique australe et du Mozambique et pour le choix de la zone d'étude. Ces sources ont permis de caractériser les tendances

[158] cf. annexe 14

socioéconomique et de l'emploi, agricoles, démographiques et migratoires au niveau de la région et national. Les principales sources ont été les statistiques officielles issues des recensements et enquêtes nationales ou des données de la banque centrale du Mozambique, mais également des sources secondaires issues des unités de recherche publique (Ministère de l'Agriculture) ou privée, de rapport d'experts (AFD), d'ONG ou d'organisations internationales (FAO, PNUD), ou des travaux universitaires.

La collecte d'informations statistiques et cartographiques a été difficile car limitée par l'absence, l'incomplétude ou le manque d'homogénéité et de comparabilité entre sources et bases de données. Par exemple les méthodologies d'enquêtes ménages nationales variaient d'une année sur l'autre et les résultats définitifs et désagrégés du dernier recensement de population effectué en 2007 n'étant pas à disposition du public (uniquement certains résultats partiels au niveau province). Par ailleurs, il n'y avait pas de liste officielle ou de cartes des limites administratives des localités avec localisation précise des cercles. Cela est en partie lié aux nombreux changements de divisions administratives, notamment à Inhambane, avec la création du district de Funhalouro en 1986 (Wils, 2002)[159]. A partir des informations et documents accessibles et disparates nous avons ainsi fait un travail d'assemblage pour créer une information spécifique à notre étude.

Par ailleurs, le district de Massinga a été très peu investi par des institutions nationales et internationales et n'a fait l'objet que de rares études. Nous n'avions pas de données localisées à part le « Plan stratégique du district» (2009-2012), un mémoire de master en démographie (Alfeu, 2001), une étude socioéconomique sur l'utilisation des transferts par les familles de migrants (Farré, 2009) et une monographie de la période coloniale (Almeida, 1959). Ces sources ont été complétées par une revue bibliographique historique pour resituer les dynamiques actuelles. Pour les périodes coloniales et de guerre civile nous avons également consulté l'Archive Centrale du Mozambique (ACM) et des ouvrages sur l'histoire politique et économique régionale.

En conclusion de ce point B sur la démarche et les outils choisis, nous avons opté pour une collecte à la croisée du qualitatif et du quantitatif en proposant une démarche innovante

[159] A Lei N.º 6/86 de 25 de Julho estabeleceu a alteração da divisão territorial do País, com a criação de novos Distritos nalgumas Províncias.

conjonction d'une collecte biographique, d'entretiens qualitatifs ciblés et d'une implication longue sur le terrain.

C - Sélection et présentation de l'échantillon des familles

Dans les points suivants nous expliquons le type d'échantillonnage et la façon dont nous avons choisi les familles et les personnes avec qui nous avons réalisé les enquêtes biographiques présentées ci dessus. Dans un premier point, nous justifions notre choix d'un échantillonnage raisonné par rapports à nos objectifs. Ensuite, nous expliquons comment, avec des enquêtes miroir complémentaires, nous avons en partie pallié au biais des enquêtes indirectes. L'absence des migrants est en effet souvent la norme des travaux sur la migration menés sur le lieu d'origine (Mazzucato, 2009).

a) Sélection de l'échantillon des familles de Leonzoane

La localité de Leonzoane regroupe 35 400 habitants (Governo-Distrital-Massinga, 2009). La nature et la durée de nos enquêtes ne permettaient pas de travailler avec un échantillon aléatoire représentatif de la population. Ainsi, à partir des « listes de recensement local », obtenues auprès du chef administratif, nous avons construit un échantillonnage des familles de Leonzoane, guidé par un double objectif :

-d'abord retracer l'évolution sur le temps long à la fois des mobilités (dans leurs formes et règles) et des systèmes d'activités des ménages, ce qui nous a amené à prendre en compte l'âge des individus dans notre sélection ;

- par ailleurs, capter la diversité des situations et donner un ordre de grandeur des tendances observées à partir de nos enquêtes.

Pour cela nous avons procédé à un échantillonnage raisonné stratifié et par quotas. Ce type d'échantillon permet d'avoir une représentativité des situations au cours des différentes périodes, c'est à dire de mettre en évidence des situations-type de familles (en termes de rôle de la migration dans les stratégies) sans avoir la prétention de proposer un panorama représentatif de la proportion de population des dits cas types. Autrement dit, on ne veut pas savoir dans quelle mesure les types dominent, sinon au mieux donner une tendance de leur proportion.

De façon précise l'échantillon pour la sélection des familles à été construit comme suit :

Tout d'abord nous avons décidé d'enquêter 100 familles réparties sur l'ensemble du territoire de la localité. Cela répondait à nos objectifs de capter la diversité des situations tout en ayant un effectif minimum permettant certains traitements statistiques[160]. Pour déterminer la distribution géographique des individus nous avons obtenu la liste des effectifs des familles et personnes de chaque sous-zone administrative ou cercle auprès du représentant local. Le nombre de ménages a été réparti de façon proportionnelle au pourcentage de familles présentes dans chaque cercle (cf. tableau 24). Pour diverses raisons, l'effectif total de notre échantillon final est de 97 familles (cf. encadré 8 : difficultés et analyse critique de la méthode d'échantillonnage).

Tableau 24 : sélection de l'échantillon selon le nombre d'habitants et de ménages par cercle de la localité de Leonzoane, 2009-2010

Povaçoes/Circulos	Nb habitants	% habitants	N° de familles	% familles	Echantillon sélectionné (nb familles)	Echantillon valide enquêté (nb familles)
1-Marrucua/Sahane (35 KM)	4175	14,40	717	11,38	12	18
2-Utisela (80 km)	5710	19,69	1272	20,19	20	4
3-Marrule (30 KM)	2650	9,14	908	14,41	15	21
4-Bambatela (40km)	1907	6,58	400	6,35	6	9
5- Nzilu	2334	8,05	589	9,35	9	7
6-Zugunze (20 km)	10 195	35,16	2036	32,31	32	32
7- Lihonzoane (80 Km)	2029	7,00	379	6,01	6	6
	29000	100,00	6301	100,0	100	97
			taille de l'échantillon	% familles		1,5
				% population		0,67

Source : liste manuscrites de recensement local et enquêtes 2009-2010

[160] L'échantillon de 100 familles et les sous classes formées permettent de faire des traitements de statistique descriptive répondant à une loi normale.

Une fois établi le nombre de familles à enquêter dans chaque cercle, pour assurer l'objectif d'observer l'évolution des mobilités et des systèmes d'activités entre la période coloniale et aujourd'hui, tout en gardant des effectifs adéquat pour faire des traitements quantitatifs, nous avons sélectionné des ménages des différents groupes d'âge au sein de chaque cercle[161].

Tableau 25 : distribution des personnes par groupe d'âge et lien de parenté avec le chef de famille, Leonzoane 2010

			Lien de parenté avec le/a chef(e) de famille				
			1chef(taine)	2conjoint(e)	2eme épouse	3eme épouse	Total
Groupe d'Age par tranches de 20 ans	20-40	Effectif	30	50	10	2	92
		N % ligne	32,6%	54,3%	10,9%	2,2%	100,0%
		N % colonne	30,9%	55,6%	58,8%	100,0%	44,7%
	41-60	Effectif	39	32	6	0	77
		N % ligne	50,6%	41,6%	7,8%	0,0%	100,0%
		N % colonne	40,2%	35,6%	35,3%	0,0%	37,4%
	60+	Effectif	28	8	1	0	37
		N % ligne	75,7%	21,6%	2,7%	0,0%	100,0%
		N % colonne	28,9%	8,9%	5,9%	0,0%	18,0%
	Total	Effectif	97	90	17	2	206
		N % ligne	47,1%	43,7%	8,3%	1,0%	100,0%
		N % colonne	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

source: enquêtes 2009-2010

L'éventail des âges des individus de l'échantillon s'étend ainsi entre 20 et 83 ans et se répartit de façon relativement homogène entre les trois groupes (respectivement 31 %, 40% et 29% pour le chef de ménage) (cf. tableau 25 et figure 23). Cela contribue aussi à assurer la diversité de nos observations des mobilités et des systèmes d'activités. Si l'on considère les années de vie active[162] des personnes interrogées (14-64 ans) les données recueillies sur les

[161] Il aurait été plus précis de former l'échantillon en tenant compte du début de vie active des personnes mais très peu opérationnel sur le terrain (cf. encadré 8).

[162] Au niveau international le critère de définition de vie active correspond à l'intervalle 14-64 ans. En réalité les familles rurales ne disposant pas systèmes de retraites et ni d'épargne significative, la plupart des personnes continuent à travailler au-delà des 64 ans et/ou bénéficient de l'entraide familiale. Pour cette raison nous avons décidé de considérer que la vie active va au delà et s'arrête au moment ou la personne s'arrête de travailler ou est dépendante de tiers pour subvenir à ses besoins.

mobilités et les trajectoires professionnelles couvrent une période totale de 70 ans allant de 1940-2010, soit quasiment cinq générations[163].

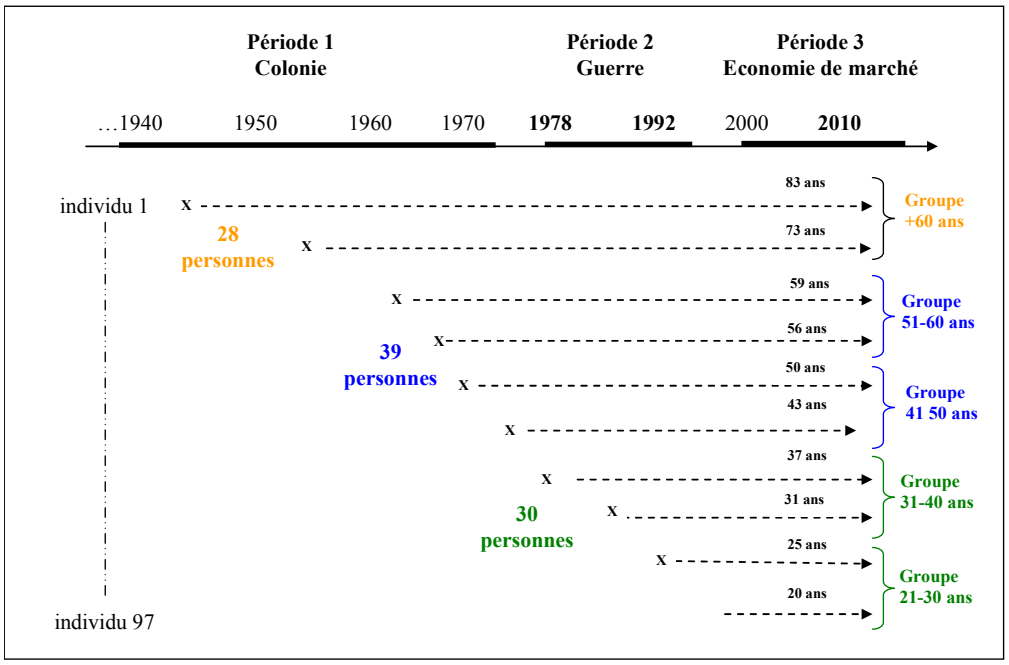


Figure 23 : sélection des chefs de famille de l'échantillon et périodes historiques renseignées selon 3 groupes d'âges

En dehors des critères présentés ci-dessus, les individus au sein de chaque cercle étaient ensuite choisis au hasard, sans aucun autre critère supplémentaire (ex : statut migratoire ou socio économique…). Nous avons réussi à mettre en œuvre cet échantillonnage, avec quelques écarts entre notre présélection initiale et notre échantillon final, expliqués dans l'encadré 8. Au total, nous avons ainsi obtenu des données biographiques auprès de 97 ménages migrants et non migrants[164] et leur famille, concernant 206 personnes, bien qu'avec

[163] 4,7 générations si on considère une distance de 16 ans entre génération démographique, âge minimum du premier enfant en milieu rural au Mozambique.

[164] Selon Nyberg Sorensen (2004), alors qu'un certain nombre de recherches est maintenant disponible sur le potentiel des transferts des travailleurs migrants vers leur région d'origine, beaucoup moins mis en évidence sur l'échelle, la nature et l'impact des transferts des réfugiés. Il n'est pas correct d'assumer que du fait que les réfugiés ne migrent pas en premier lieu pour des motifs économiques, ils ne vont pas s'engager dans des activités économiques qui soutiennent leurs famille ou qui vont bénéficier à leur pays d'origine […] les transferts envoyés par les réfugiés peuvent servir dans de nombreux cas aux mêmes objectifs que les transferts des migrants économiques. Au regard du grand nombre de migrations de réfugiés caractéristique du Mozambique au cours de la période étudiée, nous adoptons une ici une définition de la migration économique au sens large qui inclue tout mouvement, y compris de réfugiés avec pour objectif une amélioration de ses conditions de vie et de sa famille, donnant lieu ou non à des transferts effectifs monétaires ou matériels.

une qualité des données variable d'une enquête à l'autre (cf. B encadré 7: analyse critique de la méthode d'enquêtes). Cet échantillon représente 0,67 % de la population soit 1,5% des ménages de la localité de Leonzoane (cf. tableau 24).

Encadré 8 : Encadré difficultés et analyse critique de la méthode d'échantillonnage

Des différences entre l'échantillon sélectionné et l'échantillon final enquêté s'expliquent pour plusieurs raisons. Afin de ne pas perdre une journée de travail, le guide local cherchait et fixait des rendez-vous avec les familles de chaque cercle quelques jours avant. Cependant il est arrivé que certaines ne soient pas là, ou que la personne ne souhaite pas réaliser l'entretien après la présentation détaillée des objectifs. Cela nous a obligés au pragmatisme et dans ces cas, nous avons cherché une autre famille répondant le mieux à nos critères sur le moment. Par exemple, à Utisela le cercle le plus éloigné, après deux voyages infructueux, nous avons décidé de reporter ces entretiens sur Zunguze, le cercle le plus important en population pour limiter les frais d'essence et le temps perdu. Nous avons aussi parfois vu des personnes répondant davantage par obligation que par collaboration, réduisant la qualité des enquêtes et pour certains il a été préférable d'alléger l'entretien. Dans le même sens, les enquêtes sur les trajectoires de vie requièrent que la personne ait la mémoire des dates et des faits géographiques et économiques au cours de sa vie. Dans le cas ou les informations étaient insuffisantes, le questionnaire est resté à disposition pour les analyses qualitatives. Au final, le nombre total d'entretiens menés a été supérieur à ceux exploités et systématisés car des témoignages se sont avérés incomplets ou peu fiables et donc inexploitables. De plus, il n'a pas toujours été facile de trouver des personnes du groupe 51-60 ans, qui reste le plus réduit. Cela s'explique car cette génération correspond aux 25-30 ans au moment le plus intense de la guerre civile (1978-1992) dans la zone. Enfin, un biais dans la sélection faite par les guides-interprètes a été de parfois nous orienter vers les membres d'une même famille qu'il connaissait mieux ou par effet boule de neige. Nous avons cependant tiré parti de ce biais en faisant des analyses intergénérationnelles. Ainsi, nous nous sommes adaptés au fur et à mesure selon les rencontres, le travail des guides-interprètes et l'acceptation des personnes à participer aux enquêtes et livrer leur expérience.

Au final, nous avons veillé à ce que l'échantillon des individus enquêtés présente une dispersion satisfaisante en termes d'âge et de sexe de manière à permettre une bonne vision diachronique et éviter le biais de profils démographique. Cet échantillon hétérogène, permet d'appréhender la diversité des ménages et des stratégies avec l'objectif d'en tirer des tendances générales. Cette démarche est justifiée par D. Bertaux (1997 : 99) pour qui « à partir d'un petit nombre de cas on peut découvrir des mécanismes sociaux de grande ampleur, touchant des milliers, voir des millions de parcours ».

b) Comment interroger les migrants : des enquêtes à Leonzoane et au sein du principal champ migratoire en Afrique du Sud

Pour comprendre l'évolution des mobilités et de leur rôle renouvelé ou non dans les stratégies des familles et les recompositions des systèmes d'activités, nous avons décidé d'analyser les trajectoires migratoires et professionnelles des ménages à partir de Leonzoane, et l'échantillonnage que nous venons de présenter sélectionne les personnes à interroger (migrant et non migrants) dans la localité d'origine.

Or, une des principales difficultés et biais reconnus des travaux sur les migrations réside dans le mode d'interview : la situation au moment de l'enquête sur le lieu d'origine est souvent l'absence d'un ou plusieurs membres du ménage, en général le migrant (mais parfois des épouses dans le cas de ménages polygames), ce qui oblige à mener un entretien indirect pour ces personnes. Nous avons aussi été confrontés à cette difficulté et après le premier terrain, environ un tiers des trajectoires migratoires et professionnelles avaient été collectées de façon indirecte via le conjoint présent.

Cela s'est posé comme une difficulté à surmonter car dans de nombreux cas les épouses ont peu d'informations sur les destinations, le type et les conditions d'emploi de leurs maris migrants, et la qualité des informations sur les trajectoires n'était pas garantie. Cela est d'autant plus vrai pour les migrants vers l'Afrique du Sud pour la période récente avec des changements fréquents de lieux et de statuts d'emploi. Or, au regard de notre choix théorique de concevoir la migration comme partie d'un système d'activité familial multi-localisé qui articule les lieux qu'une famille mobilise pour diversifier ses activités et améliorer ses moyens d'existence, il nous fallait garantir la prise en compte les différentes activités des migrants dans l'espace, au Mozambique et en Afrique du Sud. Ce besoin d'interroger directement les migrants sur leurs activités pour assurer un maximum de couverture et de qualité des données à été assuré par deux voies. D'une part, le choix d'être présent au mois de décembre pour la deuxième série d'enquêtes, au moment du retour massif des migrants pour

les fêtes de fin d'années en famille. D'autre part, le choix de mener nos enquêtes auprès d'une partie des migrants de notre échantillon en allant sur leur lieu de travail en Afrique du Sud.

Pour avoir une idée des provinces et lieux de destination en Afrique du Sud des individus de notre échantillon, à la fin de notre première phase de terrain, nous avons fait une analyse de la distribution des personnes ayant déjà migré, selon la province de destination lors de leur première migration. Les provinces du Gauteng et du North-West sont ainsi apparues comme les deux principaux champs migratoires et lieux d'insertion professionnelle des migrants de Leonzoane (cf. figure 24).

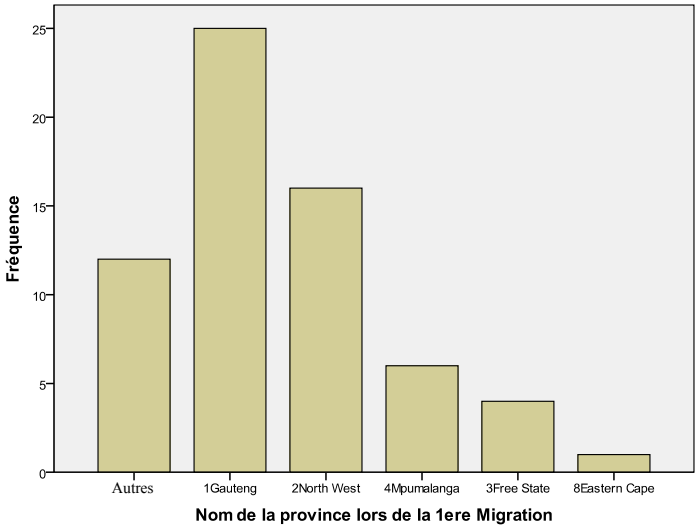


Figure 24 : distribution des personnes interrogées selon la province de destination lors de leur première migration (64 familles à la fin du 1er terrain)

Au vu de la taille réduite de notre échantillon à ce moment, pour consolider ces observations, nous avons complété nos données sur les destinations par une enquête rapide auprès de 164 personnes de Leonzoane interrogées au hasard[165]. Une analyse sur le total des personnes déclarant travailler en Afrique du Sud au moment des enquêtes (enquête de notre échantillon et enquête rapide) confirme que les deux principales provinces de destinations de migration en Afrique du Sud à partir du district de Massinga et de Leonzoane sont clairement

[165] Enquête très rapide (10-15 mn) comportant une dizaine de questions (lieu d'origine de la personne, statut migratoire, lieu de migration, activité, secteur et statut d'emploi…), (cf. annexe 15).Pour cela nous avons fait appel aux professeurs des écoles primaires répartis dans les différents cercles de Leonzoane.

le Gauteng (31%) et le North-West (29%), viennent seulement ensuite le Mpumalanga (8%) et le Free State (6%) (cf. tableau 26).

Tableau 26: distribution des migrants au moment de l'enquête (2009) selon la Province de destination en Afrique du Sud (total des enquêtes rapides et approfondies)

Nom de la Province de Migration en 2009

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Autres	8	9,6	9,6	9,6
1Gauteng	26	31,3	31,3	41,0
2North West	24	28,9	28,9	69,9
3Free State	6	7,2	7,2	77,1
4Mpumalanga	8	9,6	9,6	86,7
5Limpopo	1	1,2	1,2	88,0
6Westren Cape	4	4,8	4,8	92,8
7Kwazulu Natal	3	3,6	3,6	96,4
8Eastern Cape	2	2,4	2,4	98,8
9Northern Cape	1	1,2	1,2	100,0
Total	83	100,0	100,0	

Source : enquêtes 2009-2010

Un travail sur la présence de migrants internationaux en Afrique du Sud à partir des données du recensement sud-africain de 2001 (FMSP, 2009), fourni des données sur le nombre de personnes nées au Mozambique présentes dans les différentes provinces du pays. Les résultats confirment les tendances observées au niveau de notre échantillon : l'essentiel de la présence Mozambicaine en Afrique du Sud se retrouve dans les Provinces que nous avions identifiées, entre autre: Gauteng, North-West, Mpumalanga, Free State et dans une moindre mesure le Kwazulu Natal[166] (cf. cartes 6 et 7 chapitre I).

[166] Deux « divergences » sont néanmoins observables entre les principaux champs migratoire à partir de Leonzoane et la distribution nationale des mozambicains en Afrique du Sud observée par le recensement de 2001, sur lesquelles nous pouvons faire des observations qualitatives. D'une part, on observe un faible pourcentage de migrants de notre échantillon vers le Limpopo et dans une moindre mesure vers le Mpumalanga, comparé à la présence mozambicaine générale en Afrique du Sud. Cela pourrait s'expliquer par la proximité de ces provinces avec celle de Maputo et l'existence de circuits et réseaux privilégies à l'échelle sous régionale liant certains espaces géographiques entre eux de manière plus exclusive. Les travaux de sur les migrants dans le Mpumalanga (Morice, 2009) semblent confirmer que l'essentiel des migrants est effectivement originaires de la province de Maputo. D'autre part, et à l'inverse, on voit observe un pourcentage élevé de migrants de Leonzoane allant vers la province North-West relativement à la distribution nationale. La encore, l'hypothèse de réseaux privilégiés issus de l'histoire coloniale peut être une explication.

Sur la base des résultats sur les principaux champs migratoires à partir de Leonzoane, nous avons complété nos entretiens en nous rendant à Rustenberg (principale destination au sein de la province North West) où nous avons passé un mois. Nous avons privilégié Rustenberg plutôt que Johannesburg pour des raisons de taille de la ville et de sécurité et car nous y avions davantage de contacts. Nous avons ainsi pu mener des enquêtes miroir en interrogeant les chefs de famille migrants dont nous avions le contact par les épouses ou la famille à Leonzoane. Nous avons en partie également observé le milieu et l'environnement professionnel (entretiens dans les compound et lieux de vie sur les sites miniers) et comportements des travailleurs migrants en dehors de leur localité d'origine. Au cours de ces semaines que nous avons aussi fait des entretiens ouverts avec différents acteurs présentés dans la section B (associations de transport…)

Après la mise en œuvre de ce dispositif complémentaire, la part des entretiens indirects de notre échantillon a chuté à 21%, parmi lesquels presque la moitié (19 personnes), sont des chefs de famille (cf. tableau 27). Le tableau nous renseigne de façon plus spécifique sur le statut migratoire des personnes interrogées indirectement. Les informations recueillies à Rustenberg ont ainsi permis d'améliorer le niveau général de qualité de nos résultats et de mener des entretiens qualitatifs complémentaires sur le lieu de travail.

Tableau 27 : distribution des personnes selon le mode d'entretien et le lien avec le chef famille

		Enquête directe ou indirecte		
		0directe	1indirecte	Total
Lien de parenté avec le/a chef(e) de famille	1chef(taine)	78	19	97
		80,4%	19,6%	100,0%
	2conjoint(e)	76	14	90
		84,4%	15,6%	100,0%
	2eme épouse	8	9	17
		47,1%	52,9%	100,0%
	3eme épouse	0	2	2
		0,0%	100,0%	100,0%
	Total	162	44	206
		78,6%	21,4%	100,0%

source: enquêtes terrain 2009-2010

D - Echelles spatio-temporelles et unités sociales d'analyses

La nature de nos questions et nos positionnements théoriques impliquent la définition de différents niveaux d'analyses temporelles et des unités sociales d'analyse correspondantes. Nous présentons et justifions ici la façon dont nous avons établi ces différentes échelles d'analyse temporelles à long terme et à moyen-court terme et les unités sociales renseignées pour chacun de ces niveaux qui nous ont permis d'étudier d'une part l'évolution des mobilités et les liens entre mobilités et systèmes d'activités.

1) Découpage en trois périodes historiques pour une analyse dynamique

Pour mettre en évidence les spécificités des dynamiques actuelles dans les interactions entre les mobilités et les recompositions des systèmes d'activités des ménages, nous avons collecté des informations sur la longue période à travers une approche biographique (cf. B ci-dessus). Afin de visualiser les évolutions des mobilités et des systèmes d'activités dans le temps il nous fallait structurer nos résultats autour d'un découpage temporel en définissant des périodes d'observations. L'histoire sociopolitique du Mozambique est marquée par des ruptures fortes. Celles-ci constituent des points de repère essentiels qui structurent la plupart des analyses socioéconomiques selon trois temps forts (cf. chapitre I, C): la période coloniale (1895-1975), la période socialiste et de guerre civile (1978-1992) et la période d'économie de marché (1994-2012). Au regard de la pertinence de ces grandes phases vis-à-vis des dynamiques économique et migratoire (cf. chapitre I), nous avons décidé de les prendre en compte dans notre périodisation, tout en maintenant notre objectif d'avoir un nombre d'observations permettant des analyses statistiques consistantes (cf. C, sélection échantillon).

A partir de là, en nous appuyant sur notre méthode d'échantillonnage (Cf. C) nous avons formé des groupes par tranches d'âge de 20 ans au sein de notre échantillon (20-40 ans, 41-60 ans, 61-80 ans), afin d'avoir trois groupes de taille équivalente. A partir de là, l'« année de début de vie active » des individus nous a permis d'établir trois périodes qui recoupent relativement bien les étapes de l'histoire nationale et locale (cf. tableau 28):

- le groupe des plus de 60 ans dont les individus ont débuté leur vie active entre 1946 et 1969 et dont l'essentiel ont commencé à travailler autour de 1960. Ce groupe va nous permettre de faire des analyses sur les mobilités et les systèmes d'activités de la période coloniale. Les trajectoires les plus anciennes parmi nos entretiens sont celles de personnes nées dans les années 1925 (+/- 80 ans), ayant commencé à travailler entre 1945 et 1955. Pour

caractériser les formes de mobilités antérieures nous nous baserons essentiellement sur les travaux de First et al (1998).

Tableau 28 : statistique de la variable date de début de vie active par groupe d'âge

		Groupe d'Age par tranches de 20 ans		
		20-40	**41-60**	**60+**
Date de début de la 1ere période professionnelle	Moyenne	Déc 1994	Jun 1980	Jan 1960
	Maximum	Jun 2006	Jun 1995	Jun 1969
	Médiane	Jun 1994	Jun 1982	Jun 1960
	Minimum	Jun 1985	Jun 1965	Jun 1946
	Mode	Jun 1989	Jun 1974	Jun 1960
	05 centile	Jun 1986	Jan 1968	Jan 1950
	25 centile	Jun 1990	Déc 1973	Nov 1957
	75 centile	Jun 1998	Jun 1987	Jul 1963
	95 centile	Jun 2005	Apr 1991	Jun 1969
	99 centile	Jun 2006	Jun 1995	Jun 1969
	N total	**30**	**39**	**28**

Source: enquêtes terrain 2009-2010

- le groupe des 41-60 ans de notre échantillon, dont les individus ont commencé leur vie active entre 1965-1995, et pour la plupart en 1974, vont nous renseigner sur la période de pré-indépendance et de guerre civile. Les 2e et 4e centiles montrent que 25% des personnes de ce groupe ont débuté leur vie active avant l'indépendance et 5% à la fin de la guerre (1991).

- enfin, le groupe des plus jeunes individus de notre échantillon, les 20-40 ans, dont le début de vie active se situe entre 1985 et 2006, et pour 75% après 1990, nous permettra de caractériser les mobilités et leur rôle dans les systèmes d'activités de la période d'économie de marché dans laquelle le pays est entré depuis 1992. Le 2e quintile de ce groupe montre que 25% d'entre eux ont débuté leur vie active pendant la guerre.

Encadré 9 : Regard critique sur les choix et contraintes des échelles d'analyse

Le choix de périodisation en fonction des groupes d'âges permet à la fois de tenir compte des périodes de l'histoire sociopolitique nationale présentées dans le chapitre I, tout en permettant d'avoir des effectifs de groupes convenables pour en tirer des tendances statistiques (+/-30 personnes par groupe). Cependant, les groupes d'âge étant contigus, et l'âge de début de vie active pouvant varier de plusieurs années d'un individu à l'autre, les années de début de vie active se chevauchent en partie entre groupes d'âge et nous n'avons pas à faire à des périodes totalement disjointes. En d'autres termes, les débuts et fin des trois périodes se chevauchent en partie et certains individus appartenant à la fin d'une période ont commencé leur vie active la même année que d'autres appartenant à la période et au groupe d'âge suivant. Par ailleurs, notre périodisation ne correspond pas de façon exacte aux périodes de l'histoire nationale (coloniale, guerre, économie de marché) et une part des individus de chaque groupe (environ 25%) appartient aux années d'une autre période.

Au final, bien qu'elle n'offre pas une correspondance totale par rapport aux dates, cette méthode permet d'observer les tendances dans les changements de formes de mobilités et des systèmes d'activités de façon quantitative et l'objectif de visualiser les évolutions sur long terme est assuré. Par ailleurs, nous verrons que nos résultats confirment que les grandes phases de l'histoire nationale, coïncident avec les grandes réorientations des mobilités et stratégies de systèmes d'activités des ménages. Enfin, les biais sont relativisés par plusieurs éléments. D'une part, souvent des évènements de l'histoire locale sont en décalage avec l'histoire nationale. D'autre part, nous avons intégré des analyses quantitatives sans le biais des groupes d'âge (cf. chap VII), et un niveau d'analyse qualitatif, à partir des caractéristiques individuelles.

L'autre façon de procéder aurait été de créer des périodes à priori (colonie, indépendance, économie de marché) et d'attribuer les individus à chaque période selon la date de leur 1ère expérience professionnelle. Nous n'avons pas fait ce choix, peu opérationnel pour le terrain car il était bien plus aisé d'identifier les familles par rapport à la tranche d'âge que par rapport à leur début de vie active, et cette distribution à posteriori n'aurait pas permis des groupes proportionnels pour les analyses quantitatives.

Ainsi, ce découpage temporel en trois périodes par les groupes d'âge va permettre de comparer les caractéristiques des mobilités et leur rôle dans les recompositions des systèmes d'activités à trois moments différents et constituera la base de notre démarche d'analyse dynamique. En effet, les débuts de trajectoires professionnelles et migratoires des individus de chaque groupe vont refléter les tendances et éventuellement les dynamiques émergentes des jeunes actifs propres à chaque période. Les phases suivantes de leurs trajectoires informeront sur les dynamiques de ces cohortes/générations pour les périodes suivantes.

Ce découpage en trois groupes d'âges et périodes correspondantes va aussi structurer nos analyses à moyen et plus court terme.

2) La prise en compte des phases de cycle de vie des individus

De nombreuses études ont déjà montré que l'on ne migre pas de la même façon selon l'âge et les phases du cycle de vie ainsi que les variations dans les décisions et stratégies économiques liées au facteur âge. Afin de différencier l'effet des étapes du cycle de vie des individus, nous tenons compte la variable âge via les phases de cycle de vie active des individus. Cela nous permettra de comparer les périodes entre elles à partir d'individus de la même tranche d'âge.

Pour cela nous avons défini le début et la fin de la vie active, ainsi que trois grandes phases du cycle de vie active comme suit.

Début de Vie Active : correspond à la première expérience d'insertion de la personne sur le marché du travail, légal ou non, et avec une contrepartie monétaire ou non. Cela signifie que nous ne prenons pas en compte les années lorsque la personne travaille au sein de la famille pour aider ses parents. Dans de nombreux cas la vie active commence quelques années avant ou au moment de la première union.

Fin de Vie Active : afin d'avoir une date pour le calcul des temps et durées des activités et migrations, elle correspond ici à la date de l'enquête même pour les personnes âgées. En écho à la problématique nationale de carence de sécurité sociale et de retraite (Vos *et al.*, 2009) la majorité des personnes considérées dans l'échantillon, même âgées dépendent encore majoritairement de leurs propres sources de revenus et subsistance.

Nous considérons trois phases de vie active établies à partir des observations et caractéristiques de la variable « durée de vie active » de notre échantillon (cf. tableau 29):

Tableau 29 : durée de la vie active par groupe d'âge

		Groupe d'Age par tranches de 20 ans		
		20-40	41-60	60+
Durée de Vie active (années) par groupe d'âge	Moyenne	15,2	29,9	49,9
	Mode	15,3	35,3	49,3
	Minimum	3,3	14,3	40,3
	Maximum	25,5	44,3	63,3
	N total	30	39	28

source: enquêtes terrain 2009-2010

- Première Phase de vie active (1-10ème année) : il s'agit du laps de temps à la fois suffisant et décisif pour observer les stratégies et conditions de départ à l'insertion dans la vie professionnelle ainsi que les actifs associés pour chaque personne (réseaux familiaux, information…). Ce choix nous permet de comparer la 1ere phase de vie active des individus du groupe d'âge le plus jeune avec celle des autres groupes d'âge[167].

- Deuxième phase de vie active (11ème-30ème année). La durée moyenne de vie active du groupe le plus âgé est de 50 années de travail (49,9 ans). Prenant cela en considération, nous avons décidé de définir l'étape intermédiaire comme allant jusqu'à la 30ème année de vie active. Elle correspond le plus souvent aux années ou les stratégies et investissements réalisés pendant la phase antérieure peuvent porter leurs fruits et ou l'âge n'est pas une contrainte pour la recherche d'emploi.

- Troisième phase de vie active (31ème -dernière année de vie active) : phase ou le potentiel de travail commence à décliner et qui répond parfois à des réorganisations des systèmes d'activités.

3) Différentes échelles spatiales d'analyse

Notre approche des liens entre mobilités et transformation des systèmes d'activités s'appuie sur le croisement des différentes échelles temporelles avec des échelles spatiales. Dans la mesure où nous voulons mettre en évidence l'inscription socio-spatiale des mobilités

[167] Le dépouillement manuel effectué pour faire ce choix montre qu'en général il n'y a pas énormément de différence entre le nombre de migrations sur les 5 et sur les 10 premières années (souvent 1 parfois 2 événements professionnel supplémentaires entre la 5ème et la 10ème année).

et des systèmes d'activités pour comprendre leur organisation, nous observerons différentes échelles spatiales.

L'échelon du local par l'individu et le groupe familial mais aussi par la communauté villageoise au niveau de la localité qui demeure une structure fondamentale de l'organisation socio-économique. Nous observons aussi les échelles supra locales (nationale et internationale), indispensables puisque les systèmes locaux sont reliés aux lieux de la mobilité et s'inscrivent plus largement dans la mondialisation. Cela se fera à la fois à travers la caractérisation du système migratoire de Leonzoane et son évolution (principaux champs migratoires et intensité de mouvements) et à travers l'observation des systèmes de mobilités des ménages.

4) Définition des unités sociales d'analyse : comment observer les systèmes d'activités multi-localisés

En écho à la littérature théorique qui souligne la difficulté d'observer tant les mobilités que les systèmes d'activités des ménages en dynamique (cf. chapitre II), le choix d'une analyse sur le temps long et les périodes définies ci-dessus posent des contraintes pour la collecte des données et la définition des unités sociales qui nous permettent d'observer les systèmes d'activités et le rôle des mobilités.

Dans le modèle théorique présenté au chapitre II nous proposons une approche intégrant la migration comme une stratégie familiale de système d'activités multi-localisés dans une perspective intégrant les effets de circulation.

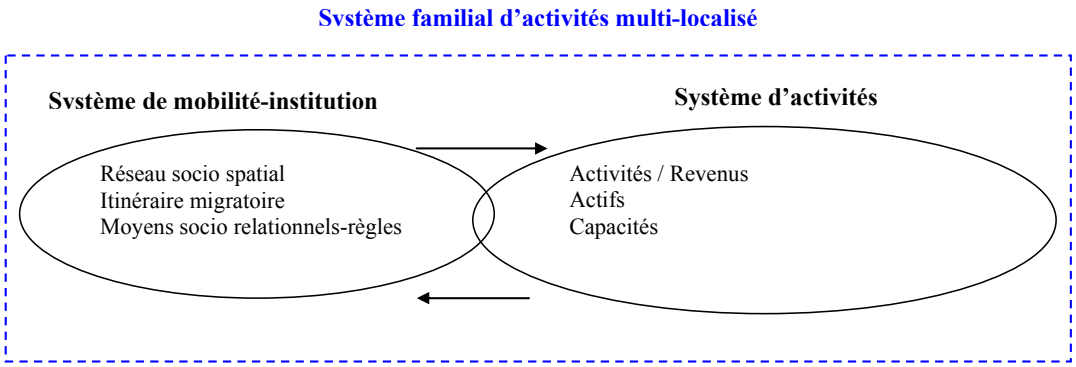


Figure 25 : objets d'analyses composant le système d'activités familial multi-localisé

Par rapport aux positions théoriques (cf. chap. II), la migration -interne et internationale- est conçue comme partie d'une stratégie de systèmes d'activités multi-localisés des ménages (cf. figure 25), pour diversifier leurs revenus et répondre aux contraintes de marchés et autres contraintes structurelles institutionnelles de développement (de Haan, 2007). L'unité d'analyse est le système d'activités conçu comme l'ensemble des actifs et activités des ménages, tant au niveau local qu'en dehors de la communauté.

Pour mettre en œuvre ce concept nous avons adopté une conception alternative de la notion de ménage (cf. encadré 4 chap. II) défini comme l'unité qui regroupe un ensemble de personnes engagées les unes envers les autres, par choix ou habitude, à agir comme une unité (Stark, 1991; Preston, 1994).Cela met moins l'accent sur la co-résidence et permet la reconnaissance explicite du rôle de membres non résidents à contribuer au bien être du groupe résident[168].

Dans la pratique, l'unité familiale (et le ménage) couvre trois aspects, le fait que l'individu reçoit un soutien ou contribue au revenu de la famille, comme condition première, ainsi que la fréquence avec laquelle il mange ou dort dans le même logement, comme élément informatif secondaire. Cette définition plus économique que résidentielle permet d'établir les unités familiales les plus proches des unités économiques réelles, où l'emploi, les revenus et les dépenses sont des éléments centraux. Les contributions régulières ou occasionnelles ont été prises en compte à condition qu'elles présentent une régularité (au moins une fois par an), c'est-à-dire qu'on a exclu les cas de contributions seulement ponctuelles sur lesquelles l'unité familiale ne compte pas normalement. Cette définition recouvre donc les relations économiques entre les membres de l'unité familiale et les relations de parenté et

[168] Massingarela et al. (2005) précisent que dans les enquêtes administratives, les unités familiales sont définies comme les personnes qui vivent dans la même maison, en d'autres termes, on utilise une définition ou prime la notion de « résidence » et de « repas commun ». Par exemple dans l'enquête nationale ménages au Mozambique (IAF 200-2001) la question est : « quels sont les noms des personnes qui normalement vivent et mangent ensembles dans ce foyer ? ». Cette définition a certaines limites : tout d'abord l'individu peut ne pas se trouver dans le même lieu ou se trouve la plus grande partie des membres de la famille (un étudiant peut se trouver dans un autre lieu du fait de l'inexistence d'un certain niveau de scolarisation chez lui), dès lors que cet individu reçoit un revenu du père ou de la famille, il divise les revenus de la famille. En zone rurale, la migration d'un lieu vers un autre à la recherche d'un travail saisonnier ou de plus longue durée est un fait réel commun. Si un membre de la famille migre il peut donc être absent à un moment donné, mais ensuite il revient et répartit les revenus avec la famille. Un autre aspect à considérer est qu'une personne peut occuper un logement, mais la fréquence avec laquelle il mange ou dort devrait être considérée dans la définition de l'Unité familiale. Les personnes qui font des contributions significatives aux dépenses de l'Unité familiale peuvent ne pas résider physiquement au domicile de base de l'unité familiale, motif pour lequel il ne ferait pas partie au sens strict du ménage.

résidentielles, de façon à capter la diversité des unités familiales. Une conséquence de ce choix est que la taille de l'unité familiale augmente, puisque les membres non résidents mais qui contribuent aux dépenses ou dépendent économiquement de l'unité familiale peuvent être inclus (Massingarela *et al.*, 2005).

La mise en œuvre de cette définition dans une perspective dynamique pose une difficulté méthodologique du fait des contraintes de collecte d'informations relatives à l'unité familiale formant le système d'activité familial multi- localisés. En effet, il est complexe de reconstituer les unités familiales et les systèmes d'activités familiaux multi-localisés pour les périodes passées car cela demande un dispositif d'enquête supplémentaire lourd et couteux en temps[169]. Ainsi, nous avons défini deux unités sociales différentes : le *ménage restreint* pour les périodes passées et le *ménage élargi* pour la période actuelle (cf. tableau 30).

En effet, concernant les périodes antérieures à 2010, pour caractériser les systèmes de mobilité et les systèmes d'activités formant le système d'activité familial, notre unité sociale d'observation est le ménage au sens restreint c'est-à-dire le chef de familles et son ou ses conjoint(s) pour qui nous avons pu retracer les trajectoires migratoires et professionnelles (cf. B). Pour la période récente (2009-2010), les données recueillies sur la famille sont plus complètes et ont concerné l'unité familiale d'observation du ménage au sens élargi selon la définition donnée ci dessus. Néanmoins, du fait de la complexité du dispositif méthodologique à mettre en œuvre, le traitement des données sur les caractéristiques des systèmes d'activités multi localisés intégrant tous les membres l'unité familiale au moment de l'enquête n'a pas été pris en compte et nos résultats restent centrés sur une analyse du ménage comme unité sociale d'observation.

[169] A notre sens une des meilleures options pour une observation fiable de ces dispositifs est une enquête en plusieurs passages en temps réel.

Tableau 30 : objets d'analyse et unités sociales d'observation

Objet d'analyse	**Unité sociale d'observation**	
Système familial d'activités multi-localisé	**Long et moyen terme (Périodes)**	**Court terme (2009-2010)**
Système d'activités *activités* *actifs* *capacités*	ménage restreint (chef et conjoint(s))	ménage (chef, conjoints et personnes engagées les unes envers les autres, par choix ou habitude, à agir comme une unité)
Système de mobilité *itinéraire migratoire (rythme, cycle migratoire)* *échelle spatiale*	ménage restreint	ménage (*échelle spatiale*)
institution migration *moyens socio-relationels – réseaux et règles associées à la migration*	ménage et communauté	ménage et communauté

Pour tester nos deux hypothèses nous proposons plusieurs grilles d'analyses et indicateurs, formulés sur la base des échelles temporelles et unités familiales que nous venons d'exposer.

E - Grilles d'analyses pour chaque hypothèse

Le tableau 31 ci-dessous récapitule les grilles d'analyse établies pour tester les différentes dimensions de nos hypothèses, mises en regard avec les objets d'étude et concepts du cadre théorique. Les chapitres où seront abordées les hypothèses et analyses correspondantes sont indiqués. Pour la démonstration, chacune de ces grilles d'analyse sera explicitée en détail en début des parties 2 et 3 de résultats.

Tableau 31 : objets d'étude et grilles d'analyse par hypothèses et chapitres correspondants

Objets d'étude	**- Grille d'analyse (et variables) - Niveau d'analyse**				**Hypothèse 1** La migration peut être mobilisée comme une institution au sein des stratégies des familles, qui évolue dans ses formes et ses règles vers des logiques de circulation, et dans lesquels les réseaux jouent un rôle renouvelé face aux changements de contexte régional et de mondialisation
	Colonie 60+	**Guerre 41-50**	**Eco de marché 20-40**	**Tous (20-60+)**	
Système de mobilité (SM) Itinéraire migratoire et échelle spatiale mesure et modalités socio spatiales de déplacement des individus migrants	-Système migratoire à partir de Leonzoane (fréquence, durée, échelle) - analyse par groupe d'âge/1ere phase Vie active =>Histogrammes			- synthèse sur évolution spatiale et intensité des flux dans le temps -tout l'échantillon	***H1* / Ch. 4, 5, 6** Permet de voir l'évolution des grands cycles migratoires à partir de Leonzoane, donne une idée de l'élargissement de l'espace de vie et de à un niveau national et régional, et de l'intensité des mobilités
	- Typologie de Systèmes de mobilité / profils (analyse factorielle à partir des variables : fréquence, durée, échelle) - analyse par groupe /1ere phase Vie active => représentation des trajectoires migratoires et graphique ACM			_	***H1* / Ch. 4, 5, 6** Permet de voir pour la même phase de vie active des individus et ménages, la diversité des profils de mobilité de chaque période et les spécificités de la période actuelle.
	_			Typologie de Système de mobilité (freq. , durée, échelle) Tout l'échantillon /1ere phase Vie active =>Graphique ACM	***H1* / synthèse Partie 2** Fourni une analyse de synthèse sans le biais du facteur âge
Système de mobilité institution Moyens socio-relationnels	-Description des règles d'organisation de contrôle et d'usage associées aux étapes de la migration (règles, organisation, transaction et institution migratoire, - Stat descriptive sur recours au réseau familial ou social dans les étapes clé de la migration -Groupe / tout le cycle de Vie active			_	***H1* / Ch. 4, 5, 6** Montre l'apparition de règles sociales (institutionnalisées ou non) liées à la migration en termes de décision, d'organisation, contrôle et d'usage…et leurs liens ou non avec les stratégies productive-économiques Montre l'émergence et institutionnalisation des réseaux et les liens avec les logiques de circulation et règles associées

<table>
<tr><th rowspan="2">Objets d'étude</th><th colspan="4">- Grille d'analyse (et variables)
- Niveau d'analyse</th><th rowspan="2">Hypothèse 2
Ces évolutions des mobilités répondent à des stratégies et modes d'organisation émergents et sont un élément central d'ajustement des systèmes d'activités de par leur poids et leurs articulations avec la diversification et la réduction relative des activités agricoles.</th></tr>
<tr><th>Colonie 60+</th><th>Guerre 41-50</th><th>Eco de marché 20-40</th><th>Tous (20-60+)</th></tr>
<tr><td rowspan="2">Système d'activités (SA)
activités, revenus, actifs, capacités</td><td colspan="3">-Typologie de trajectoire de SA via une analyse multicritères (âge, accès au foncier, élevage, commercialisation, réseau familial-professionnel)
- Analyse par groupe d'âge
=>schémas profils trajectoires SA

-Temps de travail migratoire /non migratoire)
- analyse par groupe d'âge/ 1ere phase cycle de VA => histogrammes</td><td>_</td><td>H2 / Ch7, 8

permet de caractériser la diversité des systèmes d'activités au cours de chaque période,

montre dans quelle mesure les évolutions de l'institution migration correspondent au poids croissant des activités migratoires au sein des systèmes d'activité familiaux</td></tr>
<tr><td colspan="3"></td><td>-Typologie de SA
- tout l'échantillon/ensemble du cycle VA =>Graph trajectoires profil mig</td><td>H2 / Ch7, 8
Montre l'évolution des stratégies et des types de SA des ménages et les existants</td></tr>
<tr><td>liens SA-SM</td><td colspan="3">-Analyse systématique des différentes fonctions de la migration au sein des facteurs et actifs des SA (consommation, investissement, diversification, sécurité alimentaire)
-analyse par Groupe/ Toutes phase VA => histogrammes par rôle migration</td><td>Croisement des typologies SM et SA

Tout échantillon 2009_2010/tt âges</td><td>H2 / Ch7, 8
Met en évidence le rôle de la mobilité en termes d'effets directs ou indirects sur les facteurs et actifs et comme cause et/ou conséquence de diversification agricole ou non agricole
Montre correspondances entre certains profils de SM et type de SA dont les causalités sont montrées via les dimensions institutionnelles associées aux profils de mobilités</td></tr>
</table>

En résumé, pour caractériser chaque période historique et observer les évolutions, nous proposons des grilles d'analyses par grande période, associées aux phases de cycle de vie des individus et des grilles d'analyse pour tout l'échantillon.

Conclusion chapitre III – originalité et limites du dispositif méthodologique

En nous appuyant sur nos positionnements théoriques pour comprendre l'évolution des mobilités et leur rôle au sein des systèmes d'activités des ménages mozambicains, nous avons choisi d'analyser les stratégies des ménages migrants et non migrants de la localité rurale de Leonzoane au Mozambique en tenant compte de leurs différentes migrations économiques nationale et internationale et de leurs liens ou non avec les recompositions des systèmes d'activités. Nous avons aussi justifié notre choix d'une approche biographique et d'une enquête combinant à la fois des sources quantitatives et qualitatives pour identifier et caractériser nos objets d'étude. Enfin, nous avons présenté notre méthode d'échantillonnage et ses objectifs de représentativité de la diversité des situations des familles, les unités et échelles spatio-temporelles d'analyse, et une vue d'ensemble des grilles d'analyse qui seront détaillées dans les parties résultats (Parties 2 et 3). L'originalité du dispositif réside dans le choix de mener une analyse diachronique sur la longue période, répondant en partie aux insuffisances soulevées dans la littérature (cf. chap. II) du besoin de tentatives théoriques et méthodologiques situant différents types de mouvements, de résidence et d'échanges dans une perspective de durabilité des systèmes d'activités. Il cherche aussi à aller au –delà du caractère limité des analyses de la migration comme partie des systèmes d'activités qui tendent à être statiques et avec peu d'attention aux différents rôles de la migration au sein des phases de cycle de vie des ménages (De Haas, 2007). De plus, les études se centrent sur les formes nationales ou internationales de la migration, alors que les deux sont reconnues comme étant souvent reliés et partie d'un même processus (Skeldon, 1997 ; Zelinsky, 1971). Cependant, le dispositif intègre ses propres limites d'observations. L'analyse des systèmes de mobilités et d'activités sur le long terme est faite au niveau du ménage restreint (conjoints). De même, le choix de combiner données qualitatives et quantitatives, et la construction d'un outil de mesure des mobilités posent un certaines difficultés méthodologiques et théoriques, par exemple sur les pas de temps pertinents. Enfin, la collecte de données que requiert de reconstruire des trajectoires peut s'accompagner de biais que nous ne sous-estimons pas mais qui restent interprétables pour nourrir nos hypothèses.

Partie 2- Des mobilités circulaires bipolaires encadrées par l'Etat vers des formes variées de circulation soutenues par les réseaux : genèse et évolution de l'institution migration

Dans cette partie, tout en resituant l'influence des politiques nationales et régionales au cours du XXe siècle (Chapitre I) sur les stratégies et les possibilités de mobilités des familles de Leonzoane, nous répondrons aux questions suivantes : Comment ont évolué les principales formes de mobilité des ménages en termes de destination, fréquence et durée ? Assiste-t-on à l'émergence de formes de circulation ? Quelles sont les règles liées à la migration, en termes de décision, d'accès, mais aussi d'usage des bénéfices par la famille? Y a-t-il une évolution de ces règles et pratiques et de leur contrôle ? Quelle est la place des réseaux dans la structuration de la migration ?

Ces questions, en traitant la manière dont les mobilités des familles de Leonzoane ont évolué depuis la période coloniale et en montrant leurs spécificités dans le contexte de mondialisation, correspondent aux différentes dimensions de notre première hypothèse : la migration peut être mobilisée comme une institution au sein des stratégies des familles qui évolue dans ses formes et ses règles vers des logiques de circulation, et dans lesquelles les réseaux jouent un rôle renouvelé face aux changements de contexte régional et de mondialisation (cf. figure 26).

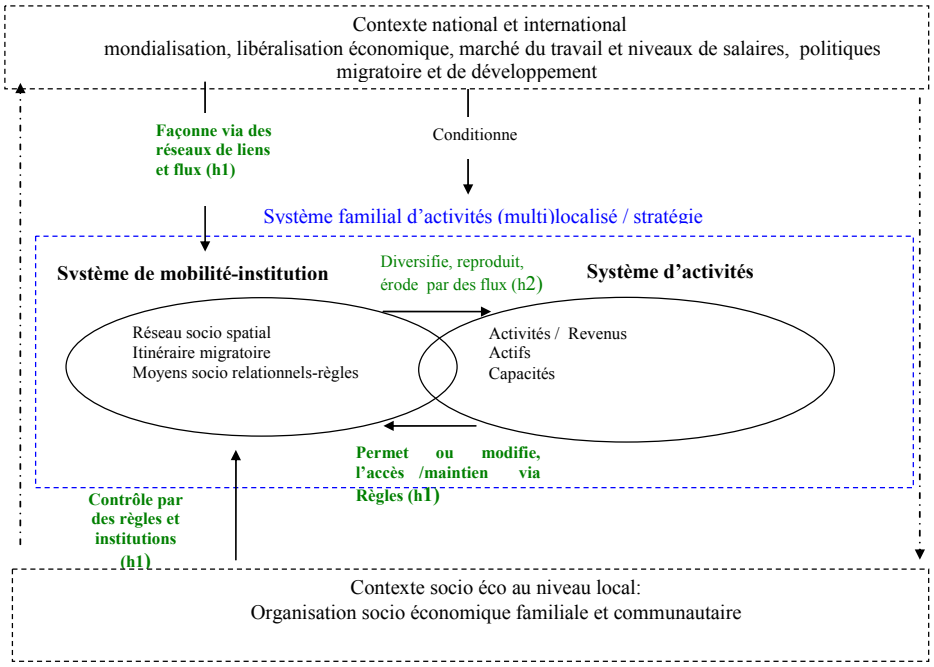


Figure 26 : dimensions de l'hypothèse d'évolution des systèmes de mobilités comme partie du système familial d'activités

Avant de présenter nos résultats des chapitre IV à VI, nous introduisons ici la méthodologie mobilisée pour l'analyse des formes et règles de la migration.

Pour tester notre première hypothèse sur l'évolution des mobilités dans leurs formes et modes de régulation, comme une adaptation des stratégies des familles aux changement des contextes nationaux et régionaux, nous avons proposé une approche ciblée sur la circulation en nous intéressant à deux dimensions à travers l'étude de leurs systèmes de mobilités (cf. chap. III) : d'une part à sa mesure et aux modalités socio-spatiales de déplacement des individus migrants, d'autre part à la compréhension des principales règles sociales (institutionnalisées ou non) associées à la migration en termes de contrôle et d'usages. Ainsi nous proposons d'identifier les grands types de trajectoires migratoires des ménages (ou profils de mobilités) et les règles institutionnelles identifiées propres à chacune des grandes périodes historiques pour en apprécier les évolutions.

1 La mesure des mobilités et leur évolution : rythmes, durées, espaces

Afin de mettre en œuvre le concept de système de mobilité (Cortes, 1998) retenu dans le cadre théorique, nous avons défini des « indicateurs » pour chacun des éléments qui le constitue (cf. figure 27), après une phase exploratoire des possibilités de mesure des caractéristiques des mobilités des migrants de notre échantillon.

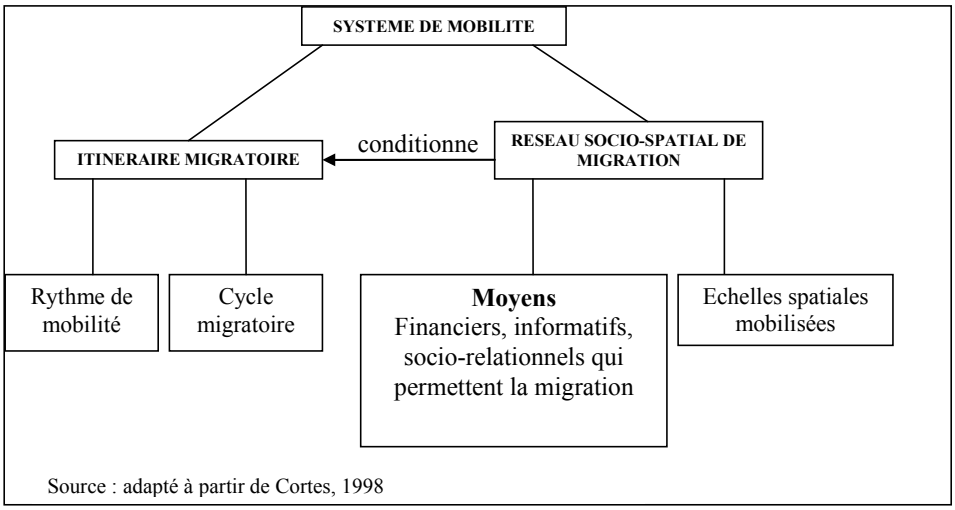


Figure 27 : les éléments déterminants du système de mobilité

Le premier élément du système de mobilité est l'*itinéraire migratoire* avec une succession d'étapes ou périodes migratoires qui vont déterminer :

- le rythme de mobilité (indicateur 1.1)

- mais aussi le cycle migratoire avec la durée cumulée de migration (indicateur 1.2) et la durée moyenne de migration (indicateur 1.3) et les durées de retour au lieu d'origine (indicateur 2.1).

Un second élément clé est la sphère ou *réseau socio spatial de vie*. Il est défini d'abord comme l'espace de vie de la famille qui englobe à la fois le lieu d'origine, les lieux de migration, les lieux intermédiaires. Pour cela nous avons défini

- l'échelle spatiale mobilisée (indicateur 3.1)

- le nombre de lieux de migration sur une période donnée de vie active (indicateur 3.2).

Le dernier élément d'analyse relève des moyens utilisés pour mettre en œuvre la migration. D'une part les moyens économiques, c'est-à-dire les ressources tirées des activités liées à la migration, qui constituent un élément conjoint avec le concept de système d'activités. D'autre part les moyens sociaux et culturels qui conditionnent le départ du migrant ainsi que l'usage et le contrôle de la migration. Ces aspects seront traités dans l'analyse des règles (institutionnalisées ou non) liées à la migration (cf. dernier paragraphe).

Rythmes et durées de mobilités (indicateurs 1.1, 1.2, 1.3)

Ces deux indicateurs nous disent qui migre le plus en termes de nombre et de la durée des expériences migratoires sur une période donnée. En termes d'organisation économique de la famille, le degré avec lequel le travail lié aux migrations économiques affecte le système d'activités va dépendre en grande partie de la fréquence des voyages (ou rythme de mobilité) et de la durée totale ou moyenne des migrations au cours de la vie active.

(1.1.) Rythme de mobilité (Variable « Freq_Mig_VA ») : Nombre d'expériences de migration au cours de la vie active

Le rythme de mobilité durant la vie de l'individu, indique en partie jusqu'à quel point son activité a été séparée de l'agriculture et dans quelle mesure la famille dépend de ses salaires pour sa subsistance et pour augmenter les revenus provenant de la production pour le marché. Le rythme de mobilité de l'individu indique aussi son degré de stabilité professionnelle. Cette donnée témoigne de la répétition des déplacements (l'hypothèse est que plus le nombre de périodes de migration est élevé, plus la circulation est intense).

Encadré 10 : précisions sur le traitement de données sur les systèmes de mobilités

Les caractéristiques de l'échantillon (chap. III), montrent que 93% des personnes ayant déjà migré ont le statut de chef de ménage, contre seulement 7% pour les conjoints. Si on regarde qui sont ces conjoints migrants, ce sont des femmes qui travaillaient en dehors de Leonzoane avant et au moment de leur union, ou qui ont suivi leur mari sur son lieu de travail. Ainsi, leur expérience migratoire constitue un épisode très court de leur vie active (1 migration inférieure à 1 an). Au regard du caractère marginal des migrations des conjoints, nous avons décidé de mener nos analyses de mesure des systèmes de mobilités (fréquence, durée, espace) en ne considérant que l'effectif des chefs de ménages migrants qui constituent l'essence des dynamiques migratoires de Leonzoane. Une analyse des migrations féminines à partir de nos données permettrait de mettre en évidence leur caractère résiduel ainsi que celui des stratégies de migrations en couple. Le niveau d'analyse des systèmes de mobilités est donc celui de l'individu migrant chef de ménage, dont le système de mobilité se définit comme la combinaison des espaces, rythmes et durée de mobilité au cours de sa vie active. Les différentes échelles temporelles et unités sociales de la collecte d'informations entre court et long terme ont requis de créer une base de données renseignant ces différents niveaux tout en permettant de les relier entre eux (cf. annexe 16). Cela s'est fait par tâtonnement et auto-apprentissage et a demandé de créer un grand nombre de variables à partir des données primaires du questionnaire. Cela a aussi impliqué de très nombreux choix méthodologiques. Par exemple, pour la saisie des périodes d'activités, lorsqu'une période chevauchait 2 phases de cycle de vie active, le critère pour attribuer à l'une ou l'autre partie du cycle a été la date de début de la période d'activité (l'autre possibilité est l'attribution selon la portion de temps la plus longue entre les 2 phases). Pour les contrats miniers durant la période coloniale nous avons considéré que les 6 mois d'arrêt obligatoire post-contrat ne faisaient pas partie de la même période puisque le contrat était terminé officiellement, le migrant ne recevait plus de salaire et exerçait en général une autre activité dans la localité d'origine. Dans le cas où la personne reprend le même travail après l'arrêt de 6 mois nous considérons une nouvelle période professionnelle car il y a bien eu interruption. D'une façon générale le choix de traitement quantitatif d'une enquête biographique est lourd et contraignant et nous avons limité nos analyses par rapport au potentiel envisagé initialement.

(1.2.) Durée cumulée de migration (« Temps_Mig_VA ») : Durée cumulée (en années) des séjours hors de la localité

La durée cumulée des séjours hors Leonzoane, cette donnée permet d'identifier le temps de présence dans les deux pôles, introduisant le paramètre de la plus ou moins longue « fixité en un lieu ». A nombre égal de périodes et durée d'activité migratoire équivalente, un individu qui aura partagé son temps à part égale entre les deux pays sera vu comme « plus circulant » que celui qui aura passé plus de temps dans l'un des deux pays.

(1.3.) Durée moyenne des périodes migratoires (« Temps_Mig_VA/Freq_Mig_VA ») : Durée moyenne (en années) des périodes de migrations au cours de la vie active.

A partir de cet indicateur on obtient la durée moyenne des périodes de migration de travail qui fournit une indication pour savoir si l'individu peut participer ou non au cycle annuel de travail agricole.

Encadré 11 : autres mesures des mobilités explorées

Ces données sont le pendant des indicateurs de durée et fréquence de migration

(2.1.) Durée cumulée hors migration (Temps_HORS_migration_PhasVA=1-Temps_Mig_PhasVA) : temps passé au lieu d'origine pour une période donnée

(2.2.) Nombre de retour au village (Nb_Retour_1PhaseVA) : fréquence des contacts avec le lieu d'origine

(2.3.) Temps_Retour_INTERMIG_1PhasVA : durée totale des périodes de retour entre 2 migrations

(2.4.) Durée moyenne des séjours à la localité entre 2 migrations, (Duree_Moy_Periode_INTERMIG_1PhasVA=Temps_Retour_INTERMIG_1PhasVA/ Nb_Retour_1PhaseVA) : Cet indicateur donne un éclairage complémentaire sur le temps séparant deux périodes migratoires. Il indique le degré d'engagement du migrant dans des activités locales, agricoles ou non en dehors des activités migratoires.

Echelles spatiales (indicateurs 3.1 et 3.2)

(3.1.) Type d'espace mobilisé (« Echelle d'espace_PhasVA ») :

Ces données donnent d'abord une idée de l'élargissement ou non de l'espace de vie des familles d'une période à l'autre et du type d'espace mobilisé. Nous avons retenu cinq modalités de migration: 1 Nationale, 2 Internationale, 3 Nationale puis internationale, 4 Nationale et internationale alternée, 5 Internationale puis nationale.

Cet indicateur nous renseigne de façon limitée sur la mobilité effective au sein d'une région telle que la Province. Pour cela nous avons recours à un deuxième plus précis qui nous renseigne sur le nombre de lieux de vie des activités de migration économique.

(3.2). Nombre de lieux de migrations (« Nb_Lieu_Mig_Phas VA ») : Nombre de lieux de travail au cours de la vie active (de 1 à 7)

L'hypothèse est que plus le nombre de lieux est important plus l'espace mobilisé est multipolaire, la situation professionnelle est instable et le réseau social est étendu et représente un facteur clé dans la stratégie des personnes.

L'ensemble de ces indicateurs sont tour à tour mobilisés dans les chapitres de cette partie pour caractériser le système migratoire déployé à partir de Leonzoane et les profils de mobilité des ménages.

Typologies des systèmes de mobilités : les grands profils

Pour tester notre hypothèse nous avons retenu deux types d'analyses :

La façon la plus rigoureuse d'observer l'évolution des formes de mobilités dans le temps avec les données dont nous disposons est de comparer les profils de mobilité de chaque période historique pour des individus du même âge. Notre proposition est donc de caractériser les profils des jeunes migrants actuels (20-40 ans) qui sont au début de leur vie active[170], et de les comparer avec les profils des migrants du même âge pendant la période de conflit et

[170] Cf. chap. III, D, 2, analyses par période et prise en compte des phases du cycle de vie des individus

pendant la période coloniale, afin d'apprécier strictement les mêmes choses pour en tirer les évolutions[171].

En plus des analyses sur chaque période historique, pour synthétiser les évolutions des formes de mobilité nous avons construit une typologie des mobilités sur l'ensemble de notre échantillon (quelle que soit la période de début de vie active de l'individu) que nous avons croisé avec la variable âge (prise comme exogène illustrative).

Nous nous sommes limités à ces analyses suffisantes pour la démonstration. Cependant, en combinant les variables primaires recueillies et les indicateurs proposés, une vaste gamme d'analyses était possible. Il serait par exemple intéressant de calculer un indice de circulation pour étayer l'hypothèse d'intensification de la circulation (Baby Collin, 2009). Pour la période contemporaine (1994-2010), nous avions aussi pensé mener une analyse de l'ensemble des profils migratoires quel que soit l'âge des individus migrants, qui reflète à la fois la diversité des profils existant au cours d'une période et l'évolution des cycles migratoires des territoires (cf. figure 28). Pour la période de très court terme (2009-2010), nos données permettent d'identifier la situation migratoire et professionnelle (lieux et caractéristiques de l'emploi) pour les membres du ménage élargi au-delà des seuls conjoints. On pourrait aussi faire une analyse du degré de multi localisation des systèmes d'activités familiaux afin d'étayer l'hypothèse des formes de mobilités récentes répondant à des organisations en réseau sur une plus grande diversité d'espace. Nous avons abordé ces éléments de façon qualitative.

	Phase de Vie Active		
	Colonie	**Guerre**	**Economie de marché**
+ 60 ans	1e	2e	3e
41-60 ans	x	1e	2e
20-40 ans	x	x	1e

Analyse des profils de mobilité à phase de vie active égale
Analyse de tous les profils de mobilité : diversité et cycles migratoires des territoires

Figure 28 : évolution des systèmes de mobilités par période historique, types d'analyse

[171] Il serait en effet peu pertinent de comparer toute la trajectoire migratoire d'une personne de 60 ans avec celle d'un individu de 30 ans.

Pour établir les profils de mobilité de chaque période nous avons réalisé des analyses factorielles (AFCM) pour synthétiser l'ensemble des données d'entretiens et étayer nos interprétations. Nous avons d'abord fait l'analyse en tenant compte de toutes les variables et indicateurs définis ci-dessus, puis en retenant les 4 plus explicites au regard de l'exploration de données et des travaux de nature similaires (Dumont, 1995; First *et al.*, 1998; Baby-Collin *et al.*, 2009). Les analyses factorielles et leur représentation graphique pour chaque période[172] (colonie, guerre, économie de marché) tiennent compte des 4 variables suivantes :

1.1. Rythme de mobilité (= Freq_Mig_VA)

1.2. Durée cumulée de migration (Temps_Mig_VA)

3.1. Type d'espace mobilisé (Echelle d'espace_PhasVA)

3.2. Nombre de lieux de migrations (Nb_Lieu_Mig_Phas VA)

Les principaux paramétrages choisis pour les AFCM ont été :

- une méthode de classification mixte qui met en évidence les différences entre groupes

- une partition de 2 à 7 groupes au vu de la taille des échantillons de chaque période.

Les résultats pour chaque groupe se lisent en fonction de deux tests réalisés[173] : le test de comparaison de pourcentages et le test de comparaison de profils / modalité (tests du khi²).

Par exemple, le tableau 32 indique que l'ensemble des personnes appartenant à ce profil de mobilité ont des comportements communs au cours de leur 1ère phase de vie active : ce sont des individus qui travaillent essentiellement à l'international (88 %) en effectuant au moins 3 migrations (94 %) dans 1 seul lieu (76 %) et qui présentent le plus souvent une durée cumulée de migration longue, de 7 ans ou davantage (47 %). Les autres individus de ce groupe présentent une variante par rapport à ces comportements, notamment 12 % mobilisent un espace national puis international. Cette analyse permet de mettre en évidence les profils dominants de chaque période, répondant aux modalités communes les plus significatives, tout en nous disant les variantes rencontrées à l'intérieur d'une classe. Ces variantes correspondent

[172] Les analyses présentées dans les chapitres qui suivent concernent les individus migrants associés à chacune des périodes historiques (colonie, conflit et économie de marché).

[173] Si le groupe n'est pas spécifique, le pourcentage d'une modalité dans ce groupe ne devrait pas significativement différer de son pourcentage global. Si le groupe n'est pas spécifique, le profil d'une variable dans ce groupe ne devrait pas significativement s'écarter de son profil général.

parfois à des profils à cheval entre deux périodes, liées à notre choix méthodologique de découpage historique (cf. chap III). Dans la mesure où ce qui nous intéresse est de montrer l'évolution des formes de mobilités nous porterons surtout attention aux profils dominants propres à chaque période.

Tableau 32 : exemple de profil de mobilité selon la combinaison de 4 variables (AFCM)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	2International	88,24	69,23	83,33	2,42	0,008	18
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO60	Nb_Mig60=2. 3 ou +	94,12	76,92	80,00	2,34	0,010	20
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO60	3. plus de 7 ans	47,06	34,62	88,89	1,42	0,078	9
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO60	NbLieu60=1 lieu	76,47	65,38	76,47	1,20	0,116	17
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	3National puis inter	11,76	7,69	100,00	0,21	0,418	2

Afin d'illustrer chacun des profils de mobilité, nous avons donné un exemple de trajectoire représentative (cf. figure 29). Xavier a débuté sa vie active en 1961 juste après son mariage à Leonzoane. Il a été recruté comme salarié dans une compagnie minière en Afrique du Sud qui a reconduit 5 fois le même contrat de 1,5 ans. Entre chaque contrat, il rejoint sa femme à Leonzoane où il passe une période de 6 mois comme agriculteur.

famille 38	1ère phase Cycle vie											2ème phase	
	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975/INDEP
Evènement familiaux								Mariage			1enfant		
Système de Mobilité : SM1	1 Mig		5 Migrations internationales										
	retour 6 mois		retour 6 mois tous les 1,5 an en fin de contrat										
Portefeuille d'activités			LUI: Mine					LUI: mine					
Agriculture			cultive avec le père					4Ha/ 5 Ha, héritée , verger					
Elevage			x					volaille, cabris					

Figure 29 : trajectoire migratoire de X.Malache au cours des 10 premières années de vie active

2. Analyse des règles et de l'institution migration

A partir de nos positionnements théoriques, nous avons cherché à dégager un ou des schémas de fonctionnement du processus migratoire expliquant l'articulation entre les décisions liées à la migration et les actifs, activités et capacités des ménages, en lien ave les sphères productives (agricoles et non agricoles) et reproductives.

Ainsi, pour chacune des périodes historiques, à partir de l'analyse des trajectoires migratoires des familles[174] resituées dans leurs contextes, il s'agit d'identifier et de décrire les principales pratiques liées à la migration dans ses différentes étapes, de situer les niveaux de contrôle (individuel, ménage, familial, communautaire) et leurs liens (ou non) avec les différents actifs des systèmes d'activités et les stratégies des familles. Etant donné la complexité de ces sociétés nous rendons compte ici des principaux schémas que nous avons observés. En nous basant sur le cadre théorique de l'approche institutionnelle de la migration, notre grille de lecture mobilise les concepts d'institution, de transaction et institution migratoire, d'organisation, et de règle et normes présentés au chapitre II. L'institution migratoire, est l'ensemble des phénomènes associés à la migration, tant du point de vue individuel du migrant qu'au niveau collectif des communautés d'accueil ou de départ. Cela met en évidence les différentes formes d'articulation entre la migration proprement dite et les décisions des organisations sociales qui y prennent part (l'individu, le ménage, le lignage patrilinéaire, le groupe ethnique). Les règles afférentes à l'institution migratoire font appel à des logiques marchandes et non marchandes et recouvrent plusieurs aspects : quels migrants ? Quand et où migrer ? Que faire des profits de la migration ?

Etant donnée la complexité des phénomènes sociaux liés à l'analyse des règles de la migration, qui demande une connaissance poussée des relations intra et inter familiales et lignagères notre démarche reste exploratoire et se limite à exposer les grandes tendances observées à travers nos entretiens. Ainsi ces éléments du cadre théorique proposé restent schématiques. Nous avons aussi vu que cette approche s'articule et permet de mettre à jour les formes de circulation migratoire, conçue comme un ensemble de flux humains, matériels (biens, services, transferts monétaires) et immatériels (normes, valeurs, représentations) irriguant le champ migratoire et l'espace relationnel d'une population donnée, qui vit tous les

[174] Cela implique en partie l'analyse des choix, décisions et pratiques des personnes enquêtées. Nous avons ainsi réalisé une retranscription partielle d'extraits de discours pour étayer l'interprétation que nous avons faite de leurs choix.

jours une altérité « interactive » dans son espace de résidence comme dans son espace d'origine.

Cette grille d'analyse répond à l'élément « moyens informatifs et aspects socio-relationnels » du système de mobilité (cf. figure 27). Dans le cadre théorique proposé, les règles et décisions liées à la migration et ses formes, avec des effets sur la sphère productive et le système d'activités constituent les liens entre mobilités et systèmes d'activités. Nous analysons ici ces règles de façon générale, pour la démonstration sur l'évolution des mobilités des familles de Leonzoane. Nous remobiliserons ces informations pour l'analyse les liens entre mobilités et systèmes d'activités, en illustrant les différentes règles de fonctionnement de la migration à travers les stratégies familiales et leurs systèmes d'activités (Partie 3). Cela répond à une approche ciblée de la circulation pour caractériser les dynamiques spatiotemporelles des pratiques migratoires et resituer la portée de leur signification différenciée dans les trajectoires individuelles et familiales en termes de moyens d'existence.

A partir de ces grilles d'analyses sur les différentes dimensions des systèmes de mobilité des familles, cette deuxième partie se déroule en quatre temps. Les chapitres IV, V et VI qui suivent présentent une lecture longitudinale sur chacune des périodes historiques en concluant avec une synthèse sur les évolutions observées.

IV - Les migrations circulaires bipolaires encadrées par le régime colonial

Dans un premier temps nous mettons en perspective les politiques et accords d'exploitation des ressources de la région sud du Mozambique, établis entre l'Etat portugais et les autres Etats coloniaux voisins, et nous observons de quelle façon ceux-ci ont façonné les mobilités des familles de Leonzoane, en termes d'intensité des migrations et de structuration de filières par rapport aux schémas précoloniaux. Puis nous observons dans quelle mesure ce contexte répond à une diversité limitée des profils de mobilités au cours de la période coloniale.

Dans un deuxième temps, nous examinons comment la quasi systématisation de la migration au sein des familles de Leonzoane, amplement déterminée par un contexte politique coercitif, est venue s'intégrer à l'organisation sociale au niveau familial et du groupe, et dans quelle mesure cela a pu donner lieu à une institutionnalisation de la migration. Quelles sont les principales règles associées à la migration et par qui sont-elles contrôlées ? Quels sont le sens et les objectifs de cette institution migration ?

Les données mobilisées ici, à la fois quantitatives et qualitatives, correspondent aux individus âgés de plus de 60 ans au moment de notre enquête, dont les trajectoires de vie nous renseignent sur la période coloniale.

A - Le système bilatéral d'exportation de main d'œuvre vers les zones minières sud-africaines et la fabrique du paysan mineur

En lien avec les choix stratégiques des politiques coloniales entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, il s'agit ici de montrer la mise en place rapide et massive de mobilités circulaires intenses au cours de la première moitié du XXe siècle, en même temps qu'une forte structuration de l'espace à travers la consolidation de champs migratoires. Nous observerons également dans quelle mesure ces évolutions répondent à une diversité très limitée des profils de mobilités au cours de la période.

1) Le système migratoire circulaire intense vers les mines du Rand

Les choix géostratégiques des Etat coloniaux portugais et anglais concernant le sud du Mozambique (cf. chap. I) ont conduit à la mise en place d'un système formel d'exportation de main d'œuvre vers les mines sud-africaines, qui combiné à la politique nationale de travail forcé de la culture du coton pour le compte des colons portugais et la restructuration du marché de l'emploi sud-africain à partir des années 1960, ont amené une grande partie de la population active masculine de Leonzoane et de la Province d'Inhambane à s'engager dans les mines, principale et souvent unique opportunité d'emploi.

Ainsi, les éléments d'économie politique concernant le développement de la région sud pendant la période coloniale, sont des facteurs clés qui permettent de comprendre les grandes caractéristiques des systèmes de mobilité des individus en termes de rythmes, durées et destinations et du système migratoire qui en résulte.

En écho à la forte influence de ces politiques, les schémas de mobilité spatiale sont clairement des migrations internationales qui concernent environ 2/3 (69,2%) des personnes, et plus de 90% lorsqu'elles sont combinées à d'autres modalités (tableau 33 : indic 3.1). En dehors de cette tendance dominante, d'autres schémas combinent espace national et international en Afrique du Sud, répondant souvent à des stratégies d'évitement et de fuite de l'enrôlement pour le travail forcé non payé pour l'Etat portugais. En contrepartie, on observe la part très limitée des migrations nationales (7%) qui correspond à des hommes mobilisés pour le travail forcé (Xibalu) vers des grandes villes mozambicaines, dans les ports, les sites de construction de chemin de fer ou dans l'agriculture de rente (coton, canne).

Tableau 33 : échelle d'espace au cours de la 1ère phase de vie active (+60 ans)

INDIC 3.1. Type d'espace mobilisé au cours de la 1e phase VA

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	1National	2	7,7	7,7	7,7
	2International	18	69,2	69,2	76,9
	3National puis international	2	7,7	7,7	84,6
	4International puis National	1	3,8	3,8	88,5
	5Alternance National et International	3	11,5	11,5	100,0
	Total	26	100,0	100,0	

Source : enquêtes 2009-2010

Une seconde caractéristique importante du système migratoire colonial est la nature largement bipolaire des mouvements, puisque dans 65% des cas, les migrations se font vers une seule destination (cf. tableau 34 : indic 3.2). Les principales destinations pour le premier emploi sont les villes de l'ancienne région minière du Transvaal, soit les actuelles Provinces du Gauteng (40%) et du Free State (12%) (cf. carte 6). En parallèle de ces champs migratoires dominants, une minorité mobilise 2 ou 3 lieux, combinant l'espace national et l'espace sud-africain.

Tableau 34 : nombre de lieux de migration au cours de la 1ere Phase de vie active

INDIC 3.2. Nombre de lieux de migration au cours des 10 1eres annees de VA

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	1	17	65,4	65,4	65,4
	2	4	15,4	15,4	80,8
	3	5	19,2	19,2	100,0
	Total	26	100,0	100,0	

Source : enquêtes 2009-2010

Les rythmes de mobilité associés à ce système migratoire sont très soutenus, reflétant les effets de la convention de 1928 en vigueur qui établit que «…la période initiale de contrat a été étendue à 18 mois, renouvelable pour 6 mois…avec un retour obligatoire de 6 mois entre deux contrats » (traduction de l'auteur)[175]. En effet, les personnes migrent en moyenne entre 3 et 4 fois au cours des 10 premières années de vie active et bon nombre effectuent jusqu'à 5 voyages (cf. tableau 35). Des analyses similaires issues de l'étude de First et al., (1998) corroborent ces résultats : un « paysan-ouvrier »[176] arrivé à l'âge de 30 ans a en moyenne réalisé 4 contrats, 7 contrats à ses 40 ans et 11 contrats vers ses 60 ans » (traduction de l'auteur).

Tableau 35 : rythme de mobilité au cours de la 1ere phase de vie active (+60 ans)

INDIC1.1.Nb de migrations entre la 1ere et 10 eme année de VA

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	1	4	15,4	15,4	15,4
	2	2	7,7	7,7	23,1
	3	4	15,4	15,4	38,5
	4	7	26,9	26,9	65,4
	5	8	30,8	30,8	96,2
	6	1	3,8	3,8	100,0
	Total	26	100,0	100,0	

Source : enquêtes 2009-2010

Ces fréquences migratoires très élevées ont une influence directe sur la durée des périodes de migration. La durée commune des contrats est de un an et demi, et en général, 85% des personnes ont une durée moyenne de migration entre 1 et 2 ans (cf. tableau 36). Les accords passés entre les Etats portugais et du Transvaal, signés en 1964, qui stipulent que la période normale de contrat est de 12 mois, pouvant être prolongée de 6 mois, sont déterminants sur les durées des migrations (First et al, 1998). Une seconde tendance répond à

[175] Diario do Governo, " Convenção entre o Governo da Republica portuguesa e o Governo da União da Africa do Sul ", 30.11.1928.

[176] "worker-peasant"

des mobilités de plus de 2 ans, soit associées à des contrats miniers avant la réglementation de 1964, soit à des migrations nationales non soumises aux mêmes contrôles.

Tableau 36 : durée moyenne des périodes de migration, 10 premières années de vie active

IND 1.2.CALC: Durée Moy period mig 1e PhasVA=Temps_Mig_1Phas_VA / Freq_Mig_1Phas_VA

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	1,1	2	7,7	7,7	7,7
	1,1	3	11,5	11,5	19,2
	1,3	1	3,8	3,8	23,1
	1,3	1	3,8	3,8	26,9
	1,4	1	3,8	3,8	30,8
	1,4	1	3,8	3,8	34,6
	1,5	1	3,8	3,8	38,5
	1,5	3	11,5	11,5	50,0
	1,5	3	11,5	11,5	61,5
	1,5	1	3,8	3,8	65,4
	1,5	1	3,8	3,8	69,2
	1,5	2	7,7	7,7	76,9
	1,8	1	3,8	3,8	80,8
	1,9	1	3,8	3,8	84,6
	2,1	1	3,8	3,8	88,5
	2,2	1	3,8	3,8	92,3
	3,5	1	3,8	3,8	96,2
	6,9	1	3,8	3,8	100,0
	Total	26	100,0	100,0	

Source : enquêtes 2009-2010

En corollaire, les durées moyennes de séjours à Leonzoane sont pour la majorité (52 %) inférieures à 1 an et varient entre 1 et 3 ans (cf. tableau 37). Notre enquête confirme l'étude de First et al. (1998) qui évalue qu'en moyenne le « paysan-ouvrier » passe 15 mois hors de sa localité d'origine et revient chez lui entre 7 et 12 mois entre chaque contrat.

Tableau 37 : durée moyenne des périodes de séjour à Leonzoane (+60 ans)

INDIC 1.2.Durée moyenne des periodes inter migration=Temps_Intermigration/Nb de retours sur les 10 1eres annés de VA

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	,5	6	23,1	28,6	28,6
	,6	1	3,8	4,8	33,3
	,6	1	3,8	4,8	38,1
	,7	1	3,8	4,8	42,9
	,8	1	3,8	4,8	47,6
	,8	1	3,8	4,8	52,4
	1,2	1	3,8	4,8	57,1
	1,5	1	3,8	4,8	61,9
	1,5	1	3,8	4,8	66,7
	1,6	1	3,8	4,8	71,4
	1,8	2	7,7	9,5	81,0
	2,8	1	3,8	4,8	85,7
	3,2	1	3,8	4,8	90,5
	3,2	1	3,8	4,8	95,2
	7,9	1	3,8	4,8	100,0
	Total	21	80,8	100,0	
Manquante	Système manquant	5	19,2		
Total		26	100,0		

Source : enquêtes 2009-2010

En résumé, le système migratoire mis en place pendant la période coloniale présente des tendances très marquées, avec une migration essentiellement internationale à 70%, un caractère bipolaire dominant avec 1 seul lieu de migration, et une durée moyenne des mobilités entre 1 et 2 ans (pour 85%). Ces éléments témoignent du caractère coercitif et systématique des règlementations en vigueur et des marges de manœuvre limitées des individus dans leurs mobilités.

2) La diversité limitée des profils de mobilité de la période coloniale et le profil dominant du paysan mineur

Au-delà des caractéristiques générales du système migratoire, on distingue trois profils de mobilité témoignant de la différentiation limitée de la société rurale de Leonzoane par rapport à la migration pendant la période coloniale. Un premier profil, dominant (65%), très mobile et vers une seule destination, un second profil, intermédiaire, avec des mobilités moins fréquente vers 2 destinations (16%), et un troisième profil avec une mobilité limitée ou marginale (19%)

Profil 1 «mobilités circulaires internationales fréquentes et régulières » (65%) : un espace bipolaire[177], organisé autour d'une résidence-base à Leonzoane et des mobilités internationales très fréquentes et régulières (cf. figure 30).

45-Xavier MALACHE & Maria	1ère phase Cycle vie												
	1960				1964		1966		1968		1970		1972
Evènement familiaux	Mariage	1 enfant			2enf			3enf		4enf		maladie	5enf
Système de Mobilité : SM1	5 migrations International												
	retour 6 mois tous les 1,5 ans												
Portefeuille d'activités	LUI : mine ELLE : agric. subsistance												
Agriculture	0,5 Ha-2 Ha/ 3 Ha heritée/ Pas accès verger autosuff alim, pas de vente production												
Elevage	petit élevage volaille												

Figure 30 : itinéraire migratoire de Xavier MALACHE, 70 ans

Ce premier groupe, le plus répandu, réunit des profils qui tendent vers l'archétype du « paysan-mineur ». Ce profil répond en effet typiquement aux personnes employées par la compagnie de recrutement Wenela et dont les contrats sont reconduits quasiment systématiquement par une même entreprise, sans « chocs » dans leur trajectoire, d'ordre familial (décès, accident santé…) ou extérieur (licenciement…). Il s'agit des personnes qui ont le plus migré à la fois en termes de durée cumulée de migration (plus de 7 ans pour 47 %) et de fréquence migratoire avec 3 voyages ou plus au cours de la première phase de vie active pour 95 % (5 voyages pour les plus mobiles). Ces migrations sont ainsi essentiellement internationales (pour 88 %) et vers un seul lieu de destination (75 %). De façon moins fréquente (12% du groupe), on trouve aussi ici des individus avec des migrations en deux temps et deux lieux (nationale puis internationale) mais avec des caractéristiques similaires en termes du nombre de migration et de durée cumulée (cf. tableau 38).

Au regard des activités agricoles, comme nous le verrons en partie 3 sur les interactions entre profils de mobilités et systèmes d'activités ces profils bien qu'ils ne choisissent pas, pour la plupart, le moment ni la durée de la migration, restent en partie connectés à l'agriculture du fait de leurs retours réguliers à Leonzoane, d'autant plus que très souvent la fin du contrat minier coïncide avec la période des pluies et du labour-semis la plus exigeante en main d'œuvre.

[177] Le caractère bipolaire ou multipolaire ou multi site (plus de 2 lieux) fait référence à l'espace de vie pratiqué par le ménage. (cf. chap. II, cadre théorique).

Tableau 38 : afcm et classification, profil 1

Classe: CLASSE 1 / 3 (Effectif: 17 - Pourcentage: 65.38)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	2International	88,24	69,23	83,33	2,42	0,008	18
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO60	Nb_Mig60=2. 3 ou +	94,12	76,92	80,00	2,34	0,010	20
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO60	3. plus de 7 ans	47,06	34,62	88,89	1,42	0,078	9
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO60	NbLieu60=1 lieu	76,47	65,38	76,47	1,20	0,116	17
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	3National puis inter	11,76	7,69	100,00	0,21	0,418	2

Source : enquêtes 2009-2010

Profil 2 « mobilités nationales et internationales alternées et multi sites » (16 %) : un espace mobilisant 2 ou 3 lieux, organisé autour d'une résidence-base à Leonzoane et des mobilités nationales et internationales espacées (cf. figure 31).

4-Xavier CHIUNGO&Rosalia	1ere phase Cycle vie									2e phase
	1957	…	1960		1962		1964	1965	1966	1967
Evènements familiaux			Mariag1		1 enfant					
Système de Mobilité : SM2	1 MIG internat		1 MIG nat	x				1 MIG Internat	x	
	retour fin de contrat			x				retour fin de contrat	x	
Portefeuille d'activités	LUI: Mine		Xibalo	LUI : peintre/maçon/ agric ELLE : agric subs				LUI : Mine+pasteur Elle : Agri.	LUI : peintre / maçon / agric ELLE : agric subs	
Agriculture	avec parents			1ha/3ha héritée/ pas capital verger autosuffisance alim, pas de vente						
Elevage				0						

Figure 31 : itinéraire migratoire de Xavier CHIUNGO, 68 ans

Le second profil, moins mobile, regroupe les trajectoires d'individus dont le temps cumulé de migration sur la première période de vie active va de 4 à 7 ans (75%) et donc inférieur comparé au premier profil. Leurs trajectoires sont moins linéaires dans le sens où seule une partie de la vie active est réalisée au moyen de contrats miniers en Afrique du Sud, interrompue par des opportunités ou des contraintes familiales ou professionnelles. De ce fait, la majorité des individus de ce profil ont migré de façon alternée entre l'espace national et international (75%) et ont donc tous mobilisé 2 lieux, parfois 3, à travers 3 expériences de migration ou plus (cf. tableau 39).

Vis-à-vis des activités agricoles le temps de migration leur permet de passer davantage de temps à Leonzoane et ils ont la possibilité d'une implication plus continue.

Tableau 39 : afcm et classification, profil 2

Classe: CLASSE 2 / 3 (Effectif: 4 - Pourcentage: 15.38)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	5Alternance National	75,00	11,54	100,00	2,96	0,002	3
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO60	2 ou 3 lieux	100,00	34,62	44,44	2,39	0,008	9
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	4International puis	25,00	3,85	100,00	1,02	0,154	1
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO60	2. de 4 à 7 ans	75,00	50,00	23,08	0,53	0,297	13
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO60	Nb_Mig60=2. 3 ou +	100,00	76,92	20,00	0,46	0,324	20

Source : enquêtes 2009-2010

Profil 3 « mobilité réduite nationale ou internationale » (19,23%) : Un espace bipolaire, organisé autour d'une résidence-base à Leonzoane et 1 ou 2 mobilités espacées, nationales ou internationales (cf. figure 32).

Reginaldo Covane (fam 50)	1ère phase Cycle vie										2ème phase
	1959		1961						1967	1968	...
Evènements familiaux	résident de funhalouro										
Système de Mobilité : SM3	1Mig internat		X							1Mig Internat	
	retour licencié		X								
Portefeuille d'activités	LUI: mine		LUI: agric subsistance + fabrique cuillères bois							LUI: mine	
Agriculture	cultive avec avec mère & frère (père décédé)										
Elevage	X										

Figure 32 : itinéraire migratoire de Reginaldo Covane, 66 ans

Le troisième profil concerne les individus les moins mobiles et regroupe tous ceux qui n'ont migré qu'1 à 2 fois et dont la majorité (80 %) a un temps cumulé de migration entre 1 et 4 ans, à une échelle nationale ou internationale (cf. tableau 40).

On retrouve ici des personnes soit avec une courte expérience migratoire via une unique expérience de contrat dans les mines au cours de leur première période de vie active, et qui ont ensuite « décidé » de rester à Leonzoane en tant qu'agriculteur ; soit qui n'ont pas eu

accès à un emploi dans les mines et ont été réquisitionnés sur des chantiers de travaux publics ou pour la culture du coton.

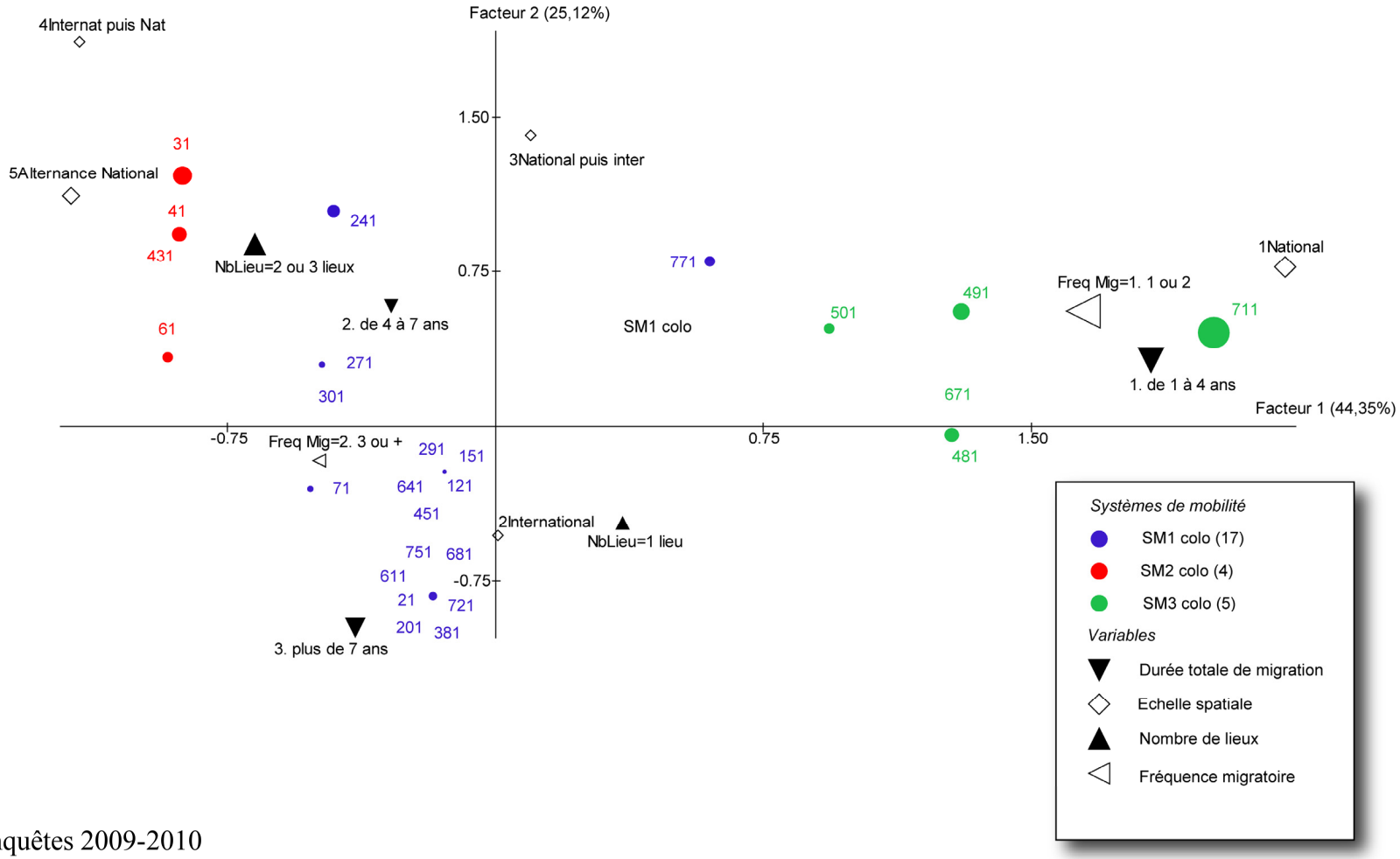
Tableau 40 : afcm et classification, profil 3

Classe: CLASSE 3 / 3 (Effectif: 5 - Pourcentage: 19.23)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO60	Nb_Mig60=1. 1 ou 2	100,00	23,08	83,33	3,74	0,000	6
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO60	1. de 1 à 4 ans	80,00	15,38	100,00	3,40	0,000	4
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	ECH-1PGe=1National	40,00	7,69	100,00	1,87	0,031	2
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO60	NbLieu60=1 lieu	80,00	65,38	23,53	0,20	0,420	17

Source : enquêtes 2009-2010

Figure 33 : distribution des migrants de Leonzoane selon les 3 profils de mobilité de la période coloniale (1920-1975)



Source : Enquêtes 2009-2010

Ainsi, l'analyse des trajectoires migratoires des ménages met en évidence trois profils de mobilité bien distincts pendant la période coloniale. La figure 33 est le plan le plus représentatif pour visualiser ces 3 profils en intégrant presque 70% de l'information de l'ACM. Il montre les individus migrants situés au sein de leurs caractéristiques dominantes de mobilité (fréquence et durée de migration, échelle spatiale, nombre de lieux). L'axe 1 permet de différencier à droite les profils de mobilité de faible durée et davantage orientés vers l'espace national (SM3colo) alors qu'à gauche on trouve les individus migrant au niveau international (ou une combinaison national-international). L'axe 2 différencie au-dessus les individus qui ont peu migré et en dessous les individus qui ont le plus fréquemment migré (3 ou plus) vers 1 seul lieu (SM1colo).

Les résultats montrent ainsi une diversité limitée des formes de mobilités au cours de la période coloniale, répondant pour 65 % au profil SM1colo « mobilités circulaires internationales fréquentes et régulières », et associées aux contrats salariés formel du secteur minier sud-africain. A côté, deux autres profils minoritaires (SM2colo et SM3colo) reflètent des schémas beaucoup moins mobiles et plus tournés vers l'espace national. Par ailleurs, nous avons vu que les caractéristiques des mobilités sont en grande partie influencées par le contexte régional de règlementation rigide et le caractère quasi systématique de la migration associés aux accords entre Etats coloniaux, doublé d'un environnement national avec des conditions de surexploitation de la force de travail via le Xibalo. Comment ces mobilités sont-elles gérées par les familles et y a-t-il des règles liées à l'usage des bénéfices des migrations économiques des familles pendant la période coloniale ? Dans quelle mesure influencent-elles les différents actifs des systèmes d'activités et stratégies des ménages ?

B - L'institutionnalisation de la migration par les autorités communautaires pour la reproduction du groupe

Nous mettons ici en évidence comment le système colonial de migrations massives vers les mines sud-africaines, associé à la politique nationale de travail forcé, sont tous les deux venus interagir avec les institutions familiales et communautaires locales, et comment la forme de migration dominante à travers le profil du paysan-mineur s'est intégrée comme une norme au sein du fonctionnement familial et de la communauté.

Nous analysons de quelle manière cette institutionnalisation de la migration est accompagnée de la mise en place et d'un contrôle de ses règles par les autorités familiales et communautaires, au service d'intérêts personnels et de reproduction du groupe (mariage, héritage et lignage…). Nous verrons aussi dans quelle mesure le fort encadrement du système migratoire, fait que le réseau familial ou social est très rarement mobilisé dans les étapes clés de la migration. Enfin, nous verrons comment ces règles et fonctionnement de la migration vont de pair avec une division poussée du travail et une dissociation entre activités agricoles et migrations, avec peu d'enjeux pour la sphère productive et les activités agricoles.

Ces éléments sur les règles associées à la migration fournissent le cadre nécessaire à la compréhension des interactions entre les activités migratoires et les systèmes d'activités des ménages abordés dans la partie 3.

1) L'institutionnalisation de la migration sous contrôle des organisations communautaires

Avant la période coloniale, à l'instar d'autres sociétés africaines, la migration occupe une fonction essentiellement symbolique liée à l'extension des territoires du lignage et à la reconnaissance d'un statut social, notamment via l'acquisition de biens rares (communication personnelle, Leonzoane 2010). Ainsi, bien que les routes migratoires nationales, ou internationales vers les plantations de canne du Natal ou les mines du Free State (Kimberly) et du Transvaal existent déjà (cf. chap. I, B), la migration est alors peu associée à l'acquisition de ressources monétaires. Avec l'avènement du régime colonial au début du XXe siècle, l'introduction de l'impôt monétaire et la mise en place de l'administration portugaise locale (cf. carte 11) pour l'exploitation de la main d'œuvre et des richesses agricoles, bouleversent le mode d'organisation traditionnel, basé sur un système patriarcal fortement hiérarchisé, permettant la transmission intergénérationnelle des ressources et l'expansion du lignage et de son territoire[178].

[178] Organisation du lignage incarnée par le chef de terre et les autorités parentales

Contexte, émergence et règles de l'institution migration

Pour les familles de Leonzoane, la décision de migrer se fait dans un double contexte, de manque d'alternatives de travail salarié pour le paiement de l'impôt et de forte demande de travail pour le secteur minier sud-africain[179]. Dans ce cadre, l'information sur les places à pourvoir dans les mines est directement fournie par les compagnies de recrutement WENELA ou TEBA, à partir de leurs nombreuses antennes locales installées au cœur des districts ou bien via leurs « recruteurs » parcourant les campagnes. A Leonzoane une antenne de la WENELA se situait dans le povoado de Nzilu[180] (communication personnelle, Alberto, Leonzoane 2010). Par ailleurs, associés à chaque contrat, les coûts de transport, hébergement et alimentation sont pris en charge par les compagnies minières qui ont mis en place les infrastructures nécessaires[181]. En termes transactionnels, ce dispositif offrait la particularité de prendre en charge à la fois toutes les dépenses initiales du migrant et de garantir la transaction (emploi et logement assurés, salaire garanti, etc.). De plus, les autorités coloniales portugaises, alliées aux intérêts des industriels du secteur minier sud-africain, mettaient en place des législations sévères afin que les migrants ne détournent pas leurs objectifs, et contrôlaient aussi le transfert de leurs revenus via la Banque Nationale du Mozambique. Ce dispositif va interagir et jouer de façon complémentaire avec l'organisation communautaire. En effet, après l'arrivée des administrateurs portugais locaux, les chefs traditionnels se voient concurrencés sur le contrôle des ressources (essentiellement le contrôle des terres et de la production agricole), et vont devoir composer avec les changements introduits. Plusieurs accords se mettent en place. Les administrateurs, pour assurer une bonne couverture des

---

[179] "Le travail permanent sur les fermes des colons était plus avantageux que le travail forcé. Les meilleurs salaires des pays voisins faisaient de la migration transnationale la forme privilégiée de résistance au Xibalo pour les jeunes hommes des zones de réserve de main d'œuvre et même pour certains des zones de culture du coton. En tentant d'échapper à la situation de monopsone du marché du travail (labour monopsony) et aux recrutements forcés, les hommes, en particulier les plus jeunes, cherchaient des formes alternatives d'emploi, en migrant à travers l'Afrique australe, parfois en suivant les traditions passées de chasse, ou encore en utilisant l'organisation des cohortes précoloniales utilisées par les chefs de guerre "(Harries, 1995 ; Newitt 1995).

[180] Cf. carte 9 chapitre III, présentation de la zone d'étude.

[181] Les compagnies minières, en accord avec la TEBA, ont rapidement organisé la partie logistique pour l'exploitation de réserves de main d'œuvre des pays voisins via un important système de transport. Une des sociétés les plus importantes est la « Vaal Maseru » qui dessert toujours la ville de Massinga aujourd'hui.

impôts, créent des alliances avec les chefs de terres de chaque povoado[182]. En leur offrant une part de la collecte d'impôts, ils incitent ces derniers à ne pas minimiser le recensement des personnes présentes (dont les mineurs de retour), pour permettre d'assurer la mise en place de la culture du coton, désigner des travailleurs non payés pour les travaux publics ou encore assurer la collecte de la taxe pour l'habitat (« hut taxe ») (UEM, 1983; Brock, 1989)[183]. De plus, la politique de retour obligatoire des migrants pour le versement de leurs salaires, permet un contrôle des mouvements et des niveaux de revenus par la communauté, qui va permettre d'établir les règles pour en contrôler les bénéfices.

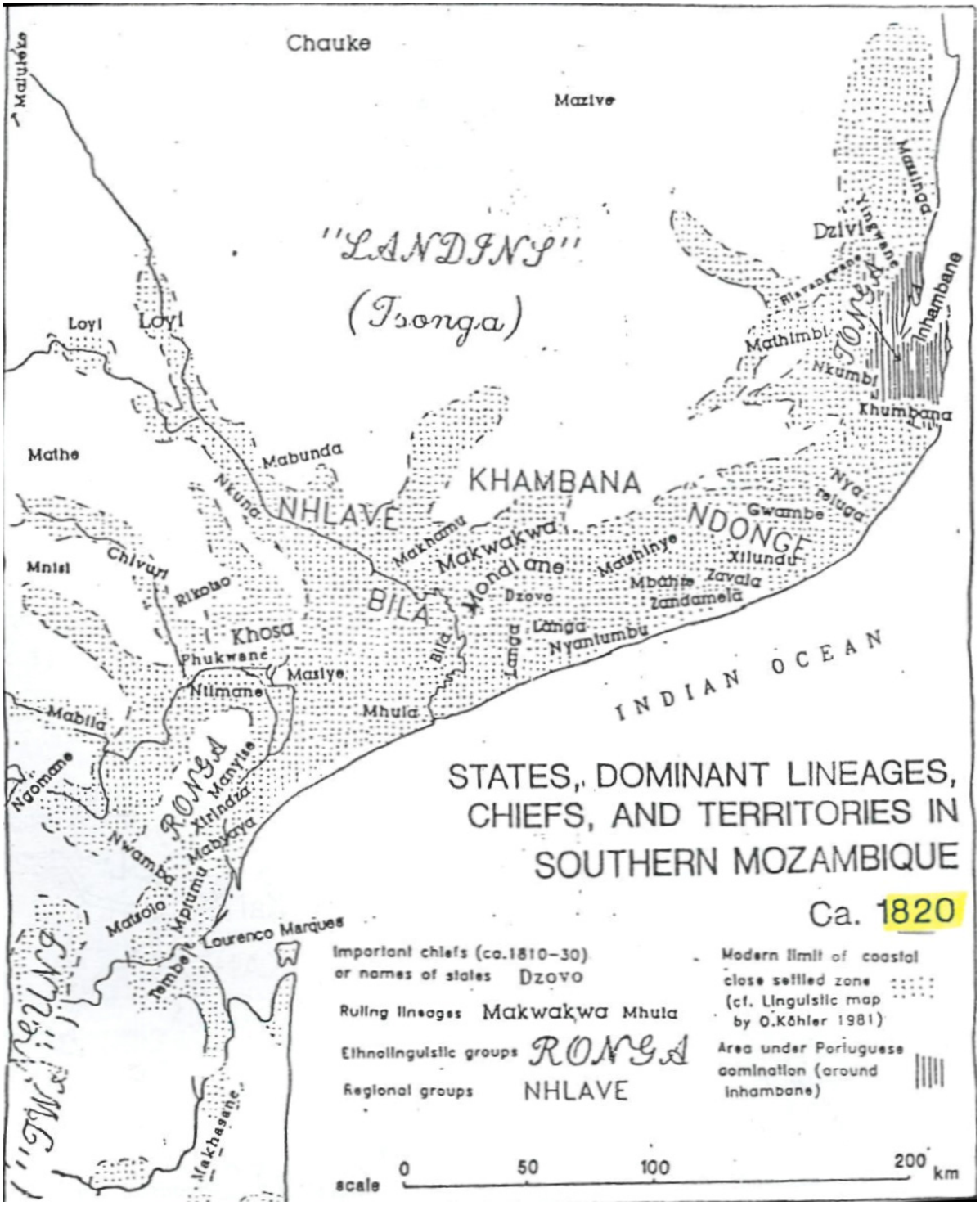
Un nouvel ordre politique local se forme, faisant appel à des processus de légitimation empruntés à l'idéologie de la parenté et au mode de production lignager[184] et vient endogénéiser la migration. La parenté représente une fonction légitimante qui permet de justifier et d'élaborer des actions et l'organisation donnée d'une société (Lovejoy 1981 ; dans Legros, 1996)

[182] Cela est en partie rendu possible par l'absence de processus d'expropriation des terres et la lutte armée peu influente dans la zone entre 1964-1974.

[183] En 1908, la hut taxe a été double à 20s, poussant une nouvelle vague de travailleurs vers le Transvaal (Brock, 1989).

[184] Le mode de production lignager représentait généralement la base idéologique des sociétés d'Afrique centrale. L'idéologie du lignage mettait accent sur le recrutement de dépendants via la procréation et la manipulation de la reproduction biologique c'est-à-dire via la manipulation des liens et des réseaux de parenté. La force, la richesse et la capacité reproductive du groupe résidaient dans le nombre d'adhérents dont il disposait des parents, des clients, des esclaves etc. Ceux-ci constituaient le principal capital social et économique, la source de toute richesse pour le chef de ce groupe (Legros, 1996).

Carte 11: Etats, lignages dominants, chefs et territoires du Sud Mozambique (1820)



Source : Covane, 1996

Dans ce contexte, les coûts (d'information et logistiques) sont nuls pour les familles, et la décision de migrer va s'intégrer aux règles communautaires et à celles afférentes à l'organisation du travail déjà existantes, sans impliquer un processus de sélection particulier. En dehors de l'exclusion des femmes, et parfois du fils cadet censé veiller sur les parents jusqu'à leur mort pour ensuite hériter de leurs terres et des biens restants (communication personnelle, 2009), les possibilités de migration sont les mêmes pour tous. Cependant, le départ prolongé d'un fils et les gains potentiels associés au travail salarié constituent une nouveauté et représentent à la fois un risque et un enjeu économique que les organisations communautaires vont contrôler en lui associant de nouvelles règles pour l'intégrer au fonctionnement du groupe. Les profils de mobilités dominants de la période coloniale présentés ci-dessus (cf. A) font entièrement partie de l'application de ces règles et du maintien des contrôles par l'autorité paternelle et communautaire, du fait des retours fréquents et relativement courts des hommes. Cela se fait par la combinaison de plusieurs facteurs.

D'une part, en tant que phénomène nouveau par rapport aux normes préexistantes, la décision de migrer va faire l'objet d'une demande d'autorisation au père[185], officialisée par une cérémonie de départ. Le chef de terre et de lignage sont invités et participent[186] à ce rituel qui a pour fonction d'assurer la réussite de l'entreprise du migrant et de lui rappeler ses engagements vis-à-vis du groupe.

D'autre part, c'est l'introduction de la monétarisation de la dot (lobolo), payée à la famille de l'épouse, qui constitue l'instrument central qui va permettre le contrôle de la migration et d'une partie des salaires par la famille et la communauté. A travers ce mécanisme, la préservation des liens socio-économiques entre migrants et sédentaires est mise en place. Plusieurs rites ou cérémonies au retour du migrant sont mis en place, au cours desquels vont être utilisés (et redistribués) une partie des revenus en espèce et en nature et qui vont valider l'accès aux ressources-lignage. En amont du mariage, la famille organise une cérémonie de reconnaissance adressée aux ancêtres (et aux autorités) pour avoir permis au fils un voyage sain et sauf. Cette cérémonie va entre autre impliquer l'achat de produits

[185] Permet la gestion du patrimoine familial entre le père et les différents fils. Dans certains cas (fils unique, problème de santé), le père peut refuser. Cette demande est liée au fait que le départ du fils représente un risque élevé pour la famille qui reste.

[186] Nous verrons que cette règle tend à disparaitre avant la guerre

d'importation de la colonie portugaise comme le vin ou le pain. Des fêtes et visites sont aussi célébrées avec la famille étendue et les voisins lors du retour des migrants, et font aussi partie des règles pour inciter les migrants à une redistribution immédiate des profits de la migration, sous forme de biens de consommation achetés en Afrique du sud et offerts (thé, sucre, tissus de capulanas, vêtements et objets courants…). Cela assure le prestige et la représentation sociale vis à vis des proches et voisins. Puis vient l'organisation du mariage par la famille du père, pour laquelle il utilise une partie des revenus qui lui ont été remis (le reste lui servant au paiement de ses impôts et autres dépenses)[187]. Tant que le montant accumulé n'est pas suffisant pour couvrir les dépenses de mariage, le migrant remet l'ensemble de ses revenus au père à chaque retour. Pour la plupart des personnes enquêtées il faut entre 1 et 3 voyages pour réunir la somme nécessaire. Les travaux de Wuyts (1997)[188] dans la région sud corroborent ces informations. Ce n'est qu'après le mariage que le fils accède à la terre, se libère en partie de l'autorité paternelle, et dispose de ses revenus comme il l'entend. Dans certains cas, lorsque qu'un fils ne peut réunir la somme nécessaire pour la dot, il y a substitution de cette règle, et c'est alors un des frères ainés prend en charge les dépenses, mais toujours dans la logique de reproduction familiale pour l'accès aux ressources collectives. « L'argent de la dot a été offert par mes frères ainés, c'est la tradition » (communication, Leonzoane, 2010)[189].

Enfin, la pratique de l'endogamie ethnique ou régionale, en encourageant le migrant à trouver son conjoint dans sa région d'origine, consolide aussi ses liens avec sa communauté. De même que dans certaines sociétés où les hommes sont nombreux à partir, les migrations individuelles des femmes sont proscrites. Ainsi, les migrants restent tributaires de la localité d'origine pour se marier ultérieurement. Les mariages de migrants, parfois négociés à distance et souvent célébrés lors d'une courte visite, sont d'ailleurs une des activités les plus importantes de la famille. Le fait que femmes et enfants restent au village constitue une assurance de plus pour la pérennité des attaches locales des migrants. D'autres valeurs, telles

---

[187] Comme la plupart en témoignent, le migrant n'avait en général pas de réel contrôle sur ses revenus, la règle était de les remettre au père qui décidait de leur usage, généralement pour organiser le mariage avec la première paye puis pour satisfaire les besoins de représentation de la famille et de la communauté

[188] « Historiquement en Afrique australe, le moment et l'incidence du mariage dépendaient de l'accumulation antérieure d'épargne à partir du travail migratoire… » (Wuyts, 1997).

[189] « O dinheiro do lobolo foi ofrecido pelos irmaos mas velhos, è a tradição » (famille 12).

que le devoir filial, la solidarité entre congénères ou la nostalgie, favorisent également le maintien des relations.

Ainsi, à travers cet ensemble de règles et mécanismes associés aux bénéfices de la migration, certains avantages géographiquement non transférables (accès à la terre, réputation et honneur, etc.) sont contrôlés par la communauté et peuvent servir de levier.

La consolidation du phénomène migratoire, la régularité et la généralisation de ces pratiques permettent de parler d'institutionnalisation de la migration au sein de la localité de Leonzoane ; circuits, comportements et représentations deviennent peu flexibles. On est en présence d'un ensemble de dispositifs « hors marché » qui facilitent aussi bien le succès des migrations que le maintien des liens avec la région d'origine, et le transfert de biens et de ressources financières vers celle-ci. Ces règles englobent les termes du contrat migratoire qui lie le migrant aux sédentaires et l'empêche de se soustraire à ses obligations minimales. Il peut en partie s'affranchir de ses liens, mais il dépend encore de son milieu d'origine en de nombreux domaines : sélection du conjoint, accueil ultérieur des enfants, préservation des droits de propriété, reconnaissance sociale, etc. Ce sont principalement les organisations communautaires qui définissent les règles et les sanctions de la migration, à travers un contrôle qui vise à la fois à maintenir la cohérence du groupe sur place et à éviter les comportements opportunistes de la part des absents, rendus possible par le contexte socio politique.

Le rôle limité des réseaux

La prise en charge par l'Etat du coût de mise en œuvre de la migration (transport, logement), associée au système de contrôle des mouvements des populations du régime d'apartheid (Influx control), expliquent en grande partie le rôle quasi inexistant des réseaux dans le processus migratoire. Pour 80% des personnes de plus de 60 ans le choix de l'employeur et de la destination pour le premier emploi a été guidé par le système central d'attribution de postes de la Wenela et non par l'appui de proches ou de parents ayant déjà migré (cf. tableau 41). Par la suite, après la première expérience de migration, pour 67%, il n'y a pas eu de recours au réseau social ou familial dans les différentes étapes de la migration (décision du lieu et de l'emploi, financement, installation) (cf. tableau 42).

De plus, d'autres facteurs contribuent au faible rôle des réseaux. D'une part les filières migratoires organisées vers les sites miniers ne correspondent pas aux premières routes et

réseaux de migration précoloniale (cf. chap. I). D'autre part, le contexte favorable d'offre de travail dans les mines ne fait pas jouer les mécanismes de rétention d'information par certains groupes. Selon les entretiens, le rôle des réseaux se situe davantage au niveau de formes de solidarité entre personnes du même groupe ethnique ou identitaire, face aux abus et conditions d'exploitation du travail, que dans la transmission d'informations sur des postes ou de ressources stratégiques aux différentes étapes de la migration.

Tableau 41 : appui d'un réseau familial ou social pour le choix de l'employeur et de la destination pour le premier emploi

			Appui d'un réseau familial ou professionnel pour accéder au 1er emploi?			Total
			oui	non	pas de réponse	
Groupes d'âge	20-40	Effectif	24	7	1	32
		%	75,0%	21,9%	3,1%	100,0%
	41-60	Effectif	18	17	3	38
		%	47,4%	44,7%	7,9%	100,0%
	60+	Effectif	2	22	3	27
		%	7,4%	81,5%	11,1%	100,0%
Total		Effectif	44	46	7	97
		%	45,4%	47,4%	7,2%	100,0%

source: enquêtes 2009-2010

Tableau 42 : recours au réseau familial ou social dans les étapes clé de la migration

			Recours au réseau familial ou social dans les étapes de clé de la migration (Décision, préparation, installation)			Total
			oui	non	pas de réponse	
Groupes d'âge	20-40	Effectif	23	6	3	32
		%	71,9%	18,8%	9,4%	100,0%
	41-60	Effectif	32	4	2	38
		%	84,2%	10,5%	5,3%	100,0%
	60+	Effectif	4	18	5	27
		%	14,8%	66,7%	18,5%	100,0%
Total		Effectif	59	28	10	97
		%	60,8%	28,9%	10,3%	100,0%

source: enquêtes 2009-2010

Ainsi, des formes de solidarités et de réseaux existent, mais interviennent de façon très limitée dans le fonctionnement de la migration du fait du cadre coercitif et règlementé imposé par l'Etat. Enfin, un dernier facteur en jeu est le peu d'interactions possibles avec la société d'origine du fait des grandes distances entre Leonzoane et les régions de travail en Afrique du Sud, et des coûts élevés de déplacement et communication. Il y a très peu de marge de manœuvre pour l'organisation collective pour adapter, ou détourner les règles en place. On peut ainsi parler de formation de « réseaux primaires » inhérents à toutes les vagues migratoires, mais pas de « réseaux volontaires stratégiques » qui sont construits par le groupe migrant au-delà de leur temps d'adaptation à la société d'accueil (Isabelle Taboada-Leonetti 1996 ; dans Ma Mung, 1998).

L'origine de l'institution migration dans le cas Leonzoane et de la région sud n'est pas la voie souvent observée d'un premier groupe d'individus qui endossent les risques et les coûts de la migration, mais celui aussi connu, où la migration est organisée depuis le début et prise en charge directement ou indirectement par le secteur de recrutement. On connaît de nombreuses autres régions dans le monde avec des formes de recrutement organisé similaire. Par exemple, l'institution de l'Indenture Labour, puis du Kangani, par lesquels sont passés plusieurs millions de migrants indiens pour aller travailler dans diverses zones coloniales de plantation[190] (telles que Sri Lanka, Fidji, les Antilles, les Mascareignes, etc.) ou de Lampung indonésien (Levang et Sevin, 1989; Guilmoto et Sandron, 2000). C'est aussi le cas de pays d'Afrique australe (Malawi, Lesotho).

2) Le sens et les usages de l'institution migration

De façon générale, l'ensemble de ces pratiques liées à la migration, inexistantes avant la mise en place du système colonial d'exportation de main d'œuvre de la région sud, vont créer de nouvelles valeurs et croyances associant étroitement la migration et son sens à la reproduction familiale et du groupe à travers le paiement du lobolo, ce qui va être clairement visible dans les stratégies des familles et la relative stabilité des systèmes de production et plus généralement des systèmes d'activités (cf. partie 3, chap. VII). Ces règles et le fonctionnement de la migration vont en effet de pair avec une division poussée du travail

[190] Les personnes engagées étaient recrutées en Inde même ; leur trajet jusqu'aux plantations et leur installation sur place étaient pris en charge. La dette contractée par les migrants auprès de leurs recruteurs était prélevée sur leur salaire à venir.

entre hommes et femmes et une dissociation, ou peu d'interactions, entre les règles de la migration et la sphère productive, notamment agricole. En d'autres termes, le système migratoire de cette période - et l'institution migration qu'il a produite- a instauré la base d'une division poussée du travail entre hommes et femmes, et a donné lieu à deux sphères complémentaires et indépendantes de l'organisation familiale, entre d'une part les activités de migration masculines, mobilisées pour les enjeux de reconnaissance et de pouvoir entre familles et lignages, et d'autre part, les activités agricoles féminines associées au fonctionnement quotidien de la famille restreinte. Néanmoins, l'activité agricole dépend du travail salarié de la migration pour sa reproduction via son lien indirect avec l'accès à la terre[191]. Le cas de Leonzoane illustre donc l'importance décisive des dimensions culturelles dans la structuration du processus lié à la migration dans les sociétés traditionnelles au sud, et toujours puissante aujourd'hui (cf. chap.VI).

Cet usage restreint de la migration et relativement distant des aspects productifs, est en partie lié aux ressources limitées apportées par la migration dans un contexte de fortes contraintes fiscales et exigences sociales. Durant la première moitié du XXe siècle, l'économie de la région est encore peu monétarisée (Covanne, 1996), et à Massinga les principales sources de liquidités pour s'acquitter des taxes sont : la vente des productions agricoles aux quelques commerçants portugais propriétaires de « cantinas », les rétributions liées à la culture forcée du coton sur les champs des colons (Xibalo), et avant tout, les salaires des contrats miniers en Afrique du Sud. Ces salaires constituent un élément totalement nouveau au sein de la communauté, mais dont les bénéfices productifs restent faibles pour les familles au regard de l'accaparement de l'essentiel de la « rente minière » par l'Etat, via le système de paiements différés (cf. chap. I, C), de la monétarisation du lobolo et des intérêts et arrangements entre les chefs traditionnels et les colons portugais. Ainsi, comme nous le verrons dans l'analyse des stratégies des ménages (cf.chap. VII), une fois marié, du fait des bas salaires et du temps de travail limité sur place, il y a rarement d'accumulation dans une activité agricole (achat d'intrants et animaux pour l'agriculture). Les ressources sont allouées au paiement de la taxe d'habitation destinée à l'administration portugaise (palhota ou hut-tax), aux obligations de représentation sociale (acquisition de bien manufacturés et d'alimentation), à la construction

[191] Cela a aussi été souligné par Van den berg (1987) dans une autre partie de la région sud du Mozambique. Van Den Berg J., (1987), *A peasant form of production: wage dependant agriculture in Southern Mozambique*, Canadian Journal of African Studies, 21 (3): 375-389.

d'une maison et l'installation de la famille. Bien qu'il ne s'agisse pas de migrations forcées au sens propre du terme, le contexte fortement coercitif lié au risque d'exploitation dans le travail forcé et aux pressions pour le paiement de l'impôt, fait de la migration un choix par défaut. Le libre arbitre des individus est très limité dans les différentes étapes du processus migratoire et il y a peu de liens entre la migration et les décisions au niveau de la sphère économique du ménage (cf. stratégie de « l'agriculteur africain », chap. VII). Cette étroite imbrication et contrôle de la migration par le pouvoir local pour sa reproduction (ressource pour la reproduction du lignage et la reconnaissance sociale) se retrouve ainsi dans le fait que le rôle de la migration est très limité dans les stratégies et la diversification des systèmes d'activités de cette période.

Conclusion chapitre IV

L'analyse des trajectoires et pratiques migratoires des ménages de Leonzoane, a permis de saisir la genèse et la nature de l'institution migration au cours de la période coloniale à différents niveaux.

Nous avons vu comment, à partir d'une économie basée sur l'agriculture pendant la période précoloniale, avec des opportunités de migrations ponctuelles vers les régions agricoles de Durban ou de l'Etat d'Orange, les accords d'exportation de main d'œuvre entre les colonies portugaises et du Rand sont venus légaliser un système massif de migrations de travail. Dans le contexte de politiques coloniales coercitives, le système migratoire de Leonzoane se caractérise par des migrations circulaires internationales intenses et régulières dans lequel le profil de mobilité dominant (65% des individus) répond à l'archétype du paysan-mineur, avec des mobilités circulaires de courte durée (1,5 à 2 ans) vers un site minier en Afrique du Sud, associées à des périodes courtes et régulières de retours à Leonzoane. A côté de ce profil, deux autres profils minoritaires montrent la faible diversité des formes de mobilités au sein de la société coloniale.

Nous avons aussi vu que l'instauration massive du système colonial de migrations de travail et les caractéristiques des formes de mobilités de cette période sont venus s'intégrer à l'organisation sociale, familiale et communautaire, accompagnés d'une institutionnalisation de la migration rendue possible par la combinaison de deux éléments. D'une part le dispositif juridique centralisé du système colonial qui prend en charge les coûts de la migration (recrutement, transport, hébergement) et permet le contrôle du retour et des revenus des mineurs via un système de paiements différés au Mozambique, en fin de contrat. D'autre part, la monétarisation de la dot associée au mariage, condition nécessaire pour l'héritage et l'accès à la terre, constitue le mécanisme central qui permet le contrôle de la migration et de l'essentiel de ses bénéfices par les autorités familiales et communautaires. La combinaison de ces deux niveaux met en évidence comment l'institution migration est à la fois le produit de forces régionales et de décisions familiales dans le contexte du système lignager local. En lien avec la prise en charge de l'ensemble des coûts de la migration par les structures coloniales, nous avons montré que le recours au réseau familial ou social est quasi inexistant dans les étapes clés de la migration. Le poids de l'initiative individuelle ou familiale et le rôle des

réseaux dans le processus migratoire reste très marginal, cela malgré la forte structuration d'un espace transnational autour d'importantes filières vers les sites miniers.

Cette institutionnalisation de la migration est donc caractérisée par un fort contrôle des règles par les autorités familiales et communautaires, est presque exclusivement au service de la reproduction sociale du groupe (mariage, héritage, lignage), et pour la consommation et le paiement de l'impôt. Ainsi, les migrations répétées des hommes essentiellement vers l'Afrique du sud, selon des rythmes et durées connues, ont crée leur détachement du contrôle direct sur les activités agricoles et une division poussée du travail entre hommes et femmes. Activités agricoles féminines et activités migratoires masculines tendent à former deux sphères complémentaires mais indépendantes de l'organisation familiale répondant à des fonctions différentes.

Dans le cas de Leonzoane et de la région sud, l'origine de l'institution migration vient de l'organisation et la prise en charge de celle-ci par le secteur de recrutement. De nombreuses autres régions dans le monde présentent des formes de recrutement organisé similaire. Par exemple l'institution de l'Indenture Labour entre l'Inde et les zones coloniales de plantation ou de Lampung indonésien. C'est aussi le cas d'autres pays d'Afrique australe. Ces observations viennent conforter l'existence des logiques anciennes de migration de ces sociétés rurales et dans le cas de pays comme le Mozambique ou la migration est très tôt devenue la norme dans le fonctionnement des systèmes familiaux.

Dans le chapitre qui suit nous nous interrogeons sur la façon dont cette institution imposante a évolué avec la fin du régime colonial en 1975. Les caractéristiques des formes de mobilités et les règles et objectifs de l'institution migration instaurée et ancrée au cours du XXe siècle ont-ils perduré ou se sont-ils renouvelés au cours des 15 années de guerre civile, puis du passage à l'économie de marché ?

V - Migrations contraintes de la période de conflit et affaiblissement ou rupture avec les règles communautaires (1978-1993)

Ce chapitre montre de quelle façon, dans le contexte de rupture des liens politiques avec l'Afrique du Sud au moment de l'indépendance du Mozambique mettant fin à 80 ans du système organisé de main d'œuvre entre les deux pays accompagnée de la tentative du projet socialiste par le nouveau gouvernement mozambicain (cf. Chap. I), les formes de mobilités et les règles sociales qui guidaient le fonctionnement de l'institution migration pendant la colonie se sont renouvelées.

Nous verrons d'abord de quelle manière la période de conflit a donné lieu à la reconfiguration du système migratoire à l'échelle nationale et internationale et au renouvellement et repli des formes de mobilités des ménages en vigueur sous le système colonial (A). Dans un second temps, il s'agira de comprendre comment ces changements du contexte national et régional et du système migratoire viennent perturber les rapports de pouvoir dominants pendant la période coloniale, remettant en cause le fonctionnement et les règles de l'institution migration, tant au niveau communautaire que familial, faisant émerger de nouveaux arrangements davantage dirigés vers la sphère productive familiale (B).

Les données qui appuient nos analyses correspondent aux enquêtes menées auprès des individus migrants âgés de 40 à 60 ans dont les récits de trajectoires professionnelles et migratoires nous renseignent sur la période de conflit.

A - Expansion nationale et mobilités restreintes de la période de conflit (1978-1992)

Dans le contexte de rupture soudaine des accords de politique coloniale entre le Mozambique et l'Afrique du Sud suite à l'indépendance du pays, et de l'éclatement de la guerre civile en 1978, il s'agit ici de montrer la reconfiguration du système migratoire antérieur et son expansion au sein de l'espace national. Nous analyserons aussi les nouveaux profils de mobilité des familles de Leonzoane associés à ces évolutions.

1) Reconfiguration du système migratoire entre espace national et international

L'indépendance mozambicaine vient mettre brutalement fin au système de migrations de travail en vigueur depuis 80 ans, expliquant en grande partie la réduction des rythmes et des durées de migration. En effet, avec l'abolition de la règlementation coloniale, le système de contrats limités à 18 mois associé à un retour obligatoire de 6 mois disparait. Ainsi, les hommes qui restent engagés dans les mines renouvellent directement leur contrat sans nécessairement marquer une période de retour à Leonzoane.

Néanmoins, en dehors des changements de règlementation du secteur minier, les faibles rythmes de mobilités des individus, les durées plus longues des périodes de migration et les durées de retour courtes à Leonzoane sont aussi fortement liées à la situation de conflit dans lequel entre le pays à partir de 1978, et particulièrement virulente à partir de 1983 à Inhambane et Massinga[192]. En effet, les enquêtes biographiques témoignent du nombre très important de personnes réfugiées, avec plus de 70% des familles qui déclarent avoir quitté Leonzoane, vers la ville proche de Massinga ou vers la capitale Maputo, particulièrement au cours des années 1986 et 1992[193], laissant leurs terres et toutes leurs possessions derrière eux.

---

[192] En ce qui concerne Leonzoane, les effets de la guerre sont clairement visibles à travers le peu d'hommes et le nombre important de veuves entre 51 et 60 ans de notre échantillon.

[193] Ces données corroborent le tableau 16 (taux de migration interne) : pour la province d'Inhambane, concernant l'immigration de 100 personnes qui en 1997 résidaient dans cette province, 9,1 vivaient dans une autre province en 1992. D'un autre côté, de 100 personnes qui en 1997 vivaient dans une autre province 5,2 résidaient à Inhambane en 1992.

Pour la plupart, cela signifie une totale décapitalisation de leurs actifs, notamment agricoles, puisqu'ils ont perdu tout leur bétail et abandonné leurs cultures. Une autre partie des familles, minoritaire, a pris refuge dans la localité voisine de Barran où une caserne du Frelimo a été implantée, mais elles ont également dû réduire leur production agricole à des niveaux insignifiants du fait des patrouilles récursives des troupes du Frelimo.

Tableau 43 : nombre de lieux de migration au cours de la première phase de vie active

INDIC1.1.Nb de migrations entre la 1ere et 10 eme année de VA

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	1	15	44,1	44,1	44,1
	2	10	29,4	29,4	73,5
	3	6	17,6	17,6	91,2
	4	3	8,8	8,8	100,0
	Total	34	100,0	100,0	

source: enquêtes 2009-2010

Source : enquêtes 20092010

Ainsi, après 1983, l'état de guerre, ponctué par des sécheresses, a exacerbé les effets des licenciements miniers en Afrique du Sud et celui de l'effondrement de l'économie rurale mozambicaine (cf. chap. I) sur les schémas de mobilités des ménages ruraux. L'ensemble de ces éléments explique la reconfiguration radicale du système migratoire post indépendance. Les possibilités limitées de déplacement liées aux conflits ont été un élément central des faibles rythmes de mobilité avec 1 voire 2 migrations pour 73,5% des personnes (cf. tableau 43) et des durées moyenne de migration longues avec 50% des personnes ayant migré hors de Leonzoane entre 5 et 10 ans, dont 30% sont restés en migration les 10 années de leur début de vie active (cf. tableau 44).

Tableau 44 : durée moyenne de migration au cours de la première phase de vie active

IND 1.2.CALC: Durée Moy periode mig 1e PhasVA=Temps_Mig_1Phas_VA / Freq_Mig_1Phas_VA

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	1,2	1	2,9	2,9	2,9
	1,4	2	5,9	5,9	8,8
	1,4	1	2,9	2,9	11,8
	1,5	1	2,9	2,9	14,7
	1,6	1	2,9	2,9	17,6
	1,7	1	2,9	2,9	20,6
	1,9	1	2,9	2,9	23,5
	2,0	1	2,9	2,9	26,5
	2,4	1	2,9	2,9	29,4
	2,5	1	2,9	2,9	32,4
	3,0	1	2,9	2,9	35,3
	3,3	1	2,9	2,9	38,2
	3,8	1	2,9	2,9	41,2
	4,0	1	2,9	2,9	44,1
	4,5	1	2,9	2,9	47,1
	4,8	1	2,9	2,9	50,0
	5,0	4	11,8	11,8	61,8
	5,1	1	2,9	2,9	64,7
	7,1	1	2,9	2,9	67,6
	9,0	1	2,9	2,9	70,6
	10,0	10	29,4	29,4	100,0
	Total	34	100,0	100,0	

source: enquêtes 2009-2010

La majorité des personnes ne sont pas revenues à Leonzoane au cours de la période de guerre et pour la minorité de ceux qui ont effectué un retour entre deux migrations[194], les durées moyennes de séjour à Leonzoane sont réduites, inférieures à 6 mois pour 33% et de 6 mois à 1,7 an pour 60% (cf. tableau 45 : indic2), contre 1,6 an en moyenne pendant la période coloniale. Cela se traduit par une possibilité très limitée pour les hommes de s'engager dans les activités agricoles, et d'une certaine façon, accentue à l'extrême la division du travail entre hommes et femmes, amorcée au cours de la période antérieure.

[194] Cela représente 12 personnes sur le groupe de 34, les autres n'étant pas revenus dans la première phase de vie active.

Tableau 45 : durée moyenne des périodes de retour à Leonzoane entre 2 migrations (1978-1992)

INDIC 2.Durée moyenne des périodes inter migration =Temps_Intermigration/Nb de retours sur les 10 1eres années de VA

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	,3	1	2,9	8,3	8,3
	,5	3	8,8	25,0	33,3
	1,0	1	2,9	8,3	41,7
	1,5	1	2,9	8,3	50,0
	1,7	1	2,9	8,3	58,3
	2,3	1	2,9	8,3	66,7
	2,5	1	2,9	8,3	75,0
	3,3	1	2,9	8,3	83,3
	4,0	1	2,9	8,3	91,7
	7,4	1	2,9	8,3	100,0
	Total	12	35,3	100,0	
Manquante	Système manquant	22	64,7		
Total		34	100,0		

Statistiques

INDIC 2.Durée moyenne des periodes inter migration=Temps_Intermigration/Nb de retours sur les 10 1eres annés de VA

N	Valide	12
	Manquante	22
Moyenne		2,119
Médiane		1,575
Mode		,5
Minimum		,3
Maximum		7,4
Centiles	25	,500
	50	1,575
	75	3,125

Source : enquêtes 2009-2010

Par ailleurs, une dernière caractéristique de la reconfiguration du système migratoire à partir de Leonzoane est la réorientation des migrations entre l'échelle internationale et nationale. En compensation du boycott économique sud-africain, les trajectoires migratoires intégrant l'espace national se sont développées, et en particulier les stratégies en deux temps avec une migration nationale puis internationale (26 %). Ces deux modalités représentent plus de la moitié des destinations alors qu'elles étaient minoritaires pendant la période antérieure (15 %). Par ailleurs, la migration internationale, bien qu'elle reste le schéma dominant, diminue de 70 % à 45 % (cf. tableau 46 : indic 3.1).

Tableau 46 : échelle spatiale de la migration (1978 1992)

INDIC 3.1. Type d'espace mobilisé au cours de la 1e phase VA

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	1National	9	26,5	26,5	26,5
	2International	15	44,1	44,1	70,6
	3National puis international	9	26,5	26,5	97,1
	5Alternance National et International	1	2,9	2,9	100,0
	Total	34	100,0	100,0	

Source: enquêtes 2009-2010

Liée à ces dernières observations, on observe aussi une première expansion dans l'espace de vie des familles. En effet, même si la plupart des migrants suivent la même tendance que pendant la période précédente en mobilisant un seul lieu de vie dans leur trajectoire migratoire, avec l'expansion des stratégies de mobilité nationale puis internationale, davantage ont recours à deux lieux (26,5%) (cf. tableau 47 : indic 3.2).

Tableau 47 : nombre de lieux de migration (1978-1992)

INDIC 3.2. Nombre de lieux de migration au cours des 10 1eres annees de VA

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	1 lieu	23	67,6	67,6	67,6
	2 lieux	9	26,5	26,5	94,1
	3 lieux	2	5,9	5,9	100,0
	Total	34	100,0	100,0	

Source : enquêtes 2009-2010

La situation de conflit civil, la fin de l'accord bilatéral international pour la fourniture de main d'œuvre vers le secteur minier et la fermeture de l'espace économique sud africain, mais aussi l'arrêt du code du travail indigène au niveau national, ont rapidement reconfiguré les tendances et principales caractéristiques du système migratoire à partir de Leonzoane. Ainsi, les migrations circulaires intenses vers l'Afrique du Sud disparaissent laissant place à des migrations rares (1 ou 2) et longues souvent de 5 à 10 ans sans retour et qui se déploient entre espace national et international.

En plus de ces évolutions à échelle nationale et régionale, il y a aussi eu de nombreux déplacements internes à l'échelle du district de Massinga avec notamment l'arrivée massive de familles du district voisin de Funhalouro dès 1979, où la guerre a sévi très tôt, aggravée par les sècheresses (communication personnelle, 2009). Sous le régime socialiste, ces familles ont reçu l'autorisation de s'installer à Leonzoane dans le circulo de Zunguze, où des terres leur ont été attribuées pour vivre, et elles se sont mêlées au lignage Zunguze.

Cette reconfiguration générale du système migratoire se traduit au niveau des profils de mobilités des familles avec la continuité, la disparition et l'émergence de nouveaux profils.

2) Limitation et réorientation spatiale des profils de mobilités

L'analyse des profils existants au sein de cette tendance générale montre les effets du conflit sur les possibilités de mobilités et la faible diversité des formes de mobilités au sein de la société de Leonzoane pendant cette période. On distingue deux profils : un premier caractérisé par des « mobilités nationale puis internationale, sans retour» (32%). et le deuxième dominant, par des « mobilités internationale ou nationale longue vers 1 lieu » (68%)

Profil 2 « mobilité internationale ou nationale longue vers 1 lieu » (68%) : un espace bipolaire international ou national, avec des mobilités de 5 à 10 ans.

Ce profil de mobilité émergent est le plus commun au cours la période de conflit. Il regroupe des individus qui ne réalisent qu'une migration (65%) au niveau international (60%) ou national (40%) avec une durée cumulée de migration assez élevée entre 5 et 10 ans pour 80% (et 9 à 10 ans pour 50%), selon qu'ils ont décidé de fuir de Leonzoane plus ou moins tard pendant la guerre (cf. tableau 48). Il se substitue d'une part au profil dominant du « paysan-mineur » de la période coloniale (SM1colo). C'est-à-dire des hommes qui ont échappé aux licenciements massifs du secteur minier sud-africain et ont poursuivi cette activité dans le cadre de la nouvelle règlementation (cf. figure 35, famille 42), ou qui ont pu rester en Afrique du Sud dans le secteur informel essentiellement dans les services (cf. figure 34, famille 10).

fam 10- Luis & Candida NDJANE	1ère phase cycle de vie									
	1985		1987			1990		92/PAIX		1994
Evènements familiaux						Mariage				
Système de Mobilité : SM2	1 Migration Internationale									
	pas de retour									
Evenements professionnels/ Portefeuil d'activités	LUI : petit commerce independant					LUI : petit commerce produits domestiques + couturier ELLE : vendeuse commerce du mari				
Agriculture	0,5 ha/5 ha Herités, cultivé par la mère veuve									
élevage	x									

Figure 34 : itinéraire migratoire de Luis NDJANE, 42 ans

fam 42-Orlando SENDELA & Nalia	1ère phase cycle de vie									
	1983		1985	1986			1989	1990		92/PAIX
Evènements familiaux							1er mariage		séparation	2e mariage
Système de Mobilité : SM2	1 Migration internationale									
	visites courtes 1 ou 2 fois par an									
Portefeuil d'activités	LUI: mineur ELLE: agricultrice									
Agriculture	0,5 ha/2 ha herités									
élevage	x									

Figure 35 : itinéraire migratoire de Orlando SENDELA, 47 ans

D'autre part, il correspond aussi à une forme similaire de mobilité mais au niveau national pour ceux qui ont pu obtenir un emploi à la capitale ou dans une grande ville (cf. figure 36, famille 80). Une minorité (4 personnes) regroupe ceux qui ont une durée cumulée de migration moindre (3 à 5 ans) du fait d'un retour long lié à un accident familial ou professionnel (famille 80). Ce profil est davantage associé à la génération des 41-50 ans qui représentent les 2/3 de ce groupe et informe plus sur la tendance à la fin du conflit.

fam 80-Teresinha DOMINGOS& Eusebio	1ère phase cycle de vie									
	1978		1981		1983		1985	1986	1987	
Evènement familiaux				1er enfant	mariage					
Système de Mobilité : SM2	x					refugiés à Maputo-Migration Nationale				
	x					aucun retour				
Portefeuil d'activités	LUI: employé coopérative d'Etat chiunze ELLE: agriculture subsistance					LUI : contôleur fiscal Etat ELLE : petit commerce indépendant				
Agriculture	1 ha/ 10 Ha hérités					x				
élevage	x					x				

Figure 36 : itinéraire migratoire de Teresinha & Eusebio (52 ans)

Tableau 48 : afcm et classification, période de conflit, groupe 1

Classe: CLASSE 2 / 2 (Effectif: 23 - Pourcentage: 67.65)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA	NbLieux=1 lieu	100,00	67,65	100,00	5,79	0,000	23
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO40_60	FreMi40=1 migration	65,22	44,12	100,00	3,47	0,000	15
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA_REC_TYPO_40_60	2International	60,87	44,12	93,33	2,57	0,005	15
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA_REC_TYPO_40_60	ECHEL40=1National	39,13	26,47	100,00	2,16	0,016	9
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_40_60	TpsMi40=de 5 à 8 ans	30,43	20,59	100,00	1,69	0,046	7
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_40_60	TpsMi40=de 3 à 5 ans	13,04	11,76	75,00	0,28	0,389	4

Source : enquêtes 2009-2010

Profil 1 « mobilité nationale puis internationale, sans retour » (32%) : un espace national et international mobilisant 2 ou 3 lieux autour d'une double résidence avec des durées de migration très longues, sans retour.

D'une certaine façon ce profil est la continuité du profil minoritaire de la période coloniale (profil SM2colo), dont la situation post indépendance a permis l'expansion. Ce profil regroupe des personnes qui ont rapidement tenté de trouver un emploi dans le contexte de liberté et de grand optimisme au lendemain de l'indépendance, et qui ont rejoint la capitale pour s'insérer dans les postes dorénavant accessibles et rémunérés des secteurs public ou privé. Puis, guidés par les effets rapides de déstabilisation économique de la Renamo, les risques de retour à Leonzoane liés à la présence de la guérilla à travers tout le pays, et la proximité de la frontière sud-africaine, ils se sont intégrés au marché du travail sud-africain dans le secteur des services ou les postes miniers à pourvoir (cf. figure 37 et 38). Ainsi, plus de 90% de ces personnes mobilisent un espace national et international, le plus souvent avec deux migrations (72%) et avec une durée cumulée de migration de 9 à 10 ans (81 %), c'est-à-dire sans période de retour à Leonzoane, ou inférieure à 1 an pour quelques-uns (cf. tableau 49).

fam 14- Isaias Miliote & Olinda	1ère phase cycle de vie									
	1974	1975				1979		1981	1982	1983
Evènements familiaux	1 enfant	mariage		2 enfants					3 enfants	
Système de Mobilité : SM1	1 Mig nationale Maputo							1 Mig Internationale (Gauten)		
	pas de retour							pas de retour		
Portefeuille d'activités	LUI: barman Hotel ELLE : agriculture subsistance							LUI : mineur ELLE : Agriculture		
Agriculture	(20 chicuelas)1Ha/ 5 ha									
élevage	X							X		

Figure 37 : itinéraire migratoire de Isaias Miliote (55ans)

fam 5- Casamo ARIONI MUKUHO & Anabela	1ère phase cycle de vie									
	1988				92/PAIX		1994		1996	1997
Evènement familiaux	1er mariage						séparé		2e mariage	
Système de Mobilité : SM1	1 Mig. Nationale (Maputo)		1 Mig Internat (JHBG)		1 Mig Internat (Carltonvile)		1 Mig Internat (Klerksdorp)			
			pas de retour		retour 2 mois		visite 1 mois par an			
Portefeuil d'activités	LUI: vendeur marché ELLE: agriculture		LUI : vendeur magazin ELLE: agriculture		LUI: mineur ELLE: agriculture subs.		LUI: mineur ELLE: agriculture subs.			
Agriculture	0,25 ha/ 5 Ha				1Ha/5Ha		2Ha/ 5ha			
élevage	X				petit élevage					

Figure 38 : système de mobilité profil 2/ itinéraire migratoire de Casamo Arioni (45ans)

Tableau 49 : afcm et classification, période de conflit, groupe 2

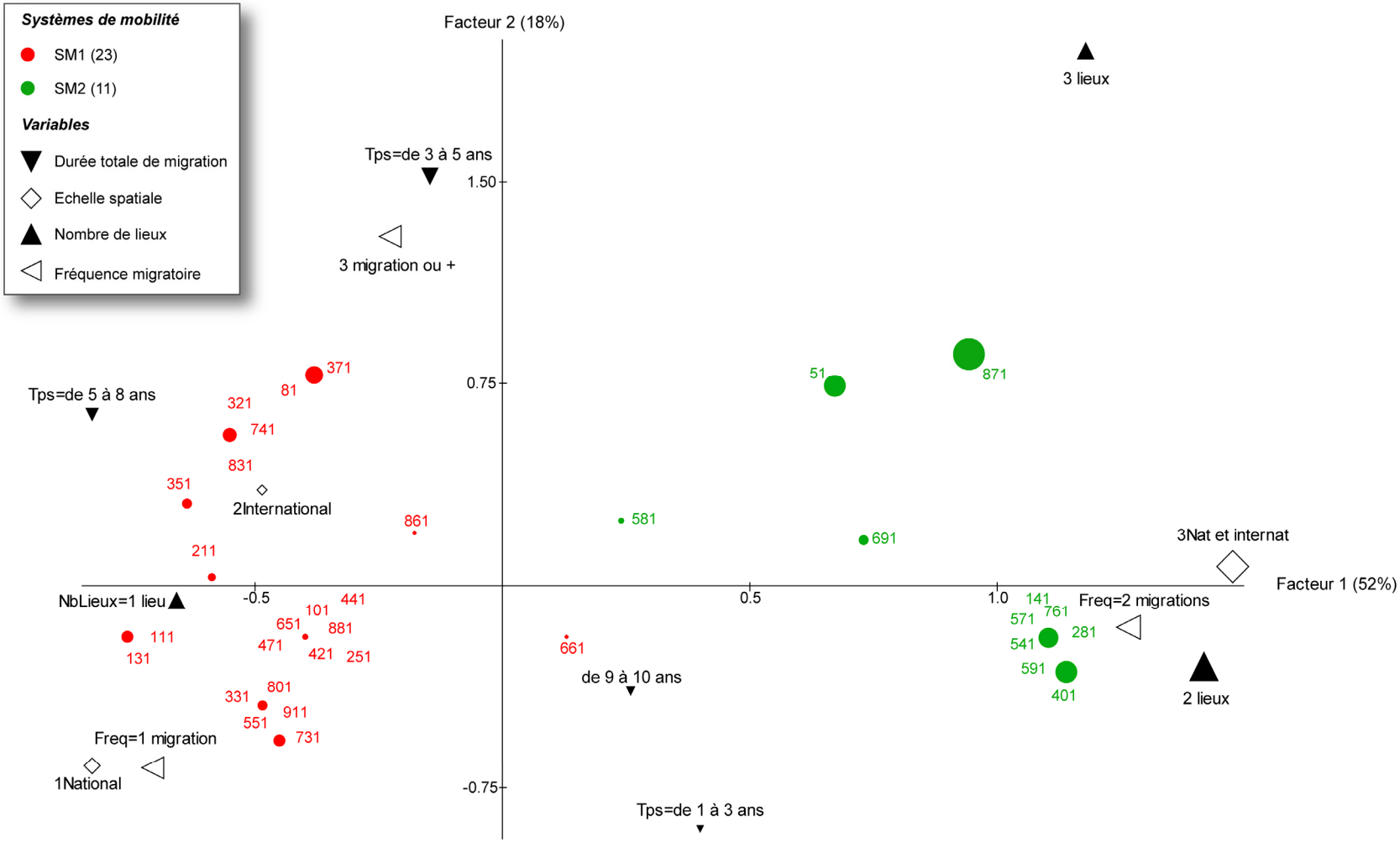
Classe: CLASSE 1 / 2 (Effectif: 11 - Pourcentage: 32.35)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA_REC_TYPO_40_60	3National et interna	90,91	29,41	100,00	5,23	0,000	10
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA	NbLieux=2 lieux	81,82	26,47	100,00	4,74	0,000	9
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO40_60	FreMi40=2 migrations	72,73	29,41	80,00	3,41	0,000	10
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_40_60	de 9 à 10 ans	81,82	58,82	45,00	1,53	0,063	20
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA	NbLieux=3 lieux	18,18	5,88	100,00	1,29	0,098	2
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_40_60	TpsMi40=de 1 à 3 ans	9,09	8,82	33,33	0,54	0,296	3
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO40_60	3 migration ou +	27,27	26,47	33,33	0,32	0,375	9

Source : enquêtes 2009-2010

En résumé, la figure 39 représente les 2 profils de la période de conflit en intégrant 70% de l'information de l'AFCM. Elle montre les individus migrants situés au sein de leurs caractéristiques dominantes de mobilité (fréquence et durée de migration, échelle spatiale et nombre de lieux). L'axe 1 permet de différencier à droite les profils de mobilité avec une trajectoire en deux temps mobilisant l'espace national puis international (SM2) à travers 2 lieux ; alors qu'à gauche se trouvent les individus migrant au niveau international ou national, mobilisant un seul lieu. L'axe 2 différencie au-dessous les individus avec des temps de migration très longs voir sans retour et les quelques cas de migration courte ; et au-dessus les individus avec des durées de migration intermédiaires essentiellement de 5 à 8 ans.

Figure 39 : représentation des 2 profils de mobilités de la période de conflit (1978-1992)



Sources : traitements enquêtes 2009-2010

Par ailleurs, on observe une forte diversification des types et conditions de travail liées aux activités migratoires: le secteur des services emploie 38% des personnes et les emplois sans contrat formel 35% (tableaux 50 et 51), contre 11% et 4,5% pendant la période coloniale. Cela s'explique à la fois par l'expansion des migrations nationales et le développement de l'économie urbaine souterraine, par les licenciements massifs du secteur minier sud-africain et l'émergence d'un marché du travail minier illégal en Afrique du Sud.

Tableau 50 : secteur d'activité principale au cours de la première période de migration (40-60 ans)

2.15._5.2.Quelle était l'activité ppale de la personne durant cette période

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	1secteur minier	11	32,4	32,4	32,4
	2secteur industrie autre	1	2,9	2,9	35,3
	3secteur services	13	38,2	38,2	73,5
	4secteur agricole	7	20,6	20,6	94,1
	5secteur construction	1	2,9	2,9	97,1
	6Autre	1	2,9	2,9	100,0
	Total	34	100,0	100,0	

Source : enquêtes 2009-2010

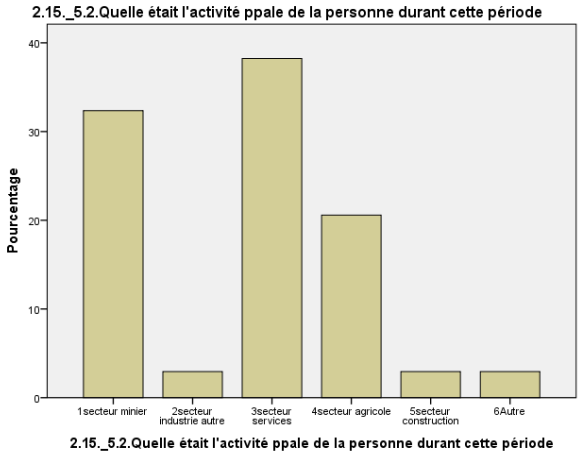
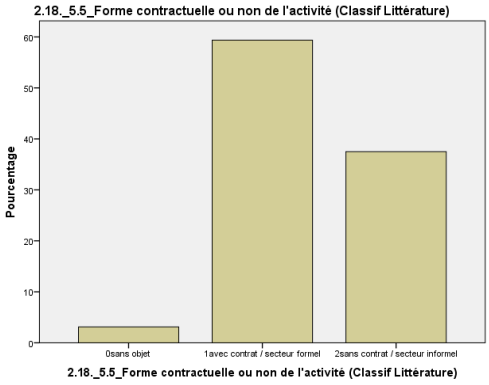


Tableau 51 : caractère formel ou informel du premier emploi (40-60 ans)

2.18._5.5_Forme contractuelle ou non de l'activité (Classif Littérature)

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	0sans objet	1	2,9	3,1	3,1
	1avec contrat / secteur formel	19	55,9	59,4	62,5
	2sans contrat / secteur informel	12	35,3	37,5	100,0
	Total	32	94,1	100,0	
Manquante	Système manquant	2	5,9		
Total		34	100,0		

Source : enquêtes 2009-2010



Sur ce point, les données de recrutement de la Compagnie Wenela montrent bien la diminution drastique des contrats miniers à Inhambane et Massinga, soit plus de 15 000 licenciements au total (cf. tableau 52). De même à Leonzoane les effectifs des hommes engagés dans le secteur minier passent de 82% à 32% (cf. tableau 50), ce qui reste cependant inférieur à la moyenne nationale.

Tableau 52 : comparaison des effectifs de recrutement, District Inhambane (1975-1976)

Camps	Novembre 1976	Janvier 1976	Novembre 1975	Hausse	Baisse
Maxixe	2037	2658	1057	1601	-
Funhalouro	-	173	2472		2299
Homoine	-	528	2537		2009
Jangamo	-	539	2731		2192
Massinga	-	607	3635		3028
Morrumbene	-	502	2339		1837
Panda	-	230	938		708
Vilanculos	-	1049	5614		4565
TOTAL	**2037**	**8286**	**21323**		**15037**

Source : archives des registres WENELA, 1976

Ainsi, si certaines familles sont de fait restées à Leonzoane et ont pu s'adapter sur la base de systèmes de production agricoles locaux et de l'aide internationale (Cf. partie 3), la tendance générale montre que pour la majorité, le contexte socio-économique de la période de guerre a accru le poids des activités migratoires au sein des systèmes d'activités des familles, et d'une certaine façon a accentué le détachement des hommes vis-à-vis de l'agriculture, amorcé pendant la période antérieure.

B - Dynamique autonome de l'institution migration et l'émergence des réseaux

Ces caractéristiques renouvelées des mobilités dans le contexte de bouleversements socio-économiques de la période de conflit se traduisent par de profonds changements dans l'orientation et la gestion des règles de l'institution migration.

1) Rupture avec les règles de contrôle des autorités traditionnelles et nouvelles formes d'échange réciproque

Dans la littérature sur les déplacements et réinstallations, il est largement reconnu que la relocalisation de toute une communauté, ou la dispersion des familles, ménages et communautés en temps de conflit peut mener d'un côté à une désarticulation sociale chronique, et d'un autre à la création de nouvelles institutions guidant la réinstallation ou la réarticulation de la communauté (Scudder, 1997). A Leonzoane, la guerre s'est intensifiée dans les années 1980 déplaçant environ 70% de la population locale. Dans de nombreux cas, les réfugiés et les déplacés internes[195] ont passé jusqu'à 10 ans ou plus sans retour à Leonzoane (cf. A), et les liens sociaux au sein de la communauté ont été largement détruits, menant à l'affaiblissement ou la dislocation de mécanismes centraux de l'institution migration établie pendant la période coloniale[196]. Les mécanismes de pression sur les migrants, opérant

[195] Sur la problématique et l'importance des mouvements de « deslocados » et déplacements forcés pendant la guerre, cf. Vivet J., (2010), *Déplacements forcés et citadinités. Les deslocados de guerre à Maputo (Mozambique)*, Géographie, Paris, Université de Paris Ouest Nanterre la défense, PhD.

[196] « Historiquement en Afrique australe, le moment et l'incidence du mariage dépendaient de l'accumulation antérieure d'épargne à partir du travail migratoire, et il en était de même pour la production agricole. La fin du système de travail migratoire ces dernières années, cependant, a sévèrement limité ces voies traditionnelles vers le mariage et l'investissement dans la production agricole. Cela a des conséquences majeures pour la formation de la famille (…) car les ménages

pendant la colonie (résidence des femmes au village, endogamie et alliances matrimoniales, accès à la terre, réputation, rites) ne demeurent efficaces que parce qu'ils sont activement encouragés au sein de la parenté et de la communauté, et qu'ils ne souffrent pas de concurrence externe de la part de systèmes alternatifs. Les durées longues des migrations ont un impact important sur l'institution, car elles paralysent en grande partie les mécanismes d'alliances matrimoniales au sein des lignages, donnant lieu à des mariages hors lignage et hors communauté et à l'accès à de nouveaux arrangements et réseaux sociaux. Ainsi, en temps de guerre, avec l'impossibilité des autorités traditionnelles (chefs de lignage et de famille) de maintenir et garantir les accès et droits sur les ressources qui permettaient leur contrôle sur les ressources de la migration, et face aux besoins et priorités de survie des familles, l'ensemble des règles antérieures de la transaction migratoire ne peuvent plus être maintenues à l'identique. Nos entretiens montrent les principales ruptures suivantes dans les règles de l'institution migration, quant à l'accès, et aux décisions sur les usages et le contrôle de la migration.

L'arrêt du système de recrutement des compagnies minières via les antennes de la WENELA dans toute la région sud, associé au contexte sud-africain de forte réduction de la demande de main d'œuvre, remettent en cause le caractère peu sélectif de l'accès à la migration. La décision de migrer dépend alors avant tout des possibilités d'accès à de l'information sur les opportunités d'emploi, variable d'un individu et d'une famille à l'autre. Ainsi, l'information sur les postes à pourvoir dans les mines (mais aussi dans d'autres secteurs) devient une ressource stratégique, et des droits d'accès à ces postes se constituent pour se transmettre de façon privilégiée au sein de la famille réduite ou du réseau social, sur plusieurs générations jusqu'à la période récente (cf. chap.VI). On peut parler de la formation d'une rente migratoire liée à ces postes dans les mines sud-africaines, qui sont les plus stables et parmi les mieux rémunérés des emplois salariés. De plus, les coûts de transport, d'hébergement et d'alimentation ne sont plus systématiquement pris en charge par les compagnies minières. Ceux qui n'ont pas réussi à être recrutés depuis Leonzoane font appel au soutien familial ou à leurs relations pour le voyage et leur arrivée. Par ailleurs, du fait de la distance et des durées des migrations de cette période et de l'impossibilité de contrôler le

---

deviennent davantage matri centraux en ce qui concerne la sortie de la pauvreté, du fait que les revenus de la migration ont diminué sans autres nouvelles issues d'emploi » (Wuyts, 1997).

retour du migrant, la règle de demande d'autorisation à l'autorité paternelle et les cérémonies de retour ne se font plus pour toute une partie de la génération d'actifs pendant la guerre. La décision de migrer devient ainsi davantage une décision d'ordre individuel ou au niveau du ménage davantage détachée des autorités traditionnelles (père et représentant du lignage).

De nouveaux usages des bénéfices de la migration apparaissent en dehors du paiement de la dot pour l'accès à la terre. En effet, le fait que de nombreux couples se rencontrent au cours des années d'exil hors de la localité, à Maputo ou en Afrique du Sud introduit une rupture dans les stratégies d'alliances familiales et de lignage, une libération des charges et devoirs vis-à-vis des parents, beaux-parents et autorités et plus d'autonomie dans la gestion des ressources de la migration. Cela est aussi accompagné de changements de modes de vie et de valeurs et de la perte de connaissances et de pratiques agricoles par cette génération. Au cours de cette période de conflit, caractérisée par l'abandon de nombreuses pratiques culturales (p.ex. la double culture annuelle du maïs), la perception négative de l'agriculture comme une activité féminine sans intérêt, initiée pendant la colonie - aussi soulignée par Covane (1996) et Farré (2009) à Gaza et Inhambane, s'est profondément ancrée dans la vision collective locale. Ces changements de valeurs ont pu accentuer les modes de gestion dissociés entre la sphère agricole et les règles et usages liés aux activités migratoires. Dans ce contexte, pour gérer l'absence prolongée et la continuité du fonctionnement de la famille et son patrimoine, de nouvelles formes d'échange réciproque et d'arrangements contre le risque se mettent en place à des niveaux inter et intra familiaux (évitement ou réappropriation des anciens arrangements). Les principaux types de coopération informelle entre ménages incluent les xtiques (système de crédit rotatif et épargne), l'aide mutuelle dans les travaux journaliers et le biscato via l'échange de travail, contre argent, production ou boisson traditionnelle (Marsh, 2003). Cela donne lieu à une diversité nouvelle de flux d'échanges et de ressources liés à la migration répondant à une forme naissante de circulation, mais fortement contrainte par la situation de conflit sans qu'on observe de contrat migratoire alternatif se mettre en place.

2) Consolidation et rôle émergent des réseaux nationaux pendant la guerre

En corollaire des changements ci-dessus, la diversification des relations sociales dans le pays est devenue d'une importance grandissante, dès lors qu'il est devenu de plus en plus difficile pour la famille élargie et la société rurale traditionnelle de faire face aux problèmes comme l'orphelinat, les sècheresses et l'insécurité alimentaire, et l'accès aux travail au Mozambique et en Afrique du Sud. Associées aux mobilités de cette période (résidence longue et activités plus ou moins régulière en zone urbaine), les situations de ménages basés sur une double résidence sont plus fréquentes[197] et on observe l'émergence et la consolidation de réseaux et l'affaiblissement des barrières entre groupes proches (clans, lignages, etc.) qui aboutissent à un élargissement et un enrichissement du réseau des familles[198]. La consolidation des réseaux est aussi illustrée à travers l'analyse des trajectoires migratoires et professionnelles des familles du district voisin de Funhalouro refugiées à Leonzoane. Les enquêtes dénotent qu'à partir de zones d'origine différentes, il y a une spécialisation professionnelle et une concentration géographique différente. En effet, les trajectoires des migrants originaires de Funhalouro montrent que ceux-ci ne travaillent pas dans les mines et ont des destinations hors des filières des familles originaires de Leonzoane, y compris au Swaziland.

[197] Le plus souvent Massinga-Maputo, Leonzoane-Maputo ou Massinga et une ville d'Afrique du Sud.

[198] La chanson populaire « goodbye my neighbour » aide à interpréter les différentes façons dont la guerre a poussé les personnes à la semi urbanisation, mais aussi à créer de nouveaux réseaux de support et même de nouvelles communauté en ville (Covane, 1996 : p331).

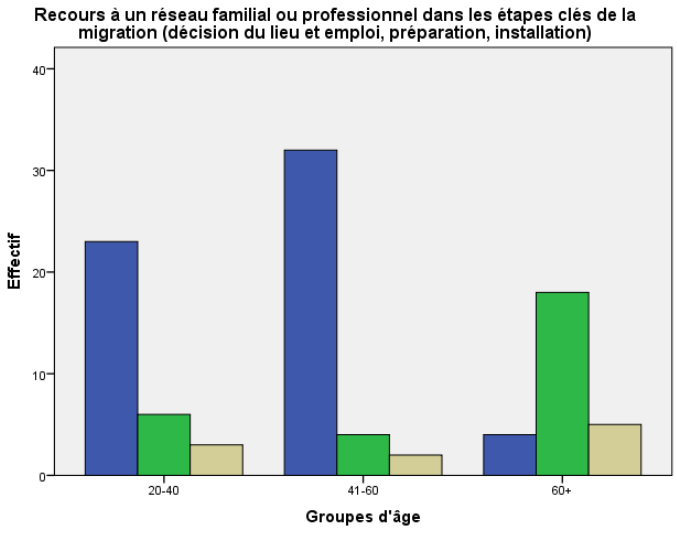


Figure 40 : recours au réseau social ou familial dans les étapes de la migration (période de conflit)

Ainsi, la réorientation post indépendance du système migratoire, avec l'accroissement des flux au sein de l'espace national sur des durées de migration longues (cf. A) dans le contexte renouvelé de guerre et de pénurie d'emploi, donne lieu au développement de forts liens de solidarités et un ancrage familial long à Massinga et Maputo mais aussi en Afrique du Sud. Le rôle de ces réseaux dans le processus migratoire devient quasi systématique et 84% des ménages de Leonzoane y ont recours (cf. figure 40 en bleu et tableau 42 chap. IV) Cela se traduit par la structuration des filières et l'élargissement des champs migratoires des familles. Les principales destinations sont Maputo et en Afrique du Sud les provinces du Northwest et du Gauteng vers les villes de Rustenberg, Westonaria ou Carltonville.

Conclusion chapitre V

Ce chapitre a permis de montrer que le profond ancrage de la migration sur plusieurs décennies et générations de la période coloniale, comme institution et norme de fonctionnement des systèmes familiaux, a radicalement évolué dans le contexte d'importantes réorientations socio-politique post indépendance.

D'une part, l'arrêt des accords de main d'œuvre minière avec l'Afrique du Sud, doublé des mesures économiques et militaires contre le régime socialiste et les difficultés de ce dernier à réunir les conditions de départ pour la mise en œuvre de sa politique de développement des campagnes, ont rapidement reconfiguré les tendances et principaux flux du système migratoires de Leonzoane. Les formes de mobilités circulaires intenses vers l'Afrique du Sud s'effacent laissant place à des mobilités lentes (1 ou 2 migrations) et longues (5 à 10 ans pour la moitié) souvent sans retour à Leonzoane. Les trajectoires migratoires intégrant l'espace national se développent, en particulier en deux temps avec une migration nationale puis internationale. Ces deux modalités représentent plus de la moitié des destinations alors que la migration internationale diminue, bien qu'elle reste le schéma dominant. Au sein de ces tendances on différencie 2 profils de mobilités, le premier «mobilité internationale ou nationale longue vers 1 lieu » regroupe 2/3 des ménages, et le second profil incarne les stratégies en deux temps « mobilité sans retour nationale puis internationale ». D'autre part ces évolutions viennent modifier l'organisation sociale et les rapports de pouvoir en vigueur au cours de la période coloniale. Sans disparaitre, il y a une véritable rupture dans les règles de contrôle de la migration et dans le mode d'appropriation des bénéfices issus des activités migratoires de la période antérieure par les autorités traditionnelles, et leur contournement et réorientation au profit de logiques davantage individuelles et familiales ou inter familiales via de nouveaux arrangements plus orientés vers la sphère productive familiale. Cela va de pair avec l'émergence du rôle des réseaux dans le processus migratoire et le déploiement du champ migratoire, de l'espace relationnel et d'un ensemble de flux matériels et immatériels des familles. Au cours de cette étape des 14 ans de guerre, cet ensemble de changements semble dessiner les contours d'un nouveau contrat migratoire mais sans que les comportements se stabilisent.

VI - Circulations flexibles soutenues par les réseaux de la période contemporaine (1994-2010)

Dans le contexte des profondes mutations politiques du début des années 1990 marquées par la fin du conflit mozambicain et les transitions démocratiques au Mozambique et en Afrique du Sud avec la fin de l'apartheid (cf. chap. I), nous montrons ici dans quelle mesure de nouvelles opportunités de migrations apparaissent dans la région. Nous observons comment celles-ci se traduisent par l'expansion et la réorganisation du système migratoire et une plus grande diversité de mouvements, notamment avec l'émergence de profils très mobiles et maintenant de fortes interactions avec Leonzoane de par leurs retours réguliers.

Par ailleurs, nous cherchons à comprendre si à travers leurs caractéristiques distinctes, comparées aux périodes antérieures, ces modalités renouvelées des mobilités s'accompagnent de nouveaux rapports de pouvoirs incarnés par une variété et superposition d'arrangements et de pratiques émergentes liées à la migration. Enfin, nous nous examinons dans quelle mesure ces règles en construction dessinent les nouveaux contours de l'institution migration, redéfinissant le rôle de la migration comme une ressource croissante des stratégies des familles de la communauté de Leonzoane.

A - Redéploiement du système migratoire et diversifications des profils mobilités

Dans le contexte de paix et de fin d'apartheid, avec la libre circulation dans l'espace national mozambicain et la fin des lois de ségrégation raciale dans l'espace physique et économique voisin, un fait inédit dès le milieu des années 1990 est la possibilité de se déplacer - légalement ou non - dans l'ensemble des espaces nationaux et internationaux. Dans le même temps, les difficultés liées à la libéralisation économique, les restructurations sectorielles et les changements des conditions de travail en Afrique du Sud, ainsi que le contexte politique migratoire viennent moduler ces déplacements. L'ensemble de ces éléments sont observables à la fois dans l'élargissement et la complexification du système migratoire de Leonzoane et dans l'émergence de profils de mobilité inédits.

1) Complexification et élargissement du système migratoire

Après les migrations longues et peu fréquentes de la période de conflit (cf.chap. V), les rythmes de mobilité de la période actuelle s'accélèrent et dans certains cas, apparaissent à des niveaux élevés, similaires à ceux observés sous le régime colonial. Ainsi, 50% des individus ont déjà effectué 3 migrations au cours de leur première partie de vie active et certains jusqu'à 5 migrations (cf. tableau 54, indic 1.1).

Tableau 53 : nombre de migrations au cours de la 1e phase de vie active (20-40 ans)

INDIC1.1.Nb de migrations entre la 1ere et 10 eme année de VA

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	1	7	25,0	25,0	25,0
	2	7	25,0	25,0	50,0
	3	9	32,1	32,1	82,1
	4	4	14,3	14,3	96,4
	5	1	3,6	3,6	100,0
	Total	28	100,0	100,0	

source: enquêtes 2009-2010

Associée au contexte de libéralisation économique et de relâchement relatif des politiques migratoires, la durée des périodes de migration est beaucoup plus variable et étalée au sein du groupe: pour la vaste majorité (80 %) la durée moyenne de migration va de 0,5 à 5 années – le plus souvent 2,5 ou 3 ans – (cf. tableau 54), comparée à des durées peu variables de 1,1 à 1,8 années (1,7 ans en moyenne) pendant la période coloniale.

Tableau 54 : durée moyenne des périodes migratoires sur la 1e phase de vie active (20-40 ans)

IND 1.2.CALC: Durée Moy period mig 1e PhasVA=Temps_Mig_1Phas_VA / Freq_Mig_1Phas_VA

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	,5	1	3,6	3,6	3,6
	1,2	1	3,6	3,6	7,1
	1,4	2	7,1	7,1	14,3
	1,8	1	3,6	3,6	17,9
	1,8	1	3,6	3,6	21,4
	1,9	1	3,6	3,6	25,0
	2,4	1	3,6	3,6	28,6
	2,5	3	10,7	10,7	39,3
	3,2	2	7,1	7,1	46,4
	3,3	1	3,6	3,6	50,0
	3,3	3	10,7	10,7	60,7
	3,4	1	3,6	3,6	64,3
	4,5	1	3,6	3,6	67,9
	4,5	1	3,6	3,6	71,4
	4,6	1	3,6	3,6	75,0
	5,0	2	7,1	7,1	82,1
	5,4	1	3,6	3,6	85,7
	6,6	1	3,6	3,6	89,3
	8,0	1	3,6	3,6	92,9
	9,8	1	3,6	3,6	96,4
	10,0	1	3,6	3,6	100,0
	Total	28	100,0	100,0	

source: enquêtes 2009-2010

En contrepartie, la durée moyenne de séjour entre deux migrations montre le temps généralement très limité passé à Leonzoane entre deux périodes migratoires (cf. tableau 55, indic 2). Malgré la liberté de déplacement retrouvée, un tiers[199] des individus ne font pas de

[199] Correspond aux 7 personnes manquantes

retour à Leonzoane (ou visites de plusieurs jours ou semaines) et pour la majorité des autres les retours vont de 0,2 à 1,6 an[200].

Tableau 55 : durée moyenne des périodes de retour entre 2 migrations (20-40 ans)

INDIC 2.Durée moyenne des periodes inter migration=Temps_Intermigration/Nb de retours sur les 10 1eres annés de VA

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	,0	13	46,4	61,9	61,9
	,2	2	7,1	9,5	71,4
	,2	1	3,6	4,8	76,2
	,3	1	3,6	4,8	81,0
	,4	1	3,6	4,8	85,7
	1,4	1	3,6	4,8	90,5
	1,5	1	3,6	4,8	95,2
	1,6	1	3,6	4,8	100,0
	Total	21	75,0	100,0	
Manquante	Système manquant	7	25,0		
Total		28	100,0		

Source : enquêtes 2009-2010

Concernant l'échelle spatiale et le nombre de lieux mobilisés, les schémas initiés et les réseaux formés pendant la période de guerre antérieure se renforcent tout en s'étendant, et les trajectoires sont plus variées et complexes, donnant lieu à de nouveaux champs migratoires et un élargissement du système.

En effet, d'une part le flux des migrations nationales de la période de conflit est renforcé avec un accroissement de 26 % à 32 %. Cela peut être à la fois lié à l'amélioration relative des niveaux de vie au Mozambique et au déclin des conditions standards de travail en Afrique du Sud, mais aussi au contexte plus risqué des migrations économiques (cf. chap. VI, 2). D'autre part, si l'Afrique du Sud reste la destination finale majoritaire (plus de 60% en tout) les migrations en deux temps (nationale puis internationale) deviennent le schéma dominant (39%) devant les migrations directes vers l'Afrique du Sud (21%) (cf. tableau. 56 : indic 3.1).

[200] Les temps des séjours et visites à Leonzoane seront pris en compte dans les profils et les règles de l'institution migration.

Tableau 56 : échelle spatiale mobilisée (20-40 ans)

INDIC 3.1. Type d'espace mobilisé au cours de la 1e phase VA

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	1National	9	32,1	32,1	32,1
	2International	6	21,4	21,4	53,6
	3National puis international	11	39,3	39,3	92,9
	4International puis National	2	7,1	7,1	100,0
	Total	28	100,0	100,0	

source: enquêtes 2009-2010

Les lieux de migration tendent à être multiples et à varier facilement à la fois au niveau national et au-delà des frontières. Cela se traduit par des trajectoires comportant entre 2 et 4 lieux de migration différents pour plus de la moitié des individus (cf. tableau 57, indic 3.2). De plus, en partie soutenue par le développement des infrastructures et de la logistique des transports[201], on observe l'apparition de nouvelles filières de migration en dehors des anciennes routes nationales (Maputo) et internationales (province North West NE Cape) mais aussi l'extension des lieux de migrations au sein des provinces historiques (Transvaal, Kwazulu Natal, Free State…) à travers de nouvelles villes d'arrivée. Cela est aussi le résultat de l'accès amélioré aux communications et du développement des réseaux sociaux (cf. B). Alors qu'avant l'indépendance les personnes migraient car elles étaient sous contrôle d'accords de travail, aujourd'hui ces mouvements sont facilités par des réseaux informels qui se sont développés au cours des dernières années, la plupart liés à des liens culturels, religieux, familiaux ou amicaux (Raimondo, 2009).

[201] L'accroissement de la logistique concerne, par exemple, le nombre de lignes de cars et la fréquence de desserte, le nombre de passager, le parc automobile etc. La fluctuation de leur niveau étant supposée en rapport avec la circulation migratoire (de Tapia, 98)

Tableau 57 : nombre de lieux de migration au cours de la 1ère phase de vie active (20-40 ans)

INDIC 3.2. Nombre de lieux de migration au cours des 10 1eres annees de VA

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	1 lieu	13	46,4	46,4	46,4
	2 lieux	7	25,0	25,0	71,4
	3 lieux	7	25,0	25,0	96,4
	4 lieux	1	3,6	3,6	100,0
	Total	28	100,0	100,0	

source: enquêtes 2009-2010

En résumé, après le système de migrations contraintes qui prévalait durant la période de conflit (cf. chap.V), on observe une nouvelle dynamique et un déploiement du système migratoire à partir de Leonzoane dès le milieu des années 1990.

Cette dynamique répond à des rythmes de mobilités plus élevés, parfois autant que pendant la période coloniale, mais se distingue par des durées de migrations plus longues et des périodes de retour assez courtes, tout en mobilisant des espaces plus larges avec davantage de lieux. L'autre point remarquable est la variabilité plus importante au sein du groupe, attestant d'un système migratoire beaucoup moins homogène et la présence d'une diversité de situations au sein de cette tendance générale.

2) Diversité et émergence de nouveaux profils de mobilités

L'analyse des trajectoires migratoires des individus sur la période actuelle met en évidence 6 profils de mobilité[202] : « mobilité longue unique » (SM1), « mobilité régulière bipolaire » (SM2), « mobilité internationale limitée courte durée » (SM3), « mobilité intense multi-sites nationale et internationale » (SM4), « mobilité intense multi-sites nationale puis internationale, sans retour » (SM5), et « mobilité fréquente multi-sites nationale puis internationale » (SM6).

[202] Les résultats proposent une classification entre 2 et 10 classes. Après une étude des différents sous-groupes nous avons retenu un niveau intermédiaire de 6 classes qui permet de rendre compte de la diversité sans aller trop dans le particulier.

Profil 1 « mobilité longue unique » (29 %) : un espace bipolaire, organisé autour d'une double résidence entre Leonzoane et l'espace national ou international avec des mobilités espacées et une durée cumulée de 5 à 10 ans.

Tableau 58 : afcm et classification, période actuelle, groupe 1

Classe: CLASSE 1 / 6 (Effectif: 8 - Pourcentage: 28.57)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	FrMi Gen=1 migration	87,50	25,00	100,00	4,35	0,000	7
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	NbLieGen=1lieu	100,00	46,43	61,54	3,34	0,000	13
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	Echl1VA=1National	62,50	28,57	62,50	2,01	0,022	8
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_2040_BIS	de 5 à 8 ans	37,50	17,86	60,00	1,16	0,123	5
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	2International	37,50	28,57	37,50	0,23	0,411	8
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_2040_BIS	de 3 à 5 ans	25,00	17,86	40,00	0,13	0,448	5

Source : enquêtes 2009-2010

Ce profil, le plus répandu, peut être considéré comme le prolongement et l'expansion du flux de migrations nationales post indépendance, initié pendant de la période de guerre (profil SM1 guerre). Il s'agit essentiellement d'hommes jeunes de 30 à 40 ans (70 % du profil) qui ont commencé leur vie active juste avant ou au début de la période d'économie de marché et qui soit avaient migré avec leurs parents pendant la guerre, soit étaient déjà indépendants de leurs parents et ont quitté Leonzoane vers la capitale ou une grande ville. Ce profil représente ainsi en partie les flux accrus de migrations nationales de la période post conflit avec des individus qui pour la plupart n'ont migré qu'une fois (87 %), au niveau national (62 %) ou international, et vers une seule destination (100 %). Pour l'essentiel la durée cumulée de migration est assez longue et varie entre 5 et 8 ans (37,5 %)[203] ou va jusqu'à 10 ans (37,5 %) (cf. tableau 58). Ce sont des personnes ayant obtenu un emploi souvent stable dans le secteur des services à Maputo (cf. figure 41, famille 97), ou comme fonctionnaire (famille 92) et qui ne reviennent que ponctuellement (de plusieurs semaines à 4 mois) en visite à Leonzoane.

[203] Deux personnes prises en compte dans ce groupe ont entre 20 et 30 ans et n'ont que 6 ans de vie active, ce qui tend à diminuer la moyenne.

fam 97-Viriado & Sauginela	1ère phase Cycle vie							
	1989	...	1992 Paix		1994		1996	1997
Evènement familiaux	décès père		mariage		1e enfant	construction maison	2e enfant	
Système de Mobilité : SM1	1 Mig Nationale Maputo		1 Migration Nationale Maputo					
	pas de retour		Retours-visites de 1 à 4 mois					
Portefeuil d'activités	LUI: Vendeur petit commerce prdts base informel		LUI : Petit commerce independant informel ELLE : agriculture subsistance					
Agriculture	0,5/ 21 ha avec frère aîné		1,5 Ha/ 7 ha					
élevage			petite élevage					

Figure 41 : itinéraire migratoire de Viriado et Sauginela (38 ans)

Une variante (minoritaire) (37,5%) regroupe le même type de mobilités, mais vers l'Afrique du Sud et correspond surtout à des hommes engagés dans un emploi fixe du secteur minier (cf. figure 42, famille 17). Ils répondent aussi à la continuité du profil 1 de la période conflit.

fam 17-Argentino ALFIADO & Cristina	1ère phase Cycle vie							
	2004	2005	2006		2007	2008	2009	2010
Evènement familiaux		Mariage			1enfant	construction maison taule		
Système de Mobilité : SM1	1er Mig Internationale Rustenberg (NW)							
	Retour-Visistes ponctuelle 3 semaine fin d'année							
Portefeuil d'activités	LUI: mineur-pipeboy, salarié formel ELLE: agriculture subsistance							
Agriculture	héritage terre père 1,5 Ha	0,5 à 1 Ha/1,5 Ha						
élevage			petit élevage volailles					

Figure 42 : itinéraire migratoire de Argentino ALFIADO &Cristina (27ans)

Profil 2 « mobilité régulière bipolaire » (21 %) : un espace organisé autour d'une double résidence entre Leonzoane et l'espace national ou international, avec 2 ou 3 migrations et une durée cumulée variable.

Tableau 59 : afcm et classification, période actuelle, groupe 2

Classe: CLASSE 2 / 6 (Effectif: 6 - Pourcentage: 21.43)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_2040_BIS	de 3 à 5 ans	50,00	17,86	60,00	1,64	0,050	5
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	NbLieGen=1lieu	83,33	46,43	38,46	1,59	0,056	13
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	3 migrations	66,67	32,14	44,44	1,52	0,064	9
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	2International	50,00	28,57	37,50	0,81	0,208	8
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	Echl1VA=1National	50,00	28,57	37,50	0,81	0,208	8
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_2040_BIS	TpMi20bi=10 ans	50,00	35,71	30,00	0,36	0,358	10
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	2 migrations	33,33	25,00	28,57	0,06	0,478	7

Source : enquêtes 2009-2010

Comme le 1er profil, ces personnes, ont choisi une migration soit nationale soit internationale vers un seul lieu (83%). Ils se distinguent cependant par des fréquences de migration plus élevées (3 migrations pour 67%) et pour la moitié, par une durée cumulée de migration inférieure à 5 ans (cf. tableau 59). On trouve ici soit des individus qui se sont mariés et ont débuté leur vie active à Leonzoane avant de saisir une opportunité de travail hors de la localité (cf. figure 43, famille 94), soit qui ont décidé de revenir à Leonzoane pour des raisons privées (demande de la famille, fils unique à hériter des terres…), situations associées à des expériences d'emploi non viables ou instables (cf. figure 44, famille 31).

fam 94-Federico CHAVILE&Sistora	1ère phase Cycle de vie									
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002…
Evènements familiaux	décés père Mariage	réfugiés à Massinga	1 enfant	2 enfants	retour Leonzoane construction maison		3 enfants			
Système de Mobilité : SM2	x				Mig Internat Alexandra (Gauteng)		x	Mig Internat Alexandra (GP)		Mig Internat Kleksdorp (NW)
	x				pas de retour		x	visite 1 mois		
Portefeuil d'activités	LUI : commercce vêtements Massinga-Leonzoane				LUI: ouvrier construction informel		agriculteurs	LUI : ouvrier construction ELLE : agricultrice		LUI : mine informel ELLE : agric ponctuelle
Agriculture	0/ 5ha heritée						0,5-1Ha/5Ha			
élevage	x						petit élevage			

Figure 43 : itinéraire migratoire de Federico CHAVILE (36 ans)

fam 31-Alfeu MOKELANE & épouses	1ère phase Cycle vie										
	1989	...	1991	1992	1993		1995	...	1997	1998	1999
Evènements familiaux	famille père refugiée caserne frelimo				1e Mariage	emprunt amis					2 enfants
Système de Mobilité : SM2	Mig Nat Maputo		Mig Nat Maputo		Mig Nat Maputo	x					
	pas de retour		retour 2 mois fin 1992		pas retour	x					
Portefeuil d'activités	LUI: employé propriété		LUI : vente charbon		LUI: petit commerce indépendant	LUI : petit comce independant ELLE : agric subs+ préparation & vente de boisson					
Agriculture	av père:guerre				0,5 /4Ha	2 Ha et verger hérité					
élevage	X				cabris/porcs	petit élevage					

Figure 44 : itinéraire migratoire d'Alfeu MOKELANE (40 ans)

Profil 3 « mobilité internationale limitée courte durée » (10 %) : un espace bipolaire organisé entre une résidence base à Leonzoane et l'espace international, avec 2 ou 3 migrations et une durée cumulée de 1 à 3 ans.

Tableau 60 : afcm et classification, période actuelle, groupe 3

Classe: CLASSE 3 / 6 (Effectif: 3 - Pourcentage: 10.71)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_2040_BIS	de 1 à 3 ans	100,00	10,71	100,00	3,43	0,000	3
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	NbLieGen=2 lieux	100,00	25,00	42,86	2,30	0,011	7
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	2 migrations	66,67	25,00	28,57	1,06	0,145	7
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	2International	66,67	28,57	25,00	0,89	0,188	8
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	3 migrations	33,33	32,14	11,11	0,54	0,296	9

Source : enquêtes 2009-2010

Ce profil minoritaire rassemble les individus avec les durées cumulées de migration les plus courtes, soit entre 1 et 3 ans. Après un début de vie active dans le district de Massinga, suite à la perte de leur travail ou des difficultés familiales ils ont fait le choix de partir en Afrique du Sud (67 %) et ils ont fait entre 2 et 3 migrations économiques souvent dans des conditions informelles non viables avec retours à Leonzoane (cf. tableau 60). Parfois il s'agit de tentatives de recherche d'emploi écourtées par une reconduite à la frontière ; de par ses modalités, ce profil constitue une forme de résurgence du profil 3 de la période coloniale «mobilité réduite internationale ou nationale » (SM3colo).

fam 56 - Argentino Ernesto&Adozina	1ère phase Cycle vie									
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Evènements familiaux					Mariage	1enfant	2enfant		3 enfant maison	4 enfant
Système de mobilité: SM3	proposition emploi district Morrumbene							Mig Internat	Mig internat	
	capital social: beau frère							K social: info& log via frère/retour 2 mois		
Portefeuille d'activités	LUI : construction mukukua +agri subs				LUI: construction mukukua +agri subs occas ELLE: agric subs+ travail salarié agric tempo			LUI: construction /salarié informel ELLE: agri subs+ trav salarié agri tempo	LUI: vente pneus/ salarié informel ELLE: agri subs+ trav agric salarié	
Agriculture	cultive avec parents					1Ha/ 10ha héritée Pas de K verger		1,5Ha/10ha		
élevage					petit élevage volaille					

Figure 45 : itinéraire migratoire Argentino ERNESTO (56)

Profil 4 « mobilité intense multi-sites nationale et internationale » (7 %) : un espace organisé autour d'une résidence base à Leonzoane et l'espace international et national, avec plus de 4 migrations et une durée cumulée longue de 9 à 10 ans.

Tableau 61 : afcm et classification, période actuelle, groupe 4

Classe: CLASSE 4 / 6 (Effectif: 2 - Pourcentage: 7.14)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	5Alternance National	100,00	7,14	100,00	2,79	0,003	2
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	3 ou 4 lieux	100,00	28,57	25,00	1,45	0,074	8
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_2040_BIS	de 8 à 9 ans	50,00	17,86	20,00	0,44	0,331	5
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	4 migrations ou +	50,00	17,86	20,00	0,44	0,331	5
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_2040_BIS	TpMi20bi=10 ans	50,00	35,71	10,00	0,24	0,405	10
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	3 migrations	50,00	32,14	11,11	0,12	0,452	9

Source : enquêtes 2009-2010

Ces individus répondent à des trajectoires émergentes, qui sont instables et sont très mobiles avec 3 ou 4 migrations économiques vers 3 ou 4 lieux différents. Par ailleurs, ils alternent des emplois entre l'espace national et international en enchainant les périodes de migration au gré des opportunités sans retour long à Leonzoane, avec des durées cumulées de 8 à 10 ans (cf. tableau 61 et figure 46).

fam 36- Araujo ALFIATO	1ère phase Cycle vie									
	1996	1997	1998		2000	2001	2002	2003	2004	2005
Evènements familiaux					Mariage	1enfant		2 enfants		
Système de mobilité: SM4	Mig Nationale -Maputo				Mig internat	Mig internat		Mig internat		Mig/ Nat (Tete)
	pas de retour K social: famille a Maputo				K social: fam JhB/perte emploi,retour 2 mois	retour 3 mois		K social: groupe assurance maladie-décès en AdS/ tontine/ retour 2 mois		K social: oncle
Portefeuille d'activités	LUI: Vente ambulante alim indep/informel	LUI: Vente ambulante alim indep +vente boutiq salarié / informel			LUI: ouvrier construction salarié formel ELLE: agric subs	LUI: ouvrier construction salarié formel ELLE: agri subs + trav agr salarie irreg+ micro		LUI: ouvrier construction indep/ formel ELLE: agri subs+trav agric salarié indep+micro commerce indep		LUI: gérant cie minibus, salarié informel ELLE: agri subs-elle + trav agric salarié+micro commerce indep
Agriculture	terre avec parents				1 ha/6ha heritée père					2 ha/6ha
élevage	x				petit élevage de volailles (0-20)					

Figure 46 : itinéraire migratoire de Araujo ALFIATE (36)/ Clara (79)

Profil 5 « mobilité intense multi-sites nationale puis internationale, sans retour » (11%) : espace organisé autour d'une double résidence entre Leonzoane et l'espace international avec plus de 4 mobilités et une durée cumulée longue de 8 à 10 ans.

Tableau 62 : afcm et classification, période actuelle, groupe 5

Classe: CLASSE 5 / 6 (Effectif: 3 - Pourcentage: 10.71)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	4 migrations ou +	100,00	17,86	60,00	2,74	0,003	5
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	3 ou 4 lieux	100,00	28,57	37,50	2,12	0,017	8
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	3National puis inter	100,00	35,71	30,00	1,79	0,037	10
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_2040_BIS	TpMi20bi=10 ans	100,00	35,71	30,00	1,79	0,037	10

Source : enquêtes 2009-2010

Ce profil est une forme de continuité et d'extension du profil 2 minoritaire de la période de conflit (« mobilité nationale puis internationale, sans retour »). Il présente des modalités renouvelées en termes de fréquences et de diversité des espaces mobilisés et se distingue en rassemblant les individus les plus mobiles sur un espace de vie plus large (cf. tableau 62). On trouve d'abord ici des individus qui ont commencé par une courte expérience à Maputo ou dans une grande ville nationale, puis grâce à leur réseau socio-familial, qui ont accédé successivement à 3 ou 4 opportunités d'emploi souvent informels, dans les secteurs des

services ou minier, dans différentes villes hors du pays. Une partie d'entre eux ont un mode de vie polygame transnationale : ils sont mariés à une femme de Leonzoane et à une sud-africaine sur leur lieu de travail, où ils ont aussi une deuxième résidence en propriété (figure 46, fam 90 Nando, 93). Ces choix familiaux répondent à des caractéristiques socioculturelles (contexte urbain dès l'adolescence et réseaux sociaux) et des dotations initiales spécifiques (potentiel de terre en héritage restreint et accès limité à la terre car peu de liens directs avec leur femme de Leonzoane). Comme nous le verrons (cf. partie 3) l'hyper flexibilité de la migration professionnelle répond au choix de maximiser le revenu extérieur facilité par le réseau, qui s'avère bien moins risqué que l'activité agricole. Ici, la migration fonctionne autour de règles propres détachées de la sphère agricole.

fam 90 - Nando Zunguze & épouses	1ère phase Cycle vie						2ème phase cycle Vie
	1997-1999	2002	2003	2004	...	2007	2008
Evènements familiaux			1er mariage	1 enfant		2 enfants	2e mariage 3 enfants
Système de mobilité :SM5	1 mig nationale (Maputo)	1 mig internationale (Soweto)				1mig international	
	réseau amis Maputo/retour 1 mois/an (faillite entreprise)	réseau famille mère retour 1 fois/ an				retour 1 fois/ mois (+/-) & séjours femmes AdS	
Portefeuille d'activités	LUI: ouvrier agricole maraichage	ELLE : agric subsistance LUI : apprenti ouvrier baraques/salarié permanent informel				ELLES : agric subsistance LUI : contremaitre construction baraques bois-zinc auto emploi permanent formel	
Agriculture	pas de terre propre			1 à 2ha /3Ha héritée pas autosuf. alim			Augm° plantation cocos
Elevage	x			volailles auto-conso			volailles,2 jeunes vaches pour traction

Figure 47 : itinéraire migratoire de Nando ZUNGUZE & Rita et Lina, 30 ans

Profil 6 « mobilité fréquente multi-sites nationale puis internationale » (21 %) : espace bipolaire organisé autour d'une double résidence entre Leonzoane et l'espace international avec des mobilités fréquentes et une durée cumulée longue de 5 à 9 ans.

Tableau 63 : afcm et classification, période actuelle, groupe 6

Classe: CLASSE 6 / 6 (Effectif: 6 - Pourcentage: 21.43)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	3National puis inter	100,00	35,71	60,00	3,26	0,001	10
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_2040_BIS	de 8 à 9 ans	50,00	17,86	60,00	1,64	0,050	5
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	NbLieGen=2 lieux	50,00	25,00	42,86	1,06	0,144	7
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	3 ou 4 lieux	50,00	28,57	37,50	0,81	0,208	8
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	3 migrations	50,00	32,14	33,33	0,58	0,280	9
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_2040_BIS	de 5 à 8 ans	33,33	17,86	40,00	0,57	0,285	5
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	2 migrations	33,33	25,00	28,57	0,06	0,478	7

Source : enquêtes 2009-2010

Ce profil répandu aujourd'hui a aussi des similitudes avec le profil 2 de la période de conflit (migration en deux temps). Ainsi il regroupe tous les individus qui ont fait le choix d'une migration nationale puis internationale, et dont l'essentiel a effectué 3 migrations (50%) voir 4 ou plus (25 %) en travaillant dans 3 ou 4 lieux (50 %), avec des durées cumulées de migrations longues de 5 à 9 ans pour 80% (cf. tableau 63). Ce groupe, fait donc aussi partie des profils les plus mobiles, et visibles uniquement sur les 15 dernières années avec notamment une partie des 20-30 ans (40 %).

A côté de ces cas hyper mobiles, d'autres trajectoires montrent des mobilités un peu moins fréquentes (2 ou 3 migrations sur 3 lieux) et correspondent à des individus qui sont entrés dans un cycle de contrats informels avec des entreprises de sous-traitance des secteurs minier et de la construction (cf. figure 48, Leonardo, famille 34). Enfin une minorité (2 personnes) se différencient par un temps cumulé de migration plus faible (moins de 5 ans) ; ils sont revenus de Maputo à Leonzoane quelques années où ils se sont mariés avant de repartir en Afrique du Sud (cf. figure 49, famille 96).

fam 34-Leonardo Andrea MUZONDA & Aida	1ère phase Cycle vie									
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Evènements familiaux						concubinage			mariage	
Système de mobilité: SM6	Mig Nationale Maputo		Mig Internat Randfontein (GP)						Mig Internat Rustenberg (NW)	
	K social frère/logement retours 3 mois a la fin		visite courte 1 fois / an						visites courtes fermeture entreprise	
Portefeuille d'activités	LUI: employé formel vente quinquaillerie		LUI: employé entreprise construction informel ELLE: agric subsistance						LUI: salarié contrats sous traitance mine informel ELLE: agric. subsistance	
Agriculture	cultive avec le père								0,3/3Ha(est) héritée du père/ ss verger	
élevage	X									

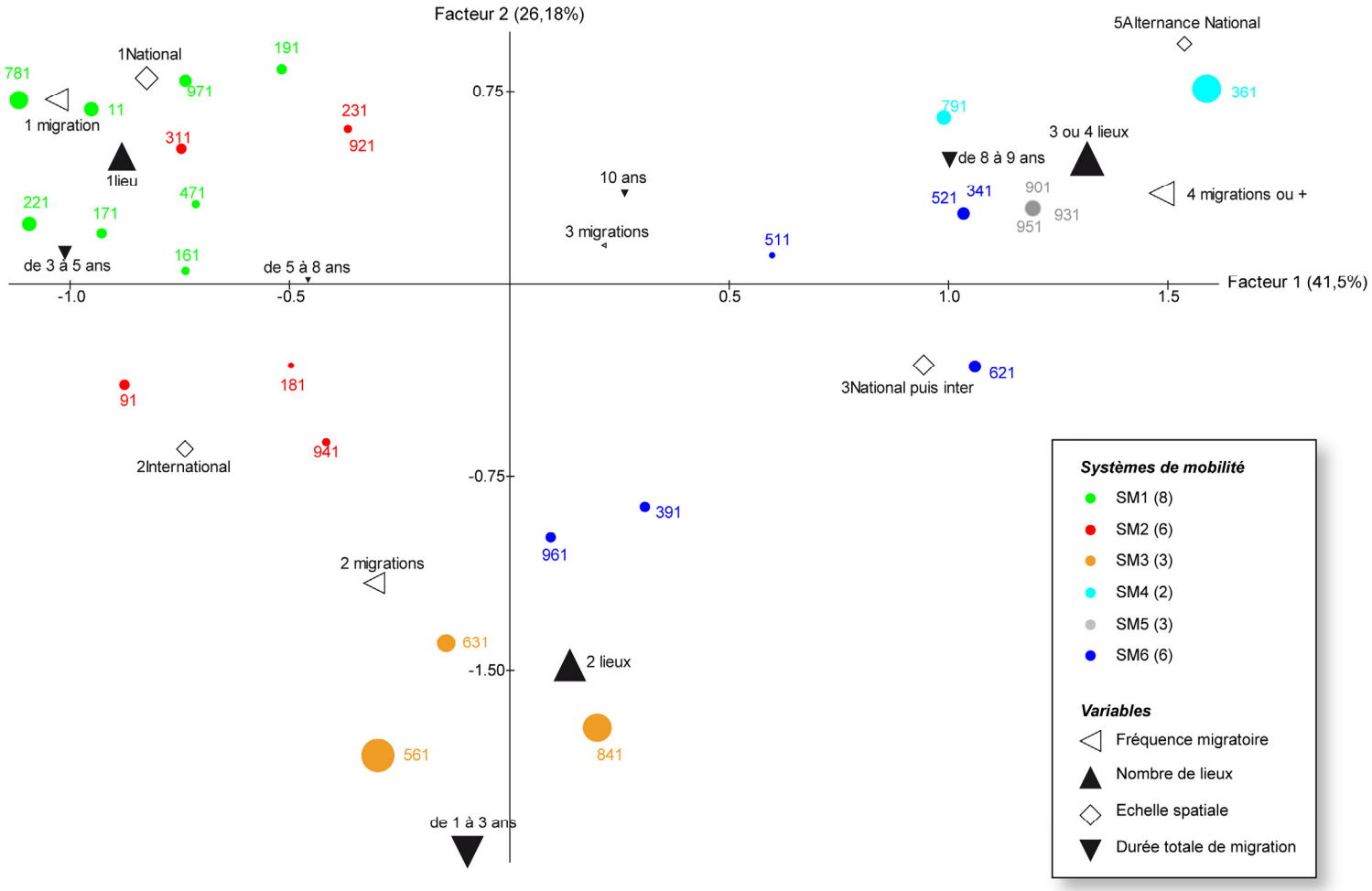
Figure 48 : itinéraire migratoire de Leonardo MUZONDA & Aida, 32 ans

fam 96-Joaquin& Melita	1ère phase cycle vie									
	1990	...	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Evènements familiaux					1er mariage	1 enfant		2enfants		
Système de mobilité: SM6	Mig Nationale Maputo			X (Locatité Guma/Massinga)			Mig Internationale Varl Reef NW			
	pas de retour			X			K social, information beau frère 2 visites de 1 à 2 mois			
Portefeuille d'activités	armée			LUI et ELLE: agriculture subs			LUI: contrats successifs ouvrier construction informel ELLE: femme au foyer			
Agriculture	X			1 Ha sur terres du père			X			
élevage	X			X						

Figure 49 : itinéraire migratoire de Joaquin & Melita 40 ans

Les profils de mobilités présentés ci-dessus mettent en évidence l'évolution des formes de mobilités entre les périodes antérieures et la période récente. Les résultats montrent le degré de diversité et de différenciation entre familles par rapport à la mobilité, propre à la période actuelle. Rappelons que ces analyses ne donnent qu'une vision incomplète des dynamiques en cours du fait de l'importance des phases de cycle de vie dans les processus migratoires. L'observation qualitative des trajectoires fait ressortir que les types les plus mobiles sont dans la deuxième phase de vie active, et confirme les dynamiques observées dans la typologie basée sur la 1ère phase de vie active. Pour rendre compte au mieux de la dynamique des mobilités il serait intéressant de les observer sur l'ensemble du cycle de vie des individus (comparaison des 20-40 ans et 40-60 ans sur tout le cycle de vie).

Figure 50 : représentation des 6 profils de mobilités de la période économie de marché (1992-2010)



Source : enquêtes 2009-2010

L'analyse des trajectoires migratoires des ménages fait ressortir une diversité de six profils de mobilité sur la période contemporaine. La figure 50 représente ces profils à partir de 68% de l'information de nos analyses et en situant les individus au sein de leurs caractéristiques dominantes de mobilité (fréquence et durée totale de migration, échelle spatiale, nombre de lieux). L'axe 1 (qui porte le plus d'information) permet de différencier à gauche les profils les moins mobiles (1 à 2 migrations), avec un espace de vie réduit (1 lieu de l'espace national ou international), alors qu'à droite se trouvent les profils les plus mobiles (3 et 4 migrations ou plus) avec un espace de vie et socio-relationnel plus large (combinaisons entre l'espace national et international mobilisant 3 ou 4 lieux). L'axe 2 indique en bas les mobilités de faible durée (1 à 3 ans), qui augmentent en suivant l'axe vers des durées totales de migration intermédiaires (3 à 8 ans) jusqu'aux durées de migrations très longues ou sans période de retour (8 à 9 ou 10 ans). Ainsi, la lecture graphique d'ensemble permet de différencier à gauche les profils les moins mobiles qui représentent la continuité du profil dominant de la période de guerre (SM1, SM2) ou la résurgence du profil peu mobile de la période coloniale (SM3) et à droite les profils les plus mobiles et émergents de la période actuelle (SM4) ou d'expansion du profil minoritaire de la période de guerre (SM5 et SM6).

B - Redéfinition en cours et complexification de l'institution migration (1994-2010)

« Aujourd'hui par rapport aux règles envers la famille, le pachare, le lobolo, la façon d'utiliser l'argent…ce n'est plus systématique, ça dépend de la maison » (Sebastião, 63 ans, Leonzoane, 2009) [204]

1) Continuité des changements amorcés pendant la période de conflit : affaiblissement du mode de production lignager

A la fin de la guerre, sur la base des changements des 15 dernières années et de la liberté de mouvement retrouvée, le contrôle des bénéfices de la migration par la société traditionnelle à Leonzoane - via les alliances matrimoniales et l'accès à la terre - continue d'être affaibli. Cela s'opère à plusieurs niveaux.

Tout d'abord, la poursuite des ruptures initiées pendant la guerre autour des règles de transmission du foncier (cf. encadré 12), doublée de la réforme agraire de 1997 et l'apparition de titres de propriété et de mécanismes de juridiction anonymes qui libèrent des obligations vis-à-vis des autorités traditionnelles, permettent à certains de contourner les règles et contraintes d'accès au foncier et patrimoine.

En second lieu, les changements des rapports de pouvoir et de domination familiaux et du statut des femmes, initiés pendant la guerre, vont contribuer à l'affaiblissement du pouvoir traditionnel. Comme déjà souligné, la fin du système migratoire colonial et la guerre ont fortement limité les voies traditionnelles vers le mariage, avec des conséquences majeures pour la formation de la famille ; les ménages deviennent davantage matri centraux en ce qui concerne la sortie de la pauvreté, du fait que les revenus de la migration ont diminué sans autres nouvelles issues d'emploi (Wuyts, 1997). A la fin des années 1990, les trajectoires de vie montrent que le travail salarié local agricole ou non agricole des femmes se banalise à Leonzoane. De plus, dans de nombreux cas, les trajectoires de mobilité pendant la guerre ont mené à des périodes de résidence urbaine en couple et une insertion des femmes au marché du travail urbain. Par ailleurs, liée à l'amélioration des niveaux d'éducation féminine post

[204] " Hoje em quanto as regras com a familia ... o dineiro de fora para o pachare, o lobolo... ja não e sistematico, depende da casa... " (Sebastião, Leonzoane, 2009)

guerre[205], nous avons pu observer la tendance d'une partie des femmes à contourner ou éviter le travail agricole et à choisir des époux en mesure de fournir l'alimentation de base de la famille via un revenu monétaire, attestant du changement des rapports de pouvoir homme-femme au sein des ménages. « Cette femme ne sert à rien, elle ne travaille pas à la machamba » (Americo, Leonzoane 2010)[206]. Les pratiques sociales sont en évolution et on note aussi une participation encore très limitée mais croissante des femmes - mariées ou non - à la migration et aux arrangements de réciprocité, via un soutien à leurs parents contre l'accès au patrimoine familial et la garde d'enfants. Par exemple, on observe des inversions de rôles de genres avec des cas où la maison du couple est construite sur les terres du père de l'épouse.

Enfin, même si les individus dédient le même temps aux activités migratoires que pendant la période de migrations longues de guerre, la différence fondamentale est la fréquence plus élevée des mouvements et le choix de retours, souvent courts, à Leonzoane (SM 4, 5, 6). Ainsi, même si après le conflit la plupart des familles de Leonzoane sont revenues s'installer sur leurs terres d'origine, beaucoup d'hommes ne participent plus ou peu aux activités agricoles. Cela est aussi lié aux changements de valeurs et modes de vie et à la perte des connaissances des pratiques agricoles. Enfin, la multi localisation des ménages (SM 1, 2 ,5 ,6 à double résidence) au sens restreint ou élargi (cf. figure 50), alimentée par le rôle croissant des réseaux contribue à affaiblir le mode de production lignager.

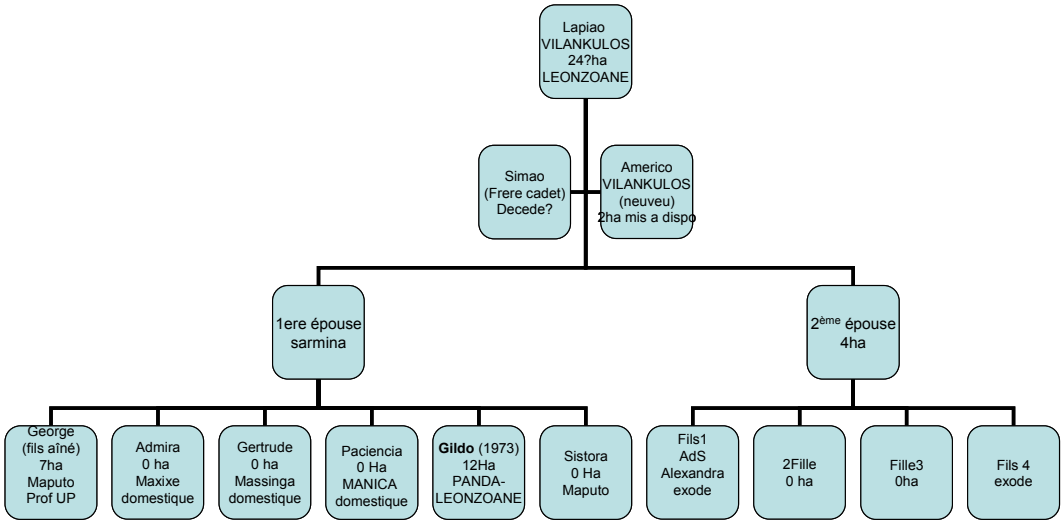


Figure 51 : Parenté, répartition des terres et lieu de résidence famille Vilankulos (2010)

[205] En lien avec l'importante politique nationale sur l'éducation depuis 2001, il y a eu installation d'écoles primaires dans plus de la moitié des circulos du district de Massinga (PDD Massinga, 2005).

[206] "Esa mulher não serve, não faz nada na machamba "(Americo, Leonzoane 2010).

Encadré 12 : dysfonctionnement et rupture des règles de transmission du foncier fondées sur le système lignager de domination patriarcale entre aînés-cadets

Si le père est vivant, dès lors qu'un de ses fils se marie, ce dernier s'installe 1 à 2 ans sur le quintal de son père. Le père lui cède une partie de sa propriété (en général 3 ha) qui lui permet de produire l'alimentation pour sa famille. Pendant cette période, le fils rassemble les moyens pour établir sa propre maison alors que les parents profitent de la main d'œuvre liée à la présence de la bru. L'héritage ne se fait qu'à la mort du père qui transmet ses décisions oralement. Tant que le père est vivant il a un droit de regard absolu sur les activités faites sur les terres qu'il a cédées. Cela implique l'impossibilité de céder ou vendre les terrains. Aujourd'hui, ces règles créent des conflits et le désir des fils de s'autonomiser en achetant un terrain. Par ailleurs, une autre règle veut que le 1er fils migre et appuie la famille via des transferts monétaires et matériels ; alors que le dernier ne peut pas migrer, et hérite à la fois des terres du père et assure la surveillance du patrimoine des autres frères migrants (qui peuvent payer sa dot).

Pendant et après la guerre les situations se multiplient où le père est décédé ou n'est pas revenu, sans avoir émis de décision sur la transmission de ses terres. La règle est alors que la propriété revient au fils aîné qui en prend le contrôle et les terres sont utilisées par les frères présents. Or, la situation peut être défavorable pour les cadets : en cas de tension liée à la pression foncière (manque d'espace pour les familles polygames et/ou terres de mauvaise qualité), ils voient leur autonomie de décision limitée et doivent se plier aux décisions de l'aîné. « J'ai laissé la machamba de ma famille parce que je devais acheter de quoi manger… la machamba de mon père est petite...mes 5 frères ont déjà construit une maison là-bas, alors on a décidé de venir à Bambatela, sur les terres de mon épouse » (fam. 89). Cela incite certains à occuper ou acheter des terres via des systèmes alternatifs. Dans d'autres cas, les frères peuvent aussi s'entendre pour se partager la propriété de façon concertée et trouver des arrangements entre résidents et migrants. Cependant, il peut y avoir des contraintes foncières liées à la situation migratoire car la pression familiale veut que tous les frères soient présents pour effectuer le partage. Ces éléments peuvent parfois bloquer les stratégies agricoles et d'investissement, dans les cas où le contrôle du foncier n'est pas sûr.

2) La redéfinition du contrat migratoire en cours : superposition et complexification des règles et rôle déterminant des réseaux comme support de la migration

Le contexte de crise économique et du marché de l'emploi à l'échelle nationale et régionale accroît la sélectivité de la migration. En fonction des dotations en actifs de chaque famille, de son positionnement au sein des relations lignagères et de ses trajectoires et profils de mobilité pendant la guerre - réfugiés locaux ou près de Leonzoane ou migrations longues sans retour - les possibilités et arbitrages vont être différents quant à l'accès et à l'usage des bénéfices de la migration.

Nos entretiens montrent en effet la coexistence à la fois de fonctionnements centrés sur les règles liées à la migration issues de la période coloniale, et de nouveaux modes de fonctionnement bien plus affranchis du pouvoir local. Cela se traduit par la multiplication des formes d'arrangements à la fois inter familiaux et intra familiaux (notamment aîné-cadet et homme-femme) autour du foncier, du système de subsistance et des actifs agricoles, de la sécurité alimentaire, ou de la sphère extra-agricole (capital humain, investissement).

Au-delà du paysage social bouleversé l'organisation est encore envisagée et pensée en fonction de la parenté qui est toujours censée représenter la structuration du groupe et nos enquêtes attestent de la persistance et adaptation de l'institution migration liée à l'idéologie lignagère à travers différentes pratiques, qui continuent d'intégrer la migration au fonctionnement et à la reproduction du système familial local.

Pour nombre de familles, le contrôle de la migration par les autorités traditionnelles (père et représentant du lignage) et les règles d'accès à la terre et aux ressources familiales collectives via le mariage perdurent avec certaines variations. Ces familles mobilisent les revenus de la migration pour bénéficier du patrimoine et des ressources collectives du lignage via les alliances matrimoniales. On observe aussi des règles de solidarité et des arrangements autour des actifs agricoles et du foncier entre père, fils et frères présents et migrants. Par exemple, des systèmes de complémentarité de résidence principale entre fils (mais sans rigidité des rôles entre 1er et dernier fils). « Je confie mes bœufs à mon frère qui est ici à

Leonzoane, comme ça je peux continuer à travailler en Afrique du Sud » (Frederico, 2010)[207]. En échange, les bovins sont prêtés pour les travaux agricoles et il y a une participation du migrant à l'alimentation de la famille «la production du quintal est commune avec la maison de mes frères, moi je complète avec 50 kg de riz tous les 4 mois » (Frederico, 2010)[208].

On trouve ici des familles avec plusieurs générations de mineurs qui ont construit et consolidé des actifs et une capacité de production locale pour l'autoconsommation et l'autosuffisance alimentaire et qui les distingue d'autres avec un engagement plus récent dans les migrations vers les mines. Ce sont des familles avec des mineurs dotés de meilleures compétences, plus d'années de services ou plus d'un mineur et avec des revenus potentiels assez élevés. L'appartenance familiale offre des droits d'accès à l'information sur les postes à pourvoir dans les mines, constitués au fil des années comme une ressource stratégique qui vient se transmettre de façon privilégiée au sein de la famille ou du réseau social proche sur plusieurs générations. On peut ici parler de ressource circulatoire[209] liée à cette rente de postes les plus stables et parmi les mieux rémunérés des emplois salariés, associée à des mobilités régulières, peu intense (SM1, 2) et au contrat institutionnel initial.

D'autres familles n'ont pas accès aux mécanismes ci-dessus, ou cherchent à éviter ou contourner les règles et le pouvoir traditionnel qui les désavantagent[210], notamment via l'émancipation que permet la migration. On observe ainsi des comportements de sortie du contrat migratoire, certains plus opportunistes (free rider et moral hazard)[211] liés à des projets davantage tournés vers la ville ou à l'accès à des ressources externes qui permettent d'être « libre ». Ainsi, de nouvelles règles et arrangements inter et intra familiaux originaux apparaissent, tant pour l'accès à la migration que pour son usage dans la gestion des actifs.

---

[207] " Deixo os meus boes na mão do meu irmão mas velho quem esta aqui, asim posso continuar a trabalhar na Africa do Sul " (famille 94)

[208] " A produção do quintal é comun com a casa do irmão, eu completo com arroz de 50 kilos cada 4 meses "(famille 94)

[209] Ressource circulatoire entendue comme une opportunité et une stratégie d'actions permettant de circuler ou faire circuler, et la mise en liens des lieux et des hommes.

[210] Choix de ne pas respecter la tradition du dernier fils et les règles entre aînés et cadets.

[211] Arnott R. and J. Stiglitz, (1991), *Moral hazard and non market institutions: Dysfunctional crowding out or peer monitoring.* , American Economic Review, 81 (1): 179-190.

Dans la continuité des pratiques initiées pendant la guerre, les entretiens indiquent que l'accès à la migration est sélectif, et que l'appartenance à des réseaux sociaux et familiaux reste déterminante. Les connections de parenté comportent des liens que les migrants maintiennent avec certains membres de la famille ou des connaissances au travers du processus de migration. Dans les communautés d'origine ainsi que dans les zones de destination, ils gardent des liens interpersonnels qui les rattachent à d'autres membres de la famille ou connaissances. Le fait d'être de la même famille, lignée élargie ou ethnie, ou simplement d'avoir des compromis moraux avec des connaissances communes, implique une incitation tacite de solidarité avec celle-ci. Cette solidarité, matérielle ou non (alimentation, hébergement, transport, informations, contacts, prêt d'argent) dépend de sa propre situation matérielle et financière et de la proximité et force du lien avec la personne et des possibilités de réciprocité directe ou indirecte espérées.

Nos enquêtes montrent que les liens de parenté sont très importants dans les décisions de départ des migrants entre 20 et 40 ans, mais aussi pour s'adapter sur le lieu d'arrivée. Les 3/4 ont reçu un appui d'un membre de leur famille ou d'une connaissance pour le choix du lieu de destination et de l'employeur quand ils ont quitté Leonzoane pour la première fois, contre 47% au cours de la période de guerre (cf. tableau 41 chap. IV et figure 52).

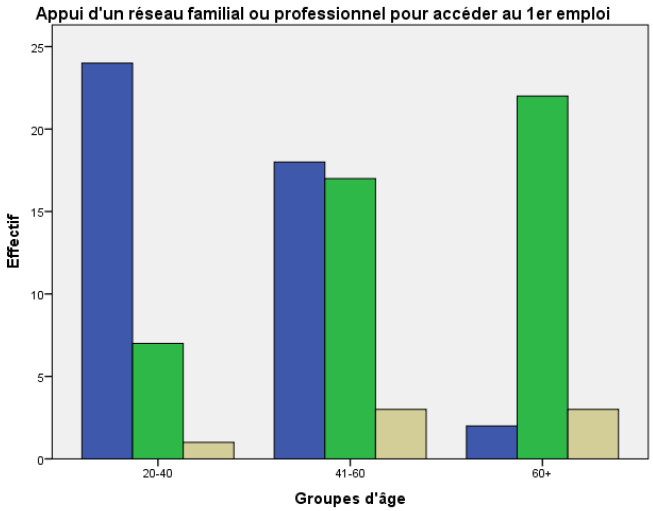


Figure 52 : appui d'un réseau familial ou social pour le choix de l'employeur et de la destination pour le premier emploi

Au cours de leur premier voyage en Afrique du Sud, environ 70% ont reçu un support financier de la part de leur famille ou de connaissances pour la préparation du voyage (transport, papiers…) ou une assistance pour leur installation et logement à leur arrivée en Afrique du Sud[212] (cf. tableau 42 et chap. IV). Par exemple, un migrant en poste fixe peut aider directement plus de 10 personnes en 15 ans : «j'ai aidé 3 personnes de la famille de ma femme et 8 personnes de mon côté pour arriver et travailler à Carletonville et à Rustenberg » (Judas, salarié mineur à Westonaria depuis 1993, 2010)[213].

Ainsi, le réseau a pour objectif de fournir les conditions de réussite du processus de migration et on peut parler de ressource circulatoire, ici associée aux capacités du réseau à gérer l'instabilité des conditions sociales et d'emploi (incertitude de revenu, de retour….)[214]. Dans le contexte de crise du marché de l'emploi et de contrôle accru des mouvements malgré le cadre légal régional plus favorable (cf. chap. I), le réseau est un élément clé dans la gestion du risque accru que représente la migration, souvent illégale. D'une certaine façon cela crée une sélection plus forte avec deux tendances : réseau et multi localisation des unités familiales deviennent une ressource centrale, soit impossibilité ou désintérêt à maintenir une cohésion sociale familiale dans l'articulation des lieux et ressource et processus d'individuation. Les nouvelles trajectoires d'entrée dans la vie active des dernières générations (cf. A), montre[215] l'entre deux et les états transitoires flous de nombreux jeunes ruraux de Leonzoane.

L'efficacité et la diversité du réseau migratoire représentent les aspects les plus manifestes de l'institution migration émergente depuis la fin de la guerre. Comme souligné par Guilmoto et al. (2000) on est en présence d'un ensemble de dispositifs « hors marché » qui

---

[212] On voit que le réseau se substitue aux fonctions des compagnies minières en prenant en charge une partie des coûts de la migration et contourne le pouvoir traditionnel.

[213] " Ajudei tres pessoas da familia da minha mulher e oito pessoas do meu lado para chegar e trabalhar em Carltonville e Rustenberg "(fam 59).

[214] Le capital social lié à la migration est un actif au travers duquel les individus peuvent élargir leur accès aux ressources et à d'autres acteurs Bebbington A., (1999), *Capitals and Capabilities: A Framework for Analyzing Peasant Viability, Rural Livelihoods and Poverty.*, World Development,, 27 (12): 2021-44.

[215] GRAB, (2006), *Etats flous et trajectoires complexes* :143.

facilitent aussi bien le succès des migrations que le maintien des liens avec la région d'origine, et par conséquent le transfert de fonds vers celle-ci. Le réseau se substitue de fait à différents marchés défaillants, tel que le marché du logement (hébergement des nouveaux venus), du crédit (avance versée pour le voyage), du travail (aide à l'insertion professionnelle). Ainsi, les mobilités intenses et multi-sites (SM 4, 5 et 6) associées à des conditions initiales d'emploi informelles et instables, sont souvent synonymes de l'efficacité du réseau. Cela conforte le lien montré entre la migration illégale des mozambicains en Afrique du Sud et la vigueur du réseau montré dans l'étude de (Ramos Cardoso et Maharaj, 2008)[216]. Nous verrons dans la partie 3 que ceux qui n'ont pas accès à cette ressource circulatoire portée par le réseau sont souvent les ménages les plus défavorisés. Les migrants qui restent dans des emplois peu qualifiés et conditions précaires sont particulièrement vulnérables économiquement, et par conséquent plus dépendants vis-à-vis des institutions et organisations traditionnelles. Il semble ainsi qu'il y ait une forte segmentation micro-locale, avec des variations sensibles: les réseaux, fondés sur de fortes solidarités familiales ou villageoises, sont plutôt en situation de monopole et la théorie économique nous invite à y chercher des mécanismes de rente, plutôt qu'une garantie d'efficience (Guilmoto, 2000).

Dans la société désormais basée sur des modes de relations et d'échanges plus larges, en corollaire de l'affranchissement plus ou moins fort des règles de la famille et du lignage, différents arrangements inter et intra familiaux pour gérer les ressources familiales et usages de la migration sont visibles depuis le milieu des années 1990. Ces arrangements impliquent les fonctions de consommation ou d'investissement tant de la sphère agricole qu'extra agricole et varient selon la phase du cycle de vie et les liens intergénérationnels des individus.

Ainsi, pour certains, les liens de migration et revenus stables à travers les transferts tendent à diminuer les contraintes de participation et augmentent l'engagement des ménages autour d'arrangements de coopération au sein de la localité d'origine. « Aujourd'hui il y a une forme d'échange de services entre les personnes de la communauté et ceux qui travaillent dehors, on l'appelle le kuvunana…quand une personne revient d'Afrique du Sud elle peut

[216] Les réseaux sociaux jouent comme des vecteurs de capital social à travers l'espace et opèrent de façon transnationale à trois niveaux différents : dans les zone d'origine, aux frontières et dans les zones de destination (Ramos Cardoso et al. 2010).

proposer du savon ou d'autres produits ou de l'argent en échange de différents services...elle demande de l'aide pour différentes activités: surveiller l'entretien de sa maison, cultiver ses machamba, de la construction.... » (Sebastiao, Leonzoane 2009)[217]. Par exemple, il est courant de confier la surveillance de ses terres à la famille plus ou moins proche, voire à des voisins ou de rémunérer la main d'œuvre agricole avec les revenus de la migration ou des biens difficiles à trouver localement. Un type d'échange inter ou intra familial est la garde et l'éducation des enfants à Leonzoane contre des transferts monétaires ou de biens du migrant. Un des usages récents des ressources de la migration est aussi lié à la sécurité alimentaire de certaines familles. Pendant la période coloniale, en année normale (sans sècheresse), la sécurité alimentaire était assurée par le système de subsistance via une double récolte, le stockage, les systèmes d'entraide, et des pratiques culturales de maintien de la fertilité. Les revenus de la migration ne sont utilisés à des fins alimentaires qu'en cas d'année de production nulle ou insuffisante et de soudure trop longue. Ce n'est plus le cas pour un certain nombre de stratégies de la période actuelle où la migration assure toute ou partie de l'alimentation de la famille (cf. chap. VIII). Dans le cas de familles avec plus d'une résidence, on note aussi des formes de transactions ou arrangements inter temporels entre générations pour le maintien du foncier comme patrimoine. Par exemple Julio vit et travaille depuis des années à Johannesburg avec sa femme Julia et son frère est lui à Soweto. Il envoi des fonds et de l'alimentation à sa mère veuve restée à Leonzoane depuis des années, puis quand elle tombe malade, il décide d'envoyer son épouse pour recevoir les terres de la famille car il n'y a pas d'autre parent sur place. On est dans le cas d'un système familial multi localisé où le territoire rural d'origine a la fonction de patrimoine bien plus que la fonction productive (Candida et Julio, 2010). Comme souligné par Lubkemann (2009), les règles de la migration permettent pour une partie un mécanisme au service de vies transnationales qui impliquent et cherchent à la fois un investissement et un engagement économique et social en Afrique du Sud et au Mozambique.

---

[217] " Hoje existe uma forma de troca de servícios entre pessoas da povoação e passoas que trabalham fora, nos chamamos kuvunana..e quando uma pessoa volta da Africa do Sul pode oferecer sabão, açúcar u dineiro...e em troca pede servícios… se pede as pessoas para ajudar em diversas actividades: manutenção das casas, cultivo nas machambas, a construção.."(Sebastiao, 2009). " Um factor que influe mas ou menos desde os 90 é que as pessoas têm conta bancária, deixa uma parte na conta e traze o que quere (...) Não há tanto control sobre o que posse a pessoa o salário."

Enfin, nous avons constaté un début d'usage collectif de la migration à travers l'initiative d'une association entre migrants pour investir dans l'élevage bovin, mais qui n'a pas fonctionné faute de consensus et contrôle sur les règles et de risque moraux élevés. En revanche en lien avec des préoccupations sociales, l'association de familles de migrants nommée Uronga Society, fondée par des salariés mineurs travaillant à Leonzoane, a pour but de partager les risques de maladie et de décès des migrants et fonctionne depuis 2006. Dans ses statuts, elle établit que chaque membre cotise 250 rands par an et définit une liste de situations (hospitalisation, maladie…) donnant droit à un appui financier dont les montants sont fixés (Antonio, Rustenberg 2010).

Ces éléments attestent d'un processus en cours, de redéfinition des règles de la migration avec une gamme de situations et une hybridation des règles anciennes et nouvelles et la coexistence du contrat migratoire fondé sur les ressources du lignage et d'un contrat migratoire en formation encore multiforme, basé sur une ressource circulatoire, source d'interaction avec les actifs et d'ajustement des systèmes d'activités et dont l'orientation à venir est facteur important de transformation de l'économie locale. La construction sociale à Leonzoane, ainsi que ses enjeux économiques et politiques se fixe autour de ces stratégies croisées de filiation, d'alliance de coopération réciproque et de résidence.

Photo : parking de bus de la Cie Vaalmaseru à Massinga à la période de fêtes de Noël.

Conclusion chapitre VI

A travers l'approche historique plusieurs points ressortent sur la genèse et l'évolution de l'institution migration et des mobilités des familles de Leonzoane.

L'étude des dynamiques migratoires des ménages de Leonzoane à rendu compte de leurs importantes transformations depuis la période coloniale et en particulier dans le contexte post apartheid des vingt dernières années. L'analyse des caractéristiques des systèmes de mobilités sur 5 générations, montre l'évolution des formes de mobilité des ménages en termes de rythmes, de durée et d'échelle spatiale[218]. L'intensité des mobilités de la période contemporaine se vérifie nettement par rapport à la période de guerre, et relativement par rapport à la période coloniale, à travers la résurgence après 1994 de profils avec des rythmes de mobilité élevés, similaires à la période coloniale. Mais au-delà de l'intensité des mobilités, c'est la diversité accrue des formes de mobilités et l'élargissement du champ migratoire et de la sphère socio spatiale et des liens rural-urbain des ménages qui ressort.

Après 1994, le relâchement relatif des régulations des migrations dans la région, combiné aux évolutions du marché du travail sud-africain et au Mozambique, n'ont pas entraîné le retour et le réengagement des migrants dans l'agriculture après la guerre. Les migrations économiques représentent toujours une composante centrale des activités familiales mais dans un contexte complètement renouvelé où les mouvements ne sont plus contraints par l'état de guerre, mais répondent aux choix des individus et familles au sein des nouvelles contraintes avec lesquelles ils doivent composer. Ainsi, le schéma profondément ancré de migrations régulières vers les régions des mines sud-africaines est en train d'être

[218] En effet, entre la période coloniale et la période actuelle, on observe le passage d'un système de migrations circulaires bipolaires régulières vers l'Afrique du Sud caractérisé par 3 grands profils, vers un système multipolaire et plus varié avec 6 profils de mobilités observés aujourd'hui. Entre les deux, pendant la période de conflit, le système migratoire est très statique et restreint à deux profils, tout en se réorientant au niveau national. Après la période de guerre, le changement décisif des formes de mobilité réside dans la durée des retours, deux options s'ouvrent aux migrants en termes de choix résidentiels : l'ancrage plus ou moins permanent sur le lieu de migration et de travail, avec des retours beaucoup plus courts que la période obligatoire de 6 mois (lié à l'encadrement du système d'exportation de main d'œuvre ou bien le retour à Leonzoane pour une période plus longue.

dépassé et ne correspond plus qu'à une partie de la réalité. Dans le contexte de libéralisation et mondialisation de l'économie régionale, des formes de migrations du travail plus variées et complexes ont émergé et se développent, à l'intérieur et en dehors du secteur minier, caractérisées par des fréquences plus ou moins élevées et des espaces élargis ainsi que davantage de flexibilité et d'insécurité professionnelle. Les mobilités se distinguent dans la variété de leurs formes et l'apparition de circulations diverses au sein d'espaces élargis incarnés par 6 profils. Certains profils témoignent de la restriction des circulations migratoires légales (politique de contrôle des flux notamment aux échelles internationales) qui peut conduire à diverses formes de réajustement des pratiques de mobilité : immobilisation contrainte (prolongement des séjours sur les lieux de destination, diminution des volumes de flux), migrations circulaires moins intenses, redéploiement des flux sur des logiques migratoires internes et de proximité. Elles sont accompagnées par de nouvelles règles en termes d'accès et d'usage de la migration.

Pour synthétiser ces évolutions nous avons fait une analyse des mobilités sur l'ensemble des 97 ménages de notre échantillon que nous avons croisée avec la variable âge. Cela donne une typologie de 7 profils de mobilité (cf. figure 53). D'une part, les caractéristiques de ces 7 systèmes de mobilité montrent qu'ils couvrent bien les différents profils présentés successivement dans les chapitres antérieurs[219]. D'autre part, cela met en évidence la prédominance de certains profils liés à chaque période, mais aussi la disparition et résurgence de certaines formes et l'apparition de nouvelles. Ainsi, le croisement avec le groupe d'âge des individus, permet de voir que le groupe des 40-60 ans (rouge) et des plus de 60 ans (bleu) sont rassemblés respectivement en 2 et 3 nuages de points, alors que les profils de mobilité de la dernière génération (vert) sont clairement dispersés dans tout le plan, attestant à la fois la plus grande diversité des profils actuels , de formes de résurgence de profils des périodes antérieures (SM3, SM4, SM5) et de l'émergence de nouveaux profils (SM6 et SM7). Cela montre aussi la réversibilité des systèmes de mobilité, comme composante très flexible d'adaptation aux contextes des stratégies des ménages (cf. 3).

[219] Voir résultats annexe 17

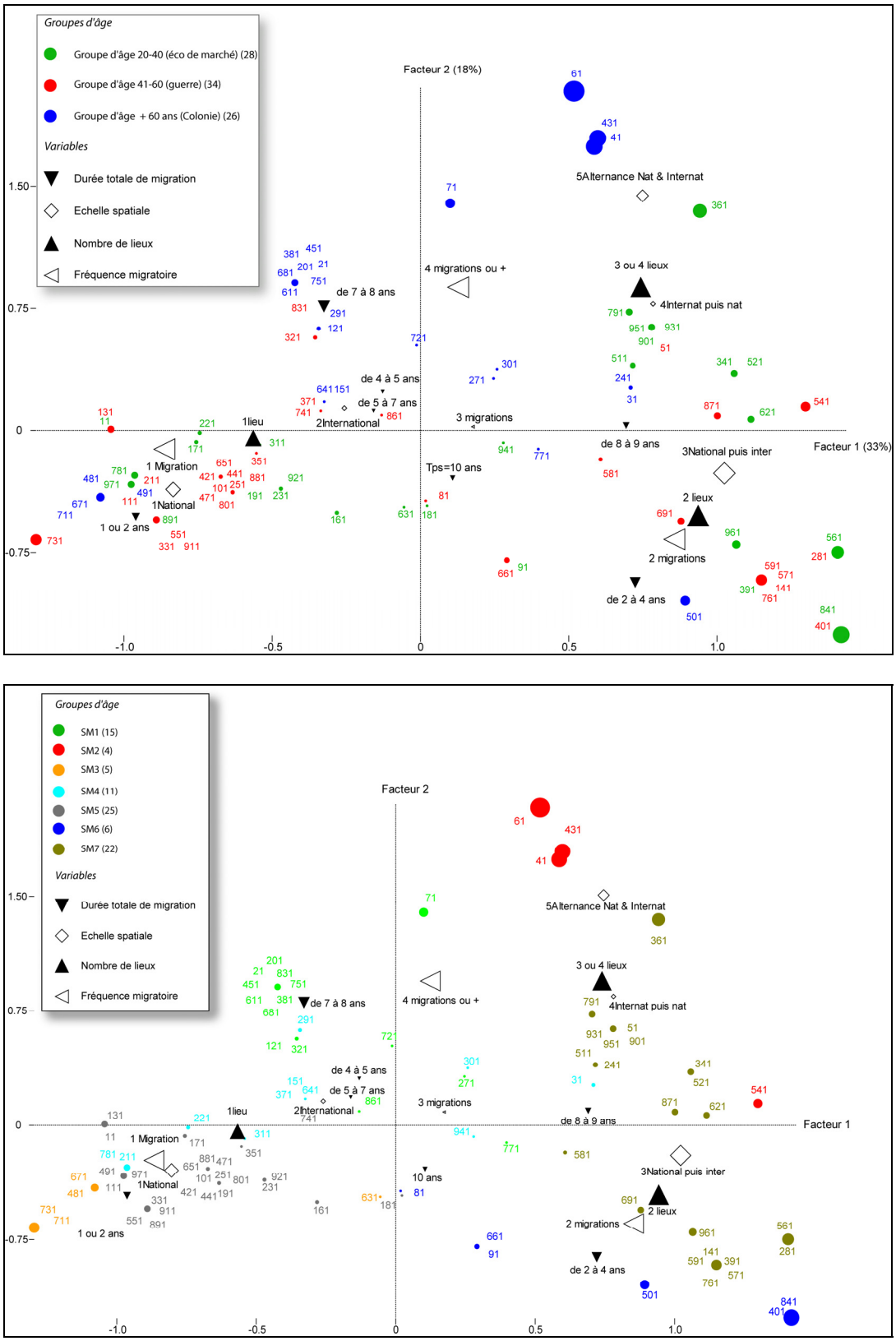


Figure 53 : profils de mobilités sur l'ensemble des périodes croisés avec la variable âge

L'approche historique a permis de mettre en évidence les règles et la forme institutionnelle de la migration spécifique de chaque période et comment celle-ci répond à la nature des échanges (fréquence, actifs échangés). Pendant la période coloniale, la politique d'exportation massive de main d'œuvre vers les mines et le profil de mobilité dominant du « paysan-mineur » se sont intégrés au fonctionnement de la société de Leonzoane avec une institutionnalisation de la migration et de ses règles au service du mode de production lignager. Ce système de mobilité du paysan-mineur s'accompagne d'une première forme de circulation, essentiellement entre hommes et aînés, et concerne des flux d'actifs limités (faibles revenus et biens de consommation), dans des espaces restreints et dans laquelle les réseaux ont un rôle très réduit. Les interactions et échanges sont limités par l'impossibilité de résidence dans le contexte légal sud-africain (permis de travail et droits très restreints) et les difficultés de recours à des ressources et personnes extérieures ne permettaient pas de développer stratégies dans l'espace. L'institution migration est avant tout une réponse au contexte politique local et régional, elle vient s'articuler avec les règles et institutions de la société traditionnelle, guidée par la reproduction du groupe au niveau du lignage et structurée autour du pouvoir des ainés et du collectif.

Le brusque arrêt des accords coloniaux doublé des mobilités restreintes des 14 années de guerre civile sont accompagnés d'un affaiblissement voir d'une rupture avec certaines règles de la migration contrôlées par les autorités traditionnelles et de l'institution antérieure. Liées au développement des migrations nationales longues, de nouvelles formes d'échanges réciproques et pratiques associées à la migration se mettent en place, non plus essentiellement centrées sur la reproduction du système lignager (accès au mariage et terre, redistribution aux anciens), mais pour gérer les différents actifs et la survie des familles, dans lesquelles les réseaux ont un rôle émergeant. Pour autant, ces pratiques ne donnent pas lieu à des routines et compromis stables et on n'identifie pas de nouveau contrat migratoire précis et les formes de circulations sont très lentes et limitées par l'état de guerre.

Après la fin du conflit mozambicain et du régime d'apartheid, nous avons vu que les mobilités se distinguent dans leur variété avec l'apparition de circulations diverses au sein d'espaces élargis. Elles sont accompagnées par l'émergence de règles en termes d'accès et d'usage de la migration, davantage tournées vers la sphère économique des ménages. Ces évolutions des formes et règles de la migration vont dans la continuité de l'affaiblissement de l'institution migration du régime colonial et du contrôle de ses règles par les autorités

traditionnelles, substitué par le rôle renouvelé central des réseaux. De nouveaux instruments (règles de coopération et de contrôle) pour la préservation des liens socio-économiques entre migrants et sédentaires sont mis en place. Leur articulation avec le phénomène migratoire est rarement mise en évidence dans des analyses synchroniques, car l'effet des normes sociales n'apparaît clairement que sur le cycle de vie. Ces règles orientent les choix des ménages et leur stratégie sur le long terme. On observe une diversité d'arrangements qui donnent lieu à des modes d'organisation socioéconomiques variés (nouveaux modes de transmission familiales ou résidence tournante des femmes chez les ménages polygames transnationaux) et dans lesquels perdurent les logiques non marchandes. Cette diversité est aussi associée à de nouveaux flux d'échanges matériels et immatériels et à des opportunités et stratégies qui permettent circuler ou faire circuler tout en maintenant les liens entre les individus et lieux[220]. On voit des différences très sensibles entre familles, en termes de calendrier, de destination et d'activités. Ces éléments attestent de la redéfinition des règles de la migration. On observe une gamme de situations et une hybridation des règles anciennes et nouvelles et la coexistence du contrat migratoire colonial fondé sur les ressources du lignage et d'un contrat migratoire en formation, davantage basé sur une ressource circulatoire, source d'orientation et d'ajustement des stratégies et systèmes d'activités des familles.

La mise en perspective des résultats avec les événements marquants de l'économie politique de chaque période (cf. chap. 1), a permis de mettre en évidence l'importance fondamentale du contexte de la migration et ses interactions avec les formes et pratiques migratoires des familles de Leonzoane. L'économie politique de chaque période, à travers les régulations sectorielles économiques et de la migration conditionnent et façonnent en partie les formes de mobilité et les décisions économiques des familles.

Nous avons vu comment à partir d'une économie basée sur l'agriculture de la période précoloniale, avec des opportunités de migration saisonnières et occasionnelles, l'organisation coloniale portugaise d'exportation de travail est venue institutionnaliser et systématiser un système massif de migration de travail pour les mines sud-africaines. La combinaison de

[220] Des formes plus complexes de migration de travail apparaissent, liées à plus de flexibilité professionnelle et d'insécurité, et caractérisées par une diversité de mouvements dans des espaces plus larges.

rythmes, durées et d'espaces de ces migrations a d'un côté créé un fort détachement des hommes vis-à-vis de l'agriculture et de l'autre, leurs retours réguliers obligatoires leur permettaient de la maintenir dans leurs stratégies. Après l'indépendance, le contexte de changements rapides a altéré le système migratoire antérieur et les mobilités des familles, caractérisées par des migrations nationales et internationale longues. Les importants déplacements de population et la difficulté de retours en situation de guerre, associés aux conditions économiques difficiles ont encore plus affaiblis l'engagement des générations d'hommes actifs dans l'agriculture au cours de cette période. Les migrations de travail sont devenues une composante d'autant plus importante des activités des familles avec la continuité des migrations vers les mines et l'engagement dans des activités urbaines nationales ou internationales. Les 15 dernières années caractérisées par un contexte radicalement renouvelé de démocratisation et de libéralisation économique ont donné lieu à des phénomènes et processus inédits dans leur ampleur et leur nature, avec un flux de migration nationale mais aussi de migration internationale illégale des ruraux vers l'Afrique du Sud. Dans le contexte post apartheid, la relative modération des régulations des migrations dans la région, associée aux évolutions du marché du travail sud-africain, et au manque d'investissements productifs pour la création d'emploi au Mozambique (cf. chap. I), n'ont pas produit le retour des migrants. Les migrations de travail sont toujours un élément important des activités des familles mais dans un contexte renouvelé, où les mouvements répondent aux choix des individus et familles vis-à-vis des nouvelles contraintes qu'ils doivent gérer.

Enfin, d'un point de vue méthodologique, la mise en œuvre du concept de système de mobilité, a permis de mettre en évidence l'existence de longue date et la persistance d'une variété de formes de circulations entre le Mozambique et l'Afrique du Sud et l'intérêt de dépasser la conception résidentielle de la migration (cf. chap II). Ces caractéristiques des dynamiques spatio-temporelles et des pratiques migratoires des familles de Leonzoane corroborent les travaux de Prothero et Chapman (1984) et de Standing (1985). De façon générale, cela alimente la connaissance limitée des formes de mobilité en Afrique australe qui va de pair avec le manque de données sur la migration dans la région et le focus dominant sur les pays d'accueil urbains dans la plupart des études (De Haan, 1999 ; Gallego, 2011). Par ailleurs, l'analyse en termes d'institution migration, et les articulations conceptuelles entre l'approche institutionnelle de la migration et celle de la circulation migratoire, rendent compte

de la complexité des formes de mobilité et flux associés dans le contexte de mondialisation. Alors que nos analyses sont adaptées au contexte spécifique du sud Mozambique, les résultats ont une implication plus large si on considère la nature circulaire croissante des flux de migrations nationales et internationales dans les pays en développement et les liens durables que les migrants contemporains maintiennent avec leur communauté d'origine.

Ces spécificités des mobilités du contexte de mondialisation questionnent et font échos aux constats de pluralité des stratégies et diversité du marché du travail. De quelle manière ces évolutions et caractéristiques renouvelées des formes et des règles de la migration reproduisent, érodent ou réorientent-elles les stratégies des ménages et la recomposition des systèmes d'activités ? Sont-elles sources de diversification ? Dans quelle mesure les modalités des mobilités et formes de circulation contemporaines donnent lieu à une diversité de pratiques et des arrangements, utilisés comme ressource dans les stratégies? C'est l'objet de la deuxième hypothèse proposée et de la partie suivante.

Partie 3- Poids et rôle des mobilités dans les recompositions des systèmes d'activités : la circulation comme ressource ?

Dans cette partie, en regard avec les changements des formes de mobilités des ménages et de l'institution migration (partie 2), nous interrogeons les liens et interactions entre la migration et les recompositions des systèmes d'activités. L'objectif est de montrer l'évolution du rôle de la migration dans les stratégies des ménages tout en les resituant dans le contexte régional et local. En d'autres termes, nous cherchons à montrer comment, après la période coloniale, les formes et les règles renouvelées des mobilités des ménages dans le contexte d'économie de marché, sont un élément central d'ajustement des systèmes d'activités de par leur poids et leurs articulations avec la diversification et la réduction relative des activités agricoles (hypothèse 2).

Pour cela nous répondons aux questions suivantes qui alimentent notre seconde hypothèse (cf. figure 54):

- pour chacune des périodes étudiées, quels sont les rôles joués par la migration au sein des systèmes d'activités des ménages en termes d'accès au foncier, d'investissements productif et non productif, de consommation et de sécurité alimentaire ?

- comment ce rôle a-t-il évolué entre la période coloniale et la période actuelle ?

- peut-on en déduire des correspondances entre des profils migratoires et des modes d'organisation et stratégies économiques spécifiques ? Dans quelle mesure observe-t-on de nouvelles stratégies et systèmes d'activités liés à l'émergence des formes de mobilités ces 15 dernières années ?

- quels sont les liens entre ces migrations et la diversification des activités ? Peut-on parler de processus de désagrarisation ? Ces stratégies sont elles sources d'une diversité accrue des systèmes d'activités au sein de la société locale ?

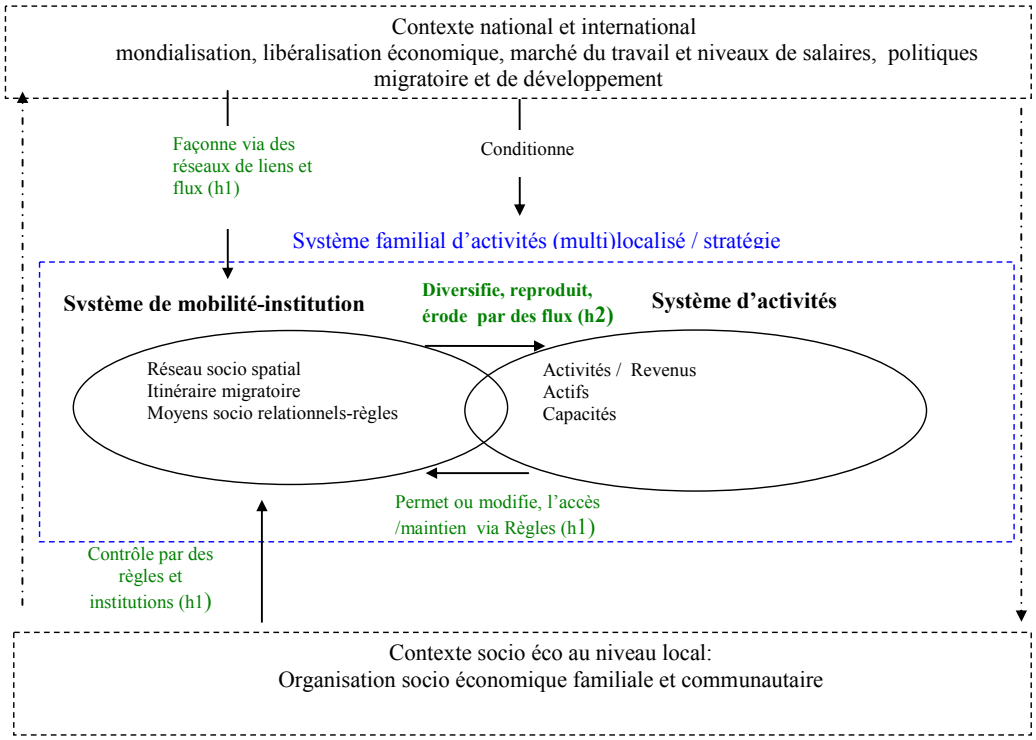


Figure 54 : dimensions abordées par l'hypothèse 2

Avant de présenter nos résultats des chapitre VII et VIII, nous introduisons ici la méthodologie mobilisée pour l'analyse des stratégies des ménages et du rôle de la migration dans les systèmes d'activités.

Dans le chapitre III nous avons présenté le dispositif méthodologique général de la recherche. Notamment, nous avons exposé le choix de l'outil d'enquête biographique, la méthode d'échantillonnage et les échelles temporelles (périodes historiques) et les unités sociales d'observation (ménage) retenues pour analyser les systèmes d'activités.

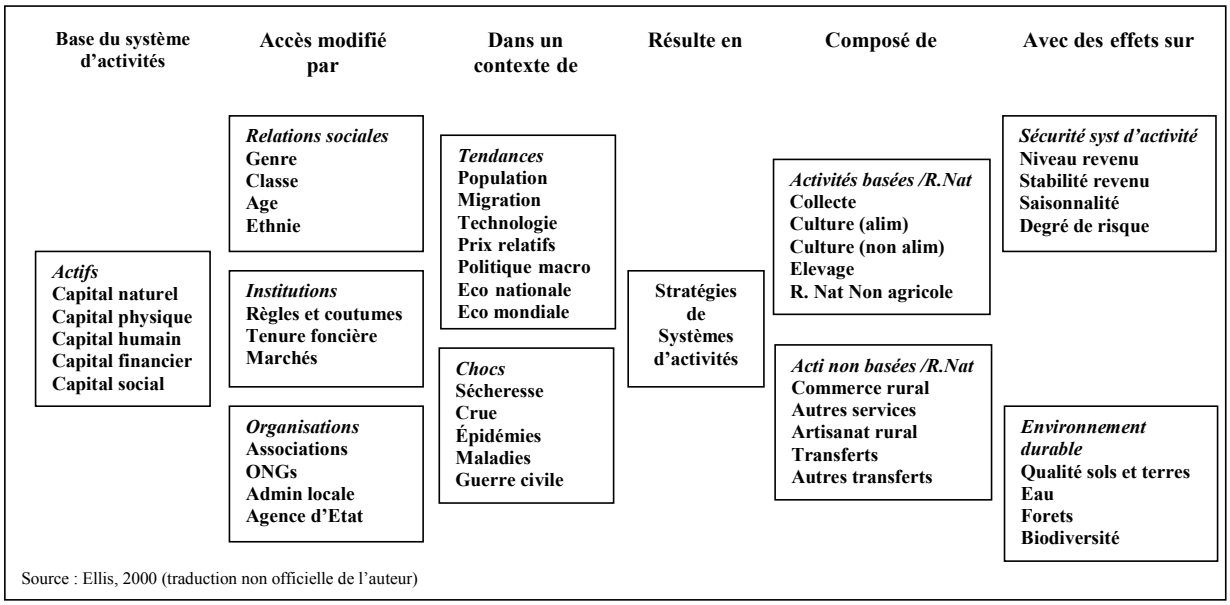
Ici, nous précisons les grilles d'analyses[221] utilisées pour identifier les stratégies des ménages et pour mettre en évidence le rôle de la migration par rapport aux facteurs et aux actifs, et dans la diversification agricole ou non agricole. Pour cela, nous avons recours à deux modalités d'analyse : une typologie des stratégies des ménages (1) et une analyse des liens entre mobilités et recomposition des systèmes d'activités (2).

[221] Voir chapitre III, « Objets d'étude et grilles d'analyse par hypothèse ».

1 Typologie des systèmes d'activités et stratégies des ménages

Selon la définition des systèmes d'activités que nous avons adoptée (Chap. II) ceux-ci « comprennent les capacités, les actifs (incluant les ressources matérielles et sociales) et les activités requises pour vivre (Carney, 1998), tant au niveau local qu'en dehors de la communauté. Ils englobent non seulement les activités génératrices des revenus du ménage, mais aussi les institutions sociales, les relations intra-ménage et les mécanismes d'accès aux ressources à travers le cycle de vie (Ellis, 1998). Une stratégie de système d'activités peut ainsi être définie comme le « choix stratégique d'une combinaison d'activités par les ménages et leurs membres pour maintenir, assurer et améliorer leurs moyens d'existence »

La définition du terme « activité » est un pré-requis à la mise en œuvre de ce concept. Ici, nous avons retenu les activités « productives » qui supposent un travail humain et donnent lieu à une production de valeur, monétaire ou non, et les activités non productives comme une rente foncière. La figure 55 permet de visualiser les différentes composantes des systèmes d'activités dont la stratégie des ménages est issue et qui se traduit en termes de combinaisons d'activités (et revenus respectifs). En reprenant les concepts de la figure, la dotation en actifs du ménage, soumise aux facteurs sociaux et aux tendances ou chocs externes, donne lieu à une stratégie de système d'activité caractérisée par différentes activités.



Source : Ellis, 2000 (traduction non officielle de l'auteur)

Figure 55: cadre pour l'analyse micro des livelihoods

Nos enquêtes (cf. chap. III, B annexe 13) ont permis de recueillir des informations pour caractériser les principaux éléments des systèmes d'activités des ménages et leurs évolutions au cours de la vie active. Elles nous fournissent des informations sur les différents types d'actifs disponibles mobilisés, les activités et leur localisation, et leurs interactions[222]. Nos données peuvent être regroupées selon les variables suivantes, elles-mêmes saisies et analysées pour chaque période historique :

- capital humain : âge et phase du cycle de vie, niveau d'éducation, lieu d'origine, statut matrimonial (mono-polygamie), position dans la fratrie, taille de l'Unité Familiale (2009-2010), système d'allocation de la main d'œuvre familiale ;

- capital naturel et physique : accès initial aux moyens de production et évolution (superficies, élevage bovin, verger, eau) ;

- capital social : accès à un réseau familial et/ou professionnel pour de l'information ou des ressources (organisation de producteurs, église, groupe d'entraide formel ou informel…) ;

- capital financier : accès bancaire et/ou au crédit (2009-2010) ;

- portefeuille d'activités (selon classification agricole/non agricole et local/migration) ;

- portefeuille de revenus (2009-2010) et conditions de travail (régularité, légalité, forme d'emploi) ;

- viabilité du système : autosuffisance alimentaire, éléments sur l'évolution/stabilité des revenus.

A partir de ces données, recueillies pour chaque ménage, nous avons effectué un dépouillement et un traitement manuel qui ont fait ressortir les variables les plus discriminantes, non hiérarchisées. Une analyse multicritère combinant ces variables ci-dessous permet ensuite d'identifier les types de stratégies et trajectoires des systèmes d'activités pour chaque période :

[222] Nous avons justifié dans le chapitre III notre choix d'observer les trajectoires de système d'activités pour saisir la logique globale des stratégies et le rôle de la migration dans le temps. L'idéal pour traiter ces enquêtes serait une retranscription intégrale. Cependant, étant donné la quantité d'informations recueillies, ce travail n'a pu être mené. Une grille d'analyse a été mise au point afin de systématiser une partie de l'information. Pour cela, nous avons choisi de décomposer la trajectoire en différents registres. Ces registres découlent de la définition de la trajectoire de système d'activités (une succession de combinaisons d'activités localisées) et des objectifs de l'étude, à savoir, montrer en quoi les mobilités contribuent à expliquer les changements des systèmes d'activités.

- phase du cycle de vie (variable âge)

- type d'accès au foncier

- superficie cultivée/possédée (et accès à un capital verger)

- élevage bovin

- le degré d'autosuffisance alimentaire (non assuré, assuré, assuré avec surplus)

- type de commercialisation de la production agricole (aucune, ponctuelle, régulière ; vivrière et /ou de ou rente)

- accès à un réseau familial et/ou professionnel local ou extérieur

- type et conditions d'emploi (activité indépendante ou salarié, régulière ou non)

- type de portefeuille d'activités : nombre d'activités et type de diversification (agricole-non agricole / locale-migration).

Pour cerner la dynamique des systèmes d'activités, trois pistes complémentaires ont été considérées.

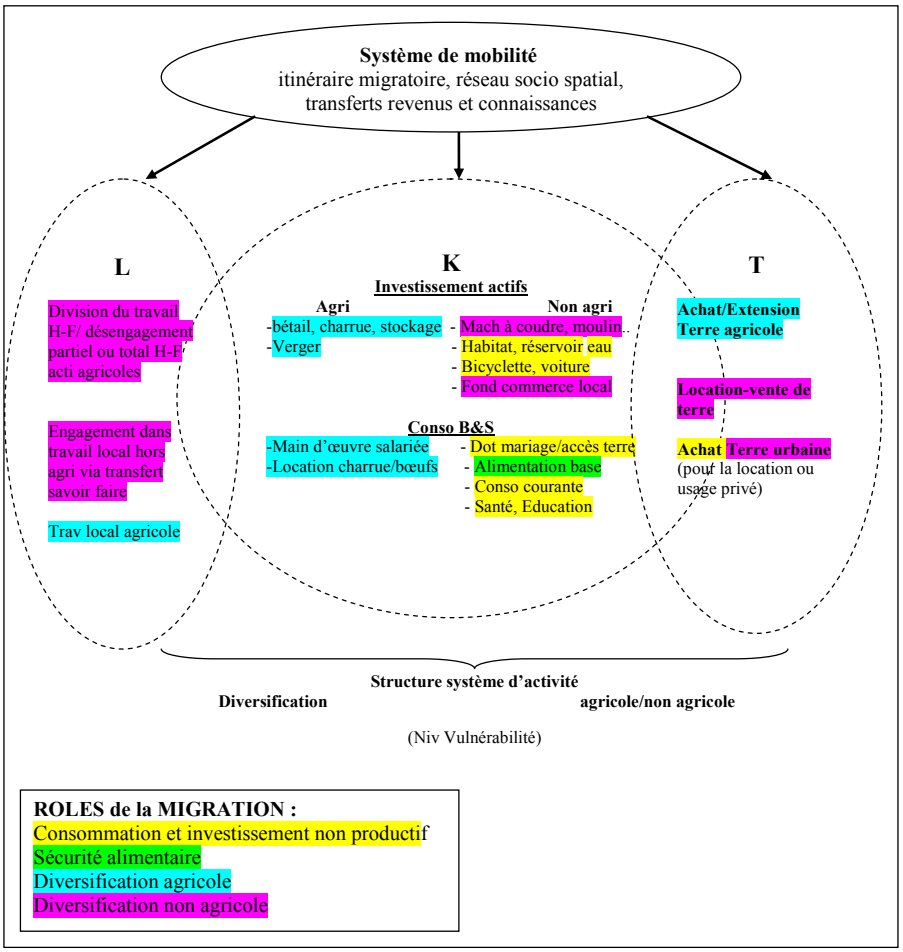
1. Elaborer une typologie des systèmes d'activités fondée sur des variables du changement (évolution des superficies et actifs, fréquence de changement des types de combinaisons d'activités, etc.) : dans quel type de changement le système d'activités est-il engagé et avec quelle intensité ?

2. Resituer le système d'activités dans l'histoire des membres de la famille, dans les trajectoires de vie de la famille, tâchant ainsi de comprendre comment s'est différencié le système d'activités et de cerner les principales ruptures dans son histoire.

3. Resituer ces trajectoires de vie et ces dynamiques contemporaines des systèmes d'activités dans une histoire établie sur le temps long, en identifiant les périodes stables, les ruptures, les évènements marquants, les relations de cause à effets entre les changements observés, afin de faire ressortir des régularités historiques.

2 Analyse des liens entre mobilités et recomposition des systèmes d'activités : rôle de la migration

Une fois les principales stratégies et trajectoires de systèmes d'activités identifiées et caractérisées, pour chacune d'elles, la technique des enquêtes biographiques nous a permis de saisir les liens de cause à effet entre les activités de migration des ménages et les décisions prises sur les différents actifs (K, T, L), mais aussi les liens entre les activités locales et le système de mobilité. Nous avons résumé ces liens dans la figure 56.



Source : élaboration personnelle

Figure 56: liens entre migrations, transferts et stratégie des systèmes d'activités

Les liens entre la migration et la reconfiguration des systèmes d'activités, dont la diversification, s'établissent au travers des effets de la migration sur la consolidation ou la fragilisation des différents actifs et notamment des actifs productifs. Ces liens peuvent être directs ou indirects. Lorsque la migration ou les transferts sont orientés vers la consommation de biens et services (habitat, alimentation, dot), elle n'a pas d'effet en termes de

diversification. A partir de l'ensemble des liens observés dans nos enquêtes, nous avons défini différents rôles de la migration au sein des systèmes d'activités : consommation courante et investissement non productif, sécurité alimentaire, investissement productif avec diversification des activités agricole ou non agricole (figure 56). Le peu de travaux formalisant les liens entre migration et systèmes d'activités, dont l'un des plus fourni est celui de (Ellis, 2003), soulignent le caractère novateur et les difficultés associées à cette méthodologie (cf. encadré 13).

Lorsque la migration joue un rôle de diversification des activités, nous avons défini les indicateurs suivants pour analyser cette diversification par rapport à notre hypothèse 2 :

- le type de diversification observé : nombre d'activités et type de combinaison d'activités. Pour cela, à partir de l'analyse de la littérature qui montre une grande hétérogénéité des classifications[223], nous avons établi une classification à partir des emplois et de leurs caractéristiques, propre à notre échantillon (cf. tableau 64) ;

- le poids relatif des activités de migration et agricoles au sein des systèmes d'activités, calculé en part du temps de travail ou part du revenu pour la période récente[224] ;

- la connaissance du profil de mobilité de chaque ménage (sur la première phase de vie active) et les différentes règles associées à la migration, abordés en partie 2, mis en regard avec les stratégies économiques, permettent d'observer les liens entre les profils de mobilités et le type de stratégie, notamment au niveau de la diversification ou non.

---

[223] Par exemple il existe une grande diversité des activités qui peuvent être considérées comme non agricoles. Bryceson (2000) propose une typologie de diversification basée sur 3 grands types d'activités : les services locaux ; le commerce entre les zones rurales et urbaines de produits agricoles et manufacturés ; enfin les transferts d'argent (revenus des membres absents).

[224] Nous soulignons ici la difficulté et complexité d'estimer la part des revenus de la migration envoyés (transferts). Tout d'abord les données comme les revenus ne sont pas systématiques et sont souvent incomplètes (qu'une partie de l'information). De plus une partie est en espèces et une partie en nature. Pour la partie en espèces nous avons appliqué le taux de change moyen RD/MT de l'année en cours (peu précis car très variable), pour la partie en nature nous ne savons pas d'où les marchandises proviennent, souvent à la fois d'Afrique du Sud et du Mozambique et nous n'avons pas de références des prix de gros. Une estimation fiable nécessiterait un protocole d'enquête spécifique et plus fin. Lorsque les migrants ne nous donnaient pas de montants précis, nos analyses reposent donc sur une estimations des transferts à partir de la triangulation d'informations et de l'avis des migrants.

Encadré 13 : difficultés et limites des grilles d'analyse des trajectoires de systèmes d'activités et du rôle de la migration.

Une première difficulté méthodologique, largement soulignée dans la littérature (Scoones, 1998, 2009) est l'observation des systèmes d'activités en dynamique. Notamment, le pas de temps plus ou moins long (1, 10, 20 ans..) pour observer les systèmes d'activités, permet selon les cas de saisir ou non certaines dynamiques, souvent liées aux phases du cycle de vie active. Selon nos objectifs, il nous fallait définir une période de temps qui permette à la fois d'analyser la diversité au sein de chaque période et de comparer des systèmes d'activités entre périodes pour en saisir les évolutions. La formation de sous-groupes de ménages d'après nos 3 périodes historiques, a pour conséquences que la trajectoire porte sur des phases de cycle de vie différentes ou qu'elle peut commencer ou être interrompue à un moment de continuité. Nous avons donc dû en tenir compte dans les analyses pour définir les profils, notamment en prenant en compte la variable âge.

Une seconde difficulté est liée au caractère nouveau des grilles d'analyse sur les liens entre mobilités et systèmes d'activités. S'il existe quelques travaux empiriques sur le rôle de la migration dans la recomposition des livelihoods sur le temps long (de Haas, 2007), à notre connaissance aucun ne propose une lecture fine de celui-ci, tout en prenant en compte la dimension des profils de mobilité. Les difficultés de mise en œuvre rencontrées, ont été notamment la définition des registres et classifications retenus et l'étendue des informations recueillies, associées à la multiplicité des échelles temporelles et des unités sociales. Par exemple, pour l'analyse des combinaisons d'activités, l'exploration de la littérature souligne l'hétérogénéité des classifications utilisées (Carletto et al., 2007), selon différentes dimensions (sectorielles, professionnelles, statuts) et niveaux de précision, qui permettent une observation plus ou moins fine de la réalité des activités des individus et de la richesse du marché du travail rural informel. A ce choix il nous fallait intégrer la dimension spatiale des activités pour faire apparaitre la migration. Afin de refléter la réalité à Leonzoane et au Mozambique nous avons défini nos propres catalogues en tenant compte des classifications les plus courantes et proche des standards internationaux (CITP-08 et CITI v4).

Tableau 64 : combinaisons d'activités, classification à partir des emplois de notre échantillon

Période coloniale (1940-1975)	**Période économie de marché (1994-2010)**
1 Agriculture subsistance & salarié mine	**1 Agric subsistance & salarié mine**
2 Agriculture subsistance seule	**2 Agric subsistance & salarié mine ou autre + acti indépendante occasionnelle**
3 Agric subs & construction local	**3 Agric subsistance-vente ponctuelle & salarié mine ou autre**
4 Agric subs & pasteur formation & construction local	**4 Agri subs & activité indépendante (construction ou services)**
5 Agric subs & Pasteur formation	**5 Salarié(2) ou acti indépendante (2) & agri commerciale**
6 Agric subs & salarié admin & construction local	**6 Agric commerciale diversifiée**
7 Agric subs & Pasteur formation & manuf local	**7 Petite agriculture commerciale & travail agri occas +/- activité locale ponctuelle**
8 Agric subs & salarié agric local	**8 Petite agriculture commerciale+/- indemnité salarié admin**
9 Agric commerciale & vente/location bovin	**9 Agric subsistance & salarié services ou autre**
10 Agric subs & manufacture local	**10 Agri subs & acti indep ou salarié occas construc-artisanat +/- trav agri occas**
11 Agric subs & salarié	**11 Agri subs avc vente & salarié services +/- 1-2activités indépendantes extra agri**
	12 Agri subs avec vente & 2 à 3 activités indépendantes extra agri

Source : enquêtes 2009-2010

La figure 57 nous permet de restituer les résultats obtenus et d'illustrer les types de trajectoire de système d'activités et les rôles joués ou non par la migration. Elle reprend les principales variables déterminantes et met en regard les évolutions des registres retenus : le portefeuille d'activités avec la succession de combinaison d'activités ; les évènements familiaux; les mobilités et l'organisation spatiale de la résidence ; l'évolution des actifs agricoles et d'élevage ; les principaux changements dans les ressources disponibles; et les rôles ou non de la migration dans la stratégie du ménage.

Type 4 "paysan mineur" (fam 38)	1ère phase Cycle vie											2ème phase	
	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975/INDEP
Evènement familiaux								Mariage			1enfant		
Système de Mobilité : SM1	1 Mig Internationale		5 Migrations internationales										
	retour 6 mois		retour 6 mois tous les 1,5 an en fin de contrat										
Portefeuille d'activités			LUI: Mine					LUI: mine ELLE: agriculture subsistance					
Agriculture	cultive avec le père							4Ha/ 5 Ha, héritée , verger					
Elevage			x					volaille, cabris					
REVENUS MIGRATION	4 £ (3cents/jr)		4,5 cents/jour					1 RD/jour					
REVENU LOCAL AGRICOLE	0							"0 " (vente ponctuelle)					
REVENUS LOC NON AGRIC	0							0					
Usage REV LOCAUX à Leonzoane	x							conso courante					
Usage REV MIG à Leonzoane	appui à la famille, consommation, dot							conso courante, installation (maison bois, citerne à eau), cabris					
Part REV MIG ENVOYES-DEPENSES à Leonzoane	90%(paiement différé obligatoire)												
Part R MIG/ R TOTAL	100%							100%					

Figure 57 : représentation de stratégie de système d'activités et des rôles de la migration

L'intérêt du schéma précédent est qu'il offre une double lecture. Suivant l'axe horizontal, il permet une analyse de la trajectoire dans sa temporalité : il est ainsi plus facile de comprendre la succession de combinaisons d'activités, des lieux et des organisations de résidences, et l'évolution de la composition de la famille. Suivant l'axe vertical, il met en évidence les relations de causalités entre les événements dans les différents registres de la trajectoire. Par exemple, il montre si un événement familial a une répercussion sur les activités réalisées par la famille. Par ailleurs, le fait de relier la trajectoire proprement dite, à des éléments de son environnement permet de montrer quels sont les événements « exogènes » qui ont eu un impact sur les changements de vie des ménages.

Encadré 14 : trajectoire migratoire du ménage au cours du cycle de vie, type de localisation du système familial et rôle de la migration

Le mode de représentation complémentaire ci-dessous serait intéressant pour restituer nos résultats, montrer le caractère flexible et réversible des systèmes d'activités et leur complexification en lien avec la migration et mettre en évidence le caractère multi-localisé de certaines stratégies sur la période récente.

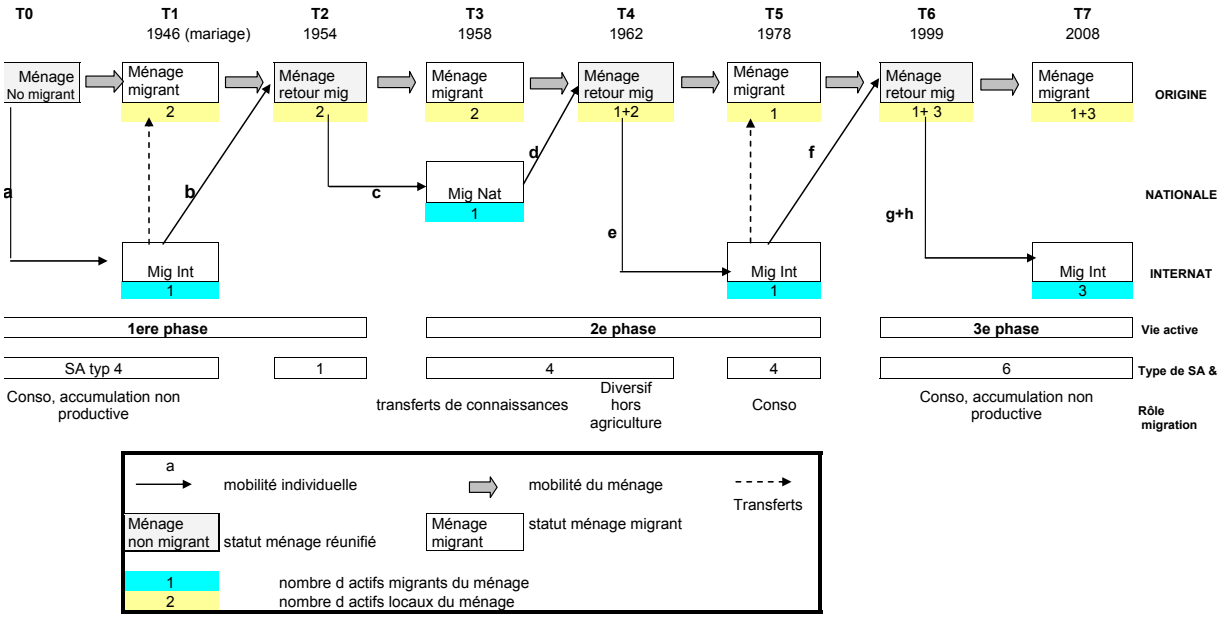


figure : Trajectoire migratoire du ménage au cours du cycle de vie, type de système familial multi-localisé et rôle de la migration

Ainsi, tout en reconnaissant le caractère unique de chacune des trajectoires familiales, notre méthodologie, combinant les grilles d'analyses et les illustrations proposées, permet de situer les types de mobilité, de résidences et d'échanges dans les stratégies des familles pour montrer dans quelle mesure sur la période actuelle, ceux-ci constituent un élément central des recompositions des stratégies des familles, et une source de diversité au sein de la société de Leonzoane.

Les deux chapitres qui suivent portent sur la période coloniale et sur la période d'économie de marché, définies dans le chapitre III. Nous faisons le choix de ne pas détailler les stratégies de la période de conflit en raison du caractère particulier de ces dernières liées aux migrations de réfugiés. Il était en effet plus judicieux et suffisant pour la démonstration de prendre comme point de référence les stratégies économiques des ménages pendant la période coloniale[225]. Les chapitres VII et VIII de cette partie se déroulent tous les deux en trois étapes. Dans une première section (A), nous fournissons les éléments indispensables de contexte qui vont faciliter la compréhension des stratégies des familles rurales de Leonzoane au cours de la période concernée. Puis, en nous appuyant sur ces éléments essentiellement descriptifs, nous présentons nos analyses des stratégies et systèmes d'activités mis en œuvre par les ménages et du rôle de la migration au sein de chacun de ces systèmes d'activités en observant les régularités entre stratégies et le rôle joué par les activités migratoires (B). Enfin, nous concluons avec une synthèse comparative dégageant les principaux résultats à partir d'une vision d'ensemble (C).

[225] En outre, du fait des nombreuses victimes de la guerre, le nombre d'enquêtes menées auprès de ce groupe est le plus faible (cf. tableau X chap.III). L'effet de la guerre est clairement visible dans la pyramide des âges du Mozambique au niveau des 50-60 ans.

VII - L'idéal du type du paysan-mineur sous le système migratoire colonial : une diversification limitée des activités liée à la migration

« There is only one thing worse than migrant labour, and that is no migrant labour». (Covane, 1996)[226].

Pour appréhender le rôle des migrations économiques dans les systèmes d'activités des familles de Leonzoane pendant la période coloniale, dans un premier temps (A) nous présentons les grandes caractéristiques et l'histoire du système agraire local. Cela pose le contexte des stratégies des ménages à Leonzoane et vient s'intégrer aux évolutions sociopolitiques régionales et nationales de la période coloniale portugaise (cf.chap. I, B).

Dans un second temps (B), nous présentons les principales stratégies et trajectoires des systèmes d'activités des ménages. Pour chacune d'elles, nous examinons quelles sont les fonctions jouées par la migration au sein des systèmes d'activités (en termes d'accès à la terre, de consommation ou d'investissement et de diversification), tout en les mettant en regard avec les profils de mobilités et les dimensions institutionnelles de la migration abordés dans le chapitre IV. Nous cherchons ainsi à voir si certains profils et pratiques migratoires répondent à des modes d'organisation et stratégies économiques particuliers, notamment en termes de diversification des activités. Après avoir passé en revue les différentes stratégies, nous faisons une analyse comparative sur des liens et interactions entre mobilités et la recomposition des systèmes d'activités pendant la période coloniale, tout en observant le poids de la migration dans les systèmes d'activités des ménages (C).

Les résultats présentés sont issus des entretiens et enquêtes auprès des 28 individus de plus de 60 ans, actifs pendant la période coloniale.

[226] « Il n'y a qu'une chose pire que le travail de migrant, c'est de ne pas en avoir » (traduction de l'auteur)

A - Contexte des stratégies des familles de Leonzoane : conditions agro-écologiques difficiles, histoire agraire et activités des familles

Les éléments de contexte des activités agricoles et non agricoles présentés ici servent de points de repères pour la compréhension des systèmes d'activités et des stratégies des ménages analysés ensuite (section B). Une partie de ces éléments descriptifs vaut autant pour la période coloniale que pour la période contemporaine (chapitre VIII). Après avoir dressé les grands traits du système agraire local (1), nous présentons les caractéristiques des systèmes de production des familles de Leonzoane en lien avec les éléments d'histoire agraire (2).

1) Des cultures tributaires d'une zone semi-aride soumise à de fortes variations climatiques

La monographie agricole de Massinga (Almeida, 1959) et du district d'Inhambane, aujourd'hui province (Lyne, 1964), sont les sources les plus précises sur les caractéristiques du contexte agro-écologique de Leonzaone. Le district de Massinga (cf. carte 9, chap. III), à l'instar de nombreux autres de la région sud, peut être divisé en deux grandes zones en fonction de la nature des sols et du climat. L'orographie de toute la zone est relativement plate ou légèrement ondulée - la zone littorale - n'excédant pas les 200 mètres d'altitude.

Almeida (1959) distingue d'une part la zone réduite de la façade côtière[227] de sols sablonneux et argilo sablonneux de différentes couleurs la plus fertile, et d'autre part la zone dite « de l'intérieur » (ou Urongas) avec des sols rouges, beaucoup plus vaste et moins favorable. La localité de Leonzoane se situe à cheval entre ces deux zones et comporte une gamme variée de sols faisant la transition entre la côte et l'intérieur (cf. annexe 18). La zone côtière du district est coupée de quelques cours d'eau[228], permettant parfois l'irrigation, et dont certains sèchent hors saison des pluies, du fait de la nature des sols mais surtout du manque de pluies à cette époque. La zone intérieure est caractérisée par une fertilité modérée à faible où la pratique de l'agriculture est totalement dépendante d'une pluviométrie irrégulière comme tout le sud du Mozambique.

---

[227] Système géologique quaternaire : lacustre calcaire et marin, dunes.

[228] Le cours principal est le « rio das pedras ».

Le climat[229] caractéristique de la région sud, résulte de systèmes anticycloniques et de dépressions, communs dans les latitudes intermédiaires, qui donnent lieu à un cycle de mousson en deux saisons principales : une saison sèche et froide (aout, septembre, octobre) et une saison des pluies (novembre à mars), chaude avec 70 % des pluies. Une troisième saison, dite de transition, peut être identifiée (avril - juin)[230]. La pluie s'étale généralement entre octobre et juin avec une moyenne annuelle de 1 000 mm environ. Cependant, les conditions climatiques posent des restrictions à l'agriculture non irriguée. En lien avec la nature du système de mousson, le schéma de précipitation de Massinga se caractérise par un fort degré d'irrégularité dans la quantité et la répartition des pluies. En plus de la variation saisonnière entre la saison sèche et la saison chaude, le climat comporte de fortes variations dans les schémas de pluviométrie d'une année sur l'autre, et même dans la distribution mensuelle des pluies au sein d'une même saison, où un manque de pluie sur un mois peut être suivi de pluies torrentielles[231]. Dans ce contexte agro-écologique peu favorable, la base de l'agriculture dominante à Leonzoane pendant l'époque coloniale et encore aujourd'hui, est constituée des principales cultures de subsistance menées en pluvial et que l'on retrouve dans toute la province selon un zonage est-ouest : maïs, mapira et manioc pour les céréales et tubercules, haricot, arachide en légumineuses et noix de coco et cajou pour les cultures pérennes (cf. annexe 19 : carte des principales cultures à Inhambane).

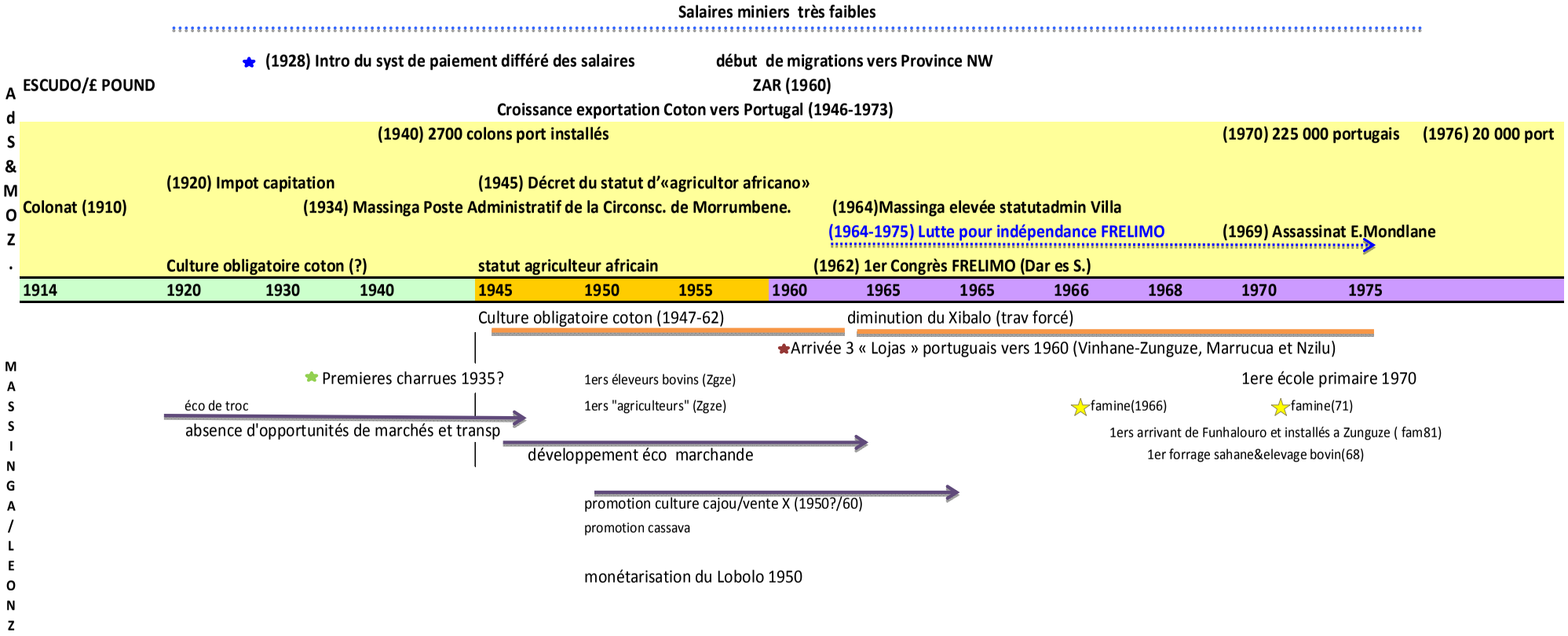
---

[229] Selon l'étude de Almeida (1959) basée sur les données de la station météorologique située au poste siège de Massinga, sur les précipitations annuelles entre 1934-1955. Selon lui il faut considérer la zone du littoral et celle des Urongas et le climat devient plus aride à mesure que l'on s'avance vers l'intérieur.

[230] A Massinga, le mois le plus chaud est février avec en moyenne 32° et le plus froid est juillet avec en moyenne de 11,8° (Almeida, 1959)

[231] Pour un détail des précipitations annuelles entre précipitation mensuelles moyenne jour pluie/mois. 1934-1955 voir l'étude d'Almeida, 1959.

Figure 58 : économie politique et histoire agraire à Massinga et Leonzoane (1920-1975)



Source: entretiens Leonzoane 2010 et synthèse bibliographique

2) Eléments d'histoire agraire et activités économique des familles de Leonzoane

Nous donnons ici quelques points de repère sur l'organisation de la société à Massinga et Leonzoane par rapport au système coutumier et à la mise en place de la législation de l'administration coloniale portugaise, dont les principaux éléments au niveau national ont été exposés dans le chapitre I. Cela fournit des informations sur les contraintes et alternatives locales et extérieures pour mieux comprendre les stratégies des familles (cf. B). La fresque ci-dessus (cf. figure 58) permet de visualiser les éléments les plus importants.

Pendant la période coloniale, la base de l'organisation paysanne de la localité de Leonzoane est basée sur une organisation sociale hiérarchisée patrilinéaire polygame et organisée en *regedorias* dirigées par un chef de terre (regulo et cabo). Les *regedorias* Massinga et Zunguza couvrent le territoire actuel de Leonzoane (cf. annexe 12 : carte regedorias). Cette organisation socio-culturelle très forte est présente dans de nombreux aspects de la vie socio-économique et répond à des formes de lignage précapitalistes et de tenure coutumière qui perdurent encore aujourd'hui.

A Leonzoane, pendant la colonie, l'accès à la terre se fait essentiellement (64%) par transmission - héritage de père en fils (cf. tableau 65) et par occupation ou demande au chef de terre de la sous zone (18%). Parmi nos entretiens, on trouve un seul cas d'achat de terre répondant aux rares cas de stratégies d'agriculture commerciale (cf. B). D'une famille à l'autre il existe des différences (de 1 à 15 ha) par rapport aux superficies possédées. Cela dépend du lignage et de la taille de la fratrie. En revanche, les superficies cultivées sont beaucoup plus homogènes et restent relativement proportionnelles au nombre de personnes actives de la famille et à la phase du cycle de vie. Ainsi l'essentiel des ménages interrogés ont débuté en cultivant une superficie de 1 à 2 ha (cf. tableau 70, B).

Tableau 65 : distribution des ménages selon le mode d'accès au foncier entre 1920-1975.

8.1.3.Comment avez vous eu accès à cette terre?

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Total	28	100,0	100,0	
	Héritée	18	64,3	64,3	64,3
	Occupée	5	17,9	17,9	82,1
	Héritée et occupée	3	10,7	10,7	96,4
	Occupée et achetée	1	3,6	3,6	85,7
	Autre	1	3,6	3,6	100,0

source: enquêtes 2009-2010

La plupart des familles réalise une agriculture de subsistance sur ces superficies.

Nous présentons ici les différentes activités agricoles et extra-agricoles combinées par les ménages. Nous commencerons par les activités agricoles de subsistance communes à toutes les machambas des familles, suivies des autres activités agricoles, commerciales ou non, pour terminer par les activités extra agricoles. Ces précisions sur les associations de cultures et pratiques agricoles permettent une meilleure compréhension des types de systèmes d'activités et stratégies qui suivent (cf. B).

a) Le système de production agricole

Système de cultures vivrières de subsistance standard: culture pluviale de maïs, haricot et arachide.

Les entretiens, les recensements agricoles de 1965 et 1973 et la littérature sur l'économie rurale coloniale dans la région sud montrent que les cultures de base du système de production agricole sont l'arachide, le maïs, le haricot rouge et parfois le manioc (cf. annexe 20).

Encadré 15 : contraintes pluviométriques et gestion de la main d'œuvre

Le point crucial du système de subsistance local et de la sécurité alimentaire des familles réside dans la contrainte du niveau de pluviométrie à deux moments essentiels du cycle de production du maïs : le semis et la floraison. D'un point de vue organisationnel, l'insuffisance de pluies régulières (il faut 1 ou 2 jours de pluie régulière pour un niveau d'humidité du sol suffisant au labour) exerce une très forte contrainte sur les superficies cultivées. Lorsque ces conditions sont réunies, il faut alors semer très rapidement ce qui provoque un pic local de travail. Pour optimiser le labour-semis, la plupart des familles ont recours à des pratiques d'entraide tel l'échange de main d'œuvre (nzima) ou le troc de main d'œuvre contre partie de la récolte (mafupe). Ainsi, selon la rareté plus ou moins marquée des pluies, les familles n'ayant pas accès à la traction animale et/ou à des réseaux familiaux ou sociaux d'entraide se retrouvent avec des superficies cultivées plus réduites. Cette contrainte primordiale semble une des premières à lever via l'expansion de la traction et des systèmes de travail collectifs pour diminuer l'insécurité alimentaire.

Le tableau 66 illustre les conditions agricoles défavorables de la région d'Inhambane avec des rendements inférieurs par rapport au reste de pays. La production qui excède les besoins alimentaires est vendue aux « cantinas » des commerçants de la circonscription de Massinga. On compte environ 25 cantinas en 1959. A Leonzoane les entretiens indiquent que les 3 premiers commerçants portugais se sont installés vers 1960. Le prix moyen payé aux paysans par les commerçants était très faible comparé aux prix des marchés locaux[232].

Tableau 66: production moyenne par hectare des principales cultures à Inhambane

Produits	Moyenne nationale t/ha	Inhambane t/ha
Coton	0,30 (300 kg)	0,11 (110 kg)
Arachide	0,22	0,11
Riz	0,91	0,43
Haricot régional (feijao nhemba)	0,35	0,10
Manioc	5,68	2,77
Maxoeira	0,29	0,01
Mais	0,42	0,13

Source : First et al. , 1998.

[232] (Almeida 1959, p74) donne les références suivantes pour quelques produits en escudos/kg entre 1951-1956. Arachide décortiqué : 2$63, noix de cajou : 1$43, maïs : 1$15, haricot nhemba : 1$22

Système de culture de fruits d'arbres natifs et importés

En plus de ce système de culture de subsistance, certaines familles, souvent bénéficiant de superficies plus importantes, mettent en place des vergers à partir de variétés locales (coco, maforreira, banane) mais aussi de variétés importées comme les oranges, ou la noix de cajou introduite dans les années 1960 suite aux politiques de promotion de l'Etat portugais (cf. figure 58). Source potentielle de revenu, l'introduction de cultures permanentes agit comme une manière de renforcer le statut de propriété privée de la terre encore en phase de formation.

b) Les autres activités agricoles

Les trajectoires professionnelles des ménages, complétées par la littérature, permettent d'identifier les autres activités agricoles suivantes.

L'élevage bovin pour la vente et/ou le labour avec traction

Les entretiens sur l'histoire locale indiquent que l'apparition des premiers éleveurs à Leonzoane date du début des années 1950 après l'introduction du statut « d'agriculteur africain » mis en place par l'administration portugaise en 1944 (Van den Berg, 1987) (cf. figure 58). A cette période, les seules familles qui possèdent des bovins sont les paysans en mesure de produire au moins 25 sacs de maïs pour le marché ou qui cultivent un hectare de coton et un autre hectare de cultures vivrières de subsistance. Ainsi, ils peuvent accéder au statut de « agricultores » et sont exemptés de la culture forcée du coton (Das Neves, 1998). Nous le verrons, à Leonzoane pendant la période coloniale cette activité ne concerne que très peu de familles (cf. B)

L'échange de travail agricole : il prend de nombreuses formes avec différentes modalités entre groupes familial ou hors famille. Les plus communs sont le nzima et mafupe Cette diversité de gestion de la main d'œuvre répond aux contraintes de pluie. (cf. encadré 15 et lexique).

Le travail salarié agricole : pendant la période coloniale, les travailleurs salariés agricoles sont très peu nombreux consécutivement au faible nombre de paysans « agriculteurs » et à l'absence de latifundios proches de la zone.

c) Les activités extra agricoles

Le travail salarié pour l'Etat ou l'Eglise. Les secteurs de l'administration (éducation, santé) et de l'église (pasteur etc.) offraient aussi quelques opportunités d'emplois locaux accessibles aux quelques familles alphabétisées.

Le travail salarié dans le secteur privé (services, industrie) au sein de familles ou d'entreprises portugaises (domestique, gardien etc.). Selon (Castel-Branco, 2002), de nombreux entrepreneurs mozambicains qui ont émergé vers la fin de la période coloniale et après l'indépendance ont initié leur processus d'accumulation. Au sud du Mozambique, en particulier dans les services ferroviaires et de transport, la construction, le secteur des métaux lourds et autres industries qui ont employé des travailleurs qualifiés ou semi qualifiés, la plupart des travailleurs étaient en général des travailleurs migrants ayant acquis des compétences et une expériences industrielle en travaillant dans les mines à un certain moment de leur vie active (cf. point suivant 3).

L'auto emploi. Nous avons aussi identifié de nombreux « petits emplois » comme la collecte et vente de charbon, l'extraction et vente de pierres, ou encore l'artisanat du bois.

3) Les activités liées à la politique coloniale : culture du coton, travaux forcés et contrats miniers

Les grands évènements de l'économie politique nationale, essentiellement le régime de l'indigenato et les accords miniers (cf. chap. I) n'ont pas concerné l'ensemble du pays de la même manière et ont été mis en place avec des délais à Massinga. Cela est en partie lié à la faible présence portugaise locale avec une population de presque 50 000 « indigènes » et 500 colons à Massinga selon le recensement de 1955. Quant aux colons agriculteurs, la même année, ils se trouvent au nombre de 10 sur une surface d'environ 7000 hectares dont à peine 12% est mise en valeur (Almeida, 1959). Ils se dédient avant tout aux cultures pérennes (noix de coco et de cajou) et un seul pratique l'élevage bovin à grande échelle (Almeida, 1959). Les éléments suivants liés à la mise en œuvre de la politique coloniale vont fortement influencer les stratégies des familles à Leonzoane.

Travail forcé sous l'indigenato: Xibalo

Toutes les personnes aptes désignées comme 'natifs' étaient soumises au régime du travail forcé instauré par le Portugal dans ses colonies (indigenato), sauf s'ils exerçaient une

profession ou fonction reconnue (policier, autorités coutumières…), s'ils cultivaient des champs d'une taille fixée par statut, s'ils produisaient des cultures d'exportation en quantités spécifiées, ou enfin s'ils effectuaient un travail salarié pour une période minimum, fixée à 6 mois par an (Newitt, 1995). Les femmes étaient d'emblée présumées avoir un rôle productif dans l'agriculture ou dans l'économie domestique. Les hommes de plus de 60 ans et moins de 14 ans étaient exemptés. Sous l'indigenato, il y avait deux formes de travail forcé, « l'impressment », connu comme Xibalo (dockers et éboueurs) et la culture forcée notamment coton (O'Laughlin, 2001).

La culture obligatoire du coton (1947-1962) : « Xicurumela »

Dans les années 1940, la législation du travail forcé a été étendue aux cultures obligatoires, obligeant les paysans, hommes et femmes, à remplir leurs obligations de travail en cultivant, généralement sur leurs propres terres, du coton ou du riz à des fins de vente obligatoire à un concessionnaire (O'laughlin, 2001). La culture obligatoire du coton[233] (dite Xicurumela) est établie à Leonzoane vers 1950 et prend fin vers 1962 (cf. figure 58). Comme ailleurs, elle est réalisée en régime de concession à travers « Algodeira do Sul do Save Lda » qui a deux agents à Massinga chargés de coordonner les activités. Elle consiste au travail forcé de 1 hectare par famille, rémunéré 5 escudos/kg et un impôt de 100 escudos par an[234]. Les cultures se font au sein de chaque circulo dans lequel le regulo désigne un lieu de production collective (communications personnelles, 2009). L'Etat colonial a par ailleurs fait la promotion extensive de la noix de cajou et du manioc dans les zones de production de coton dans les années 1950. Les deux étaient considérées comme complémentaires à la culture du coton en termes de demande de travail saisonnière. Il est important de souligner la concurrence en termes de main d'œuvre, existant entre les cultures vivrières (cf. a) et la culture du coton. En tant que culture pluviale, à forte demande en désherbage, la culture du coton était particulièrement coûteuse, et concurrençait les cultures vivrières pour le défrichage, le désherbage et la récolte. Cela se reflète en partie dans les faibles rendements enregistrés dans de nombreuses zones (O'Laughlin, 2001).

---

[233] Selon une étude technique de la « Junta de exportação do Algodão » de 1947 la culture du coton est très propice et doit être intensifiée dans la partie des Urongas, ou se trouve en partie Leonzoane.

[234] Sur la production et prix/tonne à Massinga (1943-1955) voir (Almeida 1959 : p 76)

Selon les entretiens, il n'y a pas eu de processus d'expropriation ou de déplacement des familles par les concessions de coton ni par les colons fermiers portugais. Les fermiers colons comptaient plus largement sur le Xibalo que ne le faisaient les plantations, mais employaient aussi des travailleurs volontaires pour du travail permanent qualifié et pour du travail occasionnel non qualifié. Cependant ils se sentaient désavantagés dans la concurrence pour la main d'œuvre face aux capitaux plus importants des plantations et du secteur minier (voir ci dessous). Ils se tournaient ainsi vers l'administration locale pour le recrutement de travailleurs saisonniers aux moments de pics de demande de travail. Tant les administrateurs que les regulos recevaient des « pots de vin » pour remplir les requêtes de main d'œuvre, sans respecter les règlementations qui limitaient, par exemple, le nombre de mois de travail forcé exigé auprès d'un homme pendant l'année. Les femmes et les enfants fournissaient une grande partie de ce travail saisonnier pour les fermiers du fait que les hommes étaient souvent dans les mines.

Les contrats dans les mines en Afrique du Sud

A Leonzoane comme dans toute la région sud, le travail salarié volontaire dans les mines sud-africaines, ou la migration vers la ville, étaient des alternatives au travail forcé (sous sa forme première ou de la culture du coton). Ainsi, les accords avec le secteur minier en Afrique du sud et le système migratoire de la période coloniale se traduisent par le poids conséquent des migrations formelles vers les mines. Au sein de notre groupe, 80% des individus étaient employés dans le secteur minier pour leur premier emploi et 90% avaient un contrat formel (cf. tableau 67 et tableau 68).

Tableau 67 : secteur d'emploi au cours de la première période professionnelle (+60 ans)

2.15._5.2.Quelle était l'activité ppale de la personne durant cette période

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	1secteur minier	21	80,8	80,8	80,8
	3secteur services	3	11,5	11,5	92,3
	4secteur agricole	1	3,8	3,8	96,2
	5secteur construction	1	3,8	3,8	100,0
	Total	26	100,0	100,0	

Source : enquêtes 2009-2010

Tableau 68 : nature formelle ou non de l'emploi principal au cours de la première période professionnelle par groupe d'âge

Forme contractuelle ou non de l'activité au cours de la 1e période professionnelle

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	0sans objet	1	3,8	3,8	3,8
	1avec contrat / secteur formel	23	88,5	88,5	92,3
	2sans contrat / secteur informel	2	7,7	7,7	100,0
	Total	26	100,0	100,0	

Source : enquêtes 2009-2010

Ces observations à Leonzoane sont représentatives du district de Massinga (cf. tableau 69) et de la province d'Inhambane. En effet, bien que les recrutements au sein des trois Provinces du sud définies comme réserve de main d'œuvre n'aient pas été uniformes, Inhambane à été le principal pourvoyeur dans les années 1940 et 1950 avec 28% de la population active masculine recrutée par WENELA entre 1940-1949, et 23% entre 1950-1959. Par la suite, le nombre de recrutements a diminué en importance relative au début des années 1960[235]. L'abolition du travail forcé (Xibalo) au début des années 1960[236], combinée avec le début de la lutte armée pour l'indépendance du Mozambique par le FRELIMO et les critiques internationales croissantes contre le colonialisme portugais, aident à expliquer la diminution relative des migrations de travail à ce moment (First, 1998). Nous l'avons vu (cf. chap. I), le système de paiement différé obligatoire fait que l'essentiel des revenus miniers étainet transférés aux familles à leur retour à leur localité d'origine. Mais le faible niveau de revenus, soumis aux taxes de l'Etat mozambicain doublé du taux de change désavantageux pour les familles, expliquent pour partie le faible niveau de revenus final.

[235] Ces observations se réfèrent aux travailleurs officiels et occultent la part des migrants clandestins.

[236] Le Xìbàlu a été officiellement aboli en 1961 quand le Portugal a rejoint l'OIT, mais en pratique le travail forcé a continué au Mozambique jusqu'à l'indépendance en 1975 (Norman W.O., 2004)

Tableau 69 : pourcentage de sortie de travailleurs vers l'Afrique du Sud recrutés par Wenela District de Massinga 1960-1975

Années	Population active masculine	Mouvement migratoire	% de migrants
1960	23 602	4 846	20
1961	21 473	4 390	18
1962	25 344	4 170	16
1963	26 215	4 516	17
1964	27 086	5 431	20
1965	27 957	4 595	16
1966	28 828	5 225	18
1967	29 699	4 320	14
1968	30 570	4 184	14
1969	31 441	4 057	13
1970	32 311	5 656	17
1971	33 618	4 308	13
1972	34 925	4 878	14
1973	36 232	3 795	10
1974	37 539	4 226	11
1975	38 846	4 178	11

Source: Month Progressive Comparative Statement of output, Wenela.

A partir de l'ensemble des éléments du contexte local et de la fresque (cf.figure 58) présentés ici, on distingue deux sous-phases pendant la colonie :

- de 1940 à 1960 : période d'application de la culture obligatoire du coton à Massinga et du Xibalo avec des effets importants sur l'allocation de la main d'œuvre familiale et les systèmes d'activités. Pour cette période nous disposons de 6 entretiens, correspondant au début de vie active des plus anciens (nés entre 1926 et 1930).

- de 1960 à 1975 : Après 1960, l'abolition de la culture forcée du coton atténue en partie le phénomène de fuite des hommes et ouvre de nouvelles possibilités de stratégies locales, observables dans les trajectoires après 1960.

Au regard du contexte agraire, des caractéristiques des systèmes de production de Leonzoane et du marché du travail pendant la colonie, les paragraphes suivants présentent les principales stratégies mises en œuvre par les ménages et analysent les différentes fonctions jouées par la migration au sein de chacune d'elles, en les mettant en regard avec l'institution migration et les profils de mobilités présentés dans le chapitre IV.

B - Stratégies des ménages et rôle de la migration pendant la colonie

Nous décrivons ici les principales stratégies des ménages et les rôles de la migration au sein de ces stratégies (consommation, investissement, accès à la terre etc.) et notamment leur rôle (ou non) en termes de diversification des activités.

L'analyse des trajectoires familiales, professionnelles et des actifs des 28 ménages qui ont travaillé entre 1920 et 1975, permet d'observer les principales stratégies et systèmes d'activités de la période. Ainsi, on distingue 4 types de trajectoires de systèmes d'activités, identifiés à partir des variables discriminantes suivantes (cf. tableau 70): superficies, nombre de bovins, commercialisation de la production, capital social, type d'emploi ; et complétées par l'ensemble des informations de nos enquêtes (âge, type d'accès au foncier et vergers etc.). Puis, pour chaque stratégie identifiée, la mise en regard des profils de mobilité des ménages (cf. chap. IV) et des décisions associées à la migration permet d'observer ses différentes fonctions: consommation et investissement non productif (installation habitat, citerne etc.), diversification agricole ou non agricole de leurs activités.

Le tableau 70 résume les 4 stratégies de la période coloniale. Par exemple, 7% des ménages ont une stratégie de type « agriculteur africain » (type 2) caractérisée par des superficies importantes autour de 7 hectares cultivés sur 15 hectares, et possèdent 2 à 4 têtes de bovin. Leur production agricole, en plus de servir à la consommation de la famille, est majoritairement commercialisée. Tous ont recours à un réseau et ont accès à un emploi stable, et leur stratégie se traduit par une activité agricole commerciale complétée par une activité non agricole indépendante. Ces ménages ont tous le même profil de mobilité pendant la première phase de vie active (SM1colo «mobilités circulaires internationales fréquentes et régulières ») et les ressources issues de la migration sont utilisées pour la consommation, les investissements non productifs (frais de représentation, dot, installation habitat) et la diversification agricole (achat de bovin et emploi de main d'œuvre).

Tableau 70 : distribution des ménages par stratégie et rôle de la migration (1920-1975)

N= 28 ménages actifs entre 1920 et 1975	Phase du cycle de vie (var âge)	Accès foncier/ verger	Sup cult/ sup totale	Bovin	Commerc° production (non, ponct, oui)	Accès K social	Type emploi (stable-instable)	Portefeuille activités	Type de diversifica-tion	Rôle migration SM
Stratégie duale «paysan mineur » Type 4 (32%)	**2e** (66%) **ou 1ere**	**héritée** (78%) **parfois avec verger**	**2ha /3-6ha**	**0-1**	**non**	**non**	**stable**	**agriculture subsistance-mine**	**aucune** (consolidation agri sub)	**SM1 (89%) dot, conso habitat, petit investi agric**
Stratégie paysan mineur & réorientation locale Type3 (36 %)	**2e** (100%)	**héritée** (50%) **ou occupée avec ou sans verger**	**1 à 3 / 3-5ha**	**0 (prêt fam)**	**ponctuelle** (30%)	**local (église)**	**instable**	**agri subsistance-salarié fixe PUIS agric +/-activ indépendante extra agri**	**div extra agri** (60%)	**SM1 70%** (SM2) dot, conso, habitat, imprévus, petit investissement productif agri transferts savoir faire
Stratégie « agriculteur africain » Type2 (7%)	**2e** (100%)	**héritée (50%) ou acquis verger**	**7 ha/ 10 à 15 ha**	**2 à 4**	**oui > 50%**	**local et/ou extérieur**	**stable**	**agri commerciale + acti indep non agri**	**diversification agricole (100%)**	**SM1 (100%) dot, conso, habitat, inv prod agri**
Stratégie agriculture subsistance & act extra agri locale Type 1 (25%)	**2e** (71%)	**héritée** (57%) avec père puis héritée tard **sans verger**	**0 à 3 ha/ 2-3 ha**	**0**	**non**	**non**	**instable**	**agric subsistance + travail forcé ou mine PUIS agric subsistance & acti extra agric locale**	**aucune**	**SM3 (86%)** SM2 **conso, aucun**

Source : enquêtes terrain 2009-2010

Les paragraphes qui suivent (1 à 4) présentent chacune de ces 4 stratégies et les rôles des mobilités qui leur sont associés selon l'ordre du tableau 70 ci-dessus. Le tableau 71 détaille les différents usages et rôles de la migration dans les stratégies des ménages, qui sont tour à tour représentés par des histogrammes dans les points qui suivent. Par ailleurs, une revue rapide de la littérature de la région montrera que nos résultats confirment et affinent les résultats et tendances qualitatives de ces recherches.

Tableau 71 : usage de la migration selon le type de stratégie (hors consommation et paiement d'impôts)

			Type de stratégie période coloniale				
			Type 1 Agriculteur +/- activité locale	Type 2 Agriculteur Africain	Type 3 Paysan mineur& reorientation	Type 4 Paysan mineur	Total[a]
Usage Mig / Mariage & Accès à la terre	1oui	Effectif	3	2	9	9	23
		% ligne	13,0%	8,7%	39,1%	39,1%	100,0%
		% colonne	60,0%	100,0%	90,0%	100,0%	88,5%
	2non	Effectif	2	0	1	0	3
		% ligne	66,7%	0,0%	33,3%	0,0%	100,0%
		% colonne	40,0%	0,0%	10,0%	0,0%	11,5%
Usage Mig / Habitat	1oui	Effectif	3	2	7	9	21
		% ligne	14,3%	9,5%	33,3%	42,9%	100,0%
		% colonne	60,0%	100,0%	70,0%	100,0%	80,8%
	2non	Effectif	2	0	3	0	5
		% ligne	40,0%	0,0%	60,0%	0,0%	100,0%
		% colonne	40,0%	0,0%	30,0%	0,0%	19,2%
Usage Mig/ syst de subsistance (mdo ou traction)	oui	Effectif	1	0	6	5	12
		% ligne	8,3%	0,0%	50,0%	41,7%	100,0%
		% colonne	20,0%	0,0%	60,0%	55,6%	46,2%
	non	Effectif	4	2	4	4	14
		% ligne	28,6%	14,3%	28,6%	28,6%	100,0%
		% colonne	80,0%	100,0%	40,0%	44,4%	53,8%
Usage Mig/ agric&Elevage ccial	1oui	Effectif	0	2	0	0	2
		% ligne	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%
		% colonne	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	7,7%
	2non	Effectif	5	0	10	9	24
		% ligne	20,8%	0,0%	41,7%	37,5%	100,0%
		% colonne	100,0%	0,0%	100,0%	100,0%	92,3%
Usage Mig/ transfert de savoir faire	1oui	Effectif	0	0	3	0	3
		% ligne	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	100,0%
		% colonne	0,0%	0,0%	30,0%	0,0%	11,5%
	2non	Effectif	5	2	7	9	23
		% ligne	21,7%	8,7%	30,4%	39,1%	100,0%
		% colonne	100,0%	100,0%	70,0%	100,0%	88,5%
	Total	Effectif	5	2	10	9	26
		% ligne	19,2%	7,7%	38,5%	34,6%	100,0%
		% colonne	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source: enquêtes 2009-2010

a. Total 26+2 ménages de non migrants = 28 ménages

1) Système dual du « paysan mineur » (32%, type 4)

Cette stratégie très répandue au sein de la société rurale coloniale concernait un tiers des familles. Elle se caractérise par un système d'activité dual très stable. Il combine d'une part une activité agricole de subsistance (cf. A), parfois consolidée par l'achat d'une tête de bovin ou le recours à de la main d'œuvre pour assurer la production et la sécurité alimentaire de la famille. Cette activité est menée par la femme et parfois combinée à la culture obligatoire du coton avant 1964. D'autre part, en parallèle, l'époux mène une activité salariée stable, essentiellement dans le secteur minier sud-africain (92%).

Leur stratégie est ainsi fondée sur l'accès à un emploi fixe dans une compagnie minière ou encore à une autre opportunité d'emploi ou activité indépendante régulière (par ex. ouvrier maçon). Le choix est avant tout de préserver les revenus réguliers de l'activité extra agricole, en attribuant à l'agriculture la seule fonction de sécurité alimentaire du ménage (cf. figure 59, Andre Uanela).

Pour 78% de ces familles, l'accès à la terre se fait par héritage, avec ou sans verger, parfois par occupation, avec des superficies cultivées (entre 1 et 3ha) inférieures à celles possédées (de 5ha en moyenne). L'activité agricole est assurée de façon quasi exclusive par la femme, souvent appuyée par un système d'entraide familial où les facteurs de production sont mis en commun avec les parents et/ou les frères (prêt de terre, de bœuf-charrue, main d'œuvre) et parfois de la main d'œuvre contractée. Cela leur permet de dégager un petit surplus en année normale. Celui-ci est avant tout stocké pour les périodes de soudure ou parfois utilisé en échange de main d'œuvre pour assurer la reproduction du système de subsistance. Les productions de maïs ou autres denrées ne sont donc pas commercialisées, sauf en cas de besoin imprévu. Ces ménages possèdent parfois une tête de bovin ou ont recours à la location et l'entraide pour le labour semis. En dehors de l'élevage bovin, tous ont un petit élevage (cabris, volailles) pour la consommation.

On observe ainsi une très grande complémentarité et un cloisonnement entre la sphère agricole non monétaire (gérée par les femmes avec une participation masculine ponctuelle, lors de retours) qui assure la base de l'alimentation familiale, et la sphère extra agricole monétaire assurée par les hommes, dédiée à la consommation courante (produits manufacturés et présents), à l'investissement non productif (habitat, santé) et à la consolidation ponctuelle du système agricole de subsistance (emploi de main d'œuvre

agricole). En termes de condition de vie, tous ont un habitat en tôle et un réservoir cimenté pour stocker l'eau de pluie, et une consommation régulière de produits de base (huile, pétrole, sucre etc.). Selon leur niveau d'actifs et leurs revenus[237], on peut estimer qu'en termes de conditions de vies ces ménages se situent entre les plus pauvres et les plus aisés des familles de Leonzoane à cette période.

Figure 59 : trajectoire de système d'activité type 4 «paysan mineur» (A. Uanela, 67 ans)

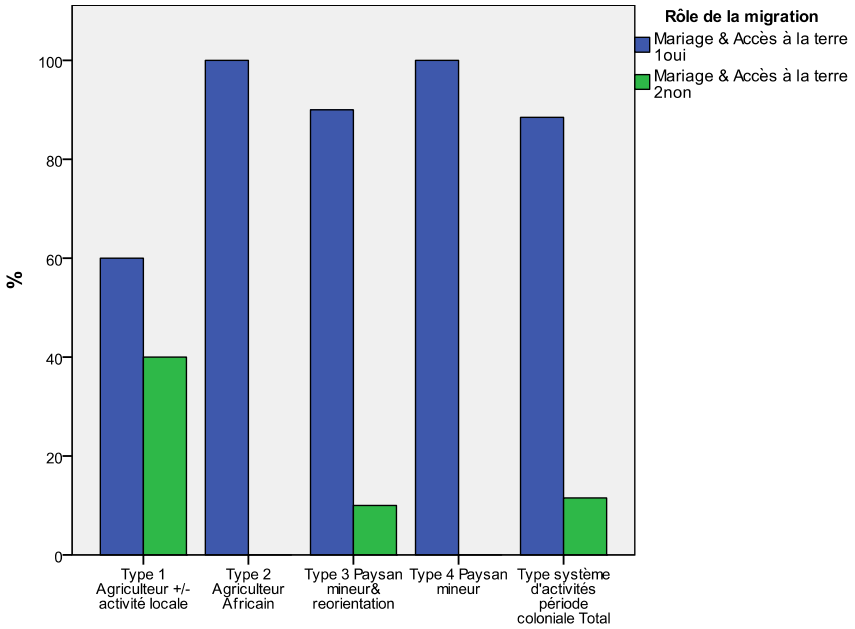
Type 4 "paysan mineur" (fam 38)	1ère phase Cycle vie											2ème phase	
	1963	1964	1965	1966	1967	###	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975/INDEP
Evènement familiaux								Mariage			1enfant		
Système de Mobilité : SM1	1 Mig		5 Migrations internationales										
	retour 6 mois		retour 6 mois tous les 1,5 an en fin de contrat										
Portefeuille d'activités			LUI: Mine					LUI: mine ELLE: agriculture subsistance					
Agriculture	cultive avec le père							4Ha/ 5 Ha, héritée , verger					
Elevage			x					volaille, cabris					
REVENUS MIGRATION	4 £ (3cents/jr)		4,5 cents/jour					1 RD/jour					
REVENU LOCAL AGRICOLE	0							"0 " (vente ponctuelle)					
REVENUS LOC NON AGRIC	0							0					
Usage REV LOCAUX à Leonzoane	x							conso courante					
Usage REV MIG à Leonzoane	appui à la famille, consommation, dot							conso courante, installation (maison bois, citerne à eau), cabris					
Part REV MIG ENVOYES-DEPENSES à Leonzoane	90%(paiement différé obligatoire)												
Part R MIG/ R TOTAL	100%							100%					

André Uanela est parti travailler en Afrique du Sud à 18 ans en 1963, puis il a changé d'emploi en 1965 et est resté employé salarié dans la même compagnie minière jusqu'à l'indépendance, avec laquelle il avait des contrats d'1an et demi intercalés de retours de 6 mois à Leonzoane. Jusqu'en 1969, il cultive la terre avec ses parents à qui il remet ses revenus, essentiellement épargnés pour constituer la dot de son mariage mais également utilisés pour compléter la consommation de la famille et faire des cérémonies de représentation avec des produits manufacturés. Après son mariage en 1970, son père lui transmet 5 hectares que sa femme cultive en partie pour l'alimentation de la famille. Les revenus de la mine vont lui permettre de construire une maison en bois et une citerne à eau, d'acheter de l'alimentation en cas de famine et de compléter le système de subsistance avec l'achat de cabris.

[237] 4 à 6 £/mois entre 1957 et 1964 selon nos entretiens

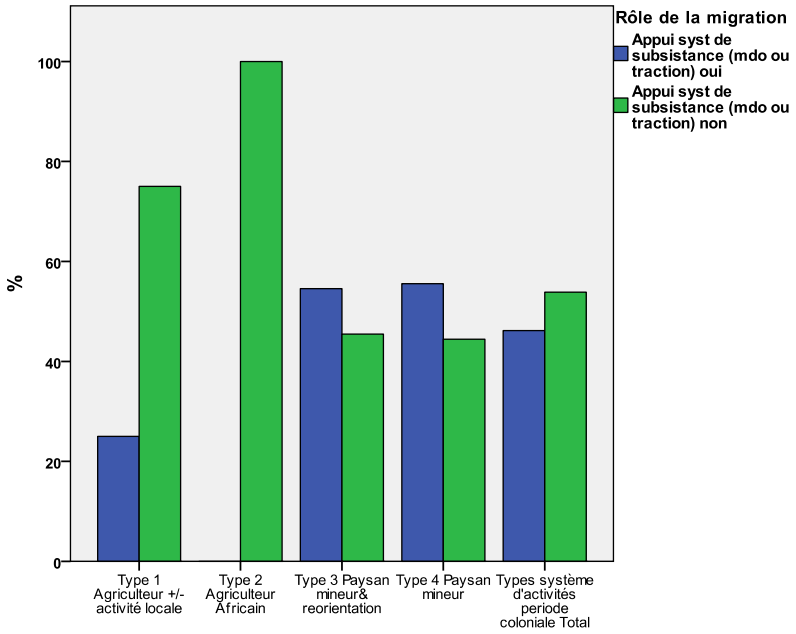
Ce système d'activité, reflète le caractère généralisé du système de migrations circulaires coloniales (cf. chap. IV). En effet, 89% des ménages suivant cette stratégie répondent au 1er profil de mobilité (SM1colonie) caractérisé par des « mobilités circulaires internationales fréquentes et régulières » (cf. C, figure 70). Ce profil de mobilité donne lieu d'un coté à un fort détachement du contrôle direct des hommes des activités agricoles, et d'un autre, leur retour régulier obligatoire de quelques mois, leur permet toujours de s'y engager ponctuellement et d'en contrôler les principales décisions. Le système d'activité dual est ainsi fondé sur ce profil de mobilité, associé à une très forte division du travail homme-femme et quasiment sans interactions entre les activités agricoles et celles de la migration (pas de recomposition-diversification du système d'activité). Ainsi, en tant qu'unique source de revenu monétaire, le rôle de la migration dans les stratégies de ces familles, est dans un premier temps le paiement de la dot pour l'accès au mariage et à la terre (100%) et dans un second temps, elle sert à l'investissement non productif répondant aux besoins d'installation de la famille et à la consommation de biens plus ou moins durables[238] (cf. figure 60 et tableau 61). Enfin, les revenus de la migration peuvent ponctuellement servir à l'investissement productif sous forme de main d'œuvre agricole ou d'acquisition de la traction animale, mais uniquement pour renforcer le système agricole de subsistance de la famille. En lien avec ces pratiques et décisions, ces familles ont des règles communes associées à la migration et sont totalement intégrées au fonctionnement de l'institution migration (cf. chap. IV). En effet, elles effectuent toutes les différentes cérémonies (départ, retours) qui permettent le contrôle des bénéfices de la migration par les autorités traditionnelles (cf. chap. IV) et ont un fonctionnement collectif familial fort, guidé par les décisions du père. Nous verrons que cette stratégie duale très courante avant l'indépendance, perdure encore avec les mêmes logiques pour un nombre de familles aujourd'hui minoritaires, et fonctionnant sur un principe de rente migratoire (cf. «système dual renouvelé », chap.VIII).

[238] Les principaux produits mentionnés dans les entretiens sont des denrées alimentaires (sucre, huile, pétrole et céréales les années de famine), des vêtements et des biens d'équipement de la maison (couvertures, couvre lit, meubles).



Source: tableau "Usage des revenus de la migration selon le type de Stratégie"

Figure 60 : usage des revenus de la migration pour le mariage et l'accès à la terre selon le type de stratégie, période coloniale



source: enquêtes 2009-2010

Figure 61 : usage des revenus de la migration pour la consolidation du système de subsistance selon le type de stratégie, période coloniale

Les stratégies de ces ménages se caractérisent par la combinaison stable et permanente de deux activités « agriculture de subsistance & activité salariée » tout au long de leur vie active et la migration ne joue aucun rôle de diversification (cf. figure.65). La viabilité de ces systèmes repose sur la stabilité de la combinaison des facteurs de production, soutendus par le compromis institutionnel et le type de migration. La migration permet la reproduction de ce système où l'agriculture et l'activité migratoire sont en parfaite complémentarité. L'agriculture assure la base de l'alimentation qui permet la reproduction de la force de travail pour la migration qui à son tour fournit les bases de la reproduction sociale et du système agricole.

2) Système « paysan-mineur suivi d'une réorientation locale » (36%, type 3)

Un second profil se caractérise par un début de trajectoire sur le modèle du paysan-mineur, suivi d'une réorientation locale autour de l'agriculture de subsistance et d'une activité souvent irrégulière, indépendante ou salariée, parfois menée en parallèle d'une formation. Ce groupe présente des systèmes d'activités instables et diversifiés (cf. figure 65).

Ce sont des ménages dont la trajectoire initiée par un système de type paysan-mineur a été interrompue par un évènement, souvent un décès ou une maladie (60%)[239], entraînant un retour nécessaire pour gérer les terres et les biens familiaux (cf. figure 62, Julai Fiosse). Les stratégies de ce groupe se distinguent ainsi par un arrêt soudain du travail salarié pour rester à Leonzoane. Le retour est souvent suivi d'une option de formation et/ou l'engagement dans une communauté religieuse (40%) grâce à un éventuel réseau social local, leur permettant d'échapper au travail forcé : « j'ai réussi à entrer à l'école biblique, c'était plus facile comme ça »[240]. Par ailleurs, une activité souvent indépendante hors exploitation et irrégulière (charpentier, maçon, artisan etc.), complète parfois le système agricole (60% d'entre eux)[241]. Dans un seul cas, il y a une seconde activité de salarié fonctionnaire comme instituteur local.

---

[239] Ou engagés par des Compagnies sur des tâches plus ou moins pérennes, dont le contrat n'est pas renouvelé.

[240] "Chegei entrar na escola biblica, ajudome asim era mas facil ".

[241] Surtout après 1964 et la fin du Xibalo, laissant plus de possibilités et stratégies plus diversifiées

Leur système de production agricole est à peu près le même que celui du système du paysan-mineur, mais ils n'ont ni verger ni bovins. L'accès à la terre se fait par héritage ou par occupation (50%). Les superficies cultivées sont réduites de 1 à 3 hectares sur un total de 3 à 5 hectares, en fonction du nombre d'enfants et personnes à charge. Dans la 2ème phase de vie active, la stratégie de ces ménages est ainsi essentiellement basée sur la reproduction du système d'agriculture de subsistance où est engagée la femme à part entière et l'homme de façon irrégulière, ce qui permet de dégager un petit surplus agricole stocké et utilisé en période de soudure, et éventuellement commercialisé ponctuellement. Le système d'élevage se limite à un petit élevage pour la consommation familiale (volaille, cabris) [242], sans investissement de traction animale (parfois des ânes pour le transport). Selon les entretiens, les niveaux de revenus et d'accumulation (biens de consommation durables) sont faibles, notamment du fait des dépenses imprévues liées à leur retour (funérailles, maladie). On estime qu'ils ont des niveaux de vie intermédiaires, un peu moins bons que le premier groupe.

[242] Dans un seul cas (famille 20, resté suite a une opportunité) il y a une diversification dans un petit élevage de porc pour la vente ponctuelle.

Figure 62: trajectoire type3 « paysan mineur&réorientation locale» avec choc (J. Fiosse, 72 ans)

Type 3 mineur&réorienta° loc fam 30	1ère phase Cycle vie								2e phase cycle vie					
	1955	1956	1957	1958	1959	…	1963	1964	1965…	…	1974	1975/INDEP		
Evènements familiaux	maison père		Mariage 1	1enfant	2enfants		décés femme	VEUF				Mariage 2		
Système de mobilité (SM1)	1 Migration Internat		3 Migrations internationales					X				X		
			retour de 6 mois entre deux contrats					X				X		
Portefeuille d'activités	LUI: mine charbon		(1)LUI: ouvrier mine (2) ELLE: agr subs+ coton					(3) LUI: agric subs+travail du bois+ formation Eglise(K social)				(3) LUI: agric subs+travail du bois+ Eglise ELLE (2): agric subsistance&petit élevage+ vente Prod° fruits		
Agriculture	cultive avec père		3 ha/3ha terres occuppées/ sans verger					3/3ha auto suff année normale						
Elevage	x		6 ânes					4-5 ânes						
REVENUS MIGRATION	1,6 cents/jour		3,6 cents/jour					0						
REVENU LOCAL AGRICOLE	0		5 escudos*280kg coton =1400 escudos (estima°)					vente ponctuelle						
REVENUS LOC NON AGRIC	0		0					?						
Usage REV LOCAUX à Leonzoane	x		impôts, consommation					conso						
Usage REV MIG à Leonzoane	Dot (1200 escudos)		consommation courante, achat ânes					X						
Part REV MIG ENVOYES-DEPENSES à Leonzoane			90%					X						
Part R MIG/ R TOTAL			>75%					X						

Julai Fiosse débute sa vie active en 1955 comme salarié dans une mine de charbon en Afrique du Sud alors qu'il réside encore chez son père. A son retour à la fin de son 1er contrat, en plus de ramener des biens de consommation, ses revenus lui servent à se marier et il décide d'ouvrir un champ avec sa femme sur des terres voisines qu'ils occupent. Après une période de 6 mois il repart travailler dans une autre compagnie minière avec laquelle il réalise 3 contrats successifs et migrations, revenant régulièrement en fin de contrat aider sa femme en charge de l'activité agricole (2 ha) et de la culture forcée du coton (1 ha). Durant ces années ses revenus servent à la consommation et il achète plusieurs ânes pour le transport de la production. En 1963, le décès de son épouse l'oblige à revenir à Leonzoane où il reprend le travail de paysan pour nourrir ses enfants et il est accueilli au sein d'une église pour être formé au métier de pasteur. Cela lui fournit un appoint alimentaire et le dispense de cultiver le coton. En parallèle, afin d'obtenir un minimum de revenus monétaire, nécessaire à l'acquisition de biens, il exerce une petite activité irrégulière de vente d'artisanat du bois. Il se remarie en 1975 et poursuit ses activités alors que sa nouvelle épouse développe en plus une activité de petit élevage pour la consommation et vend une partie de la production de fruits.

70% de ces ménages ont un profil de mobilité de type (SM1colo), reflétant un début de vie active sur le modèle du paysan-mineur pendant la première phase de vie active ; les autres ont un profil moins mobile de type «mobilités nationales et internationales alternées et multi sites » (SM2colo) (cf. figure 70). L'accumulation des revenus de la migration est limitée et ils sont utilisés en premier lieu pour payer toute ou partie de la dot leur donnant accès à la terre (90%). Ainsi, ces ménages suivent les règles des autorités traditionnelles liées à la migration (cf. chap. IV). Les transferts sont aussi en grande partie utilisés pour les dépenses imprévues liées au retour du migrant. Ces imprévus, ne permettent pas plus qu'un investissement productif ponctuel pour consolider le système de subsistance (60%) ; les autres comptant plus sur la participation aux réseaux locaux de travail et d'échange. Les revenus de la migration servent enfin aussi à la consommation courante, parfois à l'accumulation non productive pour l'installation (citerne à eau, habitat) et plus rarement elle permet une diversification vers une activité extra agricole grâce à la transmission de connaissances (pour 30%) (cf. figure 63).

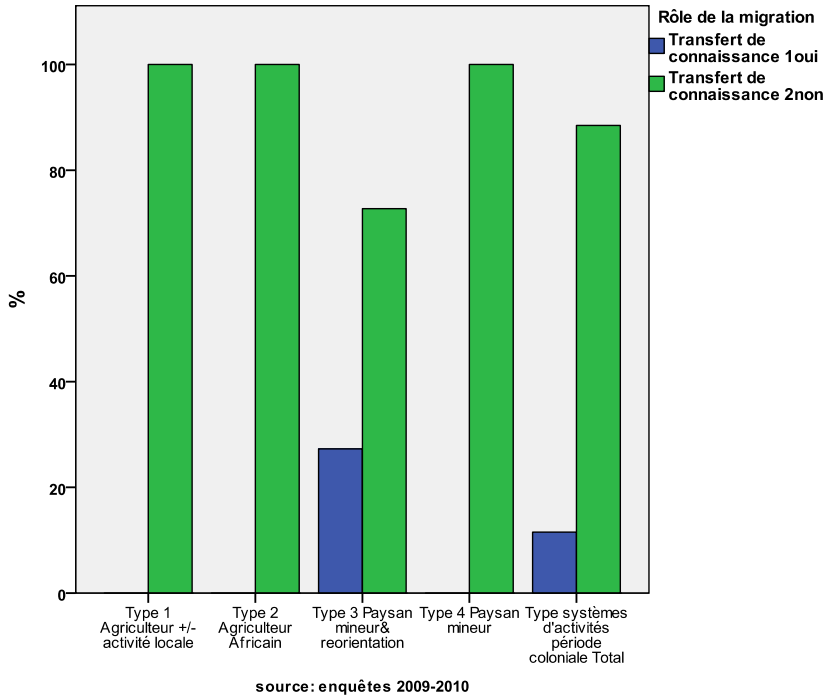


Figure 63 : usage de la migration pour le transfert de savoir faire/compétences, selon le type de stratégie, période coloniale

Figure 64 : trajectoire SA «paysan mineur & réorientation locale » avec transferts de savoir faire (Nassoni Ngale)

Type 3 mineur&réoriente° local (fam 3)	1ère phase Cycle vie							2ème phase cycle vie					
	1959	1960	…	1965	1966	1967	…1969	1970		1972		1975/INDEP	
Evènements familiaux					Mariage	1enfant		2enfants famine	maladie	3enfants		4enfants	
Système de mobilité (SM1)	4 Migrations internationales				X (Massinga/Morrumbene)								
	retours 6 mois chaque fin de contrat				X								
Portefeuille d'activités	(1) LUI: ouvrier mine				(2) LUI: ouvrier maçon+agric subsistance (1) ELLE: agric subsistance								
Agriculture	cultive avec le père				2Ha/5ha Héritée /sans verger				3 Ha/5ha Autosuff année normale& petit surplus				
Elevage	x				cabri, porcs								
REVENUS MIGRATION	4-5 £/mois				0								
REVENU LOCAL AGRICOLE	0				(vente ponctuelle)				(vente ponctuelle)				
REVENUS LOC NON AGRIC	x				?				?				
Usage REV LOCAUX à Leonzoane	x				consommation, 1ère maison, cabri, porcs				conso, 2e maison (1975)				
Usage REV MIG à Leonzoane	conso, aide famille du père, Dot				opportunité travail maçon via transfert de savoir faire de la mine				x				
Part REV MIG ENVOYES-DEPENSES à Leonzoane	90% (paiment différé)				0				0				
Part R MIG/ R TOTAL	x				0				0				

Ce type de stratégie et de système d'activités, les plus instables, reflètent les possibles ajustements et adaptations des systèmes d'activités locaux suite à la limitation de l'accès à la migration. Ces adaptations se traduisent par des combinaisons d'activités les plus diversifiées avec deux ou parfois trois activités (exemple : agriculture de subsistance, salarié administration et construction locale) (cf. figure 65). Certaines trajectoires montrent bien comment le ménage cherche à retrouver une activité migratoire avec une alternance entre des périodes basées sur des activités locales et le retour à une activité de migration instable.

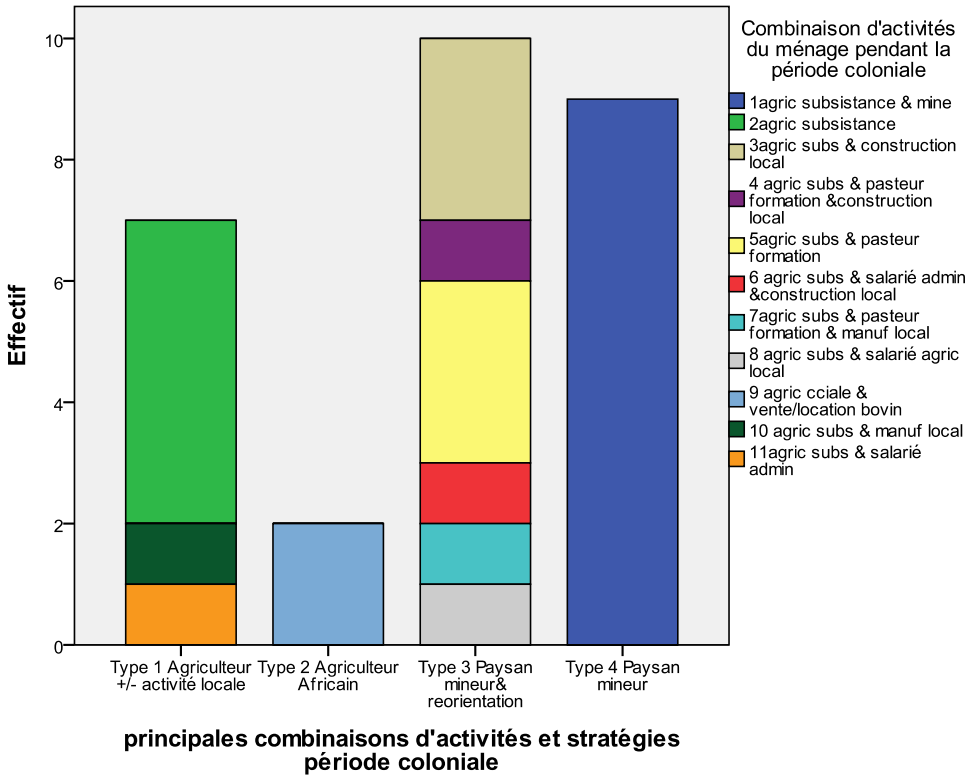


Figure 65 : distribution des ménages selon le portefeuille d'activité (combinaisons)[243]

Les deux types de stratégies analysées précédemment concernent un peu moins des 2/3 des familles de Leonzoane pour qui la migration occupe une place très importante (jusqu'à 70% ou plus du temps de vie active pour l'époux). Cela illustre le fait que les migrations représentaient une des meilleures options sous la contrainte des politiques coloniales nationales et régionales. Elles reflètent notamment l'aspiration de la majorité des ménages à « l'idéal » d'un poste de salarié fixe dans les mines sud-africaines et la prédominance du profil de mobilité circulaire intense (SM1colo) dans les trajectoires. A côté de ce noyau principal, on identifie deux autres stratégies minoritaires et davantage fondées sur une base locale, représentant d'un côté le groupe de famille le plus aisé (le système « agriculteur commercial » et de l'autre celui le plus démuni de la société rurale coloniale de Leonzoane, représenté par des systèmes « d'agriculture de subsistance et une activité extra agricole locale ».

[243] Combinaison d'activités la plus représentative (en temps) au cours de la trajectoire du ménage (cf.. méthodologie)

3) Le système « agricultor africano » : paysan-salarié puis agriculture commerciale (7 %, type 2)

Ce troisième système, qualifié « d'agriculteur africain », concerne 7% des ménages et se caractérise par une trajectoire en deux temps. Ces familles, très peu nombreuses, se distinguent par leurs ressources et réseaux familiaux et sociaux. Elles sont proches des lignages[244]des chefs de terre avec des liens privilégiés avec l'administration coloniale, favorisant leur sélection au statut «d'agriculteur commercial africain» (cf. A, 2). Ainsi, après une première période d'activité comme salarié dans les mines pour l'homme, puis le mariage, l'épargne de revenus de la mine combinée à des liens avec l'administration locale leur permet l'acquisition d'une charrue et de bœufs et d'engager de la main d'œuvre pour s'orienter vers l'agriculture commerciale (maïs, coton) et d'échapper à la culture forcée du coton et à l'impôt (cf. figure 66, Amenos). Ce sont les seuls à employer de la main d'œuvre locale et à être intégrés au marché par la vente régulière de surplus via une spécialisation agricole. Ils ont des superficies cultivées autour de 7 ha, transmises par héritage, ou éventuellement achetées à l'administration coloniale à des prix avantageux (50% d'entre eux)[245]. Par ailleurs, ils ont aussi un verger, jusqu'à 9 ha (coco, cajou, orange etc.). Ils possèdent entre 2 et 4 têtes de bovins et développent aussi d'autres activités d'élevage (cabris, porcs, volaille) pour leur consommation et la vente ponctuelle. Ces activités sont complétées par la location de leurs bœufs aux familles locales. Le travail de l'épouse est alloué au maintien d'un système de subsistance (qui assure les besoins alimentaires de la famille en année normale), et une participation active à la culture de rente, les deux étant souvent menés en intercalé sur les mêmes surfaces cultivées pour optimiser le temps de travail.

Ces familles ont les niveaux de revenus les plus élevés et les meilleurs niveaux de consommation et d'accumulation matérielle (citerne, un ou plusieurs habitats améliorés). Par ailleurs, les hommes font partie du groupe réduit (environ 10%), ayant un accès à l'alphabétisation portugaise à cette période, appelée « école Xitsua ».

---

[244] C'est l'exemple des familles Zunguze ou Vilankulos

[245] Selon les récits il existait un système de vente de terre aux familles locales associé à ce statut, et vers 1970, les administrateurs vendaient 7 MT les 50 m2 de terre, payables avec le produit de la récolte (communication personnelle, famille 75, 2009)

Ce type de stratégie a aussi en partie été décrit par (O' Laughlin, 2001) dans la province voisine de Gaza : les hommes résistaient et contournaient le travail forcé en devenant producteurs spécialisés, intensifiant la demande de travail sur les femmes et enfants ou en mobilisant du travail extra familial, devenant eux même employeurs de travailleurs salariés. Ceux qui échappaient au travail forcé en devenant agriculteur commercial employaient donc à la fois des travailleurs forcés et du travail salarié, et étaient le plus souvent eux même des travailleurs salariés qualifiés ou privilégiés. Les autorités coutumières et leurs membres proches étaient le groupe principal des agriculteurs commerciaux jusque dans les années 1960, et leur position dépendait largement de privilèges politiques. A travers le contrôle de l'allocation des terres (du lignage), ils avaient accès aux meilleures terres commerciales. Ils utilisaient aussi le travail forcé pour leurs propres champs.

Figure 66: stratégie et système d'activités type «agriculteur africain » (Amenos Nhanombe,79 ans)

Type 2 "agriculteur africain" (fam 75)	1ère phase cycle vie							2ème phase cycle vie						
	1951	...		1957	1958		1960	1961		1963	...	1970	...	1975/INDEP
Evènement familiaux				mariage1	1 enfant		2 enfants			3 enfants				décès épouse
Système de Mobilité : SM1	8 Migrations Internationales (Carletonville)											X		
	Retour tous les 1,5-2 ans, 6 mois au moment des travaux agricoles											X		
Portefeuille d'activités	LUI: ouvrier mine (conducteur & boyboss) ELLE: Agric subsistance + Culture obligatoire coton											(2)LUI: agric commerciale (Agricultor)+location boeufs ELLE(2):agric subs&cciale		
Agriculture	Terres occupée / K social local 1-7 Ha culture & 3 Ha verger /10ha											terre achetée admin/K social 10-12 Ha cultures & verger /15Ha		
Elevage	X											4 bovins		
REVENUS MIGRATION	4-5 £/mois								1500 RD/mois			0		
REVENU LOCAL AGRICOLE	escudos vente coton (?)											?		
REVENUS LOC NON AGRIC	0											X		
Usage REV LOCAUX à Leonzoane	impôts											main d'œuvre agri, conso		
Usage REV MIG à Leonzoane	consommation, dot payée par frères, main d'œuvre agri											bovin,charrue,terre		
Part REV MIG ENVOYES-DEPENSES à Leonzoane	90% paiment différé											x		
Part R MIG/ R TOTAL	(+/-) 95%											0%		

Amenos a commencé à travailler en 1951 comme salarié à Carltonville en Afrique du Sud (Westdebleven mine) où il a réalisé 8 contrats successifs. En 1957, ses frères lui financent la dot pour se marier et il s'installe avec sa femme sur de terres disponibles à Zunguze, plus fertiles que celles de son père. Pendant cette période, en même temps que sa famille s'agrandit, les revenus miniers lui servent à la consommation et à l'emploi de main d'œuvre pour appuyer sa femme sur le système d'agriculture de subsistance. Celle ci est en effet contrainte à la culture du coton. En 1970, grâce aux relations de sa famille (lignage de chef de terre de Zunguze) avec l'administration locale, il accède au statut d'agriculteur africain et acquiert des terres et 4 bovins avec les revenus qu'il a pu épargner. Il décide donc de rester à Leonzoane où il mène avec sa femme une activité d'agriculture commerciale en parallèle du système de subsistance, complétée par la location ponctuelle de ses bœufs. Ces revenus lui permettent d'engager la main d'œuvre suffisante pour étendre ses superficies et assure la consommation de la famille.

Ces stratégies sont associées au profil migratoire (SM1colo) sur leur première phase de vie active. Ces familles adhèrent totalement aux règles de contrôle des ressources de la migration par les institutions communautaires et familiales (participation aux cérémonies de départ et retour, soumission aux décisions du père) qui, en contrepartie, leur fournissent un accès privilégié aux moyens de production (terre, liens avec l'administration locale pour le statut d'agriculteur commercial). C'est la combinaison de ces privilèges sociaux pour l'accès à la terre/élevage et des salaires miniers qui leur permet de se dégager des contraintes du Xibalo et d'accumuler des revenus après le paiement de la dot. Ainsi, pour ces stratégies, après le financement du mariage, la consommation courante et des investissements non productifs (habitat, citerne), l'activité de migration permet des investissements productifs (bovins, charrue, main d'œuvre) dans une diversification agricole orientée vers une culture de rente et un accroissement des superficies (cf. figure 67). De par cet accès privilégié, ces familles ont les niveaux de revenus les plus élevés. L'agriculture est à la fois la base de la sécurité alimentaire et permet l'accumulation et la soutenabilité du système.

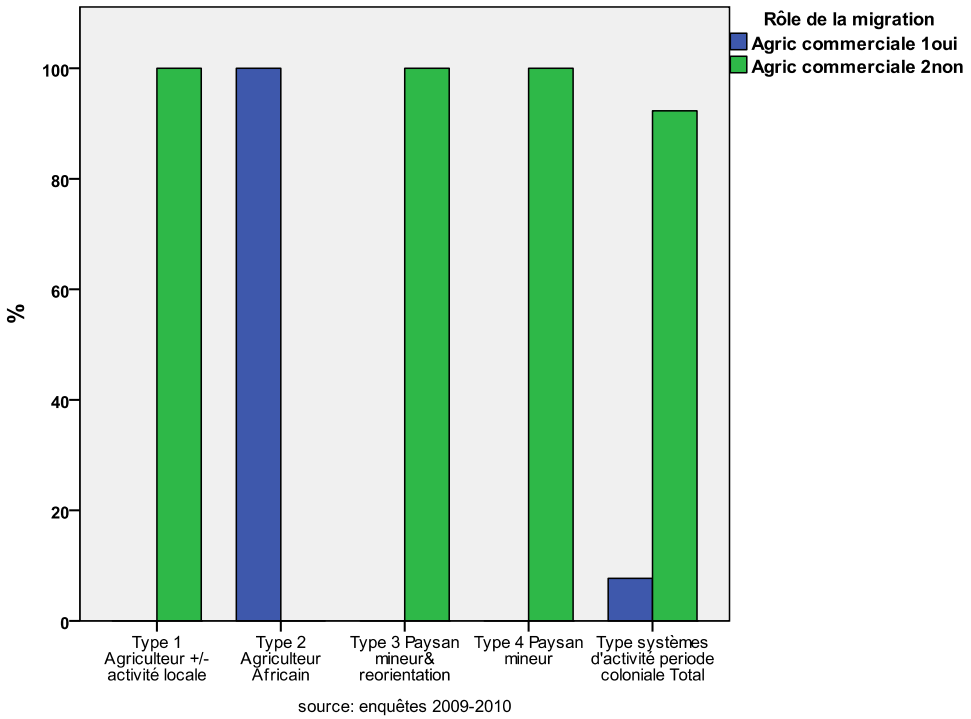


Figure 67 : usage migrations/transferts comme investissement dans l'agriculture commerciale, période coloniale

4) Système « agriculture de subsistance & activité extra agricole locale » (25 %, type 1)

La stratégie générale de ce dernier groupe se caractérise par la courte durée ou l'absence d'emploi salarié pour l'homme en début de vie active (inclue les deux seuls non migrants). Cela peut être lié à une situation individuelle particulière (santé, lieu de recrutement éloigné de leur cercle de résidence, licenciements, etc.). Ils se retrouvent ainsi obligés de rester ou de revenir à Leonzoane et sont très souvent exposés et réquisitionnés dans le cycle du travail forcé, pour la culture du coton (avant 1964) ou pour des travaux publics sans rétribution pour s'acquitter des impôts (dockers dans les ports ou chantier de chemins de fers). L'insuffisance de revenus pour payer la dot se traduit pour la plupart d'entre eux par un mariage tardif ou un célibat prolongé. De ce fait, ils ont un accès tardif à la terre et continuent à la cultiver de façon commune avec leur père assez longtemps (cf. figure 68, Reginaldo).

Leur système agricole de subsistance ne dispose pas de bovin pour la traction et n'a pas recours à de la main d'œuvre ; et il est souvent associé à la culture obligatoire du coton. Pour 57% d'entre eux, la terre est acquise de façon classique par héritage avec des superficies souvent limitées (autour de 3 ha et sans verger), dont 1 à 2 hectares, parfois 3 sont cultivés au gré de la saison des pluies. Le fait qu'ils ne soient pas mariés, doublé de l'obligation de la culture du coton, ne leur permet pas de dégager de temps de travail pour dépasser le niveau d'autosuffisance et dégager un surplus. Il n'y a donc pas de commercialisation de la production ni d'accumulation productive agricole ou hors agriculture. Afin d'avoir un minimum de revenu monétaires pour l'acquisition de produits manufacturés de base, en plus de leur système de subsistance agricole combiné de façon irrégulière au travail forcé, ils s'engagent dans une diversification extra agricole, via une activité indépendante ponctuelle (travail du bois, extraction de pierre) ou un travail salarié local[246]. Dans certains cas plus rares, ils ont un niveau d'éducation et deviennent salariés dans l'administration (professeur d'école, fonctionnaire du Ministère de l'Agriculture).

Les entretiens montrent que ces familles ont les niveaux d'actifs et les conditions de vie les plus modestes (habitat en bois et matériel local, pas de citerne et d'accès à l'eau), et font à

[246] Les enquêtes montrent que les travailleurs salariés agricoles locaux sont rares en réponse au peu de paysans « agriculteurs » et de l'absence de latifundios proches de la zone.

priori partie du groupe des plus démunis pendant cette période[247]. L'agriculture de subsistance assure la base de la sécurité alimentaire, mais ce sont des familles très vulnérables aux périodes de famine. Il s'agit d'un système en grande partie basé sur l'entraide familiale, les règles traditionnelles de solidarité et la polygamie.

Figure encadré 68 : stratégie et trajectoire SA type « agriculture locale et activité extra agricole» (Reginaldo Covane, 70 ans)

Type 1 système local diversifié (fam 50)	1ère phase Cycle vie										2ème phase Cycl		
	1959		1961						1967	1968	...	1971	1972	
Evènement familiaux	résident de funhalouro											Mariage	1enfant	
Système de Mobilité : SM3	1Mig internat		X							2Mig Internat		x		
	retour licencié		X									x		
Portefeuille d'activités	LUI: mine		LUI: agric subsistance+ fabrique cuillères bois							LUI: mine		LUI: salarié scierie ELLE: Ag subsistance		
Agriculture	cultive avec avec mère & frère (père décédé)											1,5Ha /3Ha (héritée, sans verger)		
Elevage	X											x		
REVENUS MIGRATION	4,3 cents/jour		X							?				
REVENU LOCAL AGRICOLE	0		0							0		0		
REVENUS LOC NON AGRIC	x		vente ponctuelle cuillères (x escudos)							x		600 MT/mois		
Usage REV LOCAUX à Leonzoane	x		consommation							x		habitat, conso		
Usage REV MIG à Leonzoane	aide famille, consommation		x							partie dot (440 escudos)		x		
Part REV MIG envoyés à Leonzoane	90%		x							90%		x		
Part R MIG/ R TOTAL	100%									100%				

Reginaldo a commencé à travailler comme ouvrier mineur en Afrique du Sud en 1959. Après son retour à Leonzoane son premier contrat n'a pas été reconduit et il s'est mis à cultiver la terre avec sa mère veuve et son frère. Sans moyens pour contracter de la main d'œuvre, la production ne permet pas de dégager de surplus pour la vente. Pour avoir une source de revenu monétaire il a une activité de vente ponctuelle de pilon et cuillères en bois. Ces revenus sont utilisés pour la consommation. Sa situation familiale et économique ne lui permet pas de financer son mariage, et en 1968, il parvient à nouveau à obtenir un emploi minier qui durera 3 ans avec un retour en fin d'année. Grace à une partie de ces revenus, il se marie à son retour en 1971. Dès lors il poursuit l'agriculture de subsistance avec sa femme et faute de retrouver un emploi en Afrique du Sud, s'engage dans une activité de salarié extra agricole dans une scierie locale. Ces revenus lui permettent alors de construire une maison pour quitter celle où vit sa mère et de subvenir aux besoins de consommation de la famille en cas de besoin (santé, famine, etc.).

[247] Au mieux ils disposent d'un salaire mensuel de 250 à 350 escudos (familles 67 et 53)

De ce fait, ces familles sont sans ressources monétaires suffisantes pour financer leur mariage, montrant le rôle décisif de la migration pour l'accès à la terre qui se fait très tardivement. Ici le rôle de la migration est minime, il permet une consommation courante et éventuellement l'achat de matériel pour l'installation de la famille ou le début de paiement de la dot (cf. figure 60 et tableau 61). En lien avec ces pratiques, l'accès au mariage et à la terre se fait par d'autres voies et ces ménages ont des liens faibles avec les règles et autorités traditionnelles et ne remplissent pas les règles.

C - Poids et rôle important de la migration dans les stratégies des ménages pour l'accès à la terre et la consommation mais faible rôle de diversification dans le cadre coercitif colonial

L'analyse des stratégies des ménages montre que pendant la période coloniale, les règles et les usages faits des bénéfices de la migration sont en grande partie similaires quelque soit leur système d'activités. En effet, en plus de la consommation courante et du paiement de l'impôt, pour 88% des ménages, la migration est utilisée pour l'accès à la terre et aux ressources du lignage via le financement du mariage. Cela confirme que l'institution migration est étroitement imbriquée dans la reproduction des institutions familiales et communautaires (mariage et lignage, cf. chap. IV). En second lieu, pour 80% des ménages l'activité de migration sert à financer l'installation de la famille. Dans une moindre mesure, pour 46% des familles, elle sert à consolider le système agricole de subsistance (paiement de main d'œuvre ou traction animale). A côté de ces rôles prépondérants, pour les ménages avec la stratégie «d'agriculteur africain », grâce à des dotations initiales et un réseau local privilégié, et certains avec une stratégie de type 3 « paysan mineur et réorientation locale», il y a un peu d'investissement productif et de diversification agricole ou hors agriculture lié à la migration (respectivement 8% et 11%). (cf. figure 69 et tableau 61).

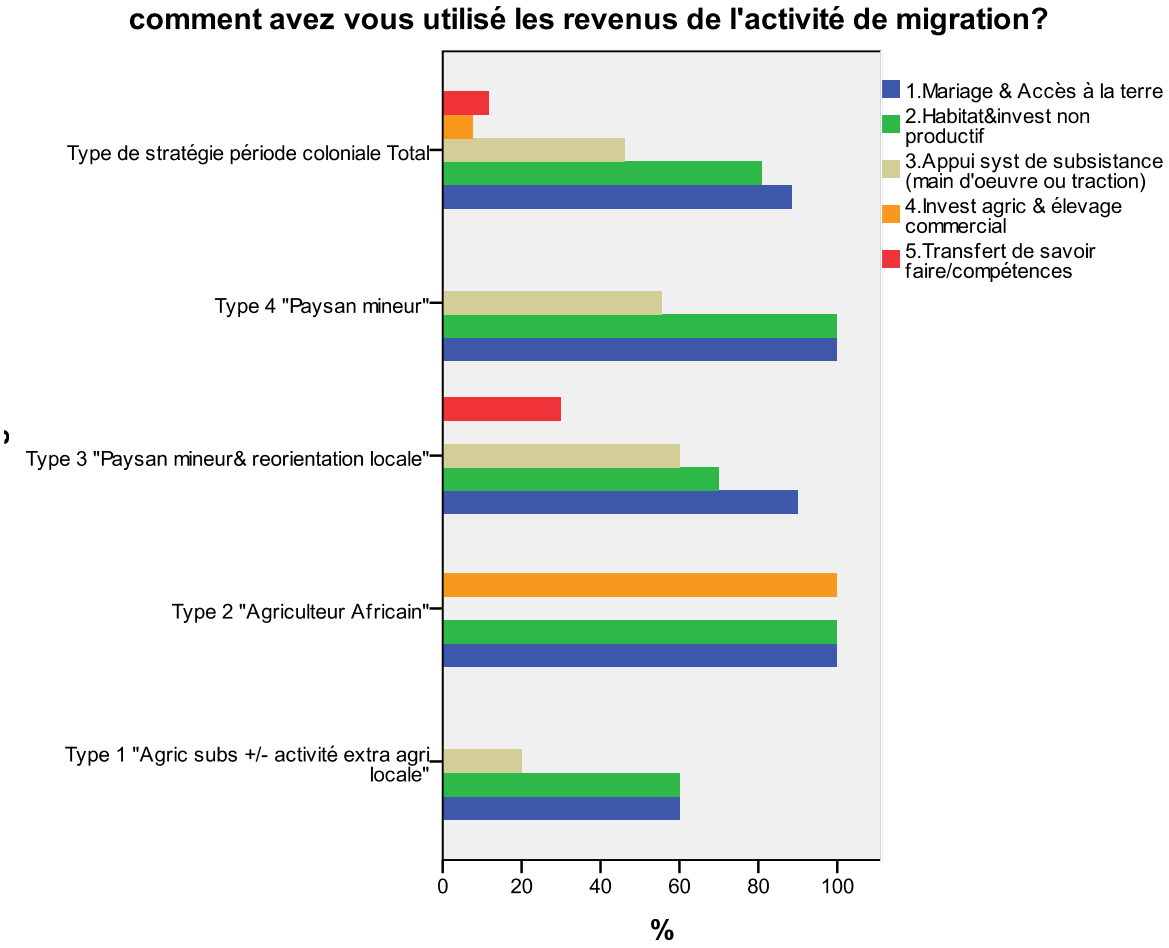


Figure 69 : rôle de la migrations/transferts selon le type de stratégie (période coloniale)

Bien que nous n'ayons pas d'informations systématiques sur les niveaux de revenus des ménages pendant la période coloniale, les éléments recueillis indiquent que l'accès régulier à la migration (sous sa forme dominante de salaires miniers), en tant que principale source de revenus monétaires, est un facteur important de différenciation économique entre ménages. Ceux qui n'ont pas accès à la migration, ou qui y ont un accès instable, sont généralement les plus pauvres. Ce résultat vient confirmer et préciser la littérature sur la période. En effet, le type 1 répond aux familles les plus défavorisées. Le type 4 avec un accès stable et régulier à la migration sont parmi ceux qui ont les plus hauts niveaux d'accumulation et sont les moins exposés à l'insécurité alimentaire en année de sécheresse. Cependant, cette différenciation économique liée à la migration, semble limitée au sein des familles de migrants. Au regard des trajectoires de systèmes d'activités observés, les disparités de niveaux de revenus et

d'accumulation existent essentiellement entre les ménages du type 1 les moins mobiles et les autres. Cela souligne que les familles dépendaient de ces revenus, et pour la majorité d'entre elles, il n'y a donc pas ou peu d'ajustements et d'interactions entre les activités et bénéfices tirés de migration et les autres activités du système pendant cette période. Le type 3 montre néanmoins la possible flexibilité des systèmes d'activités en lien avec la migration. Ainsi, si la société à Leonzoane n'est pas homogène, la migration est source de fortes différenciations, avant tout entre migrants et non migrants.

Cela est à relier aux différents éléments du contexte (cf. A et chap. I). Le faible niveau des salaires au Mozambique mais aussi des salaires miniers sud-africains, associé au contexte coercitif du travail forcé et au système migratoire colonial très contrôlé, limitent les échanges en termes de biens, d'information et de compétences. De plus, les bénéfices de la migration sont contrôlés par les autorités familiales et communautaires à travers le mariage pour l'accès au foncier. Cet environnement laisse peu de marge de manœuvre aux familles et ne permet pas ou peu d'accumulation de revenu pour la sphère productive. Cela montre l'importance du contexte et illustre comment, à travers la loi et la coercition, les fermiers colons et l'Etat colonial, via l'utilisation du travail forcé, et en s'associant aux chefs de terre, ont restreint les possibilités dont les paysans pouvaient construire leurs moyens d'existence.

Ces résultats confirment l'étude qualitative de First et al. (1998 : 39) à Inhambane soulignant la place de la migration dans les stratégies des familles et son effet limité dans la reconfiguration des systèmes d'activités en termes de diversification : « les impôts et le lobolo constituaient les motifs les plus importants durant cette phase quant à la dépendance des paysans à l'économie monétaire, en plus du fait que l'agriculture traditionnelle, vraisemblablement, se situait toujours aux limites de l'insuffisance pour la subsistance et la reproduction familiale : l'argent de la mine servait aussi à l'alimentation les années de famine et l'acquisition de moyens de production comme les enxadas et les bœufs ». Une étude en référence au district voisin de Homoine montre qu'en 1924, le prix du lobolo était de 15 fois supérieur au prix de l'impôt annuel (1 livre contre 15 pour le lobolo) (Nunes, 1923)[248]. Cela explique l'usage prépondérant et omniprésent des transferts de la migration pour le mariage : environ 1/3 et parfois plus des salaires de la première migration est absorbés par le lobolo, en plus des frais de représentation familiale et communautaire, laissant très peu de marge à

[248] Dote 1500 escudos en 1960 (famille 29)

l'investissement productif.[249] L'étude de Covane (1996) des localités du bas fleuve Limpopo dans la province voisine de Gaza durant la même période confirme: « dans mes entretiens j'ai observé dès le début que l'agriculture n'était pas la motivation la plus importante de la migration. Malgré le fait qu'ils étaient engagés dans l'activité agricole, les hommes ne paraissaient pas être motivés à migrer pour obtenir des moyens de production agricoles. De fait je n'ai le souvenir de personne me racontant qu'il ait décidé de migrer du fait du manque de terre, ou parce qu'il souhaitait gagner de l'argent pour l'achat d'inputs ».

Par ailleurs, on observe un lien fort entre le type de stratégie et le système d'activités des ménages et leur profil de mobilité. Le profil dominant de la période coloniale, le plus mobile avec l'engagement le plus important dans des activités de migration (SM1colo), associé aux contrats miniers et aux conditions d'emploi formelles, répond aux systèmes d'activités les plus stables. En effet, les stratégies type 2 «agriculteur africain » et type 4 « paysan mineur » correspondent respectivement à 89 % et 100% au profil SM1colo (cf. figure 70). Ce sont les ménages les plus intégrés au fonctionnement de l'institution migration et qui mettent à profit le système communautaire (cf. chap. IV), avec les trajectoires de systèmes d'activités les plus stables et les moins diversifiés. D'un autre côté, les stratégies type 3 «paysan mineur et réorientation » et surtout de type 1 « agriculture de subsistance et activité extra agricole locale », rassemblent la majorité des profils moins mobiles davantage liés aux activités de travail forcé ou indépendantes (SM2colo ou SM3colo ou sont non migrant). Ils pratiquent moins ou ne pratiquent pas les règles de l'institution migration et présentent des systèmes moins stables et plus diversifiés. Ces résultats confirment l'influence des formes et des règles de la migration sur l'organisation du travail et les décisions.

[249] Se référant à tout le pays, Wuyts note que la caractéristique distinctive et dominante de l'économie paysanne coloniale, est que la majorité des familles paysannes en étaient arrivées à dépendre de revenus de travail de la migration, saisonnier ou occasionnel, en combinaison avec la production familiale à la fois pour leur propre consommation ou pour la vente. Pour ce qui concernait les moyens d'existence paysans, l'emploi hors ferme non seulement finançait l'acquisition de bien manufacturés ou d'alimentation (si déficit), mais aussi la production de la famille elle-même, y compris la production pour leur propre consommation. La production de la famille devint en partie dépendante des gains de revenus pour le paiement d'inputs ou de bétail (Wuyts 1978,1989, 2003).

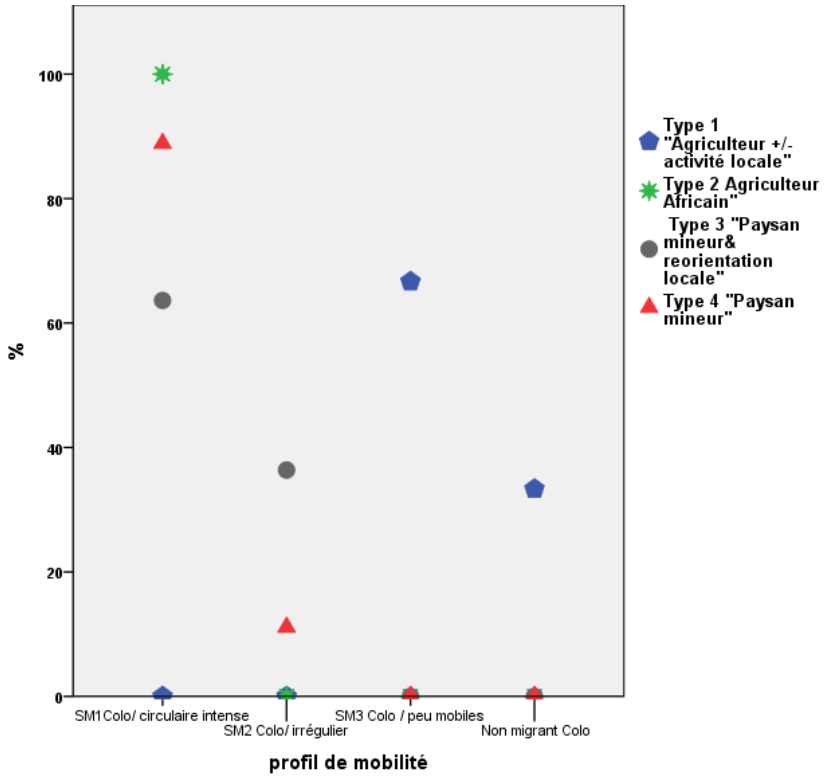


Figure 70 : distribution des stratégies selon le profil de mobilité des ménages (période coloniale)

Un dernier point est le poids des activités de migration pour la majorité des stratégies des ménages (types 3 et 4 soit 70%). En effet, les trajectoires de mobilité des ménages nous fournissent une indication sur le poids de la migration au sein des systèmes d'activités. Un indicateur pertinent est la part du temps de migration dans la vie active. L'allocation du travail des membres du ménage montre qu'en moyenne, les migrants dédient plus de la moitié de leur vie active (54%) à une activité en migration, plus de 40% pour la grande majorité et pour certain plus de 70%, témoignant de l'impact sans précédent du système d'exportation de main d'œuvre sur les structures des systèmes productif familiaux (cf. tableau 75)[250]. A partir de ces données, comme nous avons vu que la migration est exclusivement masculine, on peut diviser ce chiffre par 2 et estimer que les migrations de travail représentent autour de 25% du temps de travail au niveau du ménage. Ces résultats montrent que pendant la colonie les migrations

[250] Les résultats à Leonzoane montrent que le temps moyen de migration de travail au cours de la première phase de vie active est d'environ 54%, et la valeur la plus fréquente est de 45%. Les données de (First et al.) disponibles pour le district de Massinga sur cette période, corroborent nos observations à Leonzoane.

sont devenues une composante importante des systèmes d'activité des ménages de Leonzoane. Cela se traduit par une certaine désagrarisation du fait qu'elle tend à déséquilibrer le système de production (perte d'un actif, appauvrissement des pratiques agricoles et cloisonnement entre sphères agricole et non agricole)

Tableau 72 : part du temps de travail (%) lié à la migration sur le temps de travail total des individus migrants (60 ans et +).

INDIC 1.3. Part du temps de migration sur les 10 1eres années de VA

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	11,00	2	7,7	7,7	7,7
	21,00	1	3,8	3,8	11,5
	37,00	1	3,8	3,8	15,4
	45,00	3	11,5	11,5	26,9
	46,00	3	11,5	11,5	38,5
	51,00	1	3,8	3,8	42,3
	53,00	1	3,8	3,8	46,2
	61,00	1	3,8	3,8	50,0
	67,00	1	3,8	3,8	53,8
	69,00	1	3,8	3,8	57,7
	70,00	2	7,7	7,7	65,4
	72,00	1	3,8	3,8	69,2
	73,00	1	3,8	3,8	73,1
	75,00	3	11,5	11,5	84,6
	76,00	3	11,5	11,5	96,2
	85,00	1	3,8	3,8	100,0
	Total	26	100,0	100,0	

Source : enquêtes 2009-2010

First et al. (1998) confirment ces données sur le poids de la migration : à partir de récit de vie auprès de 145 personnes dans trois districts d'Inhambane, ils estiment qu'en moyenne, les individus passent 42% de leur vie active dans les mines, et dans la durée de temps entre le premier et le dernier contrat (en moyenne 75% de vie active), ils passeraient environ 55 % dans les mines et 44 % chez eux.

Conclusion chapitre VII

A partir de notre échantillonnage, les analyses ont permis d'identifier 4 grands types de trajectoires de systèmes d'activités montrant que la société rurale de Leonzoane n'est pas homogène pendant la période coloniale.

Une des principales sources de cette hétérogénéité est l'accès plus ou moins régulier à une activité de migration qui va donner lieu pour 40% des ménages à un système d'activités dual, avec pour certains une réorientation locale (type 4 « paysan mineur » et type 2). Les analyses montrent que 70% des familles - type 3 et 4- fonctionnent à partir d'un système de subsistance plus ou moins consolidé et une activité extra agricole de migration ou locale. Ces stratégies, les plus viables, répondent à la forme répandue de mobilité à Leonzoane pendant la colonie caractérisée par des mobilités fortement circulaires bipolaires et internationales, (SM1), liées aux accords miniers entre Etats coloniaux.

Le contrôle de la migration par le pouvoir local pour sa reproduction (cf. chap. IV) se retrouve ainsi dans le fait que le rôle de la migration est très limitée dans les stratégies et la diversification des systèmes d'activités de cette période.

En dehors des familles pouvant accéder au statut agriculteur commercial et échapper au travail forcé, le choix par défaut qui s'offre aux familles devient le travail salarié minier, assimilé comme un idéal pendant cette période d'exploitation. Une forte interaction entre activités migratoires et systèmes d'activités mais sans restructuration. La migration joue essentiellement un rôle initial d'accès à la terre et l'installation de la famille pour la majorité et dans une moindre mesure, un rôle de recomposition et diversification agricole et non agricole.

Cet usage limité de la migration et relativement détaché des aspects productifs, est en partie lié aux ressources restreintes de la migration dans un contexte de fortes contraintes et d'exigences sociales élevées. Bien qu'il ne s'agisse pas de migrations forcées au sens propre du terme, le contexte coercitif lié au risque d'exploitation par le travail forcé et aux pressions pour le paiement de l'impôt, fait de la migration un choix par défaut. Le pouvoir de libre arbitre des individus (agency) est très limité dans les différentes étapes du processus migratoire et il n'y a pas ou peu de liens entre la migration et les décisions au niveau de la sphère économique du ménage sauf dans quelques cas (cf. stratégie de l'agriculteur africain).

Dans le contexte d'une activité agricole hautement risquée du fait de fortes contraintes agro-écologiques et d'une société rurale traditionnelle dominée par les hommes, leur absence régulière et leur contrôle seulement partiel des questions agricoles peut expliquer le non investissement des ménages mozambicains dans des actifs agricoles (en plus de bas salaires).

Même si la migration est source de différenciation, la combinaison du niveau réduit des salaires miniers, du prélèvement de l'impôt via le système de paiement différé et des règles de redistribution des ressources, au niveau familial et communautaire à travers l'institution migration, ne permettent pas d'importants niveaux d'accumulation, et ce quelque soit la stratégie mise en œuvre

Les données montrent que pendant la colonie, les migrations étaient une composante très importante des systèmes d'activités des ménages de Leonzoane. En termes d'allocation du facteur travail au sein des systèmes productifs familiaux, cela se traduit par l'assignation de 50% ou plus du temps de travail masculin hors de l'exploitation et de façon discontinue. A partir d'une économie basée sur l'agriculture de la période pré coloniale avec des opportunités de migrations traditionnelles ponctuelles, la politique portugaise est venue institutionnaliser et systématiser un système massif de migration qui a profondément affecté l'organisation et la structure des systèmes d'activités.

Cette connaissance fine des stratégies et des systèmes de production de la période coloniale nous fournissent la base de référence pour comprendre les évolutions et les spécificités des stratégies contemporaines en lien avec la mobilité. Après les quatorze années de conflit, caractérisées par des stratégies hors agriculture et associées à une restriction des profils de mobilité et à un bouleversement et à la redéfinition des règles de l'institution en place (cf. chap. V et VI), dans quelle mesure observe-t-on de nouveaux modes d'organisation liés à l'émergence de formes de mobilités des 15 dernières années ? Y a-t-il des liens entre ces migrations et la diversification des activités ? Ces stratégies sont elles sources d'une diversité accrue des systèmes d'activités au sein de la société locale ? Le chapitre qui suit interroge le rôle de la migration dans le contexte post apartheid.

VIII - Circulations, diversification et diminution relative des activités agricoles du contexte post apartheid : la mobilité comme ressource

« Il y a différentes façons (pour faire vivre sa famille), celui qui a un contrat dans les mines, il fait aussi sa machamba ... si son contrat se termine, il ne va pas pouvoir vivre avec un emploi à Maputo de 700 meticals, il est obligé de revenir à la campagne, où il y a peu de dépenses…par contre celui qui à son propre commerce, c'est pas grave s'il n'a pas beaucoup de machamba, il peut rester en ville » [251](Marcelo, migrant 38 ans, Leonzoane, 2010)

En écho aux politiques nationales et régionales à l'œuvre depuis l'ouverture à l'économie de marché (cf. chap. I), la première partie (A) de ce chapitre donne les éléments nouveaux du contexte des stratégies des familles relatifs à leur environnement institutionnel et conditions d'intégration aux marchés agricoles et aux évolutions des marchés du travail sur lesquels ils s'insèrent. Dans un second temps (B), nous présentons les types de stratégies mises en œuvre par les ménages depuis la fin de la guerre en les mettant en regard avec les évolutions des formes de mobilités et des règles associées à la migration (cf. chap. VI), pour répondre aux questions suivantes : quel est le rôle de la migration dans les stratégies et les systèmes d'activités des familles au cours de la période contemporaine? Peut-on identifier des régularités entre des profils et pratiques migratoires et certaines stratégies des ménages? Dans quelle mesure observe-t-on de nouveaux modes d'organisation liés à l'émergence de formes de mobilités depuis les 15 dernières années? Ces mobilités contemporaines sont-elles source d'une diversité accrue des systèmes d'activités au sein de la société de Leonzoane ? Dans un dernier point (C), nous faisons une synthèse comparative pour conclure sur les spécificités du rôle et du poids des activités de la migration dans les stratégies de la période post apartheid.

[251] "Existem diferentes maneiras, aquel que tem contrato nas minas, tambem faz machamba...(se o contrato termina) nao vai aguentar a vida em Maputo com emprego de 700 MT, e obrigado voltar no mato onde ha poca despesas...Em cambio aquele que tem negocio propio, tanto faz se tiver poca machamba, pode vever na cidade" (famille 95) .

A - Continuités et changements du contexte des stratégies des ménages

Les profondes réorientations des politiques économiques nationales et régionales (cf. chap. I) se traduisent à différents niveaux du contexte des stratégies des familles de Leonzoane[252]. Nous soulignons ici certains des changements et continuités du contexte économique qui éclairent l'analyse des stratégies des familles qui suit. L'information disponible étant très rare, nous nous basons avant tout sur nos données d'enquêtes et la perception des personnes entrevues, sans pour autant être exhaustifs. Les éléments qui nous semblent importants dans notre cas sont : l'environnement institutionnel du secteur agricole et la multiplicité et la diversité des conditions d'emploi sur les marchés du travail local et migratoire.

1) Infrastructures et environnement institutionnel agricoles peu développés

Nous l'avons dit dans le chapitre I, vu dans une perspective historique, l'investissement dans le secteur agricole et de l'industrie agro alimentaire dans la région sud est le moins développé. Néanmoins, depuis la fin de la guerre, avec le fonctionnement en économie de marché, un certain nombre de débouchés et de possibilités apparaissent dans les stratégies des familles de Leonzoane. Notamment, le marché des fruits (agrumes) et celui de la noix de coco[253], permettent des revenus plus ou moins réguliers à nombre de familles. De plus en plus de familles s'orientent vers une petite agriculture commerciale (cf. B, stratégies type 1 ou encore 6 et 7) en exploitant leur verger et parfois en achetant des superficies, malgré les limites des systèmes de commercialisation. Dans une moindre mesure, le maraîchage (salade, choux, tomate) tente de se développer, mais timidement[254]. Par ailleurs, le marché des produits vivriers (maïs, haricot et arachide et de plus en plus le manioc), offre aussi des

[252] D'un point de vue agro-écologique, les conditions et le système d'agriculture de subsistance (cf.chap. VII, A) sont toujours valides aujourd'hui. Cependant, selon les témoignages locaux, les phénomènes et effets associés au changement climatique se font sentir et la fertilité des sols aurait diminué.

[253] Parmi les débouchés sont mentionnés l'Entreprise OlioMax Lda (avec une antenne d'achat à Massinga), une entreprise de transformation de fruits et un projet de brasserie à partir de manioc.

[254] Cela passe par L'ONG ADRA qui a créé l'association de maraîchage « associação 7 de fevereiro » en 2005. Elle est présente dans le cercle de Zunguze et dans celui de Marrucua. A Zunguze elle compte un total de 14 personnes, mais beaucoup ont arrêté. ADRA réalise une formation, puis assure l'achat à prix fixe et l'acheminement d'une partie de la production vers Massinga et les familles locales viennent aussi acheter directement à l'association.

débouchés dans cette zone où la production est irrégulière avec des périodes de pénurie et de soudure.

En dehors de la petite agro industrie de la sous région, des marchés grossistes de produits agricoles où sont vendues les denrées ont été mis en place dans les têtes de districts (Massinga, Maxixe, etc.), mais on trouve aussi des marchés locaux au niveau des circulos (Uticela, Uguane, etc.). Malgré cet environnement en évolution, les dynamiques sont lentes et les informations disponibles (uniquement sur les céréales) sur les volumes échangés montrent qu'ils sont très variables et restent limités (cf. tableau 73).

Tableau 73 : quantité de produits disponibles à l'achat vente (kg) sur le marché grossiste au 1/12/2010 et variation en pourcentage par rapport à la semaine antérieure

		Semana anterior	Semana recente	Mud. %
MAPUTO	Grão de milho branco	79200	63300	-20
	Feijão nhemba	28389	39744	40
	Feijão manteiga/Nac.	135000	142500	6
	Amendoim peq./Nac.	850	12500	1371
	Amendoim grande	1300	6000	362
	Amendoim peq./Imp.	92500	75000	-19
XAI-XAI	Grão de milho branco	27000	24000	-11
	Feijão manteiga/Nac.	7700	9100	18
	Amendoim peq./Nac.	9900	14200	43
	Amendoim grande	11650	9900	-15
MAXIXE	Feijão manteiga/Nac.	59000	12400	-79
	Amendoim peq./Nac.	40000	31450	-21
	Amendoim pequeno c/ casca	.	21989	.
MASSINGA	Feijão nhemba	284	4429	1460
	Feijão manteiga/Nac.	594	891	50
	Amendoim peq./Nac.	17357	16272	-6
	Amendoim pequeno c/ casca	2649	3153	19
QUELIMANE	Grão de milho branco	6320	7250	15
	Feijão nhemba	4968	861	-83
	Amendoim peq./Nac.	904	1139	26
	Mandioca seca	26811	16800	-37
NAMPULA	Grão de milho branco	4200	4560	9
	Feijão nhemba	379	1391	268
	Feijão manteiga/Nac.	4117	4117	0
	Mandioca seca	206	720	250
MILANGE	Grão de milho branco	.	3500	.
	Feijão manteiga/Nac.	.	990	.

Source : SIMA, « Information hebdomadaire des marchés agricoles du pays, région, monde » n°804, décembre 2010.

L'accès aux marchés agricoles constitue une forte contrainte des stratégies des familles. Cela est en partie lié aux routes et au système de transport[255] à partir de Leonzoane, encore

[255] En dehors des quelques transports de passagers, il n'existe pas de services de transport de marchandises en grandes quantités et il faut recourir à un moyen de transport privé (achat de camionnette pour 5% des familles) ou à la location de véhicule à un particulier (très peu pratiquée).

limités, ainsi qu'à la faiblesse des structures d'organisation et de commercialisation de la production. En effet, malgré quelques tentatives, les formes d'organisation collective peinent à se développer ; les expériences de coopératives de la période socialiste ont laissé une image négative des formes d'organisation collective en même temps qu'une certaine culture de la hiérarchie tend à bloquer ces expériences. Malgré quelques initiatives, Leonzoane ne compte aucune association de producteurs opérationnelle[256]. Par ailleurs, l'appui très réduit des services du Ministère de l'agriculture contribue à cette situation. A titre d'exemple, l'ensemble de la localité ne compte que 2 vulgarisateurs (PDD Massinga 2010)[257]. Ainsi, l'essentiel de la commercialisation des produits se réalise par le canal des acheteurs et intermédiaires associés aux grossistes des différents marchés du district, qui viennent parcourir de façon aléatoire les zones les plus proches et accessibles en camions et achètent la production à prix « fixes ».

Un autre facteur limitant de l'insertion au marché des familles de Leonzoane est l'accès aux sources de financement et au marché du crédit. Le programme le plus important de développement des provinces[258] est le «District Development Fund » (DDF), appelé le programme des « 7 millions » [259] et dont l'usage pour la production agricole et la création d'emploi est déterminé au niveau local. Initié en 2006, il consiste en des prêts via une enveloppe annuelle versé aux districts, pour stimuler l'investissement et le développement local[260]. A Leonzoane, les entretiens attestent qu'une dizaine de producteurs ont bénéficié de ces prêts et que la sélection a favorisé ceux disposant de plus de moyens (taux de

[256] Seule l'association de producteurs «Ruculucuane» de Mavicane semble fonctionner, mais vise la production de produits vivriers pour la consommation, sans but de commercialisation (famille 60).

[257] Cela s'explique en partie par la situation intermédiaire de Leonzoane dans les critères d'appui de la politique nationale. A la différence d'autres zones de la province avec des conditions agro-écologiques beaucoup moins favorables (sècheresse), Leonzoane n'est pas prioritaire en termes de situation d'insuffisance alimentaire et ne bénéficie presque pas des plans d'appui direct à la production (semences etc.). N'étant pas non plus une zone avec un avantage comparatif pour la production de culture de rente (maraîchage, riz, etc.) elle ne bénéficie pas des programmes spécialisés d'appui à la production et à la commercialisation.

[258] La Constitution qui intègre un processus de décentralisation remonte à peine à 2004 (AfriMap 2009) et répond à des politiques sur un modèle centralisé descendant selon le découpage administratif.

[259] Concernant les DDF voir le rapport du CIP « Centro de Integridade Pública » sur le détail des dépenses de chacun des 12 districts en 2011 qui montre les détournements de cette action publique. Mozambique 207, News reports & clippings 5, November 2012.

[260] Pour plus de détail sur la mise en œuvre et l'évaluation des résultats voir le rapport "O Distrito como Polo de Desenvolvimento:Um Olhar da Sociedade Civil" disponibles sur http://www.cip.org.mz

recouvrement plus sûr). Le faible niveau d'accès au système bancaire et au crédit va dans le même sens : moins d'un tiers des familles ont un compte bancaire, et le plus souvent ce dernier est lié à une activité de migration. De même, les institutions et programmes de micro-finance sont jusqu'à présent inexistants à Leonzoane, à l'image de la région sud où ils sont moins développés que dans le reste du pays (De Vletter, 2006). Un corollaire de l'usage restreint du système bancaire - également lié au taux de change entre le Metical et le Rand[261], est la nature des transferts effectués par les familles. Selon nos observations des stratégies où la migration est la principale ressource (cf. B stratégies type 4, 5), les transferts se font pour moitié ou au-delà sous forme de biens matériels.

Par ailleurs, plusieurs processus formels et informels autour du foncier sont en cours. Suite à la loi sur la terre de 1997 (n°19/97), les terres de Leonzoane appartiennent essentiellement à la catégorie des terres coutumières[262] (communication, services provinciaux de cadastre, 2010). Le processus de recensement et d'enregistrement de ces terres coutumières a commencé de façon assez récente à Massinga et la plupart des familles n'ont pas de titre (PDD Massinga, 2005). Associé à cette titrisation des parcelles, un marché de la terre avec un système de valeurs des terrains selon leur orientation productive et potentiel agricole est aussi en cours[263]. Au vu de la lenteur (et coûts) des processus légaux, un marché parallèle de vente informelle a commencé après la guerre, notamment avec les familles de réfugiés : « beaucoup de personnes de Gaza, Mabote, Funhalorou ont décidé de ne pas rentrer chez eux après la guerre et de rester ici. Ils ont dû demander des terres aux natifs de Leonzoane » (Orlando,

---

[261] Cf. annexe 21

[262] Le droit coutumier est très vivant dans la réalité des pratiques rurales ; le fait que dans la loi l'enregistrement des droits d'usage ne soit pas obligatoire risque de poser pour l'avenir des problèmes de preuves. Au Mozambique, le système coutumier permet une série d'opérations, certaines très sophistiquées, répondant aux divers besoins des régions rurales. Diverses recherches montrent la manière d'acquérir une terre par le biais de systèmes qui varient d'une région à une autre et le fait que ceux ci comprennent les moyens d'accession tels que l'héritage, le mariage, les donations, les autorisations par des autorités locales, la vente et l'achat ainsi que la location et le prêt (de Quadros, 2002).

[263] La loi de 1997 induit que les droits sur la terre au Mozambique sont des droits d'usages. Sur l'évolution du système juridique foncier au Mozambique, voir C, Tanner (2010), Land rights and enclosures: Implementing the Mozambican Land Law in practice dans The Struggle over Land in Africa. Conflicts, Politics & Change.

Leonzoane 2010, traduction de l'auteur)[264]. Il semble que ce marché informel d'achat-vente de terres à Leonzoane prenne de l'importance depuis 2005, particulièrement dans les zones proches de la ville de Massinga pour des terres montrant de bons potentiels agricoles. Certains entretiens montrent que le prix des parcelles agricoles a été multiplié par 7 entre 1990 et 2005 (communication personnelle, Ricardo, Rovene 2009). C'est le cas du cercle de Zunguze, lieu de résidence d'une grande partie des familles de refugiés. « Les personnes de Zunguze, et celles venues de Funhalouro, ont des problèmes de machamba, ils vont acheter à Muxaxa ou Mabadine, jusqu'à 9000 MT pour 3 ou 4 hectares » (Antonio Mazive, Leonzoane 2010, traduction de l'auteur)[265]. De même, on observe une forte pression sur les terres destinées à la construction dans la ville de Massinga et une dynamique de renchérissement des terres urbaines (PDD Massinga, 2005)[266]. Ces processus sont visibles dans les stratégies des familles avec l'achat de terres, à des fins de diversification agricole ou de location, en plus d'assurer un lieu de résidence pour les enfants étudiants (cf. B, stratégies type 3, 4, 5 et 6). Néanmoins, cela reste informel et ne permet souvent pas l'accès au crédit ou à d'autres services financiers.

Un point important lié à la faiblesse de l'accès au crédit et de l'organisation collective est l'usage limité de la traction animale et une pression sur la main d'œuvre agricole. La traction animale a un rôle crucial car c'est l'unique manière de diminuer les risques d'insécurité alimentaire (en assurant un semi sur une superficie minimum et une récolte suffisante en année de pluie réduite) : « la superficie qu'on cultive dépend de la pluie. Avec les bœufs je sème la même superficie, mais ça ne prend qu'une semaine au lieu de trois sans charrue » (Milagre, Leonzaone 2010)[267]. Or, malgré les nombreux systèmes de prêts et arrangements[268], l'accès aux bovins pour le labour est encore très limité. A peine 1/3 des

---

[264] "Muita gente de Gaza, Mabote, Funhalouro decideram nao voltar direitamento no seu lugar e ficar aqui. Tinham que pedir teras dos naturais daqui "

[265] "As pessoas de zunguze, e aquelas que viram de Funhalorou, tem problema de machamba, apanham em muxaxa em mabadine , até 9000 MT para 3 o 4 hectarea "(enquête, famille 87).

[266] L'installation de l'Université Pédagogique et de l'école secondaire il y a 4 ans, a amené un afflux de fonctionnaires et d'étudiants et une forte demande de logement ces dernières années. Cela vient s'ajouter au processus en cours de scolarisation croissante des populations rurales, accru par la participation des filles. Ainsi une parcelle à Massinga (30mx40m), se vendait 30 000 Mt en 2009.

[267] « A superficie depende da chuva. Com o gado faço a mesma superficie, mas e uma semana em vez de 3 semanas sem boes e charrua » (Famille 28, 2010 Milagre).

[268] L'accès peut se faire via la famille et les bœufs sont gérés comme capital collectif mis tour à tour à disposition. Les bêtes sont réservées de façon prioritaire à l'usage de la famille directe et proche. On

ménages enquêtés y ont recours et seuls 10% d'entre eux disposent d'une charrue[269]. Cela se traduit par une forte demande de location de bovins à un coût relativement élevé : environ 2000 MT pour une famille pour labourer une superficie moyenne de 2 ha (soit 20 chicuelas). « Je veux acheter une charrue mais ce n'est pas facile… Maintenant c'est très cher de louer des bœufs, dans quelques temps on va pouvoir faire une machamba visible avec des bœufs » (Frederico, Leonzoane 2010)[270].

Dans ce contexte, beaucoup de familles n'ayant pas accès à la traction animale (cf. B, stratégies 1 et 2), on observe une forte pression sur la main d'œuvre agricole au moment des semis. Il existe de nombreux systèmes d'accès et gestion de la main d'œuvre agricole, depuis le recours à la seule main d'œuvre familiale, jusqu'à la mobilisation de main d'œuvre extra familiale ponctuelle ou systématique, monétaire ou via des systèmes d'échange par troc (mafupe et nzima : travail contre travail, boisson, récoltes, repas, matériel). Nos enquêtes attestent de l'érosion de ces formes d'échanges, les travailleurs agricoles refusant de plus en plus le paiement en nature en faveur du paiement en espèces. « Je n'ai pas d'argent pour demander de l'aide et le mafupe est rare aujourd'hui » (famille 22, Leonzoane 2010)[271]. La combinaison de l'absence de nombreux hommes migrants et de la concentration de la demande de main d'œuvre au moment des pluies peut donner lieu à une certaine pénurie qui se traduit sur la période récente par la substitution des systèmes traditionnels de main d'œuvre, par le travail agricole salarié et l'accroissement de son coût[272] (cf. 2). « Parfois c'est un problème de trouver de la main d'œuvre pour faire la machamba, ça dépend du biscato du

---

identifie : des systèmes de solidarité entre frères présents et migrants: « je laisse mes bœufs entre les mains de mon frère aîné qui est ici, comme ça je peux continuer à travailler en Afrique du Sud » (famille 94) ; ainsi que des système de prêt-gardiennage de bovin "Kutchata" (cf. lexique).

[269] Le manque d'eau est la première limite à l'expansion de l'élevage bovin. Viennent ensuite la contrainte du gardiennage (peu de jeunes et enfants disponibles du fait de la scolarisation et paiement exigé en espèce), d'accès aux pâturages, ou de maladies. De plus, le prix des charrues a augmenté de 2 000MT à 5 000MT entre 2000 et 2010.

[270] Quero comprar charua mas não e facil.... agora esta muito caro alugar boes, depois no futuro vamos poder fazer machamba visivel com boes "(famille 94).

[271] "Não tenho dineiro para pedir ajuda e o mafupe esta fraco hoje".

[272] Cette pression est d'autant plus forte que comme nous le verrons par la suite les personnes engagées sur le marché du travail agricole local répondent souvent aux situations de trappe à pauvreté (cf. B, type 2).

moment des personnes. Tu peux aller loin pour trouver des personnes, et le paiement dépend de ce que tu veux et du temps qu'a la personne » (Filip, Leonzoane 2009)[273].

2) Dualité des marchés du travail et expansion des formes d'emploi précaires

Les changements des contextes des marchés du travail national et sud-africain depuis 1994 sont visibles dans les activités locales et extérieures des familles de Leonzoane.

Les caractéristiques des activités locales des ménages de notre échantillon montrent d'une part l'importance de l'emploi informel (salarié ou indépendant) et d'autre part, la diversité des modalités d'emploi (en fonction de la tâche ou du temps) (cf. tableau 74). Les informations recueillies sur les revenus soulignent aussi les variations de rémunération intra et interannuelle. La plupart se situe proche ou en dessous du salaire minimum national du secteur[274]. Cela complète les tendances observées dans la région nord par Massingarela et al. (2008), sur la diversité du marché du travail rural informel et l'importance des petits emplois ou « biscato » dans les stratégies des familles. Parmi les petits emplois informels les plus courants, on trouve la transformation et la vente de fruits ou céréales en boissons fermentées et eaux de vie (femmes), l'extraction/vente de bois (femmes) et de pierres[275], une variété de travaux agricoles occasionnels ainsi que la location de bœufs pour la préparation du sol et le semis, divers métiers de la construction (main d'œuvre, contremaîtres, maçons, charpentiers, etc.), ou encore des services comme des couturiers (marché des uniformes scolaires). Dans le secteur formel on trouve parmi d'autres, les « petits emplois » comme alphabétisateur, agent de santé ou représentant administratif.

---

[273] "As vezes e um problema apanhar mao para machamba, depende do biscato do momento. Pode ir muito longe, transporte. O pago depende da tua necesidade e do tempo da pessoa"(Filip, 2009).

[274] Cf. Annexe 22, salaire minium national 2008-2012

[275] En plus des marchés des districts et province, la pierre est vendue localement aux familles qui construisent un habitat en dur ou une citerne. Une des ressources naturelles abondantes à Leonzoane sont les carrières de roche pour la construction/bâtiment. Avec le développement des bourgs ou tête de districts et l'amélioration des voies de communications, un marché de la pierre de construction se développe depuis la 1994. Des intermédiaires (propriétaires de véhicule) ou entreprises de matériel de construction viennent des villes de Massinga, Morrumbene ou Maxixe pour acheter cette matière première. Les prix varient par type de pierres: "pierres fines" (véranda) 4500 MT/camion ; "grosses pierres" (fondations): camionette=1700 MT/camionette ; « pierres à béton »3300 MT/camion.

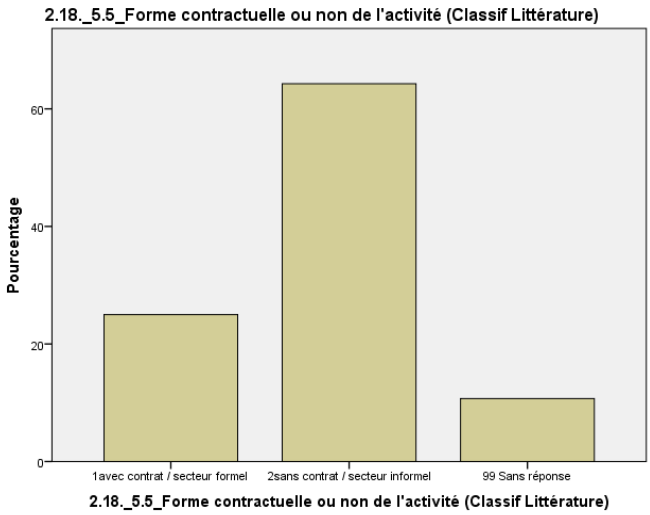
Tableau 74 : marché du travail rural à Leonzoane (2009-2010), illustration par secteur, statut et rémunération des différents emplois

	Quantité	Unité	statut emploi	Rev min	Max	Année
Agriculture						
ouverture terrain/défrichage	1	chicuela	trav occas/ informel	150		2009
débrousaillage parcelle	1	chicuela	trav occas/ informel	70	100	2010
location bovin /labour semis	1	chicuela	acti indep occas /informel	50	70	2009
location bovin /labour semis	1	ha	acti indep occas/ informel	500		2009
location bovin /labour semis	1	ha	acti indep occas/ informel	700		2010
location bovin /labour semis	1	jour	acti indep occas/ informel	150		2010
labour-semis	1	chicuela	trav occas/informel	65	80	2009
labour-semis	1	chicuela	trav occas/informel	100	120	2009
labour-semis	1	chicuela	trav occas/informel	80		2010
éclairissage/récolte	1	chicuela	trav occas/informel	25	30	2009
éclairissage/récolte	1	chicuela	trav occas/informel	25	30	2010
travail agricole (gain oct à fev selon dispo)	1	mois	trav saisonnier/informel	200	600	2009
travail agricole sur exploitation cciale	1	mois	trav saisonnier/informel	2000		2009
Transformation prdts agricoles						
vente alcool d'orange	2	mois	acti indep saison/informel	100	600	2009
vente de malucuada (boisson farine mais)	1	mois	acti indep saison/informel		400	2009
Construction						
main d'œuvre construction locale	1	ouvrage	trav occas /informel	2000	3000	2009
main d'oeuvre construction locale	1	mois	acti indep/ informel	800	1300	2007
main d'oeuvre construction grenier à céréale	1	ouvrage	acti indep/ informel			2009
main d'œuvre maison (dur)	1	maison	acti indep/ informel	7000		2009
main d'œuvre construction maison (zinc-bois)	1	maison	trav occas/informel	1500		2009
main d œuvre fabrique ciment	1	sac	trav occas/informel	25		2009
main d œuvre fabrique parpaings	1	mois	trav occas/informel	450	500	2009
main d œuvre masson maison dur	4	mois	acti indep occas/ informel	3550		2009
Charpentier (fabricant de porte)	1	mois	salarié / formel		2 500	2009
construction reservoir eau	1	an	salarié/ informel	20 000		2009
construction reservoir eau	1	tank	salarié / informel	5 000		2009
construction reservoir eau	1	an	acti indep occas/informel	40 000		2009
construction reservoir eau	1	tank	acti indep occas/informel	2 000	8000	2009
architecte/ dessinateur plan construction	1	plan	acti indep occas/ informel	150	200	2009
Secteur extraction						
ouvrier carrière association INAS (mars-aout)	1	mois	salarié saisonnier /formel	500		2009
extraction pierre	1	mois	acti indep/formel	2500		2010
extraction pierre	1	camion	acti indep/informel	450		2009
collecte & vente de bois (femmes)	1	mois	acti indep/informel	30	100	2010
Transport						
chauffeur transport privé	1	jour	acti indep/informel	100		2009
chauffeur transport privé	1	mois	acti indep/informel	1500	3000	2009
chauffeur transport commun	1	jour	salarié occas/informel	100		2009
conducteur minibus Massinga	1	jour	salarié /informel	150		2009
conducteur minibus zunguze-massinga	1	mois	salarié /informel	2500		2010
contrôleur minibus Leonzoane-Massinga	1	mois	salarié informel			2009
transporteur marchandises (Maputo-Jhb-MP)	1	voyage	acti indep / informel			2009
Services et vente						
vente ambulante produits base leonzane	1	mois	acti indep occas/ informel	200	600	2010
cce produits alim & autre prdts base	1	mois	acti indep/ informel	1000	2000	2010
vendeuse cigarettes	1	mois	acti indep/ informel	500		2009
mécanicien	1	mois	acti indep/ informel	3000		2010
location maison à massinga	1	mois	acti indep/ informel	1000		2009
employée domestique	1	mois	salariée /informel	300		2009
couturier	1	mois	acti indep occas/ informel	800		2009
photographe	1	mois	acti indep occas/ informel			2009
vente ambulante vêtements	1	semaine	acti indep occas/ informel			2009
vendeur de radios	1	mois	acti indep/ informel	800		2009
Secteur artisanat						
fabrication de pilon	1	pilon	acti indep / informel	40		2009
fabrication de paillasse/ xteira	1	mois	acti indep / informel	150	200	2009
Secteur public/ Eglise						
aide pasteur	1	mois	indemnité/ formel		300	2009
pasteur	1	mois	salarié/ formel		3000	2009
professeur primaire	1	mois	salarié/ formel	3750		2010
professeur primaire /début carrière	1	mois	salarié formel	3000		2009
professeur primaire/secondaire(2 class, 15%prime isol	1	mois	salarié formel	6000		2010
technicien agricole ONG	1	mois	salarié formel	1700		2009
alphabetisateur/ éducatrice	1	mois	salariée	550		2010
agent de santé	1	mois	salarié formel	700		2010
recensseur electoral	1	mois	salarié occas	2700		2009
lider comunautaire (représentant admin)	1	mois	salarié formel	150		2010
lider comunautaire 2e échelon(représentant admin)	3	mois	salarié formel	750		2010
pension retraite armée	1	mois	salarié	2300		2010
retraite professeur	1	mois	salarié formel	2500		2010

source: enquêtes Leonzoane 2009-2010 Note: ancien MT (1980-2006) / MT (2006) / 1 chiculea = 10mx 50 m = 1/20 ha

A côté du marché du travail rural local, l'évolution du marché du travail national et sud-africain et les conditions de travail se reflètent dans les caractéristiques des emplois de la dernière génération d'actifs de Leonzoane. En effet, 70% des migrants parmi les 20-40 ans ont commencé à travailler sans contrat formel, comparé à 47,8% et 4,5% pour les générations antérieures ; et en considérant l'ensemble des individus, tous âges confondus, en moyenne 58% ont débuté leur vie active dans le secteur formel (Mercandalli et Anseeuw, en revue). Or, cela n'est plus le cas aujourd'hui pour la majorité des plus jeunes (cf. figure 71) et si la tendance observée se poursuit dans la prochaine décennie, il est probable que la plupart des migrants de Leonzoane seront engagés dans des emplois informels. A travers nos entretiens nous avons par ailleurs pu vérifier l'existence de pratiques de sous-traitances et de précarisation des conditions de travail, dans le secteur des mines, et surtout de la construction, via différentes modalités telles que la contractualisation journalière, sur dix jours ou mensuelle, sans assurance santé ou droits de fin de contrat.

Figure 71 : nature formelle ou non de l'emploi principal au cours de la première période professionnelle, par groupe d'âge (20-40 ans)

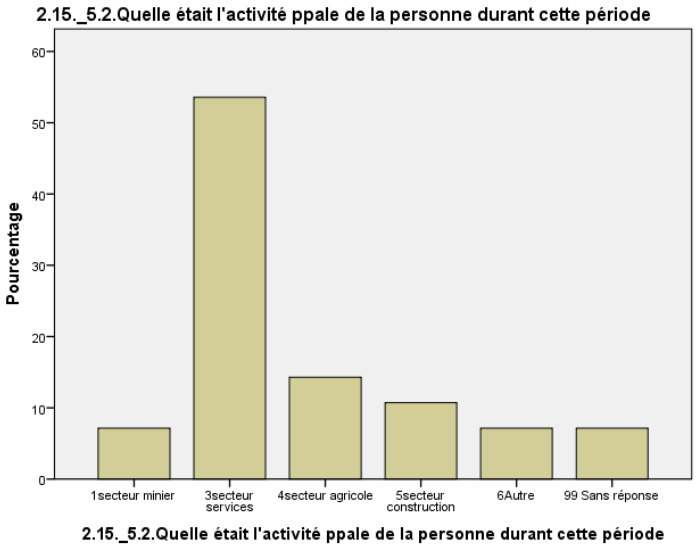


Source : enquêtes 2009-2010

Les données sur le secteur d'emploi des individus migrants au début de leur vie active montrent que la migration depuis Leonzoane a été affectée par les réorientations économiques de l'Afrique du Sud. Pour l'ensemble de notre échantillon, le secteur minier constitue encore aujourd'hui le principal secteur d'insertion des migrants, employant 45,3% des migrants économiques actuels, suivi de près par le secteur des services avec 40,6%. Cependant, si on

regarde les évolutions entre générations, la tendance montre clairement qu'une fois que le groupe des 40-60 ans auront atteint l'âge de la retraite, le secteur minier ne représentera alors plus le principal secteur d'absorption, sinon celui des services. Par rapport à cela, les caractéristiques des dernières générations sont éloquentes puisque à peine 7 % sont engagés dans le secteur minier au début de leur vie active, alors que plus de 53 % d'entre eux travaillent dans les services (cf. figure 72). Un secteur en forte croissance est celui de la construction, selon nos sources qualitatives et les données de notre étude, employant presque 12% des 20-30 ans (Mercandalli et Anseeuw, en revue).

Figure 72 : secteur principal d'emploi au cours de la 1ère période professionnelle par groupe d âge (20-40 ans)



Source : enquêtes 2009-2010

Ces différents éléments illustrent que les opportunités de migrations économiques et les conditions des migrants, particulièrement depuis la fin de l'apartheid, sont devenues bien plus variées que ce qui prévalait depuis la moitié du 19e siècle jusque dans les années 1990.

B - Le rôle différencié de la migration dans les stratégies des ménages de la période d'économie de marché : accumulation non productive, diversification et dépendance

Nous présentons ici les stratégies des ménages et le rôle de la migration pour chacune d'elles, et plus particulièrement son rôle (ou non) dans la diversification des systèmes d'activités, en lien avec ses formes et ses règles au cours des 15 dernières années (cf. chap.VI).

Les données issues des enquêtes biographiques des 97 ménages de notre échantillon, actifs sur la période actuelle (1994-2010), permettent d'identifier 7 types de trajectoires de systèmes d'activités, déterminés à partir des variables suivantes : âge, accès à un verger et usage, nombre de bovin, autosuffisance alimentaire, niveau de commercialisation agricole, capital social, stabilité de l'emploi hors agriculture, régularité des transferts. Ces variables se traduisent par un portefeuille d'activités. L'analyse des différentes stratégies est également complétée par les informations qualitatives recueillies de façon non systématique dans les trajectoires (système de main d'œuvre, accès bancaire, etc.) et par des éléments sur les niveaux de revenus monétaires 2009-2010.

Pour chaque type identifié de stratégie, nous mettons ensuite en regard les profils de mobilités des ménages et les décisions et règles associées à la migration pour en identifier les différents rôles : paiement de la dot pour l'accès à la terre, investissement non productif (habitat, bien durables), appui au système de subsistance, investissement agricole (main d'œuvre, bovin, terre), transferts de connaissances et investissement extra agricole, achat terre/logement urbain (cf. tableau 75 ci-après). Cela permet d'observer les éventuelles régularités entre systèmes d'activités et les systèmes de mobilités des ménages. Le tableau 66 ci-dessous reprend les caractéristiques des stratégies des ménages observées au cours de la période contemporaine (1994-2010).

Tableau 75 : distribution des ménages par type de stratégie et rôle de la migration (1994-2010)

N=97 ménages actifs entre 1994 et 2010	phase du cycle vie	Type accès Terre	Acces K Verger O/N (conso-vente)	Sup Cultiv/ Sup totale	bovin	Autosuf an norm(O/N)	Vente Prod agri O/N	K social ext/loc	Continuité Emploi Ppal O/N (sal formel/indep/ inform successif)	combi naison d'actiivté principale	Type diversif: agri/non agri	Liens SM/SA	Groupe de R RD ou MT/mois (2009-2010)	Part R extra agri /R Total (2009)	Part de R mig Transféré (2009-2010) est°
Type 1 (24%) Petite agriculture commerciale diversifiée & activité extra agricole occas	3e (56%)	héritée (70%) ou héritée &occupée (17%)	OUI orienté vente (75%)	1 à 3ha/ 2 à 10ha	0 (57%) 1 à 2 (43%)	OUI	OUI (céréales, fruits)	NON (grpe eglise 33%)	X	Petite agriculture commerciale & travail agri occas +/- activité loc ponctuelle	agricole (+/-extra argi occas)	Non migrants aucun rôle (78%) appui syst subs et conso	G4 (300- 3000 MT)	0-25%	0%
T2 (21%) Système alternance agriculture de subsistance et salariat instable, «trappe à pauvreté»	2e (60%)	héritée (65%) occupée/prêtée (25%)	OUI conso (80%)	0,5 à 2ha/ 2 à 7ha	0 (90%) 1-2gardiennage (10%)	OUI (80%)	NON (marginale)	NON (ext mais faible)	NON	Agri subs & acti indep ou salarié occas construc ou autre +/- trav agri occas	extra agric & agric occas	SM1(50%) SM6 (30%) habitat, appui agri subs ponct, transf connaissances	G4 (300- 3000 MT) G3 (15%)	0 à 90%	0 à 5% irrégulier
Type 3 (21%) Système agriculture de subsistance et diversification extra agricole	2e (55%)	héritée (50%) occupée/achetée	OUI conso (80%)	2 à 3,5 / 2 à 10-12	0 (60%) 1à 5 (40%)	OUI	Non(marg) 70% oui (fruits, céré) (30%)	Loc& Ext	OUI (80%)	Agri subs avec vente & 1à 2 salarié services ou admin+/- 1à2activités indépendantes extra agri	extra agri (70%) agri (30%)	SM 2,3,4,6 habitat, appui agri subs,transf conn-K,	G3 (3000-6000MT) (65%) G4	>70%	10% qd mig
Type 4 (16%) Système dual renouvelé	2e (90%)	héritée (76%) achetée	OUI conso (70%)	0,5 à 3 /2 à 20Ha	0 (65%) 2-3	OUI (65%) +complément riz (35%)	NON	OUI ext & loc	OUI	Salarié mine ou autre & agri subs	aucune (82%) extra agri occas	SM1,SM2 (76%)-SM5,SM6(24%) mariage, habitat, agri subs	G2(1900-4500RD) /(6000-14400MT)	>90%	30 à 60% régulier
Type 5 (7%) Système transnational & agriculture sous exploité	2e (100%)	héritée ou achetée/occupée	OUI conso	0 à 1ha/ 2 à 4ha	0	NON	NON	OUI ext	OUI	2/ Agri subs & activité indep (construction ou services)	extra agri	SM4 et SM5 (75%) habitat &bien durable,secu alim ,inv agri subs , transf connaiss & K, terre-logement urbain	G1(4500-15000 RD)	>90%	10-30% régulier
Type 6 (4%) Migrant « permanent » avec diversification agri commerciale tardive	2e (75%)	heritée/achetee	OUI conso (50%)	2-4ha/12-25ha	1	NON	OUI (fruit, élevage/ céré)	OUI ext	OUI	salarié formel & diversification agric commerciale	agricole	SM2, SM6 mariage, habitat&bien conso,secu alim, invest agric ,achat terre urbaine	G2(1900-4500RD) /(6000-14400MT)	>90%	20-30%
Type 7 (6%) Système agriculture commerciale	3 (100%)	héritée/achetee	OUI vente (83%)	4-6ha/ 8-20ha	3 à 16	OUI	OUI (25-50% de la prod de céréales)	OUI local	x	agric-élevage commerciale diversifiée	agricole	Non migrants habitat , invest agri cciale	G4/G3	0%	0%

Source : enquêtes 2009-2010.

Les paragraphes qui vont suivre détaillent chacune des 7 stratégies et les rôles et types de migration qui leur sont associés. Pour une meilleure compréhension, la présentation des stratégies ne suit pas l'ordre du tableau ci-dessus. Le tableau 76 synthétise les différents usages (rôles) de la migration qui seront successivement représentés par des histogrammes pour souligner les spécificités des stratégies.

Tableau 76 : usage de la migration selon le type de stratégie (hors consommation courante) 1994-2010

			Type système d'activités et stratégie période éco de marché							
			Type 1 Petite agriculture commerciale diversifiée & activité extra agricole	Type 2 Alternance agriculture de subsistance et salariat instable	Type 3 Agriculture de subsistance et diversification extra agricole	Type 4 Système Dual renouvelé	Type 5 Système Transnational &agriculture ss exploitée	Type 6 Migrant avec diversification agricole tardive	Type 7 Système agriculture commerciale	Total
6.7.Durant cette periode quelles ont ete les principales depenses/ Mariage&ccès terre	1oui	Effectif	1	7	3	14	2	2	0	29
		N % ligne	3,4%	24,1%	10,3%	48,3%	6,9%	6,9%	0,0%	100,0%
		N % colonne	20,0%	36,8%	20,0%	82,4%	28,6%	50,0%	0,0%	39,7%
	2non	Effectif	4	12	12	3	5	2	6	44
		N % ligne	9,1%	27,3%	27,3%	6,8%	11,4%	4,5%	13,6%	100,0%
		N % colonne	80,0%	63,2%	80,0%	17,6%	71,4%	50,0%	100,0%	60,3%
6.7.Durant cette periode quelles ont ete les principales depenses/ Habitat+biens conso durables	1oui	Effectif	2	14	8	17	6	2	5	54
		N % ligne	3,7%	25,9%	14,8%	31,5%	11,1%	3,7%	9,3%	100,0%
		N % colonne	33,3%	73,7%	53,3%	100,0%	85,7%	50,0%	83,3%	73,0%
	2non	Effectif	4	5	7	0	1	2	1	20
		N % ligne	20,0%	25,0%	35,0%	0,0%	5,0%	10,0%	5,0%	100,0%
		N % colonne	66,7%	26,3%	46,7%	0,0%	14,3%	50,0%	16,7%	27,0%
6.7.les revenus de la mig ont ils servi a renforcer le syst de subs (mdo ou traction+Terre agri)	1oui	Effectif	4	6	8	16	3	1	1	39
		N % ligne	10,3%	15,4%	20,5%	41,0%	7,7%	2,6%	2,6%	100,0%
		N % colonne	80,0%	31,6%	53,3%	94,1%	42,9%	25,0%	16,7%	53,4%
	2non	Effectif	1	13	7	1	4	3	5	34
		N % ligne	2,9%	38,2%	20,6%	2,9%	11,8%	8,8%	14,7%	100,0%
		N % colonne	20,0%	68,4%	46,7%	5,9%	57,1%	75,0%	83,3%	46,6%
6.7.Durant cette periode quelles ont ete les principales depenses/ Agri&Elevage ccial (mdo+bov+Terre..)	1oui	Effectif	0	0	0	0	1	4	5	10
		N % ligne	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	10,0%	40,0%	50,0%	100,0%
		N % colonne	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	14,3%	100,0%	83,3%	13,7%
	2non	Effectif	5	19	15	17	6	0	1	63
		N % ligne	7,9%	30,2%	23,8%	27,0%	9,5%	0,0%	1,6%	100,0%
		N % colonne	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	85,7%	0,0%	16,7%	86,3%
La migration a t elle permi un transfert de connaissance (ac ou ss K) qui a permi une activité à Leonzoane	1oui	Effectif	0	3	13	1	4	1	1	23
		N % ligne	0,0%	13,0%	56,5%	4,3%	17,4%	4,3%	4,3%	100,0%
		N % colonne	0,0%	15,8%	86,7%	5,9%	57,1%	25,0%	16,7%	31,5%
	2non	Effectif	5	16	2	16	3	3	5	50
		N % ligne	10,0%	32,0%	4,0%	32,0%	6,0%	6,0%	10,0%	100,0%
		N % colonne	100,0%	84,2%	13,3%	94,1%	42,9%	75,0%	83,3%	68,5%
Les revenus de la migration servent ils a assurer toute ou majorité de la sécu alim de la famille	1oui	Effectif	0	4	0	0	7	4	0	15
		N % ligne	0,0%	26,7%	0,0%	0,0%	46,7%	26,7%	0,0%	100,0%
		N % colonne	0,0%	21,1%	0,0%	0,0%	100,0%	100,0%	0,0%	20,5%
	2non	Effectif	5	15	15	17	0	0	6	58
		N % ligne	8,6%	25,9%	25,9%	29,3%	0,0%	0,0%	10,3%	100,0%
		N % colonne	100,0%	78,9%	100,0%	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%	79,5%
6.7.Les revenus de la migration ont-ils servi à l achat de terre ou logement urbain	1oui	Effectif	0	2	0	0	1	3	0	6
		N % ligne	0,0%	33,3%	0,0%	0,0%	16,7%	50,0%	0,0%	100,0%
		N % colonne	0,0%	10,5%	0,0%	0,0%	14,3%	75,0%	0,0%	8,2%
	2non	Effectif	5	17	15	17	6	1	6	67
		N % ligne	7,5%	25,4%	22,4%	25,4%	9,0%	1,5%	9,0%	100,0%
		N % colonne	100,0%	89,5%	100,0%	100,0%	85,7%	25,0%	100,0%	91,8%
	Total	N total	23	20	20	17	7	4	6	97
		N total % ligne	23,7%	20,6%	20,6%	17,5%	7,2%	4,1%	6,2%	100,0%
		N total % colonne	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

source: enquêtes 2009-2010

1) Système dual renouvelé : « agriculture de subsistance & activité extra agricole régulière » (mine ou autre) (17 %, type 4)

On trouve d'abord la stratégie du paysan salarié renouvelé qui concerne 17% des familles. Elle est présente parmi les jeunes actifs (26% des 20-40 ans), et disparaît chez les plus de 60 ans souvent exclus du marché du travail salarié (cf. tableau 79). La stratégie de ces ménages se caractérise par un système d'activité dual composé d'une part d'une activité agricole de subsistance principalement pour l'autoconsommation dirigée par la femme, plus ou moins consolidée par l'acquisition de bovins et d'un verger, et d'autre part d'une activité extra-agricole régulière pour l'homme, dans le secteur minier ou un autre secteur, seule source de revenus monétaires. Cette stratégie constitue une forme de continuité et de permanence de la stratégie du « paysan-mineur » de la période coloniale (cf. chap. VII, type 4) dont elle est restée très proche.

Pour ces familles, l'accès à un emploi extra agricole formel hors de Leonzoane s'est fait grâce à un fort capital social via le réseau familial direct ou le lignage. Cette stratégie est souvent associée à la transmission d'une génération à l'autre depuis plus de 80 ans au sein de la famille ou des proches, de postes salariés fixes dans une compagnie minière[276] (cf. figure 73, Milagre) ou d'un emploi stable dans le secteur des services. Dans d'autres cas, c'est le réseau qui assure l'accès aux informations (lieux et caractéristiques des emplois) et aux conditions matérielles nécessaires (transport, logement) pour que le migrant maintienne des activités et revenus réguliers, jusqu'à stabiliser sa situation professionnelle. Dans tous les cas, cette stratégie fonctionne sur un principe de transmission d'une forme de rente migratoire (emploi formel stable avec salaire régulier en Rand) rendu possible grâce au contrôle d'une ressource circulatoire à travers le réseau (cf. chap. VI). Une des caractéristiques de ce groupe est donc la stabilité de l'accès au marché du travail au cours de leur trajectoire et celle de la combinaison d'activités agriculture - emploi salarié (cf. figure 77). Le choix est de maximiser les revenus de la migration et de se prémunir contre l'éventuel risque de fin de contrat en assurant au maximum la sécurité alimentaire de la famille avec l'activité agricole et en ayant une unique propriété à Leonzoane.

---

[276] "Consegui emprego na Africa do Sul em sustituição do meu pai " (Judas, 2009).

Figure 73 : stratégie Type 4 «système dual renouvelé » (Milagre 48 ans et Julina)

TYPO Eco marché : T4	1ere phase Cycle vie											2e phase cycle vie														
	1980	1981	1983	1984	juin-85	juil-85	1986	...	1987			1990	1991	1992	1993			1998	1999	2000	2001	2002	...	2007	2008	2009	2010
Evènements familiaux	mariage 1enfant		2 enfant	mort père	3 enfant		Appel Machel	réfugiés en partie à Massinga					4 enfants		5 enfant				maison dur	6 enfant		citerne	moto				projet voiture
Système de mobilité (SM 1)	X	Mig nationale/maputo				mig Internat Westonaria		x	2 mig internat				1 mig internat						1 mig internat								
						K so, poste Cie père		retour 6 mois	2 retours / 6 mois				visite fin d'année 2 mois						promotion interne								
Portefeuille d'activités	Lui: agri sub+journalier Elle: agri subs	Lui: pêcheur Elle: agri subs				lui:mine formel first aid elle: agri subs		x	lui: mine formel "first aid" elle: agri subs				lui: mine formel elle: agri subs						lui: salarié mine, conducteur elle: agri subs + loca bovin+vente boisson								
Agriculture	av père					2ha/10ha herité ac verger		0,5 (guerre)					4-5ha/ 10ha						5 ha/ 10ha								
Elevage	x												2 bovins (1996), petit élevage cabris, porcs						2 bovins				4 bovins, 12 cabris, 3 porcs				
REVENUS MIGRATION		300 MT/mois(est°)				300 RD/Mois			300 RD/mois				RD?						2000RD/mois								2500 RD/mois
REVENU LOCAL AGRICOLE		x				x							x						Mt?								élevage:1000MT+ 1500 MT/an céréales
REVENUS LOC NON AGRIC	mt?	x				x							x						x								loc bov (1500 MT/an) 700 MT/an alcool
Usage REV LOCAUX à Leonzoane	dot payée/père	autoconso				x													autoconso & stocks								
Usage REV MIG à Leonzoane	x	conso				vêtements, école, conso aide fères							habitat (maison dur+meubles), appui agri subs (13000 MTbovins)						habitat (citerne, mobilier), moto, appui agri subs (cabris, bovin)+2000MTcharrue+1300 mdo								appui agri sub (1300/an)+mob habitat+ 3 mois ($ edu, lait,50kg sucre, 50kg riz,10 l huile
Part REV MIG ENVOYES-DEPENSES à Leonzoane		150 MT/mois				600 MT/mois																					~ 50-60%
Part R MIG/ R TOTAL	x	>90%																	>90%								

Milagre s'est marié en 1980 à 20 ans, aidé par son père alors salarié mineur de la Compagnie Kloof à Westonaria (Af. du Sud). En 1985 après un 1er emploi comme pêcheur à Maputo, il se rend en Afrique du Sud pour prendre le poste de son père, en arrêt suite à des problèmes de santé. Jusqu'à la fin de la guerre, ces revenus de mineur lui permettent de soutenir sa famille et ses frères, en partie réfugiés à Massinga. Depuis 1991, il travaille au sein de cette même compagnie tout en changeant de poste et en améliorant ses revenus grâce à des promotions internes. Ses revenus lui permettent d'acheter le matériel pour construire une maison en dur entre 1993 et 1999, de financer les études de ses enfants, de consolider le système de subsistance (achat bovin et petit élevage) et de compléter l'alimentation de la famille assurée par ses récoltes. Julina, sa femme, se dédie aux activités agricoles des 5 ha qu'ils cultivent grâce à leurs bœufs, et à la vente ponctuelle de produits agricoles. Les tâches agricoles sont largement appuyées par la famille et gérées en collectif, notamment par les épouses des frères de Milagre qui ont leurs terres contigües. La migration constitue plus de 90% de leurs revenus, et en 2010 Milagre transfère chaque mois en espèce et nature autour de 60% de son revenu, via la société Kawena ou des amis. Lors de ses retours en décembre, il ramène aussi du matériel et des biens de consommation. En 2008, il fait embaucher son second fils à un poste de sa compagnie, avec lequel il vit dans le même logement en location. Son premier et son 3ème fils sont tous les deux professeurs à Leonzoane et dans le district voisin de Vilankulos et ont commencé à accumuler les moyens nécessaires pour se marier et s'installer sur les terres de leur père.

Ces familles sont celles qui ont le plus accès à la terre par transmission-héritage (76%) et les superficies cultivées sont fonction du nombre de personnes à nourrir (moins d'1 ha à 3 ha) et n'occupent en général pas la totalité de leurs terres. Un tiers d'entre elles investit dans l'achat d'un ou plusieurs bovin (1 à 3) afin d'assurer le travail critique de labour-semis, ou pratiquent souvent le système de prêt mutuel de bovins entre propriétaires (kutchata). Les autres ont un recours régulier à la location de bœuf et de main d'œuvre. Il y a une mise en commun des facteurs de production agricoles avec les parents et/ou frères dont la résidence est proche (prêt de terre, bœuf-charrue, échange de main d'œuvre). En année normale[277], ces familles ont un surplus en maïs (de 50 à 350 kg de maïs en grain)[278], mais choisissent de ne pas le commercialiser. Elles l'utilisent sous forme de stock, d'aide aux proches en cas de soudure difficile, pour le paiement d'une partie de la main d'œuvre pour le système de subsistance ou comme source de liquidité pour des besoins ponctuels. Ce système de subsistance est parfois complété par un petit verger avant tout pour la consommation, et dont une petite partie de la production peut être ponctuellement vendue ou transformée en boisson pour le paiement de la main d'œuvre.

De même que pendant la période coloniale, on observe pour ce type un cloisonnement assez marqué entre la sphère agricole sans insertion au marché (gérée par les femmes avec participation masculine ponctuelle) qui assure la base de l'alimentation familiale, et la sphère extra agricole monétaire dédiée à l'investissement non productif et au financement de la reproduction du système agricole de base (emploi de main d'œuvre, achat bœuf charrue). Le rôle de sécurité alimentaire de l'agriculture n'empêche pas l'acquisition de riz quand les salaires le permettent, mais de façon complémentaire au maïs qui reste la base. Cela est signe du changement en cours des habitudes de consommation surtout chez les moins de 40 ans.

En termes de conditions de vie, ces familles possèdent parmi les meilleures conditions d'habitat et d'équipement: toutes ont un voire deux réservoirs d'eau, les 2/3 ont des maisons entièrement en ciment parmi les plus grandes et 1/3 d'entre eux ont acquis un véhicule. Ils se situent dans le 2e groupe de revenus (1900 à 4500 RD) avec un revenu moyen de 3000 RD

---

[277] La pluie est la seule contrainte et celle de la traction et main d'œuvre est assurée par l'organisation du système d'activités et les revenus de la migration. «La taille de la machamba dépend de la quantité de pluie, il faut qu'elle tombe au bon moment » (famille 28, 2010).

[278] Soit jusqu'à 2 tambours en unité locale, cf. liste des sigles & mesures.

mensuels. Cela répond essentiellement aux emplois formels du secteur minier variant de 2000 à 4500 rands mensuels (2009-2010) selon le degré de qualification (cf. A de ce chapitre).

76% de ces familles ont un profil de mobilité de type SM1 «mobilité longue unique » en Afrique du Sud, ou de type SM2 « mobilité régulière bipolaire » (cf. chap. VI). Dans les deux cas, ce sont des migrations internationales longues, essentiellement vers un seul lieu. Dans une moindre mesure, dans le cas où il n'y a pas de transmission de poste fixe, ce sont des profils de mobilité de type SM5 «mobilité intense multi site sans retour » et SM6 « mobilité régulières multi sites » (modalité qui concerne les moins de 40 ans). Ces ménages ont par ailleurs des pratiques en lien avec la migration similaires à celle de la période coloniale, et font perdurer l'institution migration dans sa forme initiale (cf. chap. IV). Les hommes sont monogames et choisissent leurs épouses localement (au niveau de la localité ou du district) et maintiennent des liens forts avec les autorités traditionnelles et une pratique des coutumes (cérémonies de départ, retour, frais de représentation). Ils pratiquent par ailleurs de nouvelles règles associées au fonctionnement du réseau (cf. chap. VI) : pression, devoir de réciprocité au sein de la famille et du lignage pour la transmission d'informations et l'appui logistique en Afrique du Sud. En contrepartie, ils sont assurés de l'accès à la terre, de la surveillance des biens à Leonzoane et de bénéficier des ressources collectives de la famille et du lignage (main d'œuvre et bovin, partage des stocks en cas d'insécurité alimentaire). Ils partagent aussi les résidences comme une ressource collective au grés des contrats des uns et des autres (Maputo, Alexandra, Massinga…) et de systèmes de prêts, d'occupation des terres entre cousins directs ou par alliance.

Photos 2 et 3: habitat et citerne à eau de familles avec un système « dual paysan-salarié » renouvelé

En lien avec ces pratiques, de même que pour la stratégie du « paysan mineur » de la période coloniale (cf. chap. VII), ce système d'activités est fondé sur une très forte division du travail homme-femme avec très peu d'interactions entre les activités de migration et la sphère agricole qui tend à se reproduire à l'identique. Par ailleurs, il n'y a pas de diversification extra agricole des activités liée à la migration sauf pour un nombre réduit (17%) qui pratique une petite activité indépendante occasionnelle en plus de leur emploi principal en Afrique du Sud (cf. figure 77-type de combinaison d'activité par stratégies).

Ainsi les revenus de la migration constituent plus de 90% des ressources et sont utilisés pour le paiement de la dot et l'accès et à la terre (82%) (cf. figure 74), des investissements non productifs (matériel pour l'habitat, réservoirs à eau, et biens de consommation plus ou moins durables tel que du mobilier ou un véhicule, ainsi que des dépenses en éducation) et de la consommation (dont parfois un complément alimentaire). Enfin, les revenus servent à la consolidation du système agricole de subsistance avec le recours régulier à de la main d'œuvre et/ou l'acquisition de bovins, à la fois pour le labour et comme forme d'épargne. La part du revenu salarié transférée est relativement importante (jusqu'à 60%) témoin de la capacité d'accumulation. Toutes ces familles ont un compte en banque en Afrique du sud (et parfois à Massinga) et ont donc accès au crédit[279]. Les transferts se font selon des modalités variables mais autant sous forme monétaire que matérielle. Pour la consommation courante de la famille, les envois vont de 1000 à 2500 MT/mois, remis tous les 2 à 3 mois, et parfois complétés par des envois alimentaires achetés en gros (sacs de 12 à 30 kg de riz, sucre, huile, savon…). En plus de cela l'époux à son retour (3 semaines en fin d'année ou 2 à 3 fois par an lors de visites courtes) ramène également des vivres, du matériel de construction (parpaings, ciment, etc.) ainsi que des liquidités qui vont servir à consolider le système de subsistance (bovins, main d'œuvre) et au frais de représentation (présents divers à la famille).

Ainsi, ce type de stratégie montre le profond ancrage de la migration dans le mode dans le fonctionnement des systèmes familiaux de Leonzoane, transmis depuis plusieurs générations au cours des 80 ans du système colonial : « c'est comme ça, mon père et mon grand père sont allés travailler là-bas dans les mines et moi aussi, c'est notre vie à nous, les

[279] Cela se reflète dans la pratique limitée ou inexistante du xitique (tontine) de ce groupe.

Urongas » (Felipe, salarié migrant 2010)[280]. Ce mode perdure encore aujourd'hui mais pour un nombre limité de familles et opère comme une institution pour le contrôle d'une véritable ressource circulatoire. Cette stratégie et ce système d'activités très figés permettent la reproduction des structures agricoles qui ont un rôle de sécurité alimentaire et de patrimoine et ne donne pas lieu à une diversification. Ce type a en partie été observé par de Vletter (2006) dans ses enquêtes dans la province voisine de Gaza et il qualifie ces familles « d'élite des migrants ».

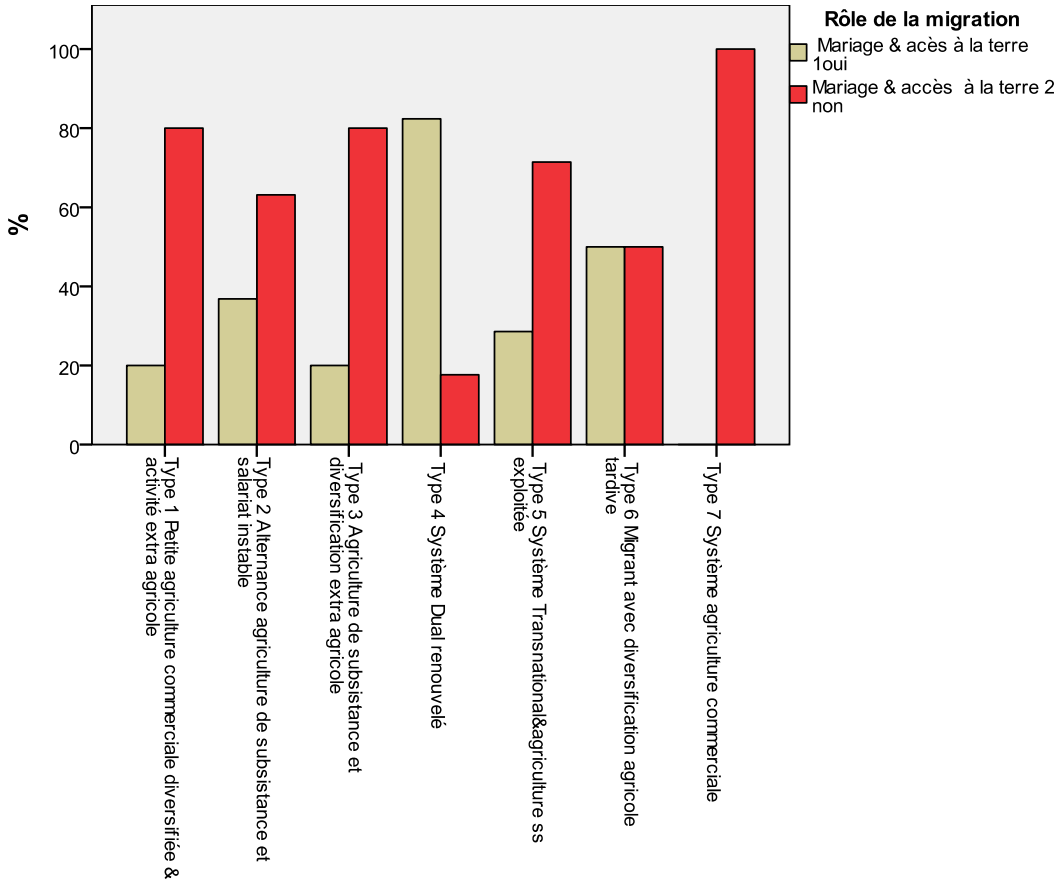


Figure 74 : usage des revenus de la migration pour le mariage et l'accès à la terre selon le type de stratégie, période d'économie de marché (1994-2010).

[280] « E assim, sempre foi assim, o meu pai foi trabalhar la nas minas, e eu tambem, e a nossa vida dos urongas » (Urongas :nom traditionnel ancien donné à la zone de Leonzoane)

2) Activité extra agricole régulière & agriculture sous exploité « Système transnational », (7%, type 5)

Cette stratégie concerne 7% des ménages et a émergé après la guerre car elle n'est visible qu'au cours de la période actuelle, surtout chez les 20-40 ans (13% d'entre eux).

Il s'agit d'une stratégie duale basée comme le type 4 du « paysan-salarié », d'un côté sur l'accès régulier au salariat ou à un travail indépendant via la migration et de l'autre sur une activité agricole de subsistance, mais avec le choix (parfois lié à la contrainte de la qualité de l'accès à la terre) d'exploiter le système de subsistance à un niveau très réduit, qui ne couvre pas l'essentiel des besoins alimentaires de la famille.

Ces familles ont accès à un emploi extra agricole via un fort réseau familial et /ou professionnel. Cela est souvent lié au fait qu'ils se trouvent à Maputo avec leurs parents à la fin de la guerre et commencent à travailler en ville. Grâce à ce réseau, ils débutent leur vie active en accédant à un emploi dans le secteur des services ou minier et parviennent à enchaîner les contrats, qu'ils arrivent à légaliser et à stabiliser au fur et à mesure.

Leur terre est héritée et parfois achetée ou occupée avec des superficies cultivées minimales (de 0 à 1 ha)[281] et inférieures aux superficies disponibles (2 à 4 ha). Ils n'ont pas de bovin pour le labour-semis et les cultures sont travaillées manuellement ou ponctuellement via la location de bœufs-charrue avec pour but d'alléger la charge de travail des femmes qui cherchent à se désengager des tâches agricoles. En année normale, au mieux ces superficies répondent aux besoins de l'unité familiale, sans dégager de surplus, mais dans la plupart des cas, la production ne couvre pas les besoins de la famille. A la différence du type 4 « paysan-salarié », il n'y a pas de surplus de céréales pour la soudure ou la vente pour acquérir de la main d'œuvre. Ce système est complété par un verger planté par la famille orienté à la consommation et parfois à des projets de commercialisation futurs.

Ces choix sont liés au statut matrimonial polygame de ces familles (100%) et leurs modes de vie et de consommation sont différents. Ces ménages tendent vers un mode de vie polygame transnational avec des mariages hors de la communauté. Ils sont mariés à une ou deux femmes de Leonzoane ou non et parfois à une sud-africaine sur leur lieu de travail où ils ont une deuxième résidence en propriété. Les femmes effectuent tour à tour des séjours longs

[281] « Cela fait 5 ans que je n'ai pas fait de machamba » (Clara, 2010 famille 79)

(4 mois ou plus), ce qui ne permet pas en général de faire la seconde saison agricole du mois de mai et diminue leur degré d'autosuffisance alimentaire. En écho à ces pratiques, les habitudes alimentaires sont plus citadines et il y a achat systématique de céréales (dont du riz) tous les mois pour assurer ou compléter la ration familiale et dans certains cas une dépendance totale de la famille aux revenus extra agricoles. « L'utilisation de l'argent pour l'alimentation est leur décision (de mes femmes)...Elles n'arrivent pas à agrandir la machamba parce que l'une va en Afrique du sud et l'autre reste toute seule pour travailler ici » (Enrico, 37 ans, migrant, époux de Sonia et Celia, 2010, traduction de l'auteur)[282].

Les conditions de vie de ce groupe, comme le type 4, sont parmi les plus aisées. La moitié d'entre eux ont une seconde résidence en propriété en Afrique du Sud ou à Maputo et un véhicule. A Leonzoane ils ont une maison en dur ou deux maisons en ciment et zinc (cf. photos 4 et 5), un réservoir à eau, et un haut niveau de consommation courante de produits. Ils font partie du 1e groupe de revenus (4 500 à 15 000 RD/mois) ou du second. Cela répond aux meilleurs salaires dans le secteur de la construction ou des services en activité indépendante (cf. figure 75, Nando) ou dans le secteur minier. On trouve parfois le même type de stratégie au niveau national (Lazaro, famille 23) avec des revenus moindres entre 2000 et 5000 MT/mois (1500 RD/mois).

La limite entre les types 4 et 5 semble ténue : deux systèmes duaux stables, basés sur l'agriculture subsistance sans commercialisation et une activité extra agricole (cf. figure X combinaison d'activités). C'est le critère de sécurité alimentaire locale et d'organisation familiale qui permet de distinguer les deux. Dans le cas du type 4, la possibilité d'accumulation d'actifs agricoles est plus grande et peut permettre une diversification locale en fin de deuxième ou en troisième phase de la vie active (cf. type 7 « agriculture commerciale ») ; alors que pour le type 5, la résidence est plus tournée vers la ville et la terre constitue une forme d'assurance risque ou de patrimoine.[283]

---

[282] "O uso do dineiro para comida e decisao delas... não conseguem aumentar machamba porque uma vai na AdS outra fica sozinha para trabalhar a machamba "(famille 93).

[283] Le foncier rural peut jouer un rôle de patrimoine pendant des années puis être remobilisé pour la production en cas de crise ou en cas de possibilité d'investissement. Cela atteste de la flexibilité et des possibles réversibilités des systèmes d'activité.

Figure 75 : stratégie Type 5, (Nando 30 ans, Sonia et Celia)

Typo Eco Marché: T 5 transnational & agric subs.sous utilisé	1ere phase Cycle vie						2eme phase cycle Vie		
	1997-1999	2002	2003	2004	...	2007	2008	2009	2010
Evènements familiaux			1er mariage	1 enfant		2 enfants	2e mariage 3 enfants	4 enfants	5 enfants
Système de mobilité (SM 5)	1 mig nationale (Maputo) retour 1 mois/an	1 mig internationale (Soweto) retour 1 fois/ an				1mig international retour 1 fois/ mois (+/-) & séjours femmes AdS			
	réseau amis Maputo (faillite entreprise)	réseau famille mère				location logement (200 RD/ mois)			
Portefeuille d'activités	LUI: ouvrier agricole maraichage	ELLE (1): agric subsistance LUI (1): apprenti ouvrier baraques/salarié permanent informel				ELLES (1): agric subsistance LUI (1): contremaitre construction baraques bois-zinc auto emploi permanent formel			
Agriculture	pas de terre propre			1 à 2ha /3Ha héritée pas autosuf. alim			Augm° plantation cocos	1/4 ha/ 3Ha pas autosuf	début manioc
Elevage	x			volailles auto-conso			volailles 2 jeunes vaches pour traction		
REVENUS MIGRATION	70 MT/mois (97)	9000 RD/mois (vend 10 à 15 maison à 2000 RD brut)					10 000-15 000 RD/mois		
REVENU LOCAL AGRICOLE	0 (pas de vente)						PB= 1800 MT (60 kg mais+120 kg feijao) =auto conso année moy		
REVENUS LOC NON AGRIC	x						x		
Usage REV LOCAUX à Leonzoane	x						x		
Usage REV MIG à Leonzoane	appui parents, dot(2000MT)					dot (5000 MT)	500 RD/mois: Conso°Crte (alim-maison, santé) +1000 RD marchandises +location bœufs occas:100-150RD/an + transport & voyages		
						1e maison (45000MT) ~10,3% R annuel mig	2e maison (35000MT) ~9,8% R annuel mig	2 vachettes (5750RD) ~1,5% R annuel mig	Voiture (20 000RD) ~16,5%R mig Projets: achat terrain non agricole à Massinga /Citerne
Part REV MIG ENVOYES-DEPENSES à Leonzoane						15%	15%	2%	~20-25%
Part R MIG/ R TOTAL									95%

Pendant la guerre, Nando grandit chez des oncles à Maputo, où il termine d'étudier en 1996. Grâce à son réseau social, il commence à travailler à 17 ans comme ouvrier agricole dans une entreprise de maraîchage tout en rendant visite à sa mère à Leonzoane. En 2001 il perd son emploi et trouve du travail au Swaziland puis en Afrique du Sud comme vendeur grâce aux relations de son père et de cousins maternels sur place. Appuyé par ses cousins, en 2002 il s'engage comme salarié informel dans une petite entreprise de construction d'habitat en zinc et bois (mucucua) à Soweto. L'activité marchant bien, ses revenus réguliers en rand augmentent. Il se marie alors à Leonzoane en 2002 où il installe sa femme (1ere maison) qui cultive une partie des 3 ha hérités, tout en comptant en partie sur les transferts de revenus de Nando. En 2007, grâce aux connaissances du métier et au capital qu'il a accumulé, il se met à son compte puis se marie à une seconde épouse mozambicaine rencontrée à Soweto. Entre 2008 et 2010 ses revenus de 10000 à 15000 RD/mois lui permettent de construire un autre habitat à Leonzoane pour sa 2e épouse. Ses femmes ne travaillent presque pas aux champs et résident tour à tour entre soweto et Leonzoane. Nando achète aussi l'essentiel de l'alimentation de la famille et paye la main d'œuvre pour le système de subsistance utilisé en complément. Il acquiert un véhicule pour son travail qui lui sert aussi à ramener des biens lors de ses retours

Ce type de stratégies concerne avant tout le groupe des 20-40 ans et répond pour 75% aux profils émergents des individus très mobiles c'est à dire avec des « mobilités intenses multi sites nationale et internationale, sans retour (SM5) et des « mobilités régulières multi sites nationale puis internationale» (SM4) (cf. chap. VI). Ces familles présentent des pratiques et règles communes associées à ces mobilités, très différentes du type 4 « paysan salarié ». Ces ménages sont sortis des règles et institutions traditionnelles d'accès et de transmission des ressources. Grâce à un fort réseau socio-familial, ils ont accédé successivement à des opportunités d'emploi, souvent informels, dans les secteurs des services ou minier, dans différents lieux au Mozambique et hors du pays. Les règles de la migration (par exemple la rotation de résidence entre femmes) permettent pour une partie un mécanisme au service de vies transnationales qui cherchent à la fois un investissement et un engagement économique et social en Afrique du Sud et à Leonzoane. Dans ces stratégies, l'hyper flexibilité de la migration professionnelle répond au choix de maximiser le revenu extérieur assuré par le réseau, qui s'avère bien moins risqué que l'activité agricole.

En lien avec ces règles, la migration est l'unique source de revenus (> 90%). En dehors du paiement de la dot pour certains, ces revenus assurent le rôle de sécurité alimentaire (cf. figure 76), d'investissement non productif (habitat en tôle ou blocs, réservoir à eau, véhicule, éducation), et d'investissement dans un habitat urbain. Les revenus de l'activité de migration jouent aussi un rôle d'appui ponctuel au système de subsistance et parfois de transfert de compétence ou capital dans le cas ou l'homme monte sa propre activité indépendante hors agriculture. Les interactions avec les activités locales et la sphère agricole sont quasiment inexistantes et la terre joue un rôle avant tout de constitution de patrimoine et sécuritaire. La part du revenu transféré à Leonzoane est relativement importante (10 à 30%) sans aller au-delà du fait de la double résidence. Toutes ces familles ont un compte en banque en Afrique du Sud et parfois à Massinga. Les transferts se font autant sous forme monétaire que matérielle[284] avec des montants et des envois de vivres un peu plus importants que le type 4 « paysan salarié ». Les époux font des allers-retours réguliers entre leur lieu de travail et Leonzoane (souvent trimestriels mais parfois mensuels ou plus) et les transferts se réalisent au

[284]Par exemple15 00MT/mois, matériel construction, 25 kg riz/2mois) et alimentation, 1000 MT pour la main d'œuvre agricole. (Samuel, fam 93)

cours de ces séjours ou via l'approvisionnement d'un compte à Massinga, auquel les épouses ont accès par carte bancaire.

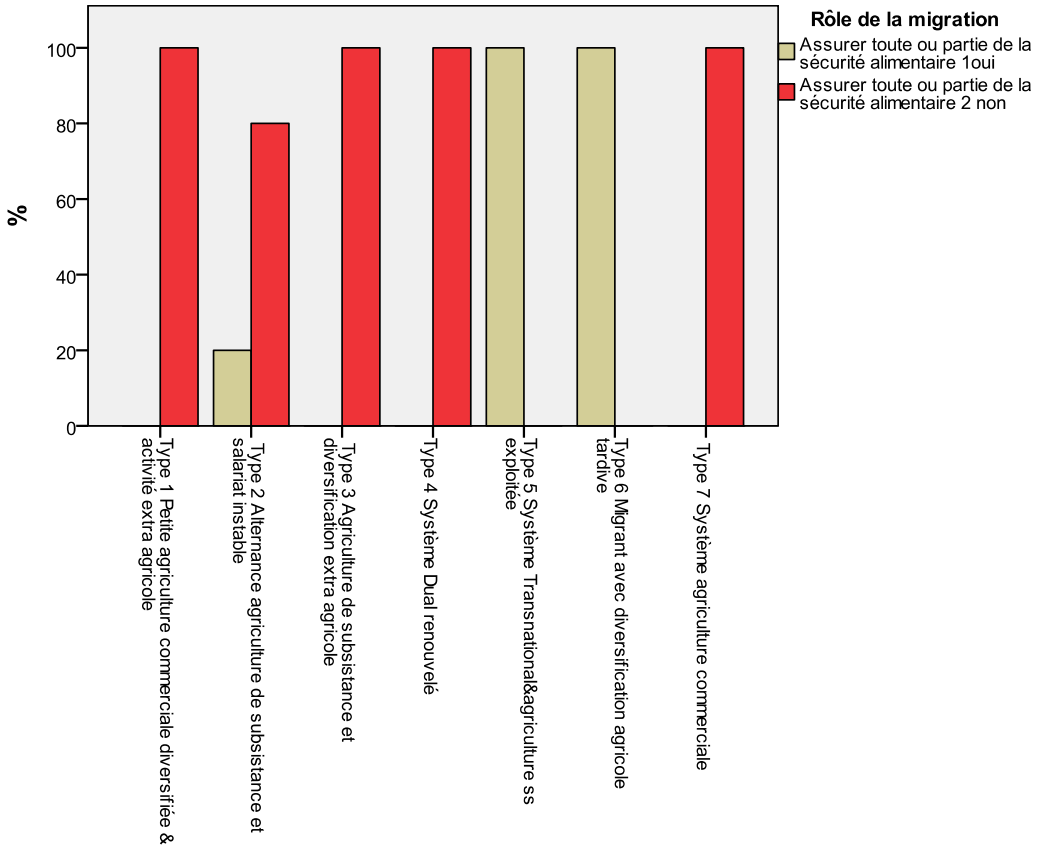


Figure 76 : usage des revenus de la migration pour la sécurité alimentaire selon le type de stratégie, période d'économie de marché (1994-2010).

Photos 4 et 5 : conditions de vie de famille polygame transnationale (type 5) : habitats en ciment-zinc, véhicule.

Les deux types de stratégies et systèmes d'activités présentés ci-dessus sont très stables, très peu ou non diversifiés (cf. figure 77, combinaison d'activités), et l'accès à une activité migratoire est la ressource centrale de leur stratégie combiné à l'agriculture qui garde une forme traditionnelle de subsistance et de capital épargne. Ils présentent des formes de mobilités et les règles liées à la migration, très distinctes. Les autres types de stratégies qui suivent répondent à des profils et trajectoires moins stables et à des systèmes davantage diversifiés.

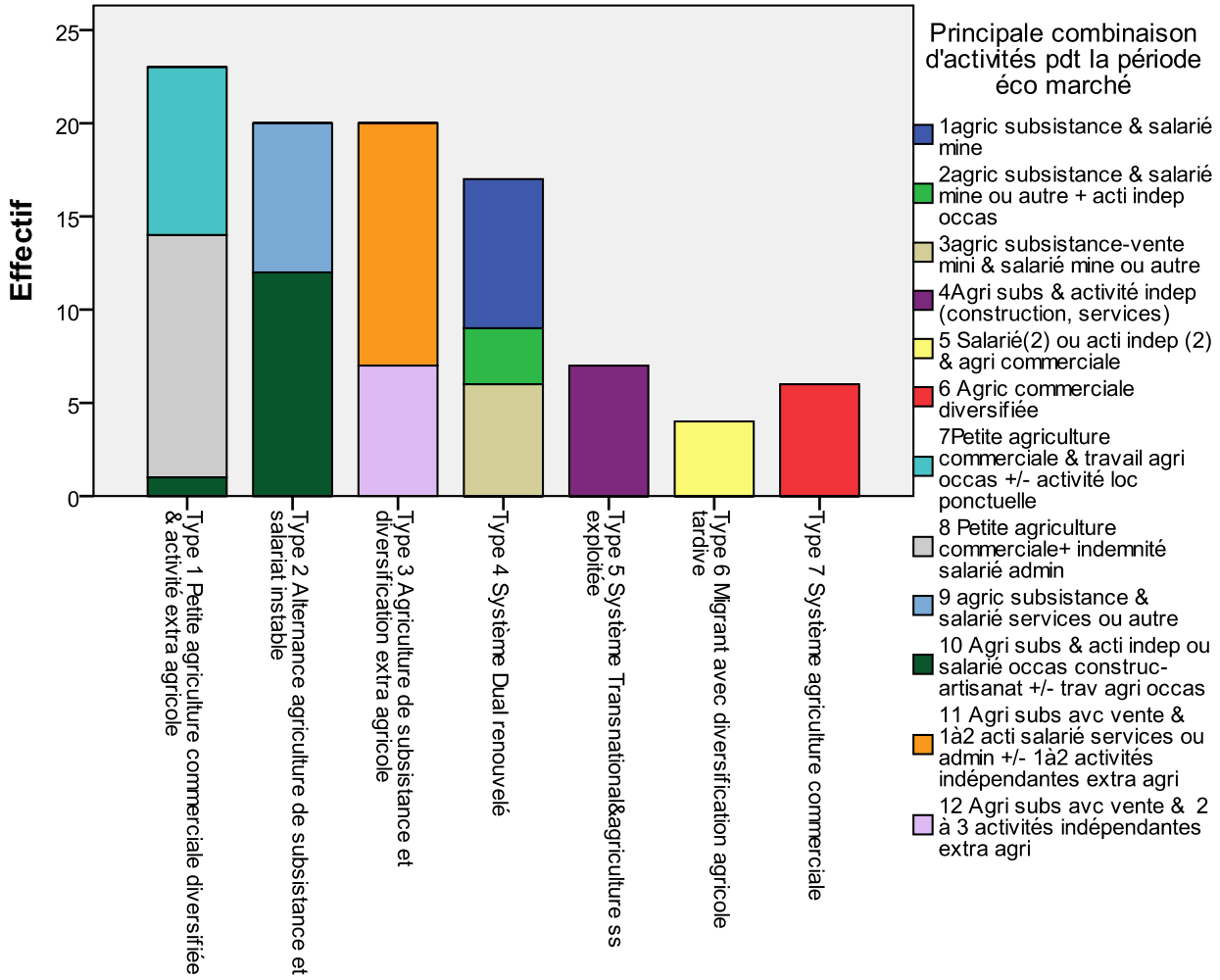


Figure 77 : types de combinaisons d'activités et stratégies (1994-2010)

3) Petite agriculture commerciale diversifiée & activité extra agricole occasionnelle, (type 1, 24%)

Ce type de stratégie regroupe environ 24% des ménages et avant tout le groupe des plus de 60 ans (43%) n'ayant plus accès au marché du travail, qui ne peuvent pas compter sur leurs enfants ou proches et dont les principales options sont leurs ressources agricoles. Ce type concerne aussi 25% des 40-60 ans, dont les actifs ont été les plus touchés pendant la guerre (par exemple des veuves), alors que la dernière génération n'est quasiment pas concernée (1 seul individu). Le système d'activités de ces familles montre une stabilité des activités au cours de la période et leur stratégie est avant tout basée sur la combinaison à la fois de l'agriculture de subsistance avec une petite diversification commerciale, dont vient l'essentiel de leurs ressources.

L'accès à la terre se fait par héritage (70%) ou par simple occupation et la superficie disponible n'est pas une contrainte. Ils possèdent entre 2 et 10ha dont ils cultivent une partie (2 à 3ha) et ont tous un verger, soit hérité (+60 ans), soit planté, orienté à la vente. Leur système de production de subsistance[285] est cultivé en vue d'un petit surplus en année normale (environ 25% commercialisé). Pour cela, en plus de la main d'œuvre familiale (l'homme et la femme sont investis à part entière), ils recourent en général à la location de charrue-bœuf ou à de la main d'œuvre locale contre une partie des céréales parfois transformées en boissons (mukutsua). La plupart n'ont pas de bovins ou 1 à 2 bêtes acquises grâce au système de gardiennage ou à l'entraide familiale de frères plus aisés. En année normale le reste des céréales est soit stocké (en prévision d'une soudure difficile), soit offert à des proches ou parents dans le besoin (logique de réciprocité), soit encore vendu pour l'obtention de liquidités pour la consommation courante.

Les ventes du système de subsistance sont complétées par une petite diversification agricole et la vente de produits d'autres ateliers du système de production : vente de fruits du verger (orange, mandarine, mafora, jambalao, noix de coco, banane, ananas), de boissons préparées à partir de fruits ou de céréales; ou de petit élevage (cabris, porcs, volailles) (cf.

[285] (Mais, haricot, arachide et parfois Mapira, manioc)

figure 78, Antonio). Enfin, une activité locale plus ou moins régulière (agricole ou non)[286], permet de compléter les besoins monétaires de la famille (éducation, santé, transport, et éventuel achat de céréales en année déficitaire). La figure 77 (combinaisons d'activité selon le type de stratégies) montre que ce système d'activités est celui avec le plus de diversification agricole, avec le type 7 « agriculture commerciale ».

La stratégie de ces familles ne leur permet pas une accumulation pour l'investissement ce qui se traduit par des conditions matérielles les plus basiques (maison en bois/ cannisse, pas de citerne d'eau pour les plus jeunes). Ils font partie du dernier groupe de revenus (300 à 3000 MT/ mois) et l'agriculture constitue plus de 75% de leurs revenus monétaires et représente autant ou plus sous forme d'autoconsommation (cf. tableau 77 ci-dessous).

Dans cette stratégie, les ménages n'ont pas recours à des activités de migration (du fait de leur âge et de leur manque de capital social) et celle-ci ne joue donc aucun rôle en dehors d'un appui ponctuel à la consommation courante. En effet, on trouve ici une partie des personnes n'ayant jamais migré ou sous forme de courte expérience ou encore des migrants de retour entré dans la 3e phase de leur cycle de vie.

[286] "O periodo recem e mas facil encontrar biscato, de fazer trabalho na machamba de outro. Ese fenomeno existe desde o 2005, ha mas jovens que migram a Africa do sul, Maputo.A geraçao atual não quer trabalhar na machamba".

Figure 78 : stratégie Type 1 « petite agriculture commerciale & activité occasionnelle » (A. Mazive 40 ans)

TYPO Eco marché: T1	1ere phase Cycle vie											2e phase cycle vie							
	1990	1992 Paix	1993	1994		1996			1999	2000	2001		2003			2006	2007		2009
Evènements familiaux	mariage	1 enfant	mort père	2 enfants		mariage2 3enfant				4 enfants	5 enfants		6 enfants				7enfants	deux 1ers fils travaillent en AdS	
Système de mobilité (non migrant)	X			X													Mig Int	X	
	X			X													3 mois	X	
Portefeuille d'activités	LUI: vente pétrole + agric subs ELLE: agr subs			LUI (2) : vente de radio + travailleur agri loc+ agr subs ELLES (2) : agri subs+vente de bois													Lui: biscato Elles: agri subs	LUI : agri subs+salarié agri ELLES:agri subs+ transfo fruits+ vente prdts agri+ bois	
Agriculture	ac père			1-3ha/10ha heritée ss verger, Début verger coco, banane, orange 1996-97													1-2/10ha	2ha/10ha ac verger autosuff+vente céréale	
Elevage	X			petit élevage														petit élevage/vente ponctuelle	
REVENUS MIGRATION	X			X													0	appui transferts fils	
REVENU LOCAL AGRICOLE	x			journalier MT?													0	6920 MT /an (600 MT/an (trav agr)+1250 MT(banane)+ 1350 MT(céreales)+3720 (élevage))	
REVENUS LOC NON AGRIC	MT?			600 MT/mois													0	4000 MT/ an (3600 MT /an (transfo vente fruits) 400 MT/an (bois))	
Usage REV LOCAUX à Leonzoane	appui famille			maison bois-cannis, conso, educ														conso, edu santé, mdo	
Usage REV MIG à Leonzoane	x			X													x	appui mdo agri ponct	
Part REV MIG ENVOYES-DEPENSES à Leonzoane	x			0%													0%	0%	
Part R MIG/ R TOTAL	x			0%													0%	<5% fils	

Antonio se marie à Leonzoane à 21 ans en 1990, peu avant la fin de la guerre. A ce moment, il appuie sa famille en faisant de la vente ambulante de pétrole et cultive quelques chiculeas avec son père. En 1994, il a 2 enfants et a hérité de 10 ha de son père décédé, alors que ses 2 frères sont en Afrique du Sud. Jusqu'en 2006 il cultive alors 1 à 3 ha avec sa femme pour assurer leur subsistance et commence à installer un verger de fruitiers. Pour obtenir les liquidités nécessaires à la consommation et à l'installation de la famille, il est vendeur ambulant de radios pour le compte d'un tiers et est aussi travailleur agricole occasionnel local. Sa femme en plus de participer aux cultures de subsistance fait également un élevage de petit bétail et de la collecte-vente de bois. En 2007, au regard des revenus limités et l'agrandissement de la famille (7 enfants), il tente de travailler en Afrique du Sud, dans de petits emplois ponctuels informels, mais est reconduit à la frontière au 3e mois. Ils décident alors de s'orienter vers un système de petite agriculture commerciale. Ils valorisent leur verger en pleine production pour la vente de fruits et transformation en boisson, vendent une petite partie de la production de céréales et de renforcent l'activité de petit élevage pour la vente. En parallèle il continue à proposer ses services comme main d'œuvre agricole et elle la collecte et vente de bois, selon leurs disponibilités. Ce système d'activités leur fournit un salaire moyen de 900 MT/mois qu'ils utilisent pour le paiement de main d'œuvre au moment des semis, leurs besoins courants de consommation ainsi qu'à la scolarisation des enfants.

Tableau 77 : détail calcul de revenus système d'activité type 1 « petite agriculture commerciale », Antonio Mazive.

Num fam: 81 superficie : 2/ UF de 6 personnes technique :mixte 2 semis de maïs	nov 2007-nov 2008 / année moyenne										
Céréales/ Prod vivrières	Prod An Moy /QuestionR (07-08)	~Q. standard	~Unité standard	~KG (07-08)	Px. Unit (MT) (07-08)	PB=QxP.U MT (07-08)	Q. Auto-C°	~KG Auto-Conso	Auto-Conso MT (08-09)	Q Ccialisa°	Ccialisa° MT (08-09)
mais (tambor 210 l = 9 latas= 180 kg)	4 tambores	36	lata	540	150	5400	27	540	4050	9	1350
arachide non decortiquee (lata de 20 l = 7 kg)	latas	0	lata	56	150	0	0	56	0		0
haricot rouge nhemba decortique(tambour 210 l=9 latas=180 kg)	tambores	5	lata	180	150	750	5	180	750		0
mapira egrenée(latas de 20 l= 21 kg)	7 latas	7	lata	105	200	1400	7	105	1400	0	0
manioc (sacos de 50 kg?)	0 sacos		sacos	100	500	0	0	100	0		0
farine manioc (latas de 20l= 12 kg)	1 lata		lata	12	200	0	0	12	0		0
			Peso total P° kg	993	sous-Total	7550	Prod Cons (k	993	6200		1350
					%	100			82		18
Fruitiers											
oranges/ mandarine/jambalao	120 latas	120	latas	x	30	3600					3600
coco	0 unidade	0	coco	0	3						
caju	0 latas	0	latas	0	25						
mangue	0 latas	0	latas	0	25						
banane	?	62	regime	?	20	1250					1250
					sous-Total	8245			3395		4850
					%	100			70%		30%
Maraichage											
salade	tarea					0					
tomate	kg					0					
oignon	kg					0					
cove	saco					0					
abobra	saco					0					
					sous-Total	0					
					%	0			0		0
Elevage											
volaille			tête		60						720
porc			tête								
cabris			tête		500						3000
bovin			tête								
					sous-Total	5208			1488		3720
					%	100%			40%		60%
Total activité agricole					Total ~ MONET	15795				Total	9920
					%	94				%	91
Activité migratoire											
			mois			0					
					Total	0				Total	0
					%	0				%	0
Activité locale hors ferme											
travail agricole		20	jours		30	600					600
collecte vente de bois		10	jours		40	400					400
construction pour la communauté						0					0
					Total	1000				Total	1000
					%	6				%	9
					TOTAL R Brut éval	16795				TOTAL R Brut	10920

4) Système alternance agriculture de subsistance et salariat instable, « trappe à pauvreté» (21%, type 2)

Ces familles représentent 21% de notre échantillon et un tiers des individus de la dernière génération (cf. tableau 79). Leurs trajectoires se caractérisent par des périodes plus ou moins prolongées mais irrégulières d'accès à un emploi hors agriculture et leur stratégie cherche à viabiliser ce type de revenus tout en maintenant un système d'agriculture de subsistance avec de petites ventes en cas de surplus pour compléter les revenus irréguliers. «Mon souhait est de retourner là bas en Afrique du Sud, mais je n'ai pas les conditions » (Leonardo, 32 ans, migrant de retour à Leonzoane cercle de Nzilu, traduction de l'auteur) [287]

L'homme a obtenu un emploi (mine ou autre) sans appui particulier ou à travers un réseau mais qui ne lui donne pas accès à des conditions intéressantes, et qui après plusieurs années (5-12 ans) perd ce travail et reprend l'activité agricole avec leur compagne, jusqu'à retrouver une nouvelle opportunité d'emploi (cf. figure 79, Aniseto).

L'accès à la terre se fait par héritage (65%) mais aussi par occupation, prêt ou achat. On trouve ici des familles dont les parents sont arrivés durant la guerre à qui on a octroyé des terrains, et qui les utilisent collectivement entre frères, ce qui explique pour certains le maintien d'un système de subsistance minimum. Les superficies cultivées (0,5 à 2 ha) sont inférieures ou égales à celles possédées (2 à 7 ha) et cherchent à répondre aux besoins en céréales selon la taille de la famille. Les cultures de subsistance sont quasi entièrement assurées par la main d'œuvre féminine. Ces familles n'ont pas les moyens d'acheter de bovins et recourent très ponctuellement à la main d'œuvre hors famille, selon les entrées monétaires disponibles. En année normale ce système permet juste la sécurité alimentaire de la famille, sans ou avec un petit surplus. Mais la contrainte du labour-semis sans traction animale les expose à une récolte insuffisante : « la production peut suffire mais ça dépend de la portion de terrain qu'on arrive à travailler…L'an dernier j'ai du acheter 6 boites de maïs de 20 kg et deux autres de mapira ». « Trouver de quoi manger c'est un autre travail…Depuis le mois

[287] "O projeito e de voultar na Africa do sul se apanhar informação"(52); "o desejo e de voltar mas nao tenho condições" (famille 34).

d'août jusqu'à aujourd'hui j'achète des céréales » (traductions de l'auteur)[288]. La majorité d'entre eux (70%) complète leur machamba par un petit verger planté par eux et un élevage de petit bétail pour leur consommation. Ce type de stratégie n'est ainsi ni orienté vers la diversification agricole ou la commercialisation ; toutefois, en cas de surplus la femme peut vendre une partie marginale de la production afin de compléter les revenus salariés faibles et irréguliers, pour acquérir des produits de première nécessité pour la famille[289].

Ces trajectoires sont variées mais elles sont caractérisées par l'instabilité des emplois salariés essentiellement informels, liée au contexte de crise, et à l'accroissement des migrations illégales et des conditions d'emploi précaires. Quand l'emploi salarié prend fin, l'homme rentre à Leonzoane et s'engage dans du travail occasionnel local couramment appelé « biscato » (apprentis construction ou activité indépendante temporaire, journalier agricole). « Quand je n'ai plus de biscato, je vais travailler sur la machamba des autres » (traduction de l'auteur)[290]. En année de soudure difficile, la femme peut aussi être journalier agricole pour obtenir l'alimentation manquante (en nature ou espèce). Ces ménages participent ainsi à tous les modes d'insertion précaires au marché du travail, localement notamment auprès des familles de type 4 « paysan salarié » ou de type 7 « agriculture commerciale » et à l'extérieur dans le secteur de la construction ou le secteur minier.

Ces ménages ont des conditions de vie parmi les plus modestes avec des habitats souvent en bois et zinc (mucucua) et parfois en matériel local (torchis et paille). De par leurs conditions d'emploi ils se situent parmi les revenus les plus bas, dans le 3e groupe (3000 à 6000 MT/mois) pendant les périodes de revenus salariés, ou le 4e groupe (300 à 3000 MT/mois) lorsqu'ils sont de retour.

---

[288] « a produçao chega mas depende da porcao que consegue trabalhar…em 2009 tive que comprar 6 latas de 20 kg de milho et 2 latas de mapira »(fam) /«a comida e outro trabalho… desde agosto até agora estou a comprar » (Orlando, 2010, famille 84)

[289] A la différence du type 1, le niveau de commercialisation est beaucoup plus faible, et l'accès à des revenus monétaires et capitalisation non productive peuvent être plus élevés (selon le type de contrat et niveau salaire).

[290] « Quando acabar o biscato, estou a dar mão na machamba de outros »(famille 35 araujo)

Figure 79 : stratégie type 2 « Alternance agriculture de subsistance et salariat instable» Aniseto et Argentina

Typ Eco Marché:T2 Agric subs & salariat instable	1ere phase Cycle vie							
	2003	2005	2006	2007	juil-07	mars-08	janv-09	2010
Evènements familiaux	1 enfant	concubin	Mariage 2enfant					
Système de mobilité (SM 3)	x			x	1er mig Internationale	2e mig internationale	3e mig internat	
	x			x	(chom,famine) pas de K so/réseau retour 3 mois	retour évènements xénophobes JHB	retour court décembre	
Portefeuille d'activités	LUI: agric subsist	LUI: services conducteur chapa ELLE: agri subs		LUI: petit commerce alimentation ELLE: agr subs	LUI: peintre bat, sal informel ELLE: agri subs	LUI :Construct° salarié informel ELLE: agri subs	LUI : vente produits alim salarié informel ELLE: agri subs	
Agriculture	0,5-1ha /2ha terre heritée du père décédé, et cultivé avec frère ainé début de plantation verger 2006					1Ha cultivé/ 2Ha autosuf. Alim (année norm)		
Elevage				volailles auto-conso			conso+vente occas° projet cabris ac	
REVENUS MIGRATION	x			x	<1000 RD/mois?	<1000 RD/mois?	1000RD(est)	
REVENU LOCAL AGRICOLE	pas de vente						Esti° PB= 6550 MT (i) année moy- mauv	
REVENU LOCAL NON AGRIC	x	1600 MT/mois		pas rentable/ fermé	x	x	Tontine: 1400MT/an	
Usage REV LOCAUX à Leonzoane		dot mini, conso			x	x		
Usage REV MIG à Leonzoane	x	x		x	conso crte alim et santé		conso crte alim et santé	
Part REV MIG ENVOYES-DEPENSES à Leonzoane					<5%	0%	<5%	0%
Part R MIG/ R TOTAL					~0%		~0-2%	

Aniseto et Argentina ont commencé à vivre ensembles en 2004 après la naissance de leur 1er enfant. Ils partagent la maison et les terres avec le frère ainé d'Aniseto qui en a le contrôle depuis la mort de leur père. Entre 2005 et 2007, Aniseto est chauffeur de transport local. Avec ses revenus (1600 MT/mois), il se marie via une dot symbolique, achète des biens de première nécessité pour sa famille et tente de monter un micro commerce local d'alimentation qui ne s'avère pas rentable. Argentina s'occupe de l'activité agricole avec sa belle sœur pour assurer leur sécurité alimentaire ainsi qu'un début de verger. En 2008, face à leurs difficultés croissantes et sans opportunité d'emploi, Aniseto part en Afrique du sud, sans papiers ni appui particulier («saio sem ter planos »). Après son arrivée, il trouve un emploi de peintre en bâtiment comme salarié informel pendant 6 mois. Il revient ensuite à Leonzoane avec un peu de liquide et biens de consommation, puis repart et débute un travail d'ouvrier en construction dans le secteur informel. Il arrête peu après pour rentrer au Mozambique suite aux violences xénophobiques de 2008. Les revenus acquis via la migration sont très réduits et ne bénéficient presque pas à sa famille. A son retour, il retrouve un emploi de chauffeur local. Les 1900 MT mensuels lui permettent à peine un meilleur niveau de consommation, d'alléger leur travail et d'optimiser leur production agricole en louant des bœufs pour le labour. Aniseto décide de retourner à Johannesburg et trouve un emploi de vendeur de produits alimentaire. Ces revenus et sa condition illégale ne lui permettent pas des aller-venue et il rentre en décembre, moment auquel il ramène une faible part de transferts, destinés à la consommation. Dans cette situation Argentina s'organise et participe à une tontine et s'oriente vers de la vente ponctuelle de petit élevage qui lui fournit le minimum de liquidités pour fonctionner entre deux retours.

Ces stratégies répondent dans 50% des cas au profil migratoire « mobilité longue unique » (SM1) avec une expérience de migration au niveau national assez longue, dans le secteur informel donnant lieu à des transferts d'argent irréguliers et réduits vers Leonzoane, puis au retour du migrant sans accumulation. On trouve aussi des profils de « mobilité régulière multi-site, nationale puis internationale » (SM6) dans le cas où le réseau permet d'enchaîner plusieurs emplois mais sans stabilité, et des profils de « mobilité internationale limitée, courte » (SM3).

Leur capital social n'est pas très développé, en partie du fait de leurs retours prolongés et ils sont peu liés aux règles traditionnelles d'accès à la terre et aux ressources du lignage via la migration. L'absence de règles associées à la migration permet de dire qu'ils sont hors institution. La migration semble opérer comme un mécanisme de trappe à pauvreté dans le sens où le faible niveau de revenus et l'absence prolongée de l'homme fragilise le système de subsistance sans permettre de véritable accumulation.

Lorsqu'ils y ont accès, l'activité de la migration constitue l'essentiel des revenus (90%). Il s'agit pour beaucoup d'activités dans le secteur des services et de la vente (vente ambulante de produits manufacturés, vendeur en quincaillerie, employés de magasin ou restauration..). Cependant, le niveau des transferts, lorsqu'il y en a, reste assez faible (0 à 10% du revenu). Ces transferts sont en général irréguliers et espacés : « il est parti dans une autre ville en janvier, vendre des produits d'alimentation dans la boutique d'un autre, jusqu'à présent (novembre) il n'a rien envoyé » (Argentina, 2009, traduction de l'auteur)[291]. Le rôle de la migration est donc très limité et reste avant tout la consommation, le paiement du mariage et l'investissement non productif pour l'installation, et l'appui ponctuel au système de subsistance agricole pour seulement 1/3 d'entre eux (cf. figure 80 ci-dessous). Pour 15% il y a un transfert de connaissances mais sans constitution d'un capital, cela permet une diversification extra agricole occasionnelle comme salarié. La migration joue donc un rôle marginal de diversification au sein des systèmes d'activités de ces familles. Ceux ci se caractérisent par des combinaisons diversifiées du fait de leur insertion sur le marché du travail occasionnel. C'est par ailleurs dans ce groupe (avec le type 1 « petite agriculture commerciale diversifiée ») où l'on trouve le plus de ménages engagés de façon régulière dans

[291] « Saiu em janeiro a outro lugar a vender alimentação na banca de outro, até agora não envia nada» (familles 19,63)

du travail agricole journalier local. (cf. figure 77, combinaisons d'activités selon type de stratégies).

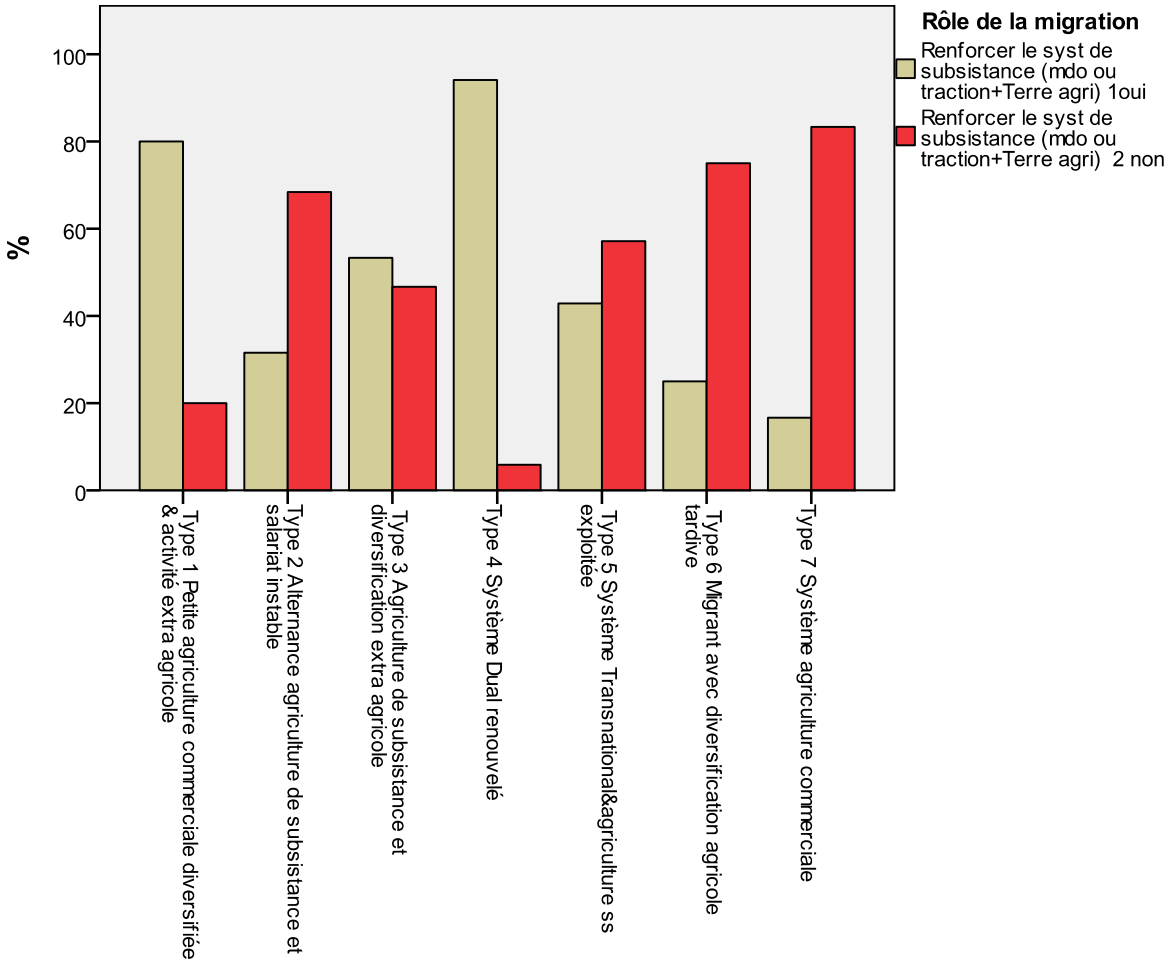


Figure 80 : usage de la migration pour la reproduction du système de subsistance selon le type de stratégie

5) Système Agriculture de subsistance et diversification extra agricole, (type 3, 21%)

Ces stratégies concernent 21% des familles de Leonzoane et se trouvent essentiellement chez les 20-40 et 40-50 ans (cf. tableau 79).

Leurs trajectoires sont les moins homogènes mais se déroulent souvent en deux temps (cf. encadré 81, Alfeu). Après plusieurs activités successives dans différents emplois informels hors de la localité, l'homme revient à Leonzoane et grâce à l'acquisition de compétences associées à un petit capital, ils développent avec leur épouse une ou plusieurs activités indépendantes extra agricoles. Dans quelques cas, le système d'activité est ensuite aussi complété par une petite diversification agricole (vente de fruits/animaux), tout en maintenant le système agricole de subsistance. On trouve aussi des trajectoires qui prennent, comme le type 2, la forme d'alternance entre des périodes de migration et des retours mais qui parviennent à consolider leurs activités locales et restent au village. Dans tous les cas, la logique donne la priorité au travail indépendant (local) tout en assurant un système agricole de subsistance pour assurer leur sécurité alimentaire. Enfin cette stratégie regroupe une partie des non migrants qui grâce à leur niveau de formation sont engagés dans un ou deux emplois publics (professeur, sage femme, recenseur, etc.) et ont fait le choix de rester. « J'ai décidé de ne pas aller en Afrique du Sud parce que j'ai vu que mes frères n'ont pas tiré de bénéfices de leur travail là bas, ils n'avaient pas les conditions » (Tomas, Leonzoane, 2009, traduction de l'auteur)[292]

Leurs dotations initiales en terres varient de 2 jusqu'à 12 ha, soit transmises soit achetées ou occupées (familles de refugiés), leurs superficies cultivées se situent en moyenne autour de 2-3 hectares[293]. Les familles installées à Leonzoane pendant la guerre (les réfugiés accueillis dans le cercle de Zunguze) ou avant pour cause de sècheresse, se différencient par un accès à la terre plus limité et essentiellement par occupation ou par achat[294].

---

[292] "Decidi nao sair a AdS porque vim que os meus irmaos não sacaram beneficios, eles não tinhiam condiçoes "(fam13).

[293] Il peut s'agir d'hommes ayant commencé leur vie active en ville pendant la guerre et pour qui il y a eu une rupture dans la transmission des pratiques agricoles.

[294] Cette 'variante' montre le statut et la place donnés à l'activité agricole : l'acquisition de terre par transaction monétaire, bien qu'accessible à de nombreuses familles (prix relativement modeste (cf. section A) reste une pratique essentiellement des familles de réfugiées, et lorsque le choix est fait

Pour la majorité d'entre eux, leur système de subsistance cherche à assurer la sécurité alimentaire en année normale avec un petit stock pour l'année suivante et ils n'ont pas d'objectifs de vente de leur production de céréales (sauf en cas de très bonne année). Pour cela ils n'ont pas de bovins et ils recourent à un système de main d'œuvre familiale où la femme autant que l'homme sont investis dans l'activité agricole, et appuyé par de la main d'œuvre extérieure dès que c'est possible (location charrue). Cependant pour 30% des cas il y a une diversification vers une petite activité agricole commerciale associée à l'achat de bovins.

Ces familles ont un réseau social extérieur qui leur permet d'enchaîner plusieurs emplois ou d'être logés lorsqu'ils n'ont rien pour ne pas être obligés de rentrer à Leonzoane. Dans la deuxième phase du cycle de vie, leur système de subsistance est associé à un ou plusieurs emplois salariés ou indépendants plus ou moins réguliers. Ces emplois sont liés aux compétences et à un petit capital acquis lors de leurs expériences professionnelles urbaines. Dans ces stratégies les femmes sont fréquemment insérées sur le marché du travail local et contribuent aux revenus et à la diversification par des activités monétaires plus ou moins régulières (petit commerce, vente de fruits ou petit élevage, salarié agricole)[295]. En effet, lorsque le travail indépendant permet l'accumulation, il peut donner lieu à un investissement dans du petit bétail et/ou verger pour venir compléter la sécurité alimentaire et les entrées de liquidités. Cela donne lieu à des systèmes d'activités avec plus de diversification extra agricole (fabrication locale de parpaings, menuisier, investissement productif de terre urbaine pour location à des particuliers) et agricole avec des activités d'appoint (cf. figure 77 combinaison d'activités).

Les conditions de vie de ces familles sont modestes (maison en zinc-bois pour l'essentiel et citerne à eau pour certaines ou en projet) et leurs revenus se situent entre le 2e groupe (+6000 à 15000 MT/mois) et le 3e groupe (+3000 à 6000 MT/mois). Cela varie selon le type et le nombre d'activités locales et si il y a un revenu de la migration. Dans ces

---

d'investir dans l'achat de foncier agricole, cela reste dans une logique de subsistance (assurer et minimiser les couts de l'alimentation) les éventuels surplus étant utilisés davantage pour rémunérer la main d'oeuvre que pour générer des revenus, et la priorité étant d'allouer le temps à des activités extra agricoles.

[295] "O negocio depende do movimento, na zona nao ha acumulado pessoas e dificil fazer negocio...a gente procura tudo na Africa do sul e enviam " (filip,famille 9).

périodes, les transferts de revenus sont assez réguliers mais restent réduits (+/- 10%). Ce type présente des similarités avec le type 2 « alternance salariat instable & agriculture » quant aux caractéristiques de leurs combinaisons d'activités ; c'est aussi parmi ces deux types qu'on retrouve des familles de refugiés avec un accès plus limité à la terre. La principale différence est leur meilleur réseau extérieur et local et leur transfert de connaissances et de capital qui leur permet une petite accumulation (davantage d'activités indépendantes stable). De fait, les stratégies de types 2 tendent vers cette stratégie de diversification comme sortie de trappe à pauvreté.

Photos 6 et 7 : construction d'un réservoir d'eau réalisé par un ménage avec stratégie de type 3 pour une famille de type 4 (bas) et boutique de commerce de produits de base (haut).

Figure 81 : ex de stratégie Type 3 « agriculture de subsistance & diversification » (1994-2010), (Alfeu Mokelane &épouses, 40 ans)

Eco marché:T3	1ere phase Cycle vie											2e phase cycle vie									
	1989	...	1991	1992 Paix	1993		1995	...			1999	2000	2001			2004		2006	2007	2008	2009
Evènements familiaux	famille père refugiés Unguane				Mariage1		maison perso				2enf	Mariag2 /mort père	3enf		4enf		5enf		Kso:église/ croix rouge	6enf	
Système de mobilité (SM2)	1Mig Nat		1Mig Nat		1Mig Nat	X						X					X			X	
					K so/ fond commerce	X						X					X			X	
Portefeuille d'activités	LUI: employé propriété		LUI: vente charbon		LUI: commerce indep épicerie	LUI (1): commerce indep ELLE(2): agric subs+ transfo&vente boisson fruits						LUI (2): cce indep + photographe ELLES (3): agric subs+ transfo&vente boisson fruits+vente animx					LUI (3): cce indep + photographe+couturier ELLES (3): agric subs+ transfo&vente boisson orang+ animaux				
Agriculture	av père/guerre				0,5 /2Ha	2ha/2ha? Heritée, ac verger?						2ha /20(occupées): début verger orange					2ha/20ha?, autosuff année normale (syst de mdo fam+troc+église)				
Elevage	X				cabris/porcs	petit élevage						petit élevage					petit élevage volaille, cabris porcs+ 3 bovins syst prêt-gardienage				
REVENUS MIGRATION	250 MT/mois		1250 MT/mois		?	0						0					0				
REVENU LOCAL AGRICOLE	0				boisson MT?	boisson/MT(?)						boisson/MT?					10 000 MT/an (500 boisson+2300 animaux+ autoconso)				
REVENUS LOC NON AGRIC	0				x	boutique/MT(?)						boutique/MT?					28 600MT/an (9600 couture+15 000 boutiq+ 4000 photo)				
Usage REV LOCAUX à Leonzoane	X				conso	conso crte						emprunt amis/machine à coudre+appareil					tank (2008) conso crte, edu ,appui syst subs?				
Usage REV MIG à Leonzoane	aide parents				Dot, appui subs petit élevage	transferts compétences& invest fond commerce extra agri/habitat						X					X				
Part REV MIG ENVOYES-DEPENSES à Leonzoane					faible	X						X					X				
Part R MIG/ R TOTAL						0%						0%					0%				

Alfeu a commencé à travailler pendant la guerre à Maputo, où il a été recommandé à de la famille alors que ses parents se sont réfugiés à Leonzoane au début de la guerre. En 1993, il utilise ses revenus pour se marier à une femme de Leonzoane qui commence à cultiver les 2 hectares dont il a hérité, et grâce à son réseau familial il rassemble des fonds pour monter un petit commerce indépendant d'épicerie. En 1994, il décide de revenir au village où il fait la même activité grâce au transfert des compétences en gestion de commerce acquises à Maputo et du capital accumulé. Ce commerce, et la transformation et vente de boissons à partir de fruit gérée par sa femme (à l'épicerie), leur permet de vivre, complétés par les 2 hectares qu'ils cultivent. Entre 2000 et 2004 il décide d'avoir une deuxième épouse et abandonne les 2 hectares de son père pour venir occuper des terres disponibles voisines, et commence à y planter un verger d'orange. En même temps, il utilise son épargne, complétée par un prêt d'amis pour acheter un appareil photo et vend aussi ses services aux familles locales. Enfin, entre 2005 et aujourd'hui il poursuit la diversification de ses sources de revenu via l'achat d'une machine à coudre pour la confection et vente d'uniformes scolaires ou autres. En parallèle, sa femme poursuit la transformation et vente de boisson et la vente de petit bétail. Ces activités leur fournissent des revenus essentiellement extra agricoles, avec un revenu moyen d'un peu plus de 3000 MT/mois. Cela leur permet à la fois la location de main d'œuvre et de bovins pour leur machamba et d'assurer les besoins de consommation courante de la famille.

Ces stratégies, nous l'avons dit, correspondent à des trajectoires de systèmes d'activités hétérogènes et ne semblent pas correspondre à certains profils de mobilité en particulier. Le profil migratoire des ménages avec ces stratégies varie entre des mobilités tant nationales qu'internationales de type SM2, SM3, SM4 et SM6 (cf. Chap. VI). A la différence des profils « migration longue unique » (SM1) et « mobilité intense multi-site sans retour » (SM5), le facteur commun est la fréquence de leurs migrations (3 ou 4 au cours de la période) avec retours à Leonzoane. C'est dans ce groupe que l'on observe le plus d'interactions entre mobilités et le système d'activités, avec souvent une réduction du système agricole en période de migration et une diversification (extra agricole et parfois agricole) lors des périodes de retour. En effet, dans ces stratégies, la migration joue avant tout un rôle de transfert de compétences et de capital pour développer une activité indépendante (80%) (cf. figure 82), et de reproduction du système de subsistance (de la main d'œuvre pour les travaux agricoles). Par ailleurs, ces ménages sont peu liés aux règles de contrôle par les institutions communautaires et familiales (particulièrement les familles de refugiés de la période de guerre) et leurs compétences professionnelles reconnues intéressent les familles de type 4 avec qui ils ont souvent des accords (système de prêt ou gardiennage de bœufs, chantiers constructions…).

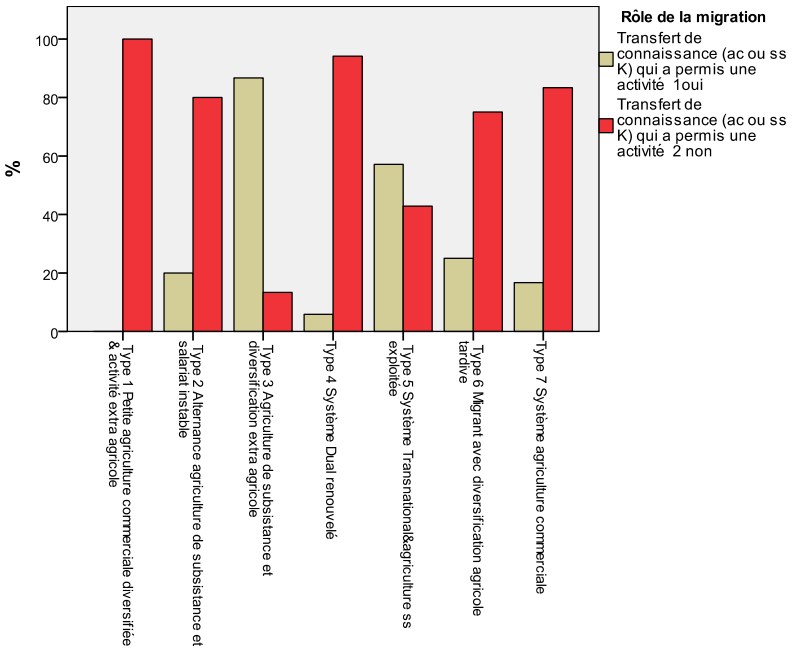


Figure 82 : usage de la migration comme transfert de connaissances et diversification extra agricole selon le type de stratégie

6) Migrant « permanent » avec diversification agricole tardive (4%, type 6)

Ce type de stratégie minoritaire (4%) a émergé après la fin de la guerre et concerne quasi exclusivement les moins de 40 ans[296]. Les systèmes d'activités de ces familles se caractérisent par une migration à priori définitive, c'est-à-dire avec un lieu de résidence hors de Leonzoane dès le début de leur vie active. Cela s'accompagne du choix de ne pas cultiver de «machamba » propre ou en commun avec leur parents à Leonzoane et de baser leurs moyens d'existences uniquement sur des activités migratoires extra agricoles, sans pour autant cesser de maintenir le lien familial par des visites et un petit appui matériel (présents) ou financier.

Ce n'est qu'après une longue période hors de Leonzoane (10-15 ans), que ces ménages décident un retour et une double résidence entre leur premier lieu de travail et Leonzoane, pour débuter une activité agricole commerciale avec des perspectives de diversification.

Les éléments décisifs de ces stratégies et trajectoires de systèmes d'activités sont le fait que ces personnes choisissent leur conjoint(e) en dehors de Leonzoane, sur le lieu de leurs premières périodes d'activités (ville de province, Maputo, Johannesburg…) liées aux mouvements de réfugiés (cf. chap. V). Cela explique leur détachement initial vis à vis de Leonzoane et en grande partie des règles communautaires locales, mais par ailleurs, le fait que ce conjoint soit de Leonzoane ou du District de Massinga, permet/et légitime la possibilité d'un « retour » (on voit ici l'importance des facteurs socio culturels). Une autre caractéristique est le rôle différent des femmes dans l'orientation du système d'activités. Ces femmes, qui ont pour la plupart d'entre elles vécu et été scolarisées en ville, ne sont pas dans la situation classique d'assurer le système de culture de subsistance et ont une insertion au marché du travail similaire à leur époux. Le ménage se forme ainsi hors de Leonzoane et les besoins de la famille sont entièrement assurés à partir des revenus extra agricoles au cours de la première partie de leur vie active.

On retrouve dans ce profil les individus avec un accès au foncier qui n'est pas entièrement activé : cas par exemple de fils cadet n'ayant pas encore reçu de terres de leur père vivant ou n'ayant pas d'autonomie de décisions sur celles-ci, ou encore fils d'une fratrie

[296] Correspond aux stratégies de type 2 « refugiés migrants de la période de conflit.

où les droits fonciers sont contrôlés par le frère ainé ou gérés de façon encore collective, jeunes femmes n'ayant pas de frères (cf encadré 12 chap IV). Quoi qu'il en soit ces individus n'ont pas un accès à des superficies limitées - comme les familles de refugiés de guerre ou les familles très nombreuses avec fractionnement. Des situations et profils différents peuvent mener à ces trajectoires. On retrouve ici soit des personnes avec un niveau d'étude élevé, accédant à une opportunité de travail stable dans le public (cf. figure 83, Gildo), soit des personnes (hommes ou femmes de génération récente) dont le réseau social et familial donne accès à un emploi stable au début de la vie active. La décision de retour et de résidence à Leonzoane après une longue période est guidée par un changement dans la situation d'accès à la terre (décès, transmission officielle du père), l'attachement à la terre d'origine (l'envie d'être chez soi)[297], le sentiment de solidarité vis-à-vis de la famille / poids de la tradition (dernier fils)[298] et l'opportunité de compléter les revenus, sans mettre en jeu l'économie de la famille, assise sur un revenu fixe extra agricole. « Les terres ou je suis ici, j'y suis parce que mon père dit que je ne dois pas les laisser, je dois m'occuper d'eux...alors, je suis ici sur les terres de mon père présent, mais pour la machamba, du moment que je l'aide à investir sur les activités qu'il veut faire, je fais aussi ma propre machamba, mais tout est sous ma responsabilité ! »[299](Gildo, Leonzoane 2010, traduction de l'auteur) Dans la deuxième phase de vie active, ces ménages ont un système de production orienté à la production de surplus pour la commercialisation (achat de bœuf pour le labour, paiement de main d'œuvre) et plus ou moins diversifié (mise en place d'un verger, investissement dans du petit élevage). Celui-ci permet d'une part d'alléger les dépenses alimentaires de la famille et de soutenir les parents localement et d'autre part de dégager des revenus complémentaires à court ou moyen terme. La main d'œuvre de ce système est assurée, soit par la polygamie (au moment du retour une maison est construite à Leonzoane ou une des femmes est installée) soit par le retour d'un des conjoints, toujours appuyé par la famille locale dans la gestion des activités.

---

[297] " em principio eu queria voltar para casa, pelo menos no distrito de massinga ... porque là não e a minha terra...então come hove esta orientação do meu velho, para mim ja foi ventagem ".

[298] "os filhos desta mae aqui nao tem poder econômico, e 1 familia carente, então estou a ajudar "(92).

[299] « Aqui onde estou aqui, estou porque o meu pai disse que eu nao podia sair daqui, tinhia que cuidar deles ..entao, porque estou aqui estou no terreno do meu pai (vivo) mas, isso de fazer machamba, em quanto eu ajudo a ele a investir aquel que eles querem fazer dentro das suas actividades, mas tambem tem que fazer ? conmigo uma machambita aqui, mas tudo esta na minha responsabilidade !! ".

Figure 83 : stratégie et trajectoire de système d'activités type 6, (Gildo, 37 ans, fam 92)

TYPO Eco marché: T6	1ere phase Cycle vie											2e phase cycle vie					
	1994	1995	...	1997	1998	1999	2000	2001	2002				2006	2007		2009	2010
Evènements familiaux		Mariag1	1 enf		2 enf	maison	3 enf	4enf		5 enf				6 enf		Mariage2 maison toule/bois	8 enf projet maison massinga
Système de mobilité (SM)	Mig nat					Mig nat										Mig nat	
	Résident Province de Gaza (Panda)					Résident Gaza visite 1 fois /an										double résidence Leonzoane-Panda retour tous les 1 à 3 mois	
Portefeuille d'activités	LUI (2) : fonctionnaire Agri+ Salarié ONG Elle (1): salariée comce					LUI (2): Professeur+ Elevage vente de porcs ELLE (1): salariée comce										LUI (2):Prof+agri cciale ELLES (3): Prof+ agric+salarié cce	
Agriculture	X (pas d activités agricole) Pas d'autosuffisance alimentaire															1,2-2haHa/12 Ha- transmis début de Verger orange 15+pepinière, autosuffisance-complément alim	
Elevage	cabris /conso					Elevage de cabris, porcs -épidémie (2006)										bovin, volaille, porcs	
REVENUS MIGRATION	1700 MT/mois+ (elle?)					870 MT/mois(prof)						3800 MT/mois(prof)				10 000 MT/mois 3800+5600 MT/mois(profs)+400 MTvente?	
REVENU LOCAL AGRICOLE	0					x										auto conso céréales vente porcs 1000MT?/ fruits	
REVENUS LOC NON AGRIC	0					x										0	
Usage REV LOCAUX à Leonzoane	x															conso courante	
Usage REV MIG à Leonzoane	Appui ponct parents Dot, secu alim, conso courante,habitat, cabris conso					Appui ponctuel materiel et financier aux parents:conso crte (A Panda: sécu alim, conso crte, education, invest agri (élevage de porcs 1500 MT)										conso courante,habitat, invest agri (1 bovin-5000MT, 5 porcs+alimentation-2000MT) + mdo agri (1500MT), projet: invest terre urbaine, habitat (maison, citerne)	
Part REV MIG ENVOYES-DEPENSES à Leonzoane						<5%										>30%?	
Part R MIG/ R TOTAL	100%					100%										>80%	

Gildo, né en 1974, est le dernier fils d'une fratrie de 4. Pendant la guerre il a été confié à une partie de sa famille et scolarisé dans la province voisine de Gaza et après la guerre en 1994, il y débute sa vie active comme agent du Minagri, en parallèle d'un emploi de technicien pour une ONG. En 1995, ses revenus lui permettent de se marier à une femme de cette ville, vendeuse d'épicerie, et d'y établir sa résidence. En 1998 il est licencié (réforme secteur public) et grâce à son réseau et son niveau scolaire, il trouve un emploi de professeur, qu'il essaie de compléter avec une activité d'élevage-vente de porcs, sans succès. Pendant toute cette période, et jusqu'en 2008, il ne pratique pas l'agriculture et n'a que des contacts ponctuels avec sa famille à Leonzoane, à qui il rend visite tous les ans et fournit un appui matériel et financier minime. Le reste de ses revenus lui sert à la consommation et à la sécurité alimentaire de sa famille à Gaza. En 2009, sur demande de son père, qui souhaite lui transmettre le contrôle et l'héritage de ses 12 hectares, il décide de revenir s'installer à Leonzoane. En même temps il prend une seconde épouse afin que l'une des deux reste au village, et construit une maison sur les terres de son père. Grâce à ses revenus et ceux de sa deuxième épouse, également professeur, ils décident de faire un investissement dans une activité agricole commerciale à travers la mise en place d'un élevage de porc et d'un verger. Ces activités sont associées à la mise en culture sur les terres qui lui ont été confiées (bovin, main d'œuvre), pour appuyer l'alimentation de la famille et des animaux. D'ici 5 ans, il souhaite consolider ces activités pour dégager des revenus en plus de leurs emplois urbains, et acheter un terrain à Massinga pour y établir une autre résidence. « D'ici 5 ans j'aimerais construire à Massinga en dehors de chez mon père ».

Pour ces familles l'agriculture constitue une diversification (céréale, élevage-vente porc) à un revenu principal clairement extra agricole et permet de commencer à anticiper une future phase de retraite. La combinaison d'activités qui caractérise leur stratégie est celle de d'une double activité salariée associée à une activité d'agriculture commerciale (cf. figure 77 combinaison d'activités).

Ces familles ont des modes de vie et d'alimentation citadins et sont de fait multi résidentielles entre la ville et la campagne. Elles sont basées sur deux ou trois lieux de résidence : le lieu de migration de départ, Leonzoane et le projet d'installer une résidence à Massinga, et elles sont souvent en propriétaires.

Dans ce groupe très réduit on trouve les profils de mobilité davantage nationale « mobilité régulière bipolaire » (SM2). Dans tous les cas les revenus de l'activité de migration assurent la sécurité alimentaire (100%) du ménage et servent à l'investissement productif agricole, et non agricole via l'achat de terre et construction de logement urbain (cf. figure 84).

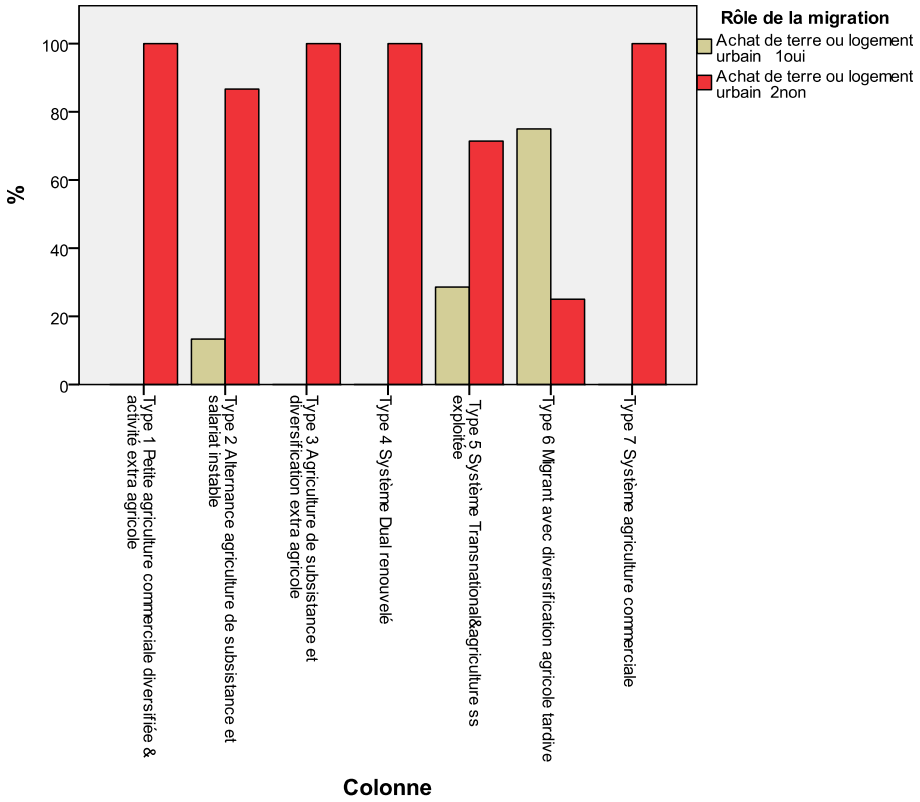


Figure 84 : usage de la migration / achat de terre et/ou logement urbain, selon le type de stratégies (1994-2010)

7) Système agriculture commerciale, (6%, type 7)

Cette stratégie est mise en œuvre par 6 % des familles, essentiellement par le groupe des 40-60 ans et des plus de 60 ans, tous à la fin de la 2 e et surtout dans la 3e phase de leur vie active.

Leur système d'activités est centré sur l'agriculture commerciale diversifiée qu'ils ont mise en place et consolidée de façon continue depuis la fin de la guerre. Ceci est observable dans leurs niveaux d'actifs agricoles. Les terres qu'ils possèdent ont été héritées ou achetées et ils ont des superficies supérieures aux autres groupes avec 4 à 6 ha cultivés sur 8 à 20 ha possédés, dont une partie en verger plus ou moins développée (jusqu'à 200 arbres en production). Pour cela ils utilisent leur propre élevage bovin et possèdent entre 3 et 9 bêtes, aussi destinées à la vente. Ils ont également systématiquement recours à de la main d'œuvre locale (payée en espèce ou en céréales). Ce système permet de nourrir la famille et de dégager un surplus en céréales. En année normale ces familles produisent entre 1000 et 2000 kg de céréales[300] (maïs, mapira) dont ils vendent entre un et trois quart localement, aux acheteurs grossistes de passage, ou sur les marchés de Massinga. Ce système de cultures vivrières est complété et diversifié par d'autres cultures orientées à la vente (culture de manioc, arboriculture fruitière et coco). Enfin, la plupart d'entre eux (70%) font du maraîchage[301] entre les mois de mars et d'août, soit de façon individuelle, soit via l'association locale « ADRA » (cf. photo 8 et point A). Cette activité leur amène un complément de revenu jusqu'à 5000 MT sur une saison (2-3 mois). Ces ménages ne vendent pas leur travail comme journalier et ne participent pas au marché du travail extra agricole local.

Ils se situent dans le 3e groupe de revenu (+3000 à 6000 MT/mois) ou dans le haut du 4e groupe, avec des conditions de vie intermédiaires (maison en tôle-zinc et parfois en dur) un bon niveau d'accumulation non productive (citerne, équipement habitat) et de consommation de produits manufacturés.

---

[300] Équivalent de 6 à 12 tambours de 210 litres (cf. encadré sur poids et mesures en unité locales)

[301] salade, choux, cove, ail

Figure 85 : stratégie et trajectoire de système d'activités type 7 « agriculture commerciale » (Ricardo Sitoe&Florida, 59 ans)

TYPO Eco de marché : T7	2e phase cycle de vie															3e phase		
	92/PAIX	1993				1997	1998	...	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Evènements familiaux							7 enfants											
Système de mobilité (migrant retour)	Migration internationale (Carltonville)									X								
	visite annuelle									X								
Portefeuille d'activités	LUI: salarié Cie Ermelo Mine Elle: agriculture subsistance									LUI&ELLE: agri subsistance			LUI & ELLE: agriculture commerciale diversifiée : mais, manioc, asso maraichage & transfo vente boisson & élevage bovin					
Agriculture	3ha/12Ha									4ha/12ha			6-8 ha/12 ha					
Elevage	petit élevage cabris									petit élevage+ 2 bovins			petit élevage & 7 bovins					
REVENUS MIGRATION	2000 RD/mois					3000 RD/mois				épargne			x					
REVENU LOCAL AGRICOLE	x									x			~ 3000 MT/mois (mais:2000MT/ Manioc:1000MT/ Maraichag:6500MT/ Bovin:11000MT)					
REVENUS LOC NON AGRIC	x									x			x					
Usage REV LOCAUX à Leonzoane	x									auto consommation			main d'œuvre agri, conso courante, éduc					
Usage REV MIG à Leonzoane	achat terre agricole		main d 'œuvre agri, cabris / réservoir à eau							habitat dur		2 bovins (17000MT)	charrue (3500MT)	x				
Part REV MIG ENVOYES-DEPENSES à Leonzoane	30 à 60% régulier									x			appui ponctuel fille (Salon Coiffeuse Af. du Sud)					
Part R MIG/ R TOTAL	100%									0%								

Ricardo était salarié fixe en Afrique du Sud au moment de la fin de la guerre et a fini sa carrière de mineur à 49 ans en 2001, avec un niveau de salaire de 3000 RD/mois. Il transférait alors régulièrement une partie à sa femme notamment pour appuyer le système agricole de subsistance de 3 ha et continuer à assurer les dépenses courantes de consommation et d'éducation de leurs 6 enfants. Après de nombreuses années à travailler en Afrique du Sud, il décide de revenir à Leonzoane et va utiliser l'épargne accumulée pour construire une maison en dur, puis investir dans une charrue et des bœufs pour s'orienter vers un système d'agriculture commerciale. En 2005, ils décident tous les deux de compléter leurs revenus via une activité de maraîchage menée en association. Puis, ils sont parvenus à développer une activité de vente de bovins et à augmenter les superficies avec une culture de manioc. L'ensemble de ses revenus agricoles représente aujourd'hui un salaire mensuel moyen de 3000 MT/mois.

La majorité de ces ménages sont des migrants de retour (95%) sortis du marché du travail officiel, et qui présentaient un profil de mobilité de type « système dual paysan-mineur » pendant la période coloniale (SM1 « mobilité longue unique», cf. chapitre IV). Les revenus de la migration au cours de la période ont été utilisés à la fois à de l'investissement non productif (matériel habitat) et pour appuyer la diversification vers l'agriculture commerciale (achat de bovins et/ou de terre) (cf. figure 85, Ricardo). Dans un seul cas cette diversification se réalise non pas par l'investissement, mais grâce à un transfert de savoir faire (formation maraîchère acquise en Afrique du Sud).

Photo 8 : pépinière et semis (ail, salades) de l'association de maraîchage de Leonzoane, cercle de Marule

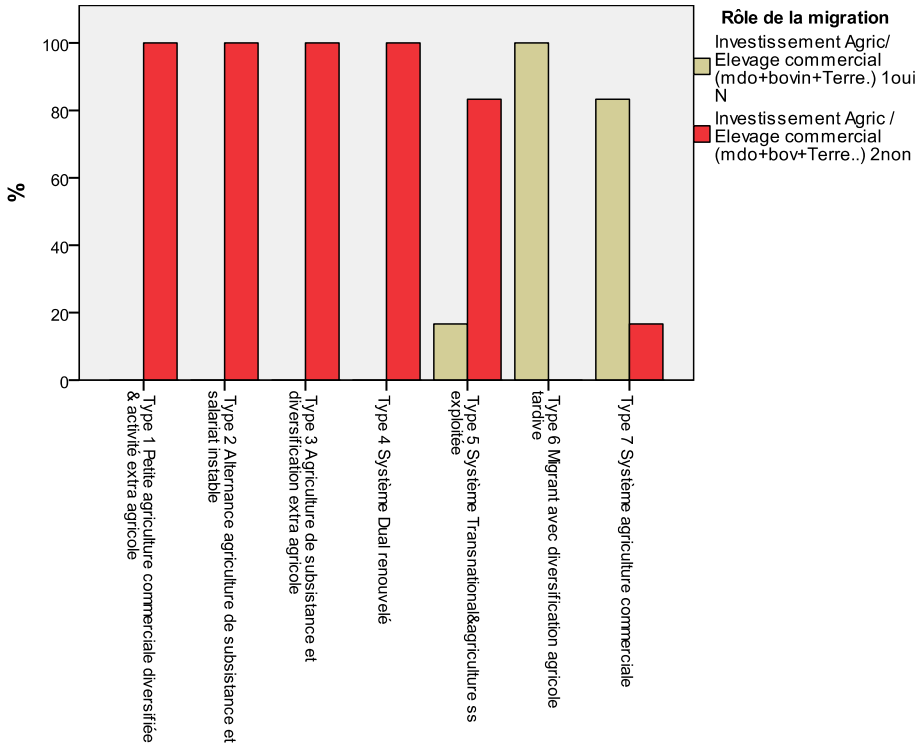


Figure 86 : usage de la migration : investissement agriculture-élevage commerciale, selon le type de stratégie (1994-2010)

8) Exode rural / migrants définitifs (hors échantillon)

Notre échantillon, sélectionné en fonction des objectifs de notre recherche sur les transformations des systèmes d'activités en lien avec la migration, du point de vue des communautés d'origine, ne concerne que les familles résidant intégralement ou partiellement dans la localité de Leonzoane. Il est important de ne pas oublier les stratégies de familles qui quittent définitivement Leonzoane avec une sortie quasi-totale ou totale de l'agriculture. Nous avons pu capter quelques uns de ces parcours lors des phases d'enquêtes menées en Afrique du Sud ou de façon indirecte dans nos enquêtes biographiques. Bien que l'on ne puisse pas estimer la proportion de familles de Leonzoane concernées par ce type de stratégie, les données recueillies auprès d'une trentaine de ménages sur la situation résidentielle respective des frères et sœurs montre qu'en moyenne (15%) sont partis de façon définitive de la localité et n'ont plus aucun lien avec le patrimoine foncier familial (aucune nouvelle depuis des années ou intention déclarée de ne pas revenir). Par exemple, Antonio a quitté Leonzoane et s'est réorganisé autour d'une double résidence. Une est en Afrique du Sud sur son lieu de travail et l'accumulation de revenus de la migration lui a permis d'acquérir un terrain à Massinga et d'y construire une maison où vit sa femme qui tient un commerce d'alimentation.

C - Rôle de la migration dans les stratégies : synthèse comparative

La mosaïque des 7 stratégies présentées ci-dessus est représentative de la diversité des systèmes d'activités - et conditions socio-économiques des ménages de Leonzoane sur la période actuelle et indicative de leur importance relative[302]. Quelles sont les principales différences des unes par rapport aux autres en termes de rôle de la migration et notamment de diversification ? Comment cela se traduit-il en termes de viabilité de ces systèmes et de diversification économique ? À un niveau plus général quelles sont les implications de ces différents systèmes sur l'économie locale ?

1) Formes et règles de mobilité, diversité et diversification des stratégies

La présentation détaillée ci-dessus montre qu'il y a 4 stratégies dominantes aujourd'hui qui rassemblent plus de 80% des familles de notre échantillon à Leonzoane et dans lesquelles la migration a un rôle différencié à travers ses formes et règles.

Le type 1 « petite agriculture commerciale » (24%) qui concerne essentiellement les non migrants et constitue le groupe le plus démuni (cf. figure 87), pour qui la migration n'intervient pas dans leur stratégie et système d'activités et remplit au mieux un rôle de consommation courante.

Le type 2 « alternance salariat instable & agriculture » (21%) et le type 3 « diversification extra agricole » (21%) répondent à des stratégies présentes principalement depuis la fin de la guerre. Ce sont des systèmes d'activités diversifiés, essentiellement hors agriculture mais qui répondent à des profils de mobilité variés et des pratique et règles distinctes.

Dans le cas du type 2, les ménages ont des modes d'accès à la migration aléatoires en lien avec le potentiel limité de leur réseau. Par ailleurs les bénéfices de la migration et règles de contrôle sont très limités ou inexistants. Dans ce sens ces ménages sont hors institution migration et les revenus limités et irréguliers de celle ci sont utilisés pour la consommation et l'accumulation non productive. Elle donne parfois lieu à un transfert de connaissances sans

[302] Cf. sélection de l'échantillon, chapitre III

capital qui permet l'insertion sur le marché du travail local dans des emplois extra agricoles occasionnels (cf. section A). Ces systèmes sont très flexibles avec des ajustements de la base agricole locale des ménages, sans pour autant consolider des ressources extérieures, et au lieu de constituer une ressource, la migration participe à des systèmes d'activités instables et vulnérables et joue un rôle de trappe à pauvreté.

Dans le cas du type 3, les activités de migration ne se font pas toujours dans des condition d'emploi formels stables mais grâce à un réseau favorable et un ensemble de pratiques, elles permettent d'aller au delà de l'accumulation non productive et ont un rôle de transferts de connaissances associé à un petit capital permettant l'investissement productif dans une activité extra agricole locale puis éventuellement agricole. Dans ces stratégies, les interactions entre activités de migration et les actifs et activités locales sont importantes. Cela permet des niveaux de revenus réguliers, pour l'essentiel proches ou un peu au-delà du niveau du salaire minimum national (cf. figure.87).

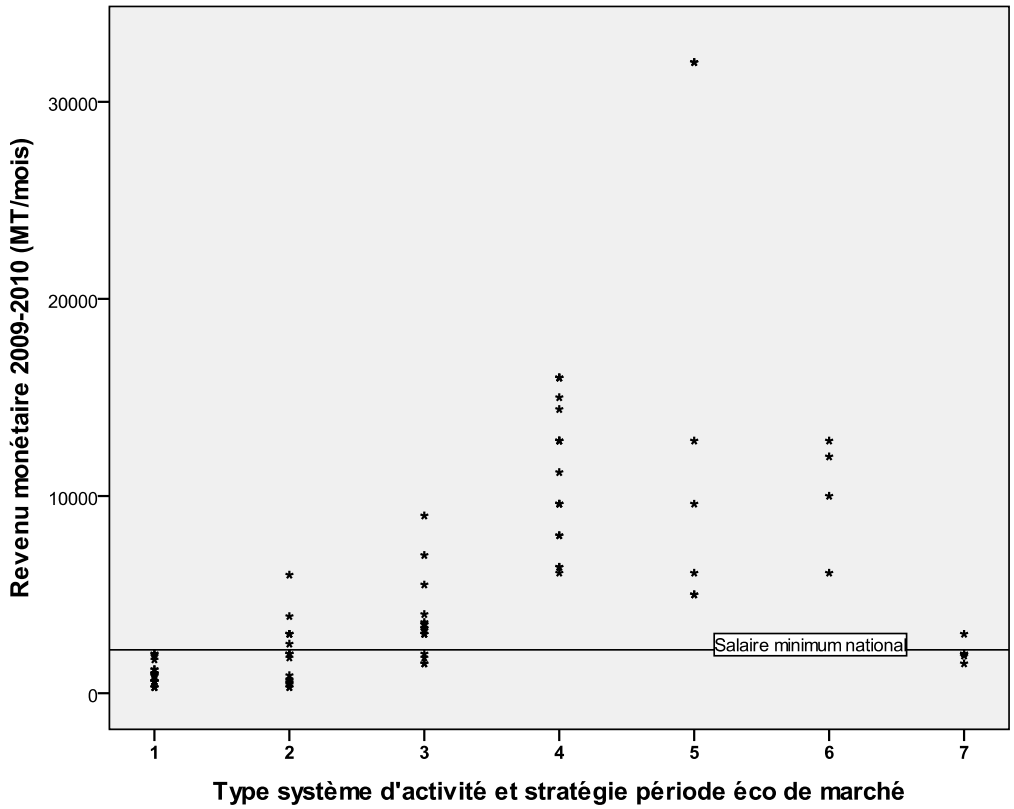


Figure 87 : distribution des types de systèmes d'activités selon le niveau de revenu (2009-2010)

Enfin le type 4 « système dual paysan salarié renouvelé » (17%) correspond à la continuité de l'idéal type du « paysan-mineur » de la période coloniale. Il répond en grande partie aux profils de mobilités bipolaires peu mobiles associés aux emplois les plus stables avec de bonnes conditions et à la forme initiale traditionnelle de l'institution migration (cf. chap. IV) ou celle-ci permet un système viable qui assure la reproduction du système agricole de subsistance, l'accumulation non productive et la consommation. Ce sont des systèmes d'activités stables peu ou pas diversifiés, et très dépendants de l'activité de migration qui est la principale ressource avec des revenus parmi les plus hauts (cf. figure 87).

A côté de ces 4 stratégies dominantes, les 20% des ménages restants regroupent des stratégies moins répandues. Le type 5 «système transnational & agriculture sous exploitée » est apparu après 1994 au cours de la période contemporaine. Cette stratégie répond essentiellement aux profils les plus mobiles avec des règles de contrôle de la migration associées à leur statut polygame, et qui sont au cœur du mode d'organisation socio économique de ces familles, y compris pour leur sécurité alimentaire. Dans ces stratégies peu diversifiées, la migration sert essentiellement à l'accumulation non productive (habitats, foncier urbain) et parfois à un transfert de connaissances consolidant l'activité extra agricole. Tout comme le type 4 « salarié paysan », malgré les revenus réguliers largement au dessus du salaire minimum mozambicain, ces systèmes sont vulnérables dans le sens où ils sont essentiellement dépendants de l'activité de migration. Enfin, le type 6 «°migrant permanent et diversification agricole » lui aussi spécifique à la période post apartheid, et le type 7 « agriculture commerciale » en partie déjà présent pendant la colonie, dans lesquels la migration joue un rôle d'investissement agricole, mais dans la dernière phase du cycle de vie du ménage. A travers ces deux derniers types, on observe que les stratégies avec diversification agricole sont peu ou pas liées à la migration dans les premières phases de cycle de vie.

Nos observations montrent ainsi qu'il existe des régularités et correspondances entre certaines stratégies des ménages et profils et pratiques migratoires. C'est le cas des stratégies de type 2 qui incluent de façon presque exclusive plus de 60% des profils SM1 « mobilité longue unique » et SM3 « mobilité internationale courte durée » (profils peu mobiles). Les stratégies type 5 regroupent aussi 65% des profils SM5 « mobilité intense multi-sites, nationale puis internationale » et 50% des SM4 « mobilité intense multi-sites, nationale et

internationale » (profils très mobiles). En revanche dans les stratégies de type 3 et 4, les mobilités SM2 et SM4 sont communes (50% des cas) mais de façon beaucoup moins exclusive et elles répondent aussi à d'autres profils de mobilités très éloignés (cf. figure 88).

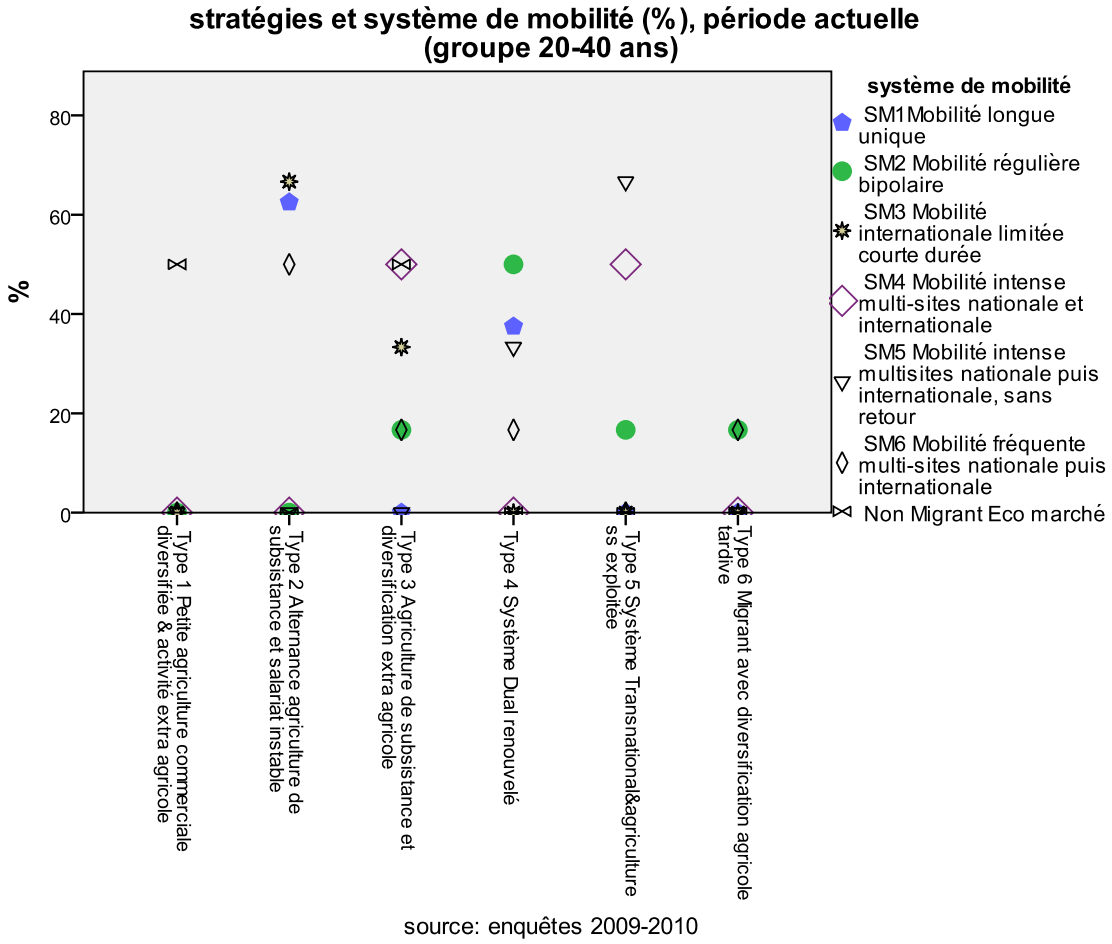


Figure 88 : distribution des profils de mobilités par type de stratégies (1994-2010)

La figure 89 offre une autre lecture des tendances observées entre profils et pratiques migratoires et types de diversification des stratégies des ménages. Si nos observations montrent qu'il n y a pas de correspondance systématique eu égard à la diversité des parcours, le croisement des différents niveaux d'informations permet d'identifier les tendances suivantes. Les stratégies avec diversification agricole sont essentiellement celles des ménages non migrants (type1), et les ménages de retour (type7 et parfois type3). Les stratégies les moins diversifiées (type 4 et type 5) sont celles des ménages avec un accès continu à l'emploi

et des mobilités davantage internationales (ou nationales et internationales) soit régulières peu fréquentes, soit fréquentes mais associées à des règles et réseaux forts. Enfin, les stratégies avec diversification extra agricole (type3 et type2) sont plus représentatives des mobilités nationales, et peuvent être plus ou moins fréquentes et multi sites avec une diversification extra agricole occasionnelle pour les type 2 et permanente pour le type 3.

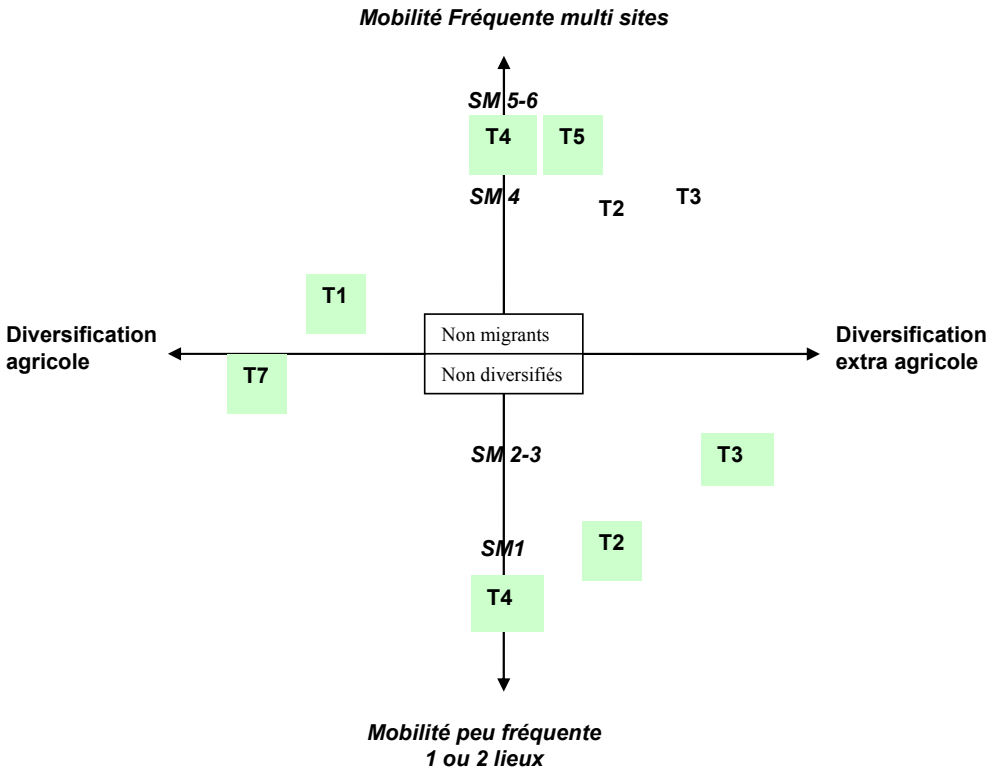


Figure 89 : principales correspondances entre profils de mobilité, stratégie de système d'activités et type de diversification

Ainsi, l'analyse des formes et règles de la migration dans le contexte post apartheid et de mondialisation confirme leur rôle décisif à la fois comme facteur structurant des systèmes d'activités et dans la diversité des stratégies des ménages de Leonzoane, accru par rapport à la période coloniale. Nous avons pu voir que les formes de migration et les conditions de travail des migrants, particulièrement depuis la fin de l'apartheid, sont devenues bien plus variées, menant à un plus fort degré de différenciation que ce qui prévalait depuis le début du 19e siècle jusque dans les années 1990. En parallèle de la permanence de stratégies et modes d'organisation hérités de la période coloniale, les formes de mobilités contemporaines sont aussi associées à de nouvelles stratégies émergentes.

2) Economie de dépendance et système économique local instable?

Une analyse au niveau de l'ensemble de notre échantillon indique que ces mobilités sont également source de transformation et recomposition de l'économie locale à plusieurs niveaux.

En lien avec les caractéristiques renouvelées des mobilités depuis la fin du conflit[303], les trajectoires professionnelles montrent que la part des activités de migration représente environ 80% du temps de travail des chefs de ménage entre 20 et 40 ans de notre échantillon (cf. tableau 78). Au regard du taux de migration minime ou nul des femmes encore aujourd'hui (cf. chap.III, présentation de l'échantillon), nous pouvons estimer que la part du temps de travail des activités de migrations représente en moyenne 40% au niveau du ménage, contre 25% au cours de la période coloniale (cf. chap.VII).

Tableau 78 : part du temps de travail (%) lié à 1 activité de migration sur le temps de travail total des individus (groupe des 20-40 ans) Calcul sur les 10 premières années de vie active.

INDIC 1.3. ou 4.1.Part du temps de mig sur les 10 1eres annees de VA

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	24,00	1	3,6	3,6	3,6
	34,88	1	3,6	3,6	7,1
	38,00	1	3,6	3,6	10,7
	41,00	2	7,1	7,1	17,9
	45,00	1	3,6	3,6	21,4
	46,00	1	3,6	3,6	25,0
	55,00	1	3,6	3,6	28,6
	66,00	1	3,6	3,6	32,1
	68,00	1	3,6	3,6	35,7
	89,00	1	3,6	3,6	39,3
	92,00	1	3,6	3,6	42,9
	95,00	1	3,6	3,6	46,4
	96,00	2	7,1	7,1	53,6
	100,00	13	46,4	46,4	100,0
	Total	28	100,0	100,0	

source: enquêtes 2009-2010

[303] Et particulièrement des 10 dernières années au vu des caractéristiques de mobilité inédites du groupe des 20-30 ans

Tout en restant une approximation, ce chiffre atteste du poids sans précédent de la migration dans la composition structurelle du travail des ménages de Leonzoane. Ce résultat étaye par ailleurs la littérature sur le poids de la migration dans les stratégies des familles rurales au niveau de la région, en lien avec les processus de diversification et de désagrarisation (cf. chap. I).

Par ailleurs, les résultats sur l'ensemble des 97 familles (population migrants et non migrants) confirment le rôle prépondérant de la migration pour l'investissement non productif à travers l'habitat et la consommation de biens durables (73% des ménages), l'appui au système agricole de subsistance (54%) et l'accès à la terre via le mariage (40%). Après ces usages, identiques à la période coloniale mais dans des proportions différentes, aujourd'hui, une partie des ménages mobilise les ressources de la migration à des fins d'investissement productif extra agricole (30%) ou agricole (14%) (cf. figure 90). Ainsi le mécanisme dominant liant l'économie locale à la migration est un mécanisme de reproduction et de dépendance économique plus que de création de richesses. Notamment un phénomène particulier non négligeable est l'usage des revenus de la migration pour la sécurité alimentaire (20%).

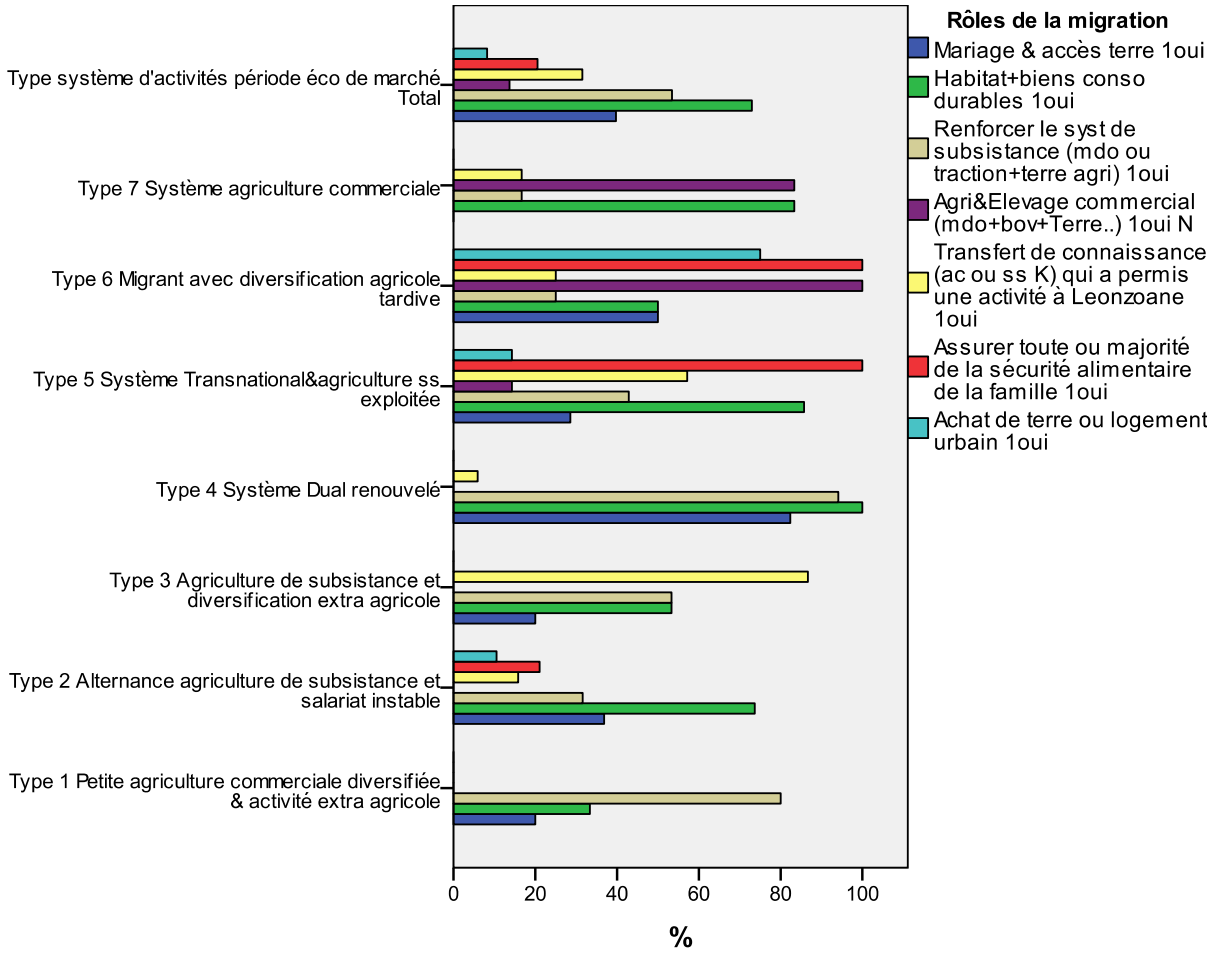


Figure 90 : rôles de la migration selon le type de stratégie (économie de marché)

Parmi les stratégies où la migration sert à l'investissement productif (types 3, 5, 6, 7) pour la grande majorité (75 %) il s'agit d'investissement et de diversification vers des activités extra agricoles. Ainsi, aujourd'hui à Leonzoane, l'accroissement des activités extra agricoles dans les stratégies de ces ménages, et la diminution relative de la place de l'agriculture (reproduction des structures à l'identique ou accroissement minime pour une minorité), indiquent une tendance à la désagrarisation (cf. chap. I).

Un autre aspect qui ressort de l'ensemble des stratégies des familles de Leonzoane, réside dans les articulations qui existent entre ces différentes stratégies et les conflits sous jacents entre les marchés du travail agricole et non agricole et le marché du travail local et extérieur. En effet, les 7 stratégies sont articulées entre elles au travers de plusieurs relations de travail. Les types 1 « petite agriculture commerciale diversifiée » et 2 « alternance agriculture subsistance et salariat instable » et dans une moindre mesure le type 3 « agriculture de subsistance et diversification extra agricole », regroupent l'essentiel des

ménages non migrants ou migrants de retour. Or, ce sont à la fois les seuls engagés sur le marché du travail agricole local, tout en cherchant à prioriser les emplois hors agriculture (biscatos, activités indépendantes[304] ou poste de secteur public local) moins pénibles et souvent mieux rémunérés. Ainsi, en plus de leur propres parcelles, ces ménages répondent à la demande de main d'œuvre des stratégies type 4 « paysan salarié », type 5 « transnational et agriculture sous exploitée » et type 6 «diversification agricole tardive», avec les temps de migration les plus longs (et visites ou retours courts), mais aussi à la demande des types 7 « agriculture commerciale ». Cette configuration souligne les tensions au sein du marché du travail rural local au détriment du marché agricole. Cela explique la pression croissante et le renchérissement du coût de la main d'œuvre agricole ces dernières années et notamment de la généralisation du paiement en espèce (cf. A) essentiellement avec les revenus de la migration (en espèces ou matériel) ou avec le prêt de bovins pour le labour.

Un effet indirect est aussi une certaine fragilisation du degré de sécurité alimentaire des ménages avec des revenus monétaires irréguliers et/ou sans recours aux formes locales d'entraide en main d'œuvre. La location de bovins, de plus en plus courante, est avant tout pratiquée par le type 7 « agriculture commerciale », surtout auprès des types 1, 3 et 5 qui n'ont pas accès à l'échange ou au prêt de bovins. Ainsi, l'ensemble des stratégies co-existantes à Leonzoane forment un système en partie caractérisé par une forte dépendance des plus aisés des revenus extérieurs de la migration, qui influe directement le marché de l'emploi rural local avec un équilibre à priori fragile et un risque potentiel d'instabilité.

3) Eléments de prospective : vers plus de flexibilité et vulnérabilité des systèmes d'activités ?

En plus de la comparaison avec la période coloniale, l'analyse de la distribution des sept stratégies par groupe d'âge sur la période actuelle donne une première indication des dynamiques à l'œuvre (cf. tableau 89). Elle montre en partie dans quelle mesure une stratégie donnée est le fait des dernières générations ou si elle était déjà présente chez les plus âgés; et donne des éléments sur la tendance à la croissance, stabilité ou diminution des stratégies

[304] Comme souligné dans le point B, les ménages de type 3 et dans une moindre mesure les type 2 ont des liens avec les types 4 ,5 et 6 qui ont recours à eux pour tout ce qui est construction de leur habitat et autres services.

d'une génération à l'autre - en tenant compte des effets de cycle de vie. Trois points nous semblent importants à faire ressortir.

Premièrement, concernant le type 4 « système dual renouvelé du paysan-salarié», incarnant la permanence de la stratégie du paysan mineur sous la colonie, elle tend nettement à s'amenuiser (17% aujourd'hui contre 32% avant la guerre). Ces stratégies, associées à 76% à des mobilités assez longues et stables avec des conditions d'emploi formelles (SM1 « mobilité longue unique » et SM2 «mobilité régulière bipolaire ») ne concerne plus que 27% des 20-40 ans et 23% de leurs ainés actifs de 40-60 ans, dans la deuxième phase de leur cycle de vie. Cela est à mettre en regard avec la rationalisation croissante de ces emplois souvent dans le secteur minier et associés à des compétences précises, limitant la pérennité des systèmes de rentes migratoires.

Deuxièmement, les systèmes d'activités de type 2 (trappe pauvreté) et type 3 (agriculture subsistance & diversification) sont les stratégies les plus répandues aujourd'hui (21% chacune) et en particulier chez les jeunes. Notamment, le type 2 est la stratégie la plus courante pour les 20-40 ans (33%) et concerne une proportion moindre des 40-60 ans avec plus d'expérience et qui ont potentiellement basculé vers une diversification de type 3. Ces stratégies ont été initiées avant 1994 et concernent aujourd'hui en partie les plus de 60 ans. Leur dynamique est cependant particulièrement remarquable sur la période actuelle et elles sont liées à une variété de forme de mobilités, y compris les profils émergents très mobiles. Le point commun de ces mobilités sont des emplois autant au niveau national qu'international (différents des types 4) davantage informels et sous des statuts variés (salarié fixe ou occasionnel, activité indépendante) et qui sont les plus propices à l'acquisition et aux transferts de connaissances. Au regard de la dynamique démographique mozambicaine, l'importance relative de ces deux stratégies liées aux systèmes d'activités les plus flexibles et avec le plus d'interactions avec les activités de migration, est un point central de la problématique du devenir de l'économie locale. L'expansion du type 3 représenterait une fenêtre pour développer des effets d'entraînement locaux alors que celle du type 2 signifierait une fragilisation des systèmes d'activités des nouveaux actifs entrants. L'appui à ces deux types de stratégies peut être un atout non négligeable à associer aux politiques de décentralisation et développement local (cf. A) pour créer des effets d'entraînement et dynamiser le marché du travail rural extra agricole. Entre les deux extrêmes des stratégies agricoles locales des plus démunis (types 1) et des stratégies duales (type 4) dépendant des

revenus de la migration, contrecarrant le processus de polarisation, ce noyau relevant d'un «°système idéal-typique de résilience°» continue de subsister et tend à grandir et est susceptible, de représenter « une troisième voie ».

Troisièmement, l'émergence sur les deux dernières générations des type 5 « transnational & agriculture sous exploitée » et type 6 « migrant & diversification agricole tardive », incarnant de nouveaux modes d'organisations et stratégies liés à la migration, peut aussi peser sur les dynamique locales à venir. Ces stratégies à priori minoritaires offrent aussi des voies de développement potentiel pour l'économie locale dans le secteur agricole.

Ces éléments soulignent l'intérêt de discerner les logiques et fonctionnements très différents des stratégies en lien avec la migration pour être en mesure de proposer des orientations adaptées favorisant un développement inclusif plutôt qu'un système d'économie de dépendance avec risque d'instabilité.

Tableau 79 : distribution des groupes d'âges par type de stratégies (1994-2010)

			Groupe d'Age par tranches de 20 ans			
			20-40	41-60	60+	Total
Type système d'activité et stratégie période éco de marché	Type 1 Petite agriculture commerciale diversifiée & activité extra agricole	Effectif	1	10	12	23
		N % colonne	3,3%	25,6%	42,9%	23,7%
	Type 2 Alternance agriculture de subsistance et salariat instable	Effectif	10	5	5	20
		N % colonne	33,3%	12,8%	17,9%	20,6%
	Type 3 Agriculture de subsistance et diversification extra agricole	Effectif	5	9	6	20
		N % colonne	16,7%	23,1%	21,4%	20,6%
	Type 4 Système Dual renouvelé	Effectif	8	9	0	17
		N % colonne	26,7%	23,1%	0,0%	17,5%
	Type 5 Système Transnational&agriculture ss exploitée	Effectif	4	2	1	7
		N % colonne	13,3%	5,1%	3,6%	7,2%
	Type 6 Migrant avec diversification agricole tardive	Effectif	2	2	0	4
		N % colonne	6,7%	5,1%	0,0%	4,1%
	Type 7 Système agriculture commerciale	Effectif	0	2	4	6
		N % colonne	0,0%	5,1%	14,3%	6,2%
	Total	N total	30	39	28	97

source: enquêtes 2009-2010

Conclusion chapitre VIII

Tout en reconnaissant le caractère unique de chacune des trajectoires familiales, nous avons identifié différents systèmes de mobilités dans les stratégies des familles montrant comment sur la période actuelle, ceux-ci sont un élément structurant et déterminant des recompositions des systèmes d'activités et source de différenciation. Les formes de migration et conditions de travail des migrants, particulièrement depuis la fin de l'apartheid, sont devenues bien plus variées, associés à une diversité de stratégies et à un plus fort degré de différenciation que ce qui prévalait depuis la moitié du 19e siècle jusque dans les années 1990.

La situation actuelle à Leonzoane est nuancée et la migration peut être simultanément une ressource stratégique ou un facteur de précarisation ou de dépendance. Dans le contexte la détérioration des conditions de travail (cf. A et chap. I), le poids accru des activités migratoires ne s'accompagne pas nécessairement d'une amélioration de revenus et des conditions d'existence. En effet, l'idéal type du « paysan mineur » fortement ancré dans les représentations collectives (autant des citoyens que des politiques) et hérité de la période coloniale, répond de moins en moins à la réalité. Pour certains, la migration contribue à des systèmes d'activités duaux assez stables et peu diversifiés permettant l'accumulation. Pour d'autres, elle répond des stratégies et systèmes flexibles, davantage diversifiés et plus vulnérables. Dans tous les cas, en lien avec l'absence d'institutions financières (cf. A), les revenus de la migration sont rarement investis vers l'agriculture commerciale qui est avant tout le fait de non migrants avec des stratégies locales ou de certains migrants de retour. Comme pendant la colonie portugaise, les revenus de la migration vont en grande partie à la consommation courante et l'investissement non productif pour l'habitat, qui au-delà d'une préférence culturelle, constitue aussi une forme d'accumulation.

A un niveau plus général nous avons mis en évidence les relations entre les différentes stratégies des ménages observées et l'interconnexion des marchés du travail rural local agricole et non agricole, mais aussi entre les marchés national et international et les conflits sous-jacents et risques d'instabilité de l'économie locale.Ces résultats font échos aux enjeux et évolutions socio économiques pour la région. Au regard de la transition démo-économique débutante au Mozambique, une forte croissance de la population, essentiellement rurale est à venir, dans un contexte de chômage et pauvreté persistante. Cela laisse à penser que le flux des migrations devrait se maintenir et que les stratégies et mutations visibles sur la dernière

génération peuvent se renforcer y compris encore évoluer. Cependant, face à l'importance de la migration pour de nombreuses familles de la région sud, les programmes nationaux de lutte contre la pauvreté (PRSP) et les politiques de développement rural omettent cette dimension des stratégies des familles (Black et Crush, 2006 ; De Vletter, 2007) et restent focalisés sur une vision agrarienne du développement. Il semble important de prendre en compte ces dynamiques migratoires et leurs spécificités dans les politiques de développement rural, pour identifier des groupes cibles invisibles aujourd'hui et des mécanismes particuliers de sortie de la pauvreté. En effet, même si la politique de révolution verte prônée par le gouvernement est un élément central, il est fort probable que l'ancrage culturel de la migration et les référentiels urbains de l'actuelle génération des 20-40 ans, soit une limite forte à la voie de l'agriculture comme stratégie principale de développement rural[305].

[305] Situation observée au Sénégal, ou malgré l'introduction de l'irrigation il y a eu peu d'évolution de l'agriculture (Guilmoto, 1997).

Conclusion générale

Dans le contexte de transition démographique en Afrique Subsaharienne, les constats sur l'évolution des stratégies des ménages ruraux vers des systèmes d'activités composites et les modalités renouvelées des migrations, ont permis de comprendre les enjeux liés aux recompositions des économies rurales dans la région et notamment au Mozambique dans ses relations avec l'Afrique du Sud.

Cela nous a amené à interroger le rôle renouvelé des mobilités pour comprendre dans quelle mesure celles-ci constituent un élément primordial de recomposition des systèmes d'activités des ménages ruraux mozambicains dans le contexte régional postapartheid et de libéralisation. L'hypothèse que nous avions formulée est que la migration peut être mobilisée comme une institution au sein des stratégies des familles, qui a évolué dans ses formes et ses règles vers des logiques de circulation, où les réseaux jouent un rôle renouvelé. Les évolutions de ces mobilités des familles sont un élément central d'ajustement des systèmes d'activités de par leur poids et leurs articulations avec la diversification et la réduction relative des activités agricoles.

Le caractère novateur de cette recherche se situe dans les articulations conceptuelles faites entre approches institutionnelles en économie et la notion de circulation mobilisée en géographie sociale, pour une analyse du rôle des mobilités dans les stratégies et systèmes d'activités. Le cadre d'analyse proposé relie le concept de système de mobilité à celui de système d'activités sur la longue période, comme apport méthodologique novateur. Ce choix vient alimenter l'insuffisance théorique sur l'attention portée aux pratiques et types de migrations, sur les zones rurales et urbaines en termes de stratégies des ménages et de développement (McDowell et de Haan,1997 ; de Haan, 2002 ; de Haas, 2007). Cet enjeu théorique est au cœur des approches pluralistes et relativement récentes sur les liens migration-développement. En effet, ces approches conçoivent la migration comme une partie du processus de développement, en reconnaissant à la fois l'importance du contexte et la diversité des interactions entre migration et développement. Notre dispositif méthodologique original combinant analyse qualitative et quantitative à partir d'enquêtes biographiques, a permis de nuancer notre hypothèse.

Les principaux systèmes de mobilités des ménages de Leonzoane - en termes de fréquence, durée, d'espace et de règles associées aux activités de migration - reflètent l'importance de leurs transformations depuis la période coloniale, et en particulier dans le contexte post apartheid des vingt dernières années.

En effet, nous montrons l'existence dès la période coloniale de formes de mobilités internationales circulaires intenses caractérisées par trois profils de mobilité, dont le profil dominant du « paysan mineur » lié à la politique d'exportation de main d'œuvre vers les mines sud-africaines. Associée à ces mouvements, nous montrons la mise en place de règles et l'institutionnalisation de la migration spécifique de la période, répondant à la nature des échanges entre migrants et membres résidents à Leonzoane (fréquence, actifs échangés). La migration vient s'insérer et s'articuler avec les autres règles de la société traditionnelle - notamment celle de la transmission du foncier via le mariage- pour contrôler des bénéfices liés aux mobilités des ménages. Ces bénéfices très limités étaient ainsi dirigés à la reproduction sociale et du lignage. Ces mobilités et cette institution ont profondément orienté les activités et les échanges des familles. Cela constitue une première une forme de circulation, essentiellement entre hommes et aînés, et concerne des flux d'actifs réduits (biens de consommation) dans des espaces restreints et dans laquelle les réseaux ont un rôle très limité.

L'arrêt des accords coloniaux en 1975, et les mobilités limitées des années de guerre entraînent un affaiblissement des règles de l'institution antérieure. On observe deux systèmes de mobilités, caractérisés par de très longues durées, et de nouvelles formes d'échanges réciproques entre les migrants et leur famille restée à Leonzoane ; des pratiques associées à la migration se mettent en place, dans lesquelles les réseaux jouent un rôle croissant. Ces échanges ne sont plus essentiellement centrés sur la reproduction du système lignager, mais sur la survie des familles. Pour autant, ces pratiques ne constituent pas des compromis stables et on n'identifie pas de nouveau contrat migratoire précis au sein des familles.

Suite à cette rupture et au processus de libéralisation régional après 1994, une diversité inédite des formes de mobilités des ménages apparaît. L'accroissement des mobilités contemporaines est entièrement vérifié par rapport à la période de guerre, et relativement par rapport à la période coloniale. En effet, après 1994 on observe à la fois des profils avec des rythmes de mobilité élevés, similaires à la période coloniale, mais dans le même temps des profils moins mobiles. On distingue six profils de mobilité des ménages, beaucoup plus variés dans les durées et les espaces mobilisés avec des trajectoires sur un plus grand nombre de lieux, tant au niveau national qu'en Afrique du Sud. L'analyse historique met aussi en évidence la disparition ou résurgence de certains profils et l'émergence de nouveaux, soulignant la réversibilité des systèmes de mobilités. Ainsi, plus que l'intensité des mobilités,

c'est la diversité accrue des formes de mobilités contemporaines et l'élargissement du champ migratoire et de la sphère socio-spatiale et des liens rural-urbain des ménages qui ressortent. En effet, les mobilités contemporaines sont accompagnées par l'émergence de nouvelles règles en termes d'accès, d'usage et contrôle de la migration, davantage tournées vers la sphère économique des ménages. En plus de l'usage traditionnel pour le mariage et l'accès au foncier, les bénéfices de la migration sont utilisés pour améliorer les actifs productifs ou non de la famille. Ces évolutions vont de pair avec l'affaiblissement de l'institution migration du régime colonial et du contrôle des règles par les autorités traditionnelles. Celui-ci est substitué par le rôle renouvelé central des réseaux formé par les liens entre migrants et leurs familles ou leurs proches à Leonzoane. Ces réseaux jouent un rôle croissant dans l'accès et le contrôle des opportunités liés à la migration. De nouvelles règles de coopération et de contrôle pour la préservation des liens socio-économiques entre migrants et sédentaires sont mises en place, qui orientent le choix des ménages et leur stratégie sur le long terme. On observe une diversité d'arrangements qui donnent lieu à des modes d'organisation socioéconomiques variés. On voit des différences très sensibles entre familles, en termes de calendrier, de destination et d'activités qui résultent des inerties institutionnelles passées et des règles émergentes. La situation révèle des formes plus complexes de migrations économiques liées à plus de flexibilité professionnelle, dans des espaces plus larges au sein et en dehors du secteur minier, et davantage dans la construction ou les services. Ces mobilités sont associées à des règles d'échanges matériels et immatériels et à des opportunités et stratégies qui permettent de circuler ou de faire circuler tout en maintenant les liens entre les individus et lieux. Il y a une redéfinition en cours des règles de la migration avec une gamme de situations et une superposition des règles anciennes et nouvelles. Le contrat migratoire colonial fondé sur les ressources du lignage persiste au sein de certaines familles à côté d'un contrat migratoire en formation pour d'autres, davantage basé sur une ressource circulatoire, source d'orientation des stratégies et systèmes d'activités des familles.

Ces résultats alimentent la connaissance encore limitée des formes de mobilité en Afrique australe liée au manque de données et à l'attention dominante portée sur les zones urbaines dans les pays d'accueil (De Haan 1999 ; Gallego, 2011). En outre, la mise en œuvre du concept de système de mobilité, a mis en évidence l'existence de longue date d'une variété de formes de circulations entre le Mozambique et l'Afrique du Sud qui échappent aux représentations, catégories et analyses classique de la migration, et corroborent les travaux de

Prothero et Chapman (1984) sur la prépondérance de ces mouvements au sud. Les résultats alimentent aussi les travaux sur la transformation des schémas de mobilité sur le long terme et en partant d'une vision intégrée de ses différentes formes, dans une approche quantitative appuyant les recherches qualitatives et les débats en cours. Un autre apport réside dans l'intérêt de l'analyse institutionnelle de la migration définie à la fois par des règles et des formes de mobilités, pour rendre compte de la complexité des formes de mobilité et des flux associés dans le contexte de mondialisation. Ces résultats contribuent à la littérature économique en fournissant de nouveaux apports sur la façon dont les migrations de travail, comme composante clé du processus de développement, affectent les réseaux sociaux et les institutions de la communauté d'origine (Gallego et al., 2011). Alors que nos analyses sont adaptées au contexte du sud Mozambique, les résultats ont une implication plus large si on considère la nature circulaire croissante des flux de migrations nationales et internationales au sud et les liens durables que les migrants contemporains maintiennent avec leur communauté d'origine.

La mise en regard de la diversité de ces mobilités avec les recompositions des systèmes d'activités des ménages – comme capacités, actifs, et activités, formant leur stratégie - montre à la fois la complexification des ajustements au sein des systèmes d'activités pour une partie des ménages où le poids relatif de l'agriculture tend à diminuer, et la reproduction de systèmes d'activités très stables pour d'autres. Les mobilités constituent une ressource fondamentale des stratégies des familles et un élément important de différenciation entre migrants et non migrants mais aussi entre ménages qui migrent.

En effet, l'analyse des stratégies des ménages au cours de la période postapartheid et de libéralisation a permis d'identifier sept stratégies représentatives de la diversité des systèmes d'activités et des conditions socio-économiques des ménages de Leonzoane, alors que pendant la période coloniale nous avions une typologie en 4 stratégies, dont le profil dominant était celui du paysan mineur. La mise en regard de chacune de ces stratégies avec les systèmes de mobilités des ménages confirme le rôle décisif de ces derniers, à la fois comme élément structurant et déterminant des recompositions des systèmes d'activités et source de diversité économique, propre au contexte actuel.

Les systèmes basés sur une *petite agriculture commerciale* (24% des ménages enquêtés) concernent les familles qui n'ont jamais eu recours à la migration dans leur stratégie, ou de façon anecdotique, et constitue le groupe le plus démuni

Les stratégies basées sur une *alternance entre agriculture de subsistance et salariat instable* (21%), répondent à des systèmes très flexibles avec des ajustements de la base agricole locale des ménages, sans consolider leurs actifs extérieurs. Pour ces familles, la migration est souvent liée à des emplois informels et participe à des systèmes d'activités instables et vulnérables, bloquant les ménages dans des trappes à pauvreté.

Concernant les stratégies fondées sur une *agriculture de subsistance et une diversification extra agricole* (21%), celles-ci reposent sur des activités de migration qui ne sont pas toujours liées à des emplois formels stables ; toutefois grâce à leur réseau et règles liées à la migration, celle-ci joue un rôle de transferts de connaissances et de capital financier, permettant l'investissement productif dans une activité extra-agricole locale, puis parfois agricole. Ici, les interactions entre activités de migration et les actifs et activités à Leonzoane sont importantes et permettent des niveaux de revenus réguliers, proches du niveau du salaire minimum national.

Le *système du paysan salarié renouvelé* (17%) correspond à la continuité de la stratégie du « paysan mineur » de la période coloniale, c'est-à-dire à une stratégie duale basée sur un emploi fixe et un système agricole de subsistance. Il est en grande partie lié à la forme initiale traditionnelle de l'institution migration et aux profils de mobilités réguliers vers un seul lieu, associés aux emplois salariés les plus stables (dans les mines ou les services) avec les revenus parmi les plus élevés. Cette stratégie assure la reproduction du système agricole de subsistance et l'accumulation non productive. Ce sont des systèmes d'activités stables, peu ou pas diversifiés, et dépendants de l'activité de migration qui est leur principale ressource.

Le système transnational & agriculture sous exploitée (7%) apparu après 1994, répond essentiellement aux profils les plus mobiles avec des règles de contrôle de la migration associé à leur statut polygame, et qui est le cœur du mode d'organisation économique de ces familles, y compris pour leur sécurité alimentaire. Dans ces stratégies peu diversifiées, la migration sert essentiellement à l'accumulation non productive et parfois à un transfert de connaissances consolidant l'activité extra-agricole. Malgré leurs revenus réguliers au-dessus du salaire minimum, ces systèmes sont vulnérables car très dépendants de la migration.

Enfin on trouve les stratégies basées sur *l'agriculture commerciale* (7%), et les familles de *migrant permanent avec une diversification agricole* (4%), en partie déjà présents pendant

la colonie, dans lesquelles la migration joue un rôle pour l'investissement agricole, essentiellement dans la dernière phase de leur cycle de vie.

Sans qu'elles soient systématiques, on constate des correspondances entre certaines stratégies des ménages et leurs pratiques et systèmes de mobilités, et des liens avec le type de diversification. Les stratégies de diversification agricole (céréales, élevage, fruitiers, maraîchage), sont surtout les ménages non migrants, et des ménages de retour. Les stratégies les moins diversifiées sont les ménages ayant un accès continu à l'emploi salarié ou indépendant et des mobilités davantage internationales (ou nationales et internationales), soit régulières peu fréquentes, soit fréquentes mais associées à des règles d'accès et contrôle des ressources de la migration et des réseaux forts. Enfin, les stratégies avec diversification extra-agricole (commerce, construction) sont plus représentatives des mobilités nationales, et peuvent être plus ou moins fréquentes et multi-sites avec une diversification extra-agricole occasionnelle ou permanente. Ainsi, la figure stable du « paysan-mineur » héritée de la période coloniale, comme principale représentation des citoyens et représentants politiques, répond de moins en moins à la réalité. La situation actuelle à Leonzoane est très diversifiée et la migration peut aussi bien constituer une ressource stratégique qu'un facteur de précarisation, ou de dépendance. Pour certains, elle contribue à des systèmes d'activités duaux assez stables et peu diversifiés permettant l'accumulation. Pour d'autres, elle répond des stratégies et systèmes flexibles, davantage diversifiés et plus vulnérables. Mais dans tous les cas, les revenus de la migration sont peu investis dans l'agriculture commerciale. L'investissement agricole est avant tout le fait de non migrants ayant des stratégies locales ou de certains migrants de retour définitivement.

Ainsi, ces résultats constituent une contribution aux tentatives d'améliorer les analyses de la migration comme partie des systèmes d'activités, qui tendent à être statiques et avec peu d'attention sur les différents rôles que peut jouer la migration au sein des phases de cycle de vie des ménages (De Haas, 2007).

Par ailleurs, les migrations sont également source de transformation et recomposition de l'économie locale à Leonzoane à plusieurs niveaux. D'une part, les résultats montrent le rôle généralisé de la migration pour l'investissement non productif à destination de l'habitat et de

la consommation de biens durables. Si une partie des ménages mobilise les ressources de la migration à des fins d'investissement productif extra agricole (30%) ou agricole (14%), le mécanisme dominant liant l'économie locale à la migration est un mécanisme de dépendance économique plus que de création de richesses. Notamment, un phénomène montant est l'usage des revenus de la migration pour la sécurité alimentaire (20%). De plus, l'accroissement des activités extra-agricoles dans les stratégies de ces ménages, lié à la migration ou aux petits emplois sur le marché du travail local, donne lieu à une diminution relative de la place de l'agriculture (reproduction des structures agraires à l'identique ou accroissement minime pour une minorité), et indique une tendance à la désagrarisation. D'autre part, nous avons mis en évidence les articulations entre les différentes stratégies des ménages, l'interconnexion des marchés du travail rural local agricole et non agricole, mais aussi entre les marchés national et international. Nous avons mis à jour les conflits sous-jacents et risques d'instabilité sur l'économie locale. Ainsi, l'ensemble des stratégies co-existantes à Leonzoane forment un système en partie caractérisé par une forte dépendance des plus aisés vis-à-vis des revenus extérieurs de la migration, qui influe directement sur le marché de l'emploi rural local avec un équilibre à priori fragile et un risque potentiel d'instabilité. Cela montre une autre dimension des mécanismes par lequel les migrations contemporaines sont partie intégrante des processus de changement agraire et rural.

Enfin, en écho à la situation de transition démo-économique au Mozambique, dans un contexte de chômage et de pauvreté, les évolutions des stratégies des familles observées pour la dernière génération peuvent se renforcer. L'analyse de l'évolution des stratégies entre les différentes générations à Leonzoane à permis de poser quelques éléments de prospective. Le nombre de familles basées sur le s*ystème dual renouvelé du paysan-salarié*, pourrait diminuer avec la rationalisation croissante de processus productifs dans le secteur minier en Afrique du Sud, limitant la pérennité de ces stratégies, liées à ces emplois. Les stratégies basées sur *l'agriculture de subsistance et salariat instable* et sur *l'agriculture subsistance & diversification* sont les plus répandues aujourd'hui en particulier chez les jeunes. Ces stratégies sont liées à une variété de forme de mobilités, y compris les profils émergents très mobiles. Le point commun de ces mobilités sont des emplois autant au niveau national qu'international davantage informels et sous des statuts variés (salarié fixe ou occasionnel, activité indépendante) et qui sont le plus propices à l'acquisition et aux transferts de connaissances. L'importance relative de ces deux stratégies liées aux systèmes d'activités les

plus flexibles et avec le plus d'interactions avec les activités de migration, est un point central de la problématique du devenir de l'économie locale. L'expansion du système basé sur *l'agriculture subsistance & diversification* pourrait représenter une opportunité pour développer des effets d'entraînement locaux alors que l'accroissement des familles basées sur l'agriculture de subsistance et salariat instable signifierait une fragilisation des systèmes d'activités des nouveaux actifs entrants.

La mise en perspective historique des résultats à Leonzoane avec les événements économiques ou politiques marquants de la région, a confirmé l'importance fondamentale du contexte et ses interactions avec pratiques migratoires et les stratégies des familles. L'économie politique de chaque période, à travers les régulations sectorielles économiques et de la migration conditionnent et façonnent en partie les formes de mobilité et de décisions économiques des familles. De la même façon que le système colonial d'exportation de main d'œuvre, qui s'est consolidé sur 80 ans, a soulevé des questions fondamentales par rapport à la fin de l'économie coloniale et la construction du projet socialiste, la dynamique des migrations contemporaines est aussi un élément central dans la recherche d'un développement inclusif du sud Mozambique, dans le contexte d'économie de marché. Aujourd'hui, la migration joue comme variable d'ajustement au marché de l'emploi national et régional à la fois comme source de dépendance pour de nombreuses familles ou comme ayant des effets d'entraînement dans certaines conditions. Ces éléments soulignent l'intérêt de discerner les logiques et fonctionnements très différents des stratégies des ménages en lien avec la migration. L'appui à ces stratégies peut être un atout non négligeable à associer aux politiques de décentralisation et développement local pour créer des effets d'entrainement et dynamiser le marché du travail rural extra-agricole. Or, face à l'importance de la migration pour de nombreuses familles de la région sud, les programmes nationaux de lutte contre la pauvreté et les politiques de développement rural omettent cette dimension et restent focalisés sur une vision agrarienne du développement. Si la politique de révolution verte prônée par le gouvernement est un élément central, il est fort probable que l'ancrage culturel de la migration et les référentiels urbains de la dernière génération, soient une limite forte à la voie de l'agriculture comme stratégie principale de développement rural. Cette réflexion peut être intéressante pour d'autres zones et pays de la région avec des éléments de problématique similaires à ceux observés à de Leonzoane.

Les positionnements théoriques et la méthodologie originale mobilisés dans ce travail permettraient notamment d'affiner et de prolonger cette recherche autour de deux axes

- le premier permettrait de mieux prendre en compte les conditions de travail dans l'évolution des stratégies et systèmes d'activités des familles. Il s'agirait d'intégrer à l'analyse de façon systématique le contexte et l'évolution des conditions d'emploi, afin de mieux comprendre la concurrence entre les incitations salariales extra agricoles et agricoles et tester et l'hypothèse d'un lien fort entre les politiques publiques relatives au marché du travail et une flexibilité et vulnérabilité accrue des systèmes d'activités des familles.

- le second axe aborderait l'unité familiale élargie comme unité sociale appropriée pour l'analyse des systèmes d'activités familiaux multi-localisés. Cela offrirait une vision plus complète des processus de recomposition et de diversification et du caractère flexible des systèmes d'activités en lien avec la migration. Cela nécessiterait un dispositif d'enquête incluant l'analyse plus fine des règles et pratiques migratoires en lien avec les systèmes d'activités afin de mieux caractériser la nature du compromis institutionnel en construction et ses implications dans les modes d'organisation familiales.

Lexique des termes en xitsua et changana

CHIBALO (Xibalo): signifie Travail forcé ; contrat coercitif de travail imposé par le gouvernement Colonial aux travailleurs noirs pour leur prestation de service (en général 6 mois) dans des entreprises agricoles, de construction civile, dans la construction de routes et de mines. Les paysans étaient obligés au travail forcé pour payer l'impot qui leur était exigé et éviter la prison. Le recensement du Chibalo était désigné de MUBALU (lexico de moçambicanismos)

CHICUELA : unité de mesure standard des superficies agricoles équivalente à 1/20e d'ha, utilisée comme référence pour le calcul du paiement de la main d'œuvre ou pour tout travail ayant attrait à la machamba

CHICABA : beurre d'arachide mélangé avec du mais toasté pillé. Se fait avec les grains les plus gros pour ne pas les bruler.

KUVUNANA : forme d'échange de produits manufacturés, alimentaires ou d'argent obtenus grâce aux activités de la migration, contre tous types de services locaux (entretien et gardiennage, main d'œuvre agricole ou de construction…)

KUTCHATA/ UFISETA : confier les soins et alimentation d'un bovin a une personne et en échange de garder le premier veau (75)/(31)

LOBOLO : mariage traditionnel

MADJONJON : homme qui travaille en Afrique du Sud

MAFOLHANE (Pron : MAFOCHAN) (xangana): migrant illégal et/ou sans permis de travail

MAMPARRA MAGAIçA: nom communément donné aux travailleurs migrants qui ont l'habitude de dépenser tous leur salaire en Afrique du Sud, oubliant leur famille (Covane 2001)

MAFUPE : échange de travail agricole contre de la boisson (mukutsua), céréales?

MACHAMBA : nom traditionnel donné au terres agricoles dont celles ou sont produites les cultures alimentaires de base.

MALUCUADA : boisson locale à base de la transformation –fermentation de fruits (orange ?

MATSIMA (Xitsua?) : sistema de ajuda mutua: cultivos, sementera, recolha,

MONHE : commerçant musulman (<> indou !)

MUKHERISTAS (carry) : femmes qui font du commerce entre Moz et AdS

MUKUTSUA : boisson a base de céréale fermentée, généralement mapira (uputu)

Mulher de Sacha: femmes recrutées pour du travail temporaire/occasionnel pour le désherbage des champs de coton

NZIMA : échange de main d'ouvre avec la famille ou les voisins (75) / travail en groupe ctre boisson (81)

PACHARE (xitsua ? bitonga ?): (définition sara) cérémonie traditionnelle réalisée au sein de la familiale ou au niveau d'un groupe plus large jusqu'à la localité (présidée par le regulo/chef das terras) ou l'on remercie les esprits pour leur bienveillance et le succès d'une personne/groupe dans la réalisation d'un projet (voyage, mariage, installation dans la localité, …). La répartition de ces biens suit des règles La personne ou le groupe pour qui se réalise le Pachare doit remet à une autorité (père, chef das terras…) les moyens financiers et matériels à la cérémonie qui à son tour décide de leur utilisation : dépense pour la cérémonie, usage personnel, rendre partie de l'argent et des biens a la personne… (à creuser)

Le pachare se fait par exemple lors du premier retour du migrant qui doit partager son premier «salaire » signe de sa réussite ou également lors du dernier retour pour partager le Pechene…

En ce sens le Pachare constitue une règle de solidarité/répartition des richesses en échange d'une reconnaissance de la famille ou communauté.

PECHENE : ultimo pago de rendimento inclue a indemnisaçao da empresa

QUINTAL : partie de la propriété d'une famille ou sont installées la ou les habitats et greniers. L'endroit est toujours parfaitement défriché et nettoyé régulièrement ; les seules cultures présentes sont les arbres fruitiers pour l'ombrage et l'alimentation.

REGULO : chef de terre qui a le pouvoir de décision sur une portion de territoire (regedoria) dont il a hérité de son père ou qu il a lui-même acquis sur des terres inoccupées. Etroitement lié à l'expansion des lignages.

REGEDORIA : portion de territoire sous contrôle d'un chef de terre.

TOTONTO : boisson locale à partir de fermentation d'oranges, vendu par les femmes ou qui sert a retribuer le travail agricole.

ULUMBISSA: demande de parcelle en prêt (contre mdo comme éclaircissage..?) (fam 72)

XIGUAZA : travail salarié agricole local occasionnel d'une personne contre boisson (paie espèce autre nom?) fam 81

WAYA WAYA : licenciement, expulsion d'un emploi

XITIQUE: forme d'épargne rotative au sein d'un groupe avec une pression importante des members pour pairs pour honorer le compromis de départ. Ce système est populaire entre femmes mais les hommes le pratiquent aussi. En général, le groupe est formé de 4 à 10 personnes. Pour une période définie (semaine, mois) un certain montant est épargné. La somme est donnée de manière rotative à chacun des membres du groupe. Il existe une grande variété de formes d'arrangement du Xitique. Par exemple, le paiement peut se faire en nature (aliments, matériel…). Les montants varient aussi considérablement, mais peuvent constituer une part importante du revenu, jusqu'à un tiers ou plus (De Vletter, 2006).

Bibliographie

Abrahamsson H. and A. Nilsson, (1995). *Mozambique the troubled transition, from socialist construction to free market capitalism*, London, Zed Books.

Abreu A., (2010). The new economics of labour migration: beware of neoclassical bearing gifts. *Forum for social economics*. 17.

Adams R., (1991). *The Economic uses and Impact of International Remittances in Rural Egypt*, Economic Development and Cultural Change n°39. p695-722.

Adams R., (2004). *Remittances and poverty in Guatemala,* Policy Research Working Paper,

Adepoju A., (2000). *Issues and recent trends in international migration in Sub-Saharan Africa*, International Social Science Journal (165).

Adepoju A. and W. Mbugua, (1997). The African Family: An Overview of Changing Forms. *Family, Population and Development in Africa*. A. A. (ed.), London, Zed Books.

Agunias D. R., (2006). Remittances and Development: Trends, Impacts, and Policy Options. *Remittances and Development: Trends, Impacts, and Policy Options*. Migration Policy Institute.

Aknin A., (2001). *Dynamiques migratoires et développement durable : vers de nouvelles réflexions*, UMR IRD-UVSQ, Versailles, Université de Versailles Saint-Quentin, PhD.

Alfeu M., (2001). *Influencia da migraçao a Africa do Sul no desenvolvimento socio-econômico e nas caractristicas demograficas do distrito de Massinga*. Maputo, UEM.

Almeida A., (1959). *Monografia agricola de massinga (posto-sede)*, Memorias da Junta de Investigaçoes do Ultramar, (10).

Almeida C. C., (1973). *Emigration, Espace et Sous-développement*, International Migration, XI (3) : 112-117.

Amselle J.L., A. M., et al., (1978). *Les migrations africaines. Réseaux et processus migratoires.*, Paris, Maspero.

Amselle J. L., M. Aghassian, et al., (1978). *Les migrations africaines. Réseaux et processus migratoires*, Paris, Maspero.

Antoine P., C. Bonvalet, et al., (1999). *Biographies d'enquêtes : bilan de 14 collectes biographiques.* , Paris, PUF Diffusion.

Antoine P., C. Bonvalet, et al., (2009). *Biographies d'enquêtes, bilan de 14 collectes biographiques*, Paris, INED.

Appolin F. and C. Eberhardt, (1999). *Analisis de los sistemas de produccion en el medio rural : guia metodologica. Quito.*

Araujo M. d., (1988). *The System of Communal Villages in Mozambique. Transformations in the Organizational Productive Residential Space,* Human Geography, Faculty of Arts, Lisbon, University of Lisbon, Ph.D.Dissertation.

Arnott R. and J. Stiglitz, (1991). *Moral hazard and non market institutions: Dysfunctional crowding out or peer monitoring*, American Economic Review, 81 (1). p179-190.

ART-Dev U., (2012). *Migrations et Inégalités (MIGAL), Proposition d'appel à projet de l'ANR*, Montpellier.

Augustins G., (1989). *Comment se perpétuer ? Devenir des lignées et destins des patrimoines dans les paysanneries européennes*, paris, Société d'ethnologie.

Baber, R. *(*1996). Current Livelihoods in Semi-Arid Rural Areas of South Africa, Ch. 11 *in* Lipton, M.*,* Ellis, F. *and* Lipton, M. *(eds.), Land, Labour and Livelihoods in Rural South Africa* Volume 2: Kwazulu-Natal and Northern Province*. Durban: Indicator Press.*

Baby-Collin V., G. Cortes, et al., (2009). Une approche comparée des circulations migratoires Latino-américaines : les cas Bolivien et Mexicain. *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*. A. Colin, Paris. 73-90.

Bah M., S. Cissé, et al., (2003). *Changing rural-urban linkages in Mali, Nigeria and Tanzania*, Environment & Urbanization, 15 (1): 13 -23.

Baker J. and H. Wallevik, (2003). *Poverty and wealth at the rural-urban interface: an actor-centred perspective from northern Tanzania*, Environment & Urbanization, 15 (2). p229 - 248.

Bakewell O. and H. De Haas, (2007). African Migrations: continuities, discontinuities and recent transformations. *African Alternatives*. E. De Haan, U. and Chabal, P. (eds), Leiden. p95-118.

Bakewell O. and H. De Haas, (2007). African Migrations: continuities, discontinuities and recent transformations. *African Alternatives*. L. De Haan, Engel, U, and Chabal, P. (eds.), Leiden: Brill. p95-118.

Barrett C. B., (2007). *Smallholder Market Participation: Concepts and Evidence from Eastern and Southern Africa.* Paper presented at FAO workshop on Staple Food Trade and Market Policy Options for Promoting Development in Eastern and Southern Africa. FAO, Rome.

Barrett C. B., T. Reardon, et al., (2001). *Nonfarm Income Diversification and Household Livelihood Strategies in Rural Africa: Concepts, Dynamics, and Policy Implications*, Journal of Development Studies, 1 - (35?). p1-38.

Barrientos S., D. Catherine, et al., (2003). *A Gendered Value Chain Approach to Codes of Conduct in African Horticulture*, World Development 31 (9). p1511-27.

Beaujeu R., M. Kolie, et al., (2011). *Transition démographique et emploi en Afrique subsaharienne. Comment remettre l'emploi au cœur des politiques de développement*, Paris, Ministère des Affaires étrangères et Européennes - Agence Française de développement.

Bebbington A., (1999). *Capitals and Capabilities: A Framework for Analyzing Peasant Viability, Rural Livelihoods and Poverty*, World Development,, 27 (12). p2021-44.

Behr M. and P. Gober, (1982). *When a residence is not a house: examining residence-based migration definitions*, Professional Geographer, 34 (2). p178-184.

Bench Marks-Foundation, (2008). *Corporate Social Responsibility and the Mining Sector in Southern Africa - A Focus On Mining In Malawi, South Africa And Zambia*, The Bench Marks Foundation.

Benfica R., D. Tschirley, et al., (2002). *The Impact of Alternative Agro-Industrial Investments on Poverty Reduction in Rural Mozambique,* MADER Research Paper

Berger S., (2002). *Our First Globalization: Lessons from the French*, Cambridge, MIT.

Berriane M. and H. de Haas, (2012). *African Migrations Research: Innovative Methods and Methodologies*, Trenton, New Jersey, Africa World Press.

Bertaux D., (1976). *Histoires de vies ou récits de pratiques ? Méthodologie de l'approche biographique en sociologie*, Paris, C.O.R.D.E.S.

Bertaux D., (1997). *Les récits de vie*, Paris, Nathan.

Béteille R., (1981). *Une nouvelle approche des faits migratoires : champs, relations, espaces relationnels*, L'espace géographique, 10 (3). p187-197.

Bias C. and C. Donovan, (2003). *Gaps and opportunities for agricultural sector development in Mozambique*. MADER MSU Research Report D. o. Economics. Maputo, Ministry of Agriculture and Rural development, Republica de Mozambique. **p**151.

Bila A., (2009). *The Role of Nonfarm Sources of Income in Poverty Alleviation: The Case of Boane District in Mozambique*, VDM Verlag (Germany).

Birdsall N. and S. Sinding, (2001). How and Why Population Matters: New Findings, New Issues. *Population Matters Demographic Change, Economic Growth, and Poverty in the Developing World*. O. U. Press, New York.

Black R., S. Ammassari, et al., (2004). *Migration and pro-poor policies in sub-Saharan Africa,* London, Department for International Development.

Black R., J. Crush, et al., (2006a). *Migration and Development in Africa: an Overview*. African Migration and development series.

Black R., C. Natali, et al., (2006b). *Migration and inequality,* Equity & Development. World Bank.

Bonnassieux A., (2009). L'évolution des stratégies migratoires des burkinabés en côte d'Ivoire et le rôle des réseaux communautaires. *Migrants des Suds*. Marseille, IRD, Presses universitaires de la méditerranée.

Bosc P. M., J. M. Sourisseau, et al., (2012). *Ménages et territoires*. Jeudi d'ART-Dev, journée d'animation scientifique. Montpellier, UMR ART-Dev.

Boughton D., D. Mather, et al., (2006), *Market Participation by Rural Households in a Low-Income Country:An Asset-Based Approach Applied to Mozambique,* MSU.

Boughton D., D. Mather, et al., (2006). *Changes in rural household income patterns in Mozambique, 1996-2002, and implications for agriculture's contribution to poverty reduction*. M. S. U. s. D. o. A. Economics.

Bourdeau T. and M. Libombo, (2000). *Food economy baseline profile, the Limpopo River Basin Complex, Gaza Province, Mozambique*, FEWS-NET (Famine Early Warning System Network), Food Economy Group (FEG), Ministry of Agriculture and Rural development of Mozambique.Maputo.

Bourdieu P., (1986). *L'illusion biographique*, Actes de la recherche en sciences sociales. p62-63.

Boutillier J. L., A. Quesnel, et al., (1977). *Systèmes socio-économiques mossi et migrations*, Cahiers Orstom, 14 (4). p361-381.

Brock L. A., (1989). *From Kingdom to colonial district: a political economy of social changes in Gazaland, southern Mozambique, 1870-1930*, Northwestern, University Microfilms International.

Brulhardt M. C. and M. Basand, (1981). *La mobilité spatiale en tant que système*, Revue Suisse d'économie et de statistique, 117 (III). p505-519.

Brusle T., (2006). *Aller et venir pour survivre ou s'enrichir. Circulations de travail, logiques migratoires et constructions du monde des népalais en Inde.* , Géographie, Poitiers, Université de Poitiers, Thèse de troisième cycle. p651.

Bryceson D., P. Sarkar, et al., (2010). *Globalisation, structural adjustment and african agriculture: analysis and evidence,* Centre for Business Research, Cambridge University working paper.

Bryceson D. F., (1996). *Desagrarianisation and rural employment in sub-Saharan Africa: a sectoral perspective*, World Development, 24 (1). p97-111.

Bryceson D. F., (1999). *African Rural Labour, Income Diversification and Livelihood Approaches: a long-term Development Perspective*, Review of African Political Economy, 26 (80). p171-189.

Bryceson D. F., (2000). *Disappearing peasantries? Rural labour in Africa, Asia and Latin America*, London, Intermediate technology Publication.

Bryceson D. F., (2002a). *Multiplex livelihoods in rural Africa: recasting the terms and conditions of gainful employment.* , Journal of Modern African Studies 40 (1). p1-28.

Bryceson D. F., (2002b). *The Scramble in Africa: Reorienting Rural Livelihoods*, World Development, 30 (5). p725-739.

Bryceson D. F., (2005). Rural livelihoods and agrarian change in sub-saharan Africa:processes and policies. *Rural Livelihoods and poverty reduction policies*. F. Ellis, New York, Routledge. p48-61.

Bryceson D. F., S. Fennell, et al., (2009). Globalisation, structural adjustment and african agriculture: analytical & policy issues, *Food Crisis & the Development Potential of the Agricultural & Commodity Sector in Fragile Countries' Conference sponsored by the European Report on Development held at Jesus College*, Cambridge University.

Bryceson D. F. and V. Jamal, (1997). *Farewell to farms: deagrarianisation and employment in Africa*, Aldershot,Ashgate.

Burger R. and I. Woolard, (2005). *The state of the labour market in south africa after the first decade of democracy*, CSSR Working Paper (133). p32.

Carletto G., K. Covarrubias, et al., (2007). *Rural income generating activities in developing countries: re-assessing the evidence*, Journal of Agricultural and Development Economics, 4 (1). p146-193.

Carney D. E., (1998). Sustainable Rural Livelihoods. What Contribution can we make? *Sustainable Rural Livelihoods. What Contribution can we make?* D. Carney, London, Department for International Development. p213.

Casale D. and C. Posell, (2004). *What has the Feminisation of the Labour Market 'Bought' Women in South Africa? Trends in Labour Force Participation, Employment and Earnings, 1995-2001,* DPRU Working Paper 84.

Castel-Branco C., (1994). Problemas estruturais do desenvolvimento agrário. *Moçambique: perspectivas economicos*. C. Castel Branco, Maputo, Universidade Eduardo Mondlane and Fredrich Ebert Fundation. p31-86.

Castel-Branco C., (1995). *Opções Económicas em Moçambique 1975-1995: problemas, lições e ideias alternativas.*

Castel-Branco C., (2002). *Economic Linkages between South Africa and Mozambique,* DFID Working Paper, 22.

Castel-Branco C., (2008b). *Desafios do Desenvolvimento Rural em Moçambique:Contributo Crítico com Debate de Postulados Básicos,* IESE Discussion Paper nº 03/2008.

Castel-Branco C. N., (1983). *Trabalho asalariado e pequena produção mercantil na estratégia de socialização do campo*, Centro de Estudos Africanos, Maputo, UEM, Dissertação.

Castel Branco C., (2005). *Implicações do protocolo comercial da SADC para a família camponesa: Estudo realizado na Província de Manica para a União Nacional de Camponeses (UNAC).*

Castel Branco C., (2008). Os mega projeitos em Moçambique : que contributo para a economia nacional, *Fórum da Sociedade Civil sobre Indústria Extractiva.*

Castels S., (2008). *Development and Migration -Migration and Development: What comes first?* Social Science Research Council Conference, Migration and Development: Future Directions for Research and Policy. O. U. International Migration Institute.

Castels S. and M. J. Miller, (1993). *The age of migration. International population movements in the modern world*, Guilford Press, London.

Castles S. and R. Delgado Wise, (2007). Introducción. *En Migración desarrollo: Y perspectivas desde el sur, colección desarrollo y migración*. R. D.-W. eds. Stephen Castles, Mexico City, Miguel Ángel Porrua, UAZ, RIMD, SEGOB, INM, CONAPO, IMI, University of Oxford, IOM.

CEA, (1982). *Plantações de Chá e Economia*, Centro de Estudos Africanos.Maputo. UEM.

Chang H.-J., (2002). *Kicking Away the Ladder - Development Strategy in Historical Perspective*, London, Anthem Press.

Chavance B., (2007). *L'Economie Institutionnelle*, La Découverte.

Chaxel S., (2007). *Trajectoires de vie des familles de la zone Intersalar en Bolivie et changement de pratiques agricoles*, IRC-Supagro, Montpellier, Diplôme d ingénieur agronome.

Clarence-Smith W. G., (1982). *The political economy of portuguese imperialism, 1822-1975*. Seminar SOAS-ICS. London**. p**3-4.

Cortes G., (1998). *Migrations, systèmes de mobilité, espace de vie : à la recherche de modèles*, L'espace géographique, (3). p265-275.

Cortes G. and L. Faret, (2009). *Les circulations transnationales - Lire les turbulences migratoires contemporaines*. Armand Colin.

Cortes G., S. Fréguin-Gresh, et al., (en revue), *Les Systèmes Familiaux Multi-localisés : un modèle d'analyse de la ruralité contemporaine aux Suds*, Géoforum.

Courgeau D. and E. Lelièvre, (1989). *Analyse démographique des biographies*, Paris, INED.

Covane L. A., (1989). *As Relacoes Economicas Entre Mocambique e a Africa Do Sul, 1850-1964*, Maputo.

Covane L. A., (2001). *O trabalho migratorio e a agricultura no sul do Mozambique (1920-1992)*, Maputo.

Cramer C., O. Carlos, et al., (2008). *Rural Labour Markets in Sub-Saharan Africa: A New View of Poverty, Power and Policy,* Centre for Development Policy and Research Policy briefs.

Cramer C., C. Oya, et al., (2006). *Lifting the Blinkers: A New View of Power, Diversity and Poverty in Mozambican Rural Labour Markets*, Journal of Modern African Studies, 46 (3). p361-392.

Cramer C. and N. Pontara, (1998). *Rural Poverty and Poverty Alleviation in Mozambique: What's Missing from the Debate?*, The Journal of Modern African Studies, 36 (1). p101-138.

Crush J., A. Jeeves, et al., (1992). *South Africa's Labor Empire: a history of black migrancy to the gold mines*, Cape Town, Westview, Boulder.

Crush J. and D. A. MacDonald, (2002). *Transnationalism and the New African Immigration to South Africa*, Ontario.

Crush J. and D. A. McDonald, (2000). *Transnationalism, African Immigration, and New Migrant Spaces in South Africa,* Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines, 34 (1). p1-19.

Cunguara B. and J. Hanlon, (2010). *Poverty is not being reduced in Mozambique,* Crisis States Working Papers Series 30.

Cunguara B. A., (2008). *Pathway out of poverty in rural Mozambique*, Michigan State University.

Das Neves J., (1998). *Economy, Society and Labour Migration in Central Mozambique,1930-1965: A case Study of Manica Province*, School of Oriental and African Studies, London, University of London, Ph.D Dissertation.

Davis B., G. Carletto, et al., (2010). *Migration, Transfers and Economic Decision Making among Agricultural Households: an Introduction*, Journal of Development Studies, 46 (1). p1-13.

Davis M., Ed. (2006). *The planet of slums*; New York, London, Verso.

De Carvalho M., (1969). *Agricultura tradicional de Moçambique*. Missão de Inquérito Agrícola de Moçambique.

de Haan A., (1999). *Livelihoods and poverty: the role of migration - a critical review of the migration literature.* , Journal of Development Studies, 36 (2). p1-47.

de Haan A., (2000). *Migrants, livelihoods, and rights: the relevance of migration in development policies*, Social Development Working Paper No.4, Social Development Department.

de Haan A., (2002). *Migration and Livelihoods in Historical Perspective: A Case Study of Bihar,India*, Journal of Development Studies 38 (5). p115-42.

de Haan A., (2006). *Migration in the Development Studies Literature Has It Come Out of Its Marginality?*, UN University WIDER Research Paper (19). p28.

de Haan A., K. Brock, et al., (2000). *Migration and Livelihoods: Case Studies in Bangladesh, Ethiopia and Mali,* IDS Research Reports.

de Haan A., K. Brock, et al., (2002). *Migration, Livelihoods and Institutions: Contrasting Patterns of Migration in Mali*, Journal of Development Studies special issue.

de Haas H., (1998). Socio-Economic Transformations and Oasis Agriculture in Southern Morocco. *In Looking at Maps in the Dark: Directions for Geographical Research in Land Management and Sustainable Development in Rural and Urban Environments of the Third World*. P.Blaikie, Utrecht/Amsterdam, KNAG/FRW UvA. p65-78.

de Haas H., (2005). *International migration, remittances and development: myths and facts*, Third World Quarterly, 26 (8). p1269-1284.

de Haas H., (2007). The complex role of migration in Schifting Rural Livelihoods: the case of marrocan oasis. *Global Migration and Development.* E. S. Van Naerssen T., Zommers A., New York-London, Ed. CERES International Migration. p21-42.

de Haas H., (2007a). *Remittances, migrations and social development, a conceptual review of the literature,* Social Policy and Development Program Paper. p46.

de Haas H., (2008). *Migration and development: a theoretical perspective,* IMI Working Paper. p61.

de Haas H., (2010). *Migration and development, a theoretical perspective*, International Migration Review Volume 44 (1). p41.

De Janvry A., (1994). *Farm-non farm synergies in Africa: discussions*, American Journal of Agricultural Economics, 76. p1183-5.

De la Brière B., E. Sadoulet, et al., (2002). *The roles of destination, gender and household composition in explaining remittances: an analysis for the Dominican Sierra*, Journal of Development Economics, 68 (2). p309-328.

De Renzio P. and J. Hanlon, (2007). *Contested sovereignty in Mozambique: the dilemma of aid dependence,* Global Economic Government Programme - GEG Working Paper.

De Tapia S., (1996). *Échanges, transports et communications : circulations et champs migratoires turcs*, Revue Européenne des Migrations Internationales, 12 (2). p45-69.

De Vletter F., (1998). *Sons of Mozambique: Mozambican miners and post-Apartheid South Africa,* Migration Policy series.

De Vletter F., (2000). Labour migration to South Africa: the lifeblood for southern Mozambique. *On Boarders: perspectives on International migration in Southern Africa*. D. A. Mc Donald, New York, St Martin's Press. p46-70.

De Vletter F., (2006). *Microfinance in Mozambique Achievements, Prospects & Challenges. A report of the Mozambique Microfinance Facility*, Waterloo, Canada. MMF.

De Vletter F., (2007). *Migration and development in Mozambique: poverty, inequality and survival*, Development Southern Africa 24 (1). p18.

Devey R., C. Skinner, et al., (2004). *Definitions, Data and the Informal Economy in South Africa: A Critical Analysis*. Paper presented at the GEM-IWG Conference on Engendering Macroeconomics and International Economics. Salt Lake City.

Djajic S., (1986). *International Migration, Remittances and Welfare in a Dependent Economy*, Journal of Development Economics, 21. p229-234.

Domenach H. and M. Picouet, (1987). *Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration*, Population, (3). p469-484.

Doss C., (2001). *Is risk fully pooled within the household? Evidence from Ghana*, Economic Development and Cultural Change, 50 (1). p101-130.

Dubresson A. and J.-P. Raison, (2002). *Dislocations et recompositions spatiales en Afrique subsaharienne*, Revue internationale et stratégique, (46). p10.

Dumont G.-F., (1995). *Les migrations internationales. Les nouvelles logiques migratoires*, Paris.

Dureau F., (1991). À propos de l'analyse des systèmes résidentiels. Présentation de l'enquête migrations réalisée à Quito en décembre 1987. *Migrations, Changements sociaux et développement*. Paris, ORSTOM. p61-82.

Dureau F. and M. A. d. Hily, (2009). *Les mondes de la mobilité*, Presses Universitaires de Rennes.

Ellis F., (1998). *Household Strategies and Rural Livelihood Diversification*, The Journal of Development Studies. , 1 (35). p1-38.

Ellis F., (2000). *Rural Livelihood and Diversity in Developing Countries*, Oxford University Press.

Ellis F., (2003). *A Livelihoods Approach to Migration and Poverty Reduction,* Paper Commissioned by the Department for International Development (DFID).

Ellis F., (2004). *Occupational Diversification in Developing Countries and Implications for Agricultural Policy,* Programme of Advisory and Support Services to DFID (PASS).

Ellis F. and H. A. Freeman, (2004). *Rural Livelihoods and Poverty Reduction Strategies in Four African Countries*, Journal of Development Studies, 40 (4). p1- 30

Ellis F. and N. Harris, (2004). *Development Patterns, Mobility and Livelihood Diversification*, Keynote Paper for DFID Sustainable Livelihood Retreat.

Epstein S. T., (1973). *South India: Yesterday, Today and Tomorrow*, London, Macmillan.

Fafchamps M. and F. Gubert, (2007). *Risk sharing and network formation*, American Economic Review Papers and Proceedings, 97. p75-79.

FAO, (1997). Situation par région-Mozambique et Angola. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1997*. N°30

FAO, (1998). *The State of Food and Agriculture: Rural Non-Farm Income in Developing Countries*, Food and Agriculture Organization; Rome.

FAO, (2004). *Smallholders, globalization and policy analysis*. J. Dixon, K. Taniguchi, H. Wattenbach and A. Tanyeri-Arbur. Rome, FAO

Farré A., (2009). *Formas de investimento das poupanças no local de origem por parte dos emigrantes do sul de Moçambique. O caso do distrito de Massinga (Inhambane),* IESE Conference Paper 23.

Ferraton N. and I. Touzard, (2009). *Comprendre l'agriculture familiale : diagnostic des systèmes de production*, Éditions Quae.

FIDA, (2011). *Rapport sur la pauvreté rurale 2011*, Fonds International pour le Développement Agricole, Rome.

Findley S., (1997). Migration and Family Interactions in Africa. *Family, Population and Development in Africa*. London, Zed Books.

First R., M. Forjaz, et al., (1998). *O mineiro moçambicano. Um estudo sobre exportaçao de mao de obra em Inhambane*, Maputo.

Foeken D. W. J. and S. O. Owuor, (2001). Multi-spatial livelihoods in sub-Saharan Africa: rural farming by urban households - the case of Nakuru town, Kenya. M. E. d. Bruijn, R.A. Foeken,D.W.J. p125,139.

Francis E., (2002). *Gender, Migration and Multiple Livelihoods: Cases from Eastern and Southern Africa* Journal of Development Studies, 38 (5). p167 - 190.

Francisco A., (2012). *"Moçambique e a Explosão Demográfica": Somos Muitos? Somos Poucos?,* IDeIAS- Informação sobre Desenvolvimento, Instituições e Análise Social, n°2.

Frank A. G., (1966). *The Development of Underdevelopment*, Monthtly Review, 18 (4). p17-31.

Gabas J.-J., (2010). Le contexte et les enjeux de l'investissement dans l'agriculture en Afrique au sud du Sahara. Quelles implications en matière de politiques de coopération et de développement ?, *Exposé 9 mai Académie d'agriculture*.

Gana A. and M. Streith, (2003). *Les restructurations agricoles : regards croisés Est Sud*, Autrepart, (46).

Geronimi V., (2008). Le temps de la normalisation ? Big Push et trappe à pauvreté. *Savoirs et politiques de développement. Questions en débat à l'aube du XXIe siècle*. I. B. coord. par V. Geronimi, J.J. Gabas, M. Vernières, Y. Viltard Paris, GEMDEV, Éditions Karthala.

Giordano T. and B. Losch, (2007). *Transition, Risques d'impasse*, Courrier de la Planète, (81-82). p22-26.

Glick Schiller N., L. Basch, et al., (1995). *From immigrant to transmigrant: theorizing transnational migration*, Anthropological quarterly, (68). p48-63.

Golaz V., (2005). *Enquête biographique et démarche ethnographique : des outils complémentaires pour l'étude du changement social.* Tours, Paris, IUSSP, INED.

Governo-Distrital-Massinga, (2009). *Plano Estratégico de Desenvolvimento do Distrito de Massinga 2008-2012*. Massinga.

GRAB, Antoine, P., & Lelièvre, E. (2006). *États flous et trajectoires complexes : observation, modélisation, interprétation* (Vol. 5). INED.

Grimard F., (1997). *Household consumption smoothing through ethnic ties: Evidence from Cote d'Ivoire.* , Journal of Development Economics, 53 (2). p391-422.

Gubert F., (2002). Do migrants insure those who stay behind? Evidence from the Kayes area (Western Mali), *Oxford Development Studies*, *30* (3). p267-287.

Guengant J. P., (2007). La démographie africaine entre convergence et divergence. *L'Afrique face à ses défis démographiques*. F. B., Paris, Karthala, CEPED, AFD. p27-121.

Guilmoto C., Ed. (1997). *Migrations et institutions au Sénégal*; Les dossiers du CEPED, Paris, CEPED.

Guilmoto C. Z., (1998). *Institutions and Migrations: Short-term Versus Long-term Moves in Rural West Africa*, Population Studies, 52. p93-98.

Guilmoto C. Z. and F. Sandron, (1999). *Approche institutionnelle de la migration dans les pays en développement*, Economie Rurale, (252). p47-54.

Guilmoto C. Z. and F. Sandron, (2000). *La dynamique interne des réseaux migratoires dans les pays en développement*, Population and Development Review, (55). p105-134.

Haggblade S., P. Hazell, et al., (2005). *The Rural Nonfarm Economy: Pathway Out of Poverty or Pathway in?* Presented at International Research Workshop "Future of Small Farms" Kent, UK, June 26-29,

Haggblade S., P. R. B. Hazzel, et al., (2009). *Transforming the rural non farm economy*, IFPRI.

Hanlon J. and M. Mosse, (2010). *Mozambique's Elite - Finding its Way in a Globalized World and Returning to Old Development Models,* UNU-WIDER Working Paper 2010, 21.

Harries P., (1995). *Work, culture and identity: migrant laborers in Mozambique and South Africa, 1860-1910*, Pearson Education Ltd.

Harris J. and M. P. Todaro, (1970). Migration, unemployment and development: a two sector analysis*, The American Economic Review*, *60* (1). p126-142.

Hatton T. J. and G. W. Williamson, (2003). *Demographic and economic pressure on emigration out of Africa*, Scandinavian Journal of economics, 105 (3). p465-486.

Hayem J., (2000). Fin d'apartheid en Afrique du Sud : quels enjeux pour l'industrie minière et les mineurs sud-africains?, *Formes de mobilisation dans les régions d'activités minières*, Lille, Université Lille 1.

Head J. F., (1980). *State, capital and migrant labour in Zambézia, Mozambique: a study of the labour force of Sena Sugar Estates Limited*, University of Durham, Thesis (Ph.D.).

Head J. F., (1981). *O desenvolvimento duma força de trabalho nas plantações da Zambézia*, CEA, UEM.Maputo.

Helt Knudsen M., (2007). *Making a living in the cocoa frontier, Western Ghana: Diversifying incomes in a cocoa economy*, Danish Journal of Geography 107 (2). p29 - 44.

Hermele K., (1988). *Land Struggle and Social differentiation in Southern Mozambique. A case study of Chokwe, Limpopo 1950-1987*. Research Report. The Scandinavian Institute of African Studies- UPPSALA. 82**.** p69.

Hoddinott J., (1994). *A Model of Migration and Remittances Applied to Western Kenya*, Oxford Economic Paper (46). p 459-476.

Horst C., (2004). *Money and mobility: transnational livelihood strategies of the Somali diaspora* Global Migration Perspectives, (No. 9).

Hugon P., (2003). *Les économies en développement à l'heure de la régionalisation*, Karthala, Paris.

INE, (2003). *Inquérito Aos Agregados Familiares sobre o Orçamento Familiar: Quadros Definitivos.* INE. Maputo.

INE, (2007). *IlI Recenseamento Geral da População e Habitação 2007.Resultados Definitivos*. Maputo.

INE, (2011). *Censo Agro-pecuario 2009-2010, Resultados definitivos*. Censos. Maputo, INE. p117.

INIA, (1993). *Zonas Agro-Ecológicas*. D. d. t. e. Aguas. Maputo, Instituto Nacional de Investigaçao Agraria.

Jackson P. G. and D. N. Lyster, (1990). *Rural Reforms in Mozambique: lessons for southern Africa*. Agricultural restructuring in southern Africa. C. Csaki, T. Dams, D. Metzger and J. Van Zyl. Swakopmund, Namibia, Windhoek Printers & Publishers.

Jayet H., (1996). *L'analyse économique des migrations, une synthèse critique*, Revue économique, Vol. 47 (No. 2). p193-226

Jeeves A., (1985). *Migrant labour in South Africa's minning economy: the struggle of the goldmine's labour supply, 1890-1920*, Montréal and Kingstone, McGill Queen's University Press.

Jeeves A. H., (1995). The failure of stabilisation experiments on South African Gold Mines *Crossing boundaries, mine migrancy in democratic South Africa*. Crush Johnatan and Willmot James. p2-13.

Jones R., (1998). *Remittances and Inequality: A Question of Migration Stage and Geographical Scale*, Economic Geography (74). p8-25.

Junod H. A., (1974). *Usos e costumes dos bantos: a vida duma tribo do sul de Africa*, Lourenço Marques Imprensa nacional de Moçambique.

Kane A., (2002). Senegal's village diaspora and the people left ahead. *The transnational family- new europeen frontiers and global networks*. D. V. Bryceson, U. (eds). Oxford, Berg. p245-264.

Katseli L. T., R. Lucas, et al., (2006). *Effects of migration on sending countries: What do we know? ,* OECD Working Paper, OECD Development Centre.

Katzenellenbogen E. S., (1982). *South Africa ans Southern Mozambique: labour, railway and trade in the making of a relationship*, Manchester, Manchester University Press.

Keely C. and B. Tran, (1989). *Remittances from Labor Migration: Evaluations, Performance, and Implications.* , International Migration Review (23): 500-25.

Kok P., J. Oucho, et al., (2006). *Migration in South and Southern Africa: Dynamics and Determinants*, HSRC Press.

Krokfors C., (1995). Poverty, Environmental Stress and Culture as Factors in African Migrations. *The Migration Experience in Africa,* J. B. a. T. A. A. (eds), Uppsala, Nordiska Afrikainstitute.

Kydd J., (2002). *Agriculture and Rural Livelihoods: Is Globalization Opening or Blocking Paths out of Rural Poverty?*, AgREN Network Paper, (No. 121).

Kyle S., (2003a). *A brief overview of Mozambique's rural development and the role of US assistance,* Staff Paper /Cornell University, Department of Applied Economics and Management.

Kyle S., (2003b). *Political and Economic Prospects for Mozambique and Angola*. Staff Paper. Ithaca, New York 14853-7801 USA, Cornell University, Department of Applied Economics and Management. 15.

Kyle S., (2004). *Mozambique: Political Choices and Rural Development* Paper presented to the World Bank Seminar on Rural and Agricultural Growth and Poverty Reduction in Mozambique. Cornell University.

Labazee P., N. El Aoufi, et al., (2007). Séminaire international, Recompositions socio-économiques face aux défis de la mondialisation, approche comparative Maroc-Mexique *Synthèse des débats*, Rabat, Maroc.

Lacharte B., (2000). *Enjeux urbains au Mozambique. De Lourenço Marques à Maputo.*, Paris, Kartala.

Lambert S., (1994). *La migration comme instrument de diversification intrafamiliale des risques. Application au cas de la Côte-d'Ivoire*, Revue d'Économie du Développement, 2. p3-38.

Lattes A. E., (1990). *Spatial distribution of population, urbanization and migration, dynamic and economic, social and cultural processes*, UPP/DNE Population and Development Series 2.

Lauby J. and O. Stark, (1988). *Individual migration as a family strategy: young women in the Philippines*, Population Studies (42). p473-486.

Le Bris E., A. Marie, et al., (1985). *Résidence, stratégies et parenté dans les villes africaines*, Les Annales de la recherche urbaine (25). p13-30.

Levang P. and O. Sevin, (1989). *80 ans de transmigration en Indonésie (1905-1985)*, Annales de Géographie, (549). p538-566.

Lewis W. A., (1954). Economic Development with Unlimited Supplies of Labour, *The manchester school*, *22*(2). p139-191.

Lipton M., (1980). *Migration from rural areas of poor countries: the impact on rural productivity and income distribution*, World Development, 8. p1-24.

Locoh T., (1991). Structure familiale d'accueil et développement des structures familiales multipolaires en Afrique. *Migrations, changements sociaux et dévelopement* ORSTOM, Paris. p279-295.

Losch B., (2008). Migrations and the challenge of demographic and economic transitions in the new globalization era, *Social Science Research Council*, New-York, February 29-March 1st, 2008.

Losch B., S. Fréguin-Gresh, et al., (2008). *RuralStruct Program, Structural Dimensions of liberalisation on Agriculture and Rural Development, Background, positioning and results of the first phase*.

Losch B., S. Fréguin-Gresh, et al., Eds. (2012). *Structural Transformation and Rural Change. Revisited Challenges for Late Developing Countries in a Globalizing World.*; Africa Development Forum series, Paris-Washington, AFD-WorldBank.

Lubkemann S. C., (2000). *The Transformation of Transnationality among Mozambican Migrants in South Africa,* Transnationalism, african immigration and new migrant spaces in South Africa, Vol 34.

Lubkemann S. C., (2009). *From Circular Migrants in the Mines to Transnational Polygynists in the Townships: A Century of Transformation in Central Mozambican Male Migration Regimes (1900-1999)*, International Migration, Special Issue: Special Issue on Migration in the Lusophone World, Volume 47 (3). p51 - 92.

Lucas R., (2005a). *International migration and economic development: Lessons from low-income countries. ,* Expert Group on Development Issues.

Lucas R. and O. Stark, (1985). *Motivations to remit: evidence from Botswana*, Journal of Political Economy, (93). p901-918.

Lyne R. N., Province of Mozambique last director of agriculture, (1964). *Mozambique. Its agricultural development.*, Lourenço Marques.

Ma Mung E., K. Doraï, et al., (1998). *La circulation migratoire-Bilan des travaux*, Migrations Etudes-Synthèse des travaux sur l'immigration et la présence étrangère en France, (84). p12.

Ma Mung E., M. K. Dorai, et al., (1998). *Bilan des travaux sur la circulation migratoire, Convention d'étude du 19 novembre 1997, Rapport Final*, Ministère de la solidarité et de l'emploi, Direction de la population et des migrations. Paris.

Marsh R., (2003). *Working with local institutions to support sustainable livelihoods*, Food and Agriculture Organization, Rome.

Massey D., J. Arango, et al., (1993). *Theories of international migration: a review and appraisal*, Population and Development Review, 19 (3). p431-466.

Massey D. S., (1990). *Social structure, household strategies, and the cumulative causation of migration*, Population Index, (56). p3-26.

Massey D. S., J. Arango, et al., (1998). Contempory theories of international migration. . *Worlds in Motion: Understanding International Migration at the end of the Millenium*. D. S. Massey, J. Arango, G. Hugo, A. Kouaouci, A. Pellegrino, and J. E. Taylor, Oxford, Clarendon Press. p15-69.

Massingarela C., N. Virgulino, et al., (2005). *Mercados Rurais de Emprego em Moçambique. Um estudo sobre o trabalho assalariado temporario e informal nas zonas rurais de Manica,Nampula e Zambezia,* Direcção Nacional de Estudos e Análise de Políticas Ministério de Planificação e Desenvolvimento Discussion Papers.

Mather D., B. Cunguara, et al., (2008). *Household income and assets in rural Mozambique, 2002-2005: Can pro-poor growth be sustained,* MINAG Working Paper.

May J., (1996). Assets, Income and Livelihoods in Rural Kwazulu-Natal, Ch.1 *in* Lipton, M., Ellis, F. *and* Lipton, M. *(eds.), Land, Labour and Livelihoods in Rural South Africa Volume 2: Kwazulu-Natal and Northern Province.* Durban: Indicator Press.

Mazzucato V., (2009). *Informal Insurance Arrangements in Ghanaian Migrants Transnational Networks: The Role of Reverse Remittances and Geographic Proximity*, World Development 37 (6). p1105-1115.

McDowell C. and A. de Haan, (1997). *Migration and Sustainable Livelihoods: A Critical Review of the Literature*, Institute of Development Studies Working Paper, (65). p29.

McKee D. and C. Tisdell, (1988). *The Developmental Implications of Migration from and between Small Island Nations*, International Migration (26). p417-26.

Ménard C., (1990). *Économie des organisations*, Paris, La Découverte.

Mercandalli S. and W. Anseeuw, (forthcoming). Mobility, resilience and adaptability of Mozambican rural households in the face of changing political and economic contexts (1900-2010). *Opening-up Mozambique*. E. R. Pamila Gupta, Vanessa Dantas e Sá, Francisco Noa (Eds), James Currey. p149-187.

Minaar A. and M. Hough, (1996). *Who Goes There? Perspectives on Clandestine Migration and Illegal Aliens in South Africa*, Pretoria.

Munslow B., (1984). *State Intervention in Agriculture: the Mozambican Experience*, Journal of Modern African Studies, 22 (2). p1999-221.

Murray C., (1981). *Families divided: the impact of migrant labour in Lesotho*, (Vol. 29). Cambridge University Press.

Myrdal G., (1957). *Economic theory and underdeveloped regions*, Duckworth, London.

Nabli M. K. and J. B. Nugent, (1989). *The new institutional economics and its applicability to development*, World Development, 17 (9). p1333-1347.

Naude W., (2008). *Conflict, Disasters, and No Jobs. Reasons for International Migration from Sub-Saharan Africa,* Research Paper UNU-WIDER, United Nation University-World Institute for Development Economic Research.

Newitt M., (1981). *Portugal in Africa: the last hundred years*, (p. 35112). London: C. Hurst.

Newitt M., (1995). *A history of Mozambique*, London, Hurst.

Newitt M. and C. Tornimbeni, (2008). *Transnational Networks and Internal Divisions in Central Mozambique An Historical Perspective from the Colonial Period*, Cahiers d'études africaines. p707-740.

North D. C., (1993). Institutions and economic performance. *Rationality, institutions and economic methodology*. M. U. e. a. (ed.), London, Routledge. p1319-1332.

Nunes J., (1923). *Apuntamento para o estudo da questão da mão de obra do Distrito de Inhambane, sob a influençia de emigração para o transvaal com espacial referença a coirconscripção civil de Homoine*, Boletim da Sociedade de Geografia de Lisboa, 46 (5-6). p110-147.

Nyberg-Sorensen N., N. Van Hear, et al., (2002). *The migration development nexus evidence and policy options state-of-the-art overview*, International Migration, 40 (5). p3-47.

O'Laughlin B., (1996). *Through a dividing class: dualism, class and the agrarian question in Mozambique*, Journal of Peasant Studies, 23 (4). p1-39.

O'Laughlin B., (2001). *Proletarianisation, agency and changing rural livelihoods: forced labour and resistance in colonial Mozambique*, ORPAS - Institute of Social Studies Working Paper, (34).

O'Laughlin B., (1981). *A Questão Agrária em Moçambique*, Estudos Moçambicanos, (3).

OCDE, (2005). *Migration, transferts de fonds et développement* OCDE.

Özden Ç. and M. Schiff, (2005). International migration, remittances, and the brain drain. *International migration, remittances, and the brain drain.* . International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank.

Papademetriu and P. L. Martin, Eds. (1991). *The Unsettled Relationship, Labor Migration and Economic Development* Contributions in Labor Studies, New York · Westport, Connecticut · London, Greenwood Press.

Parnaudeau J., (2008). *Pluriactivité, logiques familiales et durabilité des systèmes de production agricole. Analyse-diagnostic des systèmes d'activités dans la zone Intersalar (Altiplano bolivien)*, Montpellier, CIHEAM-IAMM Institut agronomique Méditerranéen de Montpellier.

Pélissier R., (2000). *Historia de Moçambique- formação e oposição 1854-1918*, Lisboa, Lisboa, Editorial Estampa,1987-1988.

Pendleton W., J. Crush, et al., (2006). *Migration, remittances and development in Southern Africa*, Cape Town, IDASA, SAMP.

Penninx R., (1982). *A Critical Review of Theory and Practice: The Case of Turkey*, International Migration Review, 16 (4). p781-818.

Perret S., W. Anseeuw, et al., (2005). *Livelihoods and trajectories of households- Limpopo survey - Kellog's foundation*, CIRAD - Tera. Pretoria.

Petras E., (1981). The global labor market in the modern world-economy. . *Global trends in migration: Theory and research on international population movements* I. K. e. a. (Eds.), New York, Center for Migration Studies. p44-63.

Pevenne J. M., (1982). *A history in African labour in Lourenço Marques, Mozambique, 1877-1950* Boston, PhD.

Picouet M., (1991). Transformation de la mobilité dans les années récentes : évolution des approches et méthodes. *Migrations, changements sociaux et développement,* ORSTOM, Paris. p13-22.

Pitcher M. A., (2002). *Transforming Mozambique: The Politics of Privatization, 1975-2000*, Cambridge University Press.

Poinard M., (1991). *Les portugais dans l'émigration : une géographie de l'absence*, Département de géographie, Toulouse, Toulouse-Le Mirail, PhD.

Pons-Vignon N. and W. Anseeuw, (2009). *Great Expectations: Working Conditions in South Africa since the End of Apartheid*, Journal of Southern African Studies, 35 (4). p18.

Portes A., (1999). *La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales*, Les actes de la recherche en sciences sociales, (129). p15-25.

Preston D. A., (1994). *Rapid household appraisal: a method for facilitating the analysis of household livelihoods strategies*, Applied Geography (14). p203-213.

Putzel J., (2010). *Do No Harm: International Support for Statebuilding, Independent study commissioned by the OECD DAC Fragile States Group*, OECD.Paris.

Raimundo I. M., (2002). *From Civil War to Floods: Implications for Internal Migration in Gaza Province*. M.A. dissertation, University of the Witwatersrand. Johannesburg.

Raimundo I. M., (2009). *International Migration Management and Development in Mozambique: What Strategies?*, International Migration Vol. 47 (3). p30.

Ramos Cardoso M. and B. P.-W. Maharaj, Eleanor, (2008). *Social networks and undocumented Mozambican migration to South Africa*.

Ramos Cardoso M. and B. P. W. Maharaj, Eleanor (2010). *Social networks and undocumented Mozambican migration to South Africa*, Geoforum, 41 (Issue 6). p885-896.

Randall S. and T. Koppenhaver, (2004). *Qualitative data in demography. The sound of silence and other problems*, Demographic research-MPIDR, 11 (3). p58-93.

Rapoport H. and F. Docquier, (2005). *The economics of migrants remittances*, Discussion Paper series, IZA, (1531).

Ratha D. and W. Shaw, (2006). *South-South Migration and Remittances*, World Bank Working Paper (No. 102.).

Reardon T., (1997). *Using Evidence of Household Income Diversification to Inform Study of the Rural Nonfarm Labor Market in Africa*, World Development, 5 (25). p735-747.

Reardon T., J. Berdegué, et al., (2001). *Rural Nonfarm Employment and Incomes in Latin America: Overview and Policy Implications*, World Development 29 (3). p411-425.

Reardon T., J. A. Berdegue, et al., (2005). Links Among Supermarkets, Wholesalers, and Small Farmers in Developing Countries: Conceptualization and Emerging Evidence (Paper second version for posting to conference website and proceedings), *International Research Workshop "Future of Small Farms"* Wye Campus, University of London jointly organized by ODI, IFPRI, and Imperial College.

Reardon, T., & Timmer, C. P. (2007). Transformation of markets for agricultural output in developing countries since 1950: How has thinking changed?. *Handbook of agricultural economics*, (3). p2807-2855.

Republica-de-Moçambique, (2005). *Perfil do Distrito de Massinga-Provincia Inhambane*. M. d. A. Estatal. Maputo.

Richmond A., (1994). *Global Apartheid*, Oxford, Oxford University Press.

Robin A.-S., (2006). *Analyse-diagnostic des systèmes d'activités des familles dans la zone Intersalar (Bolivie).Propositions de pistes pour l'action*, Organisme d'accueil : Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, Diplôme d'Agronomie Approfondie.

Roesch O., (1986). *Socialism and rural development in Mozambique: the case of aldeia comunal 24 de Julho*, Toronto, PhD.

Rosenzweig M. and O. Stark, (1989). *Consumption smoothing, migration, and mariage: Evidence from rural India*, The Journal of Political Economy, 97 (4). p905-926.

Rosenzweig M. R., (1988). Labour markets in low-income countries. *Handbook of Development Economics*. I. H. C. a. T. N. S. (eds.), New York, Elsevier Science Publishers. , Volume1. p714-63.

Rubenstein H., (1992). *Migration. Development and Remittances in Rural Mexico*, International Migration, 30 (2).

Scudder T., (1997). Advancing theoretical perspectives on resettlement. *Reconstructing Livelihoods: New Approaches to Resettlement*. E. R. E. a. P. P. C. McDowell and M. Cernea (Eds), Oxford, Berghahn.

Simon G., (1981). *Réflexions sur la notion de champ migratoire international*, Hommes et Terres du Nord, numéro spécial. p85-89.

Simon G., (2008). *La planète migratoire dans la mondialisation*, Armand Colin, Paris.

Skeldon R., (1990). *Population Mobility in Developing Country: a Reinterpretation*, London and New York, Belhaven Press.

Skeldon R., (1997). *Migration and development: a global interpretation*, London, Harlow, Essex, Haddison Wesley Longman.

Skeldon R., (2002). *Migration and poverty*, Asia-Pacific Population Journal (17). p67-82.

Skeldon R., (2008). Migration and development, *United Nations Expert Group Meeting on International Migration and Development in Asia and the Pacific* Bangkok, Thailand, United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific, Population Division, Department of Economic and Social Affairs.

Skeldon R., (2012). *Going Round in Circles: Circular Migration, Poverty Alleviation and Marginality*, International Migration, 50 (3). p43-60.

Spaan E., (1999). *Labour circulation and socioeconomic transformation: the case of East Java, Indonesia.*, The Hague, Netherlands Interdisciplinary Demographic institute.

Stark O., (1980). *On the role of urban rural remittances in rural development*, Journal of Development Studies, 16 (3). p369-74.

Stark O., (1982a). *Research on rural to urban migration in Less Developed Countries: the confusion frontier and why we should pause to rethink afresh*, World Development, 10. p63-70.

Stark O., (1991). *The migration of labor*, Cambridge, Massachussetts, Basil Blackwell.

Stark O. and D. E. Bloom, (1985). *The New Economics of Labor Migration,* The American Economic Review, Vol. 75 (No. 2). p173-178

Stark O. and D. Levhari, (1982). *On migration and risk in Less Developed Countries*, Economic Development and Cultural Change, 31 (1). p191-196.

Tacoli C., (1998). *Rural-urban interactions: a guide to the literature*, Environment & Urbanization 10 (1). p147-166.

Tacoli C., (2002). *Changing rural-urban interactions in sub-Saharan Africa and their impact on livelihoods: a summary,* Working Paper Series on Rural-Urban Interactions and Livelihood Strategies,

Tarrius A., (2002). *La mondialisation par le bas*, Paris, Balland.

Taylor E., (2005). *Migrations : nouvelles dimensions et caractéristiques : Causes, Conséquences et Répercussions en termes de pauvreté rurale*. Food and Agriculture Organization, Rome.

Taylor E. and J. Mora, (2006). *Does Migration Reshape Expenditures in Rural Households?:Evidence from Mexico*, World Bank Policy Research Paper, (3842).

Taylor E. J., (1999). *The New Economics of Labour Migration and the Role of Remittances in the Migration Process* International Migration, IOM, Volume 37 (1). p63-88 (26).

Taylor J. E., J. Arango, et al., (1996a). *International migration and community development*, Population Index, 62 (3). p397-418.

Taylor J. E., J. Arango, et al., (1996b). *International migration and national development*, Population Index, 62 (2). p181-212.

Taylor J. E. and J. Wyatt, (1996c). *The Shadow Value of Migrant Remittances, Income and Inequality in a Household-farm Economy*, The journal of Development Studies, 32 (6). p899-911.

The Government Office for Science G., (2011). *Foresight: Migration and Global Environmental Change (2011). Final Project Report*, London.

Tilly C., (1984). *Big Structures, Large Processes, Huge Comparisons.* , New York, Russell Sage Foundation.

Timmer C. P. and S. Akkus, (2008). *The Structural Transformation as a Pathway out of Poverty: Analytics, Empirics and Politics*, Center for Global Development. Working paper, (150). p61.

Todaro M. P., (1969). *A model of labor migration and urban unemployment in less-developed countries*, American Economic Review, (59). p138-148.

Truen S. and S. Chisadza, (2012). *The South Africa-SADC remittance channel,* Draft report prepared by DNA. Economics for FinMark Trust.

Tschirley D. and R. Benfica, (2000). *O Papel do Mercado de Trabalho, Microempresas, e Agricultura na Reducao da Pobreza Rural em Mocambique*, MADER.

Tschirley D. L. and R. Benfica, (2001). *Smallholder agriculture, wage labour and rural poverty alleviation in land-abundant areas of Africa: evidence from Mozambique*, The Journal of Modern African Studies, 39 (2). p333-358

UEM, (1983). *Historia de Moçambique : agressao imperialista, 1886-1930*, Maputo.

UN-Habitat, (2003). *The Challenge of the Slums: Global Report on Human Settlements 2003*, UN-Habitat, .Nairobi. L. Earthscan Publications, Sterling.

UNDP, (1998). *Mozambique: Peace and Economic Growth - Opportunities for Human development*, Maputo. UNDP.

UNDP, (2006). *National Human Development Report-Mozambique. Human development to 2015-Reaching for the Millenium development Goal*, UNDP, INE, Southern African Research and Documentation Centre (SARDC), Mozambique.Maputo.

UNDP, (2007). *World Population Prospects. The 2006 Revision*, Nations unies - Division de la population - World Population Prospects, UNDP New York.

Van Den Berg J., (1987). *A peasant form of production: wage dependant agriculture in Southern Mozambique*, Canadian Journal of African Studies, 21 (3). p375-389.

Van Velsen J., (1959). *Labour Migration as a Positive Factor in the Continuity of Tonga Tribal Society*, Economic Development and Cultural Change, 8 (2). p265-78.

Vargas-Lindus R.-M., (2007). The role of migration and remittances in rural development, *Second Forum on Sustainable Rural Development - Working group 1.5*, International Fund for Agricultural Development, Rome.

Vassas-Toral A., (2012). *Ruralité et agriculture au prisme des mobilités spatiales. L'Altiplano Sud de la Bolivie à l'heure du boom de la quinoa.* , Géographie, Montpellier, France., Université Paul Valéry - Montpellier 3. , Thèse de Doctorat de Géographie. p345.

Veltz P., (1996). *Mondialisation, villes et territoires,* Presses Universitaires de France, Paris.

Vimard P., (2007). Synthèse- Entre présent contrasté et avenir incertain : la démographie, la santé de la reproduction et le développement en Afrique Sub-saharienne. *L'Afrique face à ses défis démographiques : un avenir incertain*. Paris, Karthala, CEPED, AFD. p229-367.

Vivet J., (2010). *Déplacements forcés et citadinités. Les deslocados de guerre à Maputo (Mozambique)*, Géographie, Paris, Université de Paris Ouest Nanterre, PhD.

Vos R., J. A. Ocampo, et al., (2009). *Ageing and Development*, United Nations Publications.

Wa Kabwe-Segatti A., (2009). *South Africa's post-Apartheid migration policy, "transit" and continental politics*. Transit Migration in Africa: local and global dynamics, politics and experience. I. FMSP, Univ. of the Witwatersrand. Nice.

Wa Kabwe-Segatti A. and L. Landau, (2008). *Migration in post-apartheid South Africa: challenges and questions to policy-makers*, Notes et références, Research Department, Agence Française de Développement, (38). p238.

Wallerstein I., (1974). *The Modern World System I, Capitalist Agriculture and the Origins of the European World Economy in the Sixteenth Century*, New York, Academic Press, Cambridge policy.

Webster E. and K. Von Holdt, (2005). *Beyond the Apartheid Workplace: Studies in Transition* Pietermaritzburg, University of KwaZulu-Natal Press

Wentel M. and K. Tlabela, (2006). Historical Background to South African migration. *Migration in South and Southern Africa, dynamics and determinants*. P. Kok, D. Gelderblom, J. Oucho and J. Van Zyl, HRSC Press. p71-96.

Whitaker D. P., (1985). The economy. *Mozambique A Country Study*. H. D. N. (Ed.), Washington, DC, Department of Army. p130-180.

Whiteside M., (2000). *Neighbours in Development: Livelihood Interactions between Northern Mozambique and Southern Malawi.*, Kadale Consultants.

Williams V. and L. Carr, (2006). *The Draft Protocol on the Facilitation of Movement of Persons in SADC: Implications for State Parties,* Migration Policy Brief.

Wilmot J., (1992). *Our Precious Metal: African Labour in South Africa's Industry, 1970-1990,* London, Indiana University Press.

Wils A., (2002). *Population-Development-Environment in Mozambique - Background readings*, International Institute for Applied Systems Analysis.

Wilson G., (1941). *An Essay on the Economics of Detribalisation in Northern Rhodesia*, Rhodes-Livingstone Papers, (5).

World Bank (2005). *World Development Report 2006: Equity and Development*. Oxford University Press, Incorporated.

World Bank (2007). *World Development Report 2008, Agriculture for development*, World Bank. Washington DC.

World Bank (2008). *Beatting the odds-sustaining inclusion in Mozambique's growing economy*, World Bank. Washington DC.

World Bank (2010). *Migration and development brief 12*. World Bank. Washington DC.

World Bank (2011). *Leveraging Migration for Africa: Remittances, Skills, and Investments.* World Bank. Washington DC.

Wuyts M., (1978). *Peasants and rural economy in Mozambique*, Maputo, Centro de Estudos Africanos-Center of African Studies.

Wuyts M., (1981). *Camponeses e economia rural em Moçambique*, Maputo, Imprensa Nacional.

Wuyts M., (1989). *Money, Planning and Rural Transformation in Mozambique*, Journal of Development Studies, (22). p180-207.

Wuyts M., (1997). *Migrant Labour, the Marriage Valve and Fertility in Southern Mozambique: Some Conceptual Issues,* Working Paper Series.

Wuyts M., (2001). The Agrarian Question in Mozambique's Transition and Reconstruction. *From Conflict to Recovery in Africa*. i. T. A. (Ed.), Oxford: OUP. p141-154.

Yaro J. A., (2006). *Is deagrarianisation real? A study of livelihood activities in rural northern Ghana*, The Journal of Modern African Studies 44 (1). p125-156

Yuldeman D. and A. Jeeves, (1986). *New labour frontiers for old black migrants to the south african gold mines, 1929-1985*, JSAS, 13 (1).

Zelinsky W., (1971). *The hypothesis of the mobility transition*, Geographic review, 61. p219-249.

Zongo M., (2009). *Niangoloko, un carrefour migratoire au Nord de la Côte d'Ivoire*, Hommes et Migration. p88-102.

Listes des tables et illustrations

Liste des tableaux

Tableau 1 : évolution de la population par région, scénario médian, de 1950 à 2050 27
Tableau 2 : flux de transferts vers les PED (2010-2011) 34
Tableau 3 : Part non agricole du revenu rural 41
Tableau 4 : Structure de l'Economie Rurale Coloniale vers 1970, Mozambique 58
Tableau 5 : migration légale de/vers l'Afrique du Sud (1940-2000) 65
Tableau 6 : Nombre d'employés des mines par origine SADC et contrats 2011 77
Tableau 7 : nombre de travailleurs étrangers employés par les mines d'or, d'argent et de charbon sud-africaines (1996-2007) 79
Tableau 8 : taille estimée de la population migrante en Afrique du Sud 2012 81
Tableau 9 : aide par habitant, Mozambique et voisins (Aide hors appui à la dette) 85
Tableau 10: estimations des transferts depuis l'Afrique du Sud vers la SADC, 2012 94
Tableau 11 : les 10 couloirs de transferts les plus chers, 3e trimestre 2011 95
Tableau 12 : caractéristiques des migrations et transferts Mozambique 95
Tableau 13 : part moyenne du revenu total brut des ménages par source de revenu et quintile de revenu 1995-96 et 2001-02 99
Tableau 14 : changement dans le revenu net du ménage par famille entre 1996 et 2002, et pourcentage de contribution de chaque activité 100
Tableau 15 : revenus des ménages par sources (région Sud,Mozambique, 2004) 109
Tableau 16 : taux de migration interne sur la durée de vie, par province, Mozambique, 1997 159
Tableau 17 : proportion d'agriculteurs dans la population totale de 15 ans et plus par Province 161
Tableau 18 : nombre d'exploitations agricoles par province, selon la taille 162
Tableau 19 : superficie cultivée par Province et selon le type d'exploitation 163
Tableau 20 : distribution des individus selon le sexe et le lien avec le chef de ménage, Leonzoane 2009-2010 168
Tableau 21 : distribution selon le statut migratoire de la personne au moment de l'enquête 169
Tableau 22 : personnes interrogées selon le lien de parenté avec le chef de ménage et statut migratoire au cours de la vie active 170
Tableau 23 : contenus des différents volets du questionnaire et personnes concernées 178
Tableau 24 : sélection de l'échantillon selon le nombre d'habitants et de ménages par cercle de la localité de Leonzoane, 2009-2010 183

Tableau 25 : distribution des personnes par groupe d'âge et lien de parenté avec le chef de famille, Leonzoane 2010 184
Tableau 26: distribution des migrants au moment de l'enquête (2009) selon la Province de destination en Afrique du Sud (total des enquêtes rapides et approfondies) 189
Tableau 27 : distribution des personnes selon le mode d'entretien et le lien avec le chef famille 190
Tableau 28 : statistique de la variable date de début de vie active par groupe d'âge 192
Tableau 29 : durée de la vie active par groupe d'âge 195
Tableau 30 : objets d'analyse et unités sociales d'observation 199
Tableau 31 : Objets d'étude et grilles d'analyse par hypothèses et chapitres correspondants 200
Tableau 32 : exemple de profil de mobilité selon la combinaison de 4 variables (AFCM) 212
Tableau 33 : échelle d'espace au cours de la 1ère phase de vie active (+60 ans) 217
Tableau 34 : nombre de lieux de migration au cours de la 1ere Phase de vie active 217
Tableau 35 : rythme de mobilité au cours de la 1ere phase de vie active (+60 ans) 218
Tableau 36 : Durée moyenne des périodes de migration, 10 premières années de vie active 219
Tableau 37 : durée moyenne des périodes de séjour à Leonzoane (+60 ans) 220
Tableau 38 : afcm et classification, profil 1 222
Tableau 39 : afcm et classification, profil 2 223
Tableau 40 : afcm et classification, profil 3 224
Tableau 41 : appui d'un réseau familial ou social pour le choix de l'employeur et de la destination pour le premier emploi 234
Tableau 42 : recours au réseau familial ou social dans les étapes clé de la migration 234
Tableau 43 : nombre de lieux de migration au cours de la première phase de vie active 242
Tableau 44 : durée moyenne de migration au cours de la première phase de vie active 243
Tableau 45 : durée moyenne des périodes de retour à Leonzoane entre 2 migrations (1978-1992) 244
Tableau 46 : échelle spatiale de la migration (1978 1992) 244
Tableau 47 : nombre de lieux de migration (1978-1992) 245
Tableau 48 : afcm et classification, période de conflit, groupe 1 248
Tableau 49 : afcm et classification, période de conflit, groupe 2 249
Tableau 50 : secteur d'activité principale au cours de la première période de migration (40-60 ans) 252
Tableau 51 : caractère formel ou informel du premier emploi (40-60 ans) 253
Tableau 52 : comparaison des effectifs de recrutement, District Inhambane (1975-1976) 253
Tableau 53 : nombre de migrations au cours de la 1e phase de vie active (20-40 ans) 261
Tableau 54 : durée moyenne des périodes migratoires sur la 1e phase de vie active (20-40 ans) 262
Tableau 55 : durée moyenne des périodes de retour entre 2 migrations (20-40 ans) 263
Tableau 56 : échelle spatiale mobilisée (20-40 ans) 264
Tableau 57 : nombre de lieux de migration au cours de la 1ère phase de vie active (20-40 ans) 265
Tableau 58 : afcm et classification, période actuelle, groupe 1 266
Tableau 59 : afcm et classification, période actuelle, groupe 2 268
Tableau 60 : afcm et classification, période actuelle, groupe 3 269

Tableau 61 : afcm et classification, période actuelle, groupe 4 _____ *270*
Tableau 62 : afcm et classification, période actuelle, groupe 5 _____ *271*
Tableau 63 : afcm et classification, période actuelle, groupe 6 _____ *273*
Tableau 64 : combinaisons d'activités, classification à partir des emplois de notre échantillon _____ *304*
Tableau 65 : distribution des ménages selon le mode d'accès au foncier entre 1920-1975. _____ *312*
Tableau 66: Production moyenne par hectare des principales cultures à Inhambane _____ *313*
Tableau 67 : secteur d'emploi au cours de la première période professionnelle (+60 ans) _____ *317*
Tableau 68 : nature formelle ou non de l'emploi principal au cours de la première période professionnelle par groupe d'âge _____ *318*
Tableau 69 : pourcentage de sortie de travailleurs vers l'Afrique du Sud recrutés par Wenela District de Massinga 1960-1975 _____ *319*
Tableau 70 : distribution des ménages par stratégie et rôle de la migration (1920-1975) _____ *321*
Tableau 71 : usage de la migration selon le type de stratégie (hors consommation et paiement d'impôts) ___ *322*
Tableau 72 : part du temps de travail (%) lié à la migration sur le temps de travail total des individus migrants (60 ans et +). _____ *343*
Tableau 73 : quantité de produits disponibles à l'achat vente (kg) sur le marché grossiste au 1/12/2010 et variation en pourcentage par rapport à la semaine antérieure _____ *348*
Tableau 74 : marché du travail rural à Leonzoane (2009-2010), illustration par secteur, statut et rémunération des différents emplois _____ *354*
Tableau 75 : distribution des ménages par type de stratégie et rôle de la migration (1994-2010) _____ *358*
Tableau 76 : usage de la migration selon le type de stratégie (hors consommation courante) 1994-2010 ___ *359*
Tableau 77 : détail calcul de revenus système d'activité type 1 « petite agriculture commerciale », Antonio Mazive. _____ *375*
Tableau 78 : part du temps de travail (%) lié à 1 activité de migration sur le temps de travail total des individus (groupe des 20-40 ans) Calcul sur les 10 premières années de vie active. _____ *399*
Tableau 79 : distribution des groupes d'âges par type de stratégies (1994-2010) _____ *404*

Liste des figures

Figure 1 : valeur ajoutée par travailleur 1960-2000 par région ($ constant EU, 2000) 21
Figure 2 : rendements des céréales 1960-2005 par région (kg/Ha) 21
Figure 3 : parts sectorielles dans le PIB et population rurale (1965-2004) 23
Figure 4 : les demandeurs d'emploi en Afrique subsaharienne seront majoritairement ruraux jusqu'en 2035 27
Figure 5 : taux de dépendance par régions (1950-2050) 29
Figure 6 : cohortes annuelles de population active selon les régions 29
Figure 7 : principales destinations des migrants, Afrique subsaharienne (2000-2005) 32
Figure 8 : part des ménages ayant des revenus issus d'activités non agricoles (1992-2005) 42
Figure 9 : composition des revenus des ménages ruraux, par type de source, sous zone et quintile- Mali (2009) 42
Figure 10 : éléments d'économie politique période coloniale (1895-1975) 59
Figure 11 : éléments d'économie politique période de conflit et socialiste (1978-1992) 64
Figure 12 : éléments d'économie politique (1992-2010) 74
Figure 13 : aide publique au développement (APD), Mozambique (1980-2011) 85
Figure 14 : taux de croissance du PIB en volume et par habitant (2000-2010) 86
Figure 15 : parts sectorielles dans le PIB % (1996-2004) et 2007 87
Figure 16 : investissement étranger direct au Mozambique (1980-2011) 88
Figure 17 : évolution et projection de population du Mozambique : 1890-2050 89
Figure 18: positionnement des théories de la migration dans l'histoire de la pensée économique 119
Figure 19 : cadre d'analyse reliant concepts et hypothèses 149
Figure 20 : processus de sélection de la zone d'étude 156
Figure 21 : districts administratifs des Provinces de Gaza, Inhambane et Maputo 160
Figure 22 : régions agro-écologiques de la région Sud du Mozambique 161
Figure 23 : sélection des chefs de famille de l'échantillon et périodes historiques renseignées selon 3 groupes d'âges 185
Figure 24 : distribution des personnes interrogées selon la province de destination lors de leur première migration (64 familles à la fin du 1er terrain) 188
Figure 25 : objets d'analyses composant le système d'activités familial multi-localisé 196
Figure 26 : dimensions de l'hypothèse d'évolution des systèmes de mobilités comme partie du système familial d'activités 204
Figure 27 : les éléments déterminants du système de mobilité 205
Figure 28 : évolution des systèmes de mobilités par période historique, types d'analyse 210
Figure 29 : trajectoire migratoire de X.Malache au cours des 10 premières années de vie active 212
Figure 30 : itinéraire migratoire de Xavier MALACHE, 70 ans 221
Figure 31 : itinéraire migratoire de Xavier CHIUNGO, 68 ans 222
Figure 32 : itinéraire migratoire de Reginaldo Covane, 66 ans 223

Figure 33 : distribution des migrants de Leonzoane selon les 3 profils de mobilité de la période coloniale (1920-1975) 225
Figure 34 : itinéraire migratoire de Luis NDJANE, 42 ans 246
Figure 35 : itinéraire migratoire de Orlando SENDELA, 47 ans 247
Figure 36 : itinéraire migratoire de Teresinha & Eusebio (52 ans) 247
Figure 37 : itinéraire migratoire de Isaias Miliote (55ans) 249
Figure 38 : système de mobilité profil 2/ itinéraire migratoire de Casamo Arioni (45ans) 249
Figure 39 : représentation des 2 profils de mobilités de la période de conflit (1978-1992) 251
Figure 40 : recours au réseau social ou familial dans les étapes de la migration (période de conflit) 258
Figure 41 : itinéraire migratoire de Viriado et Sauginela (38 ans) 267
Figure 42 : itinéraire migratoire de Argentino ALFIADO &Cristina (27ans) 267
Figure 43 : itinéraire migratoire de Federico CHAVILE (36 ans) 268
Figure 44 : itinéraire migratoire d'Alfeu MOKELANE (40 ans) 269
Figure 45 : itinéraire migratoire Argentino ERNESTO (56) 270
Figure 46 : itinéraire migratoire de Araujo ALFIATE (36)/ Clara (79) 271
Figure 47 : itinéraire migratoire de Nando ZUNGUZE & Rita et Lina, 30 ans 272
Figure 48 : itinéraire migratoire de Leonardo MUZONDA & Aida, 32 ans 274
Figure 49 : itinéraire migratoire de Joaquin & Melita 40 ans 274
Figure 50 : représentation des 6 profils de mobilités de la période économie de marché (1992-2010) 275
Figure 51 : Parenté, répartition des terres et lieu de résidence famille Vilankulos (2010) 278
Figure 52 : appui d'un réseau familial ou social pour le choix de l'employeur et de la destination pour le premier emploi 282
Figure 53 : profils de mobilités sur l'ensemble des périodes croisés avec la variable âge 289
Figure 54 : dimensions abordées par l'hypothèse 2 297
Figure 55: cadre pour l'analyse micro des livelihoods 298
Figure 56: liens entre migrations, transferts et stratégie des systèmes d'activités 301
Figure 57 : représentation de stratégie de système d'activités et des rôles de la migration 305
Figure 58 : économie politique et histoire agraire à Massinga et Leonzoane (1920-1975) 310
Figure 60 : usage des revenus de la migration pour le mariage et l'accès à la terre selon le type de stratégie, période coloniale 326
Figure 61 : usage des revenus de la migration pour la consolidation du système de subsistance selon le type de stratégie, période coloniale 326
Figure 63 : usage de la migration pour le transfert de savoir faire/compétences, selon le type de stratégie, période coloniale 330
Figure 65 : distribution des ménages selon le portefeuille d'activité (combinaisons) 332
Figure 67 : usage migrations/transferts comme investissement dans l'agriculture commerciale, période coloniale 335
Figure 69 : rôle de la migrations/transferts selon le type de stratégie (période coloniale) 339
Figure 71 : distribution des stratégies selon le profil de mobilité des ménages (période coloniale) 342

Figure 72 : nature formelle ou non de l'emploi principal au cours de la première période professionnelle, par groupe d'âge (20-40 ans) 355
Figure 73 : secteur principal d'emploi au cours de la 1ère période professionnelle par groupe d âge (20-40 ans) 356
Figure 74 : usage des revenus de la migration pour le mariage et l'accès à la terre selon le type de stratégie, période d'économie de marché (1994-2010). 365
Figure 76 : usage des revenus de la migration pour la sécurité alimentaire selon le type de stratégie, période d'économie de marché (1994-2010). 370
Figure 77 : types de combinaisons d'activités et stratégies (1994-2010) 371
Figure 80 : usage de la migration pour la reproduction du système de subsistance selon le type de stratégie 380
Figure 82 : usage de la migration comme transfert de connaissances et diversification extra agricole selon le type de stratégie 385
Figure 84 : usage de la migration / achat de terre et/ou logement urbain, selon le type de stratégies (1994-2010) 389
Figure 86 : usage de la migration : investissement agriculture-élevage commerciale, selon le type de stratégie (1994-2010) 393
Figure 87 : distribution des types de systèmes d'activités selon le niveau de revenu (2009-2010) 395
Figure 89 : distribution des profils de mobilités par type de stratégies (1994-2010) 397
Figure 90 : principales correspondances entre profils de mobilité, stratégie de système d'activités et type de diversification 398
Figure 90 : rôles de la migration selon le type de stratégie (économie de marché) 401

Liste des cartes

Carte 1 : Mozambique, situation géographique, p11

Carte 2: augmentation des arrivées sur le marché du travail entre 2010 et 2030, p28

Carte 3 : types de transition de la fécondité (2005-2010) , p28

Carte 4 : Etat de Gaza1890/1898 Sud du Mozambique, période précoloniale p54

Carte 5 : principales routes migratoires du sud Mozambique vers l'Afrique du Sud (1960-92), p56

Cartes 6 et 7 : distribution des personnes nées au Mozambique par province en Afrique du Sud, p82

Carte 8 : Mozambique, divisions administratives (provinces), p158

Carte 9 : divisions administratives et situation géographique du district de Massinga, p 165

Carte 10: découpage administratif et zones d'agglomération de population (circulos), p166

Carte 11: Etats, lignages dominants, chefs et territoires du Sud Mozambique (1820), p230

Liste des encadrés

Encadré 1 : recueil de données statistiques et cartographiques pour la contextualisation de la recherche, p17.

Encadré 2 : l'économie coloniale (FAO 1997), p54

Encadré 3: l'indépendance et l'agriculture sous le régime socialiste, p65

Encadré 4 : la notion de ménage, p141

Encadré 5 : contexte institutionnel de la recherche, p155

Encadre 6 : déroulement du terrain, p 171

Encadré 7 : principales difficultés et limites sur le déroulement enquêtes, p179

Encadré 8 : difficultés et analyse critique de la méthode d'échantillonnage, p186

Encadré 9 : regard critique sur les choix et contraintes des échelles d'analyse, p193

Encadré 10 : précisions sur le traitement de données sur les systèmes de mobilités, p207

Encadré 11 : autres mesures des mobilités explorées, p208

Encadré 12: dysfonctionnement des règles de transmission du foncier fondées sur le système lignager de domination patriarcale et ainés-cadets, p279

Encadré 13 : difficultés et limites des grilles d'analyse des trajectoires de systèmes d'activités et du rôle de la migration, p303

Encadré 14 : trajectoire migratoire du ménage au cours du cycle de vie, type de localisation du système familial et rôle de la migration, p 305

Encadré 15 : contraintes pluviométriques et gestion de la main d'œuvre, p313

ANNEXES

ANNEXE 1: structure du produit agricole par région début 1970

ANNEXE 2: distribution des villages communaux /1978 et 1982-83

ANNEXE 3: production agricole commercialisée (1980-1986)

ANNEXE 4: taux de migrations interne par Province (1992-1997), Mozambique

ANNEXE 5: nombre de cultures vendues (TIA 2002)

ANNEXE 6: distribution des investissements par Province (% projets et valeur)

ANNEXE 7 : estimations des transferts informels par pays 2012

ANNEXE 8 : revenus des ménages par sources (région Sud, Mozambique, 2004)

ANNEXE 9 : taux de masculinité par district, Mozambique, 1997

ANNEXE 10: liste des guides entretiens rapides pour l'indentification de la zone d'étude

ANNEXE 11: potentiel agricole global en mois de consommation par Province

ANNEXE 12: carte des regedorias de la circonscription de Massinga 1959

ANNEXE 13: enquête de biographie professionnelle, migratoire et familiale

ANNEXE 14 : guide entretien semi ouverts : histoire socio économique et histoire agraire

ANNEXE 15 : grille d'enquête rapide sur les destinations et activités des familles

ANNEXE 16 : structure de la base de données spss pour organiser les variables primaires

ANNEXE 17 : profils de mobilités sur les trois périodes croisés avec la variable âge

ANNEXE 18: différents types de sols à Massinga

ANNEXE 19 : carte des principales cultures à Inhambane

ANNEXE 20 : calendrier saisonnier des cultures et principaux travaux, Région Sud

ANNEXE 21: taux de changes Rand ZAR/Metical pour l'évaluation des revenus

ANNEXE 22 : salaires minimum Mozambique 2008-2012

ANNEXE 1: structure du produit agricole par région début 1970

Tabela 3:**Padrões regionais da estrutura do produto agrícola no início da década de 70**

	Sul	Centro	Norte	Total
Produto agrícola nacional				
total	17	43	40	100
comercializado	19	46	35	100
do campesinato	14	38	48	100
das plantações	6	88	6	100
Produto agrícola regional				
para autoconsumo	49	52	60	
comercializado	51	48	40	
total do campesinato	59	61	86	
comercializado pelo campesinato	20	19	62	

Fonte: Adaptado de Castel-Branco 1994b:38; estimativas feitas com base em Wuyts 1981a:Quadros 4, 5, 7 e 8.

Castel Branco, 2005

ANNEXE 2: distribution des villages communaux /1978 et 1982-83

TABLE 4

TERRITORIAL DISTRIBUTION OF COMMUNAL VILLAGES BETWEEN 1978 AND 1982/83

Provinces	1978			1982/83		
	Villages	Population	% of rural population	Villages	Population	% of rural population
Cabo Delgado	586	80,000	88.0	543	815,555	87.3
Niassa	40	72,000	16.2	63	163,215	32.0
Nampula	80	50,000	2.6	260	154,186	7.0
Zambezia	13	10,000	0.5	39	49,220	2.0
Tete	26	25,000	3.6	41	137,800	17.3
Manica	9	4,500	0.09	111	143,541	25.4
Sofala	13	10,000	1.3	88	106,139	12.6
Inhambane	5	2,500	0.03	47	73,352	7.0
Gaza	80	180,000	20.4	123	513,312	50.9
Maputo	5	4,000	0.8	47	46,440	8.5
Country total	857	1,158,000	12.0	1,362	2,202,756	20.0

Source: Araújo 1988: 208.

ANNEXE 3: production agricole commercialisée (1980-1986)

Table 1
Marketed agricultural production 1980-1986

	(000 tons)						
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Food crops							
Maize	65.00	78.30	86.20	55.80	82.60	58.60	21.50
Rice	43.60	28.90	28.90	17.30	19.10	17.90	19.00
Sorghum	0.00	1.00	1.00	1.30	2.10	1.80	0.60
Beans	9.60	14.90	6.90	4.80	3.50	3.60	2.80
Cassava	8.80	10.90	9.50	8.50	6.90	6.40	6.00
Peanuts	6.30	5.00	1.50	0.70	2.00	2.00	0.90
Vegetables	6.40	6.80	5.60	7.90	20.00	33.90	23.90
Export crops							
Copra	37.10	54.40	36.60	30.70	24.80	24.00	28.60
Cashew nuts	87.60	90.10	57.00	18.10	25.30	30.40	40.10
Raw cotton	64.90	73.70	60.70	24.70	19.70	5.70	10.80
Tea (leaf)	90.20	99.20	109.70	51.10	59.80	25.00	6.40
Sisal (leaf)	298.00	233.80	139.90	122.48	136.60	78.80	22.40
Sugar	171.00	187.00	127.00	74.00	40.00	29.00	19.20
Other crops							
Sunflower	11.80	12.10	10.80	7.30	5.00	5.70	1.00
Sesame	0.00	0.50	0.90	0.30	0.30	0.30	0.10
Mafurra	0.00	3.80	6.40	5.70	5.30	2.60	2.20
Tobacco	1.40	0.80	0.90	0.70	0.80	0.30	0.40
Tomato (ind)	6.40	2.10	6.00	3.40	16.90	13.40	23.60
Livestock							
Beef	8.30	7.80	7.20	5.80	4.70	3.20	2.30
Pork	3.30	3.90	3.70	1.80	1.10	2.70	1.70
Poultry	6.40	5.70	3.40	1.50	1.50	0.60	0.50
Eggs (million)	45.90	48.00	49.70	29.60	37.80	34.70	25.20
Milk (mill l)	5.70	5.50	5.30	5.30	4.50	3.90	1.60

Source: Information Statistics, CNP

ANNEXE 4: Taux de migrations interne par Province (1992-1997), Mozambique

Provinces	Taux d' imigration[(a)] (x 100)	Taux d' émigration [(b)] (x 100)	Migration líquide[(c)] (x 100)
Niassa	3.3	2.8	0.3
Cabo Delgado	1.9	1.4	0.4
Nampula	1.4	2.2	-0.8
Zambézia	2.2	2.3	-0.1
Tete	2.6	3.9	-1.5
Manica	7.2	3.3	3.8
Sofala	5.0	5.9	-1.3
Inhambane	9.1	5.2	3.6
Gaza	10.0	4.2	5.7
Maputo	16.9	6.0	10.5
Maputo Cidade	7.7	19.3	-16.2

Source[306] : INE, 1997

(a) Taxa de imigração = I/N'
I = Pessoas que em 1997 residiam na província respectiva e que em 1992 residiam noutra província (imigrantes)
N' = Pessoas que em 1992 residiam na província respectiva e foram enumeradas na mesma província em 1997

(b) Taxa de emigração = E/N
E = Pessoas que em 1992 residiam na província respectiva e que em 1997 residiam noutra província (emigrantes)
N = Pessoas que em 1992 residiam na província respectiva

(c) Taxa de migração liquida = (I - E)/N'

[306] Consultable sur : http://www.ine.gov.mz/censos_dir/recenseamento_geral/estudos_analise/migra

ANNEXE 5: Nombre de cultures vendues (TIA 2002)

	Numero das culturas vendidas			
	0	1	2 ou mais	3 ou mais
niassa	22.2%	33.5%	44.3%	24.4
cabo delgado	32.5%	26.9%	40.6%	23.6
nampula	23.3%	33.9%	42.8%	20.9
zambezia	27.0%	28.7%	44.3%	26.2
tete	30.4%	23.3%	46.4%	33.1
manica	30.7%	25.6%	43.8%	27.3
sofala	49.8%	28.9%	21.3%	12.7
inhambane	38.0%	23.3%	38.6%	23.8
gaza	62.1%	18.7%	19.2%	11.4
maputo	64.8%	15.7%	19.5%	10.5
total	32.5%	27.8%	39.7%	23.0

Source: Trabalho Inquerito Agricola, 2002

ANNEXE 6: Distribution des investissements par Province (% projets et valeur)

Table 5. Distribution of Investments by Province (% of Projects)

Location	All Rural Based Projects [1]	Agro-Industrial Projects Only [2]			
		IP	CF	PA	Total
Provinces	----- percent -----	----- percent -----			
Niassa	4	2 (34)	5 (33)	5 (33)	3 (100)
Cabo Delgado	7	7 (71)	9 (29)	0 (0)	6 (100)
Nampula	13	22 (65)	24 (20)	19 (15)	22 (100)
Zambezia	9	4 (20)	29 (40)	29 (40)	14 (100)
Tete	2	2 (100)	0 (0)	0 (0)	1 (100)
Manica	10	4 (50)	9 (33)	5 (17)	6 (100)
Sofala	11	4 (37)	14 (38)	9 (25)	7 (100)
Inhambane	5	15 (100)	0 (0)	0 (0)	9 (100)
Gaza	9	10 (78)	10 (22)	0 (0)	8 (100)
Maputo	30	30 (74)	0 (0)	33 (26)	24 (100)
Total	100	100 (62)	100 (19)	100 (19)	100 (100)

Source: 1985-2001 Project Database based on the CPI archives.
[1] Includes rural based projects in agriculture, livestock, forestry & wood-processing, and agro-industry.
[2] Agro-Industry refers only to projects that have a processing component, with or without a direct production component: IP=Processing with independent smallholder producers; CF=Processing with contract farming; PA=Processing with plantation agriculture

Table 6. Distribution of Investments by Province (Value of Investment)

Location	All Rural Based Projects [1]	Agro-Industrial Projects Only [2]			
		IP	CF	PA	Total
Provinces	Total Value (thousand $US) percent	Total Value (thousand $US) percent			
Niassa	14,740 2	3,257 1	4,288 3	437 0	7,982 1
Cabo Delgado	71,392 7	6,379 2	33,228 25	0 0	39,607 7
Nampula	77,269 8	23,407 9	171,230 13	21,725 12	62,255 11
Zambezia	124,544 13	9,821 4	52,794 40	12,772 7	75,387 13
Tete	19,530 2	45 0	0 0	0 0	45 0
Manica	49,687 5	11,972 5	2,561 2	857 0	15,391 3
Sofala	216,707 22	19,932 8	8,678 7	72,460 39	101,070 18
Inhambane	18,797 2	15,493 6	0 0	0 0	15,493 3
Gaza	54,068 6	12,547 5	11,773 9	0 0	24,321 4
Maputo	327,215 34	15,901 61	0 0	76,009 41	235,015 41
Total	973,948 100	261,860 100	130,446 100	184,260 100	576,566 100

Source: 1985-2001 Project Database based on the CPI archives.
[1] Includes rural based projects in agriculture, livestock, forestry & wood-processing, and agro-industry.
[2] Agro-Industry refers only to projects that have a processing component, with or without a direct production component: IP=Processing with independent smallholder producers; CF=Processing with contract farming; PA=Processing with plantation agriculture

ANNEXE 7 : Estimations des transferts informels par pays 2012

Country of origin	% undocumented migrants	Total remittances – mid-point estimate, R million	Informal remittances, R million
	A	B	C=A*B
Angola	39.4%	24.7	9.7
Botswana	86.6%	182.7	158.3
Dem. Rep. of Congo	64.2%	125.4	80.5
Lesotho	80.1%	1 754.3	1 404.6
Madagascar		-	
Malawi	98.5%	124.2	122.3
Mauritius	98.5%	82.9	81.7
Mozambique	50.4%	1 588.6	799.9
Namibia	99.2%	52.2	51.8
Seychelles		-	-
Swaziland	87.7%	391.2	343.0
Tanzania	98.5%	10.1	10.0
Zambia	98.5%	124.6	122.7
Zimbabwe	65.5%	6 693.7	4 382.8
Total	**68.1%**	**11 154.6**	**7 567.5**

Source: DNA calculations

As shown, about 68% of SADC migrants in South Africa are estimated to be undocumented (the underlying data is from Table 14, column D divided by column F). If the same proportion of remittances are sent informally, then approximately R7.6bn is sent informally per year (with an estimation range of between R6.3bn and R8.8bn). This represents both a substantial policy imperative and a substantial commercial opportunity for formalisation.

ANNEXE 8 : revenus des ménages par sources (région Sud, Mozambique, 2004)

	No.	Mean	Median
Wage work	149	$1 016.19	$608.70
Casual work	44	$226.67	$65.22
Remittances – money	438	$523.99	$347.83
Remittances – goods	266	$393.79	$217.39
Income from farm products	115	$103.84	$39.13
Income from formal business	8	$779.89	$391.30
Income from informal business	84	$255.72	$130.43
Pension/disability	15	$263.45	$86.96
Gifts	12	$60.94	$26.09
Other income	11	$226.48	$52.17
Total income	579	$936.91	$528.26

Source: MARS.

Source : de Vletter (2006)

ANNEXE 9 : taux de masculinité par district, Mozambique, 1997

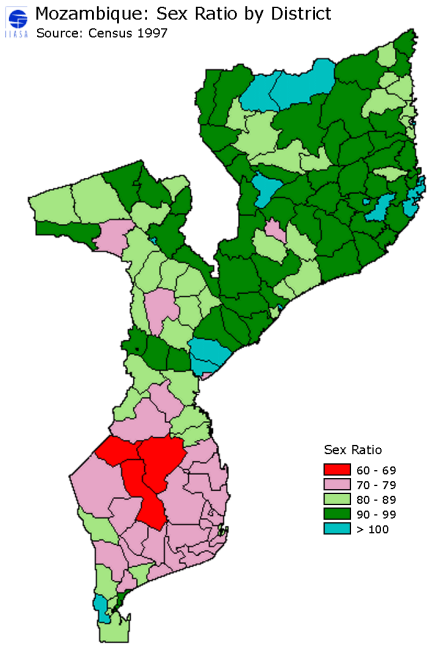


Figure : taux de masculinité par district, Mozambique 1997

ANNEXE 10: liste et préparation des guides entretiens rapides pour l'indentification de la zone d'étude

1) Pre Selection of District to visit

Following the recomandations of reference persons in Maputo, completed by some secondary data and taking into account accessibility of the different places, we decide to focus on 8 district of Gaza and Inhambane Provinces as it was not possible to have an overwiew of the 24 district of these two Provincies for question of time and budget.

Provincia Gaza: Chibuto, XaiXai, Bilene Macia, Manjacaze, Chokwe ?

Provincia Inhambane: Massinga (bitong/xitsua), Morrumbene, (mashop?), Homoine (1er lieu contrat miniers), Vilankulos (xitsua), Govuro?

The degree of formality and/or mistrust of administration and also private sector is a barrier : acces to local official datas and documents would have required formal inquiry and previous meeting programation with high delay responses.

In this context we decide to get the authorisation of main local administration to work in the place (Governo distrital and/or Provincial) and then we did some qualitative interviews whith key persons.

2) Objectives and main key informants

Chose one or twoD*istritos* and *Localidades* within on the base of an overview of the following topics:

Migration:

Identify the main migration flux between the Districts and others Districts, Provinces in Mozambique or South Africa.

Try to date the more or less oldness of these flux and related causes (war displacement/sector decline/ activities outside) replace in the main miles stones of the history of the Province

Get information about the main economic sectors related to more recent flux

- ⇨ Key informants: Kawena manager, districtal and provincial transport association, private transport, UNAC, families members, retailers- wholesalers, Provincial direction of migration, Provincial direction of labour.

Distrital economy:

Get a district general economic profile and characterize the dynamic of private and public actions since 1995-2000 and related diversification of local labour market

- ⇨ Key informants: general and sectoral provincial and distrital administrations (local government, agriculture, trade and industry), sindicate UNAC, private investors?

Local social organisation :

Get information about the ethnic organisation rules regarding land management, inheritance…

the socio economic structure and organization of the family and identify the relations of mutual helps ("Xitique"/ "Stokvel")

- ⇨ Key informants: local authorities (regulo, chefe das terras, lider do bairro) families

Logistic/material aspects:

Get a list of contact in the zone and authorities agreement for the continuity of the work, identify the possibility of accommodation to stay and reference people to work as translator for the socio-eco interviews.

3) Liste des entretiens:

a/Representantes Administrativos da Provincia e dos Districtos

Governo provincial , Governo distrital (Administrador)/ Municipio/Chefe do posto administrativo-chefe da localidade/Servicio distrital de finanzas

Direcçao Provincial agricultura

Sevicio distrital de actividades economicas (agricultura)

Direcçao distrital de agricultura e desenvolvimento rural

Direcçao Provincial de Migraçao

Direcçao Provincial do Trabalho

Sevicio distrital de actividades economicas (comercio-industria)

Servicio Provincial de actividades economicas

b/ Asociaçao de transportadores/ transportadores privados

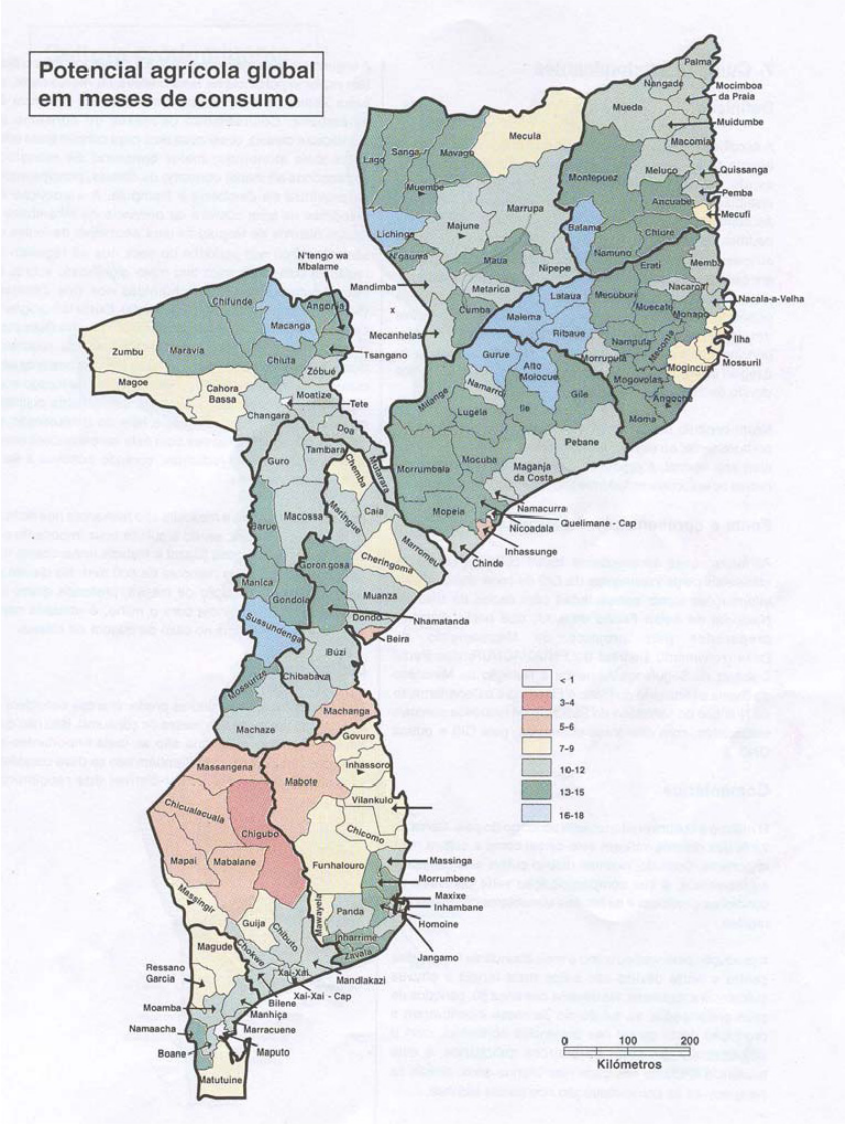
c/ Gerente KAWENA

d/ Muqueristas/ comerciantes

e/ Familias

f/ chief da localidad (Regulo/chefe das terras/ lider)/ Chefe do bairro

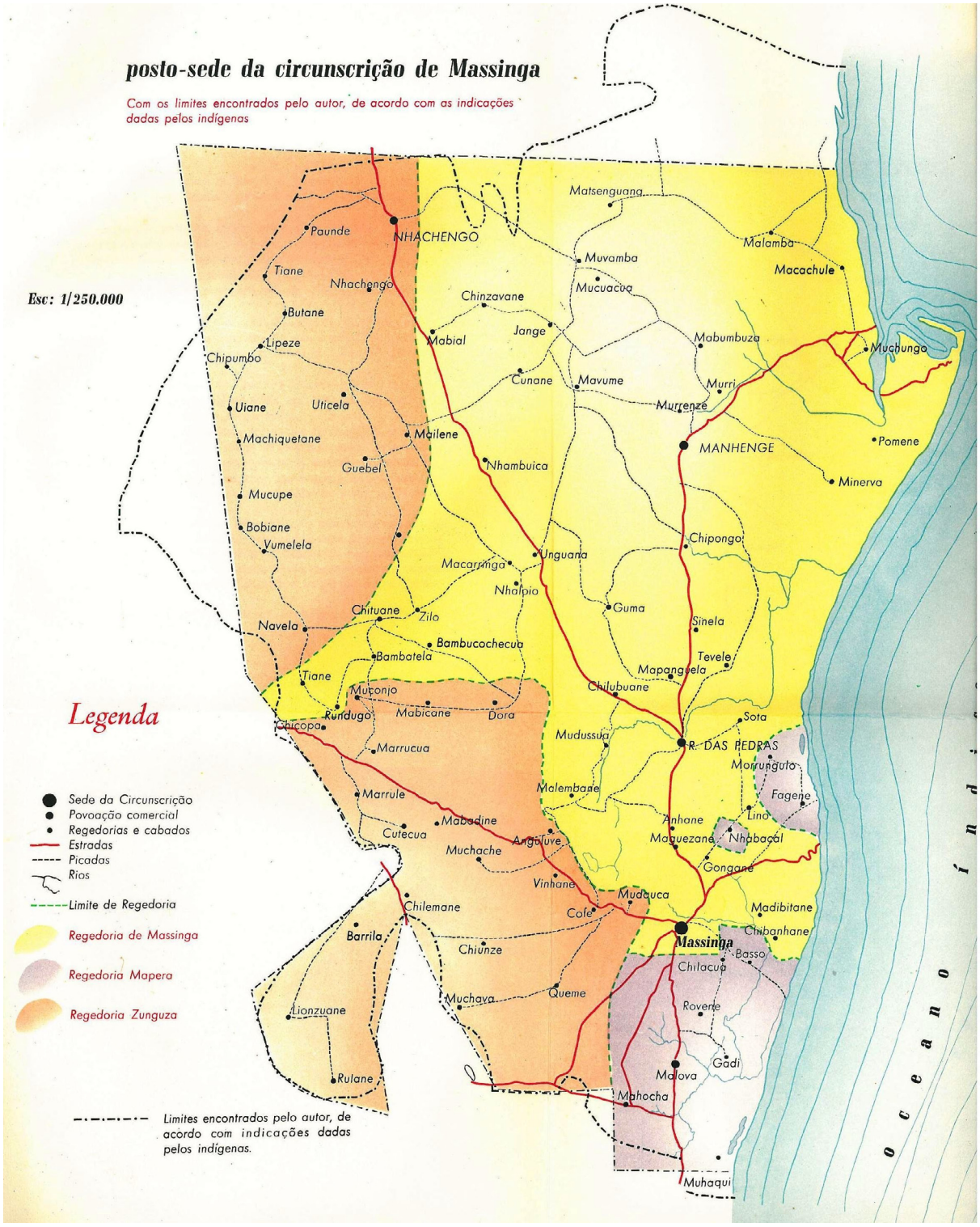
ANNEXE 11: Potentiel agricole global en mois de consommation par Province



Carte : nombre de mois de consommation que permet le potentiel agricole aux familles, et les mois de soudure associés

Source : Norfolk & Ribeiro, 2007 (Cette information est à prendre à titre indicatif car le document source ne précise pas quels st les critères pour définir le potentiel agricole global en mois)

ANNEXE 12: Carte des regedorias de la circonscription de Massinga 1959



Source : Almeida, 1959

ANNEXE 13: enquête de biographie professionnelle, migratoire et familiale / Outil de collecte de données de terrain

CAPA / interview ID sheet .....
1 A SUA HISTORIA MATRIMONIAL/ YOUR MATRIMONIAL STORY.....
2 O SEU CASAL / YOUR COUPLE.....
3 AS SUAS CRIANCAS/ YOUR CHILDREN .....
4 AS SUAS ORIGEMS FAMILIARES/ YOUR FAMILY ORIGINS .....
5/6 OS SEUS PERIODOS DE ACTIVIDADE E ALUGAMENTO SUCESIVOS.....
7 AS SUAS DECISOES E EXPERIENCIA DE TRABALHAR FORA .....
8 OS SEUS MEIOS DE VIDA E A ORGANIZACÃO DO TRABALHO.....

Recomendações :

Com o fim de facilitar o levantamento/procesamento da entrevista o inquerito tem tido preparado com pre-respostas posiveis. Não entanto, na forma de levar a entrevista, esas categorias não devem ser lidas. Só devem ser feitas as preguntas gerais e deixar a pessoa responder a sua maneira. Depois da resposta da pessoa, marca-se então com uma cruz a resposta correspondente, o se nenhuma è adequada, escreve-se a mão a resposta da pessoa.

Tambem é importante escrever na margem,toudo comentario complementario a medida da entrevista.

Este inquerito sera realizado com o membros siguentes de cada casa:
- o principal representante da familia no momento da entrevista (guião completo)
- os membros presentes que contribuem ao sustento da familia (parte sobre actividades e alugamentos)
- no caso existir com membro(s) da familia que migraram (partes sobre actividades e alugamentos/ e parte sobre migração)

CAPA / interview ID sheet

Lugar da entrevista/ place of interview:

Distrito:.....**Posto ou cidade:** .....**Localidade:**.....
Povoação/circulo.....**Povoado/celula:**.....
.....

Número do inquerito /Interview number: ☐☐☐

Nome da pessoa entrevistada /Name of respondent: .....
Membro da familia presente durante a entrevista: .....
Sexo: Masc ☐ Fem ☐

Edade/age : ☐☐

Nome do entrevistador/Name of interviewer:.....

Data / Date:...../...../.....

Duração total da entrevista/ Total time of interview:.....H.....min

Acolha feita a entrevista / Interview aceptation: Muito boa ☐ Boa ☐ Reticente ☐ Dificile ☐
Very good Good Reluctant Difficult

Entrevista gravada/ interview recorded sim/ yes ☐ não/no☐
Entrevista controlada/interview controled ☐
Entervista introduzida/ interview keyboarded ☐

Depois da entrevista : Foto da familia para ofrecer como agradecimento
Telefono de contacto:

FOTA

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"
Use of information of this interview are anonymous

1 A SUA HISTORIA MATRIMONIAL

"Vamos começar com perguntas sobre a sua situação familial"

1.1 Actualmente vôce é : Casado e/ou lobolo 1 ☐
Esta com casal sem casar 2 ☐
Separado/a 3 ☐
Viuvo/a 4 ☐
Solteiro/a (nunca viviu com casal) 5 ☐ → 3

Si esta casado, com casal sem casar, separado, o viudo:

1.2 Ja foi casado/a antes dessa pessoa? Sim 1 ☐
Não 2 ☐

1.3 Quantas vezes foi casado/a ? ☐ vezes

1.4 Quantas esposas tem hoje (o seu casal) ☐

"Pode me falar sobre o seu(s) casamento(s)" (o se teve varios do primeiro e do ultimo) ?

	PRIMER CASAMENTO	ULTIMO CASAMENTO *(si varios)*
1.5 Quando lobolo (casou)? *(mes, ano)*	* ☐☐ / ☐☐☐☐	* ☐☐ / ☐☐☐☐
1.6 Onde vivia justo depois de casar? *(Provincia Distrito o Pais)*	P D Pais	P D Pais
1.7 Ainda esta casado/a com a pessoa? Sim 1☐ Não 2 ☐	1☐ 2☐	1☐ 2 ☐
1.8 Quando terminou a vida comun com essa pessoa? *(mes, ano)*	* ☐☐ / ☐☐☐☐	☐☐ / ☐☐☐☐

1.9 A parte dessa casa,a sua familia **tem outra propia**?
Sim 1 ☐ Onde?.....Não 2 ☐

2 O SEU CASAL

(Essa parte sirve de sustituto/complemento e/o modo de verificação da informação recolhida na entrevista com o casal)

"Agora vamos falar mas em detalhe do seu casal" *(actual o ultimo para os viuvo/as o separado/as, ultima esposa no caso de varias)*

2.1 Quando nasceu o seu casal? *(mes,ano)* ☐☐ / ☐☐☐☐

2.2 Onde nasceu ? *(Prov,Distrito,Loc,povoaçao)* P/D.....
Loc.....
Pov.....

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"
Use of information of this interview are anonymous

2.3 Qual é o era a actividade principal do pai do seu casal?

Trabalhaba nas minas 1 ☐
Outro : ..... 2 ☐
Não sabe 3 ☐

2.4 Esa actividade é o era :

Com contrato 1 ☐
Sem contrato/ Informal 2 ☐
Conta propia 3 ☐
Não sabe 4 ☐

2.5 Onde exercicia esa actividade? (*Provincia, Distrito,lugar, Pais o Empresa no caso*)

Prov.....
D/L.....
P/E.....
Não sabe ☐

2.6 (suprimido)
2.7 supprimido)
2.8 Quantos irma/os tem o seu casal ? ☐☐

2.9 Qual era o lugar onde vivia antes de voces casarem?
(Provincia, Distrito, Pais no caso de que vivia fora)

P.....
D.....
Pais.....

2.10 O seu casal teve crianças com outra pessoa? Sim 1 ☐ Não 2 ☐ →2.13

2.11 Se Sim, Quantos ? ☐☐

2.12 Quantos ainda estam na sua responsabilidad economicamente? ☐☐
(costumam comer/o dormir na mesma habitaçao o contribuem o compartilham a mesmsa fontes de rendimento)

2.13 O seu casal foi a escola? Até que clase ?

EP1 1 ☐
EP2 2 ☐
Não estudou 3 ☐
outro 4 ☐.....

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"
Use of information of this interview are anonymous

"Agora queria saber sobre as diferentes actividades que fez o seu casal desde que estão casados, até agora, e os diferentes lugares onde trabalhou"

	☐	☐	☐	☐
2.14 Data de inicio de periodo (*mes/ano*)	Casamento.....			
	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _
2.15 Que actividades[1] fazia exactamente, o si não tinha, a 1ra que teve depois de casar?				
1 Serventes de barraca, bar, restaurante-pensões	1 ☐	1 ☐	1 ☐	1 ☐
2 Vendedores barracas/no mercado	2 ☐	2 ☐	2 ☐	2 ☐
3 Motoristas e cobradores de chapa	3 ☐	3 ☐	3 ☐	3 ☐
4 Pedreiros, pessoas que fabricam blocos	4 ☐	4 ☐	4 ☐	4 ☐
5 Mecânicos, electricistas e outros técnicos	5 ☐	5 ☐	5 ☐	5 ☐
6 Venda de productos agricolas	6 ☐	6 ☐	6 ☐	6 ☐
7 Estudava	7 ☐	7 ☐	7 ☐	7 ☐
8 trabalho agricola/machamba.....(*descreve*).....	8☐.....	8☐.....	8☐.....	8☐.....
9 trabalho nas minas..... (*descreve*).....	9☐.....	9☐.....	9☐.....	9☐.....
10 Outro ..... (*descreve*)	10☐.....	10☐.....	10☐.....	10☐.....
11 Não sabe	11 ☐	11 ☐	11 ☐	11 ☐
2.16 Era				
1 para uma empresa				
2 por conta de outra pessoa/dono de loja,bancas	1 ☐	1 ☐	1 ☐	1 ☐
3 por conta propia /independente	2 ☐	2 ☐	2 ☐	2 ☐
4 Não sabe	3 ☐	3 ☐	3 ☐	3 ☐
	4☐	4☐	4☐	4☐
2.17 O pagamento era				
1 com dinheiro	1 ☐	1 ☐	1 ☐	1 ☐
2 com bems/productos 3 Não sabe	2 ☐ 3 ☐	2 ☐ 3 ☐	2 ☐ 3 ☐	2 ☐ 3 ☐
2.18 Era				
1 Com permiso de trabalho/com contrato	1 ☐	1 ☐	1 ☐	1 ☐
2 Sem contrato/Informal	2 ☐	2 ☐	2 ☐	2 ☐
3 Não sabe	3 ☐	3 ☐	3 ☐	3 ☐
2.19 Era uma actividade				
1 Regular/Permanente	1 ☐	1 ☐	1 ☐	1 ☐
2 Sazonal/ por temporada	2 ☐	2 ☐	2 ☐	2 ☐
3 Eventual (biscato…)	3 ☐	3 ☐	3 ☐	3 ☐
4 Não sabe	4 ☐	4 ☐	4 ☐	4 ☐
›7.1 **2.20 Qual era o lugar da actividade**? 1(*Pro,Dis,Pais)*	.....	.....	.....	.....
1 Fora Distrito	1 ☐	1 ☐	1 ☐	1 ☐
2 No distrito	2☐	2☐	2☐	2☐
2.x Quanto ganava? enviava/trazia bems-dinheiro?cada quanto?	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
	.....	.....	.....	.....
2.21 A parte dessa actividad, o seo casal tinha outras actividades para sustentar a familia?	1 ☐	1 ☐	1 ☐	1 ☐
1 Sim → **Quais?** ***descrever***	.....	.....	.....	.....
2 Não 3 Não sabe	2 ☐ 3 ☐	2 ☐ 3 ☐	2 ☐ 3 ☐	2 ☐ 3 ☐
2.22 Quando terminou ese periodo/actividade?	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _
2.23 Porque motivo?	.....	.....	.....	.....
2.24 Ainda esta a fazer esta actividade				

[1] *Inclue toudo tipo de actividades: trabalho na machamba, biscato, assim como de actividades por conta própria que sejam o não agricolas...*

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"

Use of information of this interview are anonymous

3 AS SUAS CRIANCAS

3.1 Quantas crianças tem, inclusive de casais anteriores? ☐☐ *se nenhuma criança* → **401**

"Agora vou preguntar sobre cada um dos seus filhos, que moram o não com voce, a começar por o maior"

3.2 Nome	1☐ 2☐	2☐ 2☐	3☐ 2☐	4☐ 2☐
3.3 Data de nacimento (*mes, ano*)	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _
3.4 E: 1 homen , 2 mulher	1☐ 2☐	1☐ 2☐	1☐ 2☐	1☐ 2☐
3.5 casado/a 1 Sim, 2 Não	1☐ 2☐	1☐ 2☐	1☐ 2☐	1☐ 2☐
3.6 Até que grau estudou?	....	....	....	....
3.7 Ese filho/a, ja viveu um tempo fora da sua casa? 1 Sim, **Onde?**.....	1☐..... 2☐	1☐..... 2☐	1☐..... 2☐	1☐..... 2☐
2 Não → 3.10				
3.8 Quando saiu por primeira vez ?	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _
3.9 Por que motivo?				
1 estudos	1☐	1☐	1☐	1☐
2 trabalho	2☐	2☐	2☐	2☐
3 casamento	3☐	3☐	3☐	3☐
4 outro :	4☐.....	4☐.....	4☐.....	4☐.....
3.10 Hoje ese filho/a vive				
1 com voce em casa aqui?	1☐	1☐	1☐	1☐
2 em outra Loc,Distrito **Onde?**.....	2☐.....	2☐.....	2☐.....	2☐.....
3 fora do pais, **Onde?**.....	3☐.....	3☐.....	3☐.....	3☐.....
3.11 Que actividade tem?.....	.....	.....	.....	.....
3.12 Ainda esta na sua responsabilidade e/o compartilha suas fontes?1 Sim , 2 Não	1☐ 2☐	1☐ 2☐	1☐ 2☐	1☐ 2☐

→7.1

3.2 Nome	5.....	6.....	7.....	.....
3.3 Data de nacimento (*mes, ano*)	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _
3.4 E: 1 homen , 2 mulher	1☐ 2☐	1☐ 2☐	1☐ 2☐	1☐ 2☐
3.5 casado/a 1 Sim, 2 Não	1☐ 2☐	1☐ 2☐	1☐ 2☐	1☐ 2☐
3.6 ate que grau estudou?	....	....	....	....
3.7 Ese filho/a, ja viveu um tempo fora da sua casa? 1 Sim, **Onde?**.....	1☐..... 2☐	1☐..... 2☐	1☐..... 2☐	1☐..... 2☐
2 Não → 3.10				
3.8 Quando saiu por primeira vez ?	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _
3.9 Por que motivo?				
1 estudos	1☐	1☐	1☐	1☐
2 trabalho	2☐	2☐	2☐	2☐
3 casamento	3☐	3☐	3☐	3☐
4 outro :	4☐.....	4☐.....	4☐.....	4☐.....
3.10 Hoje ese filho/a vive				
1 com voce em casa aqui?	1☐	1☐	1☐	1☐
2 em outra Loc,Distrito **Onde?**.....	2☐.....	2☐.....	2☐.....	2☐.....
3 fora do pais, **Onde?**.....	3☐.....	3☐.....	3☐.....	3☐.....
3.11 Que actividade tem?.....	.....	.....	.....	.....

→7.1

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"
Use of information of this interview are anonymous

3.12 Ainda esta na sua responsabilidade e/o compartilha suas fontes?1 Sim , 2 Não
3.13 A parte do seu casal e dos vossos filhos tem outras pessoas que costumam comer/o dormir na mesma habitaçao ou contribuem o compartilham a mesma fonte de rendimento?(avos, sobrinos...)

Sim 1☐ **Quantas?** ☐ **Quem**:.....
Não 2☐

→7.1 **3.14 Alguma dessas pessoas esta fora do Distrito?** Sim 1☐ **Quantas?** ☐ **Onde?** .....
Não 2☐

4 AS SUAS ORIGEMS FAMILIARES

"Agora vamos fazer preguntas sobre o seu **PAI** e a sua **MÃE**" (si pais desconocidos → **501**)

	PAI	MÃE
4.1 Onde nasceram os seus pais? *(Prov, Dist, Loc)*	....	....
4.2 En que ano nasceram?	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _
4.3 Ainda vivem? 1: **Sim (→ 4.5)** 2: Não	1☐ 2☐	1☐ 2☐
4.4 En que ano falecieu? (que edade tinhia?)	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _
4.5 Onde residem actualmente o onde residiam antes de falecer? *(Prov, Dist, Loc, Pais)*	....	....
4.6 Que actividades fazia quando voce casou o a que lembra ?	....	....
4.7 Onde e que fazia essa activide? *(Prov,Dis, Loc, Pais)*	.....	.....
Não sabe	..... ☐	..... ☐
4.8 Era		
1 por uma empresa	1☐	1☐
2 por conta de uma pessoa, dono de loja o banca	2☐	2☐
3 por conta propia	3☐	3☐
4 Não sabe	4☐	4☐
4.9 Era		
1 Com permiso de trabalho/com contrato	1☐	1☐
2 Sem contrato/Informal	2☐	2☐
3 Não sabe	3☐	3☐

	Voce
4.10 Y **VOCE**, onde nasceu? *(Prov, Dist, Loc)*	.....
4.11 No caso de não ser do lugar, porque veio aqui? (verif)	....
4.12 Quando veio ?	_ _ / _ _ _ _
4.11 En que ano nasceu?	_ _ / _ _ _ _
4.12 Quantos irmão/as tem (sem contar ele/a) ?	☐☐
4.13 Dessos irmãos/as quantos foram **1**: A trabalhar na AdoSul **2**: A casar	1☐ 2☐

4.14 Foi a escola? Ate que clase ?

EP1 1☐ Outro 4☐
EP2 2☐ Não estoudo 5☐

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"
Use of information of this interview are anonymous

5/6 OS SEUS PERIODOS DE ACTIVIDADE E ALUGAMENTO SUCESIVOS

"Agora queria saber sobre as diferentes actividades que fez para poder viver antes de casar até agora, e os diferentes lugares onde viveu e trabalhou"

5.1 Data de inicio de periodo *(mes/ano)*

5.2 Que actividades[2] fazia exactamente ?

1 Serventes de barraca, bar, restaurante-pensões
2 Vendedores barracas / no mercado
3 Motoristas e cobradores de chapa
4 Pedreiros, pessoas que fabricam blocos
5 Mecânicos, electricistas e outros técnicos
6 Venda de productos agricolas
7 Estudava
8 trabalho agricola/machamba.....(*descreve*).....
9 trabalho nas minas..... (*descreve*).....
10 Outro ..... (*descreve*)
11 Não sabe

5.3 Para quem fazia esa actividade

1 para uma empresa /plantaçao/grande exploraçao
2 por conta de outra pessoa/dono de loja,banca
3 por conta propia /actividade independente
4 Não sabe

5.5 Era

1 Com permiso de trabalho/com contrato
2 Sem contrato/Informal
3 Não sabe

5.4 O pagamento era

1 com dinheiro
2 com bems/productos 3 Não sabe

5.6 Era uma actividade

1 Regular/Permanente
2 Sazonal/ por temporada
3 Eventual (biscato…)
4 Não sabe

→7.1 **5.7 Qual era o lugar da activide?**(*Pro,Dis,Pais)*

Fora Distrito

No distrito → 5.9

5.8 Quanto ganava?

enviava/trazia bems-dinheiro?cada quanto?

5.9 A parte dessa actividad, o seo casal tinha outras actividades para sustentar a familia?

1 Sim → Quais? *descrever*
2 Não 3 Não sabe

5.11 Quando terminou ese periodo/actividade?

5.12 Porque motivo?

5.13Ficou tempo sem actividade? 1 Sim 2 Não

5.14 Quanto tempo?

5.15 Ainda esta a fazer esta actividade

☐	☐	☐	☐
fim primaria...			
_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _
1 ☐	1 ☐	1 ☐	1 ☐
2 ☐	2 ☐	2 ☐	2 ☐
3 ☐	3 ☐	3 ☐	3 ☐
4 ☐	4 ☐	4 ☐	4 ☐
5 ☐	5 ☐	5 ☐	5 ☐
6 ☐	6 ☐	6 ☐	6 ☐
7 ☐	7 ☐	7 ☐	7 ☐
8☐.....	8☐.....	8☐.....	8☐.....
9☐.....	9☐.....	9☐.....	9☐.....
10☐.....	10☐.....	10☐.....	10☐.....
11 ☐	11 ☐	11 ☐	11 ☐
1 ☐	1 ☐	1 ☐	1 ☐
2 ☐	2 ☐	2 ☐	2 ☐
3 ☐	3 ☐	3 ☐	3 ☐
4☐	4☐	4☐	4☐
1 ☐	1 ☐	1 ☐	1 ☐
2 ☐	2 ☐	2 ☐	2 ☐
3 ☐	3 ☐	3 ☐	3 ☐
1 ☐	1 ☐	1 ☐	1 ☐
2 ☐ 3 ☐	2 ☐ 3	2 ☐ 3	2 ☐ 3
1 ☐	1 ☐	1 ☐	1 ☐
2 ☐	2 ☐	2 ☐	2 ☐
3 ☐	3 ☐	3 ☐	3 ☐
4 ☐	4 ☐	4 ☐	4 ☐
.....	.....	.....	.....
☐	☐	☐	☐
☐	☐	☐	☐
_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
.....	.....	.....	.....
1 ☐	1 ☐	1 ☐	1 ☐
.....	.....	.....	.....
2 ☐ 3 ☐	2 ☐ 3 ☐	2 ☐ 3 ☐	2 ☐ 3 ☐
_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _	_ _ / _ _ _ _
.....	.....	.....	.....
1 ☐ 2 ☐	1 ☐ 2 ☐	1 ☐ 2 ☐	1 ☐ 2 ☐
.....	.....	.....	.....

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"
Use of information of this interview are anonymous

6 ALUGAMENTOS

	rimaria...			
	____	____	____	____
6.1Onde morava nesse periodo? *(Pais, Prov,localidade o lugar)*	.....	.....	.....	.....
6.2 Era casa	1 ☐	1 ☐	1 ☐	1 ☐
1 casa dos padres	____	____	____	____
2 propietario (**Quando construiou, comprou**)	3 ☐	3 ☐	3 ☐	3 ☐
3 alugamento do empregador	4 ☐	4 ☐	4 ☐	4 ☐
4 casa alugada	.....	.....	.....	.....
5 Outro				
6.3 Mudou dessa casa?	2 ☐	2 ☐	2 ☐	2 ☐
1 Sim 2 Não				
6.4 Porque?.....	.....	.....	.....	.....
6.5 Em que ano? *(mes, ano)*	____	____	____	____
6.6 A sua familia saiou por motivo da guerra , Onde? Quando?				

Pode explicar quando è que comenzou a fazer machamba propia? O seu pai prestou lhe terras? Abriu terras propias? Quantas machamba tinha/producçao?

DECISOES DA FAMILIA	rimaria...			
	____	____	____	____
6.7 Quais foram as despesas mas importantes durante ese periodo?	1 ☐	1 ☐	1 ☐	1 ☐
1 a casa				
material construcçao para casa				
mobiliario para casa				
tanque	2 ☐	2 ☐	2 ☐	2 ☐
2 as actividades nas machambas				
Mao de obra para machamba				
Equipamento: moinho,charrua..				
3 Compra de animais/gado	3 ☐	3 ☐	3 ☐	3 ☐
4 Gasto para estudos das crianzas	4 ☐	4 ☐	4 ☐	4 ☐
5 Compra de vehiculo	5 ☐	5 ☐	5 ☐	5 ☐
6 Productos consumo	6 ☐	6 ☐	6 ☐	6 ☐
7 Lobolo	7 ☐	7 ☐	7 ☐	7 ☐
8 Outro.....**detalhar**.....	8 ☐	8 ☐	8 ☐	8 ☐
X Porque?	.....	.....	.....	.....

6.8 quais foram as mudanças na Organizaçao das actividades aqui ? O que e que guia a suas decisão do/a...quando esta fora quando esta presente?

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"
Use of information of this interview are anonymous

7 AS SUAS DECISOES E EXPERIENCIA DE TRABALHAR FORA

"Agora vamos falar da sua experiencia de ir a trabalhar fora para o primeiro e ultimo periodo de actividade"
(entrevistado/casal/parente)

	3☐		3☐
	reportar 5.1/6.1		
	1era Migração		*Ultim Migração*
5.1 Data de inicio de periodo (*mes/ano*)	_ _ / _ _ _ _		_ _ / _ _ _ _
6.1 Destino	.....		.....
DECISAO/ PREPARACAO			
7.1 Porque decideu ir a trabalhar fora?			
1 Procura de emprego	1 ☐	~~7.1~~	
2 Oportunidade de emprego	2 ☐		
3 Queria lobolar	3 ☐		
3 Outro....	4 ☐		
7.2 Porquê escolheu ese destino?		**7.2**	
1 Tinha trabalho arranjado com contactos	1 ☐		1 ☐
2 afectação da empresa/compania	2 ☐		2 ☐
3 Tinha parientes la	3 ☐		3 ☐
4 Tinha amigos, contactos la	4 ☐		4 ☐
5 outro.....	5 ☐.....		5 ☐.....
7.3 Antes de sair procurou informação com pessoas ?		**7.3**	
Sim 1, Quais? **Não 2 → 6.XX**			
3 familia	1 ☐ 2 ☐		1 ☐ 2 ☐
4 amigos	3 ☐		3 ☐
	4 ☐		4 ☐
7.4 como comunicou se com eles? Facilmente?		**7.4**	
1 Telex	1 ☐		1 ☐
2 Telefono	2 ☐		2 ☐
3 Celular	3 ☐		3 ☐
4 Outro.....	4 ☐		4 ☐
5 Não sabe	5 ☐		5 ☐
7.5 Quantos meses durou a fase de preparação?		**7.5**	
1	1☐☐		1☐☐
2 Não sabe	2☐		2☐
7.6 Pedeu permiso		**7.6**	
1 ao pai/familia	1 ☐		1 ☐
2 o foi uma decisao propia?	2 ☐		2 ☐
3 Não sabe	3 ☐		3 ☐
7.7 Quais dificuldades que encontrou ?	.....	**7.7**	.....
7.8 Tinha passaporte quando saiu?	.....		.....
1 Sim, **Quando consegiu**? ..(ano).....		**7.8**	
2 Não	1 ☐ _ _ _ _		1 ☐ _ _ _ _
3 Não sabe	2 ☐		2 ☐
7.9 Que frontera pasou? 1Resano Garcia 2 Outra	3 ☐		3 ☐
	1☐2☐.....	**7.9**	1☐2☐.....
7.10 Quem cobreu as despesas para ir até la?			
1.....	1 ☐.....	**7.10**	1 ☐.....
2 Não sabe	2 ☐		2 ☐
7.11 Si Recibiu apoio antes de viajar		**7.11**	
1 De Quem?.....	1☐.....		1☐.....
2 O que?.....	2☐.....		2☐.....
3 Não recibeu			

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"
Use of information of this interview are anonymous

	1ra migraçao		*Ultima migraçao*
	_ _ / _ _ _ _		_ _ / _ _ _ _
7.12 Quantos transportes teve que apanhar até o destino final	☐	~~7.11~~	
7.13 Que tipo de transporte(s) usou ?		~~7.12~~	
1 A Pé	1 ☐		
2 chapa / taxi privado	2 ☐		
3 compania de autobus/taxi *(nome)*.....	3 ☐		
3 amigo	4 ☐		
4 outro.....			
7.14 Onde dormeu quando chegou?		**7.13**	
1 Pariente/familia	1 ☐		1 ☐
2 Amigo	2 ☐		2 ☐
3 Alugamento do empregador	3 ☐		3 ☐
4 Alugamento propio	4 ☐		4 ☐
5 Outro/ Não sabe	5 ☐		5 ☐
7.15 Quantas vezes Mudou de alugamento nesse periodo?	6 ☐		6 ☐
1 "x" vezes 2 Não mudou		**7.14**	
7.16 Qual a direcção do lugar onde ficou? *(cidade, bairro, rua)*	1 ☐ 2 ☐	**7.15**	1 ☐ 2 ☐
7.16 Recibiu apoio no periodo de chegada	.....		.....
1 Sim	.....	**7.16**	.....
De Quem?.....	1 ☐		1 ☐
O que?.....	.....		.....
2 Não	.....		.....
7.17. Depois devolviu de alguma maneira esa ajuda, como?	2 ☐		2 ☐
USO DOS BENEFICIOS			
7.18 Como usou o <u>PRIMER PAGO</u>?		~~7.17~~	
1 Entrega ao pai para Pachare	1 ☐		
2 Lobolo	2 ☐		
3 Outro?	3 ☐		
7.19 Fez alguma compra importante nesse periodo com os seus pagos?		**7.18**	
1 Sim O que.....	1 ☐.....		1 ☐.....
2 Não	2 ☐		2 ☐
7.20 Apoiu a familia com os seus Pagos?		**7.19**	
1 Sim Quem: .....*precisar*.....	1 ☐		1 ☐ .....
<u>2 Não → 7.XX</u>	2 ☐		2 ☐
7.21 O que da/va ?		**7.20**	
1 Bems?.....			
2 Dinheiro?	1☐.....		1☐.....
	2 ☐		2 ☐
7.22 Como enviava ?		**7.21**	
1 amigos	1 ☐		1 ☐
2 Com empresa(Kawena/P.azul., Wenela.)	2 ☐		2 ☐
3 associaçao de transportadores?	3 ☐		3 ☐
4 transportadores privados	4 ☐		4 ☐
5 outro.....*precisar*.....	5 ☐		5 ☐

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"
Use of information of this interview are anonymous

7.23 Cada quanto tempo?
1 mensual
2 outro.....

7.24 Teve uma prima com o <u>ULT. PAGO</u> ?
1 Sim 2 Não

7.25 Como usou o <u>ULT. PAGO</u>?
1 Entrega ao pai para Pachare
2 compra
3 Outro?

7.26 tinha/tem conta bancaria la?
1 Sim , **Desde que ano**: _ _ _ _
2 Não

7.27 de forma geral quais eram as suas condições de trabalho?
1 ganho/vencimento/mes? (RD?)
2 beneficios sociais?

7.28 Cada que tempo volta/va ver a familia?
1 Cada 18 meses
2 Uma vez
3 Outro:.....*precisar*.....

7.29 cada q tempo a familia ia de visita la?
1 Nunca
2 Uma vez
3 Outro:.....*precisar*.....

7.30 Ajudaste outra pessoa a chegar nesse periodo?
1 Sim 2 Não
Quantas pessoas?
Quem?.....

7.23
1 ☐
2☐.....

(se terminou)
7.24
1 ☐ 2 ☐ 1 ☐ 2 ☐

7.25
1 ☐ 1 ☐
2 ☐ 2 ☐
3 ☐ 3 ☐

7.26
1 ☐ _ _ _ _ 1 ☐ _ _ _ _
2 ☐ 2 ☐

1☐☐☐☐ 1☐☐☐☐ 1☐☐☐☐
2..... 2..... 2.....

7.28
1 ☐ 1 ☐
2 ☐ 2 ☐
3☐..... 3☐.....

7.28
1 ☐
2 ☐
3☐.....

7.30
1 ☐ 2 ☐ 1 ☐ 2 ☐
☐☐ ☐☐
....

8 OS SEUS MEIOS DE VIDA E A ORGANIZACÃO DO TRABALHO

8.1. POSSE E USO DE TERRAS / LAND OWNERSHIP AND OCCUPATION

8.1.1 A parte do quintal onde mora possee o tem acceso a outras terras?
Sim 1☐
Não 2 ☐ **<u>Porque</u>**:.....

8.1.2 Pode avaliar a superficie e a repartição entre as diferentes terras?

	N°	Sup/ Unid	**Onde (Distrito/Localidade)**
Horta no mesmo quintal da casa	☐		
Terras para culturas-machambas	☐		
Terras sem cultivar/ reposo	☐		
Terras para pasto	☐		
Terras para outras actividades (detalhar)	☐		
Outro/ outra Localidade/ Distrito?	☐		
TOTAL SUPERFICIE			

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"
Use of information of this interview are anonymous

8.1.3 No caso de ter acceso a terras, que tipo de posse tem a sua familia?

	Designada por o regulo e heredada	Designada por o regulo	terras collectivas da localidade	Prestado de um familiar o amigo	Ocupada	Comprada com /sem titulo	Outro (precisar)
Horta							
Terras para culturas/ machambas							
Terras para pasto							
Outras							

8.2. ACTIVIDADES DA HORTA/QUINTAL E DAS MACHAMBAS

Horta-quintal da casa

8.2.1 Tem culturas no quintal da sua casa?
Sim 1☐
Não 2 ☐ **→ 8.2.2 porque? Cultivava frutas o vegetais antes? O que pasou?**
.....
.....

8.2.3 Que tipo de fruteiros, vegetais cultiva durante um ano normal (nem pouca nem muita chuva)?

Tipo/ Type	**Numero de arvoles/ Quantid producção**	**Quem trabalha**	**evolução ?**
Frutas (detalhar) ☐ Tangerinas ☐ Caju ☐ Coco ☐ Jambalao ☐ Manga ☐ Outros.....	 ☐☐ arvoles _ _ _ _ ☐☐ arvoles ☐☐ ☐☐ ☐☐ ☐☐		
Vegetais (detalhar) ☐ Salada ☐ Tomate ☐ Outros.....	 ☐☐ und/semana _ _ meses/ano ☐☐ und/semana _ _ meses/ano ☐☐ ☐☐		
Outros (detahlar) ☐	 ☐☐	....	

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"
Use of information of this interview are anonymous

8.2.4 O que fizeram com a producção da horta durante o ano?

Tipo de cultura	Uso da producção (quantidade)				Motivo	Para quem/onde
	consumo propio	Venda	Trouca	Outro (detalha)		

Machambas-terras para culturas

8.2.5 Faz culturas nas suas machambas?

Sim 1☐ Não 2 ☐ → **8.3**

8.2.6 Se não, porque? Cultivava antes? O que e que se pasou?

.....

8.2.7 Se tem machambas, quantas,qual e o tamanho de cada ? O que produzem um ano regular?

	Cultura **toudo o ano? mixtura?**	Area (unidade)	Recolha (unidade)	**Quem trabalha (fam/vizinhos)**	**sempre foi asim o moudou cultura..quando/porque?**
M1					
M2					
M3					
M4					

E suficiente para Consumo familia? stock? Tem que comprar cereais?

8.2.8 O que fazem com a producção durante o ano ?

Tipo de cultura	Uso da producção Quantidade				Motivo	Para quem/onde?
	consumo propio	Venda	Troca	Outro (detalha)		

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"
Use of information of this interview are anonymous

8.1.4 Desde que vivem juntos : aumentou partes, disminuio partes? Quando? Porque?

Mudança (que machamba, superficie....)	Data	Porque/ Motivo
	_ _ / _ _ _ _	
	_ _ / _ _ _ _	
	_ _ / _ _ _ _	

8.3. CRIACAO DE GADO E ANIMAIS

8.3.1. Tem algum tipo de gado?

Sim 1☐ Não 2 ☐ → **8.4**

8.3.2 Se não, Porque? Tinhia gado antes? O que e que se pasou?

.....

.....

8.3.3. Quais dos siguentes gados tem a sua familia, detalha

Tipo	Numero	Quem cuida	De quem são?	quando comprou? Evoluiou?
Bovino (boe/vaca)				
Cabrito				
Porco				
Galhinas				
Outros				

8.3.4. O que fizeram com a producção do seus gados durante o ano?

Tipo de gado	Uso da producção /Quantidade				Motivo	Para quem / onde?
	consumo propio	Venda	Troca	Outro (detalh)		
Bovino						
Cabrito						
Porco						
Galhinas						
Outros asnos...						

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"
Use of information of this interview are anonymous

8.4 ORGANIZACAO DAS ACTIVIDADES, TRABALHO EQUIPAMENTOS

8.4.1. Voce precisa ajuda/mão de obra para as machambas? Se sim para que trabalhos? Qual e a relação com sua familia? Quanto paga?

Tipo de tarefa/trabalho	N° de pessoas que precisa	relação de penrentia	Quanto tempo? Meio dia ou enteiro? Quando?	Quanto costa?
abrir				
Lavranza				
Sacha				
Recolha				

8.4.2. Se existe uma necesidade de ajuda para as machamba/gado, como organiza as actividades? Faz Mafupe...

……

8.4.3 Que tipo de insumos agricolas compra? Onde compra ?

Tipo de insumo	Quantidade/costo por ano?	Onde compra?

8.4.4. elmiminado

8.4.5. Pode detalhar quais são os seus equipamentos propios?

Equipamento	Quantos?	Quando compro?	Quem comprou?	Preço?
charrua				
Enchada				
Machado				
Molinho				
carrinha/carro				
facilidades de armazem				
cereieros				
outros				

8.4.6. O que e que influencia /guia a sua decisão do/a...quando esta fora quando esta presente

Quantidade sembrada
quantidade stock guardado

Vendas

Organizaçao das actividades da familia ?

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"
Use of information of this interview are anonymous

8.5. Constrangimentos

8.5.1. principais dificultades/ limitaçoes que impidem melhorar a situação na

constrangimentos	motivo
Machambas	
escasez de terras	
sequia	
preços baixos	
falta de posibilidade de acceso o saida ao Mercado	
Outro	
Gado	
Falta de pasto	
Falta de agua	
Doencias	
Outro	
As actividade apois da recolha	
Falta de posibilidade de armazenamento	
Preços baixos	
Robos	
Outro	

8.6. SITUACAO FINANCIERA DA FAMILIA

8.6.1 Quais sao as fontes de rendimentos disponiveis para a sua familia? Pode avaliar o monto que recibe de cada fonte?

typo de Fonte		fonte/ importancia	Monto annual/mensual	para que/quem usa?
Trabalho permanente				
Actividades independentes não agricolas / biscato (fabrica e venda de bebida, venda productos , pedreiro)				
envio de remesas	dinheiro			
	bems			
Seguros	pensao			
	subsidios			
outras				

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"
Use of information of this interview are anonymous

8.6.2. Qual e a fonte que mas permite sostentar a familia? Como tem evoluido as diferentes fontes desde que estam casados? Porque ?

……..

8.6.3. Voce o outra pessoa da sua familia esta a procuar de outra actividade/biscato? Que tipo? Porque? Quais são os seus projectos

8.6.4 Si não migrou porque?

8.6.5 Si não tem actividades independentes porque?

8.7. ACCESO A INSTITUCOES

8.7.1 Tem conta bancaria? O acceso a um banco

Sim 1☐ Não 2 ☐

8.7.2 voce o a sua familia logra guardar dinheiro?

Sim 1☐ Não 2 ☐

O minimo Quanto por mes/ano? Como?

	Monto?
instituçao formal (banco …)	
Xitique/Stockevel	
Outro	

8.7.3. Pedeu dinheiro em prestado alguma vez?

Sim 1☐ Não 2 ☐

8.7.4 Se sim,

Monto prestamo	Quando?	fonte	Proposito	prazo	Forma de pago (efectivo/especie)

8.7.5 suprimido

8.7.6. A que outras instituçaoes accede o sabe que existe aqui e na Ad S?

Tipo de organisação	A/E	Tipo de organização	A/E
Associaçao de productores		grupo politico	
cooperativas		groupo de credito/guardar dinheiro	
Outros groupos de producçao		NGOs o cooperaçao	
Organization profisional		Associaçao cultural	
sindicatos		Outro	
comité local			
grupo igregia			

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"
Use of information of this interview are anonymous

Quando è que volta o seu casal/ o familiar quem trabalha la na Ad S?

Estaria disponivel para responder outra entrevista?
Sim 1☐ Não 2 ☐

Telefono o contacto:

"PROFESSIONAL/MIGRATORY HISTORY AND LIVELIHOODS SURVEY"
Use of information of this interview are anonymous

ANNEXE 14 : guide entretien semi ouverts : histoire socio économique et histoire agraire locale

Objetivo: conhecer os principais acontecimentos em relaçao com a historia do pais que tiveram impacto na vida e actividades das familias da localidade de Leonzoane

Edade : Cargo ocupado pela pessoa :

Parte1- antes de 1975: COLONIA

1) Ja existia como tal a localidade de leonzoane o tinha outro nome? Sabe Quando è que foi creada a Localidade de Leonzoane?

2) Que familias eram as Linhagem e regulos nessa epoca?

3) Quando chegaram os 1ros portugueses? Lembra dos nomes das principais familias?

4) Que activides faziam ? (machamba, negocios?)

5) Onde? Que parte ocupavam os portugueses?

6) O que cultivavam?

7) Como funcionava? O que deviam fazer as familias? Os regulos?

8) Quais eram as relacoes entre os regulos e portugueses?

9) Quais eram os impostos?

10) Teve discussoes entre regulo e portugueses? sobre uso das machambas e outros recursos (entre plantações, machambas dos portugueses e machambas dos camponeses)

11) Como è que foi aplicado o trabalho forçado? Que culturas? Apanharam machambas de pessoas o fizeram em partes que nao estavam ocupadas?

12) Com o xibalu as familias tinhiam tempo ir na sua machamba ? era um problema?

13) Como e que viviam? A area que podia cultivar era mas o menos de agora?

14) Existia Outros trabalhos forcados fora de Leonzoane? Quando saia a gente Onde onde ia a trabalhar as pessoas?

15) A parte do algodao, Quais eram as culturas q existiam que ja nao existem ?

16) Ja existia gado? Alguma coisa importante desse periodo que esqueceu?

P2- 1978-1992/ INDEPENDENCIA/GUERRA

Cuando e que terminaram de sair os portugueses? Demorou?

A saida dos portugueses creo problemas? De abastecimento de productos?

Como e que a Frelimo organizou para implementar o seu programa?

Eligiram representantes? Como ?

Quem eram (de Maputo? Da localidade? regulos)

Quais eram as relaçoes entre regulo e a Frelimo?

Quantos GD existiam na Localidade?

Quais eram o seus objetivos?

Como funcionava?

Foi um exito ou encontrou dificuldades? Quais?

O programa da Frelimo a nivel nacional era a creaçao de machambas do estado, de cooperativas e de aldeias comunais

Crearam cooperativas ?

Qual era o objetivo? Como funcionava?

Quantas? O que se produzia?

Onde? Quem era socio?

Foi um succeso o encontrou dificuldades?

O q e q se paso com as terras que deixaram os portugueses? Com as infraestructuras?

Hove dificuldades no uso, terra o agua cooperativas, machambas familiares e outras formas de emprego da força de trabalho),

O que funciono e que nao funciono? Quais foram os principais problemas/conflictos? Respeto a terra? Agua? Porque? Crearam machamba do Estado? Porque? Massinga, Morrumbene?

Crearam aldeias comunais? Porque?

Existia mercados para venda de productos? Como funcionava?

Quais foram as medidas e mudanças?

GUERRA:

quando e que entro a renamo aqui? Fizeram uma caserna? Em que circulo?

Onde fugiou a gente, quais foram os anos em que mas foi activa a guerra?

A maioria das pessoas fugiram ? A Onde? Sobre toudo a Massinga? Mas a maputo?

Quando no fugiram a massinga o maputo, onde que ficaram as familias?

Frelimo construiou caserna? Onde?

Reforma agraria 1997

Quais eram as actividades q existiam que ja nao existem ?

Tem que ver como chegada de famlias de funhalouro?

Acha que teve algum efecto sobre a forma de fazer machambas? Coisas q mudaram?

Entre 1975 e 1992 quais foram os anos mas dificeies de seca e fome?

Perido 3- depois de 1993/ DEMOCRACIA

Depois do fim da guerra a gente voltou , a maioria o outros nao?

Hove problemas /conflictos com terras

Hove mudanças na machamba? Quais?

Quando e que comenco a se vender terras aqui?como é?

Como evoluiu a procura de terras depois do fim da guerra? Porque?

Ha uma diferenca entre a forma de fazer machamba antes da guerra e hoje ? qual e?

E o Gado? De cada 10 familias quantos tem gado?

Ha reglas o tradiçoes que se perderam com respecto a machamba?

Ese ano por exemplo quantas familias pederam para abrir machambas?

Eram familias de majhonjhon de aqui? Familias de outra localidade?

ANNEXE 15 : grille d'enquête rapide sur les destinations de migration et activités des familles de Leonzaone

Identificaçao dos lugares de trabalho das pessoas do Distrito de Massinga na Africa do Sul

	1	2	2a: SIM		2b: NAO			3	4a	4b	5	6	7	8	9
N°Pessoa	**Você tem casal ?** **SIM / NAO**	**Você ou o seu casal trabalha o foi alguma vez a AdS para apoiar a familia? Quem**	**Qual è a sua edade o Data de nascimento**	**Qual è a edade o data de nascimento do seu casal**	**NAO** **Um dos seus pais ja foi a trabalhar a AdS para apoiar a familia? Quem**	**Qual è a Data de nascimento do seu pai**	**Qual è a data de nascimento da sua mai**	**Quando è que saiu a primera vez?**	**Si ja não vai mais là, Qual è a Provincia onde estava quando saiu a primera vez**	**Si ainda esta a trabalhar la, Qual è Provincia onde esta na Africa do Sul** (NW, Gauten, Mpumalanga, Free State, ….)	**Qual è a Cidade/Lugar onde fica(va) na Africa do Sul**	**si não sabe, da outra informação sobre o lugar …perto de?**	**Que tipo de Actividade que faz(ia)** (**sector**:minas, agricultura, construcçao, venda.. **Trabalho**: venda loja propia, serralhero...)	**Si trabalha(va) por uma Cia: Quel è** Nome da empresa	**Onde esta a casa dele/dela em Mozambique (Loc,povoaçao, circulo...)**
ex	SIM	sim, esposo	45 (1964)	48 (1961)	x	x	x	1986		Gauten	Westonaria		mina, conductor de carinha	KLOOF	Lehonzoane, Sahane, marrucua
ex	NAO	x	x	x	SIM	45 (1964)	48 (1961)	1996	NW	x	Carletonville	x	servicios, venda numa loja de productos alimentarios	GAMES	Lehonzoane, Sahane, muconjo

ANNEXE 16 : structure de la base de donnée spss pour organiser les variables primaires tirées du questionnaire biographique

Module 1 Ménage Num_ Fam ID_Fam_P ers	**Module 2 Couple** Num_Fam ID_Fam_Pers	**Module 3 Personnes** Num_Fam ID_Fam_ Pers	**Module 4 TRAJ_PRO_ Sys Acti-Sys R** Num_Fam ID_Fam_Pers	**Module 5 TRAJ_MIG_ SysMob-Sys Acti** Num_Fam ID_Fam_Pers	**Module 6 LIENS SYSMOB & S ACTI** Num_Fam ID_Fam_P	**Module 7 Culture Elevage** Num_Fam N°Cult
Données socio demo et Système de Revenu 2009/10 commune au ménage	Données socio-demographique sur chaque membre du couple 2010	Données socio démo éco pour chaque membre de l'Unité familiale 2010	Données sur trajectoire professionnelle : caractéristiques Activités pour chaque membre du couple	Données trajectoire Migratoire : caractéristiques Sys Mobilité pour chaque membre du couple	Données sur les décisions économique s du ménage par rapport aux différents actifs	Caractéristiqu es tecnico-eco Système de production 2009-10

ANNEXE 17: profils de mobilités sur l'ensemble des périodes croisés avec la variable âge (résultats)

Caractérisation par les modalités des classes de la partition
Coupure 'a' de l'arbre en 7 classes

Classe: CLASSE 1 / 7 (Effectif: 15 - Pourcentage: 17.05)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids	
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	de 7 à 8 ans	73,33	15,91	78,57	5,56	0,000	14	
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	4 migrations ou +	86,67	27,27	54,17	5,11	0,000	24	
C_Groupe_Age_20	GrAge20=60+	80,00	29,55	46,15	4,22	0,000	26	SM1Colo
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	2International	93,33	44,32	35,90	4,06	0,000	39	
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	NbLieuGe=1lieu	86,67	60,23	24,53	2,08	0,019	53	
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	de 5 à 7 ans	20,00	15,91	21,43	0,15	0,441	14	

Classe: CLASSE 2 / 7 (Effectif: 4 - Pourcentage: 4.55)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids	
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	5Alternance National	100,00	4,55	100,00	4,92	0,000	4	
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	3 ou 4 lieux	75,00	17,05	20,00	2,17	0,015	15	
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	4 migrations ou +	75,00	27,27	12,50	1,55	0,060	24	
C_Groupe_Age_20	GrAge20=60+	75,00	29,55	11,54	1,44	0,076	26	SM2colo
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	NbLieuGe=2 lieux	25,00	22,73	5,00	0,39	0,349	20	
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	2 migrations	25,00	21,59	5,26	0,33	0,371	19	
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	de 8 à 9 ans	25,00	12,50	9,09	0,20	0,420	11	
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	de 4 à 5 ans	25,00	14,77	7,69	0,05	0,479	13	
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	de 7 à 8 ans	25,00	15,91	7,14	0,02	0,493	14	
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	de 5 à 7 ans	25,00	15,91	7,14	0,02	0,493	14	

Classe: CLASSE 3 / 7 (Effectif: 5 - Pourcentage: 5.68)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids	
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	Tps_MiGe=1 ou 2 ans	100,00	5,68	100,00	5,45	0,000	5	
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	Nb_MigGe=1 migration	80,00	29,55	15,38	1,95	0,025	26	
C_Groupe_Age_20	GrAge20=60+	60,00	29,55	11,54	1,03	0,151	26	SM3colo
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	ECH-1PGe=1National	40,00	22,73	10,00	0,47	0,318	20	SM3eco?
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	NbLieuGe=1lieu	80,00	60,23	7,55	0,43	0,335	53	
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	2International	60,00	44,32	7,69	0,27	0,392	39	

Classe: CLASSE 4 / 7 (Effectif: 11 - Pourcentage: 12.50)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids	
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	de 4 à 5 ans	100,00	14,77	84,62	6,91	0,000	13	
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	3 migrations	54,55	21,59	31,58	2,29	0,011	19	
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	2International	63,64	44,32	17,95	1,05	0,146	39	
C_Groupe_Age_20	GrAge20=60+	45,45	29,55	19,23	0,89	0,186	26	
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	NbLieuGe=1lieu	72,73	60,23	15,09	0,56	0,287	53	
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	4International puis	9,09	3,41	33,33	0,43	0,333	3	
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	ECH-1PGe=1National	27,27	22,73	15,00	0,06	0,478	20	
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	NbLieuGe=2 lieux	27,27	22,73	15,00	0,06	0,478	20	
C_Groupe_Age_20	GrAge20=20-40	36,36	31,82	14,29	0,03	0,487	28	SM1eco SM2eco

Classe: CLASSE 5 / 7 (Effectif: 25 - Pourcentage: 28.41)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids	
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	Nb_MigGe=1 migration	76,00	29,55	73,08	5,67	0,000	26	
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	NbLieuGe=1lieu	100,00	60,23	47,17	5,12	0,000	53	
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	ECH-1PGe=1National	60,00	22,73	75,00	4,80	0,000	20	
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	Tps_MiGe=10 ans	56,00	28,41	56,00	3,27	0,001	25	
C_Groupe_Age_20	GrAge20=41-60	60,00	38,64	44,12	2,33	0,010	34	SM1guerre
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	de 5 à 7 ans	28,00	15,91	50,00	1,60	0,055	14	
C_Groupe_Age_20	GrAge20=20-40	36,00	31,82	32,14	0,29	0,386	28	SM1eco

Classe: CLASSE 6 / 7 (Effectif: 6 - Pourcentage: 6.82)

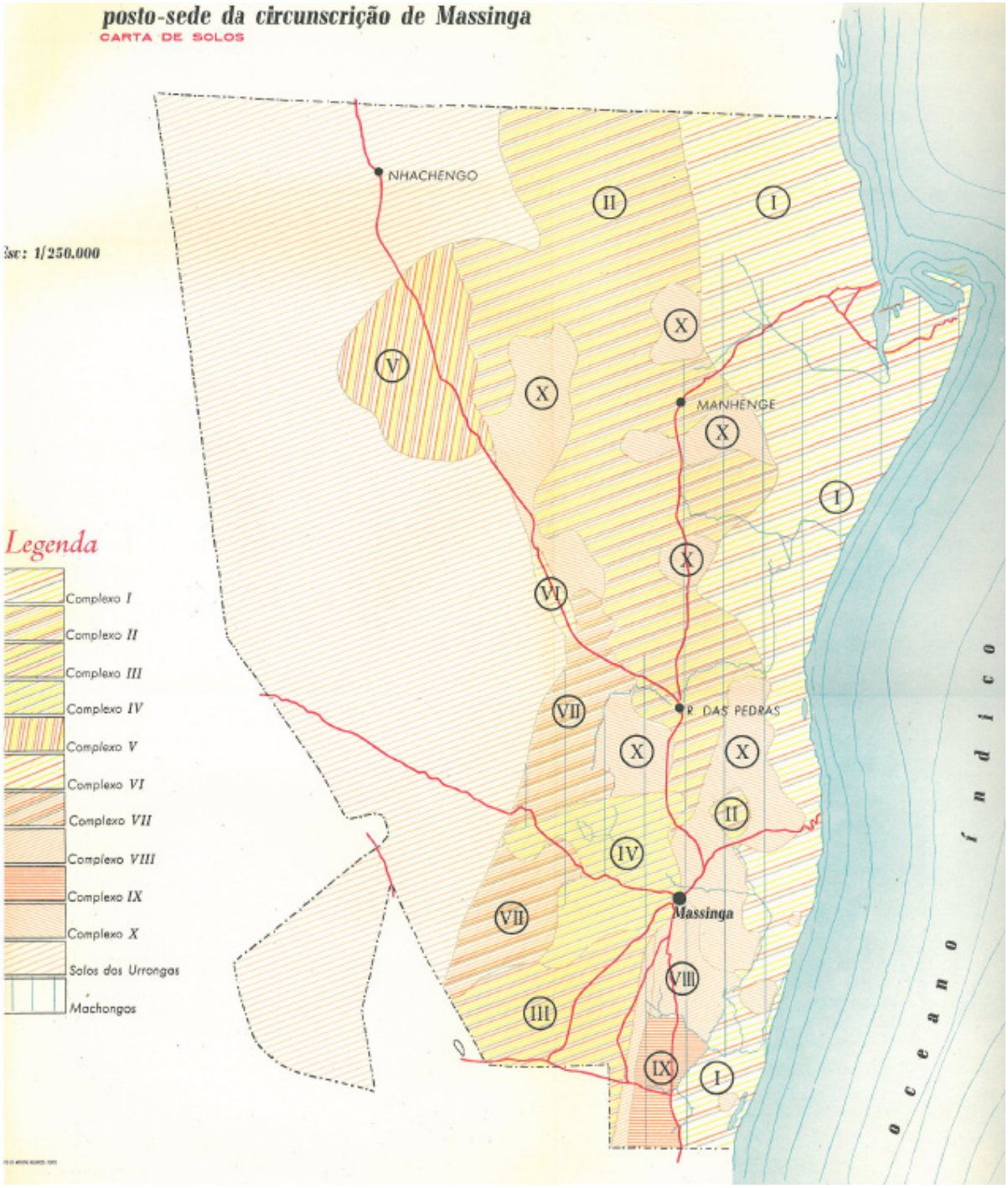
Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids	
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	de 2 à 4 ans	100,00	6,82	100,00	5,90	0,000	6	
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	2 migrations	83,33	21,59	26,32	2,96	0,002	19	
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	NbLieuGe=2 lieux	50,00	22,73	15,00	1,14	0,128	20	
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	2International	66,67	44,32	10,26	0,72	0,237	39	
C_Groupe_Age_20	GrAge20=20-40	33,33	31,82	7,14	0,32	0,375	28	SM3eco
C_Groupe_Age_20	GrAge20=41-60	50,00	38,64	8,82	0,19	0,427	34	
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	3National puis inter	33,33	25,00	9,09	0,08	0,470	22	

Classe: CLASSE 7 / 7 (Effectif: 22 - Pourcentage: 25.00)

Libellés des variables	Modalités caractéristiques	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Valeur-Test	Probabilité	Poids	
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	3National puis inter	86,36	25,00	86,36	7,23	0,000	22	
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	3 ou 4 lieux	50,00	17,05	73,33	4,15	0,000	15	
Nb_Lieux_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	NbLieuGe=2 lieux	50,00	22,73	55,00	3,10	0,001	20	
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	de 8 à 9 ans	31,82	12,50	63,64	2,63	0,004	11	
C_Groupe_Age_20	GrAge20=20-40	54,55	31,82	42,86	2,33	0,010	28	SM4-5-6 eco
Temps_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	Tps_MiGe=10 ans	50,00	28,41	44,00	2,27	0,012	25	
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	2 migrations	40,91	21,59	47,37	2,17	0,015	19	
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	3 migrations	31,82	21,59	36,84	1,05	0,148	19	
ECHELLE_ESPACE_1PhasVA	4International puis	9,09	3,41	66,67	1,02	0,153	3	
Freq_Mig_1PhasVA_REC_TYPO_G	4 migrations ou +	27,27	27,27	25,00	0,26	0,399	24	
C_Groupe_Age_20	GrAge20=41-60	40,91	38,64	26,47	0,01	0,496	34	SM2guerre

ANNEXE 18: différents types de sols à Massinga

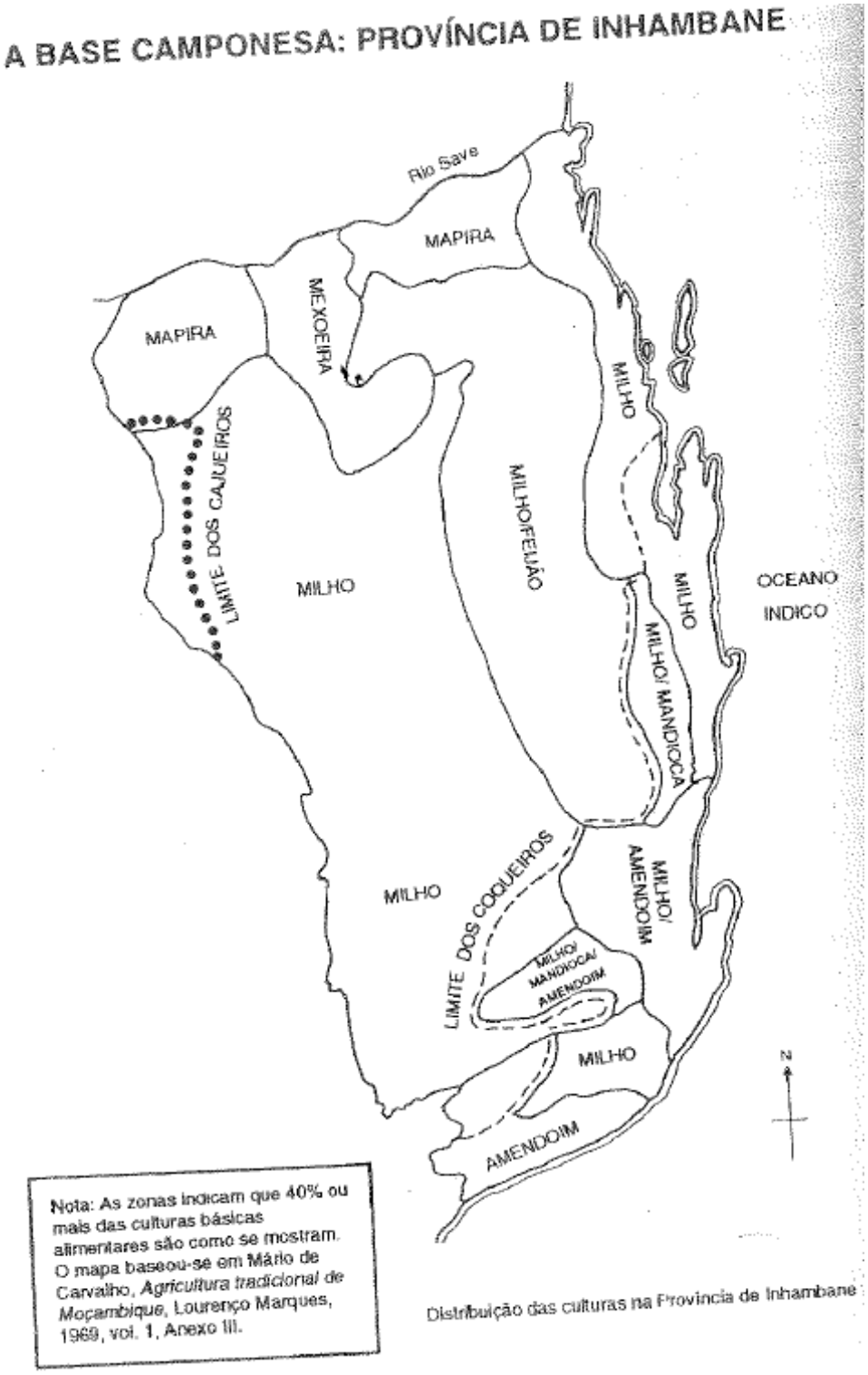
Bien que les limites de la localité de Leonzoane ne figurent pas ici, on peut estimer visuellement qu'elle comporte des sols des complexes 2, 4, 5, 6, 7,10 et des sols des Urongas.



Carte : limites des territoires des Regedorias de la Circonscription de Massinga, 1959

Source : Almeida, 1959

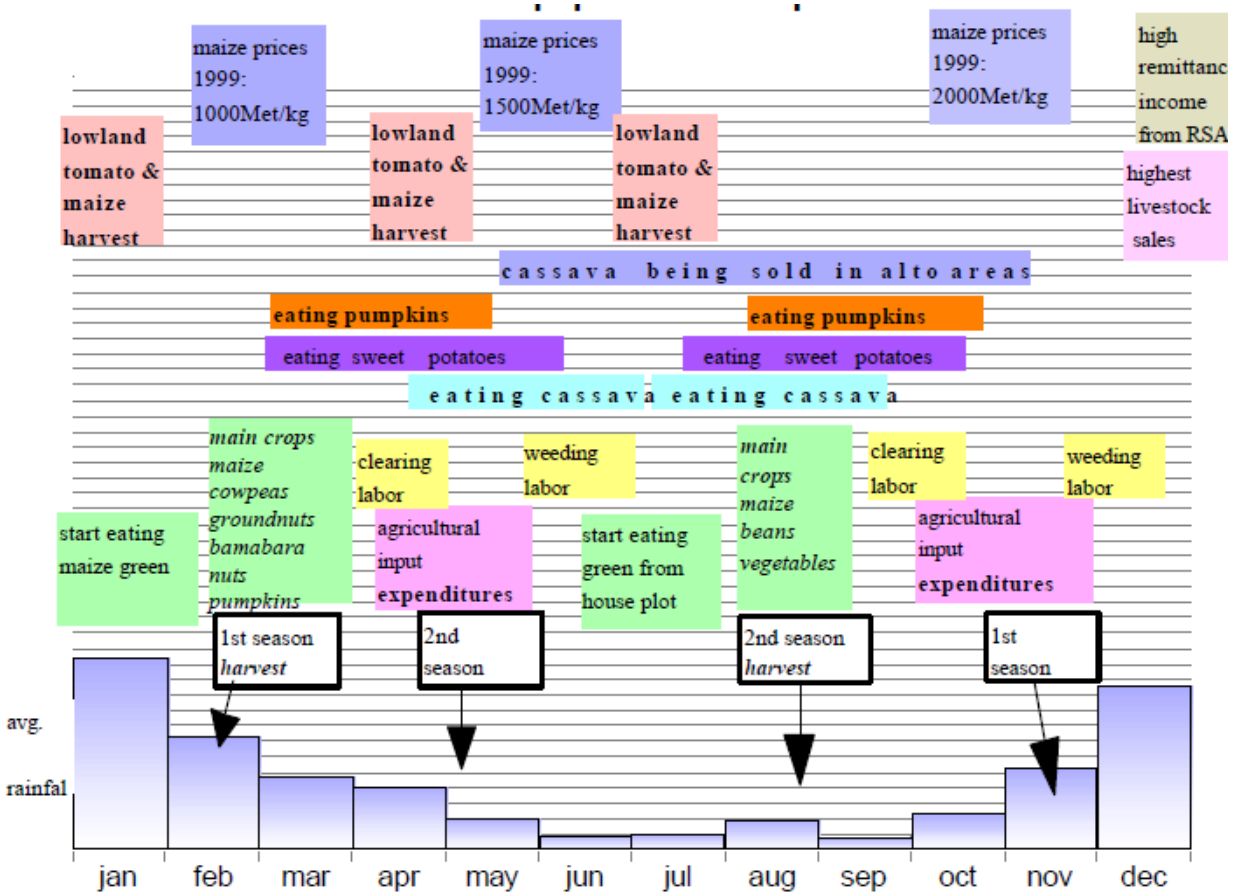
ANNEXE 19 : carte des principales cultures à Inhambane



Carte : zonage agricole de la région d'Inhambane.

Source : First et al, 1998

ANNEXE 20 : calendrier saisonnier des cultures et principaux travaux, Région Sud, Mozambique



Source : fewsnet, 2001 à partir de données pluviométriques moyennes entre 1990 et 1999 et d'enquêtes de terrain dans la province de Gaza (Chokwé, Chibuto et Guija)

ANNEXE 21: taux de changes Rand ZAR/Metical utilisés pour l'évaluation des revenus

Países	Moedas	Taxa	Periodo 2007	Taxa	Periodo 2008	Taxa	Periodo 2009	Taxa	Periodo 2010
Àfrica do Sul	Rand	3,6	31/01/2007	3,42	31/01/2008	2,56	31/01/2009	3,7	31/01/2010
Àfrica do Sul	Rand	3,61	28/02/2007	3,14	29/02/2008	2,58	28/02/2009	3,6	28/02/2010
Àfrica do Sul	Rand	3,51	31/03/2007	3,02	31/03/2008	2,67	31/03/2009	3,74	31/03/2010
Àfrica do Sul	Rand	3,64	30/04/2007	3,11	30/04/2008	2,96	30/04/2009	4,32	30/04/2010
Àfrica do Sul	Rand	3,7	31/05/2007	3,17	31/05/2008	3,18	31/05/2009	4,42	31/05/2010
Àfrica do Sul	Rand	3,6	30/06/2007	3,04	30/06/2008	3,32	30/06/2009	4,49	30/06/2010
Àfrica do Sul	Rand	3,69	31/07/2007	3,16	31/07/2008	3,37	31/07/2009	4,64	31/07/2010
Àfrica do Sul	Rand	3,56	31/08/2007	3,14	31/08/2008	3,37	31/08/2009	5	31/08/2010
Àfrica do Sul	Rand	3,62	30/09/2007	3	30/09/2008	3,63	30/09/2009	5,08	30/09/2010
Àfrica do Sul	Rand	3,81	31/10/2007	2,5	31/10/2008	3,7	31/10/2009	5,21	31/10/2010
Àfrica do Sul	Rand	3,72	30/11/2007	2,41	30/11/2008	3,65	30/11/2009	5,11	30/11/2010
Àfrica do Sul	Rand	3,52	31/12/2007	2,49	31/12/2008	3,66	31/12/2009	5,01	31/12/2010
TAUX ANNUEL		**3,63**	**2007**	**2,97**	**2008**	**3,22**	**2009**	**4,53**	

source: http://www.bancomoc.mz/Mercados.aspx?id=tcmbM&ling=pt

Países	Moedas	Taxa	Periodo	Taxa	Periodo	Taxa	Periodo	Taxa	Periodo
Estados Unidos	Dolar	25,85	31/01/2007	23,92	31/01/2008	25,4	31/01/2009	27,53	31/01/2010
Estados Unidos	Dolar	25,84	28/02/2007	24,07	29/02/2008	25,75	28/02/2009	27,59	28/02/2010
Estados Unidos	Dolar	25,78	31/03/2007	24,17	31/03/2008	26,53	31/03/2009	27,72	31/03/2010
Estados Unidos	Dolar	25,88	30/04/2007	24,18	30/04/2008	26,61	30/04/2009	31,85	30/04/2010
Estados Unidos	Dolar	25,89	31/05/2007	24,17	31/05/2008	26,6	31/05/2009	33,73	31/05/2010
Estados Unidos	Dolar	25,75	30/06/2007	24,08	30/06/2008	26,62	30/06/2009	34,24	30/06/2010
Estados Unidos	Dolar	25,71	31/07/2007	24,06	31/07/2008	26,66	31/07/2009	34,87	31/07/2010
Estados Unidos	Dolar	25,7	31/08/2007	24,02	31/08/2008	26,74	31/08/2009	36,47	31/08/2010
Estados Unidos	Dolar	25,72	30/09/2007	24,12	30/09/2008	27,22	30/09/2009	36,17	30/09/2010
Estados Unidos	Dolar	25,74	31/10/2007	24,14	31/10/2008	27,57	31/10/2009	35,91	31/10/2010
Estados Unidos	Dolar	24,88	30/11/2007	24,31	30/11/2008	27,43	30/11/2009	35,62	30/11/2010
Estados Unidos	Dolar	24	31/12/2007	24,85	31/12/2008	27,37	31/12/2009	34,08	31/12/2010
TAUX ANNUEL		**25,56**		**24,17**		**26,71**		**32,98**	

source: http://www.bancomoc.mz/Mercados.aspx?id=tcmbM&ling=pt

ANNEXE 22: salaires minimum Mozambique 2008-2012

Mozambique minimum wages per month from 2008 to 2012 as announced in April each year

Sector	Minimum wage, Meticias					Minimum wage, US $					Percentage Change					
	2008 Mt	2009 Mt	2010 Mt	2011 Mt	2012 Mt	2008	2009	2010	2011	2012	2008-9	209-10	2010-11	2010-11	2011-12	2011-12
						$	$	$	$	$	$	$	Mt	$	Mt	$
1:Agriculture, livestock, forestry	1,315	1,486	1,692	2,005	2,300	54.27	53.96	52.4	62.09	82.91	-0.60%	-2.90%	18.50%	18.50%	14.70%	33.50%
1a: Sugar	1,315	1,500	1,593	2,075		54.27	54.47	49.33	67.39		0.40%	-9.40%	30.30%	36.60%		
2: Fisheries	1,892	2,050	2,200	2,475	2,640	78.09	74.44	68.13	80.38	95.17	-4.70%	-8.50%	12.50%	18.00%	6.70%	18.40%
2a: Kapenta	1,810	1,900	2,090	2,300	2,485	74.7	68.99	64.73	74.7	89.58	-7.60%	-6.20%	10.00%	15.40%	8.00%	19.90%
3: Mining	1,892	2,120	2,400	2,890	3,526	78.09	76.98	74.33	93.86	127.11	-1.40%	-3.40%	20.40%	26.30%	22.00%	35.40%
3.a Quarry, sand					3,295					118.78						
4: Manufacturing	1,975	2,300	2,497	3,100	3,585	81.51	83.51	77.33	100.68	129.24	2.50%	-7.40%	24.10%	30.20%	15.60%	28.40%
4a Baking			2,497	2,850	3,021			77.33	92.56	108.9			14.10%	19.70%	6.00%	17.70%
5: Electricity,gas, water	2,140	2,403	2,662	3,222	3,817	88.32	87.25	82.44	104.64	137.6	-1.20%	-5.50%	21.00%	26.90%	18.50%	31.50%
5a large companies >100 workers			2,662	3,116				82.44	101.2				17.10%	22.80%		
6: Construction:	1,909	2,115	2,435	2,775	3,177	78.79	76.8	75.41	90.13	114.53	-2.50%	-1.80%	14.00%	19.50%	14.50%	27.10%
7: Non-financial	1,926	2,250	2,550	2,996	3,510	79.49	81.7	78.97	97.3	126.53	2.80%	-3.30%	17.50%	23.20%	17.20%	30.00%
8: Financial activities	1,942	2,745	3,483	5,320	6,171	80.15	99.67	107.87	172.78	222.46	24.40%	8.20%	52.70%	60.20%	16.00%	28.70%
9: Public administration, security	1,826	2,083	2,270	2,380	2,522	75.36	75.64	70.3	77.3	90.92	0.40%	-7.10%	4.80%	10.00%	6.00%	17.60%

Source : www wageindicator.org/root_files/minimum-wages-of-mozambique

Table des Matières

INTRODUCTION GENERALE 1

La restructuration des économies rurales africaines dans le contexte de globalisation : des systèmes d'activités des familles de plus en plus composites..... 2

Le poids et le rôle croissants des migrations dans les stratégies de diversification des familles .. 3

Intensification et complexification des formes de migration dans le contexte de globalisation ... 5

La question démographique, dimension incontournable du processus de développement en Afrique subsaharienne 7

Questionnements 7

Un cadre théorique croisant économie institutionnelle et géographie sociale pour analyser les interactions entre mobilités et systèmes d'activités 9

Le terrain de recherche et le dispositif d'observation et d'analyse 10

Plan 12

PARTIE 1- LES FONDEMENTS DE L'ANALYSE 13

I - Recompositions des économies rurales et migrations : enjeux renouvelés dans le contexte de mondialisation 15

A - Les enjeux des migrations dans les processus de développement : une spécificité Subsaharienne 18

1) Les recompositions des agricultures dans le contexte de mondialisation et les défis de la transition démo-économique en Afrique subsaharienne..... 18

2) Mondialisation des migrations : intensification et renouvellement des formes de circulations subsahariennes..... 31

3) Réorientation des stratégies des familles rurales : poids, modalités et rôle des migrations au sein des systèmes d'activités dans le contexte de mondialisation..... 38

La question de recherche au niveau global..... 51

B - Economie politique du développement et des migrations entre le Mozambique et l'Afrique du Sud 52

1) La migration instrument économique d'une relation de dépendance entre les Etats coloniaux portugais et du Rand : origine d'une trajectoire de développement différenciée du sud Mozambique 52

a) La conquête Zulu de l'Etat de Gaza et la politique coloniale portugaise : origines d'un développement régional différencié du sud Mozambique 53

b) La légalisation du système d'exportation de main d'œuvre comme principale politique de coopération entre Etats coloniaux (1897-1975)..... 60

2) Embargo économique et migratoire et l'asphyxie de l'économie rurale de la région sud durant la période socialiste (1978-1992) 62

3) Economie de marché et l'ambivalente libéralisation des migrations (1992-2012)..... 72

a) Mouvements incertains de retours de refugiés nationaux et internationaux 72
b) Démocratie et libéralisation économique en Afrique du Sud : déclin des secteurs primaires et crise de l'emploi 75
c) Croissance des inégalités dans le Mozambique post-conflit (1992-2012) et l'explosion des migrations illégales 77
C - Migration et stratégies des ménages ruraux mozambicains: enjeux pour un développement rural inclusif de la région sud 83
1) Croissance, inégalités et pauvreté rurale dans le contexte de libéralisation économique : une transition démo économique « désamorcée » (1992-2012) 84
2) Dynamiques migratoires post apartheid renouvelées (1994-2012) 92
3) Stratégies des familles rurales, diversification et migrations, faible visibilité et timide débat 97
Conclusion chapitre I : La question de recherche dans le contexte du Mozambique 114

II - Positionnements théoriques, cadre d'analyse et hypothèses 115
A - Sortir des paradigmes déterministes et de la sédentarité 118
1) L'approche standard néo classique (1955-1970) 119
2) L'approche structuraliste historique et les théories de la dépendance (1960-1980) 121
3) Dépassement des approches déterministes de la relation entre migration et développement ; émergence d'un nouveau paradigme (1990 - 2013) 124
B - Vers une approche plurielle pour l'analyse des interactions entre migrations et processus de développement 127
1) Les apports des approches institutionnelles en économie 128
a) La Nouvelle Economie des Migrations de Travail (NEMT) 128
b) Approche Institutionnelle de la Migration (AIM) comme processus social multidimensionnel 132
2) La migration comme une stratégie de moyens d'existence multi localisés des ménages 138
3) Une perspective de la circulation dans l'analyse des liens entre mobilités et transformations des systèmes d'activités 144
Conclusion Chapitre II: Cadre d'analyse et hypothèses 150

III - Dispositif méthodologique de collecte et de traitement des données 153
A - Choix et caractéristiques de la zone d'étude 156
1) La Province d'Inhambane et le district de Massinga, une zone représentative des dynamiques migratoires mozambicaines… 157
2) …et des dynamiques agricoles et rurales de la région Sud 159
3) Caractéristiques sociodémographiques de Leonzoane 167
Structure matrimoniale traditionnelle 167
Une zone de fortes migrations largement internationales et masculines 168

B - Une approche quali-quantitative des liens entre mobilités et systèmes d activités : des enquêtes biographiques complétées par une démarche ethnographique 170
1) Le choix d'une enquête biographique comme outil principal 172
2) Structure de l'enquête aux familles: un volet biographique principal complété par des volets transversaux 177
3) Des entretiens ouverts et des observations in situ complémentaires 180
4) Recueil d'informations statistiques et sources secondaires 180
C - Sélection et présentation de l'échantillon des familles 182
a) Sélection de l'échantillon des familles de Leonzoane 182
b) Comment interroger les migrants : des enquêtes à Leonzoane et au sein du principal champ migratoire en Afrique du Sud 187
D - Echelles spatio-temporelles et unités sociales d'analyses 191
1) Découpage en trois périodes historiques pour une analyse dynamique 191
2) La prise en compte des phases de cycle de vie des individus 194
3) Différentes échelles spatiales d'analyse 195
4) Définition des unités sociales d'analyse : comment observer les systèmes d'activités multi-localisés 196
E - Grilles d'analyses pour chaque hypothèse 199
Conclusion chapitre III – originalité et limites du dispositif méthodologique 202

PARTIE 2- DES MOBILITES CIRCULAIRES BIPOLAIRES ENCADREES PAR L'ETAT VERS DES FORMES VARIEES DE CIRCULATION SOUTENUES PAR LES RESEAUX : GENESE ET EVOLUTION DE L'INSTITUTION MIGRATION 203

1 La mesure des mobilités et leur évolution : rythmes, durées, espaces 205
Rythmes et durées de mobilités (indicateurs 1.1, 1.2, 1.3) 206
Echelles spatiales (indicateurs 3.1 et 3.2) 209
Typologies des systèmes de mobilités : les grands profils 209
2. Analyse des règles et de l'institution migration 213

IV - Les migrations circulaires bipolaires encadrées par le régime colonial 215
A - Le système bilatéral d'exportation de main d'œuvre vers les zones minières sud-africaines et la fabrique du paysan mineur 216
1) Le système migratoire circulaire intense vers les mines du Rand 216
2) La diversité limitée des profils de mobilité de la période coloniale et le profil dominant du paysan mineur 220
B - L'institutionnalisation de la migration par les autorités communautaires pour la reproduction du groupe 226

1) L'institutionnalisation de la migration sous contrôle des organisations communautaires..... 227
Contexte, émergence et règles de l'institution migration..... 228
Le rôle limité des réseaux 233
2) Le sens et les usages de l'institution migration 235
Conclusion chapitre IV..... 238

V - Migrations contraintes de la période de conflit et affaiblissement ou rupture avec les règles communautaires (1978-1993) 240
A - Expansion nationale et mobilités restreintes de la période de conflit (1978-1992)..... 241
1) Reconfiguration du système migratoire entre espace national et international 241
2) Limitation et réorientation spatiale des profils de mobilités..... 246
B - Dynamique autonome de l'institution migration et l'émergence des réseaux 254
1) Rupture avec les règles de contrôle des autorités traditionnelles et nouvelles formes d'échange réciproque..... 254
2) Consolidation et rôle émergent des réseaux nationaux pendant la guerre..... 257
Conclusion chapitre V 259

VI - Circulations flexibles soutenues par les réseaux de la période contemporaine (1994-2010) ... 260
A - Redéploiement du système migratoire et diversifications des profils mobilités..... 261
1) Complexification et élargissement du système migratoire..... 261
2) Diversité et émergence de nouveaux profils de mobilités 265
B - Redéfinition en cours et complexification de l'institution migration (1994-2010) 277
1) Continuité des changements amorcés pendant la période de conflit : affaiblissement du mode de production lignager..... 277
2) La redéfinition du contrat migratoire en cours : superposition et complexification des règles et rôle déterminant des réseaux comme support de la migration..... 280
Conclusion chapitre VI..... 287

PARTIE 3- POIDS ET ROLE DES MOBILITES DANS LES RECOMPOSITIONS DES SYSTEMES D'ACTIVITES : LA CIRCULATION COMME RESSOURCE ?..... 295
1 Typologie des systèmes d'activités et stratégies des ménages..... 298
2 Analyse des liens entre mobilités et recomposition des systèmes d'activités : rôle de la migration..... 301

VII - L'idéal du type du paysan-mineur sous le système migratoire colonial : une diversification limitée des activités liée à la migration 307
A - Contexte des stratégies des familles de Leonzoane : conditions agro-écologiques difficiles, histoire agraire et activités des familles 308

1) Des cultures tributaires d'une zone semi-aride soumise à de fortes variations climatiques 308
2) Eléments d'histoire agraire et activités économique des familles de Leonzoane 311
a) Le système de production agricole 312
Système de cultures vivrières de subsistance standard 312
Système de culture de fruits d'arbres natifs et importés 314
b) Les autres activités agricoles 314
L'élevage bovin pour la vente et/ou le labour avec traction 314
L'échange de travail agricole 314
Le travail salarié agricole 314
c) Les activités extra agricoles 315
Le travail salarié pour l'Etat ou l'Eglise 315
Le travail salarié dans le secteur privé (services, industrie) 315
L'auto emploi 315
3) Les activités liées à la politique coloniale : culture du coton, travaux forcés et contrats miniers 315
Travail forcé sous l'indigenato: Xibalo 315
La culture obligatoire du coton (1947-1962) : « Xicurumela » 316
Les contrats dans les mines en Afrique du Sud 317
B - Stratégies des ménages et rôle de la migration pendant la colonie 320
1) Système dual du « paysan mineur » (32%, type 4) 323
2) Système « paysan-mineur suivi d'une réorientation locale » (36%, type 3) 327
3) Le système « agricultor africano » : paysan-salarié puis agriculture commerciale (7 %, type 2) 333
4) Système « agriculture de subsistance & activité extra agricole locale » (25 %, type 1) 336
C - Poids et rôle important de la migration dans les stratégies des ménages pour l'accès à la terre et la consommation mais faible rôle de diversification dans le cadre coercitif colonial 338
Conclusion chapitre VII 344

VIII - Circulations, diversification et diminution relative des activités agricoles du contexte post apartheid : la mobilité comme ressource 346
A - Continuités et changements du contexte des stratégies des ménages 347
1) Infrastructures et environnement institutionnel agricoles peu développés 347
2) Dualité des marchés du travail et expansion des formes d'emploi précaires 353
B - Le rôle différencié de la migration dans les stratégies des ménages de la période d'économie de marché : accumulation non productive, diversification et dépendance 357
1) Système dual renouvelé : « agriculture de subsistance & activité extra agricole régulière » (mine ou autre) (17 %, type 4) 360
2) Activité extra agricole régulière & agriculture sous exploité « Système transnational », (7%, type 5) 366

3) Petite agriculture commerciale diversifiée & activité extra agricole occasionnelle, (type 1, 24%) 372
4) Système alternance agriculture de subsistance et salariat instable, « trappe à pauvreté» (21%, type 2)..... 376
5) Système Agriculture de subsistance et diversification extra agricole, (type 3, 21%)..... 381
6) Migrant « permanent » avec diversification agricole tardive (4%, type 6)..... 386
7) Système agriculture commerciale, (6%, type 7)..... 390
8) Exode rural / migrants définitifs (hors échantillon)..... 393
C - Rôle de la migration dans les stratégies : synthèse comparative 394
1) Formes et règles de mobilité, diversité et diversification des stratégies..... 394
2) Economie de dépendance et système économique local instable? 399
3) Eléments de prospective : vers plus de flexibilité et vulnérabilité des systèmes d'activités ?... 402
Conclusion Chapitre VIII 405

CONCLUSION GENERALE..... 407

Lexique des termes en xitsua et changana 417

Bibliographie 420

Listes des tables et illustrations..... 442

ANNEXES..... 450

Table des Matières 492

Résumé:

Dans le contexte de transition démo-économique en Afrique subsaharienne, l'évolution des stratégies des ménages ruraux vers des systèmes d'activités composites et la reconnaissance des modalités renouvelées des migrations soulèvent les enjeux liés aux recompositions des économies rurales. Cette thèse interroge le rôle renouvelé des mobilités des ménages ruraux mozambicains pour comprendre dans quelle mesure celles-ci constituent un élément central de recomposition de leurs systèmes d'activités dans le contexte régional postapartheid et de libéralisation.

Ce travail apporte un éclairage sur les articulations conceptuelles entre approches institutionnelles en économie et la notion de circulation, pour une analyse du rôle des mobilités dans les stratégies et systèmes d'activités sur le long terme. La démarche analytique est basée sur la reconstitution par enquêtes de biographies de 97 ménages et combine méthodes quantitatives et qualitatives.

L'analyse met à jour l'évolution de mobilités circulaires intenses vers l'Afrique du Sud des familles de Leonzoane pendant la période coloniale, vers des formes de mobilités plus complexes dévoilant plus de flexibilité professionnelle, dans des espaces plus larges au sein et en dehors du secteur historique minier. Ces mobilités s'accompagnent d'une diversité d'arrangements portés par les réseaux, attestant d'un contrat migratoire en formation, fondé sur une ressource circulatoire dans les stratégies des familles. La mise en regard de ces mobilités avec les recompositions des systèmes d'activités des ménages, met à jour une situation actuelle à Leonzoane très diversifiée. Pour une partie elle donne lieu à la complexification des ajustements au sein des systèmes d'activités dans lesquels le poids relatif de l'agriculture tend à diminuer, pour d'autres elle assure la reproduction de systèmes d'activités très stables non diversifiés. Elément fondamental des stratégies des familles, la migration peut aussi bien constituer une ressource stratégique qu'un facteur de précarisation ou de dépendance.

Mots clés : systèmes d'activités, migrations, trajectoires professionnelles et de mobilités, Mozambique, Afrique du Sud

Abstract:

In the context of the demo-economic transition in Sub-Saharan Africa, changes in rural household strategies towards more complex livelihoods, together with the recognition of renewed forms of migration, raise issues around the restructuring of rural economies. This thesis questions the renewed role of Mozambican rural households' mobilities to understand to what extent they represent a key factor with regards the reshaping of livelihoods in the present post-Apartheid and liberalization context.

This work sheds light on the conceptual links between institutional approaches in economics and the notion of circulation in geography in order to analyze the role of mobilities in livelihoods' strategies in the long term. The analytical approach is based on biographical surveys of 97 Mozambican rural households, and includes both quantitative and qualitative methods.

The analysis shows the evolution of intense and circular migration of Leonzoane families to South Africa during colonial times towards more complex forms of mobilities, with a higher degree of working flexibility, in more extended geographical areas within and beyond the historical mining sector. These mobilities rely on a diversity of arrangements embedded in networks, showing evidence of a migration contract in the making, based on household strategies' circular resources. The analysis of these migration forms together with the reshaping of households' livelihoods illustrates a highly diversified situation in Leonzoane. While some households show a growing complexity of adjustments of their livelihoods, in which the relative share of agricultural activities tends to decrease, others perpetuate very stable non-diversified livelihoods. Being a fundamental livelihood asset, migration can certainly act as a strategic resource for rural households, but can also be a factor of insecurity or dependency.

Keywords: livelihoods, migration, workers trajectories and mobility, Mozambic, South Africa.